



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service

Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

LES PESTIFERES

L'historiographie bainvillienne entre la
connaissance et la conscience historique
française au XX^e siècle

Jean-Paul Coupal

Thèse
présentée
au
Département
d'histoire

comme exigence partielle en vue de l'obtention
du grade de Philosophiae Doctor (Ph.D.)
Université Concordia
Montréal, Québec, Canada

Septembre 1988

(c) Jean-Paul Coupal, 1988

Permission has been granted to the National Library of Canada to microfilm this thesis and to lend or sell copies of the film.

The author (copyright owner) has reserved other publication rights, and neither the thesis nor extensive extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her written permission.

L'autorisation a été accordée à la Bibliothèque nationale du Canada de microfilmer cette thèse et de prêter ou de vendre des exemplaires du film.

L'auteur (titulaire du droit d'auteur) se réserve les autres droits de publication; ni la thèse ni de longs extraits de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation écrite.

ISBN 0-315-49121-3

SOMMAIRE

LES PESTIFERES

L'historiographie bainvillienne entre la connaissance
et la conscience historique française au XX^e siècle.

Jean-Paul Coupal, Ph.D.
Université Concordia, 1988

Ceci est une thèse d'historiographie et de philosophie de l'histoire. Plus particulièrement, il s'agit de retracer un itinéraire type qui mène de la connaissance à la conscience historique. La distance qui sépare la recherche et l'exposé d'informations d'histoire et sa compréhension par un large public, avec tous les bagages de sens, désirés ou refoulés, oblige de reconsidérer, avec un oeil nouveau, la pertinence, voire l'importance d'une philosophie de l'histoire structurée et fonctionnelle dans les cadres donnés de la société.

Considérons la philosophie de l'histoire comme une représentation sociale, nous supposons ici qu'elle répondra à la tri-dimensionalité de la représentation : l'imaginaire, le symbolique et l'idéologique. Chacune de ces dimensions impose alors son "empreinte" sur le texte historiographique pour lui faire jouer une fonction qui sont, dans notre cas, l'historicité, la signification et la moralisation.

Outre une introduction générale qui développe l'exposé théorique sur Jacques Bainville (1879-1936) et l'historiographie bainvillienne, les trois parties substantielles de la thèse concernent les trois fonctions que nous venons de nommer.

L'historicité, c'est l' "obscur certitude" que toutes les "images" de l'histoire que nous percevons sont liées les unes aux autres dans une structure cohérente et logique. Cette structure se constitue d'une part de la liaison causale que nous établissons entre les faits et d'autre part, du support littéraire, emprunté à la dramaturgie classique, qui permet de rassembler ces faits dans un discours narratif ou problématique cohérent qui confirme l' "obscur certitude" en "logique de l'histoire".

La signification rend compte que les images perçues et logiquement articulées en discours de l'histoire revêtent des symboles affectifs ou répulsifs qui puisent leur propre logique dans l'inconscient collectif contemporain aux historiens. Nous suggérons ici une herméneutique freudienne capable de dégager le sens latent des symboles bainvilliens qui, au-delà du sens manifeste de l'historiographie, détient le vrai "sens de l'histoire".

La moralisation articule images et symboles en valeurs chargées de stimuler l'orientation future de l'Histoire qui se fait et donner aux lecteurs une certaine capacité "de s'orienter dans l'histoire" à partir de "leçons" et de "lois" de l'histoire propre, dans le cas bainvillien, à la politique monarchiste de droite de Charles Maurras. Or. tire la "morale de l'histoire".

Enfin, un court épilogue montre comment, de la connaissance historique bainvillienne se sont développées des attitudes politiques, dans la France de Vichy comme dans celle de de Gaulle, dénotant une certaine conscience historique conséquente aux principaux enseignements de cette historiographie.

A Eric Brisebois,

-Dis ce que tu sais! Où étais-je
moi-même, avec mon moi entier et
authentique? Où étais-je avec
le sceau de Dieu sur mon front?

-Dans ma foi, dans mon espérance,
dans mon amour!

H. IBSEN. Peer Gynt.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tout particulièrement le professeur Geoffrey Adams qui, par sa confiance sans limite, sa patience et son vif intérêt pour un projet si peu conventionnel, a su être pour moi mieux qu'un directeur de thèse : il a été celui par qui tout a été possible.

Je tiens à souligner également l'encouragement et le dévouement qu'ont eus à mon égard les professeurs Irving Smith et Robert Tittler. Je les en remercie chaleureusement. Sans oublier non plus Mrs Linda McDonald pour toute sa gentillesse et son empressement dans des situations pas toujours faciles.

Enfin, je ne saurais passer sous silence le soutien et la confiance de ma complice, confidente et amie Claudine Dumont. Que ce texte soit l'expression de mon affection la plus profonde et la plus indéfectible. Merci Clô.

Cette thèse a bénéficié d'un soutien financier de l'Université Concordia et du Conseil de Recherches en Sciences humaines du Canada.

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	iii
DEDICACE	v
REMERCIEMENTS	vi
TABLE DES MATIERES	vii
LISTE DES SCHEMAS, TABLEAUX ET CARTE	xi
LISTE DES ABREVIATIONS	1
INTRODUCTION GENERALE : HISTORIOGRAPHIE ET PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE : UN CADRE THEORIQUE	
1- De la conscience historique I.	2
2- L'histoire comme représentation sociale.	6
3- Les trois catégories de la représentation.	10
3.1 L'imaginaire.	11
3.2 Le symbolique.	14
3.3 L'idéologique.	16
4- La philosophie de l'histoire comme modalité de la représentation ou l'histoire vue comme une science morale.	21
5- Applicabilité du cadre théorique.	26
6- De la conscience historique II.	29
PROLEGOMENES	32
Chapitre I LES HISTORIENS MALADES DE LA PESTE	
I.1 Ruines et vestiges.	33
I.2 Les historiens.	44
I.3 Les oeuvres.	67
Chapitre II ARCHEOLOGIE D'UNE HISTORIOGRAPHIE	
II.1 Valeur de l'historiographie.	91
II.2 L'épistémologie bainvillienne.	97
II.3 La méthode critique - Son échec.	107

II.4 La "méthode Bainville".	112
II.5 La philosophie de l'histoire.	119
II.6 La vulgarisation historique.	128
II.7 Réactions bainvilliennes.	132
II.8 Matrice originelle de l'historiographie bainvillienne.	137
II.9 La diffusion de l'historiographie bainvillienne.	145
ANNEXE AUX PROLEGOMENES	157

Première partie	
L'HISTORICITE	163

Chapitre I
SYNTHESE INTELLIGIBLE DE L'UNITE DE L'HISTOIRE PAR LA NATION

I.1 Consensus de la conscience historique française autour de la nation comme unité de l'expérience historique.	206
I.2 La nature politique de l'information historique.	211
I.3 La réalisation de la nation par l'auto-détermination.	215

Chapitre II
L'HISTORICITE BAINVILLIENNE DE LA FRANCE

II.1 Caractères originaux de l' <u>Histoire de France</u> de Bainville.	230
II.2 La France gallo-romaine.	233
II.3 La "révolution" capétienne et le Moyen Age.	236
II.4 Première fracture : la guerre de Cent Ans et les révolutions de Paris.	240
II.5 Le miracle valois.	244
II.6 La seconde fracture : les guerres de religion.	246
II.7 La réconciliation bourbonnienne.	250
II.8 La Révolution... et tout ce qui vient avec.	259
II.9 La Restauration et la monarchie de Juillet.	270
II.10 La Seconde République et le Second Empire.	273
II.11 La Troisième République.	275

Chapitre III
LES AUTRES HISTORICITES

III.1 L'historicité des autres nations conçue à partir de celle de la France.	281
III.2 L'Allemagne.	286
III.3 L'Angleterre.	289
III.4 La Belgique.	291
III.5 L'Espagne.	294

PREMIERES CONCLUSIONS 297

Deuxième partie LA SIGNIFICATION 307

Chapitre I HERMENEUTIQUE FREUDIENNE DE L'HISTORIOGRAPHIE BAINVILLIENNE

I.1 Un cas de névrose obsessionnelle.	337
I.2 Eléments de base de la psychanalyse freudienne.	358
I.3 Les affects : leur réalité et leur projection.	370

Chapitre II LA MERE-NATION

II.1 La figure maternelle projetée sur la Nation.	388
II.2 Les pulsions érotiques prêtées à la Mère-Nation.	393
II.3 Les pulsions de mort prêtées à la Mère-Nation.	397
II.4 Intrication ou désintrication de la personnalité de la Mère.	413

Chapitre III LE PERE-ROI

III.1 La figure paternelle projetée sur le Roi.	422
III.2 Les pulsions érotiques prêtées au Père-Roi.	438
III.3 Les pulsions de mort prêtées au Père-Roi.	443
III.4 Intrication ou désintrication de la personnalité du Père.	449

Chapitre IV L'ENFANT-PEUPLE

IV.1 La figure infantile projetée sur le Peuple.	468
IV.2 Les pulsions érotiques prêtées à l'Enfant-Peuple.	476
IV.3 Les pulsions de mort prêtées à l'Enfant-Peuple.	481
IV.4 Intrication ou désintrication de la personnalité de l'Enfant.	505

SECONDES CONCLUSIONS 511

Troisième partie LA MORALISATION 522

Chapitre I VALEUR DE L'HISTOIRE

I.1 Les leçons de l'histoire.	541
I.2 Les lois de l'histoire.	555
I.3 Les attitudes devant l'histoire.	578

Chapitre II	
ENTRE LA DECADENCE ET LA FAILLITE DE L'AUTO-DETERMINATION	
II.1 La décadence de la France.	594
II.2 La faillite de l'auto-détermination.	603
II.3 Les solutions.	628

Chapitre III	
L'AVENIR DE LA FRANCE	
III.1 Contraintes, aspirations et solutions dans l' <u>Histoire de France</u> de Bainville.	649
III.2 Au Moyen Age.	655
III.3 La guerre de Cent Ans et la solution valoise.	663
III.4 Les guerres de religion et la solution bourbonnienne.	668
III.5 La crise de l'Ancien Régime et la solution révolutionnaire.	677
III.6 La solution restauratrice.	685
III.7 Détériorations et dégradation.	690
III.8 Ce qu'il faut s'attendre des autres...	699
TROISIEMES CONCLUSIONS	706

EPILOGUE	
VARIATIONS SUR UNE PHRASE DE MALRAUX...	719
DIES IRAE.	738

BIBLIOGRAPHIE	
SOURCES BAINVILLIENNES.	749
OUVRAGES CONSULTES.	753

LISTE DES SCHEMAS, TABLEAUX ET CARTE

Liste des abréviations.	p. 1.
Tableau I : Schéma de la progression de la philosophie de l'histoire, de la connaissance à la conscience historique.	p. 28.
Tableau II : Tableau de la durée de vie des auteurs bainvilliens.	p. 55.
Lieux de naissance des auteurs bainvilliens distribués sur une carte de l'Action Française en 1910.	p. 60.
Tableau III : Tableau de la répartition des oeuvres bainvilliennes en fonction de l'âge des historiens.	p. 81.
Chronologie.	p. 153.
Annexe aux prolégomènes.	p. 157.
Tableau IV : Correspondances affectives entre structure familiale et instances politiques.	p. 375.

LISTE DES ABREVIATIONS

Sont données ici les abréviations courantes utilisées dans le texte selon le titre des volumes de base ainsi que l'édition dont je me suis servie, à savoir l'édition originale (é.o.) ou la reproduction en livre de poche (l.p.)

A.	Athènes, une démocratie de sa naissance à sa mort.	é.o.
A.M.T.	Aspects de monsieur Thiers.	é.o.
A.R.	L'Ancien Régime.	é.o.
B.	Byzance.	é.o.
C.V.	Charles V.	é.o.
E.A.M.	Eglise des Apôtres et des Martyrs.	é.o.
F.II.	Frédéric II.	é.o.
F.A.	Français et Allemands.	é.o.
F.B.R.	La Renaissance.	é.o.
F.J.	François-Joseph.	é.o.
G.II.	Guillaume II.	é.o.
H.IV.	Henri IV.	é.o.
H.A.	Histoire d'Allemagne.	é.o.
H.D.P.	Histoire de deux peuples.	Rééd. Flammarion.
H.E.	Histoire d'Espagne.	é.o.
H.E.U.	Histoire des Etats-Unis.	é.o.
H.F.	Histoire de France.	l.p.
H.P.Q.	Histoire de la Province de Québec.	é.o.
H.R.	Histoire de Russie.	é.o.
H.S.	Histoire Sainte : le Peuple de la Bible.	l.p.
H.T.G.	Histoire de trois générations.	é.o.
J.C.	Jules César.	é.o.
J.T.	Jésus en son temps.	é.o.
L.II.	Léopold II.	é.o.
L.XI.	Louis XI.	é.o.
L.XIV.	Louis XIV.	l.p.
L.P.	Louis-Philippe.	é.o.
M.	Mazarin.	é.o.
M.H.A.	Histoire d'Angleterre.	l.p.
M.H.R.	Histoire romaine.	é.o.
M.N.	Le maréchal Ney.	é.o.
N.	Napoléon.	l.p.
N.E.	Napoléon devant l'Espagne.	é.o.
P.A.	L'Allemagne depuis la Révolution française.	é.o.
R.	La Restauration.	é.o.
R*.	Richelieu.	é.o.
R.F.	La Révolution française.	l.p.
R.R.	Le Roi de Rome.	é.o.
S.	Sparte.	é.o.
S.E.	Le Second Empire.	é.o.
S.L.XV.	Le Siècle de Louis XV.	l.p.
S.R.	1848 et la Seconde République.	é.o.
S.R.V.	La Sérénissime République de Venise.	é.o.
T.	Turgot.	é.o.
T.N.R.	Le Tsar Nicolas II et la Révolution.	é.o.
T.R.	La Troisième République.	é.o.
W.	Wellington.	é.o.
W.P.	William Pitt.	é.o.

INTRODUCTION GENERALE

HISTORIOGRAPHIE ET PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE:

UN CADRE THEORIQUE

Certes, on sait mal comment s'établissent des relations entre l'histoire qui se fait et la conscience qu'on en prend.

JEAN DUVIGNAUD

Hérésie et subversion, Essais sur l'anomie, 1986, p. 72.

1- De la conscience historique I.

Ceci est une thèse d'historiographie et de philosophie de l'histoire. Plus particulièrement, il s'agit de retracer un itinéraire type qui mène de la connaissance à la conscience historique. La distance qui sépare la recherche et l'exposé d'informations d'histoire de sa compréhension par un large public, avec tous les bagages de sens, désirés ou refoulés, oblige de reconsidérer, avec un oeil nouveau, la pertinence, voire l'importance d'une philosophie de l'histoire structurée et fonctionnelle dans les cadres donnés d'une société.

Malgré l'anathème prononcé par les historiens, aussi bien que par les philosophes, je pense qu'il est possible de revenir à la philosophie de l'histoire sans pour autant revenir à une quelconque mécanique-synthèse capable d'ingérer et de digérer les différentes histoires particulières, pour en venir à énoncer des prophéties sur les temps futurs, ou, pire encore, d'élaborer des dogmes universels de lois et de solutions-clés pour diriger l'action sociale vers un sens tenu pour prédéterminé. Il ne s'agit pas, non plus, de reprendre la philosophie de l'histoire depuis ses origines,

d'y faire une purge de ce qui ne me convient pas, et de prolonger là où mes prédécesseurs se sont arrêtés. Il s'agit de commencer quelque chose d'expérimental, d'abord de définir ce que peut être la philosophie de l'histoire et la montrer là où je pense la reconnaître, ensuite la suivre dans l'accomplissement de sa fonction sociale.

Je pose en premier lieu le fait que la philosophie de l'histoire ne doit jamais être un substitut à l'historiographie (ce qu'elle a souvent été par le passé), ni un dogme théorique appelé à devenir théologique ou métaphysique et sur lequel l'historiographie devrait se conformer. Il est nécessaire d'établir la parfaite distinction entre les deux. Tandis que l'historiographie a essentiellement affaire avec la connaissance historique (recherches, enquêtes, cueillette et analyses de données, exposés méthodiques des résultats), la philosophie de l'histoire concerne particulièrement la conscience historique.

Parler de "conscience historique", c'est parler de quelque chose d'à peu près indéfinissable. Un philosophe chevronné comme Raymond Aron, lorsqu'il repère les "dimensions de la conscience historique" semble s'appuyer sur une évidence : "La conscience du passé est constitutive de l'existence historique. L'homme n'a vraiment un passé que s'il a conscience d'en avoir un, car seule cette conscience introduit la possibilité du dialogue et du choix. Autrement, les individus et les sociétés portent en eux un passé qu'ils ignorent, qu'ils subissent passivement... Tant qu'ils n'ont pas conscience de ce qu'ils sont et de ce qu'ils furent, ils n'accèdent pas à la dimension propre de l'histoire" (1). C'est en ce sens qu'il ajoute, plus loin, que "ce sont les Européens qui ont rendu aux Indiens la conscience de leur

(1) R. Aron. Dimensions de la conscience historique, Paris, Plon, 1964, p. 5.

passé" (2). On reconnaît là les préoccupations libérales du philosophe! Sa grande découverte, si je peux dire, c'est de considérer la conscience historique comme le lieu où résident les motivations qui vont déclencher le processus de la science historique qui "commence en réagissant contre les transfigurations imaginatives du passé" (3). Ceci ne nous dit toujours pas cependant ce qu'est la conscience historique.

Mais, avec Aron, il ressort du moins que la philosophie de l'histoire relève du champ de la conscience historique. Il essaie de la saisir par ses caractéristiques : "Chaque collectivité a une conscience historique, je veux dire une idée de ce que signifient pour elle humanité, civilisation, nation, le passé et l'avenir, les changements auxquels sont soumises à travers le temps les oeuvres et les cités" (4). Cette "idée" comporte trois éléments spécifiques "la conscience d'une dialectique entre tradition et liberté, l'effort pour saisir la réalité ou la vérité du passé, le sentiment que la suite des organisations sociales et des créations humaines à travers le temps n'est pas quelconque ou indifférente, qu'elle concerne l'homme avec ce qu'il a d'essentiel" (5). Le premier élément, Aron le rapproche du sens du terme "historicité", assez différent d'ailleurs de celui que nous retrouverons plus tard, sous la plume de Charles Morazé. Car, ce qui préoccupe surtout Aron, c'est la liberté : "Mais l'homme qui, par l'action, se veut libre dans l'histoire, se veut aussi libre par le savoir. Connaître le passé est une manière de s'en libérer puisque seule la vérité permet de donner assentiment ou refus en toute lucidité" (6).

"Donner assentiment ou refus en toute lucidité", cela relève de la psy-

(2) R. Aron. ibid. p. 96.

(3) R. Aron. ibid. p. 7.

(4) R. Aron. ibid. p. 95.

(5) R. Aron. ibid. p. 95.

(6) R. Aron. ibid. p. 96.

chologie. Mais retenons que la conscience historique appartient à la collectivité et, qu'à ce titre, c'est dans le champ de la psychologie collective que nous devrions pouvoir retrouver le siège d'élaboration de cette "idée". La philosophie de l'histoire agirait-elle un peu comme un mode d'insertion de la connaissance historique au niveau de la psychologie collective? Viserait-elle à présenter l'histoire comme une connaissance active? Je le pense. On pourrait reprendre ici l'allégorie fameuse de Marx et vouloir remettre l'histoire "sur ses pieds" après que certains professionnels de la discipline l'aient fait danser sur la tête... De toute façon, l'histoire seule, en tant que discipline professionnelle, ne le pourrait pas d'elle-même, pas plus qu'aucune autre discipline ne le peut et, entre l'enseignement, la diffusion d'une connaissance et sa réceptivité, sa compréhension, il se produit des phénomènes en chaîne que les sciences de la communication commencent à peine à exposer.

La recherche en histoire nous livre une série d'informations qui peuvent devenir autant d'images dès qu'elles entrent sur le marché des connaissances, et le mode par lequel est livrée cette information relève de la parole. On sait, depuis les travaux de Freud (en particulier Le mot d'esprit et ses rapports avec l'inconscient, 1905), qu'une distance sépare "invinciblement" la parole (le message, l'information, le signe) de l'interprétation par son auditeur. Distance qui résulterait du caractère symbolique du langage. Les signes linguistiques ont un rapport analogique avec le signifié qu'ils entendent exprimer ou communiquer. Les mots enveloppent une couche de sens superposés, et il faut remonter jusqu'à l'inconscient pour trouver l'origine perdue du symbole. Ceci est aussi vrai pour les informations abstraites (comme l'histoire) que pour les informations courantes. Enfin, les apports de la cybernétique américaine (Shannon et Weaver) nous montrent que

pour être compris, "le message doit entrer dans la catégorie du "déjà entendu". Pour être informatif, il doit apporter de l'inédit. C'est dans cette contradiction entre le banal et l'original que réside le problème de la communication" (7).

Le mode d'insertion est donc intimement lié aux processus de la communication. La philosophie de l'histoire apparaît comme l'un de ces processus dans la mesure où elle active l'information historique en vue de susciter, chez l'auditeur, une réceptivité qui ne sera pas que passive (du déjà su), mais éveillera aussi sa curiosité et son intérêt en le présentant comme concerné par ce passé.

2- L'histoire comme représentation sociale.

Jusqu'ici, nous avons surtout observé un mécanisme. Une information entre sur le marché des connaissances. Celle-ci est codée dans un langage qui est déjà une approximation et non une identité à l'information. Le langage fait de l'histoire une représentation, et une représentation sociale. La définition que donne la spécialiste Claudine Herzlich de la représentation sociale ne contredit pas ce que nous savons de l'activité de la philosophie de l'histoire : "modes de connaissance et des processus symboliques dans leur relation avec les conduites", donc "une modalité de connaissance particulière, expression scientifique d'une pensée sociale" (8). Elle décrit ainsi le processus global:

En tant que modalité de connaissance, la représentation sociale implique d'abord une activité de reproduction des propriétés d'un objet, s'effectuant à un niveau concret,

(7) Les définitions techniques sont tirées de l'article "communication", in C.-H. Favrod. La sociologie, Paris, Livre de poche, col. "Edma", # 4478, 1979, p. 70-71.

(8) C. Herzlich. "La représentation sociale", in S. Moscovici, Introduction à la psychologie sociale, vol. 1, Paris, Larousse, 1972, p. 303.

fréquemment métaphorique et organisée autour d'une signification centrale. Cette reproduction n'est pas le reflet dans l'esprit d'une réalité externe parfaitement achevée, mais un remodelage, une véritable "construction" mentale de l'objet, conçu comme non séparable de l'activité symbolique d'un sujet -- elle-même solidaire de son insertion dans le champ social. (9)

Dans une autre recherche concernant les perceptions des espaces, des temps et des thèmes telles que reflétées dans les programmes universitaires, j'ajoutais qu'il ne fallait pas se méprendre sur la valeur de la représentation sociale : "Elle n'est ni une perversion, ni une déqualification de l'information puisqu'elle joue elle-même comme modalité de connaissance. Elle véhicule souvent le sens profond et la signification essentielle à tout enracinement de la connaissance" (10).

La représentation est plutôt cette distance révélée par Freud, et qui s'établit une première fois entre l'information et sa transmission puis, une seconde fois, entre sa réception et sa compréhension par l'auditeur. A chaque distance, le poids de la représentation s'alourdit, d'abord des affects de l'historien lui-même, ensuite de ceux, plus généraux, que la psychologie collective fait peser sur les divers groupes qui constituent la société. Mais le fait que celle-ci puisse comprendre l'information (la part du "déjà entendu") permet aussi d'assurer la transmission de la nouveauté (la part de l'inédit) que contient cette information. Plus tard, dans l'action sociale, va se répercuter l'acceptation ou la réfutation de cette information par les membres de la société.

Il est rare qu'une connaissance ne soit pas accompagnée d'un lot d'affects et l'histoire, parce que science "humaine" et "sociale", en véhicule

(9) C. Herzlich. ibid. p. 305-306.

(10) J.-P. Coupal. L'histoire à l'université Les représentations des espaces, des temps et des thèmes, Montréal, Mémoire de Maîtrise, U.Q.A.M., texte dactylographié, 1983, p. 6.

plus que sa part. Ce sont ces affects qui sont excités au niveau de la psychologie collective, car l'histoire témoigne justement d'une expérience collective, sociale et devient ainsi un "phénomène psychologique à caractère collectif", c'est-à-dire, selon Pierre Mannoni, que ce phénomène peut être:

"cohérent : continuité, tradition, conservatisme.

ou

déstructurant : discontinuité, contestation, dissident, revendiqué la marginalisation.

impliquant tous les : institutionnalisation, propagande, enseignement, mécanismes conscients monuments, "mickeymoussisation" (11), ou les "silences" et les "poubelles" de l'histoire...

et inconscients : mémoire, stéréotypes manichéens, mimétisme, préjugés pulsifs ou répulsifs.

qui composent la vie des sociétés" (12). La connaissance historique est prise en charge par la psychologie collective qui relève, à la fois, d'une volonté générale et consciente de se maintenir ou de se transformer, et d'un inconscient collectif chargé de désirs et de répulsions refoulés, parfois motivants, parfois démobilisants.

La notion psychanalytique d'inconscient collectif est moins une vision métaphysique issue d'un quelconque "Esprit" collectif, genre Volksgeist ou Zeitgeist fort populaires au XIX^e siècle, qu'une structure globale de l'inconscient propre à une collectivité donnée. L'inconscient collectif serait cette part de l'inconscient individuel partagée par l'ensemble des individus d'un même groupe et qui en viendrait même parfois à distinguer le comportement de ce groupe de l'ensemble de la population. Cet inconscient collectif emmagasinerait un ensemble de symboles (ce que Jung appelle "archétypes") et qui serait constitués à partir de "l'existence historique" (Aron). Comme pour l'inconscient individuel, l'inconscient collectif serait le lieu des "repré-

(11) Se dit de ces breloques et colifichets à l'effigie de symboles nationaux, historiques et politiques.

(12) P. Mannoni. La psychologie collective, Paris, P.U.F., col. "Que sais-je?" # 2235, 1985, p. 11-12.

sentations refoulées hors de la conscience" (13).

Que vaudrait une telle théorie en rapport avec la conscience historique? Rien ne s'exclut a priori et la conscience historique, on peut le supposer, relaye de l'inconscient collectif un bagage de significations qui étaient véhiculées autrefois par les mythes dans une société où n'existait pas de conscience historique élaborée (le cas de l'Inde paraît ici très révélateur (14)). Sa valeur devient indispensable alors pour l'action sociale et la dynamique des transformations à l'intérieur d'une société où l'histoire remplace la mythologie sacrée. De fait, hors de l'Extrême-Orient et de l'Occident, aucune civilisation ne semble avoir développé une littérature historiographique. Aron le reconnaît explicitement : "l'existence historique" peut ne pas déboucher sur une conscience historique, un ensemble d'autres dimensions mentales jouant la même fonction. A plus forte raison, l'inconscient collectif peut associer à l'histoire une série de symboles qui permettront d'assumer, au niveau de la conscience historique, une représentation sociale de l'historicité, de "l'être au monde" de ces sociétés, développant alternativement des phases de zélotisme et d'hérodianisme (pour employer la terminologie toynbéienne); d'isolationnisme et d'agressivité; de fortes dynamiques productives et de périodes "de sommeil"; d'une richesse d'expression artistique et d'un plat mimétisme suranné.

C'est à travers l'étude de l'historiographie bainvillienne que nous essaierons de voir quelles dimensions de la conscience historique peuvent répondre à une historicité proposée et quelles sont les stimulations qu'on retrouve dans ces écrits pour faire accepter cette historicité de la France aux Français de ce premier vingtième siècle. Pour ce faire, il faut structurer

(13) C.-H. Favrod. La psychanalyse, Paris, Livre de poche, col. "Edma" # 4450, 1975, p. 124-127.

(14) Pour le cas indien, voir L. Dumont. La civilisation indienne et nous, Paris, A. Colin, col. "U prisme" # 46, 1975, pp. 35 à 64.

les différents aspects de la représentation et trouver une définition opératoire de l'histoire par la philosophie de l'histoire qui permet d'appliquer au discours bainvillien les catégories retenues.

3- Les trois catégories de la représentation.

Nous avons vu la définition très technique que Claudine Herzlich donnait de la représentation. Retenons ici que la représentation est une reproduction. Pour comprendre la pleine portée de cette relation, il faut recourir à un exemple élémentaire. Lorsque le peintre belge surréaliste Magritte peint une pipe et ajoute l'inscription "ceci n'est pas une pipe", il fixe le paradoxe de la représentation comme reproduction. Bien sûr que ce n'est pas une pipe, c'est un tableau! Ici, le tableau est la représentation de la pipe dans la reproduction qu'il fait d'une idée qui est couramment acceptée comme étant celle d'une pipe. Comme le souligne le critique d'art australien Robert Hughes dans Shock of the New (15), l'art aussi est un moyen de connaître, un moyen qui passe par la sensibilité et les sensations et qui peut se changer en pensée.

Voilà plus d'un siècle déjà que le philosophe allemand Hegel faisait une constatation similaire à propos de l'histoire et de sa littérature. La dichotomie geschichte (l'histoire) et Historie (le récit de l'histoire) n'a cessé de hanter les épistémologues sur les relations qui existent entre ces deux réalités.

Dans l'introduction générale de son recueil L'imaginaire médiéval, Jacques Le Goff revient, à la manière d'un historien, sur le problème de la représentation, aussi sa définition est-elle plus globale que celle de la so-

(15) R. Hughes. Shock of the New, New-York, Alfred A. Knopf, 1981, p. 409.

ciologue Herzlich ou moins contrastante que celle du peintre Magritte. Sous le vocable très général, dit-il, "la représentation englobe toute traduction mentale d'une réalité extérieure perçue, ce qui la lie au processus d'abstraction". Ainsi, la représentation d'une cathédrale, c'est l'idée d'une cathédrale : "ceci n'est pas une cathédrale". La sociologue, le peintre et l'historien se retrouvent donc tous sur une même longueur d'onde.

Appliquée à l'historiographie, la représentation fonctionne de manière telle que l'Histoire de France de Bainville ou La Révolution française de Gaxotte ne sont, au niveau fonctionnel, ni de meilleures ni de pires représentations de l'histoire de la France ou de la Révolution que l'Histoire de la France dirigée par Duby ou La Révolution française de Furet-Richet. La critique historiographique, elle, se rattachera davantage à la nature des récits en relation avec les sources et les connaissances que nous en avons. C'est la fonction du discours historien et de la représentation qu'il suscite, au-delà de la validité "épistémologique" de l'enquête et de ses conclusions, qui forme le centre de notre étude. Le chemin de l'historiographie passe par les trois catégories de la représentation identifiées par Le Goff : l'imaginaire, le symbolique et l'idéologique.

3.1 L'imaginaire.

Une première catégorie de la représentation est l'imaginaire. En histoire, il ne s'agit pas tant de la part fictive du récit, comme on en retrouve dans le roman historique ou dans certaines narrations "évocatrices" et qui sont autant d'excès de l'imagination, que de cette part d'imaginaire telle que définie par Le Goff : "L'imaginaire fait partie du champ de la représentation. Mais il y occupe la partie de la traduction non reproductrice, non simplement transposée en image de l'esprit, mais créatrice, poétique au sens étymologique du terme"; contrairement à Le Goff cependant, je ne peux limiter l'imagi-

naire à la fantaisie exclusivement.

Par contre, que dit Le Petit Robert à propos du mot "poésie"? "Art du langage, visant à exprimer ou à suggérer quelque chose par le rythme (surtout les vers), l'harmonie et l'image" (16). Aucun historien ne prétendrait aujourd'hui faire oeuvre de poète lorsqu'il écrit un livre d'histoire, puisqu'il vise non pas à "exprimer ou à suggérer", mais à informer et à expliquer. Plus d'un siècle de positivisme s'est acharné à éliminer tous les résidus artistiques ou littéraires du "métier d'historien" et, admettre, aujourd'hui, que le naturel, chassé par la porte est revenu par la fenêtre, est tout simplement une idée intolérable pour les professionnels de l'histoire.

Mais, quand on reconnaît avec Eugen Weber par exemple, que la France du XIX^e siècle n'est pas encore tout à fait la France (17), c'est démentir l'idée d'une France éternelle, idée entretenue certes par tous les discours nationalistes, mais aussi par un certain discours académique (celui de l'équilibre de Duby dans le volume déjà cité). C'est admettre également que l'Histoire de France de Bainville relève d'une conception poétique qui invente une histoire (on dira plus tard une historicité) de la France, là où on pourrait, objectivement, ne pas en trouver. C'est bien un acte de pure poésie, un "art du langage, visant à exprimer ou à suggérer quelque chose par le rythme (non plus en vers, mais par des formules, apostrophes, voire anachronismes) l'harmonie et l'image (cette histoire de France se résumant en luttes épiques pour la survie : celles des Gaulois contre les Romains; des monarques contre les princes; de la nation contre les partis; de la France contre ses voisines, etc.)". Tous les historiens reconnaissent explicitement que les nécessités actuelles motivent voire orientent les choix de l'historien -- et il en est

(16) Le Petit Robert, vol. 1, Paris, éd. 1976, p. 1332.

(17) E. Weber. La fin des terroirs, Paris, Fayard, 1985, 712 p.

ainsi des différents accueils que le public peut réserver à son ouvrage --, il y a donc un imaginaire qui prévaut sur l'entreprise historique et qui la porte tout au long de son élaboration jusqu'à sa réception finale par la société.

Mais associer la "poésie historique" à la seule école de Bainville porterait à confusion. Tournons-nous plutôt vers l'école tout à l'opposé de celle-là, celle des Annales. Que serait La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II, sans conteste le chef d'oeuvre de toute la production des Annales, sans la prééminence de l'imaginaire sur la méthode? N'est-ce pas ce qui fait toute la puissance de l'ouvrage de Braudel, au point qu'on n'a jamais osé le soumettre à quelque critique sérieuse? (18) Jusqu'à Braudel, la Méditerranée du XVI^e siècle était vue comme un point où confluaient des Etats différents aux cultures multiples et diversifiées. Les catégories utilisées par le découpage de l'objet étaient politiques (l'Espagne de Philippe; le Royaume de France; les cités italiennes; l'empire ottoman; etc.) ou culturelles (la Chrétienté, l'Islam). Avec Braudel, la Méditerranée devient moins un point de rencontre qu'un centre, une nouvelle unité historique, une nouvelle historicité fait son apparition et s'impose comme beaucoup plus fonctionnelle, satisfaisant davantage aux approches modernes de l'histoire que les anciennes catégories. Cette nouvelle redistribution de l'espace et surtout cette désarticulation du "temps de l'histoire" en longue, moyenne et courte durées, sont incontestablement inspirées par l'élan actuel de l'économie qui transcende plus que jamais les souverainetés nationales et les spécificités culturelles. Braudel ne modifie pas seulement un "point de vue" négligé, il le crée littéralement, et ce nouveau "point de vue", à partir duquel on est déjà habitué à regarder le monde contemporain, est ramené quatre siè-

(18) H. Coutau-Begarie. Le phénomène "Nouvelle Histoire", Paris, Economica, 1983, p. 14.

cles en arrière. Cette nouvelle historicité, le "monde méditerranéen", peut passer pour ce que T. S. Kuhn appelait une véritable "révolution scientifique" (19) de l'historiographie et réalise les vœux répétés de Lucien Febvre depuis le début du siècle. Par le concept épistémologique de "problématique", du fond de son cachot, Fernand Braudel a fait rien moins que créer, poétiquement, bien avant que son enquête n'ait été "scientifiquement menée" (20), une nouvelle historicité qui allait d'ailleurs dans le sens de la quête de l'universalité de l'histoire, amorcée au XIX^e siècle, mais réalisable seulement depuis le XX^e siècle.

La part de l'imaginaire est plus grande qu'on le considère généralement, et, quelle que soit son orientation, concrétise l'historicité au niveau de la conscience. Sans elle, au départ, un ouvrage d'histoire demeurerait un simple recueil chronologique; et sans elle, à l'arrivée sur le marché des connaissances, une curiosité sans conséquence, bonne à jeter après usage.

3.2 Le symbolique.

La seconde catégorie de la représentation, c'est le symbolique. Pour Le Goff, le symbolique apparaît "lorsqu'il y a renvoi de l'objet considéré à un système de valeurs sous-jacent, historique ou idéal". Il y a symbolique lorsqu'il y a correspondance, association. Comme la représentation est déjà un processus d'abstraction, le symbolique a pour fonction d'établir des liens entre l'information et les sens qu'elle peut revêtir à l'intérieur de la conscience. Par exemple, le titre Histoire de France, par sa structure sémantique, fait appel à une "histoire" de "France", véritable connotation à une biographie de femme, femme présentée d'ailleurs comme la "Mère-patrie". La teneur du récit est vite accentuée par une signification inspirée de l'incons-

(19) T. S. Kuhn. La structure des révolutions scientifiques, Paris, Flammarion, col. "Nouvelle bibliothèque scientifique", 1972, 248 p.

(20) Selon la formule fétiche de L. Febvre. Combats pour l'histoire, Paris, A. Colin, 1953, 458 p.

cient (la formulation seule du titre est déjà suffisante), et la charge affective, émotive est automatique. Entre l'Histoire de France et l' "histoire" de "France", et cela depuis Michelet au moins, s'effectue un véritable lapsus freudien dont on peut évaluer l'importance lors d'événements comme l'Affaire Dreyfus ou la veille frénétique de la Grande Guerre. Lapsus monarchiste? Pas exclusivement, car lorsque les républicains ont voulu lui substituer une autre figure féminine, celle de Marianne, les affects n'y étaient pas et les résultats émotionnels ont été bien moindres qu'escompté. Après tout, on n'a qu'une "Mère" et, pour tous, c'est la France (21).

Chez les bainvilliens, le lapsus est spécifiquement monarchiste et la richesse symbolique est des plus denses et des plus évidentes. Entre le chef d'oeuvre central, cette "histoire" de "France" de Bainville et l'ensemble des ouvrages qui lui ont succédé jusque sous Vichy, il y a, d'une part, la suite des biographies de ses Fils-Pères : Charles V (Calmette), Louis XI (Bailly), Henri IV (de Vaissière), Louis XIV (Bertrand), Louis XV (Gaxotte); sa ménopause, car, comme une femme, la France est entrée dans une phase de stérilité, La Révolution française (Gaxotte) où ses Fils-Pères se révèlent impuissants à la redresser : Napoléon (Bainville) plutôt un usurpateur, La Restauration (marquis de Roux), Le Roi de Rome (Aubry), Louis-Philippe (Lucas-Dubreton), La Seconde République (Bertaut), Le Second Empire (Aubry) et La Troisième République (Bainville) (22). D'autre part, la France a ses voisins hostiles : l'Angleterre (Murois, Chastenet), l'Espagne (Bertrand, Lucas-Dubreton), mais l'Allemagne surtout (Bonneton, Reynaud, Gaxotte, Bainville, Muret et de Pange);

(21) La structure symbolique de l'histoire nationale, bien qu'elle soit de même nature dans l'ensemble du monde occidental, n'est pas la même d'une nation à l'autre, d'une tendance politique à l'autre. Comme nous le verrons plus loin, cette structure sera vécue différemment du nationalisme de Barrès à celui de Maurras, puis à celui des Fascistes des années '30.

(22) La postérité de la France semble bien faible aussi, les bainvilliens ne sont pas attirés par "le fait français" hors de France.

et d'autres, plus ambiguës : la Russie (Brian-Chaninov, Jacoby) et les Etats-Unis (Roz). Et, comme la culture française se rattache à d'illustres prédécesseurs, l'Eglise (Daniel-Rops), Athènes (Cohen), Sparte (Cavaignac) et Rome (Mermeix, Bailly).

Psychanalyse gratuite? Je pense plutôt, avec de Mauss (23), qu'il faut chercher dans la structure familiale le modèle de base qui peut nous permettre une lecture de la symbolique dans la représentation, dans l'historiographie comme ailleurs dans d'autres discours des sciences sociales (y compris l'économique et le politique). L'emprise des relations familiales sur les représentations sociales permet de transférer de celles-là à celles-ci les affects qui s'expriment à travers un vocabulaire symbolique. Le symbolique est donc un langage de substitution, il exprime un sens latent derrière un discours dont le sujet peut sembler même être dénué d'affects! Mais tous les affects ne répondent pas pareillement à un récit d'histoire. Les conjonctures historiques se présentent comme autant de limites aux différents affects contenus dans l'inconscient collectif. Certains affects trouveront un exutoire symbolique dans un discours particulier de l'histoire; d'autres seront peu ou pas sollicités et resteront refoulés jusqu'à ce que l'évolution de la conjoncture ramène un discours de l'histoire propice à leurs expressions et accèdent à la conscience historique.

3.3 L'idéologique.

On peut considérer comme idéologique, par exemple, cette décision subite de l'éditeur Fayard, en 1940, de changer l'orientation de ses publications historiques. C'est Philippe Ariès qui souligne, dans Le Temps de l'histoire (24) qu'avant "cette guerre (1939), elle (la collection des Grandes Etudes

(23) L. de Mauss. Les fondements de la psychohistoire, Paris, P.U.F., 1986, 290 p.

(24) P. Ariès. Le temps de l'histoire, Monaco, Editions du Rocher, 1954, p. 31.

historiques, support littéraire de l'historiographie bainvillienne) n'aurait jamais publié La Gaule de F. Lot, ni La Chine de R. Grousset". En effet, à partir de cette date, l'école bainvillienne s'éclipse (temporairement) devant une historiographie de spécialistes et de professionnels qui, tout en étant parfois proches du groupe, s'en distinguent : de Colombier (pour l'art), van Tieghem (pour la littérature), Vuillermoz (pour la musique) et Rousseau (pour la science); ou de beaucoup : Lot et Grousset. Il semble qu'avec la guerre, Fayard, l'éditeur, ait voulu modérer, sinon complètement évacuer les affects nationalistes et anti-allemands propres à l'historiographie bainvillienne, et saisir l'occasion afin de mettre son catalogue "au goût du public (et qui s'était) affiné depuis une dizaine d'années" (25).

Le problème posé par ce changement d'orientation de Fayard sous l'Occupation, nous permet de distinguer l'idéologique, la troisième catégorie de la représentation. L'idéologique, pour Le Goff, "est investi par une conception du monde qui tend à imposer à la représentation un sens qui pervertit aussi bien le "réel" matériel que cet autre réel, l' "imaginaire". Ce n'est que par le coup de force qu'il réalise par rapport au "réel" contraint à entrer dans un cadre conceptuel préconçu, que l'idéologique a une certaine parenté avec l'imaginaire" (26). On l'aura remarqué, pour Le Goff, l'idéologique, c'est la perversion. N'utilise-t-il pas d'ailleurs le terme de "pervertit" un peu à la manière de ces anciens historiens "positivistes" qui, à la fin du XIX^e siècle, décrivaient Allemands et Communards comme étant essentiellement des déviés, des fous et des pervers (27)? Le terme de perversion (éminemment symbolique d'ailleurs) est utilisé plus souvent comme un substitut

(25) P. Ariès. ibid. p. 31.

(26) J. Le Goff. L'imaginaire médiéval, Paris, Gallimard, col. "Bibliothèque des histoires", 1985, p. i-ii.

(27) C.-O. Carbonell. Histoire et historiens une mutation idéologique des historiens français 1865-1885, Toulouse, Privat, 1976, particulièrement les tableaux pp. 464-465, 484-485.

d'apparence pathologique à une évacuation affective farouchement négative. On n'a qu'à consulter la liste des comportements jugés pervers au XIX^e siècle pour s'apercevoir qu'ils ne sont plus considérés comme tels au XX^e. Il apparaît que Le Goff tient à opposer radicalement l'idéologique au symbolique. Le premier est une imposition (forcée) tandis que le second est une association (libre). Je verrais, pour ma part, poindre dans cette dichotomie le fantôme de la "langue de bois" brandi habituellement par les soviétologues et qui hante l'esprit de ces intellectuels français qui, pour avoir batifolé avec le Parti communiste dans les années '50, préfèrent depuis renier leurs anciennes appartenances. Considérons plutôt l'idéologique comme une "moralisation", ou une mise en pratique de la poursuite de l'historicité dans l'histoire et de ses charges significatives qui s'ancreront dans des institutions (officielles ou dissidentes) et dont le but sera de maintenir un consensus le plus large possible autour de cette pratique.

Dans les faits, l'opposition symbolique/idéologique relève moins d'un antagonisme dirigisme/libéralisme que de l'opposition entre l'inconscient et le conscient. Le symbolique, par ses racines, puise essentiellement dans l'inconscient collectif, tandis que l'idéologique, manipulable et manipulé, est hautement conscientisé, du moins dans l'esprit de ceux qui lui donne forme. L'appartenance de Bainville et de Gaxotte à l'Action Française, parce qu'évidente et avouée, contient la part admise d'idéologique. Leur discours est fortement conscientisé et, bien entendu, c'est cet idéologique qu'on a le plus remarqué, ce qui a servi de prétexte à discréditer leurs ouvrages dans l'esprit des historiens français professionnels qui s'élevaient alors dans les chaires universitaires. Mais, ici encore, il faut être juste et reconnaître que la part idéologique de la représentation n'appartient pas seulement aux bainvilliens, mais qu'on la retrouve dans n'importe quelle historiographie, à des niveaux divers. Le politique ne se limite pas aux luttes con-

cernant uniquement le pouvoir d'Etat, mais à n'importe quels pouvoirs, y compris ces "petits pouvoirs" que l'on retrouve dans les milieux universitaires, professionnels et intellectuels. Il suffit de lire l'excellente étude, polémique certes mais souvent très juste, de Hervé Coutau-Bégarie pour voir que l'histoire des "Annales" est une résultante de confrontations entre ces "petits pouvoirs" dans le milieu des historiens français. La mesquinerie peut se loger partout, et pas seulement à l'Action Française.

Il me semble donc pertinent de penser que le passage de la connaissance à la conscience historique est accompli par ces trois catégories de la représentation sociale, et qu'il suffit maintenant d'identifier le vecteur qui assure le processus. Certes, il est évident que l'historiographie bainvillienne, moins critique et plus polémique que l'historiographie universitaire en général, est beaucoup plus sensible et beaucoup moins subtile dans ses contenus symboliques et ses messages idéologiques. Par les tentatives volontaires (et en partie légitimes) d'évacuer tous les affects possibles de la connaissance historique, les professionnels de l'histoire ont déprécié ce qui me paraît être la seule formulation dynamique capable de transporter l'histoire de la connaissance à la conscience : la philosophie de l'histoire. Ils ont d'ailleurs cru étouffer celle-ci sous le manteau de l'épistémologie. L'épistémologie de l'histoire est née de cette volonté des historiens de ne conserver de la philosophie de l'histoire que ce qui était essentiel à la légitimité scientifique de l'histoire. Elle s'inscrit dans la morale du positivisme.

Le positivisme est partout depuis un siècle, aussi bien là où on se défend bien qu'il soit (Bloch et Febvre, irrités contre le positivisme vieillot de Langlois et Seignobos, demeurent quand même des positivistes puisque l'histoire se limite encore avec eux à la simple connaissance des faits). Mais les épistémologues s'obstinent à déclarer que l'histoire ne peut être

une science puisqu'elle ne peut élaborer de lois ni de méthodes de vérification ou d'expérimentation de ses conclusions. Paul Veyne, épistémologue autorisé des Annales le reconnaît, et préfère parler de "lois dans l'histoire" et d'affirmer que celle-ci est un "roman-vrai" (28). Par une logique absurde, les historiens veulent asseoir la scientificité de l'histoire sur l'épistémologie tandis que celle-ci affirme que l'histoire ne peut être une science et avoir d'épistémologie! Un peu comme René Sédillot qui disait que l'histoire n'a pas de sens puisqu'elle les contient tous. Mais oui! C'est donc au moins qu'elle a un sens... (29)

Plus de trois décennies d'errements épistémologiques, et il apparaît que, de la connaissance à la conscience historique, le fleuve s'est tari. Il y a un court-circuit qui part d'un refus de la philosophie de l'histoire qui seule peut acheminer la première à la seconde, et cela à travers les trois champs de la représentation. Ce refus est puissant tout au long de la tradition française qui ne s'est véritablement jamais essayée à des systèmes magistraux comme ceux qu'on retrouve dans la philosophie allemande ou anglaise. Les Français, quand ils acceptent de faire ouvertement de la philosophie de l'histoire, ne le font qu'à titre d'essais personnalisés et qui se font "en marge" de la profession, comme c'est le cas de La logique de l'histoire de Charles Morazé (30), mais même là, les cas sont plutôt rares, les historiens français faisant de la philosophie de l'histoire un peu comme monsieur Jourdain faisait de la prose : sans le savoir. Je pense qu'il est temps de rétablir la philosophie de l'histoire, mais pas n'importe comment, c'est-à-dire, en l'appriivoisant; et l'homme apprivoise par la raison.

(28) P. Veyne. Comment on écrit l'histoire, Paris, Seuil, col. "L'Univers historique", 1971, 352 p.

(29) R. Sédillot. L'histoire n'a pas de sens, Paris, Fayard, 1965, 198 p.

(30) C. Morazé. La logique de l'histoire, Paris, Gallimard, col. "Essais" # CXXIX, 1967, 328 p.

4- La philosophie de l'histoire comme modalité de la représentation ou l'histoire vue comme une science morale.

L'engourdissement actuel de la conscience historique, en France comme un peu partout ailleurs en Occident, est moins le résultat des divagations d'une quelconque philosophie de l'histoire, qui aurait échoué, que de l'absurdité résultant d'une volonté de la bannir radicalement sous le prétexte de tout objectiver et qu'elle ne pourrait être alors qu'une nuisance, une nuisance à qui on imputait déjà les causes de la Seconde Guerre mondiale et des pogromes. Les professionnels ont voulu sauver sa dimension critique avec l'épistémologie qui, logiquement et honnêtement, ne pouvait qu'en venir à nier la valeur de son objet. Pourtant, la philosophie de l'histoire, ce n'est pas seulement les grands systèmes à la Hegel, à la Spengler ou à la Toynbee. C'est parfois, et même presque toujours, une synthèse, une organisation logique et cohérente d'un récit historique implicitement contenue dans une cueillette de faits. Cette synthèse est porteuse de valeurs qui excitent la sensibilité des récepteurs. La volonté d'expulser toute forme de valeurs ou de jugements de valeur dans le récit historique est un acquis incontestable, mais quel historien, une fois le rapport scientifique livré, peut accepter, sans que ne rejaillissent son esprit critique et son sens d'analyse si chers à la science, que le passé ne soit qu'une suite d'expériences sans conséquences morales et seulement une description de "mécaniques" ou de "processus naturels"? Des gens comme Chaunu, vénéré par ses jeunes collègues des Annales, doivent-ils être regardés comme ne faisant pas de philosophie de l'histoire? A vrai dire, ils ne font à peu près que ça. Pourquoi alors l'engourdissement de la conscience historique frappe-t-il jusqu'à ceux qui devraient être les moins susceptibles d'être frappés de cet engourdissement, les historiens eux-mêmes?

Doit-il y avoir alors, dans le prolongement de la connaissance historique, une place pour les valeurs? L'histoire peut-elle devenir une "science morale"? Si l'historiographie a pour but de produire une information la plus fiable possible dans son objectivité, comment se transforme-t-elle au point de devenir un excitant affectif et moral de notre conscience? Qu'est-ce qui lui permet de franchir le champ de la représentation sociale où, de passive, l'information devient active? C'est en répondant à ces questions qu'on verra s'établir les liens unissant la connaissance à la conscience historique.

La philosophie de l'histoire s'adresse à un niveau de conscience élevé et non pas rudimentaire, ce qui explique que le travail historiographique arrive et se perfectionne à un stade donné du développement mental et intellectuel des collectivités (l'Athènes de Périclès, la Rome d'Auguste et la Chine des Han) et non pas à leurs origines. C'est lorsque notre connaissance du passé (et pour cela, il faut avoir vécu un bon nombre d'années, de siècles, pour que la quantité de connaissances accumulées nécessite une organisation de ces données en récit cohérent) est confrontée brutalement, agressivement à notre conscience immédiate que naissent des réactions dynamiques qui permettent d'échapper à cet état d'anémie que Pasolini, dans son film "Porcile", décrivait de ceux "qui ne sont ni "obéissants" ni "désobéissants"". Issus d'une même activité mentale, jugement critique et jugement de valeur font que l'histoire cesse ici d'être un luxe culturel réservé aux antiquaires et devient un élément dynamique de l'action sociale.

La philosophie de l'histoire définit l'histoire comme une science morale, et elle doit l'aborder en trois étapes: D'abord, fournir une synthèse intelligible de l'unité de l'histoire (ce que Charles Morazé identifie à l'historicité) et qui, aujourd'hui, serait l'unité de l'histoire universel-

le, à partir de la connaissance historique du moment (31). Ensuite, pouvoir y opérer une herméneutique capable d'explicitier un ou des sens latents qui n'apparaissent pas avec évidence ou qui ne relèvent pas de l'analyse critique en histoire. Enfin, proposer les cadres (les valeurs) où doivent s'exercer les actions. C'est-à-dire stimuler la conscience historique à savoir évaluer et choisir en conséquence les actions possibles dans la pratique quotidienne de l'histoire qui se fait (32).

- (31) On ne peut plus, qu'on le veuille ou non, ou que la méthode scientifique s'y prête ou pas, régresser en deçà de ce que Jan Huizinga affirmait en 1936 : "Notre civilisation est la première qui ait pour passé le passé du monde, notre histoire est la première qui soit histoire mondiale...", ce qu'a mis en évidence l'enquête patronnée par l'UNESCO et dirigée par Geoffrey Barraclough. Tendances actuelles de l'histoire, Paris, Flammarion, col. "Champs" # 91, 1980, 344 p.. Mais l'expérience historique, au début du siècle, n'était pas encore prête pour cette largeur d'ouverture, et pour cette raison, ce principe est inapplicable dans le cas bainvillien, antérieur à ce mouvement d'universalisation et qui s'oppose au nationalisme chauvin. Au début du siècle, l'historicité se limite aux frontières des nations plutôt qu'à celles des cultures ou des civilisations. On peut mesurer encore ici la distance qui sépare la représentation de l'histoire chez les Allemands et les Anglo-saxons de celle des Français. Alors que les premiers, dès le début du siècle, se sentent orientés vers cette tendance future, les derniers sont encore emprisonnés dans une compréhension de l'histoire très "paroissiale". Il n'est pas sans intérêt de remarquer d'ailleurs que si Le déclin de l'Occident de Spengler précède de dix ans l'Histoire de France de Bainville, si les deux ouvrages s'inscrivent dans une conception pessimiste du destin de l'Europe, celui de l'Allemand décrit le crépuscule de sa culture, de sa civilisation (l'occidentale) tandis que celui du Français décrit la fin de sa nation (la France).
- (32) Il ne s'agit pas de stimuler la conscience afin qu'elle réagisse mécaniquement, un peu comme un réflexe pavlovien, mais bien de l'enrichir, de l'éduquer dans le "déjà entendu" afin, justement, qu'elle ne se laisse pas aller à la tentation instinctive. Comme le dit François Grégoire : "d'abord transfigurer en Absolu ce qui, à l'origine, n'est qu'impulsion instinctive -- ensuite entretenir cet Absolu en le nourrissant de conquêtes successives". Et, pour Grégoire comme pour moi, et pour toute l'histoire de la philosophie de l'histoire à ce qu'il me semble : "cette conception nous permettrait peut-être de donner une définition enfin satisfaisante de ce "Souverain Bien" dont tant de philosophes anciens ont vainement cherché la nature exacte : le seul bonheur qui soit "souverain" parce que jamais limité, c'est celui d'accéder à une autonomie toujours plus totale, de surmonter activement tous ces obstacles à l' "auto-crédation" que sont les fins particulières". F. Grégoire. Les grandes doctrines morales, Paris, P.U.F., col. "Que sais-je?" # 658, 1955, p. 114. -- L'autonomie avait été perçue sous des formes différentes par les philosophes

Ainsi peut apparaître une histoire vue comme science morale. Dans les faits, elle n'est pas nouvelle, aussi ai-je tenté seulement de la systématiser en une définition qui dépasserait les lieux communs véhiculés par ses détracteurs. Tout le reste de cette thèse visera, justement, à démontrer sa présence dans une historiographie passée et sa synchronisation avec les étapes de la représentation que traverse la connaissance historique pour accéder à la conscience.

Le piège de la philosophie de l'histoire auquel il faut échapper, c'est la tentation théologique à laquelle abouti la plupart des philosophies passées. Ni dogme, ni loi, ni vérité absolue qui cesserait de se nourrir des "conquêtes successives". Seulement un échange constant entre le savoir et la méditation. Quand une philosophie de l'histoire s'érige en Vérité inaliénable, elle meurt en tant que philosophie pour renaître en métaphysique et en théologie de l'histoire. La philosophie de l'histoire, soumise elle aussi à ses propres principes, ne peut vivre que si elle demeure fidèle à elle-même, c'est-à-dire à une réflexion ouverte. Elle ne doit ni se substituer à l'analyse critique de l'histoire, ni la dominer, mais la prolonger : la reprendre là où l'historien la laisse, et l'acheminer vers le plus grand nombre, avec ce que cela comporte d'avantages et d'inconvénients. Elle conserve à la connaissance historique sa charge de stimulant intellectuel et moral pour la conscience historique. Elle ne vise pas à restituer le passé, mais à l'engager dans un dialogue ouvert avec le présent. Elle doit nous réconcilier avec notre monde et nous-mêmes.

de l'histoire. Chez Hegel déjà, c'était la "conscience de soi" transposée chez les peuples. Pour Michelet, c'était lorsqu'il écrivait : "Avec le monde a commencé une guerre qui doit finir avec le monde, et pas avant : celle de l'homme contre la nature, de l'esprit contre la matière, de la liberté contre la fatalité". Chez Marx, élève de Hegel, la "conscience de soi" sociale est devenue la conscience de classe et seule celle du prolétariat peut accéder à sa pleine réalisation. Chez Toynbee, autonomie et "auto-crédation" atteignent leur maturité théorique avec son concept d'auto-détermination, que je reprendrai ici et qui est l'axe de tout son système philosophique.

A ce qui vient d'être dit, deux précisions me semblent indispensables. D'abord, donner une définition claire de l'historicité qui apparaît comme la synthèse intelligible de l'unité de l'histoire qui s'élabore dans l'imaginaire de la conscience collective (et qui sera formulée par ses historiens). L'historicité, dont j'emprunte, de préférence, la définition à Morazé (qui lui a consacré un petit livre) à celle d'Aron, est un concept plutôt avant-gardiste dans la philosophie de l'histoire, qui lui a toujours préféré des termes idéalistes, voire métaphysiques (Volksgeist, Zeitgeist, etc.), et que Morazé définit comme "l'obscur certitude des hommes qu'ils ne font qu'un, emportés qu'ils sont dans l'énorme flux du progrès qui les spécifie en les opposant. On sent bien que cette solidarité est liée à l'existence implicite, que chacun éprouve en soi, d'une certaine fonction commune à tous. Nous appelons historicité cette fonction" (33). L'historicité nous ramène donc à la psychologie collective, puisqu'elle est une attitude psychologique qui se vit collectivement. C'est elle que la philosophie de l'histoire prend en charge une fois qu'elle a participé à sa création, et qu'elle véhicule dans les autres dimensions de la représentation. Car, comme l'explique encore Morazé:

Toute structure passionnelle, individuelle ou collective, est faite de déséquilibres mutuellement compensés. Quand ils le sont assez, ils font d'un individu, d'un groupe, d'un peuple ou d'une culture, un ensemble relativement stabilisé d'organes, d'institutions et de représentations aux contradictions internes non excessives. Mais tout peut être rompu par ce qui fait événement, et un nouveau système de contradictions se substitue à celui qui s'est défait. L'historicité est un jeu de dissymétries actives dont les excès sont ceux de l'histoire même, laquelle ne suscite nouveauté et progrès qu'en détruisant un acquis antérieur.

(34)

Représentation intelligible du passé, l'historicité est aussi élément de l'histoire.

(33) C. Morazé. op. cit. p. 59.

(34) C. Morazé. ibid. p. 305.

Le second terme à définir est celui d'herméneutique chargée de mettre en rapport le ou les sens latents d'une conscience collective avec l'historicité qu'elle se fait d'elle-même. Depuis longtemps reconnue comme imparfaite (opposée à la critique, hautement valorisée par le positivisme scientifique), arbitraire et gratuite, il faut reprendre la définition qu'en donne Julien Freund pour la réhabiliter : "En général, il s'agit d'explicitier un sens latent qui n'apparaît pas avec évidence. A cet effet, l'interprétation fait appel aux signes, aux symboles ou à des comparaisons, de sorte qu'elle procède par approximations, sans que peut-être jamais il y ait identité totale entre l'interprétation et ce qu'elle interprète". Ce qui s'oppose à "la critique... (qui) essaie de comprendre soit un objet par rapport à d'autres, soit d'autres objets, soit les conditions qui l'ont déterminé. Elle consiste donc essentiellement en la compréhension d'une relation" (35).

Paradoxalement, c'est par la critique que nous aborderons la fonction de la philosophie de l'histoire, puisque, comme le suggère la définition de Freund, il s'agira de "comprendre" un objet par rapport à un autre (essentiellement la connaissance par rapport à la conscience historique). Il faudra éprouver la validité de cette définition de la philosophie de l'histoire en l'observant agir dans l'expérience historiographique bainvillienne.

5- Applicabilité du cadre théorique.

La philosophie de l'histoire, médiatrice de la connaissance à la conscience historique, apportée et présentée par Bainville et son "école", opère moins dans les intentions cherchées par ces historiens que par le mode par

(35) J. Freund. Les théories des sciences humaines, Paris, P.U.F., col. "Sup le philosophe" # 108, 1973, p. 62.

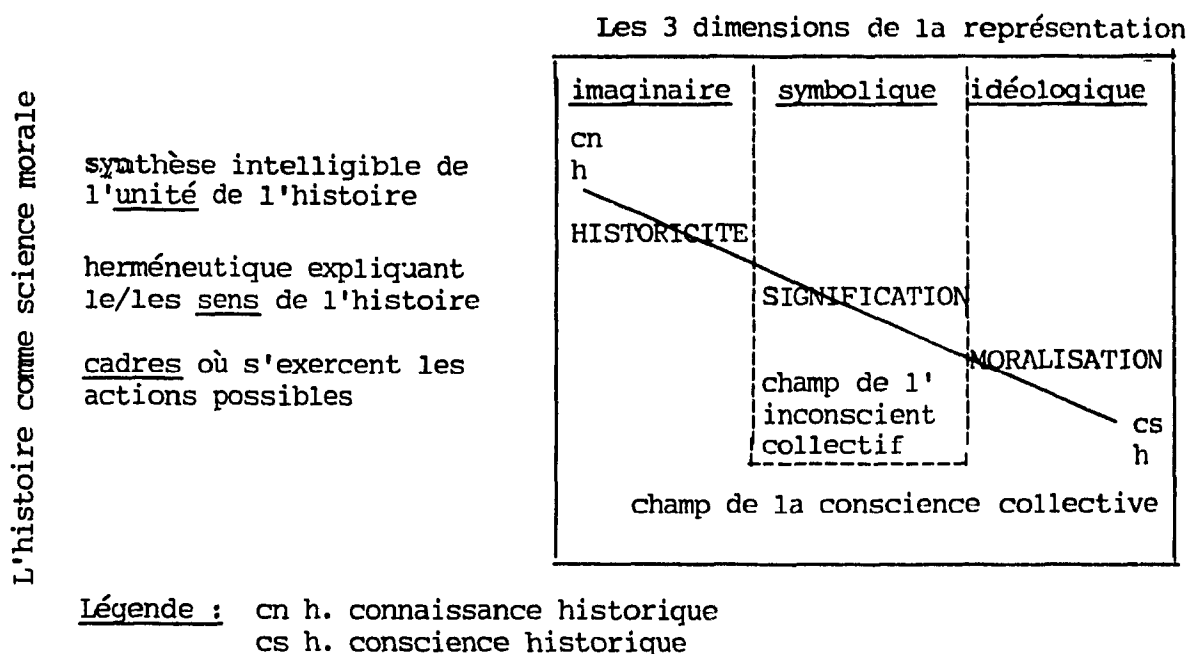
lequel elle a suscité ces intentions qui ont reçu un accueil favorable d'au moins une bonne partie des Français au XX^e siècle. En termes clairs et non équivoques, et c'est une constatation relevée déjà par Touchard (36) et par Aron dans ses Mémoires (37), comment De Gaulle fut une réponse de la conscience historique française à des stimuli provoqués par les expériences historiques du XX^e siècle, mais formulée en des termes suggérés par la connaissance historique telle que livrée par les historiens bainvilliens durant l'Entre-deux-Guerres. Ceux-ci ont bénéficié d'un large support de diffusion sans précédent pour l'historiographie, de la part des éditions Fayard et des réimpressions courantes (surtout dans le "populaire" livre de poche à partir des années '50) de leurs oeuvres majeures.

C'est donc sur cette historiographie que nous appliquerons notre définition de la philosophie de l'histoire dans les rapports qu'elle vise à établir entre l'histoire vue comme une science morale (une synthèse intelligible de l'unité de l'histoire - la possibilité d'y exercer une herméneutique explicitant le/les sens latent(s) de l'histoire - les cadres où peuvent s'exercer les prises de décisions et les actions possibles pour l'avenir) et les trois dimensions de la représentation (l'imaginaire - le symbolique - l'idéologique). Les trois étapes de la philosophie de l'histoire, entre la connaissance et la conscience historique (l'historicité - la signification - la moralisation) peuvent être ainsi illustrées:

-
- (36) Touchard souligne que dans l'un des premiers livres de De Gaulle, Vers l'armée de métier (1934), "l'auteur retrace l'histoire des relations franco-allemandes ou, comme il dit, des Gaulois et des Francs. Et c'est très exactement du Bainville, historien de l'Action française... in Le gaullisme, 1940--1969, Paris, Seuil, col. "Points-Histoire" # H32, 1978, p. 37.
- (37) "Encore à cette date (1947), le Général rejetait l'idée même d'un Reich; il souhaitait une fédération qui rassemblerait des Länder. Il s'accrochait à une thèse de Bainville et de Maurras, qui, dans la conjoncture des années d'après-guerre, me semblait anachronique, pour ne pas dire davantage". R. Aron. Mémoires, Julliard, 1983, p. 348-349. Jugement ironique pour quelqu'un qui est resté accroché à peu près toute sa vie à la seule sociologie weberienne!

TABLEAU I

Schéma de la progression de la philosophie de l'histoire, de la connaissance à la conscience historique



Cette grille nous permet de suivre la philosophie et le chemin qu'elle fait emprunter à la connaissance historique, du niveau de l'imaginaire, par la création d'une historicité de la France ; au niveau du symbolique, en se chargeant de sens profonds qui donnent une signification à l'historicité, jusqu'à ce qu'elle s'incarne dans une moralisation dynamique dont l' "Action française", "la Revue universelle" et les éditions Fayard sont les concrétisations les plus appropriées, témoignages que la conscience historique est bien stimulée et stimulante.

Il faut donc se situer loin des appréciations négatives que les universitaires ont longtemps fait peser sur ces "pestiférés" (38) de l'historiographie, et se projeter loin en avant dans l'aventure et l'audace pour utiliser des cadres théoriques de disciplines étrangères qui n'ont pas autant de certi-

(38) Le mot concerne l'attitude de l'école des Annales envers celle de Bainville et est de H. Coutau-Bégarie. op.cit. p. 300.

tudes illusoires que peuvent procurer l'économie ou la démographie par exemple.

6- De la conscience historique II.

Il m'apparaît, en bout de route, que la conscience historique est moins une "idée" qu'un aggrégat de savoirs, de raisonnements, de sentiments, d'émotions, voire d'intuitions et de sensations qu'ailleurs on appellerait "mentalité", mais qui, ici, a la particularité de s'ordonner autour d'une identité et de se faire cohérence. C'est l'historicité devenue catalyseur des affects à partir desquels on crée des valeurs et des cadres dans lesquels poser les gestes futurs qui, d'enchaînés à notre passé, nous permet d'accéder à une liberté plus grande pour notre avenir.

Comme la conscience individuelle, la conscience historique, parce que collective, n'a pas de structures propres ni de siège localisé, bien que sans un support matériel (généralement institutionnalisé), il lui serait difficile de s'assumer pleinement. Aussi, cette conscience est-elle en proie à des états qui sont autant de situations conflictuelles. Il y a bien des "dimensions" de la conscience historique. Chacune de ces dimensions peut bénéficier d'une historicité. Ce qu'on appelle conscience nationale, conscience impériale, conscience religieuse, conscience de classe (sociale), conscience sexuelle, conscience culturelle (ethnies, races, etc.) sont autant de ces états que peut prendre la conscience historique, et selon "le jeu des dissymétries actives" et lorsque les "contradictions internes" deviennent "excessives", ces états entrent en crise les uns contre les autres : c'est alors la crise de la conscience historique. Pour cela, la conscience historique n'est que très rarement paisible car elle assume le poids des bagages d'une civilisation, poids qui ne peut que s'alourdir au rythme de l'histoire

de chaque jour. Il paraît alors logique que la succession de ces différents états ait pour résultat la remise permanente en question des acquis et des interprétations de la connaissance historique et, de la conscience, la connaissance reprend son élan et les historiens nouveaux partent en quête de nouvelles historicités engagées dans le processus d'avenir.

Longtemps, la philosophie de l'histoire a expliqué, en termes dialectiques, le rapport entre le "Geschichte" et l' "Historie". C'est à cette perspective que se rattachent aussi bien Marx qu'Aron. La liberté tant chérie ne peut vivre que dans un processus constant de transformations, sinon les acquis libérateurs se changent en de nouvelles chaînes. Pour que la révolution vive, elle ne doit jamais être finie. Pour une même raison, il ne peut jamais n'y avoir qu'une seule historicité. L'unité interprétative de l'histoire peut rassembler un consensus majoritaire, pour un temps, mais d'autres historicités entrent bientôt en compétition avec elle. Ainsi, chaque conscience historique est assiégée par plusieurs historicités qui sont les produits d'autant d'états de crise. C'est le cas de la France au moment où s'élabore l'historiographie bainvillienne. A côté d'elle règnait déjà depuis plus d'un quart de siècle celle de Lavis. Une autre, plus récente, celle de Jaurès, est socialiste. Bien que toutes ces historicités puissent être rattachées à une conscience historique dominante, la patrie, la France, toutes excitent ou abreuvent des états différents de la conscience collective (Lavis, Barrès et Bainville gravitent autour de la dimension nationale mais déjà là à travers des intrigues différentes), tandis que Jaurès est l'un des premiers artisans d'une conscience de classe comme état dominant de la conscience historique.

La conscience historique, dès qu'elle apparaît et parce qu'elle est somme de "l'expérience historique", une expérience toujours riche et complexe,

est une conscience en perpétuelle état de crises. Lorsque la mythologie antique vivait un tel état de crise, elle pouvait toujours le résoudre en inventant une légende en vue d'intégrer le nouveau dieu local d'une cité conquise ou la suite de ses superstitions. La mythologie s'enrichissait ainsi, forcée d'ingérer afin de maintenir la cohésion sociale et l'équilibre du "jeu des dissymétries" autour d'une représentation qui rejoignait le consensus général. Aussi, la plupart des mythologies sont-elles mortes de boulimie. La conscience historique, au contraire, n'accumule pas, elle choisit, elle trie, elle écarte ce que jadis elle a retenu, elle retrouve après avoir oublié. Si déchirants que soient ces états de crise, ils sont sa seule garantie de survie. Si, par malheur, elle en venait à sacrifier ses dissidences pour un seul état satisfait de compromis et de conciliations, ou si elle décidait, par un quelconque tour de magie de faire un syncrétisme de tous ses états, alors elle n'aurait plus qu'à mourir de boulimie à son tour et les mythes reprendraient leur revanche sur notre mémoire, un peu comme la jungle sur les anciens temples mayas ou khmers.

Mais, avant d'en arriver là, la conscience historique se prête encore à l'observation. Ce que nous approfondirons avec l'historiographie bainvillienne doit être cependant précédé d'une mise en situation historique, c'est-à-dire d'une histoire de cette historiographie bainvillienne. C'est à quoi seront consacrés les prochains "prolégomènes".

PROLEGOMENES

Chapitre I

LES HISTORIENS MALADES DE LA PESTE

Un mal qui répand la terreur,
Mal que le Ciel en sa fureur
Inventa pour punir les crimes
de la terre...

LA FONTAINE

I.1 Ruines et vestiges.

Se promener parmi les rayons de bibliothèques où sont remisés les ouvrages bainvilliens, c'est un peu refaire l'expérience de Volney se promenant à travers les ruines de Palmyre; déambuler entre les colonnes et les arcades qui ont soutenu le poids d'une civilisation disparue et dont l'antique prestige n'a d'égal que l'épais voile de sable qui s'est abattu sur elles, les laissant, à jamais, égratignées. Pourtant, par son moralisme, par sa curiosité naturelle aussi, Volney aurait pu lui-même faire partie de cette faune bainvillienne si prompte à tirer les moindres leçons de l'histoire. Ou bien les **leçons n'ont pas** porté, et l'historiographie est "tombée en ruine", ou n'ayant pas tiré les leçons qui allaient dans "le sens de l'histoire", elle s'est trouvée reléguée aux oubliettes avec l'espoir d'en débarrasser, une fois pour toute, l'histoire de l'historiographie française.

Inclinons plutôt pour cette dernière hypothèse. D'autant plus qu'à chaque fois que le balancier politique penche vers la droite, on voit resurgir dans l'historiographie française des "vestiges", des tendances, schémas d'explication, hypothèses ou "faits" mis en lumière jadis par les historiens bainvilliens. Bainville et ses collègues de l'Action Française avaient, contre eux, une option politique et une méthodologie qui, avec les années, sont

devenues hégémoniques. D'une part, l'historiographie bainvillienne n'a pu résister à la montée d'une gauche libérale puis socialiste et, d'autre part, l'impérialisme universitaire, qui su si bien jouer des résultats positifs de la professionnalisation et de la spécialisation, l'a évincée de sa tradition et de ses références. Le triomphe de la démocratie, sous sa forme libérale ou socialiste, et celui de l'histoire faite dans l'esprit et par la méthode des Annales ont actionné la trappe par où a disparu l'historiographie bainvillienne et, reconnaissons-le franchement, Bainville pouvait-il rivaliser avec Lucien Febvre? Calmette avec Marc Bloch? Cchen et Cavaignac avec Vernant et Vidal-Naquet? Gaxotte avec Lefebvre? Funck-Brentano avec Goubert? Mermeix avec Paul Petit? Bertrand avec Bennassar? Maurois avec Bédarida ou Roland Marx? Bertaut avec Duveau ou Agulhon? Rumilly avec Hamelin? ou Daniel-Rops avec Delumeau, Pierrard ou même Adrien Dansette?

Pourtant, l'historiographie bainvillienne n'est pas morte sans présenter une bonne résistance. Il a fallu les silences coalisés d'à peu près tous les historiens des diverses tendances, quand ce n'était pas le mépris avoué par les universitaires qui, formés à une autre école, défendaient des intérêts qui étaient bien les leurs. Tour à tour, des critiques élogieuses, nuancées ou injurieuses sont venues la qualifier. Et même là encore, l'historiographie bainvillienne est revenue par la voie des "livres de poche", rééditions à prix populaire et à diffusion quasi illimitée dont la dernière date, en ce qui concerne l'Histoire de France de Bainville, du début de 1987 (chez Marabout).

On comprend alors pourquoi les adversaires, dans cette fameuse querelle des académiciens et des universitaires, considèrent cette historiographie qu'ils jugent faible, tendancieuse, vide de méthode et politiquement antidémocratique, élitiste et pernicieuse, comme déviée vers des buts spécieux et foncièrement nocifs pour la connaissance objective du passé. Les historiens

bainvilliens sont devenus -- et sont traités -- comme de vrais "pestiférés".

C'est le jeune critique de l'école des Annales, Hervé Coutau-Bégarie qui, dans son livre Le Phénomène "Nouvelle Histoire", parle de l'attitude des historiens des Annales devant les tendances autres de l'historiographie, et, parmi elles, celle des bainvilliens qu'ils considéreraient comme des "pestiférés":

La première (catégorie d'historiens exclus par les Annales) regroupe les "pestiférés", ceux que l'on ne cite jamais sans horreur, ceux qui sont niés en tant qu'historiens. Est-ce un hasard? Ils sont généralement à droite. Le plus illustre est Pierre Gaxotte, que l'Académie française a accueilli, mais que la communauté des historiens a exclu. On lui doit pourtant deux livres majeurs : La Révolution française en 1928, première étude à remettre sérieusement en cause le mythe d'une révolution unitaire, et Le Siècle de Louis XV en 1933, première tentative de réhabilitation de ce roi méprisé et devenu aujourd'hui à la mode. Histoire littéraire, peut-être, traditionnelle sans aucun doute, mais histoire quand même et nullement négligeable. Histoire engagée, aussi : mais Mathiez ne l'était-il pas autant dans l'autre sens? (1)

Coutau-Bégarie caractérise l'école bainvillienne comme productrice d'une historiographie littéraire, traditionnelle et engagée. Cependant, aucun de ces caractères, pris isolément ou ensemble, ne suffit à condamner "de facto" l'historiographie bainvillienne.

Histoire littéraire. Face à un certain relâchement dans la qualité du style littéraire, conséquence d'une conception "méthodologisante" ou "mathématisante" de l'histoire, le soin que les bainvilliens apportaient à leurs écrits paraît purement accessoire. Et personne ne peut nier que Bainville ou Gaxotte savaient manier la plume. Mais les historiens des Annales également savent écrire! La consécration littéraire et stylistique de l'historiographie demeure toujours l'Académie française et l'Institut de France. A ce titre, les bainvilliens ont été gâtés : Bainville, Bertrand, Gaxotte, Aubry,

(1) H. Coutau-Bégarie. op. cit. p. 300.

Maurois, Chastenet et Daniel-Rops ont fait partie de l'Académie française, ailleurs, Rumilly a fait partie de son pendant canadien, l'Académie canadienne-française, tandis que d'autres : Funck-Brentano, Firmin Roz, Muret et Calmette ont été membres de l'Institut : en tout douze auteurs sur un total de 28! Décidément, les bainvilliens ne font pas honte à la langue de Molière. Pourtant, les historiens des Annales marchent depuis peu sur leurs traces, comme le rappelle encore Coutau-Bégarie:

Un seul domaine "officiel" échappe encore au groupe : l'Institut de France. Braudel n'a pas essayé d'ajouter à sa titulature une consécration académique. Le seul nouvel historien à avoir revêtu l'habit est Georges Duby, élu à l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres. L'Académie française, qui a toujours compté plusieurs historiens dans ses rangs, n'en avait plus qu'un en 1978 : Pierre Gaxotte. Il a été rejoint par Georges Dumézil en 1979. L'année suivante, Alain Decaux a été élu sans qu'aucun historien ne tente de le concurrencer. En 1982 Pierre Chaunu a été élu à l'Académie des Sciences Morales et Politiques. (2)

Mais depuis, la situation a été corrigée. Braudel est mort vêtu de l'habit de l'Académie française (où il avait été élu en 1984), tandis que Chaunu est devenu membre de l'Institut.

Histoire traditionnelle. Ou plutôt une histoire "traditionnellement" menée, où le récit est la forme littéraire. Mais il ne faut pas négliger la part accordée à l'analyse. L'historiographie bainvillienne, comme s'acharnait à le répéter Jacques Bainville, est une histoire analytique. Une analyse de droite, conservatrice. Les bainvilliens seront toujours plus près de leurs cousins marxistes ou universitaires que de leurs frères chroniqueurs comme G. Lenôtre. C'est grâce à cette qualité d'analyse que La Révolution et Louis XV apparaissent comme des oeuvres majeures. Gaxotte ne néglige pas Mathiez ni Aulard, dans lesquels il puise sans dédain pour sa Révolution française, tandis qu'il renouvelle l'historiographie de Louis XV en soulignant l'importance de la "révolution de Maupeou", qui prend dans l'ensemble de

(2) H. Coutau-Bégarie. ibid. p. 271.

l'interprétation bainvillienne du XVIII^e siècle, une place significative. Avec Gaxotte, nous sommes toujours très loin de ce genre de contemplation benoîte ou morbide, selon qu'on raffole des épisodes grivois de Louis le Bien-Aimé et de la Pompadour, qui agrémentent le voyeurisme d'un André Castelot, ou selon qu'on se délecte du sang des victimes de la Terreur, toujours bien chaud et bien bouillonnant, au goût d'un docteur Cabanès.

Histoire engagée enfin, car l'histoire bainvillienne non seulement n'est pas neutre, mais elle est plus qu' "idéologisée", elle est partisane. Elle est une histoire qui veut s'ancrer dans l'Histoire-qui-se-fait aujourd'hui. L'histoire comme leçon, comme morale politique. L'historiographie comme action dans l'Histoire : n'était-ce pas également la perspective dans laquelle la voyait Marx? L'école républicaine procède-t-elle autrement à travers ses écoles et ses manuels? (3)

L'observation de Coutau-Bégarie est juste. On ne peut en dire autant de ce qu'il écrit ailleurs, dans ce même livre:

Les universitaires publiaient également des livres destinés à un plus grand public, par exemple dans les Grandes Etudes historiques -- dont le catalogue annonçait des tirages fabuleux : l'Histoire de France de Jacques Bainville a dépassé cinq cents éditions -- mais la vulgarisation était abandonnée au docteur Cabanès et à ses émules. (4)

Comme nous le verrons, peu de bainvilliens sont de véritables universitaires, du moins en histoire. Considérer La France de Bainville comme une oeuvre universitaire est, pour le moins, exagéré. Si des noms comme ceux de Gaxotte ou Funck-Brentano peuvent être reconnus, il faut attendre la fin de "l'âge d'or" de la Collection pour voir venir se joindre des vrais "scolastiques" comme Calmette. C'est un commentaire de ce genre qui justifie encore

(3) Sur les manuels scolaires, voir Dominique Maingueneau. Les livres d'école de la République, 1870-1914, Paris, Le Sycomore, 1979, 344 p.

(4) H. Coutau-Bégarie. op. cit. p. 273.

cet aparté de Carbonell : "Regrettons au passage qu'aucune étude sérieuse n'ait été consacrée à Bainville" (5).

Le silence est la règle, l'oubli en est la mesure. C'est ce que Carbonell et Ariès nous apprennent, chacun à sa façon. Le silence historiographique auquel est condamnée l'historiographie bainvillienne ne lui est pas particulier. Carbonell relève un précédent dans sa thèse sur la mutation idéologique des historiens autour de 1870. Il rappelle que Georges Lefebvre, Louis Halphen et Camille Jullian, dans leurs inventaires historiographiques, ne retiennent pas l'année 1871 (par ses causes politiques et sociales) comme une date charnière dans l'évolution de l'historiographie française. Comment expliquer qu'une telle évidence passe de façon aussi inaperçue chez ces illustres historiens?

Les raisons d'une telle attitude se trouvent ailleurs : dans un mépris pour l'histoire-bataille, certes, mais surtout dans une espèce d'accord tacite noué entre les historiens français, dans une conjuration du silence dès lors qu'il s'agissait d'évoquer l'année terrible. (6)

Le silence résultant de ce genre "d'accord tacite" devient encore plus dense dans le cas de l'historiographie bainvillienne, comme le rappelle cet ancien de l'Action Française qui a eu le bonheur d'être revendiqué par la "Nouvelle Histoire", Philippe Ariès:

Une référence à la politique traditionnelle des frontières naturelles, si chère à Sorel et à Bainville, était le plus sûr moyen d'obtenir une note éliminatoire dans un examen universitaire. Les professeurs s'acharnaient là, moins sur une erreur historique réelle, que sur l'influence qu'ils flairaient d'un genre exécré. (7)

On aurait pu s'attendre à une attitude au moins différente de la part des historiens qui se sont penchés plus précisément sur l'histoire de l'Action

(5) H. Coutau-Bégarie. ibid. p. 393 n. 16.

(6) C.-O. Carbonell. op. cit. p. 457.

(7) P. Ariès. op. cit. p. 314-315.

Française. Hélas! Il y a bien Eugen Weber, dans son ouvrage monumental (8) et Pierre-Marie Dioudonnat, dans son étude sur "Je suis partout" (9) qui n'ont ignoré ni l'existence des historiens bainvilliens, ni leur rayonnement, voire leurs qualités. Mais Robert Havard de la Montagne (10), lui-même membre de l'Action Française et Edward R. Tannenbaum (11) ne sentent pas le besoin de relever la présence d'une historiographie solide d'encadrement du discours politique de l'Action Française, tandis que Colette Capitan Peter, dans son étude (12), le nom de Bainville, reconnu pourtant par Dioudonnat comme le deuxième penseur du groupe, se rencontre aussi fréquemment qu'un Inuit en Afrique! Il y a, encore, l'article de Stephen Wilson paru en 1976 dans "Historical Journal" qui traite du rôle de l'historiographie dans les campagnes intellectuelles et politiques du mouvement royaliste (13) et, surtout, l'ouvrage d'un universitaire américain, William Keylor (14) qui, malgré le titre prometteur de Jacques Bainville and the Renaissance of Royalist History in Twentieth-Century France, porte exclusivement sur Bainville et englobe autant sa carrière de journaliste que son "métier d'historien".

Il n'est donc pas étonnant que les jugements portés sur l'historiographie bainvillienne aient varié du tout au tout. Ceux qui présentent cette historiographie comme un chef d'oeuvre du genre le font d'une manière tellement sophiste et complaisante qu'ils réussissent davantage à la déconsidérer

-
- (8) E. Weber. L'Action Française, Paris, Fayard, 1985, 696 p.
 - (9) P. M. Dioudonnat. Je suis partout 1930-1944 Les maurrassiens devant la tentation fasciste, Paris, La Table Ronde, 1973, 472 p.
 - (10) R. Havard de la Montagne. Histoire de l'Action française, Paris, Amiot-Dumont, 1950, 256 p.
 - (11) E.-R. Tannenbaum. the Action Française Die-hard Reactionaries in Twentieth Century France, New-York, John Wiley & Sons, 1962, 316 p.
 - (12) C. Capitan Peter. Charles Maurras et l'idéologie d'Action française étude sociologique d'une pensée de droite, Paris, Seuil, 1972, 224 p.
 - (13) S. Wilson. "A View of the Past: Action Française Historiography and its Socio-Political Function", Historical Journal, 19, I (1976), pp. 135-161.
 - (14) W. Keylor. Jacques Bainville and the Renaissance of Royalist History in Twentieth-Century France, Baton Rouge, Louisiana State University, 1979, 350 p.

plutôt qu'à la valoriser. A cette critique, on ne peut se fier, car elle manque au fond de tout esprit véritablement critique. Quand on enlève le vernis des "prédications" politiques de Bainville, on découvre vite un médiocre analyste. Ses appréciations économiques surtout sont non seulement archaïques, dépassées tant par les faits que par la science économique de son temps, mais elles témoignent d'une grande naïveté qui nous étonne de la part de celui qui, ailleurs, peut se montrer étonnamment perspicace. En fait, la "méthode Bainville", comme disait Gignoux, héritière du positivisme comtien, doit plus à une morale qu'à une soi-disante analyse scientifique du politique.

Une critique nuancée peut se retrouver chez un historien partisan de l'Action Française, Philippe Ariès. Ainsi, dans son petit livre récemment redécouvert, Le temps de l'histoire, il écrit, de l'histoire "à la Bainville" que:

une littérature qui a eu, entre les deux grandes guerres, un succès considérable : l'utilisation de l'Histoire à des fins philosophiques et apologétiques, la construction sur l'Histoire d'une philosophie de la cité, d'une politique. Le phénomène mérite qu'on s'y arrête : c'est, d'un côté, l'interprétation bainvillienne du passé : de l'autre, l'interprétation marxiste. (15)

Et plus important encore:

(1e) sentiment de conscience de soi dans l'Histoire, tel que nous le devinons ici dans ses manifestations spontanées et infantiles, s'est divisé au XX^e siècle. Il est à l'origine de deux courants d'idées qui, malgré leur opposition fondamentale, présentent des analogies encore peu remarquées, et fort suggestives. Il s'agit, d'une part, de l'historicisme bainvillien, et, d'autre part, du matérialisme historique de Marx. Ce rapprochement paraîtra un paradoxe de mauvais goût. Et pourtant, l'un et l'autre sont bien à la fois les manifestations d'une même prise de conscience de l'Histoire, et les conséquences d'une même mécanisation dans l'intelligence de l'Histoire. (16)

(15) P. Ariès. op. cit. p. 26.

(16) P. Ariès. ibid. p. 34. (souligné par moi, j.-p. c.)

Voilà qui est de toute première importance. Ariès définit l'historiographie bainvillienne comme un produit du "sentiment de conscience de soi dans l'Histoire", et non seulement d'une quelconque forme accidentelle de l'évolution de l'historiographie française. En la hissant au même niveau que l'historiographie marxiste, en la qualifiant d' "historicisme", ce qu'elles sont en effet toutes les deux, Ariès fait moins que mettre Marx et Bainville nez à nez que les considérer tous deux comme produits nécessaires des structures mentales et intellectuelles issues du modernisme industriel et démocratique du XIX^e siècle. Ariès reconnaît que la conscience historique provient d'une socialisation de l'individu, de son insertion dans un groupe et que les spécificités différentes doivent s'effacer devant le besoin de se reconnaître en groupe.

Seulement, rares sont les autres historiens qui tiennent à considérer l'historiographie bainvillienne comme l'égale de l'historiographie marxiste, et encore moins à vanter sa prépondérance sociale sur l'historiographie universitaire. A peu près à la même époque où Ariès écrivait ces lignes si éclairantes, Georges Lefebvre enseignait dans ses cours à la Sorbonne une interprétation de l'historiographie bainvillienne beaucoup plus superficielle:

Le grand public a trouvé à cette manière d'écrire (avec grande simplicité) un médiocre agrément; il a regretté l'absence de vues générales, d'idées philosophiques du jour; il en est résulté qu'on a vu pulluler, comme cela était arrivé bien des fois auparavant, les entreprises de vulgarisation où les oeuvres inspirées à des journalistes par la propagande politique, religieuse ou nationale. Jacques Bainville (1879-1936) a écrit une Histoire de France (1924) pour démontrer, entre autres thèses, qu'entre la France et l'Allemagne l'antagonisme remplissait toute l'histoire, ou que la monarchie a été le meilleur des gouvernements. Pierre Gaxotte a écrit La Révolution française (1928) pour montrer que les sans-culottes étaient des communistes, ce qui a rencontré un immense succès au lendemain de la Révolution russe. En outre, l'histoire romancée a sévi au profit des lecteurs qui ne demandent à l'histoire qu'une distraction. (17)

(17) G. Lefebvre. La naissance de l'historiographie moderne, Paris, Flam-

Après les quelques lignes d'Ariès, celles de Lefebvre nous montrent quel effet eut le succès de librairie de l'historiographie bainvillienne sur les universitaires. Puisqu'il ne peut la passer sous silence, Lefebvre l'aborde avec mépris, éclaboussant ce "grand public" qui trouve "médiocre agrément" à l'histoire universitaire et cherche avant tout "vues générales", "idées philosophiques" et "éclat de style". Apparaissent alors les mots "pulluler" et "sévi" (on en est déjà au diagnostic de la "peste"), mais la condamnation irrémédiable est que cette historiographie est faite d' "oeuvres inspirées à des journalistes par la propagande", ce qui n'est pas exact, puisque tous les historiens du groupe ne sont pas nécessairement des journalistes, et ceux qui le sont sont loin d'être des "inspirés"!

Plus tard, ses élèves Jean Ehrard et Guy Palmade poursuivront de même:

Ne pensons pas seulement aux gros succès de librairie, qui, lorsqu'il ne s'agit pas simplement d'anecdotes aimables et de vies privées, de l'éternel Louis XVII ou de l'éternelle Pompadour, vont à des essais hâtifs, parfois brillamment écrits, mais inmanquablement trahis par les faiblesses béantes de leur information, celles, plus graves encore, de leur problématique, et souvent leur évidente déformation politique ou idéologique, la "thèse" soutenue : Bainville en fournirait d'excellents exemples.

Les éternels Louis XVII et Pompadour sont absents de l'historiographie bainvillienne. Et même à cela, Louis Hastier nous a montré, par une thèse originale et négligée, que "l'énigme" Louis XVII pouvait servir de prétexte à une merveilleuse recherche critique de sources d'archives (19). De plus, il serait difficile de concilier un thème comme Louis XVII ou Mme de Pompa-

marion, col. "Nouvelle bibliothèque scientifique", 1971, p. 297 (souligné par moi, j.-p. c.).

- (18) J. Ehrard et G. Palmade. L'histoire, Paris, A. Colin, col. "U", 1964, p. 86.
- (19) Louis Hastier, par les documents et une subtile analyse, en arrive à démontrer que Louis XVII serait mort au Temple, mais en janvier 1794! La double mort de Louis XVII, Paris, Flammarion, col. "J'ai lu" # A 188, 1951, 312 p.

dour aux thèses que soutiennent les livres de Bainville ou de Gaxotte. Pensent-ils s'abriter derrière une citation de Marc Bloch? L'effet ne vaut guère mieux:

Toutes ces mauvaises habitudes... conspirent à livrer, sans défense, la masse des lecteurs aux faux brillants d'une histoire prétendue, dont l'absence de sérieux, le pittoresque de pacotille, les partis pris politiques pensent se racheter par une immodeste assurance: Maurras, Bainville ou Plékhanov affirment, là où Fustel de Coulanges ou Pirenne auraient douté... (20)

Et comme, inmanquablement, il faut en venir au coup de grâce, rien de mieux que de tracer une ligne descendante "de Renan à Daniel-Rops";

De Renan à Daniel-Rops, de Thiers, même, à Louis Madelin, de Pierre de la Gorce à Jacques Chastenet, il faudrait beaucoup d'optimisme pour dessiner une ligne ascendante... Pourquoi faut-il par exemple que Pierre Gaxotte, remarquable historien d'un Siècle de Louis XV que ses opinions et sa sensibilité lui ont permis de comprendre avec finesse et de juger avec une équité à peine nuancée d'indulgence, ait cru devoir écrire aussi sur une Révolution française à laquelle il devait, de toute évidence, demeurer profondément étranger. (21)

C'est là une bien charmante naïveté qui trahit l'ignorance de l'histoire de l'historiographie bainvillienne: Le Siècle de Louis XV est venu quelques années après La Révolution française. L'ordre chronologique des rédactions ne suit pas la chronologie historique des événements traités.

Enfin, ici et là, malmenés par des bibliographies commentées ou des exposés historiographiques rapides, les bainvilliens sont la tête de Turc favorite des historiens venus de l'université et de l'Ecole Pratique des hautes-études et dont le succès certain marque le deuxième vingtième siècle.

(20) Or remarquera ici que Bloch, comme Ariès, place Bainville et Plékhanov côte à côte. Cité in J. Ehrard et G. Palmade. op. cit. p. 89-90.

(21) J. Ehrard et G. Palmade. ibid. p. 89. W. Keylor reprend ce même type d'appréciation de Bainville. "It is no exaggeration to say that Bainville's works were largely variations on a few simple themes. Taken as a whole, they reveal very little development in his understanding of History. He eschewed the practice customary among historians of revising, refining, and updating one's judgments as new data are discovered and new techniques of analysis are developed. His arguments were presented as historically accurate because they

I.2 Les historiens.

Mais justement, qui sont ces historiens qui font l'objet de tant de mépris, de sarcasmes et de reproches, justifiés ou non? Les noms les plus connus sont toujours lus : Gaxotte, qui a animé la Collection des Grandes Etudes historiques durant quarante ans au moins et qui avait commencé en servant de nègre pour le Louis XIV de Bertrand (22); Bainville, qui a donné son nom à l'école mais qui, dans les faits est resté bien inférieur à Gaxotte en qualité d'historiens; Louis Bertrand, qui fut célèbre en son heure; Funck-Brentano, aux qualités si inconstantes; le marquis de Roux, avocat de l'Action Française; Octave Aubry, Auguste Bailly, Jean Lucas-Dubreton, des vulgarisateurs fort appréciés; Maurois, le biographe réputé qui a donné à la collection une Histoire d'Angleterre et Jacques Chastenot, diplomate, écrivain et biographe lui aussi anglophile; enfin Daniel-Rops, un converti devenu plus catholique le pape, avec son Histoire de l'Eglise du Christ en douze volumes. D'autres, tels que Firmin Roz, Jules Bertaut, Mermeix, le comte de Saint-Aulaire, Pierre de Vaissières, Maurice Muret, Charles Bonnefon, Joseph Calmette, Louis Reynaud, Eugène Cavaignac, le comte de Pange, G.-J. Gignoux, Pierre Daye, qui ont été de grands publicistes ou historiens en leur heure, sont aujourd'hui complètement oubliés.

Nous tracerons ici la biographie de Jacques Bainville, à grands traits, car son nom sert à désigner l'ensemble des historiens qui ont partagé cette même conception de l'histoire et qui se retrouvent dans la collection des

were logically unassailable. ...while this deductive approach to historical understanding displeased most scholars, it found a sympathetic audience among nonspecialists intent on discovering meaning in history. W. Keylor. op. cit. p. xv-xvi.

- (22) "Ayant obtenu un très gros succès de vente avec une biographie de saint Augustin, il (Bertrand) avait eu l'idée d'écrire un Louis XIV et il avait besoin d'un auxiliaire pour effectuer à sa place des dépouillements, des lectures, des recherches dans les revues. J'étais capable de le satisfaire". P. Gaxotte. Les autres et moi, Paris, Flammarion, 1975, p. 127.

Grandes Etudes historiques et, également, l'un des auteurs les mieux connus du groupe.

Né à Vincennes (Seine) en banlieue de Paris le 9 février 1879, son père, Pierre Bainville, était marchand de bois issu d'une famille originaire de Lorraine. Pierre Bainville était républicain, comme le voulait la tradition familiale, et la politique occupait une place importante au diner (23). Il envoya Jacques, le troisième de ses quatre enfants, faire ses études au lycée Henri-IV (où ira plus tard le jeune Gaxotte) qui s'y révéla un brillant sujet, suivant les cours de Gustave Lanson en littérature, de Lehugueur en histoire, de Paul Monceaux en rhétorique et de Dereux en philosophie. Bien qu'il ait entrepris des études de Droit, il reste fasciné par la littérature, allemande en particulier. Dès 1896, il se sent attiré par les idées de Taine, de Balzac et de Burke, les fleurons de l'époque de la pensée conservatrice. Puis, il découvre Fustel de Coulanges et enfin Barrès. C'est alors qu'il entreprend un voyage en Allemagne où il formule sa première grande théorie politique : la force et la suprématie du Reich tiennent à sa monarchie héréditaire et autoritaire:

Parti de France républicain, Jacques Bainville rentrera monarchiste. Mais sa conversion, ne devant rien à la tradition ou au sentimentalisme des monarchistes conservateurs de son temps, n'en sera que plus solide car elle sera fondée sur l'étude de l'histoire et sur la raison. (24)

Effectivement, de retour à Paris, il abandonne le Droit et entreprend la rédaction d'une biographie de Louis II de Bavière (qui vient d'être rééditée par les sérieuses éditions Complexes). C'est au moment où éclate "l'Affaire", et on voit un Bainville prendre position pour les... dreyfusards!

(23) W. Keylor. op. cit. p. 5.

(24) J. Montador. Jacques Bainville Historien de l'avenir, Paris, Editions France-Empire, 1984, p. 32.

C'est que Bainville, comme il le restera toujours, est un homme modéré, calme, loin des emportements et de la fureur, contrairement à ses amis Maurras, Pujo et Daudet. S'il prend parti pour Dreyfus, il condamne la violence que déploie Zola pour défendre la cause (25). Peu après, il rencontre Charles Maurras pour la première fois -- une rencontre qui demeure froide --, Bainville apparaît encore comme un jeune homme de vingt ans qui a "tout de l'étudiant" (26).

Mais le monarchisme convaincu de Bainville le rapproche assez vite de l'auteur de l'Enquête sur la Monarchie qui vient de quitter la "Ligue de la Patrie française" pour fonder, avec Vaugois, l' "Action française", véritable quotidien monarchiste et nationaliste. Dès le 1^{er} avril 1900, Bainville se voit confier la couverture des affaires étrangères, poste qu'il gardera jusqu'à sa mort.

Le pondéré Bainville travaille ainsi dans l'un des organes de presse le plus extrémiste et le plus radical. Il collabore également à la très monarchiste "Gazette de France" et aux bulletins littéraires "Minerva". C'est le début d'une fructueuse carrière de publiciste (27). Outre les affaires étrangères, il couvre, pour l' "Action française" les séances de la Chambre, la critique littéraire, les chroniques de théâtre et, à l'occasion, la "semaine financière".

(25) P. Gaxotte, dans op. cit. p. 127-128, raconte une prise de position semblable, bien que plus violente, par Louis Bertrand, alors instituteur en Algérie.

(26) E. Weber. op. cit. p. 44. Selon ce que rapporte W. Keylor, l'adolescent Bainville n'était pas à l'abri des crises d'identité : "...he apparently experienced a spiritual crisis around the turn of the century that was promoted by an intense personal insecurity. "I have no confidence in myself," he complained to his closest boyhood friend. "No imagination, a mediocre, dull mind, and few ideas"." op. cit. p. 16.

(27) Tannenbaum considère que Bainville est le seul dirigeant de l'Action Française à pouvoir vivre du revenu de la vente de ses livres [comfortably] op. cit. p. 58-59. Keylor, in ibid p. 226, considère que "Bainville indisputably enjoyed much more financial independence than did his fellows.

La Première Guerre mondiale vient bientôt porter Bainville à la reconnaissance générale. Poincaré l'envoie, en 1916, faire un tour discret en Russie d'où il revient convaincu de l'imminence d'une révolution. Mais c'est par sa critique du traité de Versailles que le nom de Bainville est consacré dans le monde politique français. Il considère les clauses du traité comme exclusivement économiques et non politiques, ce qui maintient une menace pour l'avenir national de la France. Le traité ne fait qu'instaurer une situation de crise générale entre une Allemagne toujours unifiée, donc capable de recouvrir ses forces et de petits états nationaux bien frêles et bien seuls. De plus, la révolution bolchevique tempère la volonté implacable de faire payer à l'Allemagne les réparations de guerre : "Jacques Bainville, plus lucide que tout autre, mettait en garde : la peur du bolchevisme, ce n'était pas une raison pour permettre la réorganisation de l'Allemagne" (28). Un tel avis prendra de la force à mesure qu'apparaîtront les signes menaçants d'une remontée de l'Allemagne pour devenir, a posteriori, une véritable prophétie!

A partir de ce moment, la vie de Bainville est entièrement liée à sa production journalistique et historiographique. Durant la guerre, il a rédigé ses deux premiers livres importants, et qui seront réédités plus tard, dans les années '30, dans la collection des Grandes Etudes historiques : Histoire de deux peuples et Histoire de trois générations où il expose ses théories des relations franco-allemandes et de la décadence d'une France républicaine:

Bien d'autres, parmi les plus hauts fonctionnaires ou hommes politiques du régime -- qui exècrent, par ailleurs, Charles Maurras et Léon Daudet -- lisent assidûment tous ses écrits et rendent hommages en privé à sa lucidité, même s'ils l'ignorent en public. (29)

(28) E. Weber. op. cit. p. 138.

(29) J. Montador. op. cit. p. 92-93. Même opinion chez Keylor: "The popularity of Bainville's Histoire de France represented an impressive testimony to the appetite of the French public for historical writing that isolated from the infinite factual details of the past a finite

Si les idées politiques de Bainville peuvent séduire bien des adversaires de la pensée monarchiste (même le vieux Delcassé devient un intime du jeune publiciste), sa pensée économique et financière est foncièrement conservatrice (30), liant le capitalisme à l'épargne. Son capitalisme sera toujours un capitalisme de petites entreprises et de petits entrepreneurs, très paysan et très bas de laine. N'assimile-t-il pas la nation toute entière à ses classes moyennes dans l'Histoire de France? Cependant, il serait totalement faux de dire que l'intérêt de Bainville pour l'économie s'arrête à cette constatation générale. Pour René Rémond:

...un examen sans arrière-pensée réserverait de singulières surprises : par exemple, est-il absolument dénué de signification que Jacques Bainville ait donné de longues années une chronique régulière au "Capital"? Et qu'il ait rédigé en 1919 un guide de l'épargnant : Comment placer sa fortune? (31)

Et, de fait, la production journalistique de Bainville est si abondante qu'il ne peut pas ne pas toucher à tous les sujets. On ne compte plus les quotidiens ou hebdomadaires, français ou étrangers, qui publient des articles, inédits ou repris, de Bainville entre 1920 et 1936. Il y a "Candida" bien sûr où, dès la fondation en 1924 et jusqu'à sa mort, il tient la chronique "Doit-on le dire?". De nombreux journaux de province ou étrangers reprennent ses articles publiés dans la presse de la capitale, tels "La Liberté", "Le Capital", "Le Petit Journal", "L'Eclair" de Montpellier, "La Nation belge" et "Le Petit Parisien", pour ne citer que les plus importants.

Tout au long de ces années, il figure dans le cénacle de l'Action Fran-

collection of heuristic generalizations applicable to the reader's present experience and served them up in concise, luminous prose. For such services, tens of thousands of dyed-in-the-wool republican readers were apparently willing to forgive him the royalist tinge of his historical writing and embrace the lessons that it contained." op. cit. p. 223.

(30) E. Weber. op. cit. p. 246.

(31) R. Rémond. Les droites en France, Paris, Aubier-Montaigne, 1982, p. 175.

çaise tout en jouant un rôle effacé derrière les figures excentriques et plus spectaculaires de Maurras ou de Daudet, travaillant patiemment l'intelligence de ses lecteurs tandis que les ténors du groupe excitent l'opinion publique. Seulement, les liens personnels tissés entre les membres du groupe sont indéfectibles. "Je lui dois tout, sauf la vie", dit-il de Maurras. Lorsque le fils de Léon Daudet se suicide dans un taxi parisien, il accompagne le docteur Bernard auprès du premier ministre Poincaré pour réclamer le corps et le ramener à ses parents (32). Comme le rappelle Gaxotte, Bainville était "capable de tendresse, capable d'enthousiasme, il tempérerait la critique par l'enthousiasme" (33).

A côté des services personnels, il y a les démêlés politiques. Même aux moments des crises graves qui menacent de déchirer l'Action Française, Bainville conserve toujours le même calme, la même pondération qu'il avait tenus lors de l'Affaire Dreyfus. L'Action Française est-elle sur le point d'être condamnée par le pape? "Ecrivant à des amis en vacances à la campagne, le froid Bainville" déclare:

Malgré le pape, le cardinal, le nonce et les autres, tout le monde ici est en excellente forme. Cela passera. L'Action Française est comme l'Eglise elle-même. La persécution lui fait du bien. (34)

Il est vrai que, contrairement à Maritain qui vit les tourments de l'âme, Bainville est encore plus agnostique que Maurras lui-même.

C'est d'ailleurs cette image flegmatique, cynique, voire froide que l'on a gardée de Bainville et que tous les auteurs reprennent:

(32) E. Weber. op. cit. p. 194, note a.

(33) P. Gaxotte. op. cit. p. 204. Gaxotte raconte que la seule discussion d'histoire qu'il eut avec Bainville se solda par une mésentente. Keylor rappelle, pour sa part, op. cit. p. 4 note 5 : "The two were not intimate friends, however, Gaxotte was never invited to the home of the royalist historian with whom he had been so closely identified".

(34) J. Bainville, cité in E. Weber. op. cit. p. 264.

Tiré à quatre épingles, portant la raie au milieu et la moustache sobrement taillée, une pochette blanche émergeant discrètement du veston, il dissimule ses réactions et ses pensées profondes derrière une courtoisie d'ancien régime qui le fait souvent passer pour indifférent. Sceptique, il a l'orgueil de son humilité. Il masque d'une pudeur confinant à l'héroïsme les souffrances que lui cause durant les derniers mois de sa vie le cancer de l'oesophage qui l'emporte au début de 1936... (35)

Pour Keylor:

A conventional père de famille*, he was neither a bon vivant* like Daudet nor a misanthropic, deaf bachelor like Maurras. He spent virtually his entire adult life in the same neighborhood of Paris, methodically composing his newspapers articles by day and his historical works at night. (36)

Ses écrits reflètent, par leur style, cette image physique de Bainville:

Bainville écrit comme il vit : il disparaît derrière une langue parfaitement maîtrisée et maniée avec vigueur et précision. Comme Voltaire il écrit la langue de tout le monde, mais comme personne. La forme de sa pensée se prête aux formules raccourcies, aphorismes, maximes et réflexions dont les chasseurs de références pillent ses oeuvres. (37)

Bainville, qui de toute sa vie n'a jamais soulevé la moindre controverse (38) en a attiré deux célèbres. La première, son élection à l'Académie française, correspond à l'éviction de Claudel par un partisan pistonné par l'Action Française; la seconde sont les incidents qui ont accompagné son convoi funèbre et qui sont à l'origine de l'interdiction des ligues et au démantèlement de l'Action Française (39).

Pour tracer le caractère du personnage, nous devons recourir à son talent pour les mots d'esprit dans le genre de La Bruyère ou de Rivarol. Tout

(35) P.-M. Dioudonnat. op. cit. p. 19-20.

(36) W. Keylor. op. cit. p. xiv. (* en français dans le texte)

(37) P.-M. Dioudonnat. op. cit. p. 20.

(38) "Ceux qui entraient dans son amitié étaient liés à jamais par sa liberté de pensée, sa compréhension, son tact, sa sincérité, sa discrétion, son goût de la vraie valeur dans les hommes". P. Caxotte. op. cit. p. 205.

(39) Pour l'épisode de l'élection à l'Académie, voir J. Lacouture. François Mauriac, Paris, Seuil, 1980, p. 309. Pour celui accompagnant son enterrement, voir J. Montador. op. cit. p. 215.

au long de sa carrière journalistique et littéraire, Bainville a pondu un nombre incalculable de "citations" et de mots qui ont fait les délices des épigraphistes. Montador, dans son apologie de Bainville, en dresse un catalogue qui ne saurait prétendre épuiser la réserve. Quelques phrases représentatives de l'esprit de l'auteur méritent notre attention. "La mort d'un homme, c'est un drame. La mort d'un million d'hommes, ce n'est que de la statistique". Comment ne pas penser ici à la réplique de Charlie Chaplin dans le procès de "Monsieur Verdoux" : "Les guerres ne sont que des affaires. Un seul meurtre, vous êtes un bandit. Des millions, et vous êtes un héros. Le nombre sanctifie" (40). Et cette autre phrase : "Les experts voient ce que nous voyons tous et n'en savent pas plus que vous et moi. Ils mettent en langage technique des balivernes". N'est-ce pas la première dénonciation de la fameuse "langue de bois" telle que développée à l'intérieur de nos technocraties modernes? "Le métier d'écrivain consiste à se battre avec les mots". Qu'ont-elles de commun toutes ces épigrammes?

Elles sont l'expression la plus nette de ce qui caractérise le fond de la pensée de Bainville : le scepticisme et le pessimisme. Personne ne peut nier l'importance des relations qui s'établissent ainsi entre ces traits -- plutôt négatif -- du caractère de Bainville et toute sa pensée politique qui anime son entreprise historiographique. C'est Pierre-Marie Dioudonnat qui a le mieux su exposer ces traits fondamentaux de la pensée de Bainville:

Bainville fonde sa doctrine sur un profond scepticisme et un pessimisme foncier à l'égard du monde et des hommes...

Il convient selon Bainville de se méfier des sentiments qui entraînent la plupart des hommes et les rendent dangereux lorsqu'ils se heurtent aux réalités d'un monde naturellement fondé sur les rapports de force entre intérêts antagonistes. L'homme étant inaméliorable, l'histoire correctement interprétée constitue le seul moyen de connaissance de l'avenir. Bainville cite Comte : "Les vivants sont gouvernés par les

(40) C. Chaplin, rapporté par G. Sadoul. Dictionnaire des films, Paris, Seuil, col. "Microcosme", 1976, p. 189.

morts". De l'étude du passé se dégagent les vérités politiques sans lesquelles un bon gouvernement ne peut exister. L'homme d'Etat comme l'homme privé ne disposent que d'une lumière pour éclairer leur route : "L'expérience: voilà le grand mot et le vrai maître".

Pessimisme et scepticisme conduisent Bainville à un conservatisme désabusé. Il fait de la société et des relations internationales les objets principaux de ses réflexions. Sa philosophie sociale procède d'une définition de la civilisation empruntée à Maurras:

"C'est à Charles Maurras que l'on doit la définition la plus profonde et la plus étendue du mot que les dictionnaires renoncent à expliquer. La civilisation, a-t-il dit, c'est l'état social dans lequel l'individu qui vient au monde trouve incomparablement plus qu'il n'apporte. En d'autres termes, la civilisation est d'abord un capital. Elle est ensuite un capital transmis... Capitalisation et tradition, -- tradition c'est transmission -- voilà deux termes inséparables de l'idée de civilisation".

Le développement de cette conception aboutit à une défense et à une illustration du capitalisme : de même qu'il bénéficie de l'acquis intellectuel des générations qui l'ont précédé, l'individu profite du patrimoine qu'a produit l'effort de ses pères : "L'épargne est l'origine du capital comme elle est la justification morale du capitalisme".

Malheureusement, au XX^e siècle, les rentiers, actionnaires, propriétaires fonciers, commerçants, pères de famille, c'est-à-dire les membres des classes moyennes, sont "indignement rançonnés" par des financiers sans patriotisme et sans scrupules"...

La défense de la bourgeoisie est une des grandes préoccupations de Bainville. La protection des épargnants s'identifie pour lui à la lutte pour la civilisation dont elle n'est qu'une des formes : qui s'attaque aux classes moyennes amoindrit la France car un pays vaut ce que valent ses élites et la bourgeoisie française, fille de la paysannerie, est la source de toutes les aristocraties. Le capitalisme bainvillien n'a rien de libéral. C'est un modèle où l'économie demeure subordonnée à la morale, aux impératifs du bien-être social et à l'intérêt national. Celui-ci constitue aussi le seul étai possible d'une politique étrangère positive. Il est sans doute vain de vouloir rapprocher les peuples... Les seules alliances valables sont fondées sur l'intérêt... (41)

Tout l'essentiel de Bainville se trouve dans cet exposé. Son scepticisme et son pessimisme proviennent d'une croyance, partagée par Maurras et la plupart des bainvilliens, que l'homme ne naît pas bon, qu'il n'agit qu'en vertu de ses propres intérêts immédiats, et que ses sentiments ou ses idéaux,

(41) P.-M. Dioudonnat. op. cit. p. 21 à 23.

bien que toujours généreux, ne font jamais le poids devant ses intérêts. Cette fatalité réduit l'homme à un être éminemment vulnérable qui refuse de se voir tel qu'il est en se recouvrant du masque des vertus idéalisées. On reconnaît là tout l'anti-rousseauïsme et l'anti-romantisme maurrassien. La connaissance historique seule permet à l'homme un dépouillement de ses faux masques. Étudiée "objectivement", elle révèle la vérité sur ce qu'est véritablement l'homme. A ce moment, elle peut devenir "prophétique" puisqu'elle met à nu les mécanismes éternels de la politique. La tradition, bien éclairée par la connaissance historique, montre de quoi la vie sociale est faite. Elle est comme "le bon sens paysan" qui, chaque année travaillant sa terre, sait quand répéter les mêmes gestes qui lui apporteront bonne récolte. L'apprentissage de la connaissance, chez Bainville, demeure exclusivement empirique. Il n'est ni un théoricien comme Marx, ni un analyste comme Tocqueville. Comme un nouveau Machiavel, il prétend démonter les rouages d'un mécanisme en espérant le mettre au service de sa nation et de ses classes moyennes.

La question qui se pose alors consiste à se demander s'il y a une permanence de ces traits chez les autres auteurs bainvilliens? Sans faire une biographie exhaustive de chacun, faute de place, disons que la plupart, tel Gaxotte, regardent le monde d'un oeil aussi gris. Leurs activités, très diversifiées, en font des gens étroitement sensibles à "l'esprit du temps". Ils partagent beaucoup de choses et c'est sur ce point que nous devons porter notre attention.

Le groupe de nos historiens exige de dégager certaines observations et de pratiquer des recoupements qui apparaîtront significatifs à une définition de l' "école bainvillienne". Les principaux points sur lesquels nous nous pencherons concernent l'âge des historiens et des trois générations qui

constituent le groupe. Ensuite, il s'agira de localiser géographiquement et socialement les auteurs. Enfin, il faudra mesurer l'influence d'événements centraux de l'époque tels la défaite de 1870 et l'Affaire Dreyfus sur l'orientation prise par l'historiographie bainvillienne. Ces prochains points seront illustrés par un tableau de la durée de la vie des auteurs et une carte situant les lieux de naissance d'un certain nombre d'auteurs.

Se pencher sur l'âge des historiens est une exigence méthodologique qu'on retrouve prescrite dans l'étude pionnière de Carbonell:

Il est d'un grand intérêt de connaître la durée de l'expérience vécue par un historien, de mesurer, si l'on peut dire, la profondeur du champ de son regard d'homme, et de savoir dans quel climat culturel et intellectuel se sont déroulées ses années d'apprentissage. De vieux historiens peuvent avoir des curiosités, un langage, une technique relativement archaïques, surtout en un siècle où chacun parle de progrès.

Dresser la pyramide des âges des historiens d'une époque, c'est mesurer l'importance numérique des générations successives et, peut-être, comprendre la persistance de genres et de modes en apparence révolue. (42)

A cette fin, nous avons tracé un tableau de la durée de vie des historiens bainvilliens (du moins pour ceux dont nous avons la date de naissance (43)). Nous avons jugé bon également de signaler, par des astérisques, les années où sont parues les oeuvres apportées par ces auteurs à la collection des Grandes Etudes historiques. On peut voir ainsi, d'un premier coup d'oeil, la concentration des publications entre la deuxième moitié des années '20 et le début de la deuxième moitié des années '30. [Tableau II, p. 55].

L'aîné du groupe est sans contredit Mermeix (né en 1859), le benjamin

(42) C.-O. Carbonell. op. cit. p. 167.

(43) Seules manquent à ce tableau les dates de Brian-Chaninov, de Jean Jacoby et de Robert Cohen; d'autre part, je n'ai pu trouver les dates de décès de Mermeix, de Vaissière, de Muret, de Reynaud et de Bertaut, mais cela n'est d'aucune importance pour nos résultats.

TABLEAU II

	1860	1880	1900	1920	1940	1960	1980
Mermeix	59				*.?		
Funck-Brentano	62			* *	47		
Louis Bertrand	66			* *	41		
Firmin Roz	66			*		57	
Saint-Aulaire	66				* 54		
P. de Valssi�re	67			*....?			
Maurice Muret	68	70			*.....?	52	Charles Maurras
Charles Bonnefon	71			* 35			
Joseph Calmette	73				* 52		
Louis Reynaud	76			*....?			
Eugène Cavaignac	76				*	68	
Jules Bertaut	77				*....?		
Auguste Bailly	78			*****		67	
Marie de Roux	78			*	43		
Jacques Bainville	79		* *	* * 96			
Octave Aubry	81			* *	46		
Jean de Pange	81				* 57		
Jean Lucas-Dubreton	83				* * *	72	
André Maurois	85				*	67	
G.-J. Gignoux	90				*	66	
Pierre Daye	92			*		60	
Jacques Chasten�t	93				* *		78
Pierre Gaxotte	95			* * *			82
Robert Rumilly	97				*****		82
Henry Daniel-Rops		01			***	65	

légende : * année de la publication d'une oeuvre.
 .? dont la date de décès m'est inconnue.

TABLEAU de la durée de vie d'auteurs bainvilliens.

Daniel-Rops (né en 1901) en est séparé par un écart de 42 ans. Dans cet écart se place la naissance de tous les autres auteurs. L'année 1866 est particulièrement riche en naissances (trois auteurs : Bertrand, Roz et le comte de Saint-Aulaire), suit une période où les années de naissance se suivent à intervalles réguliers de deux à trois ans, du moins jusqu'en 1876 où presque chaque année voit naître un ou deux auteurs : Reynaud et Cavaignac en 1876; Bertaut en 1877; Bailly et le marquis de Roux en 1878; Bainville en 1879; Aubry et le comte de Pange en 1881. Ensuite, les intervalles deviennent plus longs.

Plus généralement, on peut faire ressortir du Tableau II la présence de trois générations. Une première est formée par ceux nés avant la catastrophe de 1870 : ce sont Mermeix, Funck-Brentano, Bertrand, Roz, Saint-Aulaire, Vaissière et Muret. Cette génération atteint sa maturité lorsqu'éclate l'Affaire Dreyfus, enfin ils produisent leurs oeuvres (retenues dans la collection) vers la fin de leur vie : Mermeix a 71 ans lorsqu'il donne son Histoire romaine; Funck-Brentano a 64 et 73 ans lorsqu'il produit L'Ancien Régime et La Renaissance; Louis Bertrand a 57 et 66 ans lorsqu'il publie Louis XIV et L'Espagne; Roz a 64 ans lorsque paraît son Histoire des Etats-Unis; le comte de Saint-Aulaire a 79 ans lorsqu'il fait éditer son François-Joseph; de Vaissière fait figure de benjamin avec ses 58 ans à la parution de son Henri IV, enfin, Muret a 70 ans lorsque paraît son Guillaume II. Ainsi, les auteurs les plus âgés ont fourni à la collection une oeuvre de fin de carrière.

Une seconde génération naît entre la défaite de 1870 et la crise boulangiste de 1885. Elle comprend Bonnefon, Calmette, Reynaud, Cavaignac, Bertaut, Bailly, le marquis de Roux, Bainville, Aubry, le comte de Pange, Lucas-Dubretton et Maurois. Eduqués dans l'esprit "revanchard", ils sont tôt marqués

par l'Affaire Dreyfus et atteignent la maturité avec la Grande Guerre. Les oeuvres qu'ils donnent à la collection seront des oeuvres de la maturité ferme : Bonnefon a 54 ans quand il publie son Allemagne; Calrette et Cavaignac, pour leur part, font figures d'ainés avec leurs 72 ans lorsque paraissent Charles V et Sparte durant et après la Seconde Guerre mondiale; Reynaud a 54 ans lorsqu'il publie français et Allemands; Bertaut, 60 ans à la sortie de 1848 et la Seconde République; Bailly, 54 ans lorsque paraît Jules César, sa première collaboration à la collection, et 68 lorsqu'il publie Venise; le marquis de Roux publie La Restauration à l'âge de 52 ans; Bainville publie ses premiers livres, qui seront réédités plus tard dans la collection, à l'âge de 36 et 39 ans, et a 45 ans à la parution de La France, 52 lors de celle de Napoléon, et 56 à celle de La Troisième République, un an avant sa mort; Aubry a 51 ans à la parution du Roi de Rome et 57 à celle du Second Empire; le comte de Pange a 66 ans à la parution de L'Allemagne depuis la Révolution française; Lucas-Dubreton, 55 à la publication de Louis-Philippe, sa première collaboration à la collection, et dix ans de plus à la sortie des Aspects de monsieur Thiers; enfin, André Marrois, qui publie déjà ses romans et biographies depuis longtemps, a 52 ans à la parution de L'Angleterre.

La troisième génération apparaît à partir de 1890 (Gignoux) jusqu'en 1901 (Daniel-Rops) et comprend Daye, Chastenet, Gaxotte et Rumilly. Enfants durant la période où la France se déchire en deux autour de l'Affaire Dreyfus, ils ont 20 ans à la Grande Guerre et plus ou moins 40 lorsqu'éclate la seconde. Leur collaboration sera donc faite d'oeuvres de jeunesse et de maturité : Gignoux fête ses 55 ans l'année de la parution de Turgot; Daye a 42 ans à la parution de Léopold II; Chastenet, 48 et 52 ans à la publication respective de William Pitt et de Wellington; Gaxotte a 33 ans à la parution de La Révolution française (incontestablement une oeuvre de jeunesse), 38 ans à la parution de Louis XV et 43 à celle de Frédéric II; Rumilly a entre 43 et 48 ans

lorsqu'il publie les 15 premiers volumes de sa monumentale Histoire de la province de Québec, enfin, Daniel-Rops a 42 ans à la sortie de l'Histoire sainte, 44 à celle de Jésus en son temps et 47 à celle de L'Eglise des Apôtres et des Martyrs.

Trois générations qui sont apparues et se sont développées à l'époque de conjonctures diverses de l'histoire de la France. La première, celle des oeuvres de fin de carrière, a vu naître ses auteurs avant la guerre de 1870-1871, atteindre leur maturité à l'Affaire Dreyfus et entreprendre leur fin de carrière autour des années 1930. La seconde, celle des oeuvres de la maturité ferme, a vu ses auteurs élevés dans l'esprit "revanchard", se déchirer autour de l'Affaire et développer sa maturité dans l'Entre-deux-Guerres. Enfin, la troisième génération, celle des oeuvres de jeunesse et de début de maturité, est née à la veille de l'Affaire Dreyfus -- sinon pendant --, a atteint sa maturité après la Grande Guerre et a poursuivi sa carrière au-delà de la Seconde Guerre mondiale.

Si l'écart entre la première et la seconde génération n'est pas suffisant pour qu'on puisse entrevoir même l'existence d'un fossé entre elles, il n'en est pas de même entre la seconde et la troisième. C'est que la première et la seconde génération ont vécu dans l'esprit "revanchard" et ont souffert, bien qu'à des degrés divers, de la mutilation nationale. L'Affaire Dreyfus ne les a pas polarisées (on sait, par exemple, que Bainville et Bertrand, de deux générations différentes, peuvent presque se dire "dreyfusards"!), mais la montée des tensions qui vont conduire à la Grande Guerre, va faire en sorte que ces auteurs vont tous se réunir autour de la pensée d'Action Française et continueront ensemble après le traité de Versailles qui, pour eux, n'arrangera rien.

La troisième génération est un peu différente. Elle est d'abord comprise dans un mouvement plus vaste qui touche toute la jeunesse française, aussi bien à gauche qu'à droite. C'est elle qui fournira le mouvement "révolutionnaire" des "non-conformistes" assoiffés de spiritualisme et de cosmopolitisme, insatisfaits bien vite du mot d'ordre "politique seule" de Maurras (44). Cette génération a soif d'une spiritualité plus grande, une spiritualité qui briserait les chaînes du matérialisme; qui franchirait les frontières nationales; qui renouerait avec les sources de l'essence occidentale et retrouverait le sens de l'ordre du monde en redistribuant les bonnes valeurs aux bonnes actions:

L' "idée caractéristique de tous les mouvements de jeunes de ces années, à savoir, l'idée que la crise politique et la crise économique n'étaient que les reflets d'une crise plus totale qui mettait en jeu tout le destin de l'homme, que la crise n'était pas seulement dans les structures, mais qu'elle était dans l'homme". Que c'était une crise spirituelle avant d'être matérielle. (45)

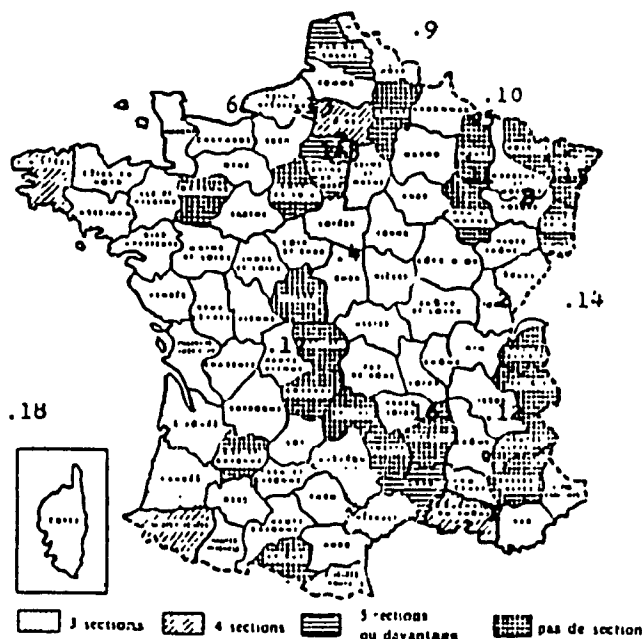
Certains de ces jeunes bainvilliens, ceux appartenant à cette troisième génération dont la tentation mystique est forte, s'égareront vers le fascisme, tel le rexiste Daye; ou se dirigeront vers des idées sociales mitoyennes comme le corporatisme, tel Gignoux; ou encore vers un œcuménisme que seule l'Eglise "catholique" permet de concrétiser, tel Daniel-Rops. A côté de ces aspirations émotives, la plupart resteront fidèles cependant à eux-mêmes et au maurrassisme : Chastenet, Gaxotte et Rumilly. Mais même là, on peut mesurer le chemin parcouru depuis le début du siècle.

Localiser géographiquement et socialement les auteurs bainvilliens relève de la même méthodologie que celle suggérée par Carbonell. Notre carte [p. 60] localise les lieux de naissance superposés sur une distribution

(44) J.-L. Loubet del Bayle. Les non-conformistes des années 30, Paris, Seuil, 1969, particulièrement pp. 27-28.

(45) J.-L. Loubet del Bayle. ibid. p. 59.

LIEUX DE NAISSANCE DES AUTEURS
BAINVILLIENS DISTRIBUES SUR UNE CARTE DE
L'ACTION FRANÇAISE EN 1910



Lieux de naissance

- | | |
|--|---|
| .1- Paris <u>Aubry</u> | .10- Munsbach (Luxembourg) <u>Funck-</u> |
| .2- Lons-Le-Saunier (Jura) <u>Bailly</u> | <u>Brentano</u> |
| .3- Vincennes (Paris) <u>Bain-</u> | .11- Revigny (Meuse) <u>Gaxotte</u> |
| <u>ville</u> | .12- Grenoble (Isere) <u>Lucas-Dubret</u> |
| .4- Bourges (Cher) <u>Bertaut</u> | .13- Elbeuf (Seine-Maritime) <u>Maurois</u> |
| .5- Spincourt (Meuse) <u>Bertrand</u> | .14- Morges (canton de Vaud, Suisse) |
| .6- Le Havre (Seine-Maritime) <u>Cavaignac</u> | <u>Muret</u> |
| .7- Paris <u>Chastenet</u> | .15- Lorraine <u>Jean de Pange</u> |
| .8- Epinal (Vosges) <u>Daniel-</u> | .16- Saint-Peray (Ardeche) <u>Reynaud</u> |
| <u>Rops</u> | .17- Limoges (Haute-Vienne) <u>Roz</u> |
| .9- Belgique <u>Daye</u> | .18- Fort-de-France (Martinique) |
| | <u>Rumilly</u> |
| | .X Martigues (Bouche-du-Rhône) |
| | <u>Maurras</u> |

Source : Eugène Weber. L'Action française. Paris, Payard, 1936, p. 204.

des sections d'Action Française en 1910, ce qui permet de constater que les correspondances ne sont pas évidentes. Ainsi Bertrand et Gaxotte viennent de départements où il n'y avait toujours pas de sections d'Action Française en 1910. Par contre, deux observations méritent d'être notées. D'abord, la majorité des lieux de naissance que nous avons pu retracer (46) se situe au nord de cette ligne imaginaire qui va de Saint-Malo à Genève et sensée séparer la France instruite (le nord) de la France analphabète (le sud). Au nord, on retrouve Cavaignac et Maurois (Seine-Maritime), Gaxotte et Bertrand (Meuse), Daniel-Rops (Vosges), le comte de Pange (Lorraine) et Bailly (Jura). Il y a donc au moins quatre bainvilliens nés sur le trajet de l'armée d'occupation allemande en 1871 (cinq si on considère que la famille de Bainville vient également de cette région). Trois auteurs, au moins, sont nés à Paris : Aubry, Bainville (Vincennes) et Chastenet. Au centre de la France, on trouve Bertaut (Cher) et Roz (Haute-Vienne). Dans le sud-est, dans la région de Martigues qui a vu naître Maurras, on trouve Lucas-Dubreton (Isère) et Reynaud (Ardèche).

Deuxième remarque, la proportion non négligeable d'auteurs bainvilliens nés en dehors de la métropole. Il y a Rumilly, né en Martinique et qui a passé son enfance en Indochine; tandis que Daye (belge), Funck-Brentano (luxembourgeois), Muret (suisse vaudois) et Brian-Chaninov (russe) sont nés hors de la nation française. L'historiographie bainvillienne prend ici toute sa dimension francophone autant que nationale.

Dernière constatation relevant de la localisation géographique des auteurs bainvilliens, l'origine urbaine de leur provenance. Beaucoup de ceux dont nous avons les lieux de naissance sont nés dans de grands centres

(46) Manquent quand même dans cette énumération les lieux de naissance de Bonnefon, de Vaissière, de Brian-Chaninov (probablement la Russie), de Mermeix, du marquis de Roux, de Jacoby, de Cohen, de Calmette, de Gignoux et du comte de Saint-Aulaire, bien que, probablement, leurs ajouts ne changeraient rien au caractère de ce que révèle la carte.

développés, industrialisés et peuplés : Aubry, Bainville et Chastenet à Paris; Bertaut à Bourges; Bertrand à Spincourt; Cavaignac au Havre; Daniel-Rops à Epinal; Funck-Brentano à Munsbach; Lucas-Dubreton à Grenoble; Maurois à Elbeuf et Roz à Limoges. D'autres sont nés dans des villes régionales importantes : Bailly à Lons-Le-Saulnier; Muret à Morges; Reynaud à Saint-Péray et Rumilly à Fort-de-France. L'historiographie bainvillienne est, à ce titre, une historiographie urbaine faite par des gens de villes pour être lue par des gens de villes (47).

La dimension de l'origine de classes sociales apparaît déterminante mais difficile à saisir au premier coup d'oeil. La présence de six nobles (petits ou grands) masque le côté petit bourgeois des bainvilliens. En fait, comme nous sommes situés à un moment de transition et de perméabilité qui caractérise les périodes de grandes mutations comme celle que subit la société française au tournant du siècle, nous sommes également victimes des ambiguïtés qui marquent profondément les théories des classes sociales, en particulier les distinctions qui prennent place entre "l'origine de classe", qui ne saurait automatiquement se confondre avec les "intérêts de classe", et les "appartenances de classe".

Commençons par les évidences. Aucun bainvillien n'est né paysan ou prolétaire, c'est incontestable. On retrouve bien des nobles aux titres de marquis (Roux), de comte (Pange, Saint-Aulaire), ou tout simplement faisant partie de la noblesse (Lucas-Dubreton, Chastenet, Brian-Chaninov de la noblesse russe). Mais ils exercent des professions tout libéral, au barreau (Roux), à l'ambassade (Saint-Aulaire) et à la diplomatie (Chastenet).

(47) "Ainsi se distinguent, nettement, par leur composition comme par leurs curiosités les deux élites historiennes de la France d'autrefois, l'élite citadine faite d'historiens de profession et de membres de professions libérales, et l'élite rurale encore dominée par les cadres de la société traditionnelle (curés, nobles, instituteurs, notaires et propriétaires fonciers)" C.-O. Carbonell. op. cit. p. 217. Les bainvilliens entreraient sans problème dans la première catégorie.

Autrement, ils proviennent de la bourgeoisie, moins fréquemment de la grande bourgeoisie d'affaires ou d'industries (Maurois) que de la petite et moyenne bourgeoisie, opérant au niveau plutôt local (le père de Bainville est marchand de bois (48)) mais surtout rattachée aux professions libérales (le père de Gaxotte est notaire, celui de Cavaignac polytechnicien, etc.). C'est-à-dire la classe sociale tampon entre la grande bourgeoisie ("les 200 familles" pourchassées autant par la haine des marxistes que des bainvilliens cf. La responsabilité des dynasties bourgeoises de E. Beau de Loménie) et le prolétariat, celle dont les propriétés, les statuts, les revenus sont les plus sensibles aux aléas de l'économie capitaliste, toujours plus sujette à être précipités vers le bas qu'à s'élever vers le haut! Celle qui, enfin, sécrète non pas une autre classe, mais un "ordre" particulier à l'intérieur de la société, marginal, "organique" comme disait Gramsci : l' "Intelligentsia", celle qui s'est particulièrement révélée autour de l'Affaire Dreyfus, et dont les intérêts divergeants de ses membres, selon l'appartenance de classe qu'ils revendiquent, la déchirent entre le soutien aux entreprises libérales et celui des classes opprimées. L'homogénéité de l'origine de classe des bainvilliens leur fera maintenir une politique sociale axée sur le soutien aux petits entrepreneurs, aux petits épargnants et aux petits producteurs sur une échelle autarcique et localisée. La pensée économique de Bainville, comme on l'a déjà souligné, assimile capitalisme-épargne-patrimoine. Toujours, que ce soit en termes de libertés, de corporatisme et de politiques sociales, l'idée dominante des bainvilliens restera la modération. L'historiographie bainvillienne est issue de ce milieu et, toujours s'adressera à lui. Elle ne sera pas aristocratique (n'appuie-t-elle par les rois contre la noblesse?), ni capitaliste (ne méprise-t-elle point le matérialisme

(48) "...a moderately prosperous distributor of coal who hailed from a long line of provincial bourgeois from Lorraine, near Nancy" écrit Keylor. op. cit. p. 5.

bourgeois et sa morale du profit avant tout?), encore moins paysanne ou ouvrière (bien qu'elle réclame une certaine justice sociale que seul un monarque totalement indépendant des partis [et des classes] pourrait garantir). Cette situation sociale ressortira plus loin.

Autre constatation, qui concerne une dimension peut-être plus marginale de la distribution sociale des bainvilliens, la question juive. Deux bainvilliens ont, au moins, une origine sémite évidente : André Maurois (né Herzog) et Robert Cohen (l'auteur d'Athènes). Il peut paraître étonnant que deux auteurs juifs puissent être associés à une entreprise idéologique qui n'a jamais dissimulé son antipathie pour le peuple de David. Maurras devait expliquer que son antisémitisme était "raisonné". Par leur refus de s'intégrer totalement à la culture française, les Juifs ne pouvaient prétendre être Français à cent pour cent. Ils formaient, après les métèques, les francs-maçons et les protestants, le quatrième état subversif. L'antisémitisme pratiqué par Maurras se présente donc comme différent de celui que pratique l'Allemagne nazie car il repose sur une distinction tout à fait opposée. L'antisémitisme allemand est racial, donc viscéral; l'antisémitisme maurrassien est culturel, donc raisonné, d'où les hésitations bainvilliennes devant la flambée raciste qui accompagne et suit l'ascension d'Hitler.

Ces subtilités théoriques établies, il semble donc tout à fait acceptable, dans l'esprit maurrassien, qu'un Français d'origine juive, parfaitement assimilé à la civilisation occidentale et à la culture française fasse paraître une Histoire d'Angleterre dans la collection des Grandes Etudes historiques, surtout s'il est déjà un auteur à succès ayant un auditoire appréciable, ce qui est le cas de Maurois. Il en va de même pour Robert Cohen, universitaire spécialisé dans les études helléniques qui produit un Athènes -- dont la civilisation est tant admirée par Maurras -- d'ailleurs tout ce qu'il

y a de plus anti-démocratique (49).

Il reste un dernier point à approfondir, un point encore plus important et plus déterminant dans la compréhension de l'historiographie bainvillienne, l'influence de la défaite de la guerre de 1870 et la diffusion de l'esprit "revanchard" qui lui succéda, remplissant les discours idéologiques et politiques durant les premières années de la Troisième République et qui deviennent plus excessifs à la veille de 1914. Déjà les historiens travaillant à l'époque de la défaite avaient eu une première réaction instinctive comme le rappelle C.-O. Carbonell:

Partiale parce qu'engagée, partisane parce que pragmatique, l' "histoire immédiate" était bien une anti-histoire qu'il convenait d'abandonner aux non-historiens.

Mais ce qu'elle perdait en qualités scientifiques, en objectivité, en méthode, elle le regagnait en acuité et en efficacité...

Tous les défauts d'une méchante "histoire" y sont cultivés : manque d'information, oubli de vérification, passion du ton, manichéisme de la représentation, incompréhension et, même, refus de la compréhension. (50)

Ces historiens font plutôt oeuvre de journaliste et, peut-être, parce qu'ils sont des journalistes:

La plupart des journalistes dont l'oeuvre historique -- le plus souvent unique -- est noyée dans un fatras littéraire dont le moins qu'on puisse dire est qu'il fait naître les plus légitimes craintes de contagion entre des genres si frivolement cultivés. (51)

Et peut-être doit-on reconnaître aussi que c'est là qu'on trouve l'origine immédiate de la vulgarisation historique dont l'école bainvillienne, en développant la tendance, est une des représentantes les plus efficaces parce que de meilleure qualité?

Dans tous ces cas, il s'agit, bien sûr, d'ouvrages de vul-

(49) Robert Cohen est de ceux qui font l'éloge de la dictature de Métaxas en Grèce en 1936. P.-M. Dioudonnat. op. cit. p. 151.

(50) C.-O. Carbonell. op. cit. p. 483. Carbonell fait référence ici au traitement que ces historiens ont fait subir à la Commune de Paris.

(51) C.-O. Carbonell. ibid. p. 273.

garisation. Car -- et c'est là le seul trait qui soit commun à l'unanimité des journalistes --, seule la dimension différencie l'article ou la série d'articles publiés dans le journal, et le livre sorti de la même plume. Point d'historiographie érudite, point de gros livres remplis de notes, point d'ecdote... (52)

C'est que les bainvilliens, du moins en bonne partie, ont été éduqués dans cet esprit "revanchard", et sa puissance émotionnelle va tracer une marque profonde dans la conscience collective française qui se maintiendra ou se renforcera selon l'état des relations franco-allemandes au cours des 70 prochaines années. C'est ce que rappellent Jean Montador (53) et William Keylor:

Young Jacques was subjected by his father to lurid tales of the hardship caused by Prussian pillaging, the siege of Paris, and the Commune. These bloodcurdling bedtime stories left a legacy of pessimism that was to remain with him all his life. "The child is always disposed to consider the things that he sees and hears around him as ordinary and normal," he later observed. "As for me, I was convinced for quite a while that invasion and revolution are a part of life, and I wondered during my early childhood when it would be my turn to eat rat pâté and horse stew and see Paris in flames". (54)

Même souvenirs angoissants chez Maurois:

L'enfance d'Emile Herzog se passa dans une atmosphère de travail, mais aussi de patriotisme blessé et vibrant. Le livre dans lequel il apprit à lire était une histoire de la guerre de 1871 : Français et Allemands qui lui suggérait des images douloureuses, mais aussi des idées de revanche et de fierté. Les promenades qu'il faisait avec son père et ses soeurs se déroulaient au rythme des chansons militaires. Les premiers poèmes qu'on lui enseigna étaient héroïques lorsqu'ils n'étaient pas tristes. L'amour très fidèle et souvent manifeste de Maurois pour son pays date de ces années. Quant au respect des lois et de la discipline que lui avait inculqué son père, il s'accentua encore lors d'un service militaire que sa santé fragile aurait pu lui épargner et qu'il exigea, avec un acharnement presque désespéré. A cette acceptation et à cette conscience de la nécessité du commandement, qui n'excluait pas le sens de la liberté, se mêla très vite une admiration profonde pour l'année de 1914... (55)

(52) C.-O. Carbonell. ibid. p. 275.

(53) J. Montador. op. cit. p. 15.

(54) W. Keylor. op. cit. p. 6.

(55) Michel-Droit. André Maurois, Paris, Editions universitaires, col.

C'est à travers l'oeuvre maintenant qu'il s'agira de voir et de mesurer l'empreinte laissée par ces douloureux souvenirs d'enfance.

I.3 Les oeuvres.

Toute l'oeuvre bainvillienne ne se limite pas à la collection des Grandes Etudes historiques. De même qu'il y a des historiens bainvilliens qui n'ont pas publié dans cette collection ou qui, comme Jean Héritier, n'y ont collaboré que bien plus tard, après la Seconde Guerre mondiale (56), d'autres, parce qu'ils étaient en rupture de ban avec le mot d'ordre de "politique d'abord", et apparaissant comme "hérétiques", ont publié leurs thèses ailleurs, telle celle d'Emmanuel Beau de Loménie sur La Responsabilité des dynasties bourgeoises. Enfin, d'autres historiens, tout en étant de droite, ont suivi une voie différente des bainvilliens, tel le latiniste Jérôme Carcopino, futur ministre de l'Education nationale sous Pétain, ou encore les pourfendeurs du Grand Orient sous l'Occupation nazie, tels Bernard Fay et Louis de Gérin-Ricard (57).

Ici, nous allons essayer de regrouper les auteurs en fonction de la somme globale de leurs productions littéraires. Cela va nous permettre deux choses : d'abord, de classer les auteurs en fonction de leurs antécédents littéraires : s'ils sont soit journalistes, critiques, romanciers, historiens ou un peu de tout cela à la fois; puis dégager les espaces, les thèmes et les temps couverts par les livres de la collection, ce qui nous permettra de reconnaître "l'espace privilégiée" des Grandes Etudes historiques.

"Classiques du XX^e siècle" # 6, 1953, p. 16.

- (56) Il s'agit de Catherine de Médicis, parue en 1959. Héritier était déjà historien et militant d'Action Française durant l'Entre-deux-Guerres, comme Jérôme Carcopino qui lui, ne donna aucune oeuvre à la collection.
- (57) La dédicace de l'Histoire de l'Occultisme de L. de Gérin-Ricard, parue en 1947 chez Payot, dans la "Bibliothèque historique", est ainsi formulée : "A Pierre Gaxotte, historien tout de précision et de lumière... ces choses mystérieuses. Hommage affectueux". L. de G.-R.

On peut dire que les bainvilliens se sont essayés à cinq genres littéraires différents. Il y a, d'abord, ceux qui proviennent du journalisme (les publicistes), c'est-à-dire ceux dont la profession ou l'activité journalistique prédominait ou a toujours prédominé sur la publication de leur(s) oeuvre(s) dans la collection. Il y a Bainville, bien sûr; Bonnefon, pour ses réflexions du temps de guerre; Pierre Daye, voyageur et aventurier; Gignoux, pour la presse économique; Mermeix, dont l'Histoire romaine est une exception dans sa production littéraire; Muret, qui partage cette tâche avec la critique littéraire; Jean Jacoby, chez qui on ne voit plus très bien la ligne de démarcation entre histoire et publicisme; le comte de Pange et Firmin Roz. Ensuite, il y a ceux qui proviennent exclusivement de la critique d'art ou littéraire, comme Jules Bertaut et Louis Reynaud. Puis, les romanciers de carrière tels Bailly, Bertrand, Daniel-Rops, André Maurois. Enfin, il y aurait les historiens, mais ceux-ci proviennent de deux traditions distinctes, une pratique "littéraire" de l'histoire : Aubry, Brian-Chaninov, Chastenet, Lucas-Dubreton, Rumilly, le comte de Saint-Aulaire; et une formation universitaire ou archivistique plus poussée : Calmette, Cavaignac, Cohen, Funck-Brentano, Gaxotte et Pierre de Vaissière.

Journalistes et publicistes. Ce sont les plus connus car ils marquent le ton de l'historiographie bainvillienne. Avant même d'avoir publié leurs livres d'histoire, ils entraient dans la quotidienneté des gens par leurs articles de presse. Ils sont hyperactifs aussi, quand on ose évaluer la quantité d'articles, de commentaires, d'opinions sur tout et sur rien, et qui, finalement, se répètent à travers toute la francophonie. Carbonell écrivait, à propos des historiens de la génération précédente que "dans le monde des lettres, on naît poète et on devient historien" (58). Avec les bainvilliens, on naît journaliste et on devient historien. "Le journalisme

(58) C.-O. Carbonell. op. cit. p. 169.

offre un prolongement naturel vers la littérature historique, écrivait encore Carbonell. La jeunesse de certains journalistes explique très simplement la jeunesse de certains historiens" (59). Cette situation définit l'historiographie bainvillienne comme une "histoire immédiate".

Critiques. Du groupe, deux auteurs se sont faits une réputation de critique littéraire, bien qu'on retrouve, chez Bertaut, des portraits d'époque. Louis Reynaud, pour sa part, s'est fait le chantre d'un poète autrichien oublié, Lenau et s'est mieux fait connaître en développant la théorie anti-romantique de Lasserre.

Romanciers. Les romans, mémoires, récits de voyages et biographies sont les genres qu'ont pratiqués bien des bainvilliens avant de produire leurs oeuvres pour la collection. Certains ont eu des succès de librairie en leur temps : Daniel-Rops, Maurois... Un autre, Bertrand, fut une sorte de "Pierre Loti" de l'Algérie (60) tandis qu'un autre, Bailly, en est resté à un genre plutôt douteux.

Historiens littéraires. Opposer l'Académie à l'Université pour parler de la rivalité entre l'historiographie bainvillienne et les historiens professionnels, c'est schématiser une lutte d'écoles à partir d'une différence de structuration du savoir. Il y a des historiens de formation parmi les bainvilliens, et on retrouve de grands écrivains parmi les historiens sortis des universités. Certains bainvilliens ont eu des tendances à "romantiser" leurs récits, mais c'était tout à fait acceptable dans le cénacle littéraire du début du siècle. C'est le cas d'Octave Aubry, par exemple. Cette

(59) C.-O. Carbonell. ibid. p. 173.

(60) Sur les romans exotiques de Louis Bertrand et leur racisme potentiel, lire de M.-A. Loutfi. Littérature et colonialisme L'expansion coloniale vue dans la littérature romanesque française 1871-1914, Paris-La Haye, Mouton, 1971, pp. 74 et suivantes.

"littérature" historique se montrait friande d'anecdotes souvent croustillantes. G. Lenôtre était le pourvoyeur attitré d'un large public. Mais d'autres ont écrit une histoire "littéraire" avec méthode et sans jamais trop tomber dans l'anecdotique. Si l'historiographie bainvillienne a porté en elle des "germes" de cette histoire "au goût du jour", elle n'a pas été un incubateur fameux puisque lorsque les Grandes Etudes historiques s'effaceront, Castelot et Decaux iront chercher leurs "jujubes" à même... Lenôtre!

Historiens universitaires. Ceux qui sont les produits d'une quelconque école spécialisée ou université, avec une formation en archivistique et apparaissant comme de véritables chercheurs et non seulement des amateurs ou des vulgarisateurs sont la crème de l'école bainvillienne. Leur bibliographie traduit des préoccupations souvent strictement limitées aux milieux des historiens professionnels. Théoriquement, on devrait s'attendre à des développements plus critiques, moins tentés de tomber dans les pièges de l'anachronisme et de la téléologie. Mais il semble que même là, ce ne soit pas le cas (61). Ce n'est pas la collection des Grandes Etudes historiques qui s'est pliée à un prétendu goût pour une histoire faite de manière plus professionnelle, comme le pensait Ariès, mais plutôt les historiens de formation qui ont tenté de plier leurs règles aux exigences de la vulgarisation. Pour cette raison, les oeuvres de Léon Homo, René Grousset et Ferdinand Lot, parues en période de guerre, ont prolongé la collection en dehors du cercle bainvillien. Les autres historiens de profession, les Calmette, Cavaignac, Cohen, Funck-Brentano, Vaissière et, bien entendu, Gaxotte, se sont toujours conformés à l'esprit qui avait conduit Arthème Fayard à créer la collection. Après la guerre, celle-ci ne dépassera plus le cercle initial.

(61) Par exemple, pour la critique du Charles V de Calmette, voir ce qu'en dit P. Ariès. op. cit. p. 31-32.

Cet esprit qui avait amené la formation de la collection des Grandes Etudes historiques visait à sélectionner, regrouper, organiser et consolider un ensemble de textes à l'intérieur d'une institution cohérente beaucoup plus durable que la presse ordinaire et beaucoup plus capable d'éveiller la conscience des lecteurs aux messages que voulaient faire passer les Bainvilliens. C'était une politique "héréditaire" chez les Fayard (62), mais elle motivait surtout Arthème Fayard lorsqu'il essayait de convaincre Bainville, qui retrouvait ses hésitations de jeunesse, à écrire une Histoire de France:

But Bainville was not at all convinced that he was the man to do it. "I do not know the history of France. Not enough to write about it," he replied when Fayard first broached the subject. The response of the great editor perfectly captured the spirit of amateurism that pervaded French letters: "Well, his will be an excellent opportunity for you to learn it". (63)

Scénario qui allait se reproduire intégralement lorsqu'il allait essayer de convaincre le jeune Gaxotte, qu'il avait fait directeur de la collection, de donner lui-même une contribution à la série:

Comme M. Fayard m'aimait bien, il me presait d'écrire moi-même un volume. N'ayant nulle confiance dans mon talent supposé, je me dérobaïs. Il insistait: "Un journal, me disait-il, est payé le matin à sa mise en vente. Le soir, il n'est plus bon qu'à envelopper les pommes de terre au marché. L'hebdomadaire a le même sort à une semaine de distance. Ecrivez quelque chose qui reste". Je n'y croyais pas. Je n'étais pas tourmenté par le démon d'écrire. Je pensais qu'il existait beaucoup de bons livres d'histoire, qu'il était inutile d'en ajouter un à cette masse, qu'en surplus je n'avais aucune chance pour me faire place. (64)

Ce livre, ce sera La Révolution française, mais ce qui importe ici, c'est ce que dit Fayard à propos de la conservation du livre contrairement à la consommation rapide du journal. De plus, la collection répond à un

(62) Pour une biographie succincte mais complète de la dynastie Fayard, voir P.-M. Dioudonnat. op. cit. p. 11-12.

(63) W. Keylor. op. cit. p. 197

(64) P. Gaxotte. op. cit. p. 272.

besoin de l'Action Française qui aime bien voir ses discours politiques appuyés d'une démonstration historique évidente qui confère valeur scientifique à des arguments tout idéologiques. C'est de l'expérience des premiers livres de Bainville publiés durant la Grande Guerre qu'Arthème Fayard s'inspire pour créer cet instrument si utile, capable de répondre aux mêmes préoccupations qui avaient présidé jadis à la fondation de l'Institut d'Action Française. Les soins apportés au "design" de la couverture montrent qu'en fondant la collection, Fayard avait beaucoup plus qu'une vague idée en tête, comme le rappelle encore Gaxotte:

L'Histoire de France qui avait été demandée à Bainville, au moins trois ans avant que je fisse mon entrée rue du Saint-Gothard, fut, dès sa parution, un énorme succès, et la vente ne faiblissait pas. Ce livre devint la tête de la Collection des Grandes Etudes historiques, dont j'héritais aussi. Pour la couverture, M. Fayard avait voulu une couleur jaune, des caractères graves, une disposition très classique, afin de différencier ces "grandes études" des vies romancées, dont il existait trois ou quatre séries en cours de publication ici et là. Je fis ce que font tous les directeurs de collection. Je cherchai des titres et des auteurs. Ils réussirent. (65)

L'orientation de la collection, selon Gaxotte, apparaît donc comme bien déterminée à l'avance. Elle permet d'opérer une sélection qui favorise le triage parmi des oeuvres bigarrées, des produits les plus susceptibles de répondre aux exigences voulues par les animateurs de l'entreprise. Une telle politique d'édition devait porter fruits, et Gaxotte assura le succès de la collection pour environ 45 ans, et après qu'on eût décidé d'effacer le nom de la collection, elle survit toujours à titre posthume et connaît une certaine renaissance actuellement. Mais son orientation bainvillienne est bien morte avec le départ de Gaxotte. D'autre part, le succès des Grandes Etudes historiques entraîna la création d'une collection jumelle chez Fayard, conservant un "design" à peu près semblable et le même format : les

(65) P. Gaxotte. ibid. p. 272.

Grandes Etudes politiques et sociales où paraissent, entre autres classiques de la littérature politique de droite : Mes idées politiques de Charles Maurras; Ma doctrine, des extraits traduits de Mein Kampf d'Hitler; les Vues politiques de Napoléon; Mes idées esthétiques de Léon Daudet; Leur combat de Paul Marion et Une politique expérimentale de Joseph de Maistre.

L'idée d'une collection historique paraît beaucoup plus neuve pour l'époque que l'on ne serait tenté de le penser aujourd'hui. Une collection, c'est plus qu'une "série". Une collection a des buts, des objectifs. Ils peuvent être littéraires, philosophiques ou politiques, ou tout cela à la fois. Concernant l'histoire, avec les Grandes Etudes historiques, il y a bien la collection fondée en 1911 par Henri Berr, "l'Evolution de l'humanité", mais elle publie des ouvrages d'érudition. Pourtant, à l'origine, Henri Berr avait voulu produire une collection dans le même esprit que sa "Revue de Synthèse historique" qui connaissait une grande réussite et qui est un peu l'aïeule des "Annales". Berr voulait qu'entre l'histoire et la philosophie, il y ait un lieu de rencontre et d'échange "multidisciplinaire" qui permettrait de reléguer les habituelles spéculations gratuites et faciles derrière la connaissance et la réflexion critique. Berr considérait que la synthèse était un moyen de vulgariser l'histoire et de synthétiser les connaissances acquises par la recherche sans qu'elles soient déformées par des considérations spéculatives (66). Mais, en se développant, la collection perdit beaucoup de ses objectifs premiers et elle se limita à des mises au point des connaissances sur les grandes civilisations et les grandes époques du passé par des professionnels de chaque spécialité. Le premier rendez-vous multidisciplinaire du XX^e siècle était manqué!

(66) Lire le très intéressant texte d'Henri Berr. La synthèse en Histoire, Paris, Albin Michel, 1953, 324 p., qui se trouve être le manifeste fondateur de la collection où sont exprimées les intentions profondes de Berr et de son équipe. Nous aurons à revenir sur cet intéressant texte dans une partie ultérieure de l'enquête.

L'autre grande collection historique, toujours vivante aujourd'hui et elle aussi en pleine renaissance depuis quelques années puisqu'elle réédite des vieilles parutions tirées de son fonds quasi inépuisable (67), c'est la vénérable "Bibliothèque historique" chez Payot. Mais celle-ci a été fondée en 1926, trois ans après les Grandes Etudes historiques et publie autant de traductions que d'oeuvres originales françaises. Elle pourrait être considérée plutôt comme une "série" publiant aussi bien Mathiez que Jacoby.

L'institution d'une collection aussi orientée que pouvait l'être les Grandes Etudes historiques confirme que les bainvilliens formaient bien une "école", du moins au point de vue de la morphologie externe. Mais de l'intérieur, peut-on considérer qu'ils partageaient les mêmes points de vue, suivant les mêmes tendances, comprenant et attendant de l'histoire les mêmes choses? En fait, après en avoir parlé depuis les débuts, nous devons en arriver à examiner maintenant le bien fondé de l'existence d'une "école bainvillienne" dans l'histoire de l'historiographie française au XX^e siècle.

Charles-Olivier Carbonell a été confronté à un problème semblable lors de son enquête sur les historiens français autour des années 1870:

Une étude minutieuse des thèmes et des périodes préférées, des idées défendues, des théories émises, etc., par chaque historien peut, seule, permettre de grouper les historiens, en fonction de similitudes nombreuses et répétées, en groupes homogènes, en tendances, familles ou écoles. Ce n'est qu'en dernière analyse que l'on peut légitimement, comparer les courants historiographiques individualisés et les groupes sociaux et, ensuite, établir les bases positives d'une sociologie de la science historique. (68)

Il est probable que nous ne pourrons répondre à cette question qu'en

(67) Plus de 1,000 titres selon en encart paru dans "Le Magazine littéraire", numéro spécial : L'Histoire aujourd'hui, # 164, 1980, p. 27.

(68) C.-O. Carbonell. op. cit. p. 63.

conclusion de notre recherche. Mais en attendant, nous pouvons supposer qu'il y a bien une école bainvillienne, surtout que d'autres, bien avant et autrement mieux informés que nous, ont toujours considéré qu'elle existait bien. Philippe Ariès d'abord:

Toute une école historique s'est alors fondée sur cette notion que les différences des temps sont une apparence, que les hommes n'ont pas changé, que leurs actions se répètent, que l'étude de ces répétitions permet de reconnaître les lois de la politique : une vieille idée, en somme, très classique : rien de nouveau sous le soleil, les mêmes causes répètent les mêmes effets, mais exprimée avec une insistance et un talent très nouveaux, et aussi à un moment propice de la conjoncture. (69)

Ariès évalue l'existence de l'école à partir des critères internes tels que définis plus haut par Carbonell. Du point de vue des critères externes, il n'y a pas de doute sur son existence pour René Rémond:

Toute une école d'érudits ou d'essayistes s'inspire des postulats maurrassiens pour l'étude du passé national : le plus brillant est Jacques Bainville, qui propose au grand public, friand d'histoire et attiré par les souvenirs d'autrefois, une interprétation conforme aux maximes de l'empirisme organisateur. Cette forme de propagande et d'enseignement a exercé sur l'opinion une influence qui ne saurait être sous-estimée. (70)

Pour Ariès, les "lois" relevées par Bainville dans l'histoire sont les liens essentiels de toutes les oeuvres de la collection:

Or, l'unité de cette collection est assurée par les principes qui présidèrent à un aspect de l'oeuvre bainvillienne (ce n'est pas son aspect le plus solide) : la loi de répétition historique, la loi de causalité qui détermine les événements. (Un) autre grand succès de cette collection : La Révolution de Gaxotte a confirmé l'intérêt porté par le public à cette conception de l'Histoire. Ce devenait vraiment une école. (71)

C'est là une dimension sans doute très intellectualisée, qui a bien pu séduire un certain public lecteur très averti, philosophes ou historiens (72),

(69) P. Ariès. op. cit. p. 29.

(70) R. Rémond. op. cit. p. 174.

(71) P. Ariès. op. cit. p. 31.

(72) Cette "loi de répétition historique" a fait des ravages plus loin qu'on le pense généralement, investissant même le château-fort marxiste si

mais qui n'explique qu'une partie seulement des succès de librairie de la collection. Pour les autres, pour ceux qui ne sont pas séduits par les "lois" "découvertes" par Bainville. ou qui, tout simplement, ne cherchent dans l'histoire que des récits divertissants ou, davantage, des leçons morales et politiques, l'école bainvillienne est bien réelle, mais elle se définit surtout par son appartenance maurrassienne:

Cette réhabilitation du passé royaliste a commencé avec le groupe que R. Grousset appelle "l'école capétienne du XX^e siècle", dont Bainville fut l'initiateur (l'initiateur plus que le maître, car son génie original ne lui a pas permis de susciter des disciples, tout au plus des imitateurs qui ont vite abandonné sa manière incisive et sèche pour un genre plus pittoresque et plus faux). (73)

Assurément, Ariès, Grousset et Rémond voient en l'école bainvillienne une école d'historiens, mais ils la voient de trois points de vue différents et aucun d'eux ne saurait avoir tort. La place que les bainvilliens tiennent dans la société française est trop importante pour paraître négligeable

on en croit le livre de David Cauter. Le Communisme et les intellectuels français 1914-1966, Paris, Gallimard, 1967, p. 344-345. "C'était l'époque du patriotisme intense, de l'appel aux sentiments nationaux contre le fascisme international et la cinquième colonne en France. Mais quand le parti [communiste] lança le slogan "la France aux Français", Max Dormoy, le ministre socialiste de l'Intérieur, et lui-même Juif, objecta que les antisémites avaient exploité le même slogan pendant l'Affaire Dreyfus. Jean Bruhat [historien communiste] se précipita alors à la défense du parti avec "quelques rappels historiques" destinés à prouver que les meilleurs défenseurs de la nation française s'étaient toujours trouvés dans la classe ouvrière. De nombreux seigneurs n'avaient-ils pas fait cause commune avec l'ennemi pendant la guerre de Cent Ans? Philippe le Bon, duc de Bourgogne, s'était allié à Henry V d'Angleterre, et cette trahison avait abouti à l'annexion de la France par l'Angleterre en 1429. Les nobles n'intriguaient-ils pas avec l'Angleterre et l'Espagne pendant les guerres civiles du XVI^e siècle? Après 1789, les émigrés avaient-ils hésité à faire appel à l'intervention étrangère contre leurs propres compatriotes? Quant à Thiers, n'avait-il pas préféré Bismarck aux ouvriers communistes? Tout cela, certes, était valable en termes émotionnels, mais c'était ignorer le problème de la souveraineté féodale qui avait précédé la nation, le caractère des guerres dynastiques, et le degré dans lequel le patriotisme des classes inférieures constituait, en termes marxistes, un facteur de régression.

La poursuite des parallèles historiques reprit avec vigueur après la libération..." La démarche de Bruhat décrite ici reprend exactement celle de Bainville (Voir Troisième Partie : I.2).

(73) P. Ariès. op. cit. p. 49-50.

aux observateurs avertis. L'historiographie bainvillienne existe tout autant qu'il y a une politique maurrassienne qui agit sur l'opinion publique française. Pour les philosophes, les historiens ou les érudits qui sont souvent formés à des méthodes techniques oubliées d'une démarche théorique ou réflexive. Il y a des évidences charriées dans les écrits bainvilliens qui peuvent séduire des esprits bien informés mais incapables de refaire les réflexions ardues. Ces gens, qui sont pourtant intelligents et instruits, sont dotés d'un esprit pragmatique et positif toujours en bute de s'embarrasser d'acrobaties théoriques car elles leurs rappellent trop cette boutade de La Nouvelle Héloïse de Rousseau, puisqu'elles s'entêtent "à nier ce qui est, et à expliquer ce qui n'est pas".

Par contre, s'il existe bien une école bainvillienne, comme nous le postulons, il existe aussi des différences entre les auteurs et entre les oeuvres. Ces différences sont pourtant insuffisantes à l'exclusion d'un auteur du groupe. Cette limite, souvent difficile à percevoir, apparaît clairement lorsque Dioudonnat essaie de distinguer Gaxotte de Bainville.

Gaxotte ne se contente pas de se réclamer, avec une certaine ostentation, du prince des philosophes (Voltaire). Il a élu pour maître un voltairien vivant, Jacques Bainville, dont les idées l'influencent au point qu'il se satisfait dans certains articles d'un démarquage presque servile. Il y a toutefois beaucoup plus qu'une simple différence de génération entre le biographe de Louis II de Bavière et celui de Frédéric II de Prusse. S'ils possèdent également la langue française et la manient avec un bonheur identique, le plus jeune est plus vif, attiré par ce qui brille, sensible au paradoxe considéré pour lui-même... Il a gardé de la rue d'Ulm le goût du canular et une agilité verbale qui s'épanouit à l'aise dans "je suis partout" où elle trouve bientôt un exutoire polémique. Sceptique comme Bainville, il a peut-être tendance à manifester avec moins de discrétion le sentiment qu'il possède de sa supériorité. Il avoue son mépris pour les masses qui ont besoin de croire à quelque chose : "La plupart des gens ont fait une fois pour toutes provision de vérités. Le doute est un état d'esprit que ne peut supporter leur faiblesse (j.s.p. 7-7-34)". (74)

(74) P.-M. Dioudonnat. op. cit. p. 32.

On voit bien que les différences sont vite noyées dans les ressemblances.

Si nous revenons sur l'aspect extérieur des livres de la collection des Grandes Etudes historiques, aspect qui demeure le plus visible de l'unité de la collection, cet aspect est resté le même jusque dans les années '60. La couleur jaune de la couverture, les caractères graphiques noirs, la qualité commune du papier sont les mêmes jusque dans les années '50, où la couverture sera souvent recouverte d'une jaquette glacée et le papier de meilleure qualité. Chaque volume est un in-douze (in-12) typographié chez Firmin-Didot qui mesure 18.5 cm x 11.5 cm. Au cours des années '60, le format passera à 21.5 cm x 13.5 cm. ce qui est devenu la dimension standard de la plupart des collections originales d'histoire (Maspéro, Payot, Gallimard, etc.). L'épaisseur varie beaucoup. L'Angleterre de Maurois est le plus volumineux avec ses 736 pages, suivent l'Eglise des Apôtres et des Martyrs de Daniel-Rops avec ses 732 pages; l'Histoire romaine de Mermeix avec ses 726 pages; le Henri IV de Vaissière, avec 708 pages; le Louis-Philippe de Lucas-Dubreton, avec 704 pages; Le Second Empire d'Aubry, avec 700 pages; Jésus en son temps, de Daniel-Rops encore, avec 642 pages et le François-Joseph du comte de Saint-Aulaire, avec 600 pages. A l'autre extrémité, le petit Sparte de Cavaignac fait 240 pages. La réédition de l'Histoire de deux peuples [continuée jusqu'à Hitler), de Bainville, est de 253 pages et celle de son Histoire de trois générations de 256 pages. La moyenne de l'ensemble des livres de la collection se situe entre 400 et 500 pages. Si, au cours des rééditions, le nombre de pages de chaque volume varie (légèrement), ce n'est pas tant à cause de la réécriture du texte (sauf en de rares "mises à jour"), qu'à cause du changement des caractères d'imprimerie.

Le grand succès, celui qui a lancé la collection et qui recut un accueil chaleureux, c'est l'Histoire de France de Bainville : "le bréviaire

et universitaire, se montre relativement nuancé. Il prend cette histoire "pour ce qu'elle est", venant d' "un homme qui n'est pas et ne se donne pas pour spécialiste". Certes, il critique l'option idéologique du livre ("Les abus d'autorité sont voilés; les excès des périodes d'affranchissement placés dans un jour cru. Personne n'hésitera sans doute : à quand la dictature?") et ne peut s'empêcher de relever les anachronismes, à ces "mille petites erreurs" qui sont "l'à-peu-près du journaliste". Mais il admire "le talent dont (Bainville) a fait preuve dans la mise en oeuvre", "le style (qui) a de la tenue, de la fermeté" ("le style a de la tenue, de la fermeté. L'exposé est toujours suggestif et, quoique l'auteur ne fasse appel qu'à la froide logique, son volume se lit d'un trait") (78). En fait, la critique la plus virulente viendra de Julien Benda dans sa Trahison des clercs,

La critique pondérée et nuancée de Louis Halphen ne sera pas toujours imitée. La critique de Palanque à l'occasion de la réédition de l'Histoire de deux peuples dans la même revue sera véhémement et pleine d'hostilité. Même aujourd'hui, Fernand Braudel dans L'identité de la France, passe rapidement en revue les principales histoires de France et, parmi celles du XX^e siècle, ne mentionne pas celle qui fut sans conteste la plus populaire (79); celle de Bainville. Il déploie l'art de montrer la souris afin d'ignorer l'éléphant. Ce silence est nettement intentionnel.

Dans le Tableau III [p. 81], on peut évaluer la qualité des oeuvres bainvilliennes en fonction des âges des auteurs au moment de leur parution. On y retrouve les phases correspondant aux trois générations d'historiens. Chacune atteint une pointe d'âge où la production est plus abondante et qui permet ainsi de considérer le degré de maturité de la production bainvillien-

(78) L. Halphen. "Revue historique" CXLVII, sept-oct. 1924, p. 99-100.

(79) F. Braudel. L'identité de la France I Espace et Histoire, Paris, Arthaud-Flammarion, 1986, p. 10.

TABLEAU III

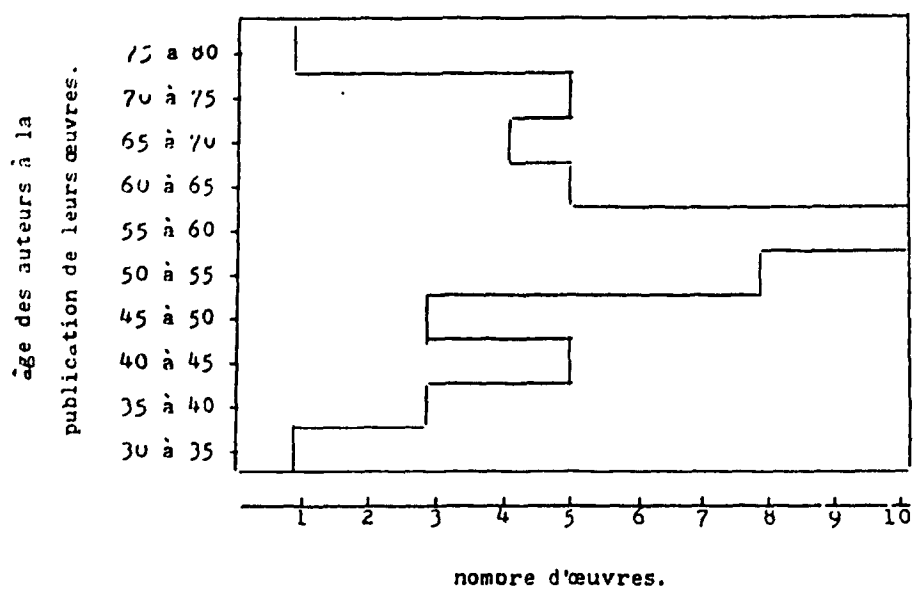


TABLEAU de la repartition des œuvres bainvilliennes en fonction de l'âge des historiens.

Les options sont beaucoup moins polarisées en ce qui concerne la distribution des durées couvertes par les livres de la collection. Une telle figuration ne peut s'exercer qu'à deux niveaux : celui des livres d'histoire générale (La France de Bainville, L'Allemagne de Bonnefon, L'Angleterre de Maurois, etc.) et celui de l'ensemble général de la collection. Les répartitions périodiques sont représentées dans les pictographes de l'Annexe I des Prolégomènes.

La figure A de l'Annexe I procède d'un découpage de l'Histoire de France de Bainville en fonction des quatre périodes de la chronologie traditionnelle : la France gallo-romaine (avant l'installation franque); la France médiévale (des Mérovingiens au règne de Louis XI); la France moderne (de Louis XI à la fin de l'Ancien Régime); la France contemporaine (depuis la Révolution). Une telle répartition des durées par rapport aux grandes coupures de la périodisation montre l'intérêt porté par Bainville à l'époque contemporaine (41.8%) et les Temps modernes (36.9%) par rapport à la relative faiblesse de la part tenue par la France médiévale (16.9%) et gallo-romaine (1.8%). Si l'on considère, avec Carbonell, que les journalistes font surtout une histoire "immédiate", celle de Bainville est bien une histoire de journaliste:

Sensibilisés aux questions d'actualités, il est normal que les journalistes aillent de préférence à l'histoire contemporaine. C'est ce que montre le tableau... d'où il ressort que, si l'on excepte les monographies locales et les ouvrages de synthèse difficilement localisables dans le temps, la curiosité des journalistes est inversement proportionnelle à l'éloignement dans le passé de l'objet qu'ils étudient. (80)

La figure B concerne L'Allemagne de Bonnefon. Un découpage similaire à celui pratiqué plus haut montre une part faible mais plus considérable que celle de la France gallo-romaine chez Bainville, concédée à l'ancienne Ger-

(80) C.-O. Carbonell. op. cit. p. 274.

manie (5.4%) tandis que la part de l'Allemagne médiévale (de Charlemagne et des guerres saxonnes à la veille de la Réforme) est plus faible (16.4%). L'Allemagne moderne (de la Réforme aux effets de la Révolution française) est aussi moins étendue que la France moderne chez Bainville (21.4%), il est vrai que l'Allemagne d'ancien régime est moins prestigieuse que la France! Enfin, la part de l'Allemagne contemporaine (depuis le Vormärz) est encore plus favorisée puisqu'elle couvre plus de la moitié du livre (51%). L'Allemagne de Bonnefon est bien aussi une "histoire immédiate", mais elle est moins le produit d'une carrière journalistique que d'un vécu personnel impliqué dans la pire des guerres que les Français aient connue depuis longtemps (81).

Avec L'Angleterre de Maurois (figure C), on assiste à certaines modifications dans l'approche chronologique. Au premier coup d'oeil, on peut voir que l'histoire contemporaine y tient beaucoup moins de place. L'Angleterre des origines à la conquête normande occupe une part de 10.2% du livre. Celle de l'Angleterre médiévale (de la conquête normande à la Guerre des Deux Roses) atteint une part appréciable de 24.2%. Mais c'est l'Angleterre moderne (de Henry VII à la Révolution industrielle) qui occupe la part la plus grande du livre avec 42.3%. Enfin, l'Angleterre contemporaine n'occupe que 15.8% de l'ensemble.

C'est un partage plutôt équilibré que l'on peut observer à la figure D qui détaille La Russie de Brian-Chaninov. Bien que la Russie ancienne ne tienne que 2% de tout le livre, la Russie médiévale est la période privilégiée avec 37% -- remarque déjà soulevée par Gapanovitch dans son traité d'historiographie russe (82). Suit la période moderne (de Pierre le Grand

(81) Charles Bonnefon est un ancien combattant qui a écrit des carnets de guerre.

(82) J.-J. Gapanovitch. Historiographie russe, Paris, Payot, col. "Bibliothèque historique", 1946. Lire la critique que fait Gapanovitch du livre de Brian-Chaninov, pp. 67-69.

à Paul III) avec 27.4% et l'ère contemporaine (depuis Alexandre) avec 28%. Après la lecture de ces deux représentations graphiques, **on peut considérer** que le souci de pratiquer une "histoire immédiate" n'est pas une règle absolue de l'historiographie bainvillienne, tout au long de son évolution.

Le "présentisme" de l'historiographie bainvillienne paraît beaucoup plus évident si l'on regarde la structure de l'Histoire des Etats-Unis de Firmin Roz (figure E), d'abord parce que l'histoire américaine est une histoire contemporaine, qui puise bien ses racines dans les Temps modernes mais n'a pas connu de Moyen Age. Aussi, dans le livre de Roz, la période coloniale tient-elle une place peu importante avec 8.4% du volume. La période s'étendant de la Guerre de l'Indépendance à la Guerre de Sécession occupe 35.6% et celle de la Guerre civile à nos jours (la présidence d'Hoover), de 51.7%, plus de la moitié du livre.

A l'opposé, L'Espagne de Bertrand (figure F) est marquée par l'absence totale de l'Espagne antique et la réduction au minimum de l'Espagne contemporaine (2.5% du livre!). En fait, c'est l'Espagne musulmane qui occupe plus de la moitié du livre, avec 54.9%. La période moderne, l'Espagne classique (de la Reconquista aux guerres napoléoniennes) tient également une proportion appréciable avec 36.4% du volume.

La figure G présente le découpage subi par l'Histoire romaine de Mermeix. La part de la Rome étrusque et monarchique est peu considérable (7%) comparée à celle tenue par la Rome républicaine (64.4% de tout le livre) qui, avec ses 467 pages, est presque un livre dans un livre... La Rome impériale ne tient que 27.1% du volume dont 26% rien que pour la période du Principat (la Rome des julio-claudiens et des antonins) et seulement 1.2% pour le Dominat (la Rome dioclétienne). Le déclin de l'empire romain n'est pas une préoccupation de l'auteur.

Le Byzance de Bailly (figure H) est, par contre, relativement bien équilibré : 44.6% du livre concerne les dynasties romaines et isauriennes; 20.6% concerne la dynastie macédonienne et 28.7% les dynasties de la décadence (depuis les Commènes).

Le livre de Reynaud, Français et Allemands (figure I) reprend un découpage plus rapproché de celui qu'on retrouve dans La France de Bainville en faisant de "l'histoire immédiate" une de ses préoccupations dominantes. En fait, le partage de la durée historique rappelle vaguement celui de L'Allemagne de Bonnefon (51.4% du récit consacré à la période contemporaine ici, 51% là). Les peuples originaux occupent quand même 5.7% du livre; le Moyen Age couvre 7.7%, tandis que la période allant de la Réforme à la Révolution française (le Romantisme) occupe 27.6%.

Enfin, si on jette un coup d'oeil sur l'ensemble de la collection des Grandes Etudes historiques (figure J) et si on enlève les livres d'histoire générale, soit 16.6% de toute la collection, on dénombre 7 livres sur l'Antiquité (14.5% de la collection); 2 sur le Moyen Age (4.7%); 10 sur les Temps modernes (20.8%) et 21 sur la Période contemporaine (43.7%). Ces chiffres confirment l'aspect d' "histoire immédiate" de l'historiographie bainvillienne (bien que la réhabilitation de l'Ancien Régime ait été l'une de ses premières préoccupations, mais qui cède le pas devant la tentation d'expliquer la décadence de la France post-révolutionnaire, préoccupation qui paraît prendre plus d'importance à mesure qu'on se rapproche de la Seconde Guerre mondiale), mais ils ne justifient en aucun temps l'idée que seuls des journalistes participent à ce courant.

A l'opposé, ces chiffres confirment aussi le dédain des bainvilliens pour le Moyen Age, et il faudra attendre l'arrivée d'un spécialiste comme Joseph Calmette pour que la collection publie un livre sur un personnage

médiéval. Un peu plus tard, pendant la guerre, il y aura bien Ferdinand Lot qui apportera sa contribution sur cette période en publiant dans la collection sa Gaule et La naissance de la France, le plus volumineux des livres de la collection, mais Lot ne peut être considéré comme un bainvillien. Il en est de même pour Léon Homo, romaniste réputé, dont la Nouvelle histoire romaine viendra remplacer l'Histoire romaine de l'amateur Mermeix. En fait, la résurrection du Moyen Age était trop associée au sentiment romantique pour être appréciée du goût des maurrassiens. Leur préjugé favorable pour le classicisme les forçait à reléguer le Moyen Age dans la conception de "la période obscure". Même Calmette s'efforcera toujours de découvrir tout ce qu'il y avait de moderne chez son Charles V plutôt que ses attitudes proprement médiévales. L'esprit de l'historiographie bainvillienne était trop occupé à valoriser l'Ancien Régime par la condamnation de la période post-révolutionnaire pour se laisser distraire par les troubadours et les ménestrels.

La dernière catégorie d'observations que nous sommes amenés à faire concerne le bassin historiographique dans lequel puisent les bainvilliens. Quels sont les historiens qui apparaissent le plus fréquemment dans les références de leurs textes? Comme nous nous penchons ici spécifiquement sur l'Histoire de France de Bainville plutôt que sur la somme de toutes les oeuvres, l'inventaire bibliographique de ce livre nous servira d'indicateur des sources les plus courantes des bainvilliens.

L'opinion de Bainville sur les autres historiens varie beaucoup. Du plus remarquable, Michelet, il écrit:

On ne peut ouvrir un livre de Michelet sans y rencontrer, avec le style (même haché, névrosé, épileptique) d'un grand artiste de la prose, des perles dans le fumier des idées, des éclairs de génie au milieu des extravagances. Michelet, qui n'a jamais rien développé, allant toujours au gré de ses humeurs, a eu des intuitions d'historien incompara-

ble... (83)

Il aime Sainte-Beuve, mais hésite sur Taine:

Si Taine vivait de nos jours, il écrirait sur l'ancien régime un livre tout différent de celui qu'il a laissé. Le premier tome de ses Origines paraît aujourd'hui extrêmement faible. Il est dépourvu de toute réflexion personnelle...

Qu'a-t-il manqué à Taine qui n'était ni un esprit médiocre ni un promeneur de chemins battus? Il lui a manqué un point de vue nouveau et contemporain pour comprendre les choses qu'il se chargeait d'étudier. Il a passé à côté de l'explication. (84)

Sans doute, cela nous renseigne-t-il davantage sur ce que Bainville pensait, lui, de l'histoire. Dans l'Histoire de France, il nomme les historiens dont il s'est servi et, comme l'analyse fréquentielle nous l'indiquera, on peut voir qu'il lit beaucoup de livres d'histoire et de toutes les tendances, mais le seul à propos duquel il ose avancer un commentaire -- et dans une condition historique plutôt qu'historiographique --, c'est d' "un historien goûté des classes moyennes, Augustin Thierry" qui "écrivit un ouvrage où il démontrait que toute l'histoire de France n'avait tendu qu'à l'avènement de cette royauté bourgeoise" (H.F.:393), c'est-à-dire la monarchie de Juillet. La critique historiographique n'échappe pas à Bainville.

Les autres commentaires sont plutôt laconiques : "Ce conteur exquis et niais" (H.F.:80) écrit-il de Froissart; "lumineux dans cette partie de son histoire" note-t-il du livre de Thiers sur le Consulat et l'Empire (H.F.: 351).

Aussi, sur les 26 noms qui apparaissent comme références dans l'Histoire de France, celui qui est le plus souvent mentionné c'est Michelet (15

fois) suivi de Sainte-Beuve (7 fois), Thiers (6), Albert Sorel (6), Emile

(83) J. Bainville. Lectures (1930), Paris, Fayard, 1939, p. 56-57.

(84) J. Bainville. ibid. (1936), p. 341-342.

Bourgeois (4), le duc de Saint-Simon (3). Fustel de Coulanges, Auguste Longnon, Joannès Tremond, Marcel Marion et Froissart sont cités chacun 2 fois. Les autres noms n'apparaissent qu'une seule fois : Thureau-Dangin, M. de la Gorce, Gabriel Hanotaux, Dareste, Tacite, saint Grégoire de Tours, Joinville, Henri Heine, Lavis, Voltaire (pour Le Siècle de Louis XIV), Taine, Jean Jaurès, G. Lenôtre, Augustin Thierry et Edgar Quinet. Bref, la tendance libérale et nationale l'emporte sur l'historiographie de droite conservatrice. Ceci peut paraître paradoxal pour une histoire à prétention monarchiste et anti-républicaine; autoritaire et anti-libérale; conservatrice mais non grande bourgeoise. Nous touchons ici le coeur de la contradiction de toute l'historiographie bainvillienne et, pour éclaircir ce qui peut sembler un non-sens, nous allons nous pencher maintenant sur les fondements de son épistémologie et essayer d'expliquer le renversement qui s'est opéré quelque part dans la pensée bainvillienne.

Chapitre II

ARCHEOLOGIE D'UNE HISTORIOGRAPHIE

Maurras et Bainville, de leur vivant même, sont devenus une partie de l'histoire de leur patrie.

GEORGES BERNANOS, 1932

II.1 Valeur de l'historiographie.

Peu de bainvilliens ont développé la valeur qu'ils accordaient au récit historique, mais comme ils l'ont tous pratiqué en suivant à peu de chose près les mêmes règles et en cherchant les mêmes effets, il est probable qu'ils en ont partagé aussi la même conception. Seul Bainville, dans ses Lectures publiées dans "La Revue universelle", a écrit, ici et là, des aperçus sur l'historiographie. Ainsi, en 1931, l'année de la parution de son Napoléon, voici ce qu'il écrivait:

Mais la connaissance du fortuit est elle-même fortuite et précaire. Elle repose sur la persistance des traces ou des témoignages. Si les traces ont disparu, si les témoignages manquent (et il ne saurait en exister un registre complet), on ne peut pas plus les reconstituer qu'on ne peut reconstituer le chemin d'un oiseau dans l'air. Dans tel et tel cas, quel motif ont eu tel et tel d'agir comme ils l'ont fait? On ne sait pas toujours, et, d'ailleurs, s'en sont-ils toujours bien rendu compte eux-mêmes? C'est dans cette partie de l'histoire, la plus intéressante mais la plus difficile, qu'on est réduit aux hypothèses... (1)

Comme un fromage de Gruyère, l'historiographie nous laisse sur une connaissance historique pleine de trous car elle repose sur des hypothèses qui souvent resteront indémonstrables. Mais la différence avec le "positivisme méthodologique" s'inscrit dans la valeur qui sera accordée aux trous. Pour les positivistes, l'histoire perd toute valeur scientifique dès qu'une hypo-

(1) J. Bainville. ibid. (1931), p. 78-79.

thèse paraît indémontrable, dès qu'il n'y a plus de modèle sûr auquel on peut la rapporter. D'où la part envahissante prise par les méthodes des sciences humaines qui supplée l'histoire à partir des statistiques, de la sociométrie, de la démographie, de l'économétrie et de tout ce qui est mesurable. Chez les bainvilliens, les trous ont autant de valeurs que les solides. Ici, l'histoire perd toute "objectivité" pour être prise en charge par la subjectivité:

L'histoire, "petite science" que Renan appelait "conjecturale", il nous paraît toujours préférable et plus juste de l'appeler "subjective". En effet, si beaucoup d'événements du passé sont sujets aux conjectures, les mieux connus dépendent en quelque sorte de l'éclairage que nous leur donnons, de nos opinions, de nos sentiments, de nos préoccupations, c'est-à-dire de nous à des moments successifs. Il arrive même que des faits, non pas ignorés, mais négligés, sortent de l'ombre et arrivent, pour ainsi dire encore, dans notre champ visuel par suite d'autres faits, contemporains ceux-là, qui rendent de l'intérêt aux premiers... (2)

Il peut paraître étonnant de voir la pensée historiographique bainvillienne se diriger vers ce que certains appellent le "présentisme", au moment où il devient une force majeure de résistance à l'épistémologie positiviste dominante à l'époque. Ce courant est généralement représenté par l'Italien Benedetto Croce et l'influence qu'il exerça, à distance, sur les historiens américains comme Carl L. Becker et Charles Beard au cours des années '30, soit à peu près à l'époque où se développait l'historiographie bainvillienne. En fait, ce qui devrait nous étonner, c'est tout ce que nous a fait perdre l'ignorance dans laquelle l'historiographie universitaire nous a tenu à propos de celle-ci.

Qu'est-ce que le présentisme? Le présentisme est né moins de l'héritage hégélien que d'une crise de conscience même de l'establishment universitaire. Adam Schaff, dans Histoire et vérité, rapporte l'extrait suivant

(2) J. Bainville. ibid. (1936), p. 341.

d'un discours d'un des représentants américains de cette tendance, Conyers

Read:

...Les historiens et leurs critiques assistent depuis longtemps à la bataille que se livrent ceux qui saisissent le passé comme une réalité objective, susceptible d'être décrite telle qu'elle se présente réellement si on l'étudie avec soin et sans passion, et ceux qui l'appréhendent comme une simple projection des idées et des intérêts du présent sur les données accumulées de l'expérience historique. Les premiers conçoivent le passé comme une chose achevée, complète et immuable; les seconds le saisissent comme à travers une vitre colorée, à la fois transparente et réfléchissante, de sorte qu'on ne peut nettement distinguer la lumière qui traverse la vitre de la lumière reflétée. (3)

Le présentisme postule trois énoncés sur lesquels se constitue la valeur de l'historiographie : 1^e "dans la connaissance historique, le sujet et l'objet constituent une totalité organique, l'un agissant sur l'autre et vice versa"; 2^e "la relation cognitive n'est jamais passive, contemplative, mais active en raison du sujet connaissant"; 3^e "la connaissance et l'engagement de l'historien sont toujours socialement conditionnés; l'historien a toujours un "esprit de parti"" (4). Le présentisme réhabilite l'action du sujet dans le processus de la connaissance, seulement, influencé par les idées nietzschéenne ou bergsonienne, il ne tarde pas à sombrer dans le plus pur subjectivisme. La vérité historique ne se trouve plus dans l'analyse des témoignages dépouillés, mais dans le fonctionnement de l'historien même:

Les compilations de faits ne sont que des chroniques, des notes, mémoires ou annales, et non pas des oeuvres historiques; même si les faits ont été soumis à la critique, les sources de toutes les données mentionnées et les témoignages sérieusement vérifiés, quels que soient les efforts déployés, il est impossible de dépasser le caractère extérieur de la source ou du témoignage qui resteront toujours des "on dit" ou "on écrit", et ne pourront jamais devenir notre vérité. L'histoire, par contre, exige de nous une vérité puisée dans notre expérience la plus in-

(3) C. Read, cité in A. Schaff. Histoire et vérité Essai sur l'objectivité de la connaissance historique, Paris, Anthropos, s.d., p. 110.

(4) A. Schaff. ibid. p. 111.

térieure. (5)

Et, à partir de là, les soucis personnels, l'insertion de la personnalité de l'historien dans son milieu et son temps vont orienter ses lectures de documents. Le présentisme est une théorie qui implique que chaque récit historique est fait, construit et donné pour satisfaire une ou des exigences du monde actuel:

Le besoin pratique, sur lequel tout jugement historique se fonde, confère à l'histoire la propriété de "l'actuel", car celle-ci est toujours en relation -- quelque lointain que soit le passé concerné par les faits -- avec un besoin actuel, une situation actuelle... (6)

Adam Schaff suit le développement du présentisme chez les historiens américains, ou encore son influence sur la philosophie de l'histoire de Collingwood. Poussé à son extrême, le présentisme nous conduit à une relativité absurde de l'histoire, un "nuage d'inconnaissance", pour parler en termes de saint Jean de la Croix, où l'histoire est condamnée à une reconstruction sans cesse reprise de son objet selon le passage des intérêts spéciaux actuels. Par le fait même, l'objet est donc condamné à éternellement lui échapper. A l'absurdité du positivisme méthodologique (celui élaboré par von Ranke) qui veut que la seule base objective de l'histoire soit le document (écrit) en dehors duquel l'historien (qui a remis sa personnalité au placard) ne doit se prononcer, le présentisme débouche sur un subjectivisme qui fait de l'historien la seule base sur laquelle l'histoire peut s'écrire.

Ce que certains historiens et philosophes pensaient, les bainvilliens allaient le pratiquer, et loin de leur reprocher, on se permit de les féliciter:

Several reviewers focused on Bainville's celebrated present-mindedness, his fondness for discovering historical analogies of contemporary events. Most hailed this practice as an admirable means of introducing a sense of unity to

(5) B. Croce, cité in A. Schaff. ibid. p. 117.

(6) B. Croce, cité in A. Schaff. ibid. p. 118.

French history and of eliciting lessons for future conduct. "History sometimes profits from not having been written by historians," declared Paul Ballaguy in "L'Eclair". The discipline is actually enriched when a politically conscious writer with a keen sense of realism that is "fortified by experience in the present" applies himself to the study of the past. Historical events frequently possess a significance for modern man which escapes the professional historian's antiquarian gaze and therefore must be discovered by untrained eyes. For other critics this conception of the dialectical interplay of past and present operated in the inverse sense. Gilbert Charles asserted in "Le Divan" that Bainville's ability to write lucid commentaries on contemporary problems derived from his practice of drawing upon his knowledge of the past to furnish heuristic analogies to experiences in the here-and-now. (7)

Pour les bainvilliens, la chose est quand même un peu plus complexe. Bien sûr, ils pratiquent une conception présentiste de l'historiographie, mais Bainville y a accédé non pas à partir de Croce ou des historiens américains, mais par la littérature, et pas n'importe laquelle, par Edgar Allan Poe! Bainville reconnaît sa conception de l'historiographie dans un petit conte de Poe que Baudelaire a traduit pour les Nouvelles histoires extraordinaires: "Some words with a Mummy" (Petite discussion avec une momie):

Edgar Poe, à l'aide d'une fiction, a bien mis en lumière le caractère de l'histoire, qui est d'être subjective encore plus que conjecturale, ou plutôt qui est conjecturale parce qu'elle est subjective, ce qui fait qu'elle supporte toujours d'être nouvellement écrite, qu'elle a même besoin de l'être, la perspective et l'élément d'intérêt changeant à chaque époque et à peu près à chaque génération. (8)

Mais ce "subjectivisme" n'assume jamais une rupture définitive avec le positivisme hérité de Comte plus que du "positivisme méthodologique" de von Ranke et de Gabriel Monod, même si, en dernier, la tentation subjectiviste se montre la plus forte:

La fin de l'ancien régime se présente aujourd'hui dans une vérité qui n'était pas ignorée à proprement dire, mais tombée dans l'oubli, ou qui frappait peu les historiens auxquels elle apparaissait. Il a fallu les expériences que

(7) W. Keylor. op. cit. p. 212.

(8) J. Bainville. op. cit. (1935), p. 320 et suivantes.

nous avons faites nous-mêmes et les épreuves que nous avons subies pour que tout ce côté des événements qui ont conduit à 1789 redevint vivant. (9)

La tentation subjectiviste a été la plus forte parce que la valeur de l'historiographie repose doublement dans la recherche d'une vérité objective certes, mais aussi dans la dénonciation d'une historiographie partisane qui aurait faussé l'analyse des données empiriques. Tel est l'esprit avec lequel Louis Bertrand entreprend son Louis XIV:

Toute cette partie de notre histoire est à recommencer: elle a été faussé outrageusement par l'esprit de parti allié à l'ignorance et à la niaiserie. D'une façon générale, l'histoire des nations catholiques, -- et notamment de l'Espagne, -- telle qu'elle a été écrite par le XIX^e siècle, est un ramassis d'affligeantes sottises. (L.XIV:20)

Même son de cloche repris plus tard dans son Histoire d'Espagne:

La cause d'erreur la plus grave, ce sont les rancunes et les haines religieuses. Après trois ou quatre siècles, elles n'ont pas encore désarmé. On les sent toujours plus ou moins latentes et prêtes à exploser derrière les jugements iniques et passionnés que la plupart des historiens d'aujourd'hui font de l'Espagne du passé. Ils assouvissent sur le dos des Espagnols contemporains les rancunes des Juifs contre Isabelle la Catholique et celles des protestants contre Charles-Quint et Philippe II. Chez nous, au XVIII^e siècle, cette hostilité irréductible a pris une forme dogmatique dans les écrits des encyclopédistes, et ce préjugé pédantesque, favorisé par la persistance inconsciente de la vieille rancune française contre les Espagnols du temps de la Ligue, a passé jusqu'aux écrivains catholiques. Plutôt que d'y aller voir, ils ont préféré épouser un préjugé qui flattait l'amour-propre national... Il est entendu que ce malheureux pays, abruti par la superstition, s'est ruiné et dépeuplé lui-même pour satisfaire on ne sait quelle terrifiante orthodoxie... (h.E.:9-10)

Comme un "mauvais parti" s'est emparé de l'histoire, seul un autre parti, un "bon" celui-là, pourra parvenir à rétablir les faits dans leur vérité et leur objectivité. Cette "bonne historiographie" ira voir le "réel" plutôt que de se perdre dans des considérations "abstraites" (entendre "théoriques"), comme le projette Le Siècle de Louis XV de Gaxotte:

(9) J. Bainville. ibid. (1936), p. 342.

Soucieux d'expliquer la Révolution, d'en chercher les raisons lointaines, d'en dénombrer les prophètes et les artisans, les historiens de Louis XV finirent par ne plus prêter attention qu'aux maux et aux plaintes qui annonçaient et préparaient le bouleversement. Estompant certains traits et forçant les autres, ils donnèrent du XVIII^e siècle une image déformée ou tout est figuré peut-être, mais où presque rien n'est à sa place, ni dans son jour. Plus à l'aise dans l'abstrait que dans le réel, ils s'attachèrent à décrire l'évolution des idées de Télémaque au Contrat Social, et, ingénument, ils nouèrent sur le même fil les gens, les choses, la guerre et la politique, de telle façon que les progrès de la critique libérale semblent aller exactement de pair avec l'avilissement des moeurs, la décadence du royaume et l'abaissement de la monarchie...

Il ne faut ni beaucoup de réflexion, ni beaucoup de recherches pour sentir ce qu'il y a d'arbitraire et de faux dans cette géométrie. Pourtant, l'excès même de simplicité l'a rendue séduisante et, pour la justifier, on n'a regardé ni au choix des moyens, ni à la valeur des témoignages, ni à la qualité des anecdotes. (S.L.XV:7-8)

Si l'histoire est un projet objectivement réalisable, il ne peut l'être que par un historien dont "l'esprit de parti" sera le plus honnête et le plus dévoué aux intérêts bénéfiques de son peuple, de sa nation, de son époque et, l'objectivité ne doit céder en rien à la notion de services. En jumelant positivisme et subjectivité, une fois de plus, le maurrassisme des bainvilliens aura effectué l'une de ces synthèses de contradictions qui a l'avantage de ne résoudre aucun problème tout en donnant bonne conscience.

II.2 L'épistémologie bainvillienne.

Reconnaître à la fois le positivisme (l'objectivité) et le présentisme (la subjectivité) comme faisant partie également des valeurs de l'historiographie exige un ensemble de règles plutôt souples, capables d'élasticité, prêtes à englober celui-ci et celui-là. Aussi, les paragraphes qui suivent vont-ils essayer de tracer les limites de ces règles, d'exposer ce que les auteurs ont voulu faire, mais surtout comment ils ont pensé y arriver. Ces règles épistémologiques sont appelées à balancer du positivisme (la recherche

de l'objectivité) au présentisme qu'il modère (l'honnêteté de la subjectivité).

Première règle édictée par les bainvilliens : la généralité. Le plan d'ensemble d'une œuvre bainvillienne vise à placer l'historien et le lecteur au niveau du général. Tout le développement ultérieur de leur épistémologie visera toujours à consolider la perception du général qui permet d'observer, d'expliquer, de dégager des lois de l'histoire avec les problèmes particuliers qui se sont posés dans le passé ou qui se posent aujourd'hui. Le général, c'est d'abord saisir d'un coup d'oeil l'ensemble de l'histoire d'une nation, d'un régime ou d'une vie. C'est ainsi que l'avant-propos de l'Histoire de France de Bainville aborde la chose:

On demandera seulement s'il est possible, en cinq cents pages, de raconter, d'une manière à peu près complète, deux mille ans d'histoire de France. Nous répondrons hardiment : oui. La tâche de l'historien consiste essentiellement à abrégier. S'il n'abrégait pas, -- et la remarque n'est pas nouvelle, -- il faudrait autant de temps pour raconter l'histoire qu'elle en a mis à se faire. Toutefois chaque génération a une tendance naturelle à donner plus d'importance à la période contemporaine qu'aux temps plus reculés. C'est la preuve que de grandes quantités de souvenirs tombent en route. Au bout de quatre ou cinq cents ans, on commence à ne plus guère apercevoir que les sommets et il semble que les années aient coulé jadis beaucoup plus vite que naguère. Nous avons tâché de maintenir une juste proportion entre les époques et, pour la plus récente, puisque cette histoire va jusqu'à nos jours, de dégager les grandes lignes que l'avenir, peut-être retiendra. (H.F.:6-7)

On sait bien ce qu'a donné cette "juste proportion entre les époques" (10) et les buts de "prophétisme" sur lesquels se termine ce paragraphe laisse songeur ceux qui ont appris ce qu'est la vanité de l'historien qui se lance dans la prospective. Mais plus précisément, il se dégage un point important de cette volonté de généralisation. Elle vise à regrouper, à trier et à catégoriser les événements qu'elle suit au cours des siècles. Elle

(10) Voir supra p. 84 et Annexe Ia.

cherche à mettre en lumière ceux qui apparaissent à l'historien comme "essentiels", aujourd'hui on dirait "structurels", inévitables et incontrôlables et les événements purement "accidentels" qui relèvent moins du hasard que de la volonté humaine. En des mots simples, les événements qui sont ou non sous la dépendance de l'action humaine consciente. C'est à un tel partage des événements historiques que nous convie la présentation de l'Histoire des Etats-Unis de Firmin Roz:

La préoccupation essentielle de l'auteur a été ce que, lui semble-t-il, elle devait être : mettre le plus d'ordre possible dans la suite et le classement des faits, dégager ceux qui dominent les autres et leur donner un relief proportionné à leur importance, déterminer la part qui revient à la force des choses et celle qu'il faut attribuer à l'action des hommes, expliquer ainsi comment le peuple américain est devenu ce qu'il est aujourd'hui. C'est le seul moyen de faire la discrimination de ce qui est essentiel en lui et de ce qui est accidentel, du temporaire et du permanent. Ainsi seulement, croyons-nous, il devient possible, sinon facile, de percevoir les raisons de sa conduite et, jusqu'à un certain point, de la prévoir, d'éviter bien des erreurs sur son compte et bien des illusions. L'objet de ce livre, en quelques mots, est donc de retracer le développement historique des Etats-Unis de manière à en saisir la loi, à comprendre ainsi le présent, éclairé par le passé, à entrevoir les directions de l'avenir. (H.E.U.:9)

Mais à une époque où les universitaires s'engagent dans la monographie spécialisée, les bairvilliens considèrent-ils que faire du général, dégager l' "essentiel" de l' "accidentel" sur le long terme est faire oeuvre de science? En tout cas, Maurois le pense lorsqu'il nuance le travail du biographe:

A cette question : "La biographie peut-elle être une science?" Maurois répond encore : "demandons-nous aussi bien si le portraitiste doit être un savant?" La réponse est trop évidente: le portraitiste doit être un honnête homme, chercher la ressemblance et connaître bien la technique de son métier, mais l'objet qu'il se propose est la peinture de l'individuel, alors qu'il n'y a science que du général. (11)

Le scientifique, c'est donc moins le spécialiste que le généraliste,

(11) Michel-Droit. op. cit. p. 77.

ce qui va à contre-courant de la pensée scientifique contemporaine. Le généraliste est scientifique parce qu'il est seul capable d'avoir suffisamment de recul pour dégager les constantes et les répétitions de l'histoire. Pour lui également, l'unité de l'histoire ne reposera plus dans des principes supérieurs, "abstraits" (lutte pour la survie; adaptation et domination du milieu; organisation, fonctionnement et harmonie des individus en société, etc.), mais dans les événements mêmes, "concrets" et réels (la nature humaine; la causalité linéaire; les lois irréductibles de répétition historique). Bientôt, la différence de temps comme les particularités culturelles selon les époques et les modes de développement variés s'estompent et laissent place à un tissu de ressemblances où les hommes seront toujours pareils à eux-mêmes; les mêmes causes produisant les mêmes effets. C'est ce que Philippe Ariès observait déjà de l'historiographie bainvillienne aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale:

Comment d'ailleurs celle-ci (la différence de temps) pourrait-elle subsister au degré de généralisation où aiment à se situer ces historiens? Et c'est la raison profonde pour laquelle ils éliminent plus ou moins consciemment les sujets où l'homme d'un temps, irréductible aux autres, apparaît sous une trop vive lumière. (12)

L'objectivité bainvillienne en apparaîtra lourdement hypothéquée. Mais en quoi consiste cette objectivité bainvillienne? Le récit que propose l'un de nos auteurs n'est considéré en rien inférieur en objectivité ni en vérité à un autre ouvrage signé Monod ou Seignobos. Il ne s'agit pas de faire du roman historique et Gaxotte a toujours insisté sur la probité des oeuvres qu'on lui proposait d'éditer. Par contre, leur définition de l'objectivité n'est pas, non plus, tout à fait conforme à l'esprit du positivisme méthodologique. En effet, alors que ce dernier considère que la perfection de l'outillage méthodologique et la rigueur méthodique du raisonnement constituent les meilleurs garants de la reproduction exacte par le récit de ce

(12) P. Ariès. op. cit. p. 53.

qui s'est passé dans la vie et du jugement critique que l'historien peut poser, une définition qui apparaît donc assez technique, les bainvilliens ramènent l'objectivité à un niveau strictement moral, à la "sincérité" du sujet qui écrit l'histoire. Aussi, comme Pierre de Vaissière, ils cherchent à être impartiaux : "On me rendra cette justice que j'ai essayé d'être impartial dans mon jugement sur Henri IV homme d'Etat. Aussi bien est-ce beaucoup moins le roi que l'homme que j'ai tenté de faire revivre" (H.IV:702). Ou encore, comme le Louis Bertrand de l'Histoire d'Espagne, ils oeuvrent à "rejeter tous les préjugés" accumulés par deux siècles de mauvais "esprit de parti":

L'auteur de cette étude ayant longtemps vécu en Afrique avec des Musulmans et des Espagnols, c'est-à-dire dans un milieu assez analogue à ce que devait être l'Espagne méridionale du moyen âge, a peut-être quelque chance de ne pas tomber dans les mêmes erreurs de jugement. Enfin, il s'est efforcé de rejeter tous les préjugés absurdes amassés depuis plus de deux siècles contre l'Espagne et les Espagnols par l'esprit de parti, les rancunes, les haines de race et de religion. (H.E.:8)

Nul doute que, pour eux, il s'agit là, comme dans le cas de Pierre Daye pour son Léopold II, d'une "absolue objectivité" qui n'est pas sans ignorer non plus les méthodes de l'objectivité positiviste:

Ce livre, aboutissement de quelques curiosités et de quelques recherches, j'ai voulu l'établir avec une absolue objectivité, puisqu'aussi bien je me risquais dans une besogne d'historien. J'ai essayé de tracer sincèrement une silhouette vivante et la plus complète que j'ai pu de Léopold II, aussi éloignée des pamphlets qui le dépeignaient, il n'y a guère, comme un monstre, que des dithyrambes dont, depuis lors, des écrivains officiels ont cru devoir agrémenter leurs études. Un homme, un homme de génie sans nul doute, mais possédant une certaine somme de qualités et de défauts qu'il semblerait vain de vouloir passer les uns ou les autres sous silence, tel nous devons considérer Léopold II. (L.II:8-9)

Impartialité et vérité se retrouvent encore dans les intentions de Robert Rumilly:

J'ai suivi, reconstitué autant que possible l'enchaînement

des faits. Tout en abordant mon sujet avec infiniment de respect et d'amour, j'ai impartialement, scrupuleusement, recherché la vérité. J'ai indiqué mes sources quand cela me paraissait nécessaire, pour quelque raison, mais en évitant un vain étalage de notes, propre à alourdir un livre, sans profit réel. Le lecteur se rendra compte, j'espère, de la multiplicité et de la variété de ces sources, dont un certain nombre inédites.

[...]

J'ai recherché et écrit la vérité. Il existe sur un certain nombre de sujets des vérités officielles. Les lecteurs trouveront dans ces pages la vérité tout court. J'ai relaté les événements, non pas tels qu'ils auraient dû se passer, mais tels qu'ils se sont passés. Je n'ai point représenté l'histoire de la province de Québec comme une série d'images d'Epinal. On me le reprochera. (H.P.Q.I:iv-v)

Et comme l'objectivité, à cause de l'immensité de l'Histoire, est soumise au processus d'abstraction, comme le soulignait Bainville, il faut donc prendre la "sincérité" de l'historien pour argent comptant : "De là, ce petit livre, qui est de bonne foi. On me reprochera sans doute que je mêle trop souvent, à l'endroit d'Athènes, le blâme et l'éloge. C'est que j'ai désiré être avant tout sincère..." (A.:9) Mais Cohen n'étant pas Montaigne, cela ne suffit pas, il faut le répéter, insister, rappeler que "j'ai voulu dire la vérité sans jamais la forcer" (A.:10).

Nous voilà donc devant une oeuvre qui se dit, au mieux "objective", au pire "sincère". Quelle est donc, en fait, la première intention des auteurs lorsqu'ils sont devant un projet historiographique? Le positiviste, qui reconnaît que l'histoire possède quand même une dimension scientifique, dirait l'observation. C'est ce que fait Bainville lorsqu'il pratique "l'étude des précédents" qui "rend seules possibles l'explication historique et la compréhension de l'actualité politique", et cela "parce qu'il oblige à la recherche des analogies et que celle-ci permet d'en déduire des constantes, c'est-à-dire des probabilités plus ou moins fortes" (13). Observer veut dire chercher les rapprochements historiques parce qu' "il n'y a qu'eux

(13) J. Montador. op. cit. p. 113-114.

pour nous éclairer", et que de nos observations jaillira la vérité historique:

Cette histoire d'Allemagne n'échappe pas à la règle, mais elle a ceci d'original que nous ne sommes pas venus du dehors, avec un parti pris sentant l'étranger, étudier les textes et classes les événements. Notre conception de la vie, c'est l'Allemagne qui l'a lentement forgée. Nous lui rendons aujourd'hui ce miroir qu'elle nous prêta. (H.A.:9)

Toutes les conclusions doivent jaillir non pas du récit que fait l'historien, mais de l'esprit même du lecteur amené, par l'enchaînement des faits présentés, aux mêmes conclusions tirées par l'historien, toujours comme si la vérité s'imposait de soi et que l'historien n'avait qu'à la faire jaillir, comme jaillit l'étincelle de deux pierres frottées l'une contre l'autre!

Les traits permanents se discernent non pas a priori, mais à mesure que les événements se sont succédés et répétés.

Je m'abstiendrai le plus souvent de juger... Mais j'ai résolu, en abordant ma tâche, de suivre la vérité pour seul guide. Tout en prisant beaucoup la tolérance, le respect de l'opinion d'autrui, je me rattache personnellement à un corps d'idées bien définies. Cela ne doit pas influencer mon oeuvre d'historien. Le lecteur me demande des faits. Les conclusions jailliront dans son esprit, avec beaucoup plus de force que si je les proposais -- que si je paraissais les imposer...

Et après tout, mon jugement n'a pas plus de valeur que celui de Dupont ou de Durant (14), s'ils sont informés. Intelligent par définition, mon lecteur tirera ses conclusions, édifiera son jugement. (H.P.Q.I:viii-ix)

Il est vrai que dans le développement de leurs récits, à quelques rares exceptions près, les bainvilliens ne tordent jamais les bras de leurs lecteurs pour leur faire admettre, avec eux, des vérités de propagande. C'est cette subtilité qui fait la force persuasive de l'historiographie bainvillienne auprès d'un public plus large que les adhérents au maurrassisme. C'est le prolongement aussi de toute la pondération de Bainville.

(14) "Dupont et Durant", exemple de la persistance de "l'esprit français" chez Rumilly, historien du Québec. Un auteur québécois aurait écrit "Pierre, Jean ou Jacques"...

Deuxième chose, expliquer. Nous savons l'importance que Bainville accordait à l'explication historique, et cela dès sa première oeuvre:

Louis II de Bavière est un livre d'histoire, certes, mais un livre qui cherche à expliquer beaucoup plus qu'à raconter. L'anecdote historique, la description n'intéressent pas l'auteur sauf dans la mesure où elles font comprendre le pourquoi et le comment d'une attitude ou d'un événement. L'analyse psychologique occupe une place prépondérante. (15)

Expliquer, pour Bainville, consiste à dégager de l'observation du déroulement des choses, les conséquences qui en résultent. C'est ainsi, du moins, qu'il l'explique dans la préface de sa France:

Nous n'avons pas tenté une oeuvre originale : on peut éclaircir l'histoire, on ne la renouvelle pas. Nous n'avons pas non plus soutenu une thèse. Nous nous sommes efforcé de montrer comment les choses s'étaient produites, quelles conséquences en étaient résultées, pourquoi, à tel moment, telle décision avait été prise plutôt que telle autre. Ce qu'on découvre, au bout de cette analyse, c'est qu'il n'est pas facile de conduire les peuples, qu'il n'est pas facile non plus de fonder et de conserver un Etat comme l'Etat français, et l'on en garde, en définitive, beaucoup d'indulgence pour les gouvernements.

Peut-être ce sentiment est-il la garantie de notre impartialité. Mais comment serions-nous de parti-pris puisque notre objet est de présenter dans leur enchaînement les événements de notre histoire? Nous ne pouvons la juger que par ses résultats. (H.F.:6)

La liaison observation/explication conduit à une autre relation, bien connue celle-là depuis l'empirisme logique anglais, la relation de cause à effet. Mais les causes ne sont véritablement raisonnables que dans la recherche et la découverte des motifs, comme Bainville le rappelle encore un peu plus loin, à propos du livre de Thiers sur le Consulat et l'Empire :

"...exposer les motifs et les intentions des hommes qui conduisent les grandes affaires et c'est pourtant ce qui importe le plus à la clarté des événements. On peut dire que Thiers y excelle" (H.F.:7)

Cette recherche des motifs conduira les bainvilliens à privilégier une approche psychologique de l'histoire, mais nous y reviendrons. Soulignons ici que

(15) J. Montador. op. cit. p. 34.

c'est là cependant que les témoignages conservés cessent souvent d'être éloquents, où l'historien est livré à lui seul, engagé dans sa subjectivité. L'histoire cesse d'être science pour devenir herméneutique. Dans son errance méthodologique, Bainville en était venu, avec La Troisième République, à considérer que l'histoire en définitive, c'est de l'interprétation:

Du moins l'avons-nous (l'abstraction de la Troisième République) tentée sans nous flatter le moins du monde de composer un de ces récits qu'on appelle impartiaux. L'impartialité consiste à rendre justice à chacun. Par le récit explicatif, on se propose de dire pourquoi ceci a été fait ou est arrivé plutôt que cela.

On allèguera peut-être que la différence n'est pas si grande et que la seconde méthode est tout aussi subjective que la première. Au surplus, on ne raconte jamais sans interpréter. La France contemporaine fût-elle pour nous un moment incomparable comme l'antique Mégare que nous devrions encore adopter un point de vue pour présenter l'ordre des événements. Et l'on pourra toujours reprocher à l'auteur d'avoir choisi de parti-pris son point de vue.

Nous devons dire que celui où nous sommes placés nous semble purement naturaliste. (T.R.:9-10 souligné par moi, j.-p. c.)

Enfin, retenons que c'est par l'explication que les bainvilliens pensent réinsérer les cas spécifiques et exceptionnels mis à l'écart dans l'aperçu général visé. Cependant, si ces spécificités événementielles reviennent dans l'historiographie bainvillienne, c'est par la petite porte, celle du besoin de donner vie à un récit dont le corps paraîtrait trop sec s'il se limitait à un catalogue d'événements répétitifs; il s'agit, dans la lignée de Funck-Brentano et de G. Lenôtre, de permettre aux spécificités d'articuler les éléments essentiels (des causes aux effets) aux éléments accidentels qui servent alors de contrastes où ressort la pérennité de l'histoire:

Nous offrons beaucoup de détails -- tous vérifiés, répétons-le. Cette multitude est indispensable à notre dessein, à l'histoire vraie. Puis, tel détail contribue à recréer l'atmosphère, tel autre est utile par sa valeur mnémonique, tel autre enfin, négligeable en apparence, éclairera des faits ultérieurs, plus importants. Parfois, un détail peint un personnage ou résume une situation. (H.P.Q.I:vi)

Toujours dans le respect du positivisme, comtien ou méthodologique, les bainvilliens, intéressés par la généralité et soucieux de l'explication, essaient de dégager des "lois de l'histoire". Laissons tomber ici l'aspect normatif et idéologique que prennent ces lois dans le contexte maurrassien pour nous concentrer sur sa valeur épistémologique. La loi la plus connue de l'historiographie bainvillienne demeure l'aspect répétitif et indéfectible du mécanisme politique dont la causalité est la formulation la plus évidente:

Les conséquences politiques de la paix : une illustration typique de la méthode de Jacques Bainville. Une exégèse de la loi des conséquences, de l'implacable enchaînement des causes et des effets en histoire. Les faits sont passés. Le raisonnement bainvillien demeure. Il doit nous servir de modèle pour analyser et comprendre n'importe quel événement historique ou politique du passé, du présent ou du futur. (16)

Chez Bainville, le souci d'en arriver à la reconnaissance de ce mécanisme dans l'histoire remonte à ses toutes premières oeuvres durant la Grande Guerre. L'Histoire de deux peuples d'abord:

En suivant la chaîne des temps, nous suivions la chaîne des responsabilités et des causes. Comme nous sommes liés les uns aux autres! Comme il est vrai, selon le mot d'Auguste Comte, que les vivants sont gouvernés par les morts! Tour à tour, les Français ont recueilli le fruit de la sagesse de leurs devanciers et souffert de leurs erreurs. Nous n'échappons pas à cette loi de dépendance. Comprendons du moins comment elle agit : c'est l'objet de cet ouvrage. (H.D.P.:6)

Objectifs repris, quelques années plus tard, dans son Histoire de trois générations où il s'engage à "montrer la suite et le fil des événements" (H.T.G.:7).

Ce qui vient d'être dit : le passage du particulier au général; de l'objectivité à l'honnêteté (17); la démarche épistémologique soumise à ces

(16) J. Montador. ibid. p. 72.

(17) Cette idée d'honnêteté, de "sincérité" se retrouve dans le célèbre livre de Charles Seignobos, Histoire sincère de la nation française (F.U.F. 1933) où l'on reconnaît la résonance de certains thèmes épistémologiques bainvilliens : "Le titre insolite et probablement ridicule

rythmes irréguliers qui vont du positivisme au présentisme aboutissent à une permanente situation de contradictions qui, pour Ariès, apparaissent comme le reflet de l'inconfort de la pensée conservatrice, condamnée par l'accélération du modernisme et l'inquiétude pour les temps futurs. Cette situation de constante synthèse de contraires ne peut que conduire à l'échec d'une règle épistémologique définitive que chaque avant-propos renouvelle et que chaque livre dément:

Il y a sans doute plusieurs causes à ce passage du concret à l'abstrait.

D'abord au sein de cette littérature subsistait un élément familier et vivant, que le lecteur ajoutait : la nostalgie du passé, le besoin de réhabiliter, dans ce passé national et politique, le passé personnel et particulier de chaque famille. La cassure de la Révolution de 1789 gênait le passage de l'histoire particulière à l'histoire générale. Il y a, au fond de l'historicisme conservateur, deux éléments assez indépendants l'un de l'autre : une nostalgie, puisée dans le folklore familial, et une science à la mode positiviste, tendant à déterminer des lois. La nostalgie a permis d'assimiler le positivisme.
(18)

II.3 La méthode critique - Son échec.

Mais pour les bainvilliens, nous n'en sommes pas là, et leur désir d'observer, d'expliquer et de comprendre l'Histoire est bien "sincère". Bien réel aussi le désir de rivaliser avec l'histoire telle qu'enseignée dans les écoles de la République où, à la très positiviste Sorbonne, les bainvilliens désirent opposer leur manière personnelle d'aborder le passé.

donné à cet ouvrage marque le sentiment qui m'a inspiré. Il signifie que j'ai dit sincèrement comment je comprends le passé, sans réticence, sans aucun égard pour les opinions reçues, sans ménagement pour les convenances officielles, sans respect pour les personnages célèbres et les autorités établies", et, plus loin : "La vision des historiens eux-mêmes a souvent été troublée par leur propre tendance; la plupart, engagés dans les conflits de leur temps, ont porté leurs passions politiques, religieuses ou nationales dans l'histoire du passé; ils en ont fait un plaidoyer ou un acte d'accusation" (p.v-vi). les problèmes épistémologiques bainvilliens ne sont donc pas ni si particuliers, ni anachroniques à la pensée historienne du temps.

La question qui se pose ici, maintenant, reste à savoir s'il existe une méthode critique bainvillienne de l'histoire? Le but de cette critique, si elle existe, viserait à articuler une démarche qui permettrait de passer de l'observation à l'explication, puis à la formulation des lois. La critique historique serait la dynamique de la méthode bainvillienne. Pour Montador, son existence ne fait aucun doute:

Jacques Bainville insiste particulièrement sur la nécessité de faire attention aux signes, c'est-à-dire à ces petits faits, apparemment sans grand intérêt, mais qui, comme en médecine, permettent de conclure à l'existence ou à l'apparition prochaine d'un autre fait, bien plus important celui-là et qui, sans eux, passerait inaperçu ou du moins serait perçu trop tard...

Cela dit, l'étude des faits actuels s'effectuera toujours à la lumière du passé. C'est ce que Jacques Bainville appelle "penser historiquement, c'est-à-dire dans leurs rapports de conséquence et de dépendance, les événements de la vie politique". Comment s'y prendre?

Par l'analyse méthodique, lente, minutieuse des faits et des signes. Par leur confrontation avec les idées qui ont présidé à leur naissance et surtout avec les faits analogues qui sont survenus antérieurement : les "précédents". A chaque fois, Jacques Bainville s'efforce de déterminer leurs relations de cause à effet afin d'arriver à une prévision raisonnable et raisonnée des conséquences possibles, sinon probables. Pour lui, en effet, tout se tient en histoire, et il n'y a pas de question isolée. (19)

Et il faut reconnaître que Bainville ne manque pas d'un solide esprit critique quand il analyse les événements politiques de son temps. De plus, il sait que les documents soi-disant incontestables sur lesquels reposent les méthodes universitaires ne sont pas si sûrs qu'on le pense quand on scrute de plus près la façon dont ils sont élaborés. Ici, le journaliste de métier donne une leçon à l'historien universitaire:

Le professeur Seignobos enseigne que seuls comptent les faits, les textes, les documents. Il voudrait une histoire composée de photographies. Il y ajouterait des collections de journaux, ce qui est assez cocasse. Le professeur n'a jamais dû aller dans une rédaction. Il ne sait pas comment les journaux sont faits, ni par qui, ni à l'usage de qui. Mais tous ceux qui élucident ou interprètent l'histoire sont pour lui des "farceurs", il l'a dit plusieurs fois...

(19) J. Montador. op. cit. p. 129-130.

On pourrait même écrire un très utile chapitre d'analyse et de critique du témoignage et de l'imagination en se limitant à cette campagne d'Egypte ou à d'autres événements qui, renfermés comme elle dans un espace de temps assez bref, ont été vus par des personnes de conditions diverses... Les narrateurs n'avaient pas les mêmes méthodes d'observations. Il faut donc tenir compte de tous les coefficients personnels, y compris l'intérêt que tel ou tel avait à présenter les choses de telle ou telle façon, sans oublier de distinguer entre le journal de route et les souvenirs reconstitués à distance. Parfois on discerne la raison volontaire ou involontaire de l'erreur. Souvent l'erreur paraît gratuite...

Quant à la valeur du témoignage tirée de la qualité du témoin, elle est le principe d'un grand nombre de faux jugements. L'histoire est toute influencée par la manière dont ceux qui l'ont faite ont présenté leurs actions. Et là non plus on ne voit pas toujours pourquoi les acteurs se sont crus obligés d'inventer des fables et de s'attribuer des intentions qu'ils n'ont pas eues... (20)

Il s'agit là d'un exposé de "critique externe" tout ce qu'il y a de plus classique dans le métier d'historien. Avec la "critique interne", l'argument général condamne les erreurs qui sont des projections téléologiques du jour sur le passé:

Pourtant, le point de savoir "comment les choses se passeront" appellerait une autre sorte de réflexions pour les choses qui se sont passées. Nous jugeons de l'histoire comme des gens qui connaissent la suite, ce qui fait que nous l'altérons malgré nous puisqu'elle a été faite par des gens à qui le futur était fermé autant qu'il l'est à vous, à moi et aux autres vivants. Comme nous savons que Louis XVI a eu la tête tranchée, il nous semble que sa main aurait dû trembler en signant la convocation des Etats généraux. L'histoire impossible, qui serait aussi la vraie, serait celle de la représentation que les hommes d'autrefois se sont faite de ce qui devait arriver. (21)

Rien de plus valable que cet argument, mais dans les faits, la critique ne dépasse pas le stade des intentions pieuses. Dans les oeuvres bainvillien-
nes, l'intention critique est souvent mise de côté dès la dernière page de l'avant-propos tournée. On ne peut plus que se fier à l'"honnêteté" de l'historien. Rien de plus expéditif que cette remarque de Gaxotte, à propos de l'absence de l'appareil méthodologique de son Siècle de Louis XV: "Je

(20) J. Bainville op. cit. (1932), p. 166 à 168.

(21) J. Bainville ibid. (1931), p. 82-83.

n'ai pas joint de bibliographie à ce livre: la collection n'en comporte pas et ce serait pure pédanterie" (S.L.XV:11) (22). Remarque aussitôt infirmée dès la parution de son livre suivant dans la collection, son Frédéric II, qui contient une bibliographie tout ce qu'il y a de plus détaillé! Même argument banal dans le Léopold II de Pierre Daye:

Il n'y a donc pas de notes au bas des pages. L'ouvrage en eût été alourdi et la collection dans laquelle il paraît ne comporte point ce genre de précisions. Mais je puis assurer qu'il n'est pas un traît, pas le récit d'un propos le plus futile, qui ne soit authentique, ayant été puisé dans les archives, dans les livres classés, ou m'ayant été narré directement, avec toutes garanties, par ceux-là mêmes qui furent mêlés aux événements et dont la bonne foi ne peut être mise en question. (L.II:12)

La critique méthodologique, chez Bainville en tout cas, demeure limitée à une forme de critique de la littérature historique et ne semble pas pénétrer les sources historiques. Un exemple patent de ce genre critique se retrouve dans un texte de 1930 rapporté dans ses Lectures à propos du livre de Cambo sur les dictatures (23). C'est dans ce genre de critique qu'excelle Bainville, mais lorsqu'un "honnête" auteur bainvillien accède à l'utilisation de sources, ne serait-ce que le Journal de la Princesse Palatine ou les Mémoires du duc de Saint-Simon, comme c'est le cas de Bertrand pour son Louis XIV, comment utilise-t-il son "esprit critique"?

Saint-Simon a osé dire que ce grand homme était "un esprit au-dessous du médiocre". C'est précisément ce que l'on pense de lui-même quand on le lit. Petit esprit, passionné, violent, aveuglé, lui aussi, par de féroces préjugés de caste, il recueille contre ses ennemis toutes les médisances, tous les ragots de cour, voire de corps de garde, d'office et d'écurie, -- car il prend de toutes mains, -- il fausse à chaque instant la vérité historique... Et si, avec tout cela, il a des parties d'artiste, s'il a le don et comme le génie du mot à l'emporte-pièce, de l'injure pittoresque, du coup de boutoir terrible et incurable, il est, trop souvent aussi, un exécrationnable écrivain. Personne n'a écrit un plus effroyable charabia que lui et n'a infligé pareille torture à la langue de Pascal, de Bossuet et de La Bruyère. (L.XIV:23-24)

(22) Voir une remarque similaire de la part de Rumilly, supra p. 102.

(23) Pour la critique du livre de Cambo, v. J. Bainville. op. cit (1930), p. 38-39.

Que reste-t-il alors de ces intentions critiques exprimées par Bainville dans la démarche historique de Bertrand? Rien. L'incapacité chronique des bainvilliens à pratiquer la critique des sources qu'ils consultent est trop souvent le cas pour ne pas marquer profondément ce courant historiographique. Ils pratiquent trop une méthode qui ne fait que souligner l'absence de méthodes, car il ne peut y avoir possibilité d'élaborer une méthode dans les cadres d'une épistémologie hésitante. Tout sombre alors dans les sophismes de bas-étages, souvent des plus grossiers et, des plus douloureux. Le Louis Bertrand du Louis XIV d'abord : "Pendant plusieurs années, j'ai lu tout ce que j'ai pu lire, et particulièrement l'imprimé, en me répétant le mot plaisant de Brunetière : "Le véritable inédit, c'est l'imprimé -- que personne ne lit"" (L.XIV:19); puis le Louis Bertrand, encore, de l'Histoire d'Espagne:

Mêmes préventions et même injustice lorsqu'il s'agit de juger l'oeuvre colossale, -- et admirable, accomplie par les Espagnols en Amérique. Nos philosophes du XVIII^e siècle ont inventé les Incas, -- l'Inca tantôt représenté comme le type du bon sauvage, plein d'innocence et de vertu, selon le coeur de Jean-Jacques, d'autres fois comme l'héritier d'une haute civilisation odieusement écrasée par la barbarie des conquistadors. Comme pour la civilisation musulmane, il a fallu exagérer ridiculement celle des Incas, afin de justifier la réprobation dont on frappait les cruels Espagnols et, à travers eux, le catholicisme, le vrai coupable! Aujourd'hui encore, beaucoup de Français se représentent la conquête de l'Amérique avec les mêmes yeux que Victor Hugo, dans sa Légende des siècles. Ils n'ont d'autres arguments à opposer aux Espagnols que "les raisons du Momotombo" (H.E.:11)

Toutes ces considérations ne font que démontrer l'immense faiblesse d'un "esprit critique" et le "parti-pris" évident qui se cache derrière l' "honnêteté" revendiqué par les bainvilliens. Cette pauvreté de caractère incapable de tenir la critique au-delà des sentiments d'appartenance culmine avec les appréciations de Daniel-Rops devant la critique exégétique moderne des Evangiles:

Tendancieuse (la méthode historique exégétique)... sous pré-

texte d'analyser les documents à la seule lumière de la raison logique, elle schématise et élimine les réalités et les hasards de la vie; par exemple, la scène des parfums répandus sur Jésus à Béthanie sera déclarée un "doublet" de celle de la pêcheuse galiléenne, parce qu'il n'est pas logique que ce geste étrange ait été accompli deux fois! En vertu du même raisonnement, la fin de la dynastie des Valois doit être réputée un doublet de celle des Capétiens directs, puisque l'une et l'autre nous montrent trois rois frères se succédant sans enfants, ce qui est bien peu logique! Et, plus encore tendancieuse, car le rationnel y étant entendu au sens le plus étroit et le plus terre à terre du mot, toute cette critique repose sur un préjugé défavorable au surnaturel. Tout fait miraculeux est, trop souvent, par définition, déclaré inadmissible et rejeté. (J.T.:607-608)

Confusion sur la nature des documents étudiés (comment peut-on comparer les Evangiles, écrits a posteriori, avec les témoignages contemporains conservés à plusieurs siècles de distance tant de la fin des Capétiens directs que des Valois?) entremêlée d'une confusion sur la nature des événements (une scène ponctuelle contre deux séries d'événements distincts qui se sont déroulés à plusieurs siècles d'intervalles), ce paragraphe "critique" ne fait que traduire moins la "foi" de l'auteur que son évidente mauvaise volonté à boire le calice de la raison jusqu'à la lie. C'est là qu'on "est toujours treize à table"!

II.4 La "méthode Bainville".

La critique historique bainvillienne est aussi limitée lorsqu'elle est confrontée aux sources et aux documents historiques, d'où vient ce que Claude-Joseph Gignoux appelle "la méthode Bainville"?

Ici encore, certaines découvertes peuvent paraître surprenantes. Lorsque Bainville essaie de situer l'historien dans la société, il ne trouve aucune autre comparaison qui lui semble aussi appropriée que celle du... médecin! Bainville, bien avant Lucien Febvre ou Marc Ferro, considère l'his-

torien comme une sorte de Dr Knock qui tâte le pouls des régimes et des sociétés. Jean Montador a énuméré une suite d'apostrophes de Bainville en ce sens:

"Un homme d'Etat qui n'a pas une certaine formation historique, a-t-il dit, ressemble à un médecin qui ne serait jamais allé à l'hôpital" (Journal 18-2-20). Egalement : "Qu'est-ce qu'un homme d'Etat qui ne connaît pas l'histoire? C'est un médecin qui n'est allé ni à l'hôpital ni à la clinique, qui n'a étudié ni les cas ni les précédents" (Journal 17-4-23).

Cette comparaison entre la politique et la médecine va loin. Plus loin peut-être que Jacques Bainville, qui n'était pas médecin, pouvait le supposer. S'il est vrai qu'en médecine, il n'y a jamais deux malades semblables, cela n'empêche pas les médecins de décrire des maladies bien définies et de les soigner. De même, en histoire, "jamais les choses ne se présentent deux fois de la même manière. Mais la politique consiste justement à appliquer aux circonstances des règles éternelles" (A.F. 10-11-18). (24)

Et rien ne doit plus nous surprendre en disant maintenant que le modèle du scientifique propre à l'historien, selon Bainville, est le même que celui de Lucien Febvre : Claude Bernard, auteur de l'Introduction à la médecine expérimentale. Ayant échoués à créer une véritable critique historique bainvillienne, les auteurs se rapportent à une théorie de l'histoire-science expérimentale:

La méthode qu'il (Bainville) nous propose, c'est la méthode expérimentale que Claude Bernard a définie pour la médecine...

Très tôt, Charles Maurras avait proposé d'étendre la méthode de Claude Bernard à l'histoire et à la politique, Jacques Bainville allait exploiter à fond cette idée, en dégager les règles d'application et les mettre en pratique... (25)

Le repli n'est guère stratégique. L'expérimentation ne s'applique pas à l'Histoire, on le sait, à moins d'y considérer les "répétitions" comme des expérimentations! Malgré l'idéal du modèle, les résultats bainvilliens ne dépassent jamais le niveau de l'instance de la critique littéraire. Une épistémologie de conciliation qui, essayant de mettre l'objectivité au ser-

(24) J. Montador. op. cit. p. 109.

(25) J. Montador. ibid. p. 129.

vice de la subjectivité, comme s'il pouvait y avoir co-habitation, ne pouvait conduire qu'à l'application de règles sinon banales, du moins condamnées à avorter dès qu'elles s'élèvent un peu plus haut que la constatation du mécanisme causal.

Le résultat n'a pas tardé. Il est venu dès le début des années '30 sous la forme d'une désillusion de la science. La science, dans laquelle Ernest Renan voyait tant de possibilités pour l'avenir de l'homme moins d'un siècle plus tôt, se révèle, aux yeux de Bainville, comme un échec de plus dans les tentatives de l'Homme d'améliorer son sort. "La difficulté, pour Clémenceau, a été de sortir des lieux communs de son siècle, le dix-neuvième. Il lui a fallu un immense effort pour trouver que le monde ne datait pas de 1789 et que la science n'avait pas changé l'homme" (26). Désormais, on ne va plus que faire confiance au sujet, à l'historien, et Bainville ne parle plus de lui qu'en termes de poètes en citant Rivarol:

Il est bien prouvé que de même qu'on dit qu'un peu de philosophie et de science éloigne de la religion et que beaucoup de philosophie y ramène, de même il y a un degré de poésie qui éloigne de l'histoire et de la réalité, et un degré supérieur de poésie qui y ramène et qui l'embrasse. (27)

Il est bien clair maintenant que non seulement l'histoire, mais toutes les sciences ne sont que conjectures, donc soumises à la personnalité et à la manière de penser du savant:

...les sciences naturelles sont aussi conjecturales que les autres, et dans la même mesure que les autres, à partir du moment où l'on passe au delà de ce qui se voit et se touche" (28)

La science, qui avait un temps libéré Bainville de son pessimisme et de son scepticisme naturels, est définitivement démasquée, à son tour, comme l'une des nombreux leurre de plus du délirant "Siècle des Lumières"!

(26) J. Bainville. op. cit. (1930), p. 45.

(27) J. Bainville, citant Rivarol. ibid. (1931), p. 99.

(28) J. Bainville. ibid. (1934), p. 245.

Que reste-t-il donc alors des tentatives d'approcher objectivement l'histoire? Il y a bien, justement, l'approche psychologique, puisque l'homme et sa pensée causent interférences partout, et déjà avec le Louis XIV de Bertrand, au moment où on croyait bien que positivisme et subjectivisme pouvaient faire bon ménage, l'approche psychologique était à l'honneur dans la manière de connaître le grand roi:

C'est dans un esprit exempt de tout préjugé de parti que j'aborde cette étude, un esprit positif qui s'applique à dégager le permanent du transitoire et qui ne condamne point en bloc un système ou un régime pour cette seule raison qu'ils appartiennent au passé. C'est ensuite en psychologue que je voudrais envisager cette grande figure de Louis XIV, en homme qui cherche à pénétrer une âme avant de juger ses actes, en historien et en romancier qui se passionne à suivre le développement intérieur d'une nature d'élite et qui, suivant la formule aristotélicienne, voit dans l'enrichissement et la perfection progressive d'un individu l'action proprement dite, le drame par excellence... On ne l'a jamais considéré par le dedans. Je voudrais par l'analyse psychologique aussi poussée, aussi étendue que possible essayer de donner une image plus ressemblante, plus vivante surtout de cet homme extraordinaire... Les sévères méthodes historiques que m'enseigna jadis l'Université, jointes à tout le lyrisme que réclame un tel héros, me permettront, je l'espère, de ne pas être trop inégal à un pareil sujet. (L.XIV:18-19)

Six ans plus tard, alors qu'il apparaît que "les sévères méthodes" régies par le positivisme sont bien insuffisantes et impuissantes à toucher la vérité intégrale, Bainville ne pensera plus qu'à développer ce filon du psychologique, avec son Napoléon d'abord, puis les grandes individualités de La Troisième République, la méthode étant devenue "naturaliste". Cette démarche demeure logiquement fidèle à l'intention de trouver les causes profondes qui ont engendré la dynamique de l'histoire, l'aspect psychologique étant une marotte appréciée des romanciers et critiques littéraires que sont à l'origine bon nombre de bainvilliens. La recherche des mobiles ne se trouve plus à focaliser sur l'action politique seule, mais dans les intentions qui ont animé les acteurs politiques:

La nouvelle Sorbonne a mis dans les têtes que les "sources" étaient l'essentiel en histoire. Les "sources" ne sont pas tout. La plus grande difficulté d'écrire l'histoire, c'est d'expliquer les événements, et, pour les expliquer, de comprendre les opinions, les doctrines, les sentiments, les intérêts, les positions, tout ce qui détermine la politique, car rien n'a plus de puissance à une époque donnée, et, aux époques suivantes, il faut un grand effort de l'esprit pour se représenter les mobiles des hommes et les raisons de leurs attitudes. Encore n'arrive-t-on pas toujours à saisir ce qui est individuel. Sainte-Beuve excelle à ces analyses. Il n'est que relativement plus aisé de reconstituer ce qui est général. (29)

L'un d'eux, représentatif en ce sens, André Maurois est rompu à cette manière d'approche psychologique qu'il applique à ses biographies, puis à ses livres d'histoire:

Ayant constaté l'impossibilité d'une connaissance scientifique des faits et le danger qu'il y aurait à tirer des conclusions hâtives d'un événement passager, Maurois devenant historien va, une fois de plus, faire appel à son don de pénétration sympathique. Il va essayer de ressentir et de comprendre, après les avoir dégagées, les causes d'un grand mouvement ou d'un bouleversement, et d'en retrouver les conséquences lointaines dans l'évolution d'un peuple. (30)

La reconstitution va permettre de confondre observation, analyse et lois de l'histoire et là où on n'aura pu développer la critique, l'imagination, denrée abondante chez ces auteurs, va suppléer à la rigueur méthodique du raisonnement théorique. Gaxotte, à la fin de sa vie, décrira l'enthousiasme qu'il avait à dépouiller les fonds d'archives:

La lecture même des documents est passionnante! Quel plaisir, après avoir déchiffré un beau texte, de s'accorder quelques minutes de rêverie pour songer à celui qui l'a écrit, l'imaginer dans son décor et lire dans son âme les sentiments qui l'animaient.

[...]

Est-ce rêverie tout cela? D'éminents historiens ont entrepris d'expulser les hommes de l'histoire. Les structures sociales, les rivalités de classes, les techniques, les prix, les salaires, voilà, disent-ils, la seule réalité historique. Le reste n'est rien, n'explique rien, ne conduit à rien.

[...]

...pour avoir connu par les déboires de l'occupation la dictature politique et le règne de la délation, nous comprenons

(29) J. Bainville. ibid. (1929), p. 12-13.

(30) Michel-Droit. op. cit. p. 82-83.

mille fois mieux ce qu'a pu être, pendant la Terreur, la vie inquiète et précaire d'un suspect, d'un ci-devant, d'un émigré rentré sous un faux nom. (31)

Même sensibilité chez Rumilly où la "reconstitution" doit aboutir à prendre en considération les "passions" dans le développement de l'histoire:

Je veux reconstituer l'histoire de la province de Québec dans sa réalité, dans sa complexité, dans sa vie. Je n'écrirai point séparément une histoire politique, une histoire religieuse, une histoire économique. La composition, certes, y gagnerait, mais jamais la vie, la vie complexe, la vie intégrale, ne se trouverait ranimée. Ces divers aspects sont trop enchevêtrés, s'influencent trop les uns les autres, pour que nous puissions les dissocier sans grand dommage. L'histoire doit être une synthèse de ces éléments, évoqués dans leur simultanéité, et sans négliger la part des hommes -- de leur caractère, de leurs passions. (H.P.Q.I:i)

Gaxotte et Rumilly, deux bainvilliens de la troisième génération, en vieillissant, passe par-dessus Bainville pour renouer directement avec Michelet!

Cette "méthode", que nous appellerons de "sympathie intuitive", vise à se servir des caractères humains contenus dans l'historien pour lui permettre d'appréhender le caractère et les sentiments de ceux qui ont vécu et participé au déroulement des événements du passé. Rumilly, cet ancien camelot du roi, a très bien exprimé cette méthode de sympathie intuitive dans la présentation rédigée pour son Histoire de la province de Québec:

J'ai tâché de ressusciter la vie. Les événements en eux-mêmes, ne sont rien. Ils sont créés et subis par des hommes -- par des hommes avec une âme et un corps, par des hommes qui désirent, qui espèrent, qui souffrent -- et c'est ce qui leur confère tant d'intérêt. (H.P.Q.I:vii)

Une telle méthode entraîne la reconstruction de l'histoire à partir d'une démarche très impressionniste. Bientôt, le récit historique sera une succession de tableaux, de scènes propres à illustrer des chroniques. Sans aller jusqu'à la simple anecdotique, comme chez G. Lenôtre ou certaines oeuvres de Funck-Brentano, l'impressionnisme de la méthode de sympathie intuitive

(31) P. Gaxotte. "Mon métier d'historien", in Historia, # 341, avril 1975, pp. 51, 52-53.

fonctionne à partir des impressions, effets, images, sentiments, évocations et sensations que la lecture des sources procure à l'historien. Elle n'a jamais été aussi techniquement bien développée que dans la présentation du Napoléon devant l'Espagne de Lucas-Dubreton où l'historien rédige sous l'impression de "ce que Goya a vu...":

J'ai ouvert les Désastres de la Guerre, de Goya, le livre des misères de l'Espagne pendant les années 1808-1814, et j'ai cherché dans les souvenirs des hommes de ce temps la raison d'être, le support, l'authentification de ces images inoubliables, filles de la haine, de la terreur et de la souffrance. -- L'attitude de Napoléon devant l'Espagne, le face à face de deux peuples, le développement du drame et ses péripéties, les figures qui se détachent en clair sur ce fond de ténèbres... voilà ce que j'ai tenté de recomposer dans cette étude qui ne prétend pas au titre d'histoire de la guerre de la Péninsule...

On trouvera ici moins une histoire qu'une chronique, moins un exposé avec ses enchaînements que des tableaux, des scènes dont le peuple est le protagoniste. Dans cette randonnée qui a parfois je ne sais quel goût d'enfer, Goya m'a servi de guide et je dirais volontiers de lui comme Dante de Virgile : "Tu duca, tu signore e tu maestro", toi mon conducteur, mon seigneur et mon maître. (N.E.:7)

A partir d'une telle démarche méthodologique, il est clair que la part de l'imagination est appelée à se gonfler. Sans écarter la "vérité" transmise par les sources, l'historien bainvillien peut aller jusqu'à "réinventer" son objet, comme le dit Michel-Droit à propos du travail biographique de Maurois:

Partant, lorsqu'il le peut, de documents intimes, Maurois réinvente alors son sujet, par imagination psychologique appuyée sur la vérité. C'est l'une des phases les plus subtiles de son art, et la raison pour laquelle ses personnages semblent, au fur et à mesure de leur progression, se découvrir eux-mêmes comme des héros de roman, sans jamais perdre leur accent d'authenticité. (32)

Cette réinvention se construit sur deux étapes : l'accumulation (l'observation) et l'utilisation (l'analyse), mais la raison demeure toujours tributaire de l'imagination :

(32) Michel-Droit. op. cit. p. 71-72. Notons au passage que les bainvilliens n'ont pas inventé la méthode de sympathie intuitive, mais qu'elle se trouve déjà, comme nous le verrons, chez Gabriel Monod.

En fait l'imagination, chez Maurois, a précédé la création. Le phénomène s'est passé en deux temps : accumulation et utilisation. Il se compose bien là une image de la vie, un récit auquel nous puissions croire. (33)

Cette démarche est bien la transposition de l'univers de la littérature romanesque dans le travail de l'historien (à l'inverse du roman historique traditionnel où c'est la littérature historique qui se transpose dans la démarche romanesque), double acquis que Maurois possédait bien lors de l'écriture de son Angleterre:

Les romans d'André Maurois ne résolvent aucun des problèmes qu'ils posent. Pour lui, le roman est avant tout un moyen de refaire une pensée à l'image de la nôtre, puis de soumettre la passion et les désordres du monde aux lois de l'esprit. Non d'arriver obligatoirement à une solution dont il nous laisse le choix. (34)

"Soumettre la passion et les désordres du monde aux lois de l'esprit", voilà, en définitive, ce que sera le but de l'historiographie bainvillienne et, la méthode qui y permettra accès, la sympathie intuitive, conduira, en bout de ligne un autre bainvillien, Chastenet, à traiter la vie de son héros, Wellington, comme un drame qui se joue sur une "scène" avec des "rôles": "Pendant la plus grande partie de son existence, il a, sur la scène du monde, joué des rôles considérables : rôle militaire, rôle diplomatique, rôle politique" (W.:7) (35).

II.5 La philosophie de l'histoire.

Perdant ses règles épistémologiques positivistes, la pensée bainvillienne, ~~sa~~ pensée historiographique, est renvoyée à la philosophie classique de l'histoire où le sujet historien pourra renouer avec l'activité philosophique spéculative. D'ailleurs, comme l'écrit encore Maurois dans son Art de la

(33) Michel-Droit. ibid. p. 52.

(34) Michel-Droit. ibid. p. 60.

(35) Ce développement est à retenir pour la Première partie : L'Historicité.

biographie, la morale complète l'oeuvre d'art... la biographie donc, l'histoire : "Je pense... qu'aucun genre littéraire n'est aussi riche en enseignement moraux. Mais la morale y doit demeurer implicite. L'esthétique et l'éthique se complètent; elles ne sont pas sur le même plan..." (36)

Tout ce qui soutenait la valeur de l'historiographie et les fondements épistémologiques se révèlent maintenant appartenir à la philosophie -- et ils n'ont jamais cessé d'y appartenir un seul instant. Mais comme la philosophie bainvillienne de l'histoire ne s'est jamais structurée en un système à la Spengler ou à la Toynbee -- et en cela, elle demeure fidèle à la tradition philosophique française de ne jamais s'élaborer en système et de toujours rester "implicite" au récit --, il ne reste plus qu'à scruter l'historiographie afin d'en dégager les principaux traits caractéristiques. Ainsi, Jean Montador a-t-il essayé d'en réunir les principaux éléments dans sa biographie de Bainville:

Mais d'abord, qu'est-ce que l'histoire pour Jacques Bainville? L'histoire n'est pas un chaos. Elle n'est pas, comme le disait Macbeth, cette "fable contée par un fou, avec un grand fracas de mots et de gestes, et qui ne signifie rien". Que non pas! La continuité est sa grande loi : "Le propre de l'histoire est de ne jamais finir et d'être un enchaînement perpétuel de causes et d'effets" (Journal 9-9-21).

Jacques Bainville insiste sur cette continuité mais aussi sur la complexité de l'histoire : "Ce qui fait la complexité de l'histoire, c'est que les événements sortent sans fin les uns des autres" (H.F.:61). Sans doute, "quand elle est vue dans ses ensembles, l'histoire montre la rigueur avec laquelle les événements s'enchaînent et s'engendrent les uns des autres" (H.D.P.:135). Mais débrouiller l'écheveau n'est pas facile. Et à mesure que nous nous rapprochons de notre époque, saisir le fil devient de plus en plus malaisé... (37)

Si on veut aller plus loin que cette respectable ébauche, il faut voir comment la pensée bainvillienne se rattache à la tradition occidentale de la philosophie de l'histoire, car, puisqu'il n'y a pas chaos, c'est qu'il

(36) A. Maurois, cité in Michel-Droit. ibid. p. 136-137.

(37) J. Montador. op. cit. p. 109-110.

existe un ordre de préétabli. Or dans la philosophie occidentale de l'histoire, le développement historique s'articule à la fois sur le libre-arbitre de l'homme et les forces déterministes qui l'encadrent, des forces "supérieures" (Dieu, l'Esprit) ou incontrôlables (le Destin, le "Fatum", la métaphysique ou la Nature), ce à quoi la politique a donné le beau nom si évocateur de "la force des choses". Bainville et ses collègues seront donc sensibles à cette philosophie du hasard et de la force des choses:

Le hasard et la force des choses n'expliquent pas toute la vie et toute la destinée des nations. La puissance des grands courants intellectuels rend compte de beaucoup de circonstances. Il n'en est pas moins vrai que la volonté et l'action des hommes interviennent pour une large part dans les affaires humaines. Seul le fatalisme ou l' "évolution" enseigne le contraire. Ce fatalisme n'a pas cédé à de dures leçons. Et pourtant, de toutes les superstitions dont les conducteurs de peuples peuvent être affligés, celle-là est la plus funeste.

A vingt endroits de cette histoire, on verra que le sort du monde a tenu à une décision prise ou rejetée dans un cabinet de chef d'Etat, de ministre ou de simple ambassadeur. Mais la faute commise, -- et il y en a eu au XIX^e siècle qui crèvent le cœur, -- est née presque toujours des idées et des sentiments qui régnaient, de la tendance qui triomphait à un moment donné. Les hommes pensent d'abord. Ensuite ils se déterminent d'après leur manière de penser. C'est pourquoi il importe de penser juste. Les erreurs des gouvernements et des peuples sont celles de leur esprit. (H.T.G.:9) (38)

Ce jeu du nécessaire et de l'accidentel, c'est dans les écrits du philosophe-mathématicien Cournot que Bainville l'a appris. Dans ses Lectures pour "la Revue universelle", il revient à quelques reprises sur ce sujet:

L'histoire (autrement dit, les choses qui se sont passées) est, disait Cournot, "un certain mélange de lois nécessaires et de faits accidentels". Il est des événements non contingents et des événements contingents, les uns qui devaient se produire, les autres qui pouvaient ne pas se produire. (39)

(38) Dans Les conséquences politiques de la paix, Paris, Fayard, 1920, p. 26, Bainville écrit aussi : "Ce n'est pas le hasard qui a décidé. Ce n'est pas la force des choses. Ce sont des hommes, avec leur caractère et leurs idées. Mille autres combinaisons que celles qui ont été adoptées étaient possibles".

(39) J. Bainville. op. cit. (1931), p. 78.

Bainville s'est toujours défendu d'un quelconque déterminisme. Sa philosophie n'est pas réglée à partir d'une conception fixiste et finaliste de l'histoire. L'horloge du temps n'est pas réglée une fois pour toute. Il n'y a pas de Bossuet (40) dans la pensée historique bainvillienne, à l'exception de Daniel-Rops. L'homme construit son histoire à chaque événement, il en est responsable. Les seuls cadres qui peuvent régir, à la rigueur, sont repérables par des lois qu'il est toujours possible d'apprendre et de respecter. Donc, pas de "dessein secret" ni de "voies impénétrables" de l'histoire. Il n'y a que des êtres humains qui avancent et à qui, bien malgré eux, on doit ouvrir les yeux. Montador s'est penché longuement sur le sens de la liberté bainvillienne:

Jacques Bainville s'est toujours élevé avec force contre le "fatalisme historique" et ses conséquences...

Bien au contraire, "il y a une très grande liberté où, si l'on préfère, une très grande plasticité dans l'histoire. Rien n'y apparaît comme nécessaire, dans les limites d'un possible qui est d'ailleurs fort étendu"....

C'est même un jeu parfois d'imaginer ce qui aurait pu être si tel ou tel fait n'était pas survenu. Jacques Bainville l'appelle "uchronie", c'est-à-dire "en aucun temps", par analogie avec "l'utopie"...

Mais, au fond, que signifie l'uchronie? Elle signifie que l'histoire est plastique et non pas déterminée à l'avance. Autrement dit, si l'on ne peut pas toujours agir sur l'événement qui se présente, on le peut souvent. Donc il y a possibilité de choisir.

[...]

Mais alors, il est possible d'agir! Nous pouvons n'être pas les esclaves de l'événement. Avoir le choix, c'est être libre.

Seulement, ce choix nous est donné sous certaines conditions. D'abord, c'est de nous y prendre à temps : "Trop tard est un grand mot, un mot terrible de l'histoire..." Ensuite, c'est que ce choix soit éclairé, c'est-à-dire que nous comprenions bien, à la lumière des précédents historiques, quelles solutions, bonnes ou mauvaises, sont encore à notre disposition. Nous devons connaître, avec une quasi certitude, les conséquences probables de notre choix. Cette connaissance, seule l'étude de l'histoire peut nous la fournir. (41)

(40) Sauf une exception quand "...pour Bossuet, la supériorité d'une forme de gouvernement se prouve par la durée". J. Bainville. ibid. (1933), p. 205.

(41) J. Montador. op. cit. p. 110-111.

Mais encore là, l'idée de l'uchronie n'est pas originale. Sa formulation remonte à l'écrivain français Charles Renouvier (1815-1903) (42). Elle est condamnée de longue date : "Que ce serait-il passé si.." Vanité des vanités et, comme Montador le rappelle, pour Bainville, l'uchronie reste un jeu:

Personne ne sait d'ailleurs comment eussent tourné les choses Marat étant en vie. Eût-il été envoyé à l'échafaud par Robespierre avec les exagérés ou bien ce puissant artiste de la démagogie eût-il aidé les exagérés à remporter la victoire sur Robespierre? Ou encore n'eût-il pas, le 9 Thermidor, sauvé Robespierre et la Commune, en allant sonner lui-même le tocsin, comme il avait fait au 31 mai? En tout cas, les girondins (qui perdirent la partie ce jour-là) avaient tenté d'éliminer Marat en demandant qu'il fût arrêté. C'est donc qu'ils le regardaient comme celui "au-delà duquel il n'y avait rien", comme le moteur essentiel du mouvement révolutionnaire. C'est toujours l'uchronie. Un fait aboli ou changé dans l'histoire modifie tout le cours de l'histoire. (43)

Formulée ainsi, l'uchronie est une théorie de l'interchangeabilité ou non des acteurs dans l'histoire. Elle pose la question de l'irremplaçable et du dispensable. Là où il manquait un Louis XV, il y avait "malheureusement" un Louis XVI. Mais l'inverse aurait pu être vrai aussi, et la Révolution française aurait pu commencer en 1743 à l'accession au pouvoir de Louis XV, ou en 1771 sans la dissolution des parlements. Au contraire, elle aurait pu ne pas avoir lieu si Louis XVI n'avait pas rappelé les parlements... L'uchronie, pour Bainville, n'est restée qu'un jeu de spéculations amusant et révélateur, sans plus : "Mais les hommes, pour le plus grand nombre, n'imaginent rien. Ils acceptent et ils subissent les événements sans savoir et sans concevoir ce que ceux-ci ont de fortuit, de contingent et, dans cette mesure, de libre" (44)

(42) Récemment, le prospectiviste Bernard Cazes, dans Histoire des futurs Les figures de l'avenir de saint Augustin au XXI^e siècle, Paris, Se-ghers, 1986, pp. 142 sq. a exhumé de l'oubli le nom de Renouvier et son uchronie.

(43) J. Bainville. op. cit. (1930), p. 53.

(44) J. Bainville. ibid. (1935), p. 306.

Et c'est dommage! On voit là toute la pauvreté de l'esprit analytique bainvillien, car l'uchronie aurait pu s'avérer un excellent exercice analytique pour distinguer justement l' "essentiel" de l' "accidentel"; le "hasard" de la "nécessité" à l'intérieur d'une théorie structurée de l'histoire. Au lieu de cela, elle est restée un passe-temps. Quand Bainville demande ce qui serait arrivé si l'attentat de la rue Saint-Nicaise avait réussi à tuer le Premier Consul avant qu'il fût empereur, il nous amène à nous demander si l'Empire se trouvait vraiment inscrit dans l'aboutissement de la Révolution. Dans une perspective de philosophie de l'histoire où le structurel compose avec le conjoncturel; où les événements sont inscrits à la croisée des structures, il est toujours valable de se demander où s'inscrit la nature des événements. Cela apparaît magnifiquement dans un débat comme celui concernant les causes de la Révolution française. Pour les bainvilliens, Bainville et Gaxotte notamment, les causes sont à être cherchées dans les événements conjoncturels (un fait, une date : l'ouverture des états-généraux en 1789), "accidentels" (la mort prématurée de Louis XV) ou relevant tout simplement de la sottise du gouvernement (le rappel des parlements). Chercher les causes de la Révolution à un niveau structurel, "essentiel" ou intelligible à un niveau théorique n'est pas une démarche valable puisque l'on sait que la France d'Ancien Régime avait un niveau de vie sans cesse croissant; que le peuple français avait toujours chéri et respecté son monarque ou que les luttes de classes sont toujours plus difficiles à saisir que l'action occulte des "sociétés de pensée". Pourquoi chercher de midi à quatorze heures ce qui n'arriva qu'à quinze? Si les concepts de structurel et conjoncturel avaient fait partie de l'esprit analytique de Bainville, ou si son esprit critique avait été mieux articulé et mieux développé autour de la formulation d'hypothèses et de problématiques, la philosophie bainvillienne de l'histoire aurait pu devenir l'un des apports

les plus originaux de l'historiographie française du XX^e siècle. Elle nous montre aussi que le soi-disant génie analytique de Bainville dans la prévision des événements de politique extérieure ou intérieure repose moins sur une quelconque capacité analytique exceptionnelle que sur une connaissance profonde et subtile des mécanismes simples du politique et de la diplomatie. Ayant vécu dans la seconde moitié du siècle, il aurait été un expert imbattable au "Risk", ça, c'est de l'uchronie.

L'une des fonctions de l'uchronie, c'est de combattre toute forme de "fatalisme historique". Contrairement à la plupart des historicismes élaborés depuis le milieu du siècle précédent, la philosophie bainvillienne de l'histoire ne se met sous la tutelle d'aucun déterminisme spiritualiste ou matérialiste:

En effet, il n'y a pas de déterminisme en histoire. Seules existent des probabilités plus ou moins grandes, certaines équivalent, d'ailleurs à des quasi certitudes. Si les faits s'enchaînent les uns des autres, si les événements semblent suivre un cours inéluctable, il existe pourtant deux facteurs capables de dévier le courant. En premier lieu, l'imprévisible peut toujours survenir. Surtout, l'action personnelle pourra souvent opérer. (45)

Maurois également récuse le "déterminisme scientifique":

Que signifie le déterminisme scientifique? Qu'à l'intérieur d'un système fermé, un grand nombre d'expériences a prouvé que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Mais l'univers n'est pas un système fermé, et c'est un simple artifice de langage que d'étendre le déterminisme au monde entier. Dès que les actions humaines sont complexes, toute expérience les concernant devient impossible. Il n'y a pas de science de l'histoire parce que la méthode expérimentale ne s'applique pas à l'histoire. Comment recommencer cent fois une révolution, une guerre, une crise pour en mesurer les effets? On peut, à la rigueur, imaginer une science de l'économie, mais elle demeure à l'état de pieux désir. (46)

Aussi, avec le progrès du XX^e siècle, la philosophie bainvillienne

(45) J. Montador. op. cit. p. 118.

(46) A. Maurois, cité in Michel-Droit. op. cit. p. 81-82.

de l'histoire sera devenue l'une des dernières à vouloir mettre l'homme face à face avec son histoire!

L'histoire menée par des principes moteurs, des structures indéfectibles construites en temps long, moyen et court, la prééminence des mentalités, de la démographie ou de l'économie, tout ce qui suspendrait les libertés humaines dans l'action; tout cela est irréconciliable avec la pensée bainvillienne. Qu'est-ce que le bolchevisme? Qu'est-ce que le fascisme? Des partis de masses inscrits dans la lutte des classes? Des partis politiques issus du grand capitalisme, du prolétariat ou des classes moyennes? Une action socio-politico-idéologique sur le court terme avec des racines dans le boulangisme, le bonapartisme, voire le césarisme? Une élaboration psychopathologique morbide des masses découlant de l'insécurité individuelle devant les changements technologiques et modernistes? Un déséquilibre excédentaire de la balance population/ressources économiques? Ou tout simplement deux hommes, Lénine et Mussolini, situés "juste au point de rencontre des sentiments et des intérêts" (47)?

Dans cette longue histoire souvent pénible, l'action de l'homme, toute remplie de son accès à la liberté, est conditionnée, motivée par ces deux dimensions qui lui sont propres : ses sentiments et ses intérêts. En forçant un peu la note, l'historiographie bainvillienne pourrait être une historiographie située aux confins du psychologique et du social, de l'individu et du groupe dans une interrelation où les sentiments influencent les actions alternativement, sinon conjointement, avec les intérêts. Les sentiments, c'est la générosité des Français, leur magnanimité, leur amour de la vie, du beau, du bon, du juste et de la vérité. Leurs intérêts, c'est leur survie en tant que nation, leurs prospérité, leur prestige international, l'ordre

(47) J. Bainville. op. cit. (1935), p. 316.

et le progrès dans la tradition et la durée établies au cours des siècles, seuls garants de leur autonomie politique. Les romantiques ont exalté les premiers, les classicistes les seconds, et pour les maurrassiens, ce sont eux qui avaient raison. L'auteur de Werther était Allemand, celui du Cid, Français.

Mais les Français ont été contaminés par un siècle de romantisme allemand. Ils préfèrent sacrifier leurs intérêts, dont leur propre survie dépend, pour se bercer d'illusions sentimentales. Rendu à ce point, ce n'est plus de la générosité ni de la bonté, mais plus simplement de la sottise et, encore au crépuscule de sa vie, Pierre Gaxotte reprenait ce pessimisme, faisant de la sottise le moteur de l'histoire;

J'avais bien une idée. Il me semblait que notre façon nationaliste de raconter le passé nous dissimule un facteur bien plus important, bien plus actif, bien plus répandu : la bêtise. Nous donnons de toute décision des explications qui tiennent, des motifs qui s'enchaînent à la façon des syllogismes d'école, exactement comme si l'intelligence et la logique conduisaient le train du monde, non (en règle générale), la sottise, l'erreur, l'imprudence, l'illusion, la vanité, le fanatisme, la légèreté, l'aveuglement, l'entêtement, les faux calculs et les petites vues. Ce qui m'épouvantait quand il m'arrivait de philosopher, ce n'était pas le trouble apporté à l'évolution collective par l'irruption de personnalités hors mesure, c'étaient les énormes, les gigantesques conséquences d'actes commis par des idiots moyens, que la naissance, l'élection, le hasard, les circonstances ont placés à des postes d'où ils peuvent pousser les événements dans un sens ou dans l'autre, à la façon dont un enfant arriéré peut déclencher une avalanche en faisant rouler un caillou sur une pente enneigée. (48)

Et c'est sans doute là le pessimisme le plus profond de la pensée bainvillienne.

(48) P. Gaxotte. op. cit. p. 272 à 274. Cette façon pessimiste de voir les choses, "la sottise comme moteur de l'histoire" a été reprise récemment par l'historienne américaine Barbara Tuchman dans La marche folle de l'histoire, Paris, Robert Laffont, 1985, 436 p. Voir la critique que j'en ai faite pour le quotidien "Le Devoir", 16 mai 1986.

II.6 La vulgarisation historique.

Il est fort probable que si cette philosophie avait été développée d'une manière aussi foncièrement pessimiste, comme Gaxotte l'a exprimée à la fin de sa carrière, elle n'aurait jamais eu le succès de vente qu'elle a eue à travers les publications maurrassiennes et bainvilliennes. Mais nous reparlerons plus loin de la diffusion et de ses appareils. Ce qu'il importe de retenir ici, c'est que l'historiographie bainvillienne est une historiographie faite pour être lue par un vaste public. C'est ce qu'Ariès et d'autres appellent la "vulgarisation historique". Les livres d'histoire bainvilliens ont été faits pour un vaste public "cultivé" mais non spécialiste. D'ailleurs le terme de vulgarisation-vulgaire ne les effraie pas. Ainsi, à propos de Voltaire, Maurois écrit:

On peut penser que de tels esprits universels ne sont profonds sur aucun sujet et que, dans "vulgariser", il y a "vulgaire", mais cela même serait une pensée peu profonde. Il faut bien que des synthèses soient faites de temps à autres et que des écrivains ramènent pour la masse des hommes le travail des spécialistes. Faute de quoi, une brèche infranchissable se creuserait entre les techniciens et l'homme de la rue et ce serait un grand désordre. (49)

L'intuition majeure des bainvilliens est que le récit d'histoire est situé entre la connaissance et la conscience historique des Français. Il en est même le trait d'union. Spécialisée, l'histoire réservée à une élite rompt toute liaison avec l'ensemble de la population. La vulgarisation est faite justement pour maintenir cette liaison, pour éveiller la conscience à une meilleure connaissance du passé, se substituer aux romans historiques longtemps utilisés par les romantiques, et stimuler sur de nouvelles bases "scientifiques" une sensibilité politique. C'est ce qu'énonce ouvertement l'avant-propos de l'Histoire de France de Bainville.

Si les lecteurs veulent bien le lui permettre, l'auteur de

(49) A. Maurois, cité in Michel-Droit. op. cit. p. 117.

ce livre commencera par une confession. Quand il était au collège, il n'aimait pas beaucoup l'histoire. Elle lui inspirait de l'ennui. Et quand le goût lui en est venu plus tard, il s'est rendu compte d'une chose : c'est qu'il répugnait à la narration des faits alignés, les uns au bout des autres. On ne lui avait jamais dit, ou bien on ne lui avait dit que d'une manière convenue et insuffisante, pourquoi les peuples faisaient des guerres et des révolutions, pourquoi les hommes se battaient, se tuaient, se réconciliaient. L'histoire était un tissu de drames sans suite, une mêlée, un chaos où l'intelligence ne discernait rien.

Est-il vrai qu'il faille enseigner l'histoire aux enfants sans qu'ils la comprennent et de façon à meubler leur mémoire de quelques dates et de quelques événements? C'est extrêmement douteux. On ne s'y prendrait pas autrement si l'on voulait tuer l'intérêt. En tout cas, un âge vient, et très vite, où l'on a besoin d'un fil conducteur, où l'on soupçonne que les hommes d'autrefois ressemblaient à ceux d'aujourd'hui et que leurs actions avaient des motifs pareils aux nôtres. On cherche alors la raison de tout ce qu'ils ont fait et dont le récit purement chronologique est insipide ou incohérent. (H.F.:5)

Cette entreprise, en soi, n'est pas nouvelle. Pour Ariès, le terrain aurait été préalablement travaillé par les écrits de G. Lenôtre: "Les études de Lenôtre marquent le premier élargissement du public des livres d'histoire. Néanmoins leur grande diffusion date de l'oeuvre de Bainville" (50).

Assurément, on l'a vu, les spécialistes, ou tout simplement les gens qui ne partagent pas l'option politique de Bainville, ont pesté contre les triturations subies par l'histoire à travers l'interprétation bainvillienne. Mais la critique, quelle qu'elle soit, n'a jamais pu endiguer le succès commercial:

Les critiques trouvèrent aisément les faiblesses du raisonnement de Bainville, soulignant qu'il n'y avait rien d'héréditaire ou d'éternel dans l'inimitié franco-allemande, que dans le passé on avait souvent péché contre l'Allemagne plus qu'elle n'avait péché contre autrui, que la supériorité proclamée de quarante générations royales ne tenaient compte ni des agissements et des désordres de la plupart des souverains, ni du prix vertigineux qu'ils avaient coûté à la France. Néanmoins, la thèse simple, brillamment présentée dans une série d'ouvrages plus agréables à lire qu'érudite, et dans mille articles, trouva un large public avide d'une explication générale des situations particulières. Les li-

(50) P. Ariès. op. cit. p. 30.

vres à couverture jaune de la collection Les Grandes Etudes historiques, de Fayard, s'enlevaient comme des petits pains, tandis que les critiques ne dépassèrent jamais un cercle étroit et que leurs livres amassèrent la poussière sur les rayons des bibliothèques. (51)

En fait, comme nous l'apprend Pierre Nora dans son étude sur Lavisce, il ne faut pas regarder la production bainvillienne comme une réponse à l'Université, mais plutôt la replacer dans le contexte de la conscience historique façonnée par les institutions de la Troisième République. De cet angle de vue, l'Histoire de France de Bainville apparaît comme une réplique au fameux "petit Lavisce":

La droite conservatrice à la fin du XIX^e siècle, les partisans du nationalisme intégral au début du XX^e siècle ne s'y sont pas trompés. Ils l'ont, tour à tour et parfois simultanément, accablé de leurs coups et de leurs marques de considération, avec la volonté de convaincre une personnalité qu'ils sentaient à la fois très proche et très loin.

C'est que son enseignement (à Lavisce) se présente comme une inversion simple, mais décisive, des sens et des valeurs du néo-monarchisme : même obsession de la faiblesse du sentiment national, même enracinement dans la tradition française, même culte de la terre, du ciel et des morts, invoqués comme ses plus hautes fidélités, même sens religieux de l'unité et du devoir -- Lavisce a transposé, sur le monde laïque et républicain, les justifications de la Monarchie. La république est devenue la Providence de la France; elle appelle les citoyens à l'unité nationale pour le salut de la patrie comme le roi, chez Bossuet, rassemble ses sujets pour faire leur salut. En profondeur et en dépit de la signification momentanée, et fort importante, des oppositions, l'Histoire de France de Lavisce, par son syncrétisme, est susceptible de rapprochements plus intimes avec l'Histoire de France de Bainville qu'avec l'Histoire sincère de la nation française de Seignobos. (52)

Tout cela est vrai, sauf qu'il faudrait mieux considérer Bainville comme une "inversion simple" de Lavisce, mais il est également vrai que Lavisce comme Bainville participent de cette conscience historique façonnée dans les années qui suivirent la défaite de 1871 et qui virent s'installer définitivement une République aux accents monarchistes. Mais tandis que Lavisce était

(51) E. Weber. op. cit. p. 310-311.

(52) P. Nora. "Ernest Lavise : son rôle dans la formation du sentiment national", in Revue historique, t. 228, 1962, p. 105-106.

déjà un homme de carrière, les bainvilliens, et Maurras lui-même étaient éduqués par l'école de la République:

Maurras abordait les réalités de son nouveau monde avec un bagage intellectuel qui était un héritage : celui de la tradition qu'il avait apprise dans les livres et à l'école. Il avait fait son choix et répudié certains prédécesseurs, mais il marquait par lui-même sa continuité avec l'oeuvre des générations précédentes. (53)

C'est bien la République laïque et nationale qui a formé le profil intellectuel de Maurras, un profil façonné par des manuels...

Comme Le Tour de France par deux enfants, le "petit Lavisse", dont la première publication date de 1876, connu au fil des rééditions, en 1884, 1895 et 1912, plusieurs remaniements successifs qui témoignent d'un glissement progressif vers un républicanisme de plus en plus accentué... (54)

Et comment de jeunes esprits impressionnables pourraient-ils oublier ses appels pathétiques lancés aux lendemains de la défaite dans L'invasion dans le département de l'Aisne?

Enfants, apostrophe Ernest Lavisse, écoutez bien quand on vous enseignera l'histoire de France... Que chacun d'entre vous conçoive clairement l'ensemble de cette merveilleuse histoire; vous y puiserez la force nécessaire pour ne pas céder au découragement... Vous aurez la nostalgie de la grandeur perdue... (55)

Le premier manuel primaire de Lavisse est paru en 1882. A l'époque, le jeune Maurras a 14 ans, les jeunes Calmette, Reynaud, Cavaignac, Bertaut, Bailly, de Roux, Bainville, de Pange et Aubry ont moins de 10 ans. Ils ont donc tous été plus ou moins en contact avec les manuels Lavisse et le diptyque qu'on retrouvera dans La France de Bainville en est le produit direct (56). La structure de l'histoire de la France est la même dans les deux volumes où la Révolution "crée un avant et un après : ce qui est mis au crédit de l'un est mis au débit de l'autre" (57); de la monarchie à la république.

(53) E. Weber. op. cit. p. 637.

(54) R. Girardet. Le nationalisme français Anthologie 1871-1914, Paris, Seuil, col. "Points-Histoire" # H68, 1983, p. 80-81.

(55) E. Lavisse, cité in C.-O. Carbonell. op. cit. p. 473.

(56) P. Nora. op. cit. p. 89-90.

(57) P. Nora. ibid. p. 96.

II.7 Réactions bainvilliennes.

Les réactions historiographiques bainvilliennes ne concernent pas seulement le manuel de Lavis. A l'époque où l'esprit bainvillien se forme, c'est-à-dire durant le dernier quart du XIX^e siècle, deux courants historiographiques majeurs tiennent le haut du pavé. Il y a le courant "positiviste méthodologique", représenté par la "Revue historique" et un courant royaliste mais à prétention également scientifique et dont "La Revue des Questions historiques" est le principal organe de diffusion. Face à ces deux courants opposés, l'historiographie bainvillienne va puiser ici et là tout ce qui pourra servir à appuyer ses thèses politiques.

Mais elle va procéder plutôt par la négative, c'est-à-dire en rejetant d'un courant historiographique ce qui lui paraît incompatible avec ses idées. Contre le courant "positiviste méthodologique", il y a, surtout, la présence de Gabriel Monod : "Un professeur d'histoire, écrira dans l' "Action française" du 6 juillet 1912 Charles Maurras, devait passer sous la férule de Gabriel Monod et des tudesques ou se résigner à moisir dans les bas grades" (58) : présence d'un protestant, libéral et républicain modéré qui projette ses tendances sur l'ensemble de l'Université. Encore à la fin de sa vie, Maurras reviendra sur ce Monod dont il détestait tant la germanophilie (59)

Les reproches adressés au courant universitaire dont Monod est la cible la plus visible, sont de plusieurs ordres. D'abord, contrairement à l'histoire "académique", l'histoire universitaire paraît fermée, restreinte à une élite de spécialistes et de pédants. Encore à la fin de la Seconde Guerre mondiale, Philippe Ariès rapportera ce préjugé tenace envers l'Université:

Voici le fait essentiel : l'étude de l'Histoire a perdu le contact avec le grand public pour devenir une préparation

(58) C. Maurras, cité in R. Girardet. op. cit. p. 210.

(59) C. Maurras. Votre bel aujourd'hui (1953) cité in C.-O. Carbonell. op. cit. p. 420.

technique de spécialistes isolés dans leur discipline. Les publications sont devenues de plus en plus "professionnelles", au sens où il y a une littérature professionnelle et technique... Ils ont fait une méthode. Plus le sujet était inaccessible au non-spécialiste, plus il était recherché, plus son auteur était estimé. (60)

Et, "chose curieuse, poursuit-il, cette Université dreyfusarde, radicale, bientôt socialiste avec Jaurès, n'a pas donné naissance à une littérature historique de combat" (61), ce qui est vrai. Aux yeux des bainvilliens, l'historiographie universitaire parue comme désintéressée de la politique et de la société dans laquelle elle vivait, pratiquant un "je-m'en foutisme" dédaigneux alors qu'un bon nombre d'entre ses professeurs se présentait comme des démocrates purs et durs.

...elle a érigé en principe que l'Histoire ne prouvait rien, qu'elle existait dans la mesure où on ne l'interrogeait pas pour la solliciter. D'ailleurs, elle pensait qu'il ne fallait jamais interroger l'Histoire : cet appel impliquerait un choix, une sélection dans la masse de l'Histoire, et on ne devait pas faire intervenir un souci contemporain, même non politique. (62)

Cette insensibilité du milieu universitaire semblait découler de la profession de foi lancée dans le premier numéro de "La Revue historique" paru en 1876, quand Monod écrivait que "notre Revue sera un recueil de science positive" (p. 36) et qu'en prenant le contre-pied des débats philosophiques, sociaux et politiques de son époque, en particulier ceux de "la République de l'Ordre moral" du maréchal -- le premier, MacMahon --, le milieu universitaire prêtait le flanc aux attaques de la droite qui, peu dupe des professions de foi, comprenait bien, comme le remarque Carbonell, que cette "historiographie anti-systématisante, anti-pragmatique et anti-partisane" de G. Monod ne pouvait qu'être systématiste, pragmatique et partisane" (63)

Mais en quoi consistait-elle?

(60) P. Ariès. op. cit. p. 272-274.

(61) P. Ariès. ibid. p. 276.

(62) P. Ariès. ibid. p. 277.

(63) C.-O. Carbonell. op. cit. p. 415.

De l'Histoire, Gabriel Monod a une vision à la fois dialectique et progressiste...

L'historien doit avoir lui-même et doit donner à ses lecteurs, nous dit G. Monod, "le vif sentiment, la conscience profonde de l'heureuse et nécessaire solidarité qui l'unit -- et les unit -- aux générations antérieures", "l'historien, insiste-t-il, sent mieux que personne les mille liens qui nous rattachent aux ancêtres".

Un tel principe fonde et justifie la méthode de sympathie intuitive définie d'emblée par G. Monod. En effet, dans la mesure où l'historien se cantonne à l'histoire nationale, son effort de compréhension des siècles révolus est facilité par le fait qu'il retrouve dans le passé une partie de lui-même. Il est donc naturel que l'historien -- le bon historien -- pour des raisons d'efficacité se tourne vers l'histoire de son pays. Ainsi le postulat solidariste crée et privilégie une historiographie nationale.
[...]

La nouvelle école, quoi qu'en veuille son jeune "chef", est pragmatique. Elle use de la science à des fins politiques. Elle poursuit un but, patriotique et, d'une certaine façon, nationaliste:

"Les événements qui ont mutilé l'unité nationale lentement créées par les siècles, rappelle G. Monod, nous font un devoir de réveiller dans l'âme de la nation la conscience d'elle-même par la connaissance approfondie de son histoire."
(64)

Entendre parler de "sympathie intuitive" venant de la bouche de "chef" de l'école "positiviste méthodologique" a de quoi surprendre! Et que dire des thèmes comme "liens avec les ancêtres", "primauté accordée au national et à la France", voire au politique ("conscience d'elle-même")? On serait même tenté de croire qu'il y a du bainvillien dans Monod, ou plus exactement, ce que la tradition méthodologique universitaire oubliera de Monod, à l'ombre de ses universités, c'est ce que les bainvilliens conserveront, peut-être obstinément, dans leur façon de faire de l'histoire. Dans le fond, ce qui séparait Monod des futurs bainvilliens, c'était la divergence politique antagoniste.

Le courant opposé au "positivisme méthodologique" de Monod est celui, un peu plus ancien, de "l'histoire académique" et dont le duc de Broglie, Gabriel Hanotaux et Louis Madelin sont les protagonistes les plus connus.

Voici comment la décrit Philippe Ariès:

Cette vaste littérature n'est pas négligeable. Elle a été écrite sans dessein de vulgariser, après une étude consciencieuse des documents, souvent érudits, en évitant que l'érudition transparaît, car on était entre gens du monde..

Cette littérature historique se proposait essentiellement de raconter et d'expliquer l'évolution politique des gouvernements et des états... Ces auteurs ne répugnaient pas à l'idée d'un déterminisme historique, mais d'un déterminisme conservateur, qui ignorait les poussées profondes de la masse populaire, et réglant la causalité politique des gouvernements et des nations. Il ne s'agissait pas d'une histoire "réactionnaire", orientée vers la réhabilitation de l'Ancien Régime, comme ce sera le cas avec l'Action Française. Mais c'était une histoire conservatrice, écrite par des nobles ou des grands bourgeois qui finissaient à l'Académie, et lue par la bourgeoisie libérale ou catholique, et très méfiante des nouveautés sociales. Elle gardait encore un préjugé défavorable à l'Ancien Régime, qui tombera au XX^e siècle, sous l'influence de l'Action Française; elle se piquait d'un libéralisme éclairé et prudent... (65)

De cette "histoire académique", on retrouve les historiens royalistes, ceux qui sont les héritiers directs de la pensée ultra. Active au temps de "l'enfant du miracle", ce bon Henri V qui attend que les partis se mettent d'accord pour le rappeler, elle s'enthousiasme à idéaliser la monarchie sous les traits d'un autre Henri, comme le rappelle René Rémond:

La monarchie qu'ils chérissent, c'est sous les traits de Henri IV ou de saint Louis qu'ils l'imaginent : plus que les fastes de Versailles, ils se plaisent à évoquer l'autorité débonnaire du bon roi Henri ou la justice du saint roi Louis. On chante "Vive Henri IV!". La monarchie qu'ils rêvent de restaurer, c'est une monarchie médiévale. La sensibilité ultra est toute pénétrée de réminiscences du moyen âge. Qu'il y ait dans leur vision de la France du XIII^e siècle ou du XVI^e une bonne part d'idéalisation, est indéniable, mais cet embellissement augmente encore le pouvoir sur l'imagination de ce moyen âge de convention. (66)

Un organe littéraire a été créé pour véhiculer leur pensée historiographique, il s'agit de "La Revue des Questions historiques" dont C.-O. Carbonell a tracé l'histoire et le contenu idéologique:

(65) P. Ariès. op. cit. p. 268 à 271.

(66) R. Rémond. op. cit. p. 56.

Désengagés du service actif, ils (les royalistes) s'engagent dans l'historiographie comme ils s'engagent dans les mouvements d'action catholique. De là la coloration originale qu'ils donnent à leur façon d'écrire l'histoire : pragmatique, tendancieuse, voire polémique.

[...]

Pourtant, ces historiens partiiaux sont, à leur façon, des historiens méthodiques et donc "scientifiques". Ils ont, plus que d'autres, le culte du document. Ne sont-ils pas, presque tous, gardes de leurs archives privées? Ce n'est pas par une hasardeuse coïncidence que tant d'entre eux sont archivistes-paléographes ou ont fréquenté, librement, l'Ecole des Chartes. (67)

Sa structure est toute à l'opposée de celle de "La Revue historique", mais elle lui est surtout politiquement opposée car elle véhicule une pensée catholique, ultramontaine, royaliste et légitimiste que Carbonell a bien saisie:

Pour les historiens, qui animent la "Revue des Questions historiques" et qui veulent réconcilier science et foi, connaissance rationnelle et Révélation, seule la perspective providentialiste et intelligible d'un Bossuet est acceptable, mais ils s'en réclament hautement. (68)

Ses fondateurs et animateurs, comme le marquis de Beaucourt, le comte de l'Espinois, Marius Sepet, Léon Gautier et d'autres chartistes ont toujours proclamé vouloir faire une histoire à la portée de tous, une vulgarisation des principales questions historiques, politiques et religieuses, pourtant:

...non point revue pour le vulgaire. Parlant de ses lecteurs, Beaucourt les qualifiait le plus souvent de gens du monde et son ami l'Espinois disait que "La Revue des Questions historiques" devait être "un instrument de communication indispensable entre érudits et hommes du monde". (69)

A un certain niveau, elle véhicule même ce qui sera, plus tard, les bases de l'école bainvillienne:

"L'histoire de notre pays, constate Marius Sepet, crie que les deux dangers qui ont plusieurs fois failli amener la dissolution de la patrie, l'anarchie et le césarisme, ne sauraient être évités, et n'ont été écartés à plusieurs reprises que par l'action libre et forte de la royauté française..." (70)

(67) C.-O. Carbonell. op. cit. p. 240.

(68) C.-O. Carbonell. ibid. p. 341-342.

(69) C.-O. Carbonell. ibid. p. 337.

(70) M. Sepet, cité in C.-O. Carbonell. ibid. p. 380.

Mais tout cela ne suffit pas à atténuer les différences profondes qui opposent ce royalisme "romantique" au monarchisme "rationnel" du courant bainvillien. Ses priorités historiographiques -- la réhabilitation du Moyen Age, par exemple --, ne sont pas celles de la résurrection de l'Ancien Régime autour de laquelle s'est forgée l'historiographie bainvillienne, et cette différence de goût et de sensibilité (Louis XIV plutôt qu'Henri IV ou saint Louis) n'est qu'une des divergences entre les deux tendances de droite.

Avec de pareils goûts, Maurras n'a pas non plus les mêmes raisons que les ultras de suspecter la puissance du pouvoir : c'est l'Etat jacobin qu'il exécra, mais un Etat monarchique lui semble un bien et une nécessité. Il admet même une phase transitoire, assez comparable au rôle historique que le marxisme assigne à la dictature du prolétariat dans le passage de la société capitaliste à la société sans classes, où le monarque se départira de son rôle propre d'arbitre pour assumer celui d'un dictateur temporaire. Rien ne montre mieux l'étendue des libertés prises avec la pensée des premiers contre-révolutionnaires. (71)

II.8 Matrice originelle de l'historiographie bainvillienne.

Même si l'historiographie bainvillienne a puisé tout en écartant des choses dans le "positivisme méthodologique" de la "Revue historique" et le royalisme de la "Revue des Questions historiques" -- qui est disparue seulement en 1939 --, c'est d'une troisième source qu'elle essaie de se rattacher. Ce sont ces historiens que le maurrassisme, a posteriori, essaie de revendiquer comme ses maîtres à penser. Ainsi en est-il de Fustel de Coulanges, au point que cela crée une "affaire" en 1905, pas très agréable pour la probité de l'Action Française. Fustel est revendiqué comme un des leurs parce qu'il a combattu la thèse "germaniste" de l'origine des institutions françaises pour y opposer la thèse "romaniste":

Bien que Fustel, mort en 1889, n'eût été ni monarchiste ni catholique pratiquant, il plaisait aux nouveaux royalistes en raison de son "patriotisme historique et de son refus

(71) R. Rémond. op. cit. p. 175.

d'accepter les théories qui attribuaient des origines germaniques aux institutions françaises. (72)

Dans cette polémique qui l'engageait avec l'historien allemand Mommsen, Fustel esquissait les arguments qui allaient servir, au cours des quarante prochaines années, pour justifier "historiquement", le retour de l'Alsace-Lorraine à la France. Cependant, jamais les maurrassiens n'approfondiront vraiment l'étude de cette période où l'on place l'origine (latine) des institutions françaises et l'utilisation de Fustel dans l'Histoire de France de Bainville n'est guère remarquable.

Si les maurrassiens se sont approvisionnés en théorie anti-germanique chez Fustel, ils ont puisé dans Taine leur argumentation contre-révolutionnaire. Chez Taine, ils peuvent observer un modèle de réflexion historique, d'abord parce que Taine établit une comparaison de la science historique avec les sciences naturelles, ensuite parce qu'il la développe au point d'atteindre une vision réductrice où l'histoire fonctionne comme la biologie, c'est le "naturalisme historique":

En premier lieu, le naturalisme historique, dont Taine se veut le doctrinaire, est la négation du surnaturalisme. Comme Renan, comme Littré, comme tant d'autres de son temps, Taine disqualifie "les objections théologiques ou sentimentales qui n'ont pas de prises sur un fait". [...]

En second lieu, le naturalisme historique est, bien évidemment, un scientisme. Ce "qui signifie que la connaissance de type scientifique est le seul mode de connaissance valable, que la vieille distinction entre sciences morales et sciences de la nature doit être abolie... (73)

Mais de Taine, Bainville gardera une certaine méfiance, surtout à cause de la condamnation que Taine fait de l'Ancien Régime dans ses Origines de la France contemporaine (74).

(72) E. Weber. op. cit. p. 54. Sur "la bagarre de Fustel", voir aussi W. Keylor. op. cit. p. 36 à 40 et S. Wilson. "Fustel de Coulanges and the Action Française", Journal of the History of Ideas, XXXIV (1973), pp. 125-134.

(73) C.-O. Carbonell. op. cit. p. 306-307.

(74) Sur l'appréciation de Taine par Bainville, voir supra, p. 89.

Si on se place à un niveau plus émotif, la matrice de l'historiographie bainvillienne se trouve dans cette abondante production historiographique qui se place autour de 1871-1875 et que C.-O. Carbonell a étudiée dans sa thèse. L'importance prise par les événements de 1871 a élevé l'événementiel au rang d'élément de base à la compréhension du passé, de même que les événements présents sont la base pour la compréhension de l'avenir. La chaîne des événements apparaît comme le fil qui soutient le tissu de l'histoire de France:

La France ébranlée cherche un réconfort dans le passé et tente de prouver la cohésion inéluctable d'un peuple et d'un pays à travers les péripéties événementielles. La démonstration recourt... à l'histoire politique la plus traditionnelle. Récits de règnes et de batailles suscitent les exploits des patriotes. Le Grand Ferré ou Jeanne d'Arc, fils et fille du peuple, sont mis en valeur chez les historiens républicains, tandis que l'histoire monarchiste insiste plutôt sur le rôle de la dynastie et de la centralisation royale. Selon le cas, la France est faite par le peuple ou par le roi, mais elle est toujours fille de l'événement. (75)

D'où que le tissu historique national se présente comme ponctué d'événements, bons ou mauvais, où se manifestent les héros et les monstres, où l'avenir est déjà contenu dans le passé. On a tort de se moquer et de croire en la futilité de l'histoire événementielle, qui ne se réduit pas toujours à "l'histoire-bataille", car elle a sa logique propre (76). Plus qu'une suite anecdotique, l'histoire événementielle agit comme médiatrice entre l'homme et la collectivité parce qu'elle insère l'histoire personnelle des individus dans le mouvement de l'histoire collective. Elle crée un lien entre l'histoire qu'on raconte et l'Histoire qui se fait, établissant une orientation dans le temps, un courant par où circule le sens de l'histoire. Cette liaison est très forte dans la France post-1871 et le vécu d'un certain nombre de Français à travers les événements de l'année terrible rejoint la

(75) C. Beaune. Naissance de la nation France, Paris, Gallimard, col. "Bibliothèque des histoires", 1985, p. 7.

(76) Voir infra. Partie I : L'Historicité, l'introduction.

conscience historique à la base de l'esprit "revanchard" de la génération suivante de Français.

On peut affirmer, sans crainte de trop se tromper, que l'histoire événementielle politique, pratiquée par les historiens de la période 1871-1914 a préparé la conscience collective française aux événements de 1914. Assoupie après 1918, dans la béatitude d'une victoire imparfaite mais satisfaisante (la rétrocession de l'Alsace-Lorraine), la conscience historique française n'a plus été en mesure de répondre aux événements de 1939. Contre la politique républicaine qui visait à assoupir la conscience historique en évacuant ses revendications belliqueuses pour les remplacer par des revendications pacifistes et internationalistes, les bainvilliens ont voulu, au contraire, maintenir la conscience en éveil, la stimuler en prolongeant la méfiance anti-allemande et ils ont eu beau jeu, dans les années '30, lors du réarmement de l'Allemagne, de jouer les Cassandre. Cette faillite de l'Entre-deux-Guerres montre, par contraste, à quel point le nationalisme du dernier quart du XIX^e siècle avait intégré l'historiographie à son projet national, qu'importe que ce soit de la tendance de droite ou de gauche, alors qu'après la Grande Guerre, cette intégration faisait défaut et était surtout affaire de la seule droite nationaliste, mais monarchiste.:

Si à travers les manuels de Lavis et les ouvrages de Bainville, par exemple, ce sont (du moins à partir du XVIII^e siècle) deux images nettement différenciées du passé national qui se trouvent présentées, il faut toutefois remarquer que la conception de l'histoire à laquelle toutes les deux se réfèrent reste celle d'une histoire essentiellement "nationale" : c'est celle de la genèse d'une Patrie, de sa constitution territoriale, celle de la formation d'un "patrimoine commun"... Au-delà de toutes les divergences d'interprétation, il est permis d'affirmer qu'il subsiste, à propos du passé national, une très large marge d'adhésion commune à une sorte de syncrétisme sentimental et mythique. Il existe, en fait, toute une symbolique du nationalisme français : élaborée, sans doute, dans le contexte moral de la seconde moitié du XIX^e siècle, sa permanence n'a pas manqué de maintenir depuis lors, entre les différents courants de ce nationalis-

me, des liens déterminants de parenté affective. (77)

Il ne restait plus, après la Grande Guerre, que les conformistes manuels de Malet et Isaac et les oeuvres bainvilliennes pour tenir un discours de l'histoire. Après la Seconde Guerre mondiale, la situation n'était guère changée sinon qu'on mettait à jour les manuels scolaires et qu'on rééditait les principales oeuvres bainvilliennes en populaires "livres de poche". Mise à part l'option idéologique politique, tous ces livres recouraient à la même méthode pédagogique, efficace et subtile par le discours moral qu'elle insérait dans la leçon et qui avait été élaborée depuis la fin du XIX^e siècle à l'intérieur du projet républicain:

...nous touchons là au coeur de la doctrine républicaine -
- toute vraie science est aussi "morale" en soi, c'est-à-dire productrice non seulement du vrai, mais du bien. Comme telle, on pourra et on devra enseigner la morale comme toute autre science, non de manière dogmatique, autoritaire et aprioristique, en l'imposant (sans référence à la raison et à la liberté), mais en la déduisant et en la prouvant rationnellement. Du même coup, la morale entraînant avec elle la sociologie, débouche sur une pédagogie. (78)

Les maurrassiens monarchistes avaient donc une façon bien républicaine d'enseigner l'histoire. En niant l'ordre surnaturel qui impose la validité morale d'un geste, les monarchistes, comme les républicains, ne faisaient plus que se reposer sur la raison, qui semble résider en chaque individu et qui rayonne à l'exposé des faits, permettant d'accéder à la conscience par la connaissance historique. Comme l'écrivait Jules Simon dans La Politique radicale, en 1868, chaque Français pourrait dire : "Je ne crois qu'à ma raison; je ne me soumets qu'à la preuve. Prophète, tradition, majorité doivent comparaître devant ma raison, comme devant leur juge suprême" (79). Maxime qui restera toujours un principe essentiel du néo-classicisme de Maur-

(77) R. Girardet. op. cit. p. 25.

(78) C. Nicolet. L'idée républicaine en France, Paris, Gallimard, col. "Bibliothèque des histoires", 1982, p. 489.

(79) J. Simon, cité in C. Nicolet. ibid. p. 55.

ras, pour qui "l'affirmation que la Raison ne fournit qu'une seule réponse correcte à un problème donné" (80) est une vérité philosophique incontestable. Mais cette "foi" philosophique, très dix-huitième siècle, envers la raison est partagée par ses adversaires républicains, avec au moins une égale ferveur. Chaque parti est ainsi persuadé que la vérité de la Raison est sienne et que leur "réponse correcte", la seule à partir de laquelle pourra s'édifier une connaissance solide, une critique sûre et la capacité de juger justement. Ainsi, si les "vérités" sont différentes, le processus pour y accéder demeure essentiellement le même.

Et c'est peut-être là aussi que se trouve le fossé le plus large entre l'ancien royalisme restaurateur du XIX^e siècle et le néo-monarchisme maurrasien qui place la raison au coeur de la justification de sa politique plutôt que d'avoir recours à l'ancien droit divin accordé au surnaturel. On a dit que Maurras était athée et Bainville agnostique. Le premier se serait converti seulement à l'heure de sa mort tandis que le second n'aurait jamais écarté ses doutes, même sur la fin ultime et douloureuse de son existence (81). C'est que l'Evangile, pour Maurras, c'est celle élaborée par Auguste Comte. On ne soulignera jamais assez la permanence des idées comtiennes dans le maurrassisme. En un siècle de bouleversements euphoriques ou nihilistes qui annonçait la mort de Dieu et où l'homme était définitivement livré à lui-même, Comte enseignait qu'il pouvait vivre sans Dieu, que la science "positive" pouvait pallier à sa soif de connaître et répondre là où régnait déjà depuis trois siècles, depuis le siècle des grands mystiques espagnols, "le silence de Dieu", ou, depuis le XVII^e siècle de Pascal et Racine, "le dieu caché". Ni les "causes premières", ni les "fins dernières" ne pouvaient s'imposer comme les seules problématiques contenant en elles-mêmes la question et la réponse de la vie humaine. La force avec laquelle l'homme pouvait

(80) E. Weber. op. cit. p. 572.

(81) Sur l'agnosticisme non-repentant de Bainville à l'heure de sa mort, voir W. Keylor. op. cit. p. 311.

désormais surpasser ses limites externes lui apparaissait comme provenant de l'intérieur de lui-même, plus particulièrement de sa faculté de raisonner:

Science positive, philosophie et politique (ou morale) positive, cela veut dire simplement -- et Comte le répète inlassablement -- une science, une philosophie, une morale et une politique qui s'interdisent toute interrogation illusoire sur les causes premières et les fins dernières, qui excluent absolument toute transcendance, qui ne progressent à tout instant que par des résultats objectivement prouvables -- donc qui s'imposent non par quelques recours extérieur (force ou croyance), mais, dans la liberté absolue, par la seule force de l'évidence, de la raison et de l'expérience.
(82)

Et que de meilleures évidences peut-on trouver en dehors des "faits"? C'est cette leçon qui persistera dans l'univers mental des bainvilliens alors que tout le reste du grand espoir mis dans la science aura disparu. Cette leçon leurs fournissait un modèle de réconciliation entre l'absolu recherche de l'objectivité pure -- par quelques moyens que ce soit, honnêteté ou méthodes --, et la tendance conservatrice, traditionaliste et classiciste. Même s'il y avait un profond sentiment mystique de la science chez Comte qui n'était pas étranger au romantisme du début du XIX^e siècle, les maurrassiens ont accepté et développé, contrairement à l'échec du "positivisme méthodologique" dans un projet scientifique de l'écriture de l'histoire, un "positivisme politique" qui est devenu la marque de fabrique des articles de Bainville. Ils en ont même fait une règle de leurs relations avec LE politique, une règle si efficace par ses résultats qu'elle est à l'origine de la solidité d'une idéologie qui dure d'une certaine façon même encore aujourd'hui. Il n'y a qu'à lire ce passage d'Emmanuel Beau de Loménie publié le 7 janvier 1938 dans "Je suis partout" suite à l'excommunication royale de 1937 contre l'Action Française par le comte de Paris pour mesurer la force de cet apport de Comte dans la tradition maurrassienne:

L'état des discussions, les données de l'expérience, ses confirmations régulières nous confèrent donc le droit absolu

(82) C. Nicolet. op. cit. p. 189.

d'appeler l'objet de notre enseignement la vérité politique -- comme le quid inconcussum de l'Histoire et de la Raison. Dans ces conditions, comment voulez-vous qu'une épreuve quelconque puisse jamais mordre sur nous. (83)

Et comme Weber le rapporte plus loin, cette présence de Comte dans la sensibilité politique des maurrassiens ne sera jamais un legs des années d'écoles au contraire, le mûrissement du groupe aura pour effet d'accentuer la présence de la pensée comtienne, allant même jusqu'à remplacer l'activisme des premières années dans le catéchisme politique de l'Action Française:

...l'activisme des débuts de l'Action Française se trouva bientôt remplacé par une théorie plus cohérente de l'auto-rité fondée sur l'histoire, l'analyse du passé donnant naissance à une critique du présent et à la prescription pour l'avenir de la France. (84)

En définitive, la pensée comtienne sera la seule à franchir avec succès toutes les épreuves qui confrèrent l'histoire de l'Action Française. Ni la science, ni la fidélité de l'Eglise catholique, ni le soutien des prétendants, ni la poussée des mouvements populaires de droite des années '30, ni la possibilité de parvenir au monarchisme par la démocratie, rien de tout cela n'aura résister à l'avalanche de désillusions qui s'abattit sur les maurrassiens. Rien que la "politique positive" de Comte qui resta fidèle aux attentes du groupe.

Quoi qu'il en soit, comment considérer la pensée bainvillienne en dehors de toute la tradition intellectuelle française? Même Comte ne peut être considéré comme une limite antérieure. Si ces auteurs sont impitoyables pour Rousseau et la plupart des philosophes du "Siècle des Lumières", ils ne méprisent pas un Voltaire auquel on n'hésite pas à comparer l'aussi sagace bien que moins ironique Bainville. Contrairement à Rousseau, le pros- crit, Voltaire est un modèle pour les bainvilliens:

(83) E. Beau de Loménie, cité in E. Weber. op. cit. p. 450.

(84) E. Weber. ibid. p. 580.

Il me faut, en terminant, m'accuser d'un gros larcin: j'ai volé le titre de ce livre à un vieil auteur qui écrivit, il y a plus de cent cinquante ans, un Précis de Louis XV: à M. de Voltaire lui-même. S'il est permis de prendre son bien où on le trouve, on voudra bien reconnaître que je ne pouvais le prendre à meilleur endroit. (S.L.XV:11-12)

Il y aura, bien sûr, la tendance ropsienne qui rejettera toute référence à Voltaire pour remonter, dans le temps, à Bossuet, mais c'est plutôt là une exception, bien que non négligeable considérant le succès d'après-guerre des livres de Daniel-Rops qui consacre en même temps le non renouvellement de la pensée de Bainville à l'intérieur de la tendance bainvillienne.

Mais l'on peut remonter plus loin encore, avec Colette Beaune, et trouver dans l'historiographie médiévale des préoccupations qui seront encore celles de Bainville pour son Histoire de France:

La nation, comme tout homme, a besoin de racines. Seul ce qui a été a valeur de référence. Le passé est clair, connu, articulé logiquement, il a le poids de l'être, il rassure et il enseigne. C'est un ensemble d'exemples moraux propres à guider l'action des générations présentes. (85)

Alors l'historiographie bainvillienne apparaîtra comme une étape conséquente, inscrite dans le développement à long terme de la conscience historique française, quelque chose qui dépasse, en arrière, dans l'apprentissage des Français dans leur prise de possession de leur histoire; quelque chose qui se poursuit, en avant, dans le développement ultérieur de l'historiographie française du deuxième vingtième siècle.

II.9 La diffusion de l'historiographie bainvillienne.

L'engagement pédagogique est l'une des préoccupations premières de l'Action Française depuis sa formation au début du siècle. L'Institut d'Action Française donne des cours d'histoire qu'animent Funck-Brentano et Pierre

(85) C. Beaune. op. cit. p. 15.

Gaxotte tandis que les livres de Maurras inondent le marché. Au quotidien "l'Action française" s'ajoutent des revues littéraires et politiques : "La Revue universelle" (fondée en 1920) dirigée par Bainville, qui publie Le Siècle de Louis XV en feuilletons; "Candida" (fondé en 1924); "Je suis partout" (fondé en 1930) dirigé d'abord par Gaxotte puis remplacé par Brailsach lorsque la droite se radicalise. Toutes ces publications parlent d'histoire et se vent de tremplin publicitaire à l'historiographie bainvillienne (86).

En fait, l'histoire tient une place privilégiée dans l'univers des connaissances. Dès 1905, avec la tentative de récupérer Fustel de Coulanges pour des objectifs partisans, l'histoire est apparue comme la littérature pouvant fournir les arguments indéfectibles à la thèse politique. La création du prix Fustel décerné à un jeune historien (Eugène Cavaignac, le futur auteur de Sparte en fut un jeune récipiendaire avant la Guerre de '14) complète le coup d'éclat manqué de 1905. En 1909, un autre incident peu glorieux est lié à la connaissance de l'histoire. Les camelots du roi chahutent les cours de l'historien François Thalamas qui a osé parler "en mal" de Jeanne d'Arc. A cette même époque, note Eugen Weber, l'école des Chartes fournissait un bon contingent de membres à l'Action Française.

L'histoire apparaît surtout comme le fer de lance de l'éducation. Ainsi Pujo, l'un des fondateurs de l'Action Française, aux lendemains de l'armistice de 1918 et en vue de réinsérer l'Alsace-Lorraine...

...soutenait qu'étant donné la vaste majorité des Alsaciens qui ne savaient que l'Allemand, des pressions malencontreuses ne feraient que les indisposer. On devait leur enseigner non pas la grammaire française, mais l'histoire et la culture françaises, même si l'on était obligé de le faire en allemand. (87)

Une telle position, dans un ensemble de stratégies global du maurrassisme

(86) Voir S. Wilson. "A View of the Past: Action Française Historiography and its Socio-Political Function", Historical Journal, XIX (1976) p. 135.

(87) E. Weber. op. cit. p. 215 n. h.

en est venue à envahir toute la pensée. Pour Weber, à la longue, le maur-rassisme est devenu "une interprétation de l'histoire, non une base pour l'action politique" (88). Appelée à la rescousse de la politique, l'histoi-re s'est faite "obstétrique" et Maurras agit "en accoucheur de l'histoire". Le résultat sera différent : histoire et politique se neutraliseront, et alors que Maurras n'aura plus produit rien de vraiment original depuis son Enquête sur la monarchie, l'historiographie bainvillienne progressera au point de devenir la dernière et peut-être la meilleure participation du maur-rassisme à la vie intellectuelle française.

Le soutien d'un éditeur comme Fayard ne gêne pas non plus, surtout que de père en fils, les Fayard partagent les mêmes options conservatrices, traditionalistes, anti-démocratiques et nationalistes. Détenteurs d'une "écurie" littéraire prestigieuse, ils n'hésitent pas à mettre tout l'effort voulu pour en arriver à des succès de librairie. Comment évaluer maintenant l'ampleur de la diffusion de l'historiographie bainvillienne? Théodore Zel-din, qui l'a fait pour son Histoire des passions françaises, a consulté les archives Fayard. La première mise en garde qu'il nous adresse concerne une pratique, courante à l'époque, de gonfler les chiffres d'éditions et de ven-tes d'exemplaires afin de stimuler la vente. Un livre rendu à sa trois-cen-tième édition doit être un livre lu par tout le monde. Cette technique de "marketing", vieille comme le monde, ne doit pas être sans efficacité! Mais elle nous égare lorsqu'il s'agit de savoir exactement le nombre de tirages d'un livre, le nombre de copies vendues, le nombre de rééditions subséquen-tes, etc.:

Bien qu'en temps normal les livres d'histoire se vendissent peu, l'histoire fût néanmoins l'un des sujets les plus popu-laires au cours de cette période, pourvu qu'elle fût écrite d'une manière appropriée.. Naturellement, l'un des moyens d'inciter les gens à acheter un livre était de faire croire

(88) E. Weber. ibid. p. 635.

que tout un chacun l'avait déjà acheté. La coutume voulait que le nombre d'exemplaires vendus figurât sur la couverture, par exemple 50^e mille. On savait généralement dans le milieu du livre qu'il ne fallait pas prendre ces chiffres au pied de la lettre. La pratique de Fayard était de donner un chiffre représentant exactement le double du chiffre réel, mais de nombreuses maisons d'édition donnaient le quadruple, si bien que 1,000 voulait dire en fait 250. (89)

Quoi qu'il en soit, les livres d'histoire semblent bien se vendre durant cette période pessimiste et confuse de l'Entre-deux-Guerres, et la diffusion des publications ne manque pas de déploiement.

Nous obtenons, chez Loubert del Bayle, une confirmation de cet intérêt pour le "récit vécu" au cours des années '30. La montée des crises économiques, politiques, diplomatiques, morales et culturelles a été un facteur déterminant dans un refus du romanesque pour scruter l'historique en un temps où la catastrophe apparaît de plus en plus inévitable:

Ce trouble trouva un écho immédiatement perceptible dans la vie littéraire, pour laquelle ces années furent des années charnières caractérisées par le déclin de la littérature de dilettantisme et de divertissement qui avait triomphé au cours de l'après-guerre au profit d'une littérature de témoignage. L'euphorie des années '20 avait favorisé le succès d'oeuvres de dépaysement, d'introspection psychologique, de spéculation métaphysique et d'évasion poétique. L'inquiétude et la fièvre des années '30 provoque un retour de l'esprit à l'histoire, une réflexion tournée vers le concret et le social, une pensée plus objective et plus grave. (90)

Dans ce contexte, le rayonnement de la diffusion de l'historiographie bainvillienne n'en sera que plus facilitée. Son impact restera par contre toujours plus difficile à mesurer. Il y a des témoignages littéraires remplis d'impressions générales et personnelles plutôt que d'inventaires détaillés. A ce niveau, Le temps de l'histoire de Philippe Ariès, paru aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, nous révèle des impressions intéressantes:

(89) T. Zeldin. Histoire des passions françaises t. 3: Goût et corruption, Paris, Seuil, col. "Points-Histoire" # H53, 1979, p. 47-48.

(90) J.-L. Loubet del Bayle. op. cit. p. 22.

Les livres de Bainville, en particulier son Histoire de France, furent un des grands succès de librairie, comparable à celui des romans en vogue. Je ne pense pas qu'avant le Louis XIV de Louis Bertrand et les livres de Bainville, des ouvrages sérieux d'histoire aient jamais connu un écoulement aussi facile. Tout un public s'ouvrait à l'Histoire qui n'était pas le public traditionnel des mémoires, ou des grandes séries à la manière de Thiers, de Sorel, c'est-à-dire des historiens libéraux non universitaires, car l'Université resta longtemps confinée dans sa clientèle particulière d'érudits. (91)

Pour Ariès, ce succès de la "vulgarisation historique" est incontestablement un phénomène sociologique, ainsi:

Le succès de la vulgarisation historique, et d'une vulgarisation historique dirigée et réglée, ne peut être négligé. Il témoigne d'une tendance particulière parmi le public qui lit, et cette tendance constitue un fait sociologique important. A quoi correspond la naissance de ce nouveau genre? Pourquoi a-t-il surgi dans l'intervalle entre les deux dernières guerres? Son apparition marque le moment où l'histoire non érudite a cessé d'être réservée à quelques amateurs : magistrats, officiers, retraités, propriétaires aux longs loisirs, qui continuaient les bourgeois éclairés du XVIII^e siècle, pour atteindre tout le public des honnêtes gens. (92)

Enfin, il est le premier à reconnaître que l'extension de la diffusion de l'historiographie bainvillienne dépasse les milieux monarchistes pour déborder dans des partis ou mouvements de gauche sensibles à l'interprétation nationaliste de l'histoire ou aux "lois" scientifiques dégagées par Bainville (93).

Une autre façon de mesurer l'extension de l'historiographie bainvillienne, c'est d'utiliser avec circonspection les chiffres rapportés par Gaxotte, Weber et Zeldin. Gaxotte a fourni à Eugen Weber et à Jean Montador certains chiffres concernant les livres de Bainville. Ainsi, l'Histoire de deux peuples aurait vendu 90,000 exemplaires en 1960 (94). Plus loin, rapportant les chiffres de Gaxotte datant du début de 1961, ce nombre est

(91) P. Ariès. op. cit. p. 30.

(92) P. Ariès. ibid. p. 32-33.

(93) P. Ariès. ibid. p. 50.

(94) E. Weber. op. cit. p. 119.

ramené à 88,000. L'Histoire de trois générations est de 60,000 exemplaires vendus et l'Histoire de France de 340,000 exemplaires (95). L'histoire de La Troisième République est évaluée à 100,000 exemplaires et Napoléon a 180,000 (96).

Théodore Zeldin a sorti des chiffres plus dispersés mais plus significatifs sur l'ensemble de la production bainvillienne. Ainsi, il estime à 72,000 exemplaires vendus à sa parution, en 1932, du Roi de Rome d'Octave Aubry (97). Concernant les livres de Bainville, les chiffres rapportés sont plus rapprochés de leur époque de parution, mais divergent sensiblement de ceux fournis plus haut par Gaxotte, ainsi l'Histoire de France aurait vendu 22,000 exemplaires en 1924, "épuisé immédiatement et rééditée cinq fois la même année, ce qui représentait au total une vente de 77,000 exemplaires" (98), et est rééditée chaque année avec des "tirages particulièrement forts" en 1941 : 40,000; 1946 : 30,000 et en 1969, elle s'était vendue à 303,000 exemplaires. Son Napoléon (1931) s'est vendu à 55,000 exemplaires dès la première année et, en 1968, avait écoulé 197,700 exemplaires. Enfin, sa Troisième République (1935) atteignait 64,000 exemplaires vendus en 1941 et 100,000 en 1960. Concernant les oeuvres de Louis Bertrand, son Louis XIV s'était vendu à 75,000 exemplaires entre 1923, date de sa parution et 1949. En 1956, l'Histoire d'Espagne (1932) avait vendu 36,000 exemplaires, "c'est-à-dire exactement autant qu'une biographie de l'Impératrice Eugénie et moitié moins qu'une biographie du Roi de Rome et une autre de saint Augustin".

(95) J. Montador. op. cit. p. 97. Dans un appendice de son ouvrage, W. Keylor présente un tableau des trois principaux volumes de Bainville (Histoire de France, Napoléon et La Troisième République) où il rapporte le nombre de copies imprimées pour chaque année depuis la parution. La différence entre copie imprimée et copie vendue explique la variation avec les chiffres rapportés par Zeldin. op. cit. pp. 327-328.

(96) E. Weber. op. cit. p. 310 n. a.

(97) Zeldin ne mentionne pas l'auteur de ce Roi de Rome, mais la date de 1932 concorde avec celle de la parution de celui d'Aubry.

(98) T. Zeldin. op. cit. p. 47.

Pour sa part, L'Ancien Régime de Funck-Brentano, tiré à 1,100 exemplaires dans les trois mois de sa parution, est épuisé et réédité deux fois la même année; en 1942, il atteint les 42,000 exemplaires vendus!

Les livres de Gaxotte se révèlent aussi être des succès : sa Révolution française (1928) se vend à 40,000 exemplaires la première année et atteint 124,000 exemplaires au total en 1970 tandis que son Frédéric II (1938) s'était déjà vendu à 44,000 exemplaires en 1941. Par contre, en ce qui concerne les histoires de nations étrangères, le succès est moins évident:

Ou peut-être était-ce que les Français s'intéressaient plus à leur propre histoire qu'à celle des étrangers. Maurois avait prouvé que l'Angleterre, sous la plume d'un écrivain disert, était un sujet de grand public, mais l'Histoire des Etats-Unis de Firmin Roz (1930) s'était vendu à 25,000 exemplaires seulement de sa parution à 1943, et à 41,000 à peine en 1956. (99)

Beaucoup de ces chiffres sont considérés comme parmi les plus forts tirages vendus de livres d'histoire en France. C'est que, comme le reconnaissent aussi bien Zeldin que Coutau-Bégarie, les livres d'histoire, surtout lorsqu'ils sont bien faits, ne se prêtent pas toujours à une consommation de masse. Même le grand succès de librairie en histoire au cours de ces dernières années, le Montaillou, village occitan de E. Le Roy Ladurie, a dépassé en quelques années les 150,000 exemplaires, "tirage fabuleux pour un livre de taille respectable et de lecture ardue" (100). A proportion comparable, c'est même plus que l'Histoire de France de Bainville, mais c'est un cas exceptionnel dans l'ensemble de la production des Annales. Le Napoléon de Bainville est déjà un succès avantageusement comparable à ce Montaillou, par contre, le Louis XIV de Bertrand, L'Ancien Régime de Funck-Brentano et même La Révolution française de Gaxotte demeurent inférieurs aux chiffres

(99) T. Zeldin. ibid. p. 48.

(100) H. Coutau-Bégarie. op. cit. p. 16.

du Montaillou, mais tout succès se doit d'être relativisé par la capacité de diffusion de son époque.

Malgré ce que dit Zeldin à propos de la façon dont les éditeurs patentent leurs nombres d'éditions et de tirages, nous pouvons accorder une proportion constante aux chiffres rapportés par les catalogues de la collection des Grandes Etudes historiques. Celui de 1938 et ceux de 1947, 1948 et 1949 vont nous permettre de mesurer, à dix années de distance, la progression de chaque titre paru avant 1948. Dans la "Chronologie" de la page 153, nous avons retenu l'année de la parution, les chiffres d'éditions successives des titres de la collection tels que révélés par les catalogues de 1938 et 1949 (complétés par ceux des catalogues de 1947 et 1948 pour certains titres disparus alors). Nous pouvons, par cette comparaison, relever les titres à succès et ceux dont le destin a été plutôt bref ou lent. Nous obtenons ainsi de véritables "moments Bainville", c'est-à-dire des moments où non seulement on se trouve en face d'un "best-seller" de la collection, mais un moment où l'impact de la connaissance sur la conscience historique française peut être enregistré par le nombre de titres vendus ou par la production à répétition de plusieurs titres pour une même année, dans la même collection.

En 1938, les grands "moments Bainville" avaient été, si l'on se fie au nombre d'éditions enregistrées, l'Histoire de France et le Napoléon de Bainville, l'Histoire d'Angleterre de Maurois, Le Roi de Rome d'Aubry, le Louis XIV DE Bertrand et La Révolution française de Gaxotte. La réédition de l'Histoire de deux peuples et La Troisième République ainsi que Le Siècle de Louis XV de Gaxotte sont en passe de devenir, à leur tour, des "best-sellers" de la collection. A l'opposé, Le Tsar Nicolas II et la révolution de Jacoby, 1848 et la Seconde République de Bertaut, Français et Allemands

parution	auteur	titre	nombre d'éditions	
			catalogue 1938	catalogue 1949
1915-33	Bainville	Histoire de deux peuples	94 ^e	168 ^e
1918-34	Bainville	Histoire de trois générations	54 ^e	98 ^e
1923	Bertrand	Louis XIV	119 ^e	179 ^e
1924	Bainville	Histoire de France	288 ^e	498 ^e
1925	Bonnefon	Histoire d'Allemagne	46 ^e	disparu
1925	Vaissière	Henri IV	36 ^e	62 ^e
1926	Funck-Brentano	L'Ancien Régime	58 ^e	84 ^e
1928	Gaxotte	La Révolution française	110 ^e	180 ^e
1929	Brian-Chaninov	Histoire de Russie	26 ^e	disparu
1930	Reynaud	Français et Allemands	18 ^e	disparu
1930	Roux	La Restauration	28 ^e	disparu
1930	Mermeix	Histoire romaine	31 ^e	disparu
1930	Roz	Histoire des Etats-Unis	28 ^e	70 ^e
1931	Bainville	Napoléon	202 ^e	321 ^e
1931	Jacoby	Le Tsar Nicolas II et la Révolution	14 ^e	disparu
1932	Aubry	Le Roi de Rome	162 ^e	239 ^e
1932	Bailly	Jules César	26 ^e	44 ^e
1932	Bertrand	Histoire d'Espagne	42 ^e	72 ^e
1933	Gaxotte	Le Siècle de Louis XV	90 ^e	140 ^e
1934	Bailly	Richelieu	42 ^e	98 ^e
1934	Daye	Léopold II	27 ^e	disparu
1935	Bainville	La Troisième République	94 ^e	158 ^e
1935	Bailly	Mazarin	34 ^e	76 ^e
1935	Funck-Brentano	La Renaissance	40 ^e	72 ^e
1936	Bailly	Louis XI	60 ^e	93 ^e
1936	Cohen	Athènes	21 ^e	disparu
1937	Maurois	Histoire d'Angleterre	169 ^e	278 ^e
1937	Bertaut	1848 et la Seconde République	16 ^e	48 ^e
1938	Gaxotte	Frédéric II	--	95 ^e
1938	Lucas-Dubreton	Louis-Philippe	--	52 ^e
1938	Aubry	Le Second Empire	--	76 ^e
1939	Bailly	Byzance	--	64 ^e
1940	Muret	Guillaume II	--	29 ^e
1940	Rumilly	Histoire de la province de Québec I	--	46 ^e
1941	Chastenet	William Pitt	--	46 ^e
1941	Lucas-Dubreton	Le maréchal Ney	--	345 ^e
1943	Daniel-Rops	Histoire Sainte	--	35 ^e
1945	Calmette	Charles V	--	34 ^e
1945	Gignoux	Turgot	--	388 ^e
1945	Daniel-Rops	Jésus en son temps	--	31 ^e
1945	Chastenet	Wellington	--	47 ^e
1945	Saint-Aulaire	François-Joseph	--	33 ^e
1946	Lucas-Dubreton	Napoléon devant l'Espagne	--	25 ^e
1946	Bailly	La Sérénissime République de Venise	--	25 ^e
1947	Pange	L'Allemagne 1789-1945	--	25 ^e
1948	Lucas-Dubreton	Aspects de monsieur Thiers	--	25 ^e
1948	Cavaignac	Sparte	--	25 ^e
1948	Daniel-Rops	L'Eglise des Apôtres et des Martyrs	--	166 ^e

(* d'après le catalogue de 1947, disparus dans celui de 1948)

de Reynaud et l'Athènes de Cohen sont les titres dont les rééditions se font attendre. L'Histoire d'Allemagne de Bonnefon, le Henri IV de Vaissière, l'Histoire de Russie de Brian-Chaninov ne se présentent pas, non plus, en considérant le temps qui sépare la première édition de l'année 1938, comme devant être de grands succès. Cela se trouve-t-il confirmé par le catalogue de 1949?

Les chiffres de 1949 confirment les succès déjà remarqués en 1938 : l'Histoire de France, le Napoléon, l'Histoire d'Angleterre, Le Roi de Rome, La Révolution française (qui a dépassé le Louis XIV) puis l'Histoire de deux peuples, La Troisième République et Le Siècle de Louis XV, mais tous ces titres, à l'exception de La France de Bainville, ont vu leurs tirages dépassés par ceux des livres de Daniel-Rops. A l'opposé, les titres disparus sont nombreux : l'Histoire d'Allemagne de Bonnefon, l'Histoire de Russie de Brian-Chaninov, Français et Allemands de Reynaud, La Restauration du marquis de Roux, l'Histoire romaine de Mermeix, Le Tsar Nicolas II et la révolution de Jacoby, le Léopold II de Daye et l'Athènes de Cohen. D'autres titres sont disparus en 1947 : le Henri IV de Vaissière, l'Histoire d'Espagne de Bertrand et le Guillaume II de Muret. Par contre, d'autres titres végètent l'Histoire de trois générations de Bainville, L'Ancien Régime de Funck-Brenzano, l'Histoire des Etats-Unis de Rcz. De plus, si le frédéric II de Gaxotte et Le Second Empire d'Aubry sont des succès certains de la décennie 1935-1945, la plupart des autres titres ont une progression moindre que les titres parus entre 1923 et 1935, à l'exception peut-être du François-Joseph du comte de Saint-Aulaire. Au Québec, la proportion du succès des premiers tomes de l'Histoire de la province de Québec de Rumilly est comparable favorablement à celle des meilleurs titres de la collection en France.

Autres grands "moments Bainville" sont certaines années privilégiées

où la collection lance plusieurs titres. Le "moment Bainville" par excellence serait l'année 1945 avec la publication de cinq titres : le Charles V de Calmette, le Turgot de Gignoux, Jésus en son temps de Daniel-Rops, le Wellington de Chastenet et le François-Joseph du comte de Saint-Aulaire, tous écrits en temps de guerre et probablement retenus par l'éditeur durant les pires moments de la disette du papier (101). Autre "moment Bainville", celui-là produit de la lancée de la collection, en 1930, avec la parution de quatre titres : Français et Allemands de Louis Reynaud, La Restauration du marquis de Roux, l'Histoire romaine de Mermeix et l'Histoire des Etats-Unis de Firmin Roz, leur particularité : ils n'eurent pas un succès aussi prestigieux que bien d'autres titres de la collection. D'autres années sont également riches en nombres de publications nouvelles : 1932, 1935, 1938 et 1948 avec trois titres; 1925, 1931, 1934, 1936, 1937, 1940, 1941 et 1946 avec deux titres chacune (102).

(101) Il est intéressant de noter qu'il s'agit là de cinq biographies et de personnages très variés : un roi, un ministre des finances, un charpentier divinisé, un commandant militaire et homme politique, enfin un empereur. Qu'ont elles en commun ces biographies; quel message bainvillien pourraient-elles vouloir transmettre à leurs lecteurs? Un sentiment profond peut agir comme dénominateur commun à tous ces noms et dans le contexte de la défaite de 1940 et de l'occupation : l'espoir. Non pas un message de "résistance" (il n'y a ni Jeanne d'Arc ni Histoire des Communards), mais des porteurs d'espoirs d'un relèvement prochain, artisans d'un travail à long terme, bien dans l'esprit du maurrassisme de Vichy : Charles V, le relèvement national; Turgot, le relèvement financier; Jésus, le relèvement spirituel et moral; Wellington, le relèvement militaire et François-Joseph, le relèvement de l'ordre et de l'autorité dynastique. De même, Charles V vit dans une France occupée à moitié par les Anglais; Jésus dans une Palestine occupée totalement par les romains hellénisés; Wellington dans une Angleterre menacée d'invasions et François-Joseph est issu de la résistance aux mouvements révolutionnaires et libéraux de 1848. La permanence des thèmes bainvilliens, subtilement, a délaissé les manifestes nationalistes pour prendre le maquis de la biographie d'individualités qui ont su faire face à une situation de crise qui n'est pas bien loin de celle dont souffre actuellement la France déchirée, occupée, soumise. C'est le cri étouffé des nationalistes sincères sous le coup du sort, un sort dont ils ne sont pas complètement innocents!

(102) La période marquée par l'épuration et le procès de Maurras ne semble pas avoir affecté la popularité de l'oeuvre bainvillienne selon W. Keylor : "The liberation of France and the advent of the Fourth Repu-

Maintenant que nous avons tracé les grands traits de l'histoire de l'historiographie bainvillienne, il est temps d'entrer dans l'analyse du livre fondateur et qui la symbolise le mieux, qui l'anime et l'oriente au cours des années suivantes, l'Histoire de France de Jacques Bainville et d'en découvrir les mécanismes profond liant la connaissance à la conscience historique française du milieu du XX^e siècle.

blic scarcely caused a decline in the popularity of Bainville's writings. On the contrary, since problems similar to those that had confronted France after the First World War emerged at the conclusion of the Second, many Frenchmen renewed their interest in his political wisdom. Over 50,000 copies of his Histoire de France and his Napoléon were printed in 1946 alone, and thousands more continued to roll off the Fayard presses during the remainder of the Fourth Republic." op. cit. p. 319.

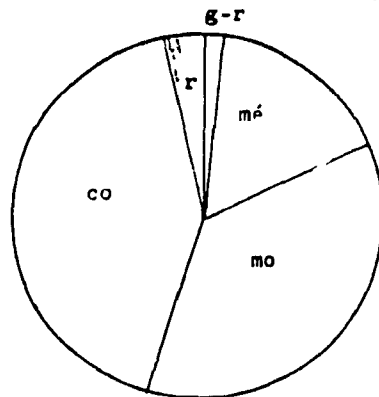
ANNEXE AUX PROLEGOMENES

Représentations des durées chronologiques couvertes par certaines études bainvilliennes.

- A - Histoire de France de Bainville.
- B - Histoire d'Allemagne de Bonnefon.
- C - Histoire d'Angleterre de Maurois.
- D - Histoire de Russie de Brian-Chaninov.
- E - Histoire des Etats-Unis de Firmin Roz.
- F - Histoire d'Espagne de Louis Bertrand.
- G - Histoire romaine de Mermeix.
- H - Byzance d'Auguste Bailly.
- I - Français et Allemands de Louis Reynaud.
- J - Les "Grandes Etudes Historiques" chez Fayard.

ANNEXE IREPRESENTATIONS DES DUREES CHRONOLOGIQUES
COUVERTES PAR CERTAINES ETUDES BAINVILLIENNES.

A-

HISTOIRE DE FRANCE
Bainville

g-r France gallo-romaine pp. 9 à 18 : 9 p. 1.8%.
 mé France médiévale pp. 19 à 103 : 84 p. 16.9%.
 mo France moderne (de Louis XI à la Révolution pp. 104 à 287 : 183 p. 36.9%.
 co France contemporaine pp. 288 à 495 : 207 p. 41.8%.

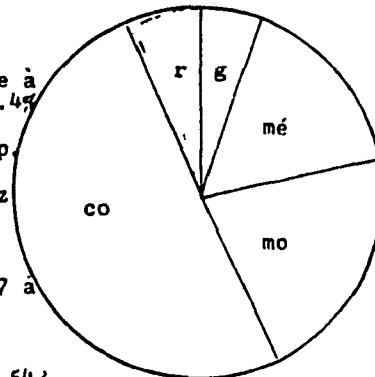
r pages résiduelles pp. 1 à 8 : 8 p. 1.6%.

total de pages : 495.

B-

HISTOIRE D'ALLEMAGNE
Bonnefon

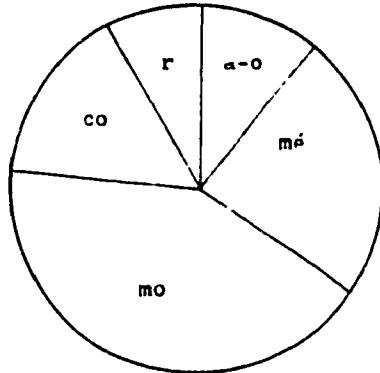
g Germanie pp. 13 à 42 : 29 p. 5.4%.
 mé Allemagne médiévale, de Charlemagne à la Réforme pp. 43 à 132 : 89 p. 16.4%.
 mo Allemagne moderne, de la Réforme à la Révolution pp. 133 à 249 : 116 p. 21.4%.
 co Allemagne contemporaine, du Vormärz à nos jours pp. 250 à 526 : 276 p. 51%.
 r pages résiduelles pp. 1 à 12 et 527 à 542 : 27 p. 5%.



total de pages : 542.

C-

HISTOIRE D'ANGLETERRE Maurois



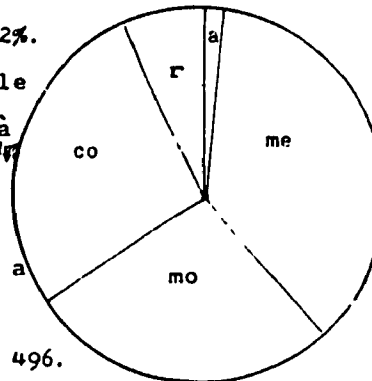
a-o Angleterre des origines à la conquête normande pp. 13 à 64 : 51 p. 10.2%.
 mé Angleterre médiévale, de la conquête normande à la Guerre des Deux Roses pp. 65 à 186 : 121 p. 24.2%.
 mo Angleterre moderne, de Henry VII à la Révolution industrielle pp. 187 à 398 : 211 p. 42.3%.
 co Angleterre contemporaine, depuis Waterloo pp. 399 à 478 : 79 p. 15.8%.
 r pages résiduelles pp. 1 à 12 et 479 à 498 : 31 p. 6.2%

total de pages : 498.

D-

HISTOIRE DE RUSSIE Brian-Chaninov

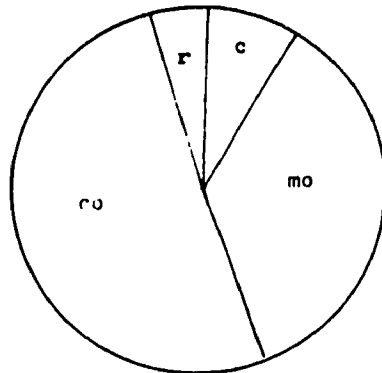
a Russie ancienne pp. 11 à 20 : 9 p. 2%.
 mé Russie médiévale, de Kiev à Pierre le Grand pp. 21 à 205 : 184 p. 37%.
 mo Russie moderne, de Pierre le Grand à Paul III pp. 206 à 342 : 136 p. 27.4%.
 co Russie contemporaine, depuis Alexandre I^{er} pp. 343 à 482 : 139 p. 28%.
 r pages résiduelles pp. 1 à 10 et 483 à 496 : 23 p. 4.6%.



total de pages : 496.

E-

HISTOIRE DES ETATS-UNIS
Firmin Roz



c Periode coloniale pp. 13 à 53 : 40 p. 8.4%.
 mo De la guerre d'Independance à la Guerre de Sécession pp. 54 à 223 : 169 p. 35.6%
 co De la Guerre de Secession à nos jours (présidence d'Hoover) pp. 224 à 470 : 246 p. 51.7%.

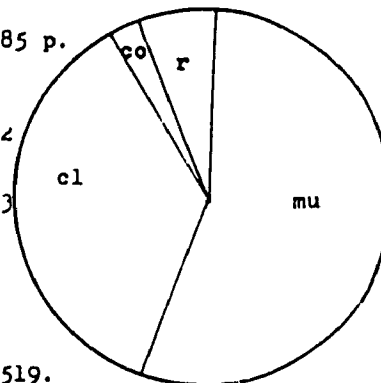
r pages résiduelles pp. 5 à 12 et 471 à 475 : 11 p. 2.3%.

total de pages : 475.

F-

HISTOIRE D'ESPAGNE
Louis Bertrand

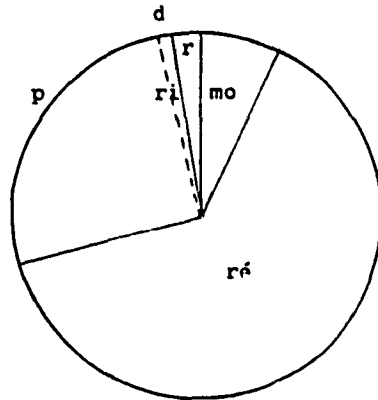
mu Espagne musulmane pp. 23 à 308 : 285 p. 54.9%.
 cl Espagne classique pp. 309 à 498 : 189 p. 36.4%.
 co Espagne contemporaine pp. 499 à 512 : 13 p. 2.5%.
 r pages résiduelles pp. 1 à 22 et 513 à 519 : 28 p. 5.3%.



total de pages : 519.

G-

HISTOIRE ROMAINE

Mermeix

mo Rome monarchique et étrusque pp. 5 à 56 : 51 p. 7%.

ré Rome républicaine pp. 57 à 524 : 467 p. 64.4%.

ri Rome impériale pp. 525 à 722 : 197 p. 27.1%.

p Principat pp. 525 à 718 : 188 p. 26%.

d Dominat pp. 713 à 722 : 9 p. 1.2%.

r pages résiduelles.

total de pages : 725.

H-

BYZANCE

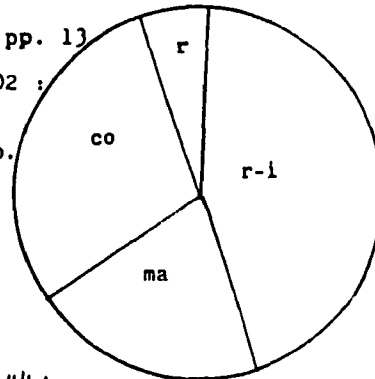
Auguste Bailly

r-i Dynasties romaines et isauriennes pp. 13 à 210 : 1975 p. 44.6%.

ma dynastie macédonienne pp. 211 à 302 : 91 p. 20.6%.

co dynasties de la décadence, depuis les Comnènes pp. 303 à 430 : 127 p. 28.7%.

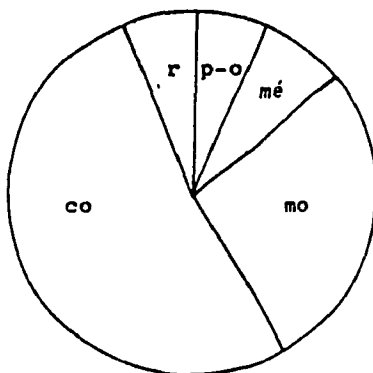
r pages résiduelles 1 à 12 et 431 à 442 : 24 p. 5.4%.



total de pages : 442.

I-

FRANCAIS ET ALLEMANDS
Louis Reynaud



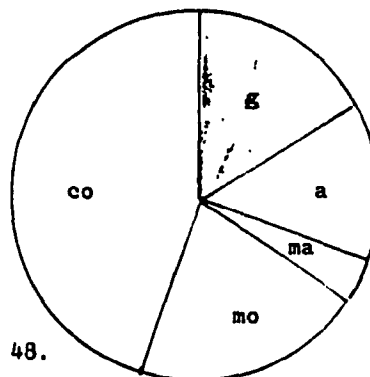
p-o Peuples originaux pp. 7 à 30 : 23 p
 5.9%
 mé Moyen Age : pp. 31 à 61 : 30 p. 7.7
 mo De la Réforme au Romantisme pp. 62
 169 : 107 p. 27.6%
 co Depuis le Romantisme pp. 170 à 369
 199 p. 51.4%
 r pages résiduelles pp. 1 à 5 et 370
 387 : 22 p. 5.6%

total de pages : 387.

J

LES "GRANDES ETUDES HISTORIQUES"

g Livres d'histoire générale : 8
 (16.6%).
 a Livres sur l'Antiquité : 7
 (14.5%).
 ma Livres sur le Moyen Age : 2
 (4.7%)
 mo Livres sur les Temps modernes :
 10 (20.8%).
 co Livres sur la Période contempo-
 raine : 21 (43.7%).



Total des livres : 48.

PREMIERE PARTIE

L'HISTORICITE

Les choses qu'on dit comptent surtout par la manière dont on les dit.

JACQUES BAINVILLE

Que l'historiographie, parce qu'activité mentale de l'Homme s'élabore, dans une première phase, au niveau de l'imaginaire, il n'y a pas là de quoi s'offusquer. Connaissance et conscience historique s'alimentent réciproquement. Aussi, il est normal que la première hypothèse que nous puissions supposer est que cette conscience historique est une conscience collective. Hypothèse qui se manifestait déjà chez les premiers sociologues "scientifiques" de la fin du XIX^e siècle. Henri Berr, philosophe plus qu'historien, dans son manifeste sur La synthèse en histoire, soulignait cependant que cette hypothèse était loin de faire l'unanimité:

Que la société soit une réalité objective, c'est-à-dire quelque chose d'autre que la somme des unités qui la composent, voilà qui n'est pas trop contesté; mais qu'elle soit une réalité subjective, distincte des sujets individuels qui la constituent, qu'il y ait véritablement une "conscience sociale", voilà qui est accepté plus difficilement. (1)

Plus loin, il poursuivait ainsi:

Voyons ce qu'il y a de positif dans cette notion de conscience sociale : c'est, chez les individus, -- non pas l'effet d'une contrainte... -- mais le sentiment -- né de l'interattraction -- d'une solidarité avec des semblables; voilà ce qui a créé le groupe social, ce qui devait produire les institutions. Nous recueillons avec plaisir ces lignes d'un naturaliste (Fr. Picard) qui, après avoir étudié les sociétés animales, consacre un dernier chapitre à la société humaine : "la sociabilité, chez l'Homme, vient du de-dans de lui-même, non du dehors, et découle d'une tendance naturelle, l'interattraction, qui s'oppose à la contrainte artificielle... La société ne naît pas de la contrainte des lois qui n'a d'action que sur des êtres déjà préalablement sociaux". (2)

(1) H. Berr. op. cit. p. 163.

(2) H. Berr. ibid. p. 259.

Ce problème épineux n'est pas un problème scientifique mais bien plutôt philosophique et qui se ramène au jeu de l'oeuf et de la poule. Il est, d'abord, un réflexe anti-rousseauiste qui, à la tendance d'opposer sauvage et civilisé; nature et culture; liberté et contrat, en vient à établir un prolongement entre nature et société, celle-ci n'étant point imposée par l'adversité de celle-là, mais naissant, "naturellement", de l'intérieur de l'Homme.

Ici, la tendance manifeste du début du siècle à substituer le psychologique au métaphysique est bien évidente. Ce l'était aussi chez les agnostiques bianvilliens. D'ailleurs, Berr comme Bainville ne se rattachent-ils pas aux mêmes références? Les noms cités se répètent d'un auteur à l'autre : Tarde, Le Bon, Taine, Fustel... La conscience sociale, la conscience collective plutôt, pour la distinguer d'une connotation de conscience de classe que le terme Durkheimien a pris avec les années depuis sa création, est-elle une réalité subjective "scientifiquement" prouvable? C'est le but poursuivi encore par les travaux de la "nouvelle histoire" à travers une série de concepts toujours très flous de "mentalités" et de "sensibilités".

Acceptons donc cette idée de "réalité subjective" de la société et essayons de nous l'expliquer à partir de la "réalité subjective" individuelle, celle qu'un siècle d'études psychologiques nous a révélée. D'autant plus qu'il faut reconnaître que la conscience collective ne peut se manifester que par l'intermédiaire de la conscience individuelle puisque sans cela, il ne resterait plus à recourir qu'à des concepts purement métaphysiques comme ceux élaborés par la philosophie allemande du XIX^e siècle. Aussi, si la conscience individuelle est dotée avant tout d'un imaginaire actif, il n'y a pas de raison pour ne pas en trouver au niveau de la conscience collective.

Bruno Hébert, philosophe et historien québécois, qui a travaillé sur la fonction représentative de la commémoration au début du siècle, a élaboré une tripartition de l'activité consciente collective semblable à celle que nous retenons ici pour l'étude de l'historiographie, et là où il parle d'imagination, parlons d'imaginaire, pour lui:

Faculté radicale, l'imagination "ne différencie pas encore ce qui appartient au sensible et à l'intelligible, au percept et au concept, au domaine appréhensif et affectif" (J. Nault). Elle charroie un butin abondant, non encore trié par le sens critique qu'apporte la réflexion. Si les valences et les correspondances y sont multiples, les oppositions et les occasions de contradictions ne le sont pas moins. D'où l'importance du contrôle de la raison devant l'allégresse des trouvailles de la faculté onirique. A ce niveau, il serait désastreux de prendre du pré-reflexif pour de l'achevé. (3)

L'imagination est un concept qui s'identifie à un produit; celui de l'imaginaire à une activité, un processus, une mise en ordre "original" des images:

L'image, produit de l'imagination, est une vision concrète des choses qui ne convient qu'au particulier pourvu de caractères déjà perçus... La pure image -- celle qui, à l'abri des contingences, ne serait informée ni par l'intelligence, ni par la perception, n'existe pas... (4)

Mais ces images, pour être perçues, ne sont pas pour autant des reproductions. Les images agissent aussi sur le perceptif, le reprenant en main et créant des réalités nouvelles, bien différentes souvent des réalités externes, et que l'on peut, pour cette raison, qualifier de "poétiques" puisqu'elles naissent de l'activité de l'imaginaire bien avant d'être intégralement et objectivement analysées. Les images sont perpétuellement mobiles, s'associant et se dissociant de diverses manières. Elles se multiplient et se simplifient. Elles s'agitent, se chargent et se déchargent (d'affects et de valeurs, comme il sera montré plus tard), mais elles demeurent une matière brute sur laquelle travaille l'imaginaire et, même si nous devons reconnaître, avec la plupart des résultats de la psychologie sociale, que

(3) B. Hébert. Monuments et Patrie, Joliette, Editions Pleins Bords, 1980, p. 280.

(4) B. Hébert. ibid. p. 217-218.

le perceptif peut être lui-même dirigé et tronqué (5), les images sont la matière en deçà de laquelle rien n'existe dans la conscience humaine:

L'imagination est action imaginante, c'est ce sur quoi il faut insister. Précisons avec Bachelard que "s'il n'y a pas changement d'images, union inattendue des images, il n'y a pas imagination, il n'y a pas d'action imaginante. Si une image présente ne fait pas penser à une image absente, si une image occasionnelle ne détermine pas une prodigalité d'images aberrante, une explosions (sic!) d'images, il n'y a pas d'imagination, il n'y a pas d'action imaginante". (6)

N'est-ce pas là un acte de pure poésie où l'art et la science, l'expression et l'information sont inextricablement liées? Et lorsqu'une image présente fait penser à une image absente, lorsqu'elles se complètent et se chargent mutuellement, naissent alors les liens : l'imaginaire met en ordre des images qui seules ou statiques ne vaudraient guère mieux que l'absence d'images.

Cette mobilité des images et ce besoin de les ordonner ne sont pas des phénomènes incohérents et absurdes, ils sont la preuve de la présence de la conscience dès le début du processus mental. Les images bougent et s'ordonnent parce qu'il y a un besoin vital et essentiel de comprendre, et dans le cas de l'histoire et des sciences humaines, on ne peut qu'être d'accord lorsque Emery Neff écrit : "The highest step in human culture will be to comprehend humanity" (7). Neff saisit ici l'importance de l'imaginaire et de la construction poétique dans l'historiographie puisque les historiens les plus importants seront "those who represent the highest synthesis of literature with science and social consciousness" (8). L'action imaginante issue de l'activité de l'imaginaire dans la production de l'imagination, en ce qui concerne la connaissance historique est l'activité de synthèse

(5) Sur l'orientation donnée à la perception, voir pour un bref aperçu, W.-J.-M. Sprott. Psychologie sociale, Paris, Payot, col. "Bibliothèque scientifique", 1954, p. 148, et J. Stoetzel. La psychologie sociale, Paris, Flammarion, col. "Champs", # 65, 1978, 350 p.

(6) B. Hébert. op. cit. p. 228.

(7) E. Neff. The Poetry of History, New-York, Columbia University Press, 1947, p. 3.

(8) E. Neff. ibid. p. 4.

qui lie les différentes images fournies par l'information afin de les tirer du chaos d'où ne pourrait naître aucune connaissance ni s'éveiller aucune conscience. C'est en ce sens qu'il faut entendre la vieille maxime de Novalis: "Quand j'y réfléchis bien, il me semble que l'historien doit nécessairement être poète aussi, car seuls les poètes possèdent l'art de lier les événements avec suite" (9).

L'historicité traduit assez bien cette activité de l'imaginaire. Elle est une mise en ordre qui n'exclut pas la sensibilité, bien au contraire, mais qui s'oriente inmanquablement vers l'intelligible et la raison. Il y a poésie dans la mesure où l'historiographie crée sa propre matière sur laquelle elle va travailler. Car si les images lui sont fournies par les documents, c'est elle qui va donner une logique qui permettront à celles-ci de prendre le statut "d'événements". L'historicité est bien une "obscurité certitude" qui cherche sa logique éclairante.

Pourtant, le concept d'historicité a mis du temps à s'imposer à la philosophie de l'histoire:

Historicité : "notion nouvelle, introduite précisément par les philosophes, et ainsi définie par l'un d'eux (Gilbert Spire): "le sentiment de la présence au temps, une assumption subjective de l'histoire actuellement vécue ou revécue comme présente, une prise de conscience du sens et de la valeur affective, éthique et métaphysique de l'événement contemporain, de l'avenir prochain ou imminent, ou du passé vivant; c'est l'histoire qui me touche, avec laquelle je m'identifie, à laquelle je me sens participer ou que je fais". [...]

Dans un article des Cahiers internationaux de Sociologie IV, Histoire et historicité, M(ikel) Dufrenne remonte à Marx : il montre le lien qui existe entre la philosophie marxiste de l'histoire, "l'histoire comme histoire de l'avènement de l'homme", et la notion d'historicité, qui, chez les existentialistes, exprime "l'immanence de l'histoire à l'homme". Il suit chez Heidegger cette "force silencieuse du possible" qui est toute la réalité de la présence humaine et signale chez Jaspers "l'union du temps et de l'éternité" -- Jaspers, en effet, a écrit un livre Des origines et des fins de l'his-

(9) Novalis. Henri d'Afterdingen, cité in A. Besançon. Histoire et expérience du moi, Paris, Flammarion, coll. "Science", 1971, p. 100.

toire dont l'inspiration, de son propre aveu, se retrouve dans le chap. ix, "l'histoire de l'humanité", de son Introduction à la philosophie. Après un "schème" curieux de l'histoire universelle, il cherche le sens de l'histoire : il le trouve dans l'unité humaine, qui ne peut se conquérir qu'à partir des profondeurs de l'historicité. Et voici la dernière phrase de ce chapitre : "En assimilant l'histoire, nous passons au travers (?) et nous jetons l'ancre dans l'éternité". (10)

On peut facilement mesurer le degré d'évolution du concept lorsqu'on le compare à celui de Charles Morazé pour qui l'historicité est cette:

...obscur certitude des hommes qu'ils ne font qu'un, emportés qu'ils sont dans l'énorme flux du progrès qui les spécifie en les opposant. On sent bien que cette solidarité est liée à l'existence implicite, que chacun éprouve en soi, d'une certaine fonction commune à tous. Nous appelons historicité cette fonction. (11)

Conformément à notre schéma de la progression de la philosophie de l'histoire, entre la connaissance et la conscience historique (12), cette "certitude", bien qu' "obscur" se situe au point de départ de la question historique dans le champ de la conscience collective, ce qui entraîne la formulation d'une série de questions concernant l'origine, le comment et le pourquoi d'une telle "certitude" et qui doit trouver ses réponses en dehors de toute référence métaphysique. La connaissance historique s'impose dès lors comme la seule activité intellectuelle capable de satisfaire à ces questions et d'y répondre avec prétention à l'objectivité. A dire vrai, elle doit dissiper tout ce qu'il peut y avoir "d'obscur" autour de cette certitude et apporter la confirmation positive que les hommes "ne font qu'un" au-delà d'un vague sentiment d'appartenance ou d'opportunes réunions passagères. Une réalité bien

(10) H. Berr. op. cit. p. 276-277. La traduction de Jeanne Hersch de ce même passage de Jaspers rend, à mon avis, le point d'interrogation superflu : "En faisant de l'histoire notre bien puis en la transcendant, nous jetons l'ancre dans l'éternité". K. Jaspers. Introduction à la philosophie, Paris, U.G.E., col. "10/18" # 269, s.d., p. 115. A rapprocher ce passage de ce qu'écrivait R. Aron dans Dimensions de la conscience historique, supra p. 3-4.

(11) C. Morazé. op. cit. p. 328.

(12) Voir supra p. 25.

certaine supporte sentiment et opportunités et les enquêtes historiques doivent fournir les bases indiscutables sur lesquelles reposera désormais cette certitude. On voit dès lors que le projet d'une science de la société qui prouverait la volonté intérieure de chaque homme de s'unir en collectivité (Durkheim) est devenu le travail de l'histoire.

Mais il apparaît bien vite aussi que les ressources dépassent l'entendement. La cueillette des données, autant d'images qui se présentent à notre conscience, est tellement abondante et partielle à la fois qu'on ne peut espérer dégager quelque chose qui se donne comme une véritable "wie es eigentlich gewesen" (13), puisque toutes ces informations se rassemblent dans un magma incohérent de faits et de situations qui laissent l'historien devant la seule option de trier, de choisir les faits et de présupposer un récit qui en tiendra compte par un enchaînement logique, rationnel et, autant que possible, le plus conforme à ce qui a dû vraiment se passer. Une trame de fond, une ossature sur laquelle broder un récit et qui en assurera l'unité, aura également la vertu d'être une synthèse intelligible où l'exposé de l'information démontrera que l' "obscure certitude" est moins évidente, ou encore dont le sentiment est partagé entre plusieurs certitudes, l'effort doit être redoublé afin de fonder sur une évidence indiscutable ce qui avait été jusque-là instinctif et émotif. Que la solidarité est bien réelle, tellement réelle qu'elle est parfois considérée comme un déterminisme auquel on ne peut échapper. La synthèse intègre tous les membres de la société, quelles que soient leurs particularités vis-à-vis cette solidarité commune, et démontre, "preuve à l'appui", qu'au-delà des distinctions, cette certitude est vraiment celle qui nous unit et à laquelle nous devons tous nous rallier, sinon tout subordonner. La synthèse est l'abstraction intellectuelle de cette unité que les "faits", découverts ou révélés, confirment comme étant bien réelle.

(13) Selon la formule célèbre de von Ranke.

Malgré sa faculté d'apporter de l'inédit, l'imaginaire ne se situe pas en dehors de la représentation, et par le fait même, ne peut prétendre à précéder la conscience. Il en fait partie. L'unité des "images" existe seulement par le fait qu'il existe préalablement "l'idée" de l'unité, aussi si l'unité proposée est originale, l'idée de l'unité, elle, ne l'est pas; elle est collective, elle est l'historicité tandis que l'unité est l'histoire, la connaissance historique dont elle est le support. Née avec la connaissance, la conscience historique la rappelle à l'ordre, l'interroge, la force à s'engager auprès du monde vivant d'aujourd'hui, et ses moyens n'ont pas toujours été la méthode scientifique, bien avant, ce fut la poésie pure, mythes et épopées, puis des littératures autres comme la parabole, la rhétorique, le roman et le théâtre qui, chacun à sa façon, survivent à l'historiographie. Mais toujours, la philosophie de l'histoire demeure et on ne peut que déplorer le discours d'Henri Berr visant à la disqualifier:

Au surplus, peut-on nier l'existence, la survivance obstinée d'un besoin de synthèse complète? -- Ce besoin, dirait-on, est une sorte de fringale malade; l'analyse est le travail normal, l'expression de la santé. Tous les trente ou quarante ans, l'humanité pensante s'abandonne à une folie passagère qu'elle prend pour une activité normale. -- Si ce besoin se manifeste à intervalles réguliers, c'est sans doute qu'il est inhérent à notre nature. L'analyse et la synthèse sont logiquement inséparables. En fait, l'une ou l'autre domine. On généralise prématurément ou abusivement : de là des réactions de synthèse. Même prématurée ou abusive, -- subjective, par conséquent, -- la synthèse a un avantage : elle rappelle le savant à la conscience de son rôle. Une collection de faits n'a pas plus de valeur scientifique qu'une collection de timbres-poste ou de coquillages. (14)

Du moins, reconnaît-il que la synthèse (entendue ici au sens de philosophie de l'histoire) est un besoin "inhérent à notre nature" et que, comme il le note un peu plus loin, "la synthèse a à étudier le noeud de la connaissance et de l'action dans l'histoire, et par là même elle étudie le problème de sa propre utilité pratique" (15). Longtemps, cependant, ce noeud était porté

(14) H. Berr. op. cit. p. 19.

(15) H. Berr. ibid. p. 217.

par un a priori philosophique effronté qui prétendait faire fi de la connaissance historique, selon la fameuse formule de Fichte, véritable gifle à l'historiographie:

Le philosophe qui, en sa qualité de philosophe s'occupe de l'histoire, disait Fichte, suit le cours a priori du plan du monde, lequel plan est clair pour lui, sans qu'il ait aucunement besoin du secours de l'histoire; et s'il fait usage de l'histoire, ce n'est pas pour lui demander la démonstration de quoi que ce soit... c'est seulement pour confirmer par des exemples et utiliser dans le monde réel de l'histoire ce qui a déjà été compris sans avoir recours à son aide. (16)

Pas étonnant que les historiens n'aient jamais pardonné à la philosophie de l'histoire cette offense de l'un de ceux qu'elle considérait comme un maître. Cette idée était d'autant plus importante qu'elle était partagée par beaucoup de philosophes. Pourtant, à y regarder de près, on voit qu'elle n'est pas dénuée d'une certaine vérité. Il est difficile d'élaborer une synthèse sans postuler cet a priori qu'est l'idée d'unité. Mais quand Henri Berr, ennemi déclaré de la philosophie de l'histoire, essaie de donner une définition de la synthèse, il écrit qu' "il s'agit pour nous d'une "synthèse des connaissances fondée sur l'histoire, embrassant la nature et l'humanité dans une évolution qui part de la matière, c'est-à-dire de l'énergie pour aboutir à la pensée" (17). On voit bien que s'il ne parle plus en termes d' "Esprit" ou d' "Idée", il recourt à des concepts d' "évolution", de "matière", d' "énergie" et de "pensée" tous supportés par l'idée qu'il existe bien une unité entre tous ces concepts. La présence métaphysique ou aprioristique réside moins dans les termes utilisés et leurs natures, que dans la fonction qu'ils tiennent dans un ensemble d'explications.

L'unité comme épine dorsale de la synthèse historique se ramène donc généralement à un a priori de la conscience et non des résultats a posteriori

(16) Fichte, cité in H. Berr. ibid. p. 22.

(17) H. Berr. ibid. p. 281.

d'une enquête. Quelle que soit le rapport du réel à l'imaginaire, l'unité de l'histoire ne peut nous apparaître qu'à travers une démarche de la conscience. Pourtant, comment un historien aussi subtile que Fernand Braudel peut-il écrire:

Je ne crois pas, je le répète, à une "essence" de la France (ni d'ailleurs de l'Espagne) : je ne crois à aucune formule simple. Je ne crois pas non plus à la valeur du mot et du concept de décadence. Je me propose seulement de mener une enquête raisonnable, étrangère à tout apriorisme, en gagnant successivement plusieurs observatoires connus, pour essayer, à partir d'eux, de comprendre comment la longue histoire de la France s'organise en profondeur, s'abandonne à ses courants et aux courants du monde. Je n'y mettrai pas trop de cœur... (18)

Qu'il refuse le concept, par trop métaphysique d' "essence", je le veux bien. Mais que dire alors de celui d' "identité" qui compose le titre de son livre? Certes, le mot lui a causé quelques "tourments" durant des années, mais ne renferme-t-il pas, comme le mot "essence", l'idée d'une unité transcendante à tous les faits ou "structures" qui la composent? Une unité qui n'en est quand même pas moins un "a priori"? Du terme d' "essence" à celui d' "identité", il n'y a pas rupture de sens, mais glissement d'un mot à un autre. Braudel essaie de nous faire croire que l'unité issue du concept d' "essence" naît dans la tête d'un philosophe (en l'occurrence Miguel de Unamuno), alors que celui d' "identité" provient du résultat d'observations et s'impose par la formulation d'une problématique:

Alors qu'entendre par identité de la France? Sinon une sorte de superlatif, sinon une problématique centrale, sinon une prise en main de la France par elle-même, sinon le résultat vivant de ce que l'interminable passé a déposé patiemment par couches successives, comme le dépôt imperceptible de sédiments marins a créé, à force de durer, les puissantes assises de la croûte terrestre?... Une nation ne peut être qu'au prix de se chercher elle-même, sans fin, de se transformer dans le sens de son évolution logique, de s'opposer à autrui sans défaillance, de s'identifier au meilleur, à

(18)

Mon cœur est un luth suspendu;

Sitôt qu'on le touche, il résonne. (De Béranger)

F. Braudel. op. cit. p. 19. (Souligné par moi, j.-p. c.)

l'essentiel de soi, conséquemment de se reconnaître au vu d'images de marque, des mots de passe connus des initiés... En outre, toute l'identité nationale implique, forcément, une certaine unité nationale, elle en est comme le reflet, la transposition, la condition. (19)

Voilà des accents que n'auraient pas reniés Charles Maurras ni Jacques Bainville. Eux aussi considéraient la France comme fille de ses oeuvres, toujours en train "de se chercher elle-même sans fin, de se transformer dans le sens de son évolution logique, de s'opposer à autrui sans défaillance, de s'identifier au meilleur, à l'essentiel de soi". Certes, une "évolution logique" qui s'identifie avec la monarchie incarnant l' "idée" de nation.

En fait, d' "essence" à "identité", le sens du mot reste le même puisque effectivement, il s'agit de l'unité de la France : unité dont le nom est France, perçue avant d'être objectivement connue; connue parce que préalablement perçue. Et par la connaissance historique, on passe de la perception imprécise à l'intelligibilité positive où de la prise de conscience à la compréhension de son histoire, la France découvre sa vie, son "énergie" : l'auto-détermination, ce que Braudel appelle, après tant d'autre, y compris Bainville et Toynbee, "une prise en main de la France par elle-même", dont il défend toujours le fonctionnement face au poids que prend le "dialogue obligatoire" entre nations dans un monde qui se conçoit comme universel, et que Braudel réaffirme devant l'interrogation négative de Zeldin : "Le changement le plus radical survenu en France, est-ce la perte pour les Français du contrôle de leur destin" (20)?

Ne pensons pas pour autant que Braudel est maurrassien, ni que son historiographie procède de celle de Bainville même si, de par et d'autres, on retrouve singulièrement la même "idée" a prioristique de l'unité. Disons

(19) F. Braudel. ibid. p. 17 (souligné par moi, j.-p. c.).

(20) F. Braudel. ibid. p. 14.

que l'erreur de Braudel est d'avoir cru qu'en partant d'un concept comme celui d' "identité", on résolvait l'épineux problème de l'a priori. De plus, l'intelligibilité braudelienne de l'histoire, qui est, pourquoi pas, philosophie de l'histoire, demeure politiquement nationale, car la France, parce que "espace et histoire", est bien une nation. Son profil de l'histoire de France pourrait bien ne pas être déformé au point tel qu'il serait possible d'y reconnaître les résidus de l'esquisse tracé par Bainville, soixante ans plus tôt! Refuser de reconnaître dans la problématique la permanence de l'a priori philosophique et subjectif, dans le cas de Braudel et de ses disciples, dans leur négation de la présence de toute philosophie de l'histoire derrière leur historiographie, bien dissimulée pourtant sous ces "observatoires", cela ne peut relever que de l'inconscience ou de l'obstination.

En fait, l'historiographie même la plus honnête, celle qui se serait idéalement purgée de tout apriorisme, demeure située dans un entre-deux que Berr reconnaissait déjà lorsqu'il écrivait : "comment procédera-t-on pour se tenir dans cet entre-deux qui est le domaine scientifique -- entre l'analyse érudite et la spéculation a priori?" (21) A partir de ce moment, la grande utopie était de croire qu'un système aprioristique pouvait se transformer en hypothèse scientifique. Cela avait été le projet de Claude Bernard au XIX^e siècle, projet repris, dans le monde de l'histoire, par Henri Berr puis Lucien Febvre et qui, comme on s'en souvient, n'échappait pas non plus à Bainville:

Chaque homme, a-t-il dit (C. Bernard), se fait de prime abord des idées sur ce qu'il voit, et il est porté à interpréter les phénomènes de la nature par anticipation avant de les connaître par expérience. Cette tendance est spontanée; une idée préconçue a toujours été et sera toujours le premier élan d'un esprit investigateur. La méthode expérimentale a pour objet de transformer cette conception a priori, fondée sur une intuition ou un sentiment vague des choses, en une interprétation a posteriori, établie sur l'étude expé-

(21) H. Berr. op. cit. p. 23.

mentale des phénomènes... Comme expérimentateur, j'évite donc les systèmes philosophiques, mais je ne saurais pour cela repousser cet esprit philosophique qui, sans être nulle part, est partout et qui, sans appartenir à aucun système, doit régner non seulement sur toutes les sciences, mais sur toutes les connaissances humaines. (22)

Pour Berr, la transposition de cette mutation dans le monde de l'histoire était possible par le traitement, ce qui réduisait considérablement la différence de nature entre le système aprioristique et l'hypothèse scientifique; l'une pouvant devenir l'autre et légitimer par la méthode scientifique une position philosophique;

Cette hypothèse scientifique qui joue aujourd'hui un rôle, en quelque sorte officiel, ne diffère du système -- c'est-à-dire de l'hypothèse philosophique -- que par le traitement qu'elle subit. On commence par la tenir en suspicion. Au lieu de l'accepter dès qu'elle jaillit au contact de l'esprit et des faits, on la soumet à un contrôle plus ou moins prolongé. Elle s'intercale entre les faits et les faits : ceux-ci ont le premier et le dernier mot. L'hypothèse est une question posée, au lieu que le système était une explication imposée. (23)

Mais c'est justement parce qu'elle est située entre l'analyse érudite et la spéculation a priori que la synthèse se trouve toujours mal placée, tantôt elle est dominée par les points forts développés par l'analyse (quand la synthèse est dominée par l'analyse politique); tantôt elle est pré-déterminée par l'option idéologique de base (le monarchisme traditionaliste et anti-germain). Or voit donc que le travail de l'imaginaire ne consiste pas à travailler à vide sur du matériel inédit, mais à unifier des données autour d'une trame dont les tenants et les aboutissants sont déjà décidés avant même la poursuite du projet. Comme Bruno Hébert aime à le rappeler:

En fait, l'esprit humain a horreur de l'encombrement. Son projet est unificateur; cette faculté n'est jamais tant elle-même que dans le simple. La simplicité convoitée ici n'est pas fille d'indigence, mais richesse ordonnée, intelligence des principes, racines de pensée. L'esprit s'adonne tout entier à la recherche des clés du savoir, de

(22) C. Bernard, cité in H. Berr. ibid p. 36 (souligné par moi. j.-p. c.).

(23) H. Berr. ibid. p. 37.

ces principes souvent de modeste apparence qui sont d'un grand pouvoir d'éclairement... (24)

Tout vise à l'unité dans le récit (narratif aussi bien qu'analytique). Le développement de l'historiographie au XX^e siècle ne va pas dans le sens d'une négation de l'idée d'unité au profit d'une multiplicité d'histoires malgré ce que peut laisser penser le titre d'une collection prestigieuse, au contraire, puisqu'il s'agit bien de l'incorporation de toutes ces histoires dans une synthèse qui satisfasse notre désir de "certitude" d'un devenir collectif par solidarité avec les hommes et les peuples passés; de nous inscrire dans une continuité au siècle de l'éphémère, du spontané et du déchet. Si, à l'époque de Bainville, on pouvait se satisfaire de la voie "royale" du politique, depuis Febvre et Braudel, les historiens de la conscience universelle exigent que les voies géographique, démographique, économique, sociologique et "culturologique" (25) se rejoignent dans une oeuvre de consolidation de l'unité qui reste à faire (26).

Mais c'est ici aussi, au moment où l'unité naît avec la synthèse que prend place une autre des particularités bainvilliennes sur laquelle nous aurons à revenir. Alors que tous les éléments de crise, tout ce qui peut être conflictuel, signes de ruptures ou de déséquilibres dans le passé, doivent être ramenés à l'intérieur de l'unité par une manoeuvre de récupération de la synthèse qui "réconcilie" afin de sauvegarder l'unité, cette manoeuvre visant à établir les liaisons afin de transformer ces conflits, par une alchimie philosophique, en équilibre et permanences; Maurras et Bainville, par leur rejet de la Révolution, font dévier l'unité de la synthèse. Sans doute peut-on dire qu'il s'agit d'un rejet qui remonte à l'origine de la pensée contre-

(24) B. Hébert. op. cit. p. 224.

(25) Selon le mot employé par Braudel dans L'identité de la France.

(26) Le dernier livre de Hugh Thomas, An Unfinished History of the World, London, Pan Books, 1981, 792 p., est une première tentative d'une synthèse de l'histoire à partir des résultats de l'historiographie "made in Annales".

révolutionnaire, mais après un siècle, où l'Histoire a continué en dépit de la pensée conservatrice, ce rejet est devenu une faille de l'unité dans la conscience historique collective, tandis que le récit se poursuit toujours, que les liens continuent de se tisser sous le nez même des contemporains! Cette faille se devait d'être comblée dans un avenir, soit par la politique (la restauration du Prétendant), soit par un remaniement en profondeur de l'historiographie bainvillienne, celle-ci n'allant pas dans le sens de l'avenir de la France. Comme le Prétendant ne fut pas restauré et que l'historiographie refusa de modifier son interprétation (du moins jusqu'à la onzième heure), elle se condamnait devant une historiographie républicaine qui, elle, était parvenue depuis longtemps à ressoudre les morceaux et à poursuivre, à la grande satisfaction de la dimension nationale de la conscience historique, synthèse et unité sur un même front, des origines à nos jours.

C'est ici qu'on peut mesurer la solidité (et l'efficacité) d'un a priori comme substrat de l'interprétation historiographique, car, comme le rappelle encore Henri Berr, "le mot de synthèse, appliqué aux résultats de l'érudition, marque moins l'ampleur du travail que sa solidité : il se rapporte moins à la qualité et à la diversité des matériaux réunis qu'à la connaissance, à l'utilisation des effets antérieurs à la préoccupation de l'oeuvre historique définitive" (27). Compte tenu d'une France républicaine (depuis plus de 50 ans d'une manière ininterrompue), les structures de fond de l'historiographie bainvillienne (son unité d'action brisée; son refus d'accepter la disparition de la monarchie dynastique, ses valeurs petites-bourgeoises, etc.) avaient peu de chance de s'imposer. Son succès si éclatant, il faut plutôt le chercher dans la succession de conjonctures politiques du XX^e siècle. Si l'historiographie bainvillienne a préparé la conscience historique française à accepter le Pétain de 1940 ou le de Gaulle de 1958, elle a, encore plus,

(27) H. Berr. op. cit. p. 6.

bénéficié du manque de leadership de la Troisième République et de l'occupation allemande. Face à la question de l'unité, l'historiographie bainvillienne accentuait la nécessité d'un rassemblement de tous les Français autour de la nation, de son chef et d'un projet collectif, cette nécessité ne pouvait être comblée que par une politique qui, en s'accomplissant, entraînait avec elle la mort même de son historiographie. Si, après plusieurs tâtonnements, la Constitution de 1958 résolvait une fois pour toute l'absence d'unité soulevée par l'historiographie bainvillienne, celle-ci s'était modifiée depuis longtemps au point d'accepter un très grand nombre de compromis, et malgré quelques rééditions en format de poche des grands classiques bainvilliens, après cette date, le déclin de l'historiographie et de la collection qui en avait toujours été le support, était fermement engagé. Aucune historiographie nationale française ne pouvait plus voir 1789 comme une rupture irréparable de l'unité de l'histoire de France. Pour ces raisons, il faut considérer le succès de l'historiographie bainvillienne comme aussi réel et fort qu'il a pu être incomplet et éphémère. Fort en temps de crise, il n'était plus qu'incomplet en temps de reprise politique et sociale.

L'unité détachée de la synthèse telle que véhiculée par l'historiographie bainvillienne ne peut que faire ressortir la prééminence de l'idée de l'unité dans la synthèse historique sur l'existence même de cette unité dans le réel. Mais plus encore, elle permet de constater un recouvrement de l'unité comme nécessité organisationnelle de l'intelligible par l'unité comme mythe politique. Ce recouvrement se révèle lorsque le récit se poursuit, chez Bainville, au-delà de la brisure de l'unité de la nation (28).

(28) Inversement, l'histoire romaine ne se continue pas au-delà de la chute effective de l'Empire. Dans ce cas, la synthèse intelligible ne peut se poursuivre avec le mythe de l'unité dont la réminiscence revient périodiquement dans Byzance et la "renaissance" toujours recommencée de l'Empire romain germanique.

Ce recouvrement, à l'origine de maintes confusions dans les histoires nationales, appartient aux mythes qui...

Se révèlent... à travers la pédagogie historique de la Troisième République, cohérents, structurés et organisés, tous les éléments constitutifs d'un véritable récit mythique, répondant comme il se doit à une double finalité, explicative et mobilisatrice à la fois. Le fait que l'exigence unitaire constitue l'axe même du récit, le noyau central autour duquel il s'articule explique le caractère obligatoirement univoque, pour ne pas dire manichéen du discours. Il ne saurait être question, de la part du narrateur, de faire preuve d'une quelconque neutralité, de justifier lorsqu'elles se présentent les positions adverses, de mentionner les raisons susceptibles d'être de part et d'autre invoquées. A la différence de l'enseignement britannique, le Petit Lavissee, note Pierre Nora dans l'excellente étude qu'il lui a consacrée, "ne donne jamais raison à deux parties à la fois". La vérité historique se confond e fait avec un impératif d'ordre moral... (29)

En donnant raison à son siècle, Lavissee ne pouvait laisser à Bainville que le choix d'être contre. L'explication de l'actuelle faiblesse de la France ne pouvait apparaître à ce dernier que comme la rupture de l'unité nationale (l'uniformisation départementale apparaissant comme une manifestation de la rupture de l'unité d'espace; la succession des régimes comme celle de la rupture de l'unité de temps et le retour d'une Allemagne unifiée et hostile comme celle de la rupture de l'unité d'action). Sa synthèse de l'histoire de France doit donc être le récit d'une unité brisée. Les bainvilliens se sont-ils vraiment rendus compte à quel point il s'agissait là d'une tâche insurmontable, condamnée à l'obsolescence à plus ou moins long terme, obligée de porter un masque négatif et pessimiste là où la synthèse ne peut être qu'une entreprise positive et réussie?

Raoul Girardet a étudié récemment ce mythe de l'unité. Dans les grandes lignes qu'il en trace, il rappelle des mots, ici et là, favorables à l'idée d'unité. Bossuet d'abord : "En l'unité est la vie; en dehors de l'unité la mort est certaine"; Joseph de Maistre ensuite, d'après Les Nuits de Saint-

(29) R. Girardet. Mythes et mythologies politiques, Paris, Seuil, col. "Univers historique", 1986, p. 160.

Pétersbourg: "Plus on examine l'univers, et plus on se sent porté à croire que le mal vient d'une certaine division qu'on ne sait expliquer et que le retour du bien dépend d'une force contraire qui nous pousse sans cesse vers une certaine unité tout aussi inconcevable"; Benjamin Constant, enfin, pour la note discordante : "La diversité c'est la vie; l'uniformité c'est la mort" (30).

On ne peut pas, comme le pense Girardet, ramener l'idée de l'unité à un simple mythe. L'unité ne s'enracine pas au niveau du symbolique mais bien dans l'imaginaire. L'unité, avant d'être mythe, est cohérence de la compréhension, c'est parce que les images sont unies entre elles qu'il est possible de comprendre comment elles s'articulent. Elle rend l'histoire intelligible. Que l'unité devienne mythe politique par l'idéologique, c'est une autre chose, mais il faut reconnaître que le passage de l'un à l'autre est aussi tentant qu'il est facile à exécuter! Mais n'oublions pas que l'unité qui nous concerne ici, c'est celle de la synthèse et de l'intelligibilité, et au niveau de l'historiographie, elle s'accomplit de deux manières, par le raisonnement et par le style : par la causalité en histoire et par la règle dramatique des trois unités.

La causalité en histoire d'abord. On aurait tort de penser que l'événement, dans l'historiographie, se limite à ce qu'à la suite d'Henri Berr, il est convenu d'appeler "l'histoire historisante". Toute histoire est histoire construite et articulée autour des événements. Un système bancaire est un événement dans l'histoire économique. Lorsqu'on l'étudie, on remonte à ses origines et aux causes qui lui ont donné naissance; on démonte son fonctionnement, expose les rouages de ses mécanismes; enfin, on suit son rayonnement à travers les différentes autres sphères de l'activité économique, quand cela ne s'étend pas bien au-delà, dans la pratique religieuse des banquiers, (30) R. Girardet. ibid. p. 142-143.

par exemple, ou dans leurs attitudes devant la mort. On pourrait en dire autant d'un courant artistique ou des attitudes mentales. C'est un leurre de croire qu'avec le rejet de la "bataille", l'histoire événementielle est morte. La "nouvelle histoire" elle-même est histoire avant tout événementielle!

C'est que le concept d'événement est de nature différente de celle des mots structures et conjonctures. Il est le coeur battant de l'histoire car il possède en lui la mobilité qui anime l'histoire, tandis que parler de "structure" et de "conjoncture", c'est faire référence à des "instantanés", peut-être pris sur le vif, mais immobiles quand même. Une "structure économique", c'est un plan d'ensemble; une "conjoncture économique", c'est saisir un geste quand il passe au vol. Un événement n'est ni un plan, ni un geste, c'est une succession animée de plans et de gestes : c'est une trame. Une trame est constituée habituellement de trois phases : causes, déroulement, conséquences. La description d'un système bancaire, c'est un travail de science économique; la description d'une faillite ou d'une croissance, c'est un reportage. La recherche des causes et des effets qui lient l'un à l'autre, c'est de l'histoire.

L'événement se situe plus exactement entre l'analyse et la description. Il est analyse et description ensemble. Il est lien, d'abord entre les faits eux-mêmes, puis entre les faits et notre entendement que nous pouvons en avoir. Henri Berr le définissait ainsi:

A l'explication véritable par le pourquoi -- que le savant rejette -- s'oppose donc la constatation des rapports, des conditions, la recherche du mode de production, du comment. Un fait qui ne serait pas lié aux autres, dans l'espace et dans le temps, serait inexistant pour nous. A défaut d'intelligibilité, nous postulons le déterminisme. Il n'y a pas de fait sans cause, cela veut dire, scientifiquement : tout fait est déterminé, résulte, résulte nécessairement, d'un ensemble de conditions. (31)

(31) H. Berr. op. cit. p. 46.

Ce passage d'Henri Berr laisse croire que le savant s'interroge uniquement sur le comment, et le philosophe sur le pourquoi des choses. C'est une identification dépassée. Trouver les causes d'un événement exprime généralement l'intention d'expliquer pourquoi ces causes ont réussi à produire cet événement et pas d'autres, car, dans d'autres conditions... Seulement, il est vrai que le philosophe cherchera des "pourquois" plus profonds aux événements que ceux dont se contente assez bien l'historien. C'est le cri de Voltaire dans son poème sur la destruction de Lisbonne:

Quoi! l'Univers entier sans ce gouffre infernal,
Sans engloutir Lisbonne eût-il été plus mal?

L'historien moderne ne se sentira pas concerné par ce genre de question; tout comme le philosophe -- mais souvent de façon moins intransigente que l'historien -- ne se sentira pas concerné par le déroulement du sinistre. Mais l'un et l'autre sont tenus de considérer une même chose qui ne peut leur échapper : un tel tremblement de terre, loin dans une zone inhabitée n'aurait eu aucun effet appréciable.

C'est le défi de la synthèse d'effectuer un tri des événements qui se présentent dans la condition humaine, d'où sa fonction de tirer un Cosmos du Chaos. Mais pour permettre à l'imaginaire d'accomplir ainsi sa tâche, il faut une méthode capable de classifier les enchaînements afin de solidifier les liens qui peuvent unir les événements les uns aux autres. C'est que, comme l'a démontré jadis Pierre Vendryès, il n'y a pas qu'une logique causale: "Lorsque les faits sont liés les uns aux autres. leurs relations sont rationnelles... Lorsqu'ils sont indépendants les uns des autres, leurs relations sont aléatoires" (32).

Le Rationalisme a pour modèle l'ordre logique des démonstrations géométriques, grâce auquel elles passent avec certitude d'une certitude à l'autre. La démonstration d'un théorème a pour but de prouver que la relation qu'il énonce est néces-

(32) P. Vendryès. De la probabilité en histoire, Paris, Albin Michel, 1952, p. 10.

saire, et qu'elle existe dans tous les cas parce qu'elle doit être telle qu'elle est.

[...]

Le raisonnement probabiliste s'oppose... fondamentalement au raisonnement rationnel. Lorsque, entre deux systèmes, les relations sont aléatoires, les modes relationnels sont multiples, tandis que les relations rationnelles sont uniques. On peut reprendre à la philosophie l'adjectif contingent pour qualifier ce qui peut être autrement qu'il est. Et l'on dira que les relations aléatoires sont contingentes, si les rationnelles sont nécessaires. (33)

Il est sûr qu'une ville qui est frappée par un tremblement de terre suivi d'un raz-de-marée sera passablement, sinon totalement détruite : la causalité est rationnelle (dans le sens ou l'entend Vendryès), nécessaire. De même qu'il peut paraître nécessaire de reconstruire la ville qui est en même temps port principal du pays et capitale nationale, mais que cette entreprise soit supervisée par un ministre du nom de Pombal qui en profite pour raffermir le pouvoir sur la société allant jusqu'à l'expulsion des Jésuites et se laisser porter par un courant européen de redressement monarchique appelé du beau nom de "despotisme éclairé", il n'y a aucune nécessité apparente et toutes les villes détruites puis reconstruites après un séisme n'ont pas toujours, nécessairement entraîné un despotisme éclairé! Il y a donc contingence entre les événements:

En rationalité, par suite de la nécessité qui s'impose aux relations que les systèmes ont entre eux, les événements ne peuvent se succéder autrement qu'ils le font, mais ils doivent évoluer dans une direction unique. Or, en probabilité, la donnée qu'il faut reconnaître comme première est que l'événement futur comporte plusieurs cas possibles...

Les divers cas de l'événement sont incompatibles entre eux; au moment de la réalisation de l'événement ils sont exclusifs entre eux; celui qui se réalise annule tous les autres, en prenant leur place. (34)

Malheureusement, cette double logique de l'histoire n'est pas plus innocente de l'ensemble de la représentation et choisir de classer un enchaînement selon la causalité rationnelle ou aléatoire dépend en bonne partie

(33) P. Vendryès. ibid. p. 11-13.

(34) P. Vendryès. ibid. p. 12.

des interventions des niveaux symboliques et idéologiques. Dès que naît la connaissance, la conscience entend bien lui donner ses ordres. Toute la démonstration sensée, selon Vendryès, "confronter l'histoire et la science" (35) autour de l'expédition de Napoléon en Egypte, est investie jusqu'à la moelle par l'idéologie libérale qui cherche à montrer la liberté des individus dans l'histoire et la part prise par les fortes personnalités (Talleyrand, Napoléon, Kléber, etc.). C'est ce qui fait la faiblesse du livre de Vendryès:

...comprendre c'est créer les idées qui soient adaptées à la nature des faits. La science, dont l'ambition est de comprendre, doit créer, selon les besoins, des idées nouvelles. Si l'homme reste incompréhensible par la science rationnelle, il doit être étudié à l'aide d'une autre science.

Il faut accepter, désormais, que la science est au moins double, et qu'elle est rationnelle ou probabiliste selon que les faits dont elle traite sont liés entre eux ou sont indépendants les uns des autres. (36)

Mais qui, comment va-t-on déterminer la nature des faits? La démonstration de Vendryès procède d'un optimisme (aujourd'hui bien désabusé) de la méthode scientifique. Du moins reste-t-il l'un des seuls à accepter la création (la poésie) à la base du travail de l'imaginaire en histoire:

Comprendre, c'est créer les idées qui soient en accord avec les données de l'expérience. Par cette création, l'homme se fait une représentation intellectuelle du monde, et, en améliorant peu à peu sa science théorique, il essaye de rendre fidèle ce portrait. (37)

Pour Vendryès, il ne peut y avoir qu'une conclusion acceptable:

En histoire, le mélange de probabilité et de rationalité se fait en toutes proportions. Tout événement, en influençant celui qui le suit, limite ses possibilités, mais ne les annule pas.

Les événements historiques ne sont ni parfaitement aléatoires ni parfaitement déterminés. Mixtes, ils sont conditionnés. (38)

(35) P. Vendryès. ibid. p. 10.

(36) P. Vendryès. ibid. p. 267.

(37) P. Vendryès. ibid. p. 10-11.

(38) P. Vendryès. ibid. p. 299.

Mais les conclusions ou les faiblesses de l'argumentation de Vendryès ne sont pas ce qui nous occupent le plus. Vendryès nous suggère seulement l'idée que la logique avec laquelle les historiens lient les événements entre eux n'est pas partout la même, et cela, même en ce qui concerne des événements identiques. Henri Berr a essayé, pour sa part, de dresser une typologie de ces enchaînements et bien qu'à plusieurs niveaux elle soit dépassée, elle demeure valable pour comprendre l'esprit dans lequel a été rédigé bon nombre d'historiographies. Berr identifiait les enchaînements de contingences ou purement accidentels, dûs soit au hasard ou soit à l'individualité des intervenants; les événements de nécessité -- on dirait structurels aujourd'hui -- qui dépendent du phénomène social et dont la sociologie durkheimienne promettait, en son temps, l'analyse scientifique et l'établissement de lois; enfin la logique, c'est-à-dire l'articulation des premiers et des seconds selon un procédé repérable par l'intelligence. La proximité de l'historiographie bainvillienne de l'exposé méthodique de Berr nous entraîne à penser que l'organisation de cette historiographie peut s'éclairer de cette classification. Pour Berr, la contingence...

...résulte de ce qui ne se reproduira pas identiquement et, par conséquent, le rapport de cause à effet n'apprend ici, rien d'utile. Mais le fait contingent, s'il n'a pas une cause instructive, peut être une cause importante : s'il est, pour ainsi dire, sans passé, il n'est pas nécessairement sans avenir (...) Il convient, dans l'étude de la contingence, de distinguer le fait fortuit ou de hasard, opposé aux liaisons nécessaires de phénomènes, de l'accident qu'individualise les groupements de phénomènes, et qui s'oppose à l'essence. (39)

Elle comprend donc les événements produits soit par le hasard, soit par des individualités.

Berr définit le hasard comme "ce qui n'est pas prévu" (40): le hasard historique, ou l'événement devient tel par "la multiplicité et la durée des

(39) H. Berr. op. cit. p. 52-53, 55.

(40) H. Berr. ibid. p. 56.

effets produits, c'est l'intensité de la répercussion dans l'espace et dans le temps qui caractérisent l'événement" (41). Ceux-ci sont de deux sortes: "il y a ceux qui mettent en présence, en compétition, des collectivités ou qui agissent directement sur la collectivité" (un peuple, dans sa migration en rencontre un autre qui l'extermine, ou encore l'exemple du tremblement de terre de Lisbonne); et "il y a ceux qui agissent sur les collectivités par l'intermédiaire des individus":

L'individualité est quelque chose d'intermédiaire entre le pur hasard et la nécessité... L'individualité... n'est qu'un des aspects que présente l'individu. Les caractères spécifiques sont nuancés dans l'individu de traits individuels qui ont une stabilité relative et sur lesquels brode encore le hasard. (42)

De même, Bainville retient ainsi les individualités singulières : les individualités psychiques, héros (Louis XIV) ou monstres (Marat); les individualités collectives : les races, les ethnies (Français, Allemands...); les individualités géographiques : la théorie du milieu si cher à Taine (les brumes froides du Nord, le chaud climat méditerranéen...); les individualités temporaires : le Zeitgeist allemand, le "moment", la mode et l'imitation selon Tarde (le Classicisme, le Romantisme...), enfin, les individualités momentanées : les mouvements de foules selon les théories de Le Bon et de Tarde (la foule révolutionnaire, bien sûr).

Berr reconnaît la société comme base des événements classifiés "nécessités", parce que soumis à la "science", la sociologie. Berr est convaincu qu'on peut dresser une science de la société aux résultats aussi sûrs que ceux obtenus par les sciences physiques. C'est le grand espoir anticipé par la sociologie durkheimienne. Pour lui, l'organisation des individus en société à travers les institutions est une constante universelle, qu'importe le degré de développement culturel; qu'importe le degré de qualité de civili-

(41) H. Berr. ibid. p. 66.

(42) H. Berr. ibid. p. 69.

sation de ces sociétés. Le fait social, le fait que de tout temps, les Hommes, pour survivre, se sont groupés en sociétés, permet d'élaborer cette sociologie scientifique chargée d'établir des lois à partir des répétitions statistiques. La nécessité, dans la causalité historique, existe à l'articulation du psychologique (de l'individu) au sociologique dans un rapport d'interaction médiatisé par les institutions:

A quoi, dans la société, répond l'institutionnel? Il est... l'expression des besoins qui lui sont inhérents. Un pouvoir accepté, des rapports réglés, des échanges établis, voilà, sous des formes rudimentaires à l'origine, ce sans quoi une société ne pourrait exister; voilà ce qui donne les fonctions vitales de la société; le politique, le juridico-moral, l'économique. C'est là ce que pose la psychologie sociale, ce qu'étudie la sociologie pure, abstraitement, comparativement, au point de départ, en quelque sorte et qui, dans la sociologie concrète ou historique, va se diversifiant et se compliquant sous l'influence des facteurs contingent et logique; mais c'est toujours "le social en tant que social". (43)

Enfin, il y a ce que Berr appelle "la logique" : "Il y a, dans la synthèse, une théorie à constituer -- de la finalité, ou plutôt de l'équivalent scientifique de la finalité : la logique..." (44). Pour un "théoricien" qui ambitionne d'expulser toute philosophie de l'histoire de l'historiographie, la définition qu'il donne de la logique apparaît bien paradoxale:

C'est un raisonnement pratique qui met tel moyen, ou telle série de moyens, entre un premier terme, qui est une tendance, et un dernier terme, le résultat, conforme à cette tendance. On définit quelquefois la finalité, par rapport au résultat, convenance des éléments au tout, des antécédants au conséquent; mais, en réalité, la convenance implique un premier terme par rapport auquel le résultat lui-même apparaît convenable : le premier terme est essentiel, et c'est sur lui qu'il faut insister. La finalité d'une oeuvre humaine... est, non dans la convenance des éléments au tout, mais dans la convenance des moyens, et par suite du résultat, à l'intention... (45)

C'est sur ces fameux "moyens" que se développe la question de la "logi-

(43) H. Berr. ibid. p. 260.

(44) H. Berr. ibid. p. 144.

(45) H. Berr. ibid. p. 144.

que", de la cohérence de l'histoire. Selon que "le résultat est conforme à la tendance" ou "la convenance des moyens, et par suite du résultat, à l'intention", on reconnaîtra le libre-arbitre de l'homme. Sinon, ou bien tout est hasard et chaos et l'histoire incohérence, absurdité; ou bien les moyens nous échappent, alors il faut chercher ailleurs l'accomplissement de la volonté d'un être ou d'un principe supérieurs, et l'homme n'a plus aucun contrôle sur son histoire. Voilà en quoi la philosophie de l'histoire commence par la logique de l'historiographie. Toute liaison causale contient en soi les germes de la question de la finalité. On les retrouve même dans l'épistémologie de Vendryès et la classification de Berr. Ainsi, la liberté humaine et les déterminismes vont-ils varier de position dans les différents raisonnements selon que tel événement apparaît ici comme relevant des contingences; là des nécessités. Une science de l'historiographie comparée serait ici la bienvenue. Elle permettrait d'identifier les courants historiographiques en fonction de l'appartenance d'un même fait à une typologie ou à une autre. Les événements reconnus ici comme contingents et considérés comme nécessités ailleurs, voilà ce qui spécifierait les diverses interprétations de l'histoire, au-delà de leurs motivations profondes et de leurs intérêts idéologiques. On a vu s'effectuer de telles divergences en histoire économique. Selon la tradition libérale classique, les crises sont considérées comme des "accidents de parcours" de l'économie de marché suite à un déséquilibre temporaire de la balance de l'offre et de la demande, alors qu'avec et depuis le courant marxiste, il paraît bien que les crises sont des éléments structurels au capitalisme qui en a besoin pour régulièrement se réajuster. Ce n'est là qu'un exemple parmi tant d'autres.

La typologie des événements mis en rapport les uns avec les autres à l'intérieur de la causalité en histoire est un instrument indispensable à

l'étude de la part de l'imaginaire dans l'ordonnement de l'historiographie pour la conscience historique. Comme on l'a vu avec la théorie de l'uchronie chez Bainville (46), et comme on peut la formuler encore à travers les paradigmes épistémologiques actuels de "structure" et de "conjoncture", cette typologie nous entraîne à réévaluer la portée de la question de l'intelligibilité que nous pouvons avoir de l'Histoire. L'empire napoléonien était-il structuré à la Révolution française? Selon qu'au bout d'une analyse on répond oui ou non à cette question, on considèrera l'épisode napoléonien comme relevant des "contingences" d' "individualité psychique" et non de "nécessité" historique. Ainsi, Bainville pourra-t-il répondre, selon la conclusion de Vendryès, oui à la question tout en soulignant de Napoléon qu' "il eût probablement mieux valu qu'il n'eût pas existé" (N.:496).

La causalité n'est pas le seul facteur chargé de maintenir l'unité et la cohérence dans la synthèse historique. Pour être intelligible, elle a besoin de s'appuyer sur un support expressif capable de bien l'acheminer dans sa construction logique. On a souvent reproché à ceux qui étudiaient l'historiographie de privilégier le style littéraire de l'historien plutôt que sa méthode (47). Si juste que soit ce reproche, il prêterait le langage de l'historien à un simple accessoire de son travail. Le style est beaucoup plus qu'une simple fantaisie littéraire ou artistique. C'est un moyen non négligeable de rendre le message que l'on veut faire passer clair, non équivoque et accessible au plus grand nombre (ne serait-ce qu'en chassant l'ennui, fléau de tant de livres d'histoire). Il fait partie intégrale de ce travail de simplification qu'on retrouve dans toutes les synthèses d'histoire, quand

(46) Voir supra p. 123 sq.

(47) P. Vendryès, dans op. cit. p. 17-18, précise que "la phrase rationnelle utilise... les verbes au mode indicatif, et elle emploie toute une série de conjonctions rationnelles... La phrase probabiliste, elle, se sert des modes subjonctif et conditionnel, et des conjonctions probabilistes". Je n'ai pas vérifié la véracité de cette assertion avec l'Histoire de France de Bainville.

ce n'est pas dans toutes les publications historiographiques. Il ne faut pas analyser cependant le style de l'historien uniquement en fonction des canons de l'esthétique de la belle littérature. Il faut, plutôt, l'analyser en fonction du support qu'il apporte à l'organisation unitaire de la matière.

C'est pourquoi il faut donc s'arrêter maintenant pour décortiquer l'unité de l'histoire, non dans son énoncé (le mythe de l'unité de Girardet), ni dans son articulation (la causalité), mais dans sa forme, dans son architecture littéraire et, si McLuhan avait raison de dire que "le médium est le message", là où a émigré, sous la pression du positivisme, tout le "rythme" de la "poésie" historiographique que les mutations épistémologiques n'ont pas ébranlé autant que peut le laisser croire un sémiologue réputé (48).

Paradoxalement, c'est vers la littérature dramatique que l'historiographie trouve ses plus grandes ressemblances. Récemment encore, Paul Demont rappelait à quel point les Histoires d'Hérodote se rapprochaient des grandes tragédies grecques de Sophocle et d'Eschyle (49), et si l'historiographie

- (48) A.-J. Greimas. "Sur l'histoire événementielle et l'histoire fondamentale" in Sémiotique et sciences sociales, Paris. Seuil, 1976, pp. 161 à 174. Greimas, qui distingue dans la foulée du discours tenu par les historiens des Annales, entre "histoire profonde" et "historicité de surface", écrit, en parlant de la "réalité" pour l'historien "événementiel" : "on s'aperçoit que la manifestation historique (comme s'identifiant à la réalité) n'est pas présente pour l'historien, qu'au lieu de bâtir à partir d'elle une description, il ne fait que projeter sa construction hypothétique dans le passé, en l'appelant pompeusement réalité" (p. 169). Voilà une affirmation pour le moins basement tendancieuse puisque l'opposition entre "événementiel" et "fondamentale" (entendre analytique, structurel) n'élimine pas le phénomène de projection. C'est vouloir comparer des pommes à des oranges! Encore une fois, l'approche épistémologique anglo-saxonne vise plus juste lorsqu'elle oppose "narrative" à "analytic" puisqu'il s'agit bien d'une opposition de formes et non de méthodes. Il aurait été préférable, pour Greimas, d'opposer "événementiel" à "problématique", puisque c'est dans cette optique que Lucien Febvre opposait bien le genre d'histoire qu'il voulait faire à celle dite "historisante". Ainsi, toutes déqualifications de "l'événementiel" au profit du "fondamental" ne relèvent pas d'un jugement épistémologique, mais d'un simple jugement de valeur.
- (49) P. Demont, in Hérodote. Histoires, Paris, L.G.F. Livre de poche, col. "Nouvelle approche", # 4265, p. 212.

occidentale moderne est née en Italie avec Machiavel et Guiccardini pour se développer en France avec Bodin, Pasquier, de Vignier et de La Popelinière (50), elle demeure avant tout activité d'érudition jusqu'à la fin du XVII^e siècle où elle semble prendre la forme littéraire qu'elle a maintenue à peu près intacte jusqu'à nos jours : "il vaut mieux aussi songer à la beauté, à la force, à la netteté et à la brièveté du style, qu'à paraître infaillible dans tout ce qu'on écrit", disait M. Cordemoy, lecteur de Mgr le Dauphin (51). Ce principe a survécu chez Michelet, chez Taine et chez les bainvilliens, alors que l'érudition qui s'est perfectionné parallèlement, en arrive très lentement à soumettre le style à l'explication et non plus aux effets dramatiques (laissant cela aux Dumas, Druon et Bourin). Or, c'est au XVII^e siècle également que s'est élaborée la règle des trois unités du théâtre classique.

Cette règle des trois unités, pourtant bien visible dans l'historiographie nationale traditionnelle, n'est que rarement reconnue comme telle par les historiens qui désirent créer une véritable histoire de l'historiographie. Et quand Claude Mettra, "analysant la dramaturgie de Michelet" y découvre les impératifs classiques, dont cette règle des trois unités, il se fait taper sur les doigts par Charles-Olivier Carbonell qui lui reproche que "là où l'historien chercherait des comparaisons historiographiques, évoquerait Vico et Hegel, par exemple, là où il essaierait d'étudier l'influence du climat politique et social de l'Europe des nationalités, le critique se réfère, en termes littéraires -- tragédie, classicisme, règles, drame lyrique, chocor... -- à des modèles purement littéraires" (52). Mais l'histoire est littérature. Les conditions qui font naître une historiographie et que valorise l'étude de M. Carbonell sont les mêmes qui exigent un style littéraire plutôt qu'un autre, et elles prolongent encore plus la sociologie de la connaissance his-

(50) G. Huppert. L'Idée de l'histoire parfaite, Paris, Flammarion, col. "Nouvelle bibliothèque scientifique", 1973, 220 p.

(51) Cité in P. Hazard, La crise de la conscience européenne 1680-1715, Paris, Fayard, 1961, p. 28.

(52) C.-O. Carbonell. op. cit. p. 50-51.

torique en tenant compte de la qualité du public que vise cette historiographie et dit à l'historien s'il écrit pour un public cultivé ou un public simplement curieux. Le style traduit beaucoup plus les motivations et les intérêts qui donnent naissance à un travail d'historien et le message qu'il tient absolument à passer que ses référents épistémologiques.

La dichotomie condamnée par M. Carbonell quand il écrit : "Quand le premier (l'historien) parle du travail de l'historien, il entend l'effort de recherche, l'enquête préparatoire; le second (le critique) pense alors essentiellement à l'art d'écrire, à la composition" (53), ne fait que refléter une situation structurelle complexe où une dimension ne peut exister sans tenir compte de l'autre. Une histoire de l'historiographie qui serait une histoire d'épistémologies nous condamnerait à nous écarter de toute véritable sociologie de la connaissance historique et du rayonnement de ses productions, et ça, M. Carbonell lui-même l'a très bien compris dans son remarquable ouvrage, aussi, comme nous devons réévaluer l'historiographie en fonction de méthodes suggérées par l'épistémologie, aussi faut-il la réévaluer en fonction des styles littéraires, sinon on en viendrait à nier, tôt ou tard sa portée de communication. Un survol de l'application de la règle des trois unités est très révélateur des intentions qui soutendent le style littéraire et d'une production comme l'historiographie bainvillienne.

Cette règle, on la fait remonter jusqu'à Aristote; on la fait passer par les Italiens; en Espagne, par Cervantès; en Angleterre, par Philip Sidney. En France, c'est le dramaturge, aujourd'hui oublié, Jean Mairet qui l'établit. Mairet, protégé du duc de Montmorency, dont la femme est italienne, "comprend que le succès européen des pastorales italiennes s'explique en partie par leur régularité" (54), ce qui va dans le sens de ce qu'attend le nouveau

(53) C.-O. Carbonell. ibid. p. 51.

(54) J. Scherer. Théâtre du XVII^e siècle, in R. Queneau (éd.) Histoire des littératures, t. 3, Littératures françaises, connexes et margi-

public au moment où "le pouvoir politique s'affermir et se centralise", c'est-à-dire l'aspiration "à l'ordre et à la culture" (55). L'irrégularité de l'ancien théâtre médiéval apparaît comme une source "désordonnée, indisciplinable" bien que pouvant être féconde. De plus, les nouveaux dramaturges "perfectionnent l'adaptation de la pièce au public en étant plus exigeants sur les vraisemblances et sur les bienséances" (56). Pour ce faire, ils établissent la règle selon laquelle tout drame doit être construit sur trois unités : l'unité de lieu (la pièce doit se dérouler dans un même endroit géographique); l'unité de temps (la pièce doit se dérouler sur une période de vingt-quatre heures) et l'unité d'action (l'intérêt de la pièce est porté sur un sujet unique). Celle-ci est sans contredit la plus importante puisqu'elle aura aussi bien une influence déterminante sur la structure du texte historiographique que sur la dramaturgie elle-même. Voyons d'abord quels problèmes se posaient aux dramaturges du XVII^e siècle:

Le problème central est celui de l'action. Une société optimiste fonde son théâtre, non sur une lamentation passive devant quelque fatalité, mais sur l'initiative des personnages. La volonté de ceux-ci, pour qu'il y ait action, donc lutte, doit se heurter à des obstacles. L'obstacle extérieur est le plus facile à imaginer; ce sera, par exemple, l'opposition d'un père ou d'un roi à des amours. Accepté par les personnages, l'obstacle devient intérieur : Rodrigue et Chimène pourraient, à une autre époque, fuir leurs problèmes; mais ils les assument, et substituent ainsi les conflits psychologiques aux aventures. Leur conflit essentiel repose sur l'impossibilité de choisir entre leur "gloire" et leur amour : l'obstacle intérieur conduit donc au dilemme, expression logique de l'angoisse dramatique. A côté des vrais obstacles, les dramaturges ont employé aussi de faux obstacles, créateurs de quiproquos qui peuvent être tragiques ou comiques. (57)

Où la règle devient pertinente pour l'historiographie, en dehors de
nales, Paris, Gallimard, col. "Pléiades", 1958, p. 281.

(55) J. Scherer. ibid. p. 280-281.

(56) J. Scherer. ibid. p. 282-283.

(57) J. Scherer. ibid. p. 283.

la volonté de l'Homme dans l'histoire; la présence d'obstacles extérieurs; l'acceptation de l'intériorisation de ces obstacles; l'impossibilité de choisir entre des alternatives, qui se présentent comme un retour de la fatalité et du destin contre la volonté humaine (dans le drame comme dans l'histoire); c'est la possibilité de fusionner les diverses actions, les divers événements qui constituent la trame de l'histoire:

Mais si chaque personnage important se heurte à un ou à plusieurs obstacles, on aura de nombreuses actions qui ne seront pas nécessairement liées entre elles. L' "unité d'action", formule bien équivoque, signifie qu'il faut unifier ces diverses actions, donner un cadre unique à leur pluralité, et non se contenter, ce qui est impossible, d'une action unique. L'action classique est unifiée et non une. (58)

Malgré un départ lent du genre historique sous Louis XIV (les Discours sur l'histoire universelle de Bossuet sont encore des sermons édifiants), le principe est déjà là pour lorsqu'arrive le XVIII^e siècle s'engage une production historiographique dont l'érudition marquée puisse se servir d'une règle dramaturgique modèle capable de donner forme à cette efflorescence d'informations:

Les dramaturges imposent à leurs différentes actions des conditions de nécessité et de continuité, ainsi qu'une hiérarchie. Leur pratique prouve qu'une intrigue doit apparaître comme principale, les autres n'étant que secondaires. Mais secondaire ne signifie pas inutile : au contraire, on ne doit pouvoir supprimer aucune intrigue secondaire sans rendre partiellement inexplicable l'intrigue principale. Toutes les intrigues doivent être présentes du commencement à la fin de la pièce..., pour qu'il y ait unification, il faut encore que chaque intrigue secondaire exerce une influence sur le déroulement de l'intrigue principale... (59)

L'unité d'action paraît dans toute son importance lorsque l'histoire nationale se développe au XIX^e siècle, lorsque la philosophie morale ou méditative, encore présente chez un Voltaire et un Condorcet, cède la place

(58) J. Scherer. ibid. p. 283.

(59) J. Scherer. ibid. p. 284.

au récit narratif. Le roman historique, fort populaire durant toute la première moitié du XIX^e siècle, devient le principal porteur de la conscience historique bourgeoise (60) jusqu'à ce qu'une forme achevée du discours historiographique s'impose et prenne la relève avec Michelet, Thierry et leurs contemporains, où, enfin, le récit rejoint l'érudition, ce qu'illustre la fameuse boutade de Guizot : "si vous voulez du roman, lisez de l'histoire!"

L'histoire nationale est celle qui a brodé tout son récit autour du principe de l'unité d'action. Cela tient probablement au fait que les nations sont présentées comme des "personnes". Elles sont au coeur des intrigues qui leurs arrivent. Face à la "certitude" qui est à la base de l'historicité, l'unité d'action présente une forme intelligible au sentiment d'être rattaché à une intrigue primordiale où convergent autant de développements divers que d'époques passées. Toutes les histoires nationales de la France (à l'exception toutefois des traditionalistes, dont les bainvilliens, qui excluent la Révolution) présentent les monarchies franques et capétiennes, la Révolution et l'Empire, la Restauration et les successions de régimes du XIX^e siècle comme autant d'intrigues secondaires, subordonnées à la principale, "le faire de France".

Tandis que l'engagement politique essaie d'exclure un régime ou une période, le discours historiographique vise à respecter l'unité d'action de l'histoire afin de ne pas se détacher, de ne pas se "déraciner" (Barrès) d'aucune période du passé (ce qui maintient l'unité de temps). L'action commune n'est, au fond, jamais déviée. Les ruptures, qui furent souvent si dramatiques pour les contemporains qui eurent à les vivre, sont présentées comme autant d'éléments de la continuité; "la Révolution française poursuit l'oeuvre centralisatrice de l'Ancien Régime"; "l'Empire termine la Révolu-

(60) G. Luckacs. Le roman historique, Paris, Payot, col. "F.B.P." # 311, 1965, 408 p.

tion"; "la Troisième République est fille de 1789" sont autant de formules qui reviennent dans les livres ou manuels d'histoire. Stabilité et déséquilibre sont les deux phases d'une même intrigue motrice de l'historicité française.

Toutes les intrigues secondaires participent à l'une ou à l'autre, de la stabilité ou du déséquilibre, mais toutes sont ramenées dans une permanence, une fidélité et une conservation de l'action principale. Déjà, Vercingétorix résiste aux Romains pour la vie d'une France qui est encore la Gaule. C'est toujours ce même geste accompli que répètent les soldats de l'an II ou les combattants des trois guerres franco-allemandes entre 1870 et 1945. La nation française est l'intrigue centrale et les lecteurs de livres d'histoire suivent anxieusement les heurs et malheurs qui lui arrivent; ils partagent le sentiment de participer eux aussi à cette intrigue, et cela à travers les intrigues secondaires contemporaines. Mieux, ils sont peut-être, toujours selon la règle classique de la dramaturgie, ceux qui détiennent la clé du dénouement de cette intrigue?

Ainsi constituée par des éléments à la fois riches et ordonnés, l'action peut aboutir logiquement à un dénouement qui est l'élimination du dernier obstacle ou de la dernière péripétie. Le dénouement vise à être complet et rapide, et réalise le paradoxe d'apparaître à la fois comme nécessaire et imprévisible. De même, l'exposition cherche, avec un succès variable, à s'intégrer le plus possible à l'action. (61)

Il appartiendra alors au champ de l'idéologique de présenter une politique comme étant le seul dénouement acceptable d'une intrigue commencée depuis l'aube des temps. A l'exception que le dénouement, cette fois-ci, est prévisible. Le dénouement est donc lié et tire toute sa force, sa légitimité, sa confirmation, à la valeur qu'une société accorde à l'histoire.

(61) J. Scherer. op. cit. p. 284.

Si l'intrigue principale est présentée comme stabilité, elle ne peut ignorer les actions qui l'atteignent et semblent la déséquilibrer. L'idée du progrès, depuis Condorcet, visait à présenter ces déséquilibres : mou-
vance, ruptures et modifications, comme autant de fractures de l'unité qui, au lieu de la désagréger, la fortifiaient et l'amélioraient. La Révolution, bien sûr, est la fracture la plus douloureuse, mais également la plus profitable pour l'avenir de la France. Elle devient insurmontable par contre pour un Maurras ou un Bainville qui ne peuvent ambitionner qu'un mouvement de "réaction" pour revenir à la fracture et reprendre l'intrigue principale là où elle a été interrompue par des intrigues secondaires. Un Barrès, pourtant s'accommode volontiers des phases récentes de cette intrigue qui continue toujours, car...

...cette poussée des temps héroïques de la Révolution n'est pas moins française que révolutionnaire. Au contraire : c'est le moment où la Révolution poursuit, fût-ce sous une forme différente, l'oeuvre de la royauté. Car la liberté qu'apportent les soldats de la Révolution est la liberté française, l'émancipation des peuples ne peut s'accomplir que grâce à la puissance de la France. Que cette France soit révolutionnaire et républicaine, et non pas monarchique, n'a guère de signification ou d'importance dès lors qu'elle s'inscrit dans la longue lignée de la grandeur nationale. (62)

Ce résumé de l'acceptation barrésienne de la Révolution, fait par un éminent spécialiste de "l'écrivain patriote", met en évidence l'intrigue principale (la liberté française) des intrigues secondaires (révolution, république et monarchie). Peut-être Barrès a-t-il tendance à trop sous-estimer les intrigues secondaires, comme le lui reprocherait sans doute un bon dramaturge aussi bien qu'un bon historien? Maurras et Bainville, eux, procéderont de façon inverse. Une intrigue secondaire est parvenue à enrayer suffisamment l'ensemble de l'intrigue principale que le dénouement, à moins d'une action radicale, ou plus exactement, une "réaction" radicale, située

(62) Z. Sternhell. Maurice Barrès et le nationalisme français, Paris, Complexes, 1985, p. 350.

dans le champ de l'idéologique, vienne remettre l'intrigue principale déraillée sur la bonne voie. S'unissant à un sentiment généralisé de "décadence" très fin-de-siècle, celui de la décadence particulière de la France rejettera le drame de cette intrigue vers la tragédie, puisque d' "une lamentation passive devant quelque fatalité".

L'unité de temps a pour fonction, à l'intérieur de la dramaturgie, de limiter la durée de l'action (si on pense aux interminables "mystères" du Moyen Age, ou aux très longues pièces de Shakespeare). Mairet, comme Corneille, pensait "qu'il était préférable de concevoir l'action comme une crise rapide pour rapprocher le plus possible la durée fictive des événements, de la durée réelle de la représentation (63)". On devine le parti qu'a pu tirer de cette unité de temps l'histoire événementielle. La guerre de Cent Ans, la Saint-Barthélemy, la Révolution française sont autant de durées historiques que seuls des livres entièrement consacrés permettront de suivre aux détails. Avec des grandes synthèses, celles de Bainville ou de Bonnefon, la durée est fractionnée en autant de "règnes" et de "régimes" qui rejoignent les intrigues secondaires.

Mais l'unité de temps, c'est beaucoup plus que ce que la dramaturgie en a fait pour ses propres besoins. Dans l'historicité, l'unité de temps, c'est ce qui maintient l'appartenance à une durée qui doit tendre vers le point originel, dans le passé, et aspirer vers l'éternité, dans le futur. Une durée qui se confond avec l'action, certes, mais aussi une durée qui dépasse les sources les plus anciennes de l'histoire. "Nos ancêtres les Gaulois" enseignait l'école républicaine. Le temps, mieux que l'action parfois, parvient à souder les peuples contemporains à des ancêtres de la haute antiquité avec lesquels souvent il n'y a aucune filiation directe. La durée permet ainsi d'annexer à l'histoire nationale un passé où n'existaient pas

(63) J. Scherer. op. cit. p. 285.

de nations.

L'unité de temps n'empêche pas cependant la coexistence de différentes durées, comme l'a montrée Fernand Braudel. Dans le cadre d'une historicité nationale, c'est la durée de la nation, c'est sa permanence à travers les actions, à travers les modifications de ses frontières territoriales. Cette durée est le résultat du tissu formé des événements politiques. D'abord, parce que l'Etat, le politique, est l'incarnation privilégiée de la nation. Ensuite, parce que cette nation est constamment en lutttes (ouvertes ou compétitrices) avec des voisines ambitieuses. Son droit à l'existence est continuellement nié, et cette négation se tient au niveau politique (celui de la souveraineté; blocus économiques et négations culturelles sont, ici, perçus comme des "moyens" politiques de contraindre l'ennemi), c'est donc au niveau politique qu'une nation existe (les peuples sans histoire sont des peuples sans nation, c'est-à-dire sans Etat) puis affirme sa suprématie. Chez les bainvilliens, une durée seconde, celle des Capétiens s'est assimilée à la durée première, celle de la nation, au point de devenir identiques puisque c'est la longueur de la durée capétienne qui lui assure sa valeur, contrairement à la succession de durées secondaires et éphémères qui se remplacent depuis la Révolution. Dans l'historiographie républicaine, aucune durées secondes ne parviennent à vraiment s'identifier à la durée première, aussi parle-t-elle moins des dynasties que des règnes.

La limitation du lieu se déduit de celle du temps en raison des vraisemblances. On admet donc tous les lieux ou les personnages peuvent se déplacer pendant la durée supposée de l'action; ce n'est pas encore une véritable unité. Les contemporains de Richelieu se contentent d'une région naturelle peu étendue, telle qu'une ville et ses environs, mais tolèrent que dans ce lieu général unique on distingue plusieurs lieux particuliers. (64)

Autrement plus importante apparaît l'unité d'espace dans la littérature his-

(64) J. Scherer. ibid. p. 285.

toriographique. D'abord, parce qu'elle se confond avec la nation qui vise à présenter son espace actuel comme permanent à travers le temps. C'est le mythe de "nos frontières naturelles", de "la ligne bleue des Vosges" ici; de "l'espace vital" ailleurs. C'est l'appartenance à un lieu que l'on occupe présentement comme héritage de la tradition. Dans le cadre de la nation, ceci présente un problème pour les peuples dont le territoire est l'héritage d'une *Völkerwanderung* ancienne. Les Allemands peuvent-ils affirmer qu'ils habitent les terres originelles des Germains et des Teutons? La Turquie actuelle occupe-t-elle le territoire d'origine des Turcs? Problèmes anodins en soi, mais hautement symbolique pour les peuples nationaux.

Il est important, pour une histoire nationale, de maintenir la permanence des frontières actuelles tout au long de la durée. Le problème présenté par une telle nécessité est particulièrement remarquable dans les histoires des nations jeunes, en Amérique et en Océanie. Ici, il s'agit d'évincer un quelconque sentiment d'intrusion dans un espace qui, à une époque encore récente, était habité par d'autres peuples qu'une *Völkerwanderung* récente a bousculés et contraints à l'exil, à l'assimilation, voire à l'extermination, et dont l'éviction retombe comme une responsabilité nationale. Ailleurs, il suffit de montrer que les territoires actuellement parties intégrantes de la nation ont été acquis, d'une manière ou d'une autre, par les différentes actions secondaires du passé, au cours de durées secondes de l'histoire.

Unité d'espace, unité de temps et unité d'action sont donc trois réseaux qui, lorsqu'ils se confondent, s'interpénètrent, forment une synthèse intelligible où peuvent se nouer toutes les liaisons possibles sans qu'elles puissent échapper à notre entendement. Sans doute, cette règle des trois unités s'inscrit-elle uniquement à l'intérieur de la forme littéraire du

discours de l'histoire et qu'elle n'est rien sans une articulation logique de la mécanique causale, mais il n'y a aucune raison de ne pas reconnaître son importance dans la compréhension de l'histoire et dans l'activité représentatrice de l'imaginaire.

La critique la plus sérieuse contre la transposition de la règle des trois unités de la littérature dramatique à l'histoire est celle de ne pas identifier clairement comment ni quand elle s'est produite. Effectivement, la réponse "positive" n'est pas encore donnée, mais pour notre part, nous pensons que la transposition s'est effectuée au temps de l' "idéologue" Daunou. Ce dernier a publié une série de leçons regroupées sous le titre de "L'art d'écrire l'histoire" (65) et professées au Collège de France durant la première moitié du XIX^e siècle (au temps où triomphait le roman historique). Même si la méthode est le problème central de ses leçons, Daunou n'exclut pas l'aspect "artistique" de l'histoire:

...exciter en nous des émotions ne doit pas être l'unique fonction des historiens : ils ont à nous transmettre un genre particulier de connaissance : ils se sont chargés de reproduire à nos yeux le spectacle des siècles passés; ils aspirent à nous instruire par leurs récits, à nous éclairer par leurs jugements. (66)

Daunou ne s'intéresse donc pas seulement à la méthode historique, mais également au genre littéraire qui la supporte:

Un historien n'a de style que par l'attention pénétrante avec laquelle il a saisi tous les détails de son sujet; que par la vivacité des images et des émotions qu'il rapporte de cette étude. Si nous ne rencontrons pas dans chaque ligne de ses récits ou la peinture d'un fait, ou l'expression d'un sentiment, ou une observation originale, nous pourrions bien y trouver encore une rédaction ou diction irréprochable; mais il n'y aura point de style. Le style suppose partout l'une au moins de ces trois choses, pensée profonde, image frappante ou affection forte. Et ce n'est rien encore, si l'on

(65) P.-C.-F. Daunou. Cours d'Etudes historiques, Paris, F. Didot, 1844-1849, t. vii : L'Art d'écrire l'histoire, 726 p.

(66) P.-C.-F. Daunou. ibid. p. 2.

ne sait pas établir, maintenant entre ces trois éléments de toutes les beautés littéraires, de tous les grands tableaux historiques, une harmonie si constante, une si parfaite unité, qu'ils n'aient ensemble qu'un seul et même cours, pareil à celui d'un fleuve, comme le disaient les anciens maîtres de l'art d'écrire. (67)

Plus loin, Daunou confirme le caractère dramatique du bon récit d'histoire lorsqu'il écrit :

D'elle-même l'histoire est pittoresque et dramatique: tels avaient été ses caractères dans les littératures anciennes. Pour qu'elle devînt terne et froide, il a fallu toute la barbarie du moyen âge, un langage obscur, des moeurs sombres, des institutions serviles. (68)

Le drame n'est donc pas exclu de l'exposé historiographique de Daunou, et la liaison, entre l'unité et l'imaginaire passant par l'imagination est également attestée par Daunou:

L'imagination, à s'en tenir au sens propre ou immédiat du mot, n'est que la faculté de réveiller en nous et de combiner diversement les images des objets sensibles ou les impressions qu'ils nous ont causées... (69)

Imagination qui ne doit pas cependant déborder vers la fiction, mise en garde que Daunou développe dans ses leçons. L'historien se distingue ici en tous points avec le dramaturge et le romancier:

Nos facultés intellectuelles et morales ont entre elles une liaison si intime que chacune d'elles influe nécessairement sur les autres, leur communique sa force ou ses imperfections, et concourt à étendre ou à retarder leurs progrès. C'est au feu de l'imagination que le génie s'enflamme, que la sensibilité se développe, que les affections pures deviennent profondes, ardentes, expansives, et que les sentiments honnêtes prennent le caractère énergique et inaltérable de la vertu. (70)

"On ne peut que déplorer, avec Claude Nicolet (71), l'absence d'une étude récente consacrée à Daunou". Son rayonnement pourrait bouleverser ce

(67) P.-C.-F. Daunou. ibid. p. 20 (Souligné par moi, j.-p. c.).

(68) P.-C.-F. Daunou. ibid. p. 23.

(69) P.-C.-F. Daunou. ibid. p. 21.

(70) P.-C.-F. Daunou. ibid. p. 25.

(71) C. Nicolet. op. cit. p. 122, note 3.

que disent, ou ne disent pas (72) les différents traités d'historiographie. Du moins, J. Gaulmier note-t-il que "les idées de Volney sur l'histoire que Daunou (1761-1840) reprendra dans ses cours au Collège de France et transmettera à Michelet... contribueront à faire du 19^e siècle le "Siècle de l'Histoire" (73).

Une dernière observation sur Daunou peut nous permettre de constater que déjà chez lui l'activité de synthèse et l'activité de recherches sont distinctes dans la méthode historique:

Il se peut que la synthèse qui toujours prévoit sa route entière, et qui commence par la diviser et la décrire, convienne à certaines matières; mais je crois que la recherche ou l'examen sérieux d'une théorie demande une autre méthode. (74)

Bainville a-t-il lu "l'Art d'écrire l'histoire" de Daunou? Il connaissait par contre cet auteur par l'entremise de l'influence qu'il exerça sur Sainte-Beuve. Il se peut, en définitive, que le style de Bainville relève moins du journalisme que de la tradition littéraire historique comme on l'a pensé jusqu'à date (75)?

Prenons donc cette règle des trois unités comme modèle capable d'analyser la forme littéraire bainvillienne. L'unité fondamentale qu'elle permet, où convergent comme autant de faisceaux les différents lieux, durées et actions de l'histoire vers la nation qui parvient à faire un consensus de la conscience historique française autour de l'Etat qui la concrétise le mieux.

La causalité et la règle des trois unités permettent ainsi une logique qui rend l'histoire intelligible et ouvre une porte sur le présent en cons-

(72) Par exemple, ceux de G. Lefebvre, op. cit. et de G. Bourdieu et H. Martin. Les écoles historiques, Paris, Seuil, col. "Points-Histoire" # H67, 1983, 342 p. ne mentionnent même pas le nom de Daunou!

(73) J. Gaulmier. "Les Idéologues" in F. Abraham et R. Desné. Histoire littéraire de la France, vol. IV, 1^{ère} partie : de 1789 à 1848, Paris, Ed. Sociales, 1972, p. 93.

(74) P.-C.-F. Daunou. op. cit. p. 31 (Souligné par moi, j.-p. c.).

(75) Cf. G. Lefebvre. op. cit. p. 297 et J. Bainville. op. cit. p. 99, 136 et 271.

truction. Malgré des natures différentes, l'historiographie devient drame (76) et répond à ce que Charles Maurras exprimait dans son Enquête sur la Monarchie:

Les cas de conscience, les crises d'intérêt privé, les difficultés sociales gagnent en netteté quand on les examine invariablement du point de vue qui nous est commun et qui fonde notre communauté politique : il y a une aire territoriale appelée la France; il y a des hommes appelés les Français qui dominent vingt siècles d'une même vie partagée; faisons une synthèse de nos questions françaises subjectivement à la France. (77)

(76) Ainsi lorsque Bainville écrit : "A si peu de temps du bûcher de Rouen, le théâtre tourne, la scène change" (H.F.:102).

(77) C. Maurras, cité in R. Girardet. p. cit. p. 201. A rapprocher également de la théorie très classique de Maurras sur le style : "la première règle (de style) est la simplicité, qui fuit l'abondance, le vague, l'impressionnisme et autres sources ou miroirs de confusion. On doit, pour parvenir à la simplicité, saisir l'essentiel et subordonner tout au fait central ou thème". Cité in E. Weber. op. cit. p. 27.

Chapitre I

SYNTHESE INTELLIGIBLE DE L'UNITE DE L'HISTOIRE PAR LA NATION

L'histoire, c'est de la politique.

JACQUES BAINVILLE
Journal 29-10-11.

I.1 Consensus de la conscience historique française autour de la nation comme unité de l'expérience historique.

L'une des premières choses à remarquer, quand on prend soin d'analyser l'historiographie bainvillienne, en particulier ici l'Histoire de France, c'est la dimension particulière de la conscience historique de la collectivité que celle-ci met en relief. Bien sûr, il n'y a pas que la dimension nationale qui se trouve façonnée par une telle historiographie. On trouve également une dimension sexuelle de la collectivité. L'histoire, comme la politique, est affaire d'hommes. Il y a bien les reines et les maîtresses royales, mais celles-ci valent ce que valent leurs rôles dans l'histoire, ou encore celui de leurs royaux amants : "C'est la politique qui fait les réputations" (H.F.:162) commente laconiquement Bainville. Il y a bien les héroïnes, Jeanne Hachette ou Charlotte Corday, mais même si elles ont leurs noms mentionnés, seule Jeanne d'Arc, libératrice de la nation, a droit au panégyrique. Autrement, il y a aussi la dimension de classes qui trouve son compte dans cette historiographie, mais comme Bainville refuse de voir dans leurs luttes la dynamique essentielle de l'Histoire, elles demeurent, pour lui, une réalité incontestable mais non déterminante. Si la grande force de la France sont ses classes moyennes, comme il aime le répéter tout au long de son livre, elles comprennent surtout les petits entrepreneurs, les petits producteurs, artisans ou manufacturiers, mais les termes deviennent plus

ambigus au niveau du sens lorsqu'il s'agit de définir la bourgeoisie, celle-ci regroupant les classes moyennes, mais aussi parfois les capitalistes -- qu'il n'aime généralement pas, tel "le financier" Lafitte (H.F.:385) --, bref, le terme de bourgeois doit plutôt être pris dans son sens étymologique premier : les habitants des bourgs, des villes. Ailleurs, les féodaux, la masse paysanne, les ouvriers -- le terme prolétaire n'apparaît qu'une seule fois pour parler des étudiants pauvres et des moines mendiants de l'Université disputeuse de l'autorité royale (H.F.:93) -- sont autant de groupes sociaux qui n'apparaissent comme des classes que par rapport aux classes moyennes.

Il ne reste donc que la dimension nationale de la conscience historique. Celle-ci occupe tellement toute la place qu'elle en vient à s'identifier avec la conscience collective elle-même. Contrairement au mot de Thiers pour qui "la république est le régime qui nous divise le moins", la nation est cette appartenance qui rapproche le plus. Mais qu'est-ce que la nation? Alphonse Dupront la définit simplement, "intellectuellement", comme "la naissance. Les nations sont les divisions naturelles de l'espèce humaine, sortie du sein de Dieu créateur" (1). Elle est ainsi une identification par la négative : "Pour eux-mêmes et pour les autres donc, notion ambivalente et d'une communauté originelle -- ce que traduit le "même" -- et d'une opposition, d'une adversité, d'une étrangeté -- "l'autre" (2). Mais une entité dont nous éprouvons déjà les références affectives:

(la Nation) principe d'émancipation bourgeoise, dans un transfert du "royaume" à une communauté moins centrée sur une personne, plus anonyme, son image charnelle et quasi sans sacralité, mais institutionnellement forte, angoissée d'une unité dont les exigences sont de simplicité mentale et de règne économique et capable de concentrer nombre de pulsions émotives de refus et de peurs. (3)

Claude Nicolet définit la nation comme étant "souveraineté et unité",

- (1) A. Dupront. "Du sentiment national", in M. François (éd.) La France et les Français, Paris, Gallimard, col. "Pléiades" 1972, p. 1434.
- (2) A. Dupront. ibid. p. 1434.
- (3) A. Dupront. ibid. p. 1437.

ce qui établit le champ politique comme lieu privilégié où s'active la conscience collective (4), mais le nationalisme s'impose vite comme la morale de la nation, d'abord à gauche, avec Michelet et les libéraux qui parlent, avec "mysticisme" de "la religion de la liberté" (5), morale dont le glissement de la gauche vers la droite (6) ne cesse de se faire jusqu'à ce que la défaite de 1870 vienne la briser en deux, chaque partie orientée vers des objectifs différents : le nationalisme d'expansion mondiale (Ferry) et le nationalisme de rétraction continentale (Clémenceau) (7).

Mais les bainvilliens ne pouvaient profiter de définitions aussi claires, aussi devaient-ils se référer aux définitions des théoriciens du XIX^e siècle, comme Renan, pour qui...

Une nation est une âme, un principe spirituel... Une nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment de sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune... (8)

Définition dont le mysticisme ne plaît pas à la raison d'un Maurras qui écrit, dans "l'Action française" de 1901:

L'idée de nation n'est pas une "nuée"; elle est la représentation en termes abstraits d'une forte réalité. La nation est le plus vaste des cercles communautaires qui soient (au temporel) solides et complets. Brisez-le, et vous dénudez l'individu. Il perdra toute sa défense, tous ses appuis, tous ses concours. (9)

Ce qu'on appelle le "nationalisme nationaliste", par opposition au "nationalisme romantique" du XIX^e siècle, celui collé aux bottes de la Grande Armée impériale qui, "malheureusement", a su si bien germer en terres allemandes,

(4) C. Nicolet. op. cit. p. 400-401.

(5) R. Girardet. op. cit. p. 12.

(6) R. Girardet. ibid. p. 12.

(7) R. Girardet. ibid. p. 16.

(8) E. Renan. "Qu'est-ce qu'une nation?", cité in A. Dupront. op. cit. p. 1440.

(9) C. Maurras, cité in R. Girardet. op. cit. p. 198.

slaves et italiennes, n'est pas un sentiment, au contraire, c'est un principe de survie, et un principe réactionnaire (10).

Mais la nation vaut surtout par la manière dont elle s'est faite, et c'est l'objectif de l'historien que de raconter cette édification. Alphonse Dupront résume assez bien comment la construction de la France rappelle celle d'une économie de bouts de chandelles, très dans l'esprit "classe moyenne" de Bainville:

A partir d'un centre, unions, réunions, agrandissements progressifs. Dès sa naissance, la France est centralisée; ainsi condamnée à grandir comme un paysan convoiteux d'espace et de fruits étend patiemment son champ, morceau par morceau, dans la continuité dévotieuse des générations : terre paysanne, terre d'héritage et de patrimoine, terre d'espace. D'un espace qui se déploie au partir du berceau du domaine. Michelet brossant prestigieusement sa vision de la France, retrouve, dans l'élan de sa participation poétique, province par province, ce façonnement de la France. (11)

Cette construction lente, aussi bien décrite par Michelet et Renan, c'est celle de Bainville; et pour tous, il s'agit d'une réalisation faite à partir de l'alliance convenue entre la monarchie et la bourgeoisie. Alliance faite d'abord pour la défense contre un péril extérieur, comme aime le rappeler Bainville en parlant du temps de Philippe le Bel, quand il écrit : "Nobles, bourgeois, clergé même, tous approuvèrent la résistance de Philippe le Bel au pape... Une tradition de la monarchie et de l'Etat français s'était formée" (H.F.:67). Ou encore quand, à la suite de grands conflits comme la guerre de Cent Ans ou les guerres de religion, le redressement national exige une collaboration de tous qui ne peut que contribuer au renforcement de l'idée nationale.

Ce qui est important surtout, c'est le caractère de "consentement"

(10) R. Girardet. ibid. p. 16.

(11) A. Dupront. op. cit. p. 1454.

de l'alliance; que celle-ci ait été volontaire de la part des partis contractantes. Il n'y a pas d'intégration de force -- l'échec de la Belgique est une preuve évidente de cette vérité selon Bainville --, et lorsqu'il y a "réunion", comme dans le cas de la Lorraine sous Louis XV, c'est qu'il y a acceptation consentante des Lorrains : "La monarchie n'avait jamais voulu annexer la Lorraine par la violence et contre le vœu de ses habitants" (H.F.: 235). Qu'importe la véracité de cette affirmation, elle sert à renforcer cette idée que la conscience historique nationale se donne d'elle-même, celle d'une collaboration, d'une collection et non d'une conquête.

Cette belle unité s'est brisée à la Révolution, du moins, c'est ce que veut nous dire l'historiographie bainvillienne, contestataire de l'historiographie républicaine officielle, mais il serait faux de croire que ce sentiment de rupture appartient exclusivement aux réactionnaires. A. Dupront ne rapporte-t-il pas que...

D'évidence face à l'Europe, au monde et sans doute face à elle-même, la Révolution a soi seule ne pouvait se dire la France. Tenter l'unité, cependant, et c'est trame maîtresse de la texture de la France au long du XIX^e siècle que la poursuite entre France et Révolution d'une alliance intime, jamais confondante cependant. (12)

Mais la dimension nationale est parvenue à se confondre presque entièrement avec la conscience collective des Français sans pour autant se confondre avec un régime politique. C'est donc elle qui constitue l'historicité des Français, qui qualifie leur sentiment d'appartenance à une même aventure collective, ce qui n'a pu se réaliser au niveau des classes, par exemple. L' "union sacrée" de 1914 ne montre-t-elle pas que "les prolétaires de tout le pays..." devaient s'effacer devant "les Français de toutes les classes"? La conscience nationale en vient même à dépasser la nation et à exister que par sa propre volonté. Il n'y a pas à s'étonner que pour les antisémites,

(12) A. Dupront. ibid. p. 1464.

c'est la conscience nationale juive qui demeure l'idéal de toutes les consciences nationales, aussi, quelle différence avec le nationalisme angoissé des maurrassiens:

C'est tout le nationalisme des "nationalistes" de la fin du XIX^e siècle que l'angoisse de la mort semble obséder. Comment maintenir intact un patrimoine déjà diminué? Comment retenir une patrie qui se défait? Quelles sont les conditions de sa survie et de sa durée? Telles sont les questions essentielles que se posent ses interprètes. (13)

Entre la vie et la mort, la conscience nationale ne s'interroge même plus sur elle-même, se remettant encore moins en question : elle est devenue une évidence, même si c'est une évidence sur le point de disparaître! Elle s'est imposée d'une façon tellement instinctive à la conscience collective qu'elle est, comme dit Bruno Hébert, une "image d'un peuple qui prend conscience de soi "sans concept" (14). Mais il ne faut pas se méprendre, car il ne s'agit sûrement pas là de cette "part non reproductrice" de l'imaginaire. C'est cette perception, cette donnée évidente qui servira de terrain fertile à la création "poétique" d'un discours historiographique sur la nation. C'est dans ce sol que germera l'Histoire de France de Bainville..

1.2 La nature politique de l'information historique.

Cette histoire est avant tout une histoire des faits politiques. Elle aurait été économique que c'eût été la même chose. Les faits qui la constituent ne sont plus des faits singuliers et concrets. Ils contiennent toujours une part importante de généralisation. (15)

Cette assertion de Philippe Ariès vise à banaliser l'importance de la nature politique de l'information historique privilégiée dans le livre de Bainville. Pour la part de vérité qu'elle contient -- la généralisation --, il y en a

(13) R. Girardet. op. cit. p. 17.

(14) B. Hébert. op. cit. p. 78.

(15) P. Ariès. op. cit. p. 51-52.

une autre -- celle des faits politiques -- qui risque d'être sous-estimée et qui n'a pu échapper aux autres observateurs. Ainsi, cette même idée est-elle reprise de manière différente par l'un des récents biographes de Bainville:

Si "les théories politiques sont changeantes comme les circonstances qui les déterminent" (H.F.:418)... l'art de la politique, lui, ne change pas. Il reste identique à lui-même à travers tous les peuples de la terre et à toutes les époques, de l'antiquité à nos jours. Là également Jacques Bainville martèle sa pensée : "Il n'y a pas de vieille politique, il n'y en a pas de neuve : il y a la politique éternelle" (H.T.G.:279). Autrement dit "la politique consiste à appliquer aux circonstances des règles éternelles". (16)

Si contestable que soit cette approche du phénomène politique, et de par le fait même, de l'histoire, force nous est de reconnaître qu'il s'agit là de "l'observatoire" (Braudel) à partir duquel Bainville a décidé de regarder le passé de la France. Pour tous les bainvilliens, la politique est le carrefour des activités humaines. Ecoutons Rumilly à ce sujet:

Au gré de plus d'un philosophe, la politique jouera un trop grand rôle. Là encore, je ne l'ai pas choisi. La politique gouverne les sociétés. La politique est un confluent, où presque tout aboutit... L'historique des chemins de fer, celui de l'enseignement, celui de la colonisation, celui de l'agriculture même, sont inextricablement liés à l'histoire politique... (H.P.Q.I:iv)

On voit qu'il y a là plus qu'un simple dada de journalistes! La politique est bien une "idée" de l'histoire, comme l'ont été après l'économie et les mentalités. Il ne s'agit pas d'un "observatoire" improvisé mais bien pensé, réfléchi, "théorisé" même:

Il devient évident alors que, dans un Etat, les problèmes politiques doivent être réglés avant tous les autres -- qu'ils soient moraux, juridiques, économiques ou sociaux... Mais attention! non pas parce qu'ils sont plus importants mais parce que de la solution donnée à ceux-là dépendra l'épanouissement de ceux-ci... Commençons par régler les problèmes politiques, les autres se résoudreont ensuite facilement.(17)

(16) J. Montador. op. cit. p. 121.

(17) J. Montador. ibid. p. 121.

Et c'est le sens donné à la fameuse réponse de Bainville au livres de Keynes: Les conséquences politiques de la paix, vues comme plus déterminantes encore que les conséquences économiques.

Pour Ariès, même s'il vient des rangs de l'Action Française, cette façon de comprendre l'histoire, bien qu'elle puisse encourager l'action -- sa partie idéologique, dirions-nous --, sert aussi "d'écran" qui "s'interpose entre l'historien et la complexité vivante". Elle devient moins un révélateur qu'un leurre de l'unité (18).

Nonobstant la validité de cette critique, il faut comprendre que l'intelligibilité de l'histoire vient d'abord de la compréhension qu'on a des événements les uns par rapport aux autres et l'unité qui s'établit par ces liaisons créées. L'unité de la nation; l'unité du peuple avec ses institutions; l'unité des individus dans le peuple et l'unité de la tradition n'apparaissent nulle part aussi évidentes que dans la suite des faits politiques. C'est une évidence qui paraît tellement "instantanée" à l'esprit que déjà les Grecs et les Chinois de l'antiquité l'avaient remarquée! C'était même une vision quasi unanime au tournant du siècle et pour les républicains, "la première qualité de l'Etat est son unité, ou plutôt son unicité : comme la souveraineté, comme la République, comme la loi" (19). Et si l'on se rappelle bien que l'éducation de Bainville est toute républicaine, il est plus que probable qu'il en a hérité également sa définition de l'Etat.

L'Etat, dans cette perspective, est "ce qui représente l'unité politique de la Nation", note Barni, qui précise plus loin : "L'Etat est l'ensemble des pouvoirs publics chargés de régler et d'administrer les choses qui intéressent le pays tout entier"... (20)

C'est cette définition de l'Etat que l'on redécouvre toujours lorsqu'on

(18) P. Ariès. op. cit. p. 55-56.

(19) C. Nicolet. op. cit. p. 446.

(20) C. Nicolet. ibid. p. 442-443.

gratte un peu la surface de l'Histoire de France de Bainville : "l'unité politique de la nation" et "l'ensemble des pouvoirs publics" qui seuls peuvent assurer le maintien de l'ordre et de l'autorité et non plus, comme sous l'Ancien Régime, une institution sacrée, transposition dans le champ civil de la structure ecclésiastique. Aussi quand Bainville fait l'éloge funèbre d'Henri III, il avance l'interprétation selon laquelle le monarque "était mort pour une idée : celle de l'Etat, de la monarchie, de l'unité nationale" (H.F.:155). C'est bien pour la définition républicaine de l'Etat qu'est mort Henri III -- et Bainville se garde bien de rappeler la chaise percée sur laquelle était assis le malheureux au moment de recevoir le coup fatal, ce qui apparaîtrait une position bien sordide pour un sacrifice d'une aussi haute portée! Le roi incarne désormais la souveraineté nationale et non la sacralité par laquelle il était jadis mandaté pour régner sur le peuple, et pour cela, "il n'était pas mort en vain" (H.F.:155).

Cette définition républicaine de l'Etat d'Ancien Régime renforce plutôt le traditionalisme de l'Action Française que son monarchisme, ce que soupçonnait déjà Eugen Weber:

Si l'on se fraie un chemin à travers le fourré des contradictions apparentes, et la confusion obligatoire qui naît du fait qu'on applique le terme "royalisme" à ce qui est en réalité un traditionalisme qui ressasse inlassablement un passé à élite multiple, consacré par une mythologie historique, on découvre que le roi apparaît de plus en plus comme un symbole -- un symbole avant tout de la logique sans répit que rien n'arrête dans son effort pour rester fidèle à elle-même. (21)

En bout de ligne, le monarchisme en est venu à s'imposer comme un moyen visant à satisfaire une raison d'Etat jugée impuissante. Le "machiavélisme" de Bainville, jaillissant ici de la fonction de l'idéologique, valorise ces monarques qui agissaient avec le plus de finesse pour le bien de l'unité nationale, de Philippe le Bel à Louis XI; de François I^{er} à Louis XV, qui

(21) E. Weber. op. cit. p. 572.

surent mériter ses éloges et aux côtés desquels les dirigeants des républiques lui apparaissent comme dépourvus d'imagination aussi rarement qu'ils ont su faire appel à des expédients imposés par la force des choses (sauf en ce qui concerne l'écrasement des émeutes de 1848 et de 1871, mais qu'ils ne surent déployer avec autant de brio dans les affaires internationales). Tout en fondant la monarchie dans le bloc de l'Etat, Bainville la présente comme indispensable à l'unité parce que capable d'user de tous les moyens, sans discernement, pour parvenir à accomplir cette grande idée pour laquelle le serait mort Henri III:

Le salut de l'Etat étant la loi suprême, les moyens employés pour l'assurer sont légitimes, y compris les plus blâmables. Sans doute, la doctrine n'est pas toujours affirmée sous une forme aussi brutale : au degré zéro, il s'agit simplement d'admettre dans certains cas, pour cause de nécessité et pour le salut de tous, des dérogations au droit commun. Mais en telle matière, précisément, il n'est plus longuement possible de tracer la frontière entre le légitime et l'illégitime. (22)

"Laïque et réaliste", la raison d'Etat assure l'efficacité d'un bon gouvernement, la force de l'Etat et le bien-être de la nation. Il en était ainsi des républicains, il en sera ainsi des bainvilliens. On n'a jamais vu jusqu'à date, à quel point elle était de facture républicaine cette interprétation monarchiste de l'histoire!

I.3 La réalisation de la nation par l'auto-détermination.

Cela ne doit pas nous faire oublier cependant que la nation est avant tout un rassemblement (volontaire ou obligé) autour de l'Etat qui en est l'institution majeure. Pour que l'un et l'autre se répondent mutuellement, il faut un principe dynamique capable d'en assurer la synthèse historique, c'est-à-dire, pour un peuple, "le goût d'être lui-même et de s'auto-déterminer" (23)

(22) C. Nicolet. op. cit. p. 392.

(23) B. Hébert. op. cit. p. 26.

Or, sait l'importance que Toynbee accordait au principe de l'auto-détermination, et, on doit dire, malgré ce qu'il en pensait, que l'auto-détermination d'une nation, par l'existence de la pleine souveraineté de ses appareils institutionnels -- surtout de l'Etat -- est plus facilement repérable que l'auto-détermination de ses 21 "civilisations". N'est-il pas obligé, lui-même, de citer un exemple d'auto-détermination adressé à une nation pour appuyer l'énoncé de son principe vital? Ne recours-t-il pas aux derniers vers du "King John" de Shakespeare pour nous montrer que la faillite de l'auto-détermination provient d'abord de coups que l'on s'inflige à soi-même avant que d'autres viennent nous en porter?

L'Angleterre ne s'est jamais couchée et ne se couchera jamais
Aux pieds d'un orgueilleux conquérant,
A moins que d'abord elle n'ait contribué à se blesser.
Rien ne nous fera repentir
Si l'Angleterre, de son côté, reste fidèle à elle-même. (24)

D'autant plus que, trois siècles plus tard, les commentaires du bainvillien Maurois, écrits à peu près au même moment où Toynbee rédigeait ses volumes, résonneront comme un écho au poète:

Deux vertus précieuses entre toutes : la continuité et la souplesse assurèrent à l'Angleterre une évolution tranquille... L'Angleterre est aujourd'hui, comme elle le fut toujours, gouvernée par des précédents. Après dix siècles, l'aristocratie terrienne demeure une magistrature bienveillante. Monarchie, Parlement, Universités restent fidèles à des traditions et à des coutumes du Moyen Age... Mais la puissance d'adaptation du peuple anglais est égale à son conservatisme. Toujours l'institution ancienne reconnaît, accepte et assimile les puissances nouvelles. Aussi n'y eut-il jamais en Angleterre de révolution véritable. Les brèves révoltes qui jalonnent cette histoire ne furent que rides sur un océan et la "glorieuse révolution de 1688" qu'un échange de signatures. (M.H.A.:477)

L'auto-détermination ne doit pas, contrairement à ce que font les bain-

(24) W. Shakespeare, cité in A. Toynbee. L'Histoire, Paris, Gallimard, coll. "Bibliothèque des Idées", 1951, p. 304.

villiens, se confondre avec le conservatisme, cela n'a rien à voir avec un automatisme, mais la continuité et l'adaptation "en souplesse" apparaissent comme de meilleurs garants de l'ordre et de l'autorité que les bouleversements anarchiques et les états de crises déstabilisants qui entraînent la fracture de l'unité. Déjà, en 1895, Paul Bourget, disciple de Taine, n'écrivait-il pas : "Toutes les contrées construites de la sorte dans la logique de leurs origines ont cette même unité profonde, et, par suite, cette plasticité, quelle que soit d'ailleurs la nature de leur gouvernement" (25).

L'auto-détermination est apparue bien avant "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", et bien avant le nationalisme. Dans une dialectique toute hégélienne, A. Dupront en retrace l'histoire, chez les Français, à partir de la confrontation avec les Italiens lors de la Renaissance:

Les guerres d'Italie sont, dans la conscience moderne, l'initiation du Français à lui-même. Quasi trois-quarts de siècle de vicissitudes emmêlées ont fait des Français des "acculturés" d'un ordre civil de Renaissance. Convoitieux d'un art de vivre, étonnés aussi qu'il puisse être le privilège de leurs vaincus, dans leur découverte avide d'une culture, ils se sont confrontés avec l'Italien. (26)

Déjà la guerre de Cent Ans avait posé le problème de l'identité nationale, et cela tant pour les Anglais que pour les Français. Ce problème de l'identité, s'il se formulait en terme de souveraineté nationale ne se limitait pas cependant au niveau politique. Les guerres d'Italie vont accentuer l'acuité du problème, surtout au niveau culturel, tandis que la guerre de Cent Ans apparaissait trop encore une compétition de caractère féodal. Monarque anglais ou monarque français, les changements de têtes sous la couronne n'entraînaient pas de remises en question de l'identité, du moins pas suffisamment pour créer un sentiment d'appartenance capable de rivaliser avec les particularismes locaux. On préférait ou bien se définir bourguignon ou orléa-

(25) P. Bourget, cité in R. Girardet. op. cit. p. 168.

(26) A. Dupront. op. cit. p. 1445.

nais, ou tout simplement chrétien. Mais le fait d'envahir la péninsule italienne, fait décrit non sans un certain enthousiasme par Bainville, entraînait la confrontation de caractères spécifiques. A partir de ce moment, le principe dynamique de l'auto-détermination va s'esquisser dans l'esprit des théoriciens politiques, principe qui se résume dans la formule "maître chez nous":

Etre gallican depuis la fin du XIV^e siècle, c'est une certaine solidarité française, une défiance et un refus de l'Italien, une façon d'être maître chez soi et une tentative de vivre son autochtonie de religion. (27)

On peut donc dire que la "logique des origines" et le "maître chez soi" sont les deux articulations de l'auto-détermination. Elles sont le fil avec lequel on tisse le drap de l'unité : la conséquence, la cohérence avec soi-même. Assurer la permanence dans le temps devient plus important que la conservation même de tout le territoire. Elle assure avant toute chose la conservation et la cohérence du groupe au-delà des vicissitudes accidentelles de l'Histoire. Sans cette durée, l'auto-détermination n'a pas toute sa légitimité; elle peut être contestée par les prétentions de voisins encore plus ambitieux et mieux constitués. C'est pour cela que Bainville insiste tant sur le fait que : "L'Etat français ne sera vraiment fondé que le jour où le pouvoir se transmettra de mâle en mâle par ordre de primogéniture. Il faudra attendre les Capétiens" (H.F.:30). Assertion qui fait de l'unité de temps une notion primordiale, complétant l'agrandissement de la France à partir du bassin de l'Ile-de-France et la "grande affaire" d'Allemagne. Tant qu'au principe de l'auto-détermination, Bainville remonte encore plus loin que Dupront et le fonde sur la date de 1108, quand, pour la première fois, la France naît à sa conscience; le monarque capétien tendant les ponts à la fois vers le passé carolingien et vers l'avenir dynastique, le jour où,

(27) A. Dupront. ibid. p. 1448.

pour le roi, "l'idée simple" d'être "maître chez lui" devient politique royale:

Ce roi, le premier des Capétiens qui ait porté le nom de Louis, avait pris soin de se rattacher aux Carolingiens en s'appelant Louis VI : c'était une indication. Avec lui commence la période d'activité de la monarchie capétienne (1108). Le moment était venu. Si un prince apathique l'avait laissé passer, l'avenir de la France eût été bien compromis. Louis le Gros était énergique et il partit d'une idée simple : être le maître chez lui.
(H.F.:49) (28)

L'auto-détermination n'est cependant pas un mécanisme simple. Le cadre national a donné à l'auto-détermination le synonyme de souveraineté, mais pour Bainville, il se rapproche plutôt du concept d'équilibre. L'idée du "maître chez lui" se confond plutôt avec l'ordre et l'autorité que fait régner le monarque; elle se confond aussi avec l'idée que la bourgeoisie des classes moyennes se fait de la prospérité et du bien-être. D'où que, dans l'Histoire de France, les périodes de stabilité sont celles où règnent ordre et autorité qui font prospérer la nation, c'est-à-dire les moments où la France est maîtresse de son développement intérieure et arbitre des rivalités européennes. Le jour où elle perd l'une ou l'autre de ces positions.-- et, inmanquablement, lorsqu'elle en perd l'une elle perd aussitôt l'autre --, elle entre en phase de déséquilibre. L'auto-détermination devient donc l'articulation des phases de stabilité et de déséquilibre. Elle gagne et perd.

Le déséquilibre, c'est l'ennemi aux portes et les révolutions de palais et de rues dans les murs. Ici, le déséquilibre ne peut se présenter comme complémentarité de la stabilité dans une historiographie qui réconcilierait tous les régimes dans une même continuité, ce qui animait généralement l'esprit des historiens républicains du temps de Bainville et ce que décrit Henri Berr:

(28) C'est aussi l'opinion que donne Jacques Madaule dans son Histoire de France, car si Louis VI le Gros "demeure un mince seigneur", "il incarne déjà l'autonomie du royaume". J. Madaule. Histoire de France v. 1 (Des origines à 1661), Paris, Gallimard, col. "Idées" # 92, 1943, p. 112.

En réalité, si l'on y regarde de près, les penseurs qui définissent l'histoire comme étude du singulier, des changements, qui formulent la théorie de l'histoire descriptive, narrative, ne s'intéressent pas à tout changement sans distinction. Le changement ne les intéresse que dans la mesure où il est lié à la continuité, où il est mêlé, en quelque sorte, de permanence, où il constitue un développement. Tout changement n'est pas historique. Le chaos n'a pas d'histoire...

Est donc essentiellement historique, non le pur changement, qui ne fait qu'apparaître dans le temps, mais le développement, qui est le changement dans la durée... (29)

Pour les bainvilliens, la Révolution ne poursuit pas l'oeuvre de l'Ancien Régime. Elle brise directement avec lui. La rupture est bien sérieuse. Là où d'autres voient une suite directe d'un régime à l'autre, Bainville ne voit de la Révolution qu'une caricature de l'Ancien Régime qui, poussée à des excès absurdes, discrédite le changement plutôt que la continuité. C'est le sens profond d'une de ses remarques dans son chapitre sur Louis XV: "Sous Louis XV, Mme du Deffand dira : "On taxe tout, hormis l'air que nous respirons", ce qui viendra d'ailleurs sous la Révolution, avec l'impôt des portes et fenêtres" (H.F.:243). Et lorsque la Révolution a tout brisé pour enfin s'échouer sur les rives de la dictature personnelle, il ne peut que constater tristement : "Sans le dire, on reconnaissait que tout n'avait pas été si mauvais sous l'ancien régime, et que le plus grand mal était l'anarchie" (H.F.:338). Ce n'est pas là l'esprit des "changements liés à la continuité" tel que le décrivait Henri Berr.

La République devenait ainsi synonyme de déstabilité et à son dogme de la Constitution, les bainvilliens opposent le fait -- selon eux -- que la France n'a jamais été dans un état aussi instable depuis que les Constitutions se succèdent dans les tiroirs de la République. Celles-ci n'ont d'ailleurs que libéré les forces contradictoires qui déchirent, depuis la Révolution, la nation et que la maison capétienne avait réussi, jadis, à

canaliser dans ses propres mains. C'était ce que Maurras disait déjà dans son Enquête sur la monarchie:

Dans l'histoire de la formation de la France, nos forces ethniques tiraient à hue, nos forces géographiques tiraient à dia et nos forces économiques en un troisième sens peut-être. Comme le Dieu d'Anaxagore, la pensée capétienne fit converger ces trois forces en un même plan et chacune trouva son expression heureuse. Bons ou mauvais, faibles ou forts aucun de ces princes ne perd de vue la génération de la France. On dirait l'oeuvre d'un seul homme. C'est l'oeuvre d'une institution, d'une tradition et d'une Maison. (30)

Tout en s'affirmant contre la rhétorique républicaine, Maurras passait même par-dessus les idées de Renan pour qui...

La royauté capétienne, comme il arrive d'ordinaire aux grandes forces, porta son principe jusqu'à l'exagération. Elle détruisit la possibilité de toute vie provinciale, de toute représentation de la nation. (31)

La stabilité, c'est donc la force qui assure la convergence des forces multiples et permet de maintenir la permanence de l'histoire; la monarchie. La monarchie, c'est la conservation de "l'idée" de la France, de son Etat, de tout ce que les changements incohérents risquent de mettre en danger. Montador a bien su résumer l'analyse de Bainville, qui converge dans le même sens de ce que Maurras écrivait dans son Enquête:

Pour Jacques Bainville, la monarchie héréditaire possède, par elle-même, des qualités auxquelles la démocratie et la dictature n'atteindront jamais.

Et d'abord l'indépendance. Soustrait à l'élection, le roi n'a pas d'obligations envers un parti politique ou une classe sociale... C'est effectivement un avantage inappréciable.

Le suivant ne l'est pas moins : l'intérêt particulier de la dynastie coïncide exactement avec l'intérêt général du pays...

Autre supériorité.. Préparé, le plus souvent dès son enfance, à la charge qu'il assumera plus tard, et nourri de l'expérience familiale, le monarque exerce en fait un métier, "le métier de roi héréditaire", avec toute la compétence que l'on peut souhaiter dans de telles fonctions. Peut-être ne jouira-t-il pas d'une intelligence exceptionnelle? Il

(30) C. Maurras, cité in M. Mourre. Charles Maurras, Paris, Presses universitaires, col. "Classiques du XX^e siècle" # 5, 1953, p. 109.

(31) E. Renan. La Réforme intellectuelle et morale, Paris, U.G.E., col. "10/18" # 361, s.d., p. 30.

n'en est pas besoin. L'exercice de la monarchie n'exige pas un homme aux qualités remarquables mais seulement un individu conscient de ses devoirs -- professionnels si l'on ose dire -- et rompu par un long apprentissage à la conduite de cette machine délicate qu'on appelle l'Etat...
(32)

Un "roi-fonctionnaire" peut apparaître "trop moderne", "trop technocratique" pour une époque où le totalitarisme était une expérience nouvelle, mais le prix de la stabilité est élevé, une stabilité qui peut facilement laisser la place à un état de déséquilibre chronique. Quoi qu'il en soit, le "roi-fonctionnaire" demeure un argument qui s'adresse à la raison des Français, non pas à de vagues émotions passéistes d'ancien régime. Le "roi-fonctionnaire" est une option à soumettre aux Français, car entre la stabilité et le déséquilibre, la décision appartient aux Français. La fatalité n'a pas sa place chez Bainville. Stabilité et déséquilibre dépendent d'une bonne ou d'une mauvaise décision humaine, et si le déséquilibre succède à la stabilité sans que la volonté humaine n'ait eu à intervenir, ce ne peut être qu'à cause d'un "accident", d'une "contingence" de l'histoire.

C'est à relever ces "accidents" "aléatoires" que devait servir le jeu de l'uchronie que Bainville a emprunté à Renouvier et qu'il pratique, parfois, dans son Histoire de France afin de dire à ses lecteurs comment la monarchie capétienne a souvent tenu à un doigt d'échouer dans son projet de créer la France. Le scénario hypothétique permet de montrer la fragilité de l'événement qui s'est véritablement déroulé. Dans la logique causale de l'aléatoire, un "accident naturel" aurait pu faire avorter la dynastie avant même qu'elle ne ceigne la couronne de France:

Si les Robertiniens, descendants de Robert le Fort, ne s'étaient maintenus solidement dans leurs domaines, si la mort était venue frapper leur famille comme elle a

(32) J. Montador. op. cit. p. 160-161.

frappé, par exemple, la famille de Louis XIV, il n'y aurait pas eu de monarchie capétienne. (H.F.:39)

Et la "révolution" d'Hugues Capet elle-même n'écartera pas définitivement les dangers qui menacent la dynastie:

Supposons chez les descendants de Hugues des morts imprévues et prématurées, qui auraient remis la couronne au hasard de l'élection, supposons de trop longs règnes achevés dans la faiblesse sénile, le roi vieillard perdant le contact avec ses contemporains et sa longévité troublant l'ordre régulier des générations : la maison capétienne disparaissait. En tout cas, elle n'eût pas déployé ses qualités. A tous les égards, son succès tient à ce qu'elle a été d'accord avec les lois de la nature. (H.F.:43)

L'uchronie vise à montrer aux lecteurs que les "accidents" qui ne sont pas survenus rendent contingents les événements qui sont vraiment arrivés et qui, par le temps, se sont transformés en nécessités de l'histoire, permettant l'existence de la France à la place du royaume franc de Clovis et de l'Empire "romain" de Charlemagne. La France n'est pas, au départ, une nécessité de l'histoire, elle est le produit d'une volonté, la volonté capétienne. Un "accident de parcours" qui a réussi, l'initiative du premier Capet, est devenu une nécessité de l'Histoire européenne, la France. Les premiers capétiens étaient soumis aux mêmes vicissitudes que leurs prédécesseurs mérovingiens et carolingiens, mais leur ténacité, leur capacité de comprendre les "lois naturelles" et de s'y conformer, leur ont permis de se maintenir au-delà des limites qui avaient conduit leurs prédécesseurs à la disparition. De leur survie, comme princes dynastiques, est née la nation. La logique de l'histoire a permis que la France continue son destin au-delà de la volonté des Capétiens, victimes de décisions regrettables (le rappel des Parlements par Louis XVI; l'expédition algérienne de Charles X ou le refus de Louis-Philippe de soumettre son sort au suffrage universel), mais elle a perdu la stabilité et depuis, elle se meurt. Pour reprendre

la terminologie de Vendryès, il y a, chez Bainville, comme un relais de la logique causale, des contingences aux nécessités; de l'aléatoire au rationnel et la question qu'il se pose, après 30 ans de République, vise à savoir si une "nécessité" de longue date ne pourrait pas se retransformer en contingence; que la France n'aura été, après tout, qu'un accident prolongé de l'histoire européenne.

Ce n'est pas la première fois que la question se pose à la France, mais à chaque fois, un "miracle" est venu réparer ce que l'absence prématurée d'un monarque avait causé, ainsi "si Charles V avait vécu dix ans de plus, il est probable que Jeanne d'Arc eût été inutile: il n'y aurait plus eu d'Anglais en France" (H.F.:87); ou encore, le monarque qu'exigeait la situation est apparu opportunément : "On frémit quand on pense à ce qui fût arrivé si Louis XI était mort quelques années plus tôt, avant que la grande féodalité eût perdu la partie" (H.F.:112). De même que la disparition d'un héritier du trône mal éduqué pu permettre de repousser l'échéance ultime du déséquilibre : "On s'est souvent demandé ce qui serait arrivé si le duc de Bourgogne, l'élève de Fénelon, avait succédé à Louis XIV. Peut-être l'a-t-on vu sous Louis XVI" (H.F.:258).

Si l'uchronie démontre la fragilité de l'oeuvre capétienne, elle peut démontrer aussi la fragilité encore plus sensible des institutions qui ont pris la relève, car le déséquilibre n'est qu'une suite de situations précaires que de bonnes décisions ou d'accidents heureux peuvent corriger afin de retourner à une situation de stabilité. Ainsi, la Révolution aurait pu être étouffée dans l'oeuf par un Louis XVI énergique, ce qui veut dire, contrairement à ce que pensait Renan, qu'elle n'était pas "structurelle" à l'Ancien Régime et aux excès de la monarchie:

Imaginons qu'à un moment quelconque un coup de force eût chassé l'Assemblée. Quelle sorte de gouvernement y aurait-il eu? Le roi eût-il relevé ces Parlements, restauré ces provinces à privilèges, ces pays d'états dont l'opposition ou les résistances avaient tant gêné la monarchie? Les anciennes institutions d'origine historique, ranimées par le roi lui-même, avaient été renversées par les états généraux, institution d'origine historique aussi. (H.F.:289)

Mais il eut coûté moins cher à la France de réformer que de "révolutionner"; c'était la leçon qu'avait donnée Louis XV en abolissant les Parlements, leçon que les états généraux ne pouvaient comprendre. La Révolution apparaît donc comme une suite de décisions négatives et d' "accidents" malheureux, comme dans le cas de la mort prématurée de Mirabeau:

Personne ne peut dire ce que ce plan (la fuite du roi à Montmédy) aurait donné si Mirabeau avait vécu. Aurait-il obtenu de l'Assemblée l'autorisation de laisser partir le roi, sous un prétexte quelconque, pour une place de la frontière? Aurait-il même persisté dans ses projets? Le secret n'avait pu être gardé, et les Jacobins, mis en éveil, réclamaient déjà des mesures contre l'émigration et les émigrés. En tout cas Mirabeau mourut, après une brève maladie, le 2 avril 1791. (H.F.:297)

Bien que peu probable, Bainville semble nous suggérer que le plan aurait pu réussir. Une sorte de "fuite de Varennes" non interrompue. Le déséquilibre créé par la Révolution aurait pu être à un doigt de se transformer en stabilité. Rien ne décrit mieux la place que Bainville laisse à l'auto-détermination dans l'histoire et que lui et les siens confondaient avec une sorte de liberté de l'Homme dans l'Histoire. L'effet, à long terme, de la disparition du principe unificateur de la nation amenait la réduction de l'idée de stabilité à une "option" politique parmi d'autres, comme si on pouvait choisir de vivre ou de mourir. Ce devenait le comble de l'absurdité, car à ce jeu, on y perd. Louis-Philippe, par exemple, avait choisi le parti de la stabilité, mais dès lors, il eut, ligué contre lui, le parti du changement, donc du déséquilibre:

Il prit le parti de la modération, de l'ordre, de la prudence, qu'on appela la "résistance" par opposition au "mouvement". Sortie d'une poussée révolutionnaire, c'est-à-dire...

belliqueuse, la monarchie de Juillet sera conservatrice et pacifique. Elle donnera satisfaction au besoin de tranquillité, aux intérêts matériels qui dominent le plus grand nombre. Mais elle mécontentera les esprits ardents qui vivaient sur les souvenirs de la République et de l'Empire, et elle ne pourra pas compter, pour défendre cette politique, sur les masses, surtout rurales, à qui cette politique devait plaire car, de la guerre, c'étaient elles qui payaient les frais encore plus que de nos jours. (H.F.:396)

La monarchie de Juillet ne serait bientôt plus "maître chez elle" puisque la stabilité n'était plus vue comme une nécessité de l'Histoire mais une contingence parmi d'autres, avec ses partisans et ses détracteurs. La Troisième République, par contre, sera un régime parfaitement accordé avec cette incohérence historique, car...

...dans ce directoire bourgeois, il y avait aussi deux tendances distinctes. Les uns, comme Jules Simon, Jules Favre, Ernest Picard, étaient des modérés, des politiques... Thiers... Ceux-là comprenaient que la guerre était perdue et ils songeaient à la liquider le plus tôt possible. L'autre groupe, à la tête duquel était Gambetta, se composait de républicains ardents qui conservaient les traditions jacobines et qui voulaient la guerre à outrance. Le nouveau gouvernement, exactement comme celui de Louis-Philippe, aurait un parti de la résistance et un parti du mouvement. (H.F.:438)

Le plus grand malheur qu'entraînait la disparition du roi, c'était la perte de l'auto-détermination; désormais, la "nécessité" France se résignait encore plus à se laisser dans les mains des hasards, des circonstances aventureuses, des "accidents" et des contingences. L'autorité avait déjà été perdue à maintes reprises dans l'Ancien Régime, mais depuis 1793, c'était la continuité, la stabilité, la permanence des institutions, la fidélité aux traditions et la conservation des biens acquis qui disparaissaient:

L'essentiel de la doctrine de Maurras n'est pas l'autorité légitime seule, mais encore la continuité de celle-ci : le problème de la succession à assurer, de façon à garantir un ordre sans à-coups, solide contre les effets sismiques du changement de politique, trouve sa solution avec le système héréditaire, c'est-à-dire dans la monarchie. (33)

(33) E. Weber. op. cit. p. 581.

Pourtant, tout cela n'était qu'un leurre, un mensonge créé par les théories politiques qui niaient l'unité profonde de la nation pour privilégier les luttes de partis, les luttes d'intérêts, les luttes de classes surtout. Le progrès ne pouvait être assuré que par l'ordre, en cela libéraux et conservateurs étaient d'accord -- de même qu'une bonne partie des socialistes, y compris les marxistes -- aussi fallait-il à tout prix sauver ce qui devait être sauvé et qui n'était plus protégé par la monarchie, ce qu'écrivait Maurras dans un article du 4 mars 1909 de "l'Action française":

L'esprit du système peut bien le nier, mais la réalité en témoigne avec une éclatante évidence : les classes peuvent être hostiles en apparence, elles sont solidaires au fond. Les unes et les autres ont un même intérêt à la prospérité du composé qu'elles forment sous le vocable de Nation... L'ordre suppose la nation; à plus forte raison, le progrès. Réformes sociales, prospérité nationale, ce sont là des formules inséparables. (34)

Et de même qu'il fallait trouver l'équilibre et la stabilité à l'intérieur de la nation; de même il fallait trouver l'équilibre sur l'échiquier européen, celui-ci étant corollaire de celui-là. Cet équilibre international est un problème structurel à la France, son "unité d'action" que Bainville ne cesse de répéter tout au long de son Histoire: "Allemagne, Angleterre : entre ces deux forces, il faudra nous défendre, trouver notre indépendance et notre équilibre. C'est encore la loi de notre vie nationale" (H.F.:46, voir aussi pp. 466 et 489).

Le déséquilibre est ici dangereux par ce qu'il est mouvance des institutions, rupture des traditions et modifications aveugles qui poussent la France à des exagérations qui ne risquent que de la ramener à une situation inférieure à ses puissantes voisines, comme le montre les aventures napoléoniennes qui se terminent toutes sous les sabots des chevaux des envahisseurs, et cela à trois reprises entre 1814 et 1870. Le démembrement de la France devient

(34) C. Maurras, cité in R. Girardet. op. cit. p. 198-199.

vite le prix à payer pour sauver l'essentiel et faire en sorte qu'il existe encore une France (35).

Le démembrement de la France est une "idée" nouvelle, depuis la perte de l'unité lors de la Révolution. Il semble que la tête de la nation ait sauté en se décollant des épaules de Louis XVI, éclatant en autant de morceaux qu'il peut y avoir d'habitants éligible au droit de vote (36), ce non-sens dénoncé jadis par Renan avait fait passer le gouvernement d' "une tête qui veille et pense" à un suffrage universel "non organisé, livré au hasard" qui "a si sottement choisi ses mandataires qu'elle a été jetée dans la guerre" (37). La décapitation du roi était bien le premier geste vers le démembrement de la nation. Un démembrement dont, au temps de Renan, l'Alsace-Lorraine avait été le dernier morceau arraché au corps national. Voilà où mènent les changements et que signifie vraiment le coût du déséquilibre. Il est dangereux de vouloir changer l'ordre des choses, comme Bainville le montre à propos des révolutionnaires qui se sont fait confisquer les Trois Glorieuses : "Les hommes qui avaient fait cette Révolution voulaient l'action, le "mouvement" au-dedans et au-dehors" (H.F.:395). Il n'y avait plus désormais aucune cohérence entre la France et ses gouvernements; entre ses aspirations et leurs intérêts, et ce déséquilibre, maintenant bien installé, bien incrusté dans la vie française au point d'être devenu une routine politique et d'être senti comme une habitude lassante, imposait un dernier changement, un dernier mouvement... un mouvement réactionnaire:

(35) Les démembrements successifs de la Pologne au XVIII^e siècle rendent désormais possible le fait qu'une nation peut être dépecée par des voisins agressifs, situation historique obsessionnelle pour Bainville.

(36) Bainville, pour marquer le lien direct entre la mort du roi et le partage possible de la France écrit : "Le 21 janvier 1793, jour de l'exécution de Louis XVI, l'Autriche, la Prusse et la Russie étaient occupées à partager la Pologne" (H.F.:317).

(37) E. Renan. op. cit. p. 84.

Thierry Maulnier, à la veille du Front Populaire de 1936, déclarait aux lecteurs conservateurs de la "Revue universelle" : "Au début du siècle, les bataillons de l'Action Française furent les hérauts de cette nouvelle droite qui, non satisfaite d'être le parti de la résistance, voulut être aussi, voulut être avant tout le parti du mouvement". (38)

Voilà donc comment était ressentie la perte de l'auto-détermination en France, l'abandon du "maître chez soi" dont les péripéties de la Grande Guerre venaient rappeler l'inféodation de la France aux Alliés. Née contingence avec la dynastie capétienne, la France était devenue nécessité de l'Histoire, position qu'elle se garantissait par la stabilité dynastique. Le changement perpétuel ne serait-il pas en train de s'implanter et de condamner la nation à une position d'éternelle contingence historique qui pourrait être effacée au prochain souffle de guerre... ce qui arriva, effectivement!

Les caractères originaux de l'Histoire de France de Bainville s'articuleront autour de la dynamique de l'auto-détermination dans l'Histoire; de l'alternance de la stabilité et du déséquilibre; de l'ordre et de l'anarchie. Les hasards seront nombreux dans cette histoire : accidents de parcours; individualités psychiques ou collectives; géographiques, temporaires et momentanées autant que les nécessités seront tenaces : la monarchie héréditaire, les traditions, "le désir de l'ordre et de l'autorité"... La logique de l'histoire établira, quant à elle, si les moyens entre les tendances premières et les résultats derniers sont conformes ou pas au consensus à la base de l'unité nationale de la France, c'est-à-dire comment la logique historique articule l'unité du territoire, l'unité de la durée et l'unité de l'action française...

(38) Thierry Maulnier, cité in E. Weber. op. cit. p. 92.

Chapitre II

L'HISTORICITE BAINVILLIENNE DE LA FRANCE

Une des plus grandes illusions qu'on puisse avoir en politique, c'est de croire qu'on a bâti pour l'éternité.

JACQUES BAINVILLE
Histoire de France p. 393

II.1 Caractères originaux de l'Histoire de France de Bainville.

Avant de s'attarder sur l'oeuvre centrale de l'historiographie bainvillienne, il serait bon d'en chercher la genèse immédiate chez ses prédécesseurs idéologiques, en particulier Renan, Barrès et Maurras. Il y a, d'abord et avant tout, une certaine idée de l'histoire de la France qui est rarement contestée par quelques tendances historiographiques que ce soient. Cette idée, Alphonse Dupront l'expose ainsi:

"L'histoire de France" est effectivement celle de ses familles royales. Trois races ont fait la France, mais singulièrement la troisième. Ce sont les Capétiens qui, rois de France, ont pétri cette association entre leur souveraineté originelle, leur domaine et toutes les terres qu'ils réunissaient sous leur autorité... Le monarque et la création monarchique, indissolublement unis tant que dure la création, à partir du XVI^e siècle, se distinguent. Un jour encore lointain, au matin gris du 21 janvier 1793, ils pourront même tragiquement se séparer dans une exécution sanglante. (1)

La place de la monarchie dans la responsabilité de la formation de la France semble être une opinion partagée par la tradition conservatrice et même la tradition républicaine. Mais la tendance conservatrice n'accepte pas la tragique "séparation". Dans La Réforme intellectuelle et morale, Renan, qui est un bainvillien avant la lettre, répète avec insistance que "la France avait été faite par la dynastie capétienne" (2), et qu'elle était "le

(1) A. Dupront. op. cit. p. 1456.

(2) E. Renan. op. cit. p. 34.

résultat de la politique capétienne continuée avec une admirable suite" (3).

Mais trente années de débats amènent, à la fin du siècle, des variations sur l'idée qui unit la France à ses institutions, l'Etat et la monarchie. Barrès et Maurras, les ténors de la droite, s'affrontent autour de cette question. Zeev Sternhell résume ainsi la position de Barrès d'après ses Cahiers:

Mais les impératifs de la politique ne sauraient ébranler sa conviction que la tradition forme un tout organique. C'est pourquoi il se refuse obstinément à considérer l'année 1789 comme une coupure dans l'histoire de France... Dans cette même série de réflexions, Barrès ajoute : "Il faut trouver le rapport de ce traditionalisme à la Révolution, montrer qu'elle satisfait ou voulut satisfaire les intérêts éternels". (4)

A cela, Maurras pense que...

La France, parce que son unité est de l'espèce la moins commune : unité de raison, de forme, d'histoire, est menacée par l'anarchie plus qu'une autre nation. La ceinture maritime de l'Angleterre, la langue et la race uniques de l'Allemagne, la langue encore et le commun souvenir romain des régions italiennes font que là, le peuple préexiste à l'Etat. Ici, tout au rebours, l'Etat a créé le peuple. La diversité incomparable, qui rend vivante l'unité française, risque donc, si l'oeuvre d'unité n'est plus continuée, s'il n'y a plus d'Etat, de force sage, durable, prévoyante pour maintenir le multiple dans l'un, de bientôt retourner à sa primitive discorde. (5)

L'unité des Français n'émane donc pas du peuple, mais est créée par le roi:

Autour de ses rois, le peuple français s'était éveillé à son unité propre. Lentement, avec persévérance, la Nation avait été créée, son territoire rassemblé, sa conscience d'elle-même éveillée par la longue lignée d'hommes qui s'étaient identifiés avec le pays qu'ils gouvernaient et menaient, se dévouant si complètement à lui que même l'égoïsme naturel de l'Homme avait agi dans le sens des intérêts nationaux. (6)

Comme le dit Eugen Weber, "la monarchie avait sauvegardé l'unité nationale en empêchant les factions et les luttes" (7)

(3) E. Renan. ibid. p. 35.

(4) Z. Sternhell. op. cit. p. 349.

(5) M. Mourre. op. cit. p. 110-111.

(6) E. Weber. op. cit. p. 30.

(7) E. Weber. ibid. p. 30.

Dans ce débat "fin-de-siècle", Bainville s'inscrit dans l'interprétation de Maurras. Du républicanisme de son père au traditionalisme de Barrès, il s'est enfin converti à la vision de Maurras, et c'est elle que l'on retrouvera dans ses oeuvres d'histoire. Pour lui, il s'agit de montrer comment, contrairement à la définition romantique de la nation, qui la fait naître de la volonté commune du peuple de vivre ensemble, celle-ci est la volonté d'un Etat, d'une dynastie monarchique. C'est l'argument qu'il rétroquera encore au livre de Julien Benda, huit ans après la parution de son Histoire de France:

M. Julien Benda a écrit une Esquisse de l'histoire des Français dans leur volonté d'être une nation pour démontrer que la France s'est faite toute seule, qu'elle est parce qu'elle a voulu être, que ses gouvernements, ses politiques n'ont été que les instruments de cette volonté, et, par voie de corollaire, que si elle cessait de persévérer dans l'être, il n'y aurait ni héros, ni institutions capables de la sauver...

[...]

C'est évidemment une des choses qui manquent à la thèse de M. Julien Benda. Si les hommes qui composent aujourd'hui le peuple français avaient été animés de la volonté de vivre ensemble et si cette volonté suffisait à expliquer la formation de l'unité française, pourquoi aurait-il fallu recourir à des "réunions" dont quelques unes sont encore blâmes?... (8)

Pourquoi l'histoire de France serait-elle alors parcourue de guerres civiles, de révolutions et de contre-révolutions si la volonté des Français était justement de vivre ensemble? La ficelle qui tient l'histoire de France unie ne réside donc pas dans une quelconque volonté populaire, mais dans une nécessité logique beaucoup plus "rationnelle" et que Bainville entend démontrer en dénouant ces liens qui unissent la nation à la monarchie et à l'Etat. Ce caractère, qui domine tous les autres, est l'innovation majeure de l'historiographie bainvillienne. Cette interprétation ne se retrouve ni dans Barrès, ni chez les républicains et si Renan et Maurras l'ont énoncée avant Bainville, elle n'avait jamais été démontrée par l'historiographie. Bainville a voulu

(8) J. Bainville. p. cit. (1932), p. 152-153.

lui donner un fondement véridique, voire "scientifique" sur lequel s'asseoirait toute la politique de l'Action Française qui répondrait à une historicité qui prétend que "diversement, mais de façon cohérente, la France est personne, terre d'appartenance et d'unité, ordre total où se trouvent organiquement liés "l'Estat, couronne et peuple de France"" (9):

Ainsi l'histoire de France, c'est celle de l'élaboration et de la conservation de notre pays à travers des accidents, des difficultés, des orages venus de l'intérieur comme de l'extérieur, qui ont failli vingt fois renverser la maison et après lesquels il a fallu la reconstruire. La France est une oeuvre de l'intelligence et de la volonté. (H.F.:10-11)

II.2 La France gallo-romaine.

Si la France est l'oeuvre de "l'intelligence et de la volonté" capétienne, il est quand même d'une certaine importance d'en remonter les origines jusqu'à l'aube des temps afin de satisfaire à une certaine unité de temps. Après tout, ne s'agit-il pas de répondre au fameux "nos ancêtres les Gaulois" de l'historiographie scolaire républicaine? Mais ce n'est pas tant cela que Bainville veut que l'on retienne que la présence des caractères des Français modernes dans les premiers habitants du pays, "ce pays fertile, industriel, couvert de riches monuments, où une classe moyenne tendait toujours à se reconstituer comme un produit du sol après chaque tempête, était d'instinct conservateur. Il avait horreur de l'anarchie" (H.F.:16-17).

Il est important de remarquer aussi que le gouffre séparant les futurs Français des futurs Allemands est déjà creusé dès l'Antiquité. La Gaule échappe à la germanisation grâce aux Romains qui prennent les tribus barbares de vitesse : "Il est probable que, sans les Romains, la Gaule eût été germanisée" (H.F.:12). C'est une fière chandelle que l'on doit aux légions de César!

(9) A. Dupront. op. cit. p. 1460.

Mais cette idée n'était pas originale puisqu'elle animait le nationalisme français depuis le XIX^e siècle qui "avait la conviction de défendre l'héritage de la romanité contre les turbulences du germanisme, l'ordre classique contre les excès du romantisme, la France relayait Rome dans sa vocation historique du gardien de la civilisation contre les Barbares" (10), puisque c'est de Rome que les Français ont hérité "l'idée de l'unité, l'unité de l'Etat, idée romaine..." (H.F.:21). Idée qui s'est transmise par l'intermédiaire de l'Eglise chrétienne, par sa hiérarchie d'ordre et son autorité absolue, ce que préfère Maurras et Daudet au "bolchevisme" du Christ. La condition de la Chrétienté, c'est la condition normale de l'Europe jusqu'à l'ère des Réformes où l'idée de patrie remplacera celle de chrétienté comme l'expliquait Maurras dans son Enquête sur la Monarchie (11). De même pour Bainville, pour qui, si la Chrétienté est l'âme de l'Europe, elle n'en forme point l'unité. Rien ne lui apparaîtra plus anachronique, en 1932, que d'appeler à l'unité de l'Europe par le rappel de la Chrétienté médiévale (12).

Mais les Français n'ont pas hérité seulement que des Romains, il y a les Francs aussi. Bainville les considère inférieurs, même devant les Allemands, mais le fait qu'ils se sont mêlés aux Gaulois et aux Romains va améliorer le mélange national final. Pour arriver à ce résultat, il faudra passer par bien des vicissitudes:

(Les Francs) conus de Rome dès le premier siècle, ils lui avaient donné, non seulement des soldats, mais, peu à peu, des généraux, un consul, et même une impératrice. Ce n'était pourtant pas ce qui les distinguait des autres barbares que Rome avait entrepris d'attirer, d'assimiler et d'utiliser contre les Allemands d'outre-Rhin. Les Francs étaient même, d'une manière générale, en retard sur les peuples d'origine germanique installés comme eux dans les limites naturelles de la Gaule. Les Goths et les Burgondes admis à titre d' "hôtes" depuis longtemps étaient plus avancés et plus dégrossis. Cette circonstance devait tourner à leur détriment. (H.F.:15)

(10) R. Rémond. op. cit. p. 251.

(11) C. Maurras, cité in M. Mourre. op. cit. p. 112.

(12) J. Bainville. op. cit. (1932), p. 178.

Parce que les Barbares se sont généralement ralliés à l'hérésie arienne, en envahissant la Gaule, ils menacèrent l'héritage romain. Les Francs, encore païens, paraissaient donc moins dangereux pour l'intégrité chrétienne.

C'était déjà là des luttes millénaires qui s'annonçaient:

La Gaule elle-même les appelait. Et l'Eglise comprit que ces nouveaux venus, ces païens rivaux naturels des Burgondes et des Goths, pouvaient être attirés dans la vraie croyance. Ce fut le secret de la réussite de Clovis et c'est une des raisons pour lesquelles on ne peut pas dire qu'il y ait eu de conquête franque. (H.F.:16) (13)

L'affrontement héroïque a lieu à Tolbiac et, déjà, "l'ennemi était l'Allemand". L'unité d'action de l'histoire de France commence à cette bataille, et Rethondes (1918) n'est qu'une trêve si on ne veille pas au grain! Les résultats de Tolbiac, outre la conversion de Clovis, sont, en résumé, le "commencement de la France":

On peut dire que la France commence à ce moment-là... L'anarchie est évitée, le pouvoir, tout grossier qu'il est, est recréé en attendant qu'il passe en de meilleures mains, et ce pouvoir sera monarchique. Il tendra à réaliser l'unité de l'Etat, l'idée romaine aussi. Rien de tout cela ne sera perdu. A travers les tribulations des âges, ces caractères se retrouveront... (H.F.:18)

On voit que ce "commencement" de la France est lié à une suite de contingences qui vont du pur hasard de la rencontre de collectivités ("ces Francs... qui se tiennent sur les points d'où l'on domine la France, ceux qui commandent les routes d'invasion et par où l'on va au coeur, c'est-à-dire

- (13) Sur les gallo-romains et l'invasion franque, Bainville suit Michelet comme son ombre. Ce dernier écrit dans le premier tome de son Histoire de France (Tome IV de ses Oeuvres complètes publiées chez Flammarion en 1974, p. 219) : "La domination des Francs était d'autant plus désirée que personne peut-être ne se rendait compte de ce qu'ils étaient". Il n'y a donc pas de "conquête franque" là non plus. Dépassé par l'histoire d'une société sans Etat, Bainville ne se donne pas ici la peine d'innover et ne s'intéresse qu'à faire passer son idée originale de la permanence du conflit entre la France et l'Allemagne, et cela avant même qu'il y ait une France et une Allemagne, et des Français et des Allemands...! C'est déjà la loi de la permanence de la nature humaine qui s'esquisse à travers ce récit de la France antique.

à Paris", et qui, pour cette raison, "sont les mieux placés" (H.F.:15)) à une individualité psychique "réfléchie et mûre" (Clovis) et une individualité collective (les Francs, "ardents à la guerre" (H.F.:15)), tout cela à l'intérieur d'une individualité géographique ("Ce pays fertile...") et dans les circonstances de la disparition de l'Empire romain dont la seule nécessité est la survie de ce qui formera la France du futur : le besoin d'autorité de ses classes moyennes. La logique qui conduit toutes ces contingences va travailler à élaborer une première unité de la France. Seule l'Eglise et ses institutions vont, par contre, assurer la survivance de l'idée d'ordre à travers ces moments tumultueux, mais dans une optique bainvillienne, les résultats se laisseront surtout attendre.

II.3 La "révolution" capétienne et le Moyen Age.

L'expérience franque est, en fait, une expérience "artificielle" "dont l'unité ne git que dans la force des conquérants" (14) et que le traité de Verdun viendra rompre. Ainsi, si la dynastie mérovingienne "se prolonge" deux siècles et demi, ce n'est pas parce qu'elle a réussi à former une unité, mais parce qu'elle se rattache par sa foi convertie, à l'Empire romain : "Elle parut le continuer et elle fut dès lors "légitime"" (H.F.:19). Clovis devait lutter contre les chefs des autres tribus franques restées païennes, mais déjà il déployait cette ruse et ce "bon sens" qui se retrouveront chez les futurs rois de France:

Les tribus franques, restées païennes, avaient des chefs qui n'étaient pas disposés à obéir au parvenu converti. Ces petits chefs, dont certains étaient ses parents pouvaient devenir dangereux. Clovis ne vit pas d'autre moyen que de les supprimer (H.F.:19-20)

(14) E. Renan. op. cit. p. 34.

Mais ce qui empêche de reconnaître Clovis comme le créateur de la France, c'est le fait d'avoir maintenu le partage du domaine royal dans l'héritage de ses fils:

L'usage des Francs était que le domaine royal fût partagé à l'exclusion des filles, entre les fils du roi défunt. Appliquée à la Gaule et aux conquêtes si récentes de Clovis, cette règle barbare et grossière était encore plus absurde. Elle fut pourtant observée. Sur ce point la coutume franque ne céda pas. Les quatre fils de Clovis se partagèrent sa succession. Il faudra attendre les Capétiens pour que monarchie et unité deviennent synonyme. (H.F.:21)

Et même si "la tradition romaine n'aura pas été tout à fait rompue" (H.F.:22), le partage des terres de Clovis va entraîner une reprise des troubles et abrutir le pouvoir des "rois fainéants". Déjà les maires de palais s'imposaient à la politique et s'opérait une "substitution" de dynastie qui "fut si naturelle qu'elle passa presque inaperçue. Le maire du palais était devenu roi. L'autorité était rétablie, le pouvoir puissant" (H.F.:27). Et "Charlemagne eut le bénéfice de l'unité. Il eut aussi celui de la durée" (H.F.:30).

Charlemagne est la seconde individualité psychique à imposer aux Francs instables ce qui est la nécessité même des classes moyennes gallo-romaines : "Pour les contemporains, ce règne fut une renaissance; on s'épanouit dans la réaction qui avait mis fin à l'anarchie de la dernière période mérovingienne. L'ordre était rétabli, le pouvoir restauré" (H.F.:28). Il a le bénéfice de la durée en se rattachant à l'Empire romain et, comme plus tard les Capétiens se rattacheront à la dynastie carolingienne, tend le pont avec la culture antique pour le bénéfice de la France moderne. Tout cela parce que Charlemagne reçut sa couronne "des mains du pape, en l'an 800, et les peuples, avec le nouvel Auguste, crurent avoir renoué les âges. Restauration éphémère" (H.F.:31) s'empresse de commenter Bainville, un peu déçu.

Plus encore, Charlemagne, contrairement à Clovis, reconstitua les structures qui vont avec l'empire retrouvé:

De l'Empire reconstitué, Charlemagne voulut être aussi le législateur. Il organisa le gouvernement et la société; le premier il donna une forme à la féodalité, née spontanément dans l'anarchie des siècles antérieurs et qui, par conséquent, n'avait pas été une invention ni un apport des envahisseurs germaniques. (H.F.:31)

Mais la construction de la France dut s'interrompre à nouveau puisque, lié encore à la loi franque, Charlemagne partagea son empire entre ses fils et, à la succession, ses héritiers se retrouvèrent déjà chefs des Allemands et des Français. La rivalité éternelle reprit au partage de Verdun:

Nous devons un souvenir à celui des petits-fils de Charlemagne auquel la Gaule échut. De même que Louis le Germanique fut tout de suite un roi allemand, son frère, Charles le Chauve, se nationalisa et fut un roi français. Il eut à cœur de retrouver les provinces de l'Est... S'il n'avait pas rétabli l'unité de l'Empire, il avait affirmé l'unité française. (H.F.:34)

Malgré ce bilan positif, Charles le Chauve ne put empêcher les vagues d'invasion normande comme il ne put empêcher le déchirement de sa propre dynastie. Le travail sera repris en main par les Capétiens, idée que l'on retrouve déjà chez Renan:

La politique capétienne arrondit ce lambeau incorrect, et en huit cents ans fit la France comme nous l'entendons, la France qui a créé tout ce dont nous vivons, ce qui nous lie, ce qui est notre raison d'être. (15)

Bainville décrit ainsi les avantages qui favorisaient les Capétiens dans une prochaine création de la France:

Né du régime féodal, la royauté capétienne en avait le faible et le fort. Le faible, c'était que la France restait divisée en souverainetés multiples. Le fort, c'était que les Capétiens ducs héréditaires... étaient solidement installés au cœur du pays. Ils n'auraient plus qu'à s'affranchir de l'élection pour s'étendre et se développer, ce qui se fit de la manière la plus simple du monde. Hugues Capet ayant tout de suite associé au trône son fils aîné, l'élection du successeur eut lieu du vivant du roi.

(15) E. Renan. ibid. p. 34-35.

Elle ne fut plus qu'un simulacre qui ne comportait aucun risque. Il avait donc fallu plus de cinq cents ans pour que l'usage absurde des partages fut abandonné et il fallut encore de longues années avant que le principe héréditaire triomphât tout à fait du principe électif. La succession de mâle en mâle par ordre de primogéniture, conquête inaperçue des contemporains, allait permettre de refaire la France. (H.F.:41)

Voilà, pour Bainville, la vraie "révolution" française. Tout en ces Capétiens rassemble les unités qui constituent l'histoire d'une nation : leurs terres est au coeur de la France; ils assurent la durée dynastique; ils vont s'opposer à l'Allemagne:

A l'intérieur, il (le roi) s'appuyait sur la grande force morale du temps, l'Eglise, que sa tradition invinciblement romaine, portait vers la monarchie, c'est-à-dire vers l'unité. Il s'appuyait aussi sur l'opinion publique, sur le peuple qui trouvait une protection dans son autorité. Ainsi la politique capétienne se précisait et se définissait. Elle fondait la nation et l'Etat. Avant tout cette politique était nationale et déjà le roi personnifiait la France. (H.F.:50)

"C'était toute la supériorité des Capétiens" (H.F.:45). Ils allaient entreprendre de transformer ce qui n'avait été jusque là que des phénomènes de contingence en une nécessité historique, la France, l'Etat français. Cette entreprise allait être une oeuvre conjointe puisque le roi ira chercher ses ministres parmi les membres de la classe moyenne. Il ne faut pas attendre Jacques Coeur, Rosny ou Colbert pour voir se nouer cette collaboration administrative; ainsi Suger, le ministre de Louis VI, est déjà la préfiguration de tous ces ministres prestigieux : "A sa suite, les rois de France s'entoureront de roturiers bons comptables et bons légistes. Son homme de confiance, Suger, un simple moine, sera le ministre type de la royauté" (H.F.:49).

Mais les institutions qui seront un jour fatal à la monarchie sont également oeuvres de la monarchie. C'est ce qu'enseigne la création du Parlement par le juste et magnanime roi saint Louis:

Il organisait les tribunaux, la procédure. Il mettait le "Parlement" au-dessus des autres juridictions. C'est sous

son règne que cette cour d'appel et de justice reçoit ses attributions principales. Et le Parlement jouera un grand rôle dans notre histoire. En unifiant le droit, il unira la nation. Il renforcera l'Etat en éliminant peu à peu les justices féodales, jusqu'au jour où le Parlement lui-même, devenu pouvoir politique, sera un danger pour la monarchie. (H.F.:60) (16)

Pour la première fois alors dans l'histoire de France, la nation se confond avec son monarque. Ils font corps ensemble, ce que ni Clovis, ni Charlemagne n'étaient parvenus à établir. La monarchie héréditaire enracine les liens entre les deux parties, et quand Philippe le Bel se sentira offensé par le pape Boniface VIII, lui et la nation partageront le même ressentiment : "Philippe le Bel reçut mal ces remontrances et la France les reçut aussi mal que lui" (H.F.:66)

II.4 Première fracture : la guerre de Cent Ans et les révolutions de Paris.

Cette belle unanimité ne pouvait durer éternellement sans être troublée par les convoitises étrangères et les intérêts particuliers de certains bourgeois ou féodaux. Désormais, une nécessité historique s'est imposée à la France qui en fait une nation : l'Etat, la monarchie, le Parlement, etc. La France ne peut vivre en se fiant aux accidents heureux. Déjà, des accidents moins chanceux ont créé des dissensions féodales qui aboutissent à la guerre de Cent Ans opposant le suzerain Capétien à son vassal Plantagenet.

La première évidence qui s'impose au cours de la guerre de Cent Ans, c'est la vulnérabilité de la marine française qui ouvre des kilomètres de côtes maritimes à l'envahisseur anglais. Lorsque la flotte française "fut

(16) Le Parlement portera la mission que saint Louis et les classes moyennes françaises lui auront confié à l'origine pour le reste de son histoire. Il sera le "conservateur des lois fondamentales" du royaume (H.F.:160). Son malheur historique sera de ne pas avoir su ni évoluer ni s'adapter aux temps avec la même habileté que la monarchie capétienne.

détruite en 1340 à la funeste bataille de l'Ecluse : la guerre de Cent Ans a commencé par ce désastre, par l'équivalent de Trafalgar. Désormais, l'Angleterre est maîtresse des routes maritimes. Elle envahira la France où et quand elle voudra" (H.F.:77).

La seconde évidence qui paraît clairement dans le texte, c'est que la guerre internationale ouvre la porte aux troubles révolutionnaires internes. Ainsi, écrit Bainville à propos du roi Jean, fait prisonnier par les Anglais à Poitiers en 1356 : "La disparition du roi créa une situation révolutionnaire" (H.F.:80). C'était la première expérience française de guerre civile:

C'était la guerre civile, la dispute pour le pouvoir. Elle éveilla des intérêts éternels et "l'anarchie spontanée" éclata... Etienne Marcel accueillit avec joie, s'il ne l'avait pas provoquée, cette révolte paysanne et s'entendit avec ses chefs. Mais les Jacques, auxquels il prêtait la main, furent battus, presque par hasard... Paris, serré de près, manquait de vivres et commençait à murmurer. On murmura plus encore lorsque le prévôt des marchands eut appelé des Anglais dans la ville. Le parti royaliste, terrorisé par des massacres après la fuite du régent, releva la tête. Bientôt Etienne Marcel fut tué au moment, où, selon la légende, il plaçait lui-même les gardes qui devaient ouvrir les portes de la ville au roi de Navarre... (H.F.:82-83)

Ces résultats, qui se répèteront tant de fois dans l'avenir, sont aussi les premiers coups portés intentionnellement à la nation française : "Invasion, démembrement du territoire, indemnité écrasante : tel fut le prix du "hutin" qui avait commencé aux dernières années de Philippe le Bel pour s'épanouir dans les révolutions de Paris. La nation française avait payé cher cinquante ans d'insubordination et de désordre" (H.F.:84).

Les deux individualités psychiques qui s'érigent au coeur du conflit -- et qui portent, en eux, tous leurs semblables des siècles futurs -- représentent d'une part, l'ordre et l'autorité et, d'autre part, le désordre et l'anarchie : ce sont le roi Charles V le Sage et Etienne Marcel. De plus,

une individualité momentanée s'ingère dans la marche de l'histoire, la foule parisienne.

Charles V comprend l'enjeu du conflit au-delà des rivalités féodales qui lui ont donné prise. Pour chasser les Anglais, sans compromis, sans traité de Brétigny, "deux conditions nécessaires : une armée d'abord, une marine ensuite" (H.F.:84), c'est-à-dire l'expulsion de l'occupant et une "ceinture" de sécurité afin de le repousser si jamais l'envie lui venait de revenir. Mais ce projet est interrompue par un autre événement contingent : la mort du roi :

A peine le sage roi eut-il disparu que les oncles de Charles VI se querellèrent pour la régence. Mauvais début. Dangereux spectacle. Il fallut l'arbitrage d'une assemblée de dignitaires et de membres du Parlement qui donnèrent la tutelle aux quatre ducs. Combinaison détestable : dans cette république de princes... Il n'en fallut pas davantage pour réveiller l'esprit révolutionnaire qui s'était déjà manifesté avec Etienne Marcel... Or. sentit que le gouvernement était sans force. (H.F.:89-90)

La combinaison de l'invasion étrangère et des rivalités féodales, ajoutée à la minorité du roi, rétrécit la légitimité dans un parti de la monarchie et dans le conseil de régence. Louis d'Orléans est le seul à défendre "l'intérêt de la France et la tradition nationale" (H.F.:91). Devant lui se dresse le duc de Bourgogne, qui "n'était déjà plus des nôtres" et "sous les apparences d'un Français, il y avait un étranger au conseil de régence. Il était désigné pour rallier les mécontents. Et "ce que faisait Orléans, Bourgogne le défaisait" (H.F.:92).

Les révolutions de Paris reprennent et, à cela, l'esprit d'intrigue qui régnait en France ne peut parvenir à mettre un terme, même pas pour le profit des intérêts qui s'y dissimulent. Pour la première fois, on peut remarquer que les factions sont incapables de contrôler le désordre qu'elles ont créé (H.F.:95-96)..

Pour la première fois aussi s'impose, dans un état de déséquilibre, la vérité de l'histoire de la France : "Pour sauver la France créée par ses rois, confondue avec eux, il fallait relever la royauté" (H.F.:99)... "La France, après le sacre (de Charles VII), retrouvait avec sa monarchie la condition de son indépendance et l'instrument de son salut" (H.F.:100)... "Le parti de la légitimité, le parti français, l'a emporté" (H.F.:101). Il s'agit là de la leçon idéologique la plus importante pour l'avenir de la France -- pour l'avenir, en 1431 comme pour l'avenir, en 1924 --, mais ce relèvement particulier de l'histoire de France tient beaucoup plus du "miracle" et de l'émergence d'une individualité psychique, Jeanne d'Arc, que de la conscience politique (et nationale) des Français. Mais les choses se précipitent tout de même dans le sens du recouvrement de la monarchie. Les contingences de l'histoire peuvent être maléfiques (Isabeau de Bavière, la mère indigne de Charles VII alliée au duc de Bourgogne) ou bénéfiques (Jeanne d'Arc), mais c'est dans le lien qui les unissent aux nécessités, dans la mesure où leurs actions sont conformes ou non au développement de la nécessité nationale et monarchique qu'elles seront évaluées.

Quoi qu'il en soit, la légitimité du combat s'imposait et la guerre de Cent Ans est, pour Bainville, la première guerre vraiment nationale faite à partir de la distinction entre deux entités bien distinctes : "L'Angleterre industrielle et commerçante... La France, surtout agricole..." (H.F.:79). André Maurois en tirera les conclusions qui s'imposent dans son Histoire d'Angleterre:

Il est remarquable de constater que, de même qu'ils tiennent Bouvines, victoire française, pour une bataille heureuse, les historiens anglais sont aujourd'hui d'accord pour admirer Jeanne d'Arc et pour penser qu'elle a sauvé l'Angleterre du despotisme. Sans elle, le roi d'Angleterre eût vécu à Paris et, appuyé sur une armée française, riche des impôts perçus en France, il eût refusé de subir le contrôle de ses sujets. Grâce à elle, s'en est fait du dangereux rêve d'empire continental dans lequel se sont si longtemps complu

les souverains anglais. Ces longues années de lutte avaient produit d'autres résultats durables. Dans les deux pays le sentiment national, émotion neuve et forte, était né au contact d'un peuple étranger... (M.H.A.:173)

II.5 le miracle valois.

La France avait été sauvée du démembrement et de l'anarchie par la nouvelle branche dynastique capétienne, les Valois. Charles V d'abord, puis Charles VII -- moins par les qualités du roi que par le soutien de ses conseillers et ministres -- avaient réorganisé la France, lui avaient donné un second souffle, une nouvelle fois la vie. Comme le dit le titre du chapitre VII, avec "Louis XI : l'unité sauvée, l'ordre rétabli, la France reprend sa marche en avant" (H.F.:104). Et, de fait, "la France n'était pas encore finie" (H.F.:113). Mais le succès de Louis XI -- sur les travaux duquel nous aurons à revenir en temps et lieu -- est si complet que, sous son successeur Louis XII, la France s'engage dans la campagne italienne, aventure cavalière mais dont la "bonne administration" suffit à excuser le monarque : "Ce règne, si occupé au-dehors des nouvelles guerres d'Italie, et dont la politique extérieure ne fut pas irréprochable, a été, à l'intérieur, celui de la bonne administration" (H.F.:116). Car les résultats sont tellement éclatants que jamais, semble-t-il, l'harmonie n'a été aussi vraie qu'en ce temps que Bainville considère comme l'un de ceux où la logique de l'histoire a été dans le plus parfait accord entre les tendances envisagées et les résultats obtenus:

La monarchie française était aussi, au jugement des contemporains, le meilleur gouvernement qui existât alors. Elle était tempérée par ses propres traditions et le mode de formation du royaume y répandait naturellement les libertés. Il fallait respecter les coutumes et les franchises des provinces nouvellement réunies, la Bourgogne, la Bretagne, et, des privilèges à peu près équivalents s'étendaient aux autres provinces. La France était seule en Europe à offrir ce mélange d'unité et de diversité. Dans des conditions politiques et sociales bien différentes de celles d'aujourd'hui, les Français ont eu ainsi une existence enviable.

Chaque classe avait son statut, ses droits, mais aucune n'était fermée. On accédait librement au clergé. Quant à la noblesse, la bourgeoisie s'y poussait d'un mouvement continu et cette noblesse prenait l'habitude de servir. Les droits seigneuriaux étaient de plus en plus limités et régularisés, de moins en moins lourds. La loi sortait de la coutume. Et l'ensemble formait une harmonie qu'admira Machiavel, venu d'un pays où tout n'était que confusion. Entre les Français et leur gouvernement, qui se rencontraient dans la ligne moyenne de la modération et du bon sens, la convenance était parfaite. On comprend que la monarchie capétienne, qui avait déjà résisté à tant d'orages, se soit si profondément enracinée, que la France lui soit revenue à plusieurs reprises et lui soit restée fidèle longtemps. (H.F.:116-117)

Ce tableau idyllique, même si les historiens postérieurs ne le remettent pas tout à fait en question, est bien le reflet des aspirations du monarchisme d'Action Française. Tempéré, protecteur des libertés communales et provinciales, il autorise les différences de classes tout en permettant une certaine circulation entre elles, de manière à ce que la bourgeoisie se "pousse" vers la noblesse dont les droits sont "limités et régularisés". C'est là le rêve de tout petit-bourgeois depuis l'Ancien Régime que d'accéder à une gratification qui s'appelle la noblesse. Pas étonnant que le règne du bon roi bourgeois Louis XI soit le modèle valorisé de la monarchie d'Ancien Régime.

Une seule ombre au tableau, l'inachèvement territorial:

Et si la France était restée ce qu'elle était alors, que ne lui eût-il pas manqué? Malgré tant de progrès, quel inachèvement! Dunkerque, Verdun, Nancy, Besançon, étaient encore au-delà de ses limites. La France pouvait-elle se passer de tant de villes et de provinces dont nous n'imaginons pas aujourd'hui que nous soyons séparés? (H.F.:121)

Heureusement, "on pouvait compter sur l'unité morale du pays" (H.F.:123) et François I^{er} put s'engager dans sa lutte contre le Habsbourg maître de l'Espagne, de l'Allemagne et des Pays-Bas, le plus grand péril jamais couru par la France, surtout lorsque son roi se trouva prisonnier de Charles-Quint.

Apparaît ici une remarque bien curieuse de Bainville : "L'essentiel était que, pendant la captivité du roi, la France restât calme et unie. Alors il ne servait à rien à l'Empereur d'avoir ce prisonnier" (H.F.:124). Est-ce donc que la France pourrait vivre, même sans monarque? Il ne le semblait pas pour François I^{er} en tout cas qui, sitôt libéré, s'attela à "devenir l'allié des Turcs : pour que le roi franchit un tel pas, il fallait la nécessité" (H.F.:126). Il fallait plutôt assurer la nécessité France, car tandis que la lutte avec les Anglais avait révélé aux Français la vulnérabilité maritime à l'ouest, le conflit avec Charles-Quint allait leur révéler le danger encore plus menaçant de la frontière de l'est. Les luttes de François I^{er} n'auront donc pas été vaines puisqu'elles ont testé la solidité de la frontière avec l'Allemagne, direction où devra progresser désormais l'agrandissement territorial, et non plus vers l'Italie comme le pensaient ses prédécesseurs:

La lutte contre la maison d'Autriche, c'est-à-dire la lutte contre l'Allemagne, conduit la France à reprendre ses frontières du côté du Rhin. L'achèvement de notre unité sur les points où elle était encore la plus imparfaite devient un dessein tout à fait net sous Henri II. (H.F.:129)

II.6 La seconde fracture : les guerres de religion.

Mais au moment où le miracle valois semble avoir bien réussi le projet d'unité territoriale, un germe de discorde se répand dans le royaume, la réforme protestante. Bien accueillie par François I^{er}, qui s'en servait pour menacer les arrières de Charles-Quint, ses successeurs se trouvent aux prises avec les partis politiques qui couvent derrière les confessions religieuses. L'idée de l'Etat, de la nation ne peut que se réfugier dans une seule position, "la monarchie, fidèle, même sous des princes débiles, à son rôle national, s'efforcera de maintenir l'équilibre et de rester au-dessus des factions" (H.F.:136).

Malheureusement, la famille royale ne peut toute se tenir au-dessus des confessions comme elle peut le rétendre pour les partis politiques. C'est alors qu'une série de contingences, comme avant, à la racine de la guerre de Cent Ans, et comme plus tard, parmi les causes de la Révolution française, va précipiter le pays dans un déséquilibre, d'abord par la division même de la famille royale:

On peut prévoir une situation très grave le jour où la couronne passerait des Valois aux Bourbons, où le principe héréditaire appellerait au trône un protestant que les catholiques refuseraient de reconnaître. C'était et ce devait être la plus grande des difficultés que la monarchie eût rencontrées en elle-même depuis ses origines. Il fallait donc aider, préparer la fusion, faciliter la transmission de l'héritage. L'idée de Charles IX, idée à laquelle, malgré toutes les oppositions, il ne renonça pas, fut de donner sa soeur Marguerite en mariage à Henri de Bourbon pour rapprocher les deux branches de la famille. (H.F.:143)

Ce qui allait devenir un "accident", par l'assassinat d'Henri III, était, au départ, une sage décision de réconciliation nationale du roi "Charles IX, pour qui cette union était le point capital de sa politique" (H.F.:144), mais "le fait qui reste, c'est que la France n'a voulu accepter ni la Réforme ni l'influence des réformés sur le gouvernement" (H.F.:147). Est-ce caprice de la nation ou bien la permanence de "l'idée romaine" qui crée ainsi une situation intenable pour les derniers monarques valois? Quoi qu'il en soit, ceux-ci ne sont pas blâmés par Bainville, au contraire, il les félicite de leur ténacité:

Mais Charles IX, puis Henri III, ces derniers Valois décriés et injuriés plus que tous les autres souverains français, tiennent bon, à tous risques, sur le principe essentiel, le rocher de bronze de l'Etat : la monarchie héréditaire. (H.F.:149)

Alors cette guerre civile qui s'ensuit apparaît comme inconcevable! Comment la France peut-elle aller contre la volonté du roi? Y aurait-il divorce, semblable à celui de 1792? Toute l'interprétation bainvillienne serait

menacée si elle acceptait l'idée même de ce divorce alors qu'aucune force ne conteste le pouvoir du monarque. Si on ne peut se résoudre à accepter cette idée, c'est que quelque chose alors nous a échappé; une fausse évidence qui en masquerait une autre, plus subtile mais plus vraie et combien plus pernicieuse:

Pourtant c'est à Chartres, où Henri III s'était réfugié comme jadis Charles VII à Bourges, que s'étaient réfugiées aussi l'idée de l'Etat et l'idée nationale. Ce qui se battait en France à travers les partis, c'était l'étranger. Elisabeth soutenait les protestants. Philippe II la Ligue. L'Espagne et l'Angleterre continuaient chez nous la lutte qu'elles se livraient depuis longtemps. Et c'est un bonheur pour la France qu'aucune puissance n'ait alors été en mesure de profiter de ses désordres, l'Allemagne étant divisée, l'Angleterre tenue en respect par les Espagnols, tandis que le désastre de l'Armada dispersée devant les côtes anglaises enlevait à Philippe II les moyens de dominer l'Europe. (H.F.:153)

Contrairement à la guerre de Cent Ans où les révolutions parisiennes étaient le corollaire de l'invasion du territoire par l'étranger, les luttes fratricides de la Réforme allaient ouvrir les portes à l'ingérence étrangère dans les affaires du royaume. Bientôt les protestants seraient soutenus par les Anglais dont la flotte investirait les principaux ports de l'Atlantique, tandis que les catholiques appelleraient l'armée espagnole à s'emparer de la capitale, Paris. On comprend que le roi ne pouvait accepter ni l'une ni l'autre de ces compromissions et que sa politique "naturelle", puisqu'il n'avait pu réconcilier les partis, était de les jouer l'un contre l'autre. Il ne restait plus pour lui qu'à se rabattre sur l'idée familiale de Charles IX:

Dans ce désordre, dans cette révolution qui ruinait l'oeuvre de plusieurs siècles, il n'y avait plus qu'un moyen de salut : c'était que le roi et son successeur légitime agissent de concert. Henri III et Henri de Bourbon réconciliés le comprirent, sautèrent ce grand pas. Ils unirent leurs forces trois mois après le drame de Blois (l'assassinat du duc de Guise). (H.F.:154)

En quoi une telle vision des guerres de religion est-elle originale? Beaucoup moins qu'on serait considéré à le croire. Robert Ilbert, dans une étude des manuels scolaires de la Troisième République et leur vision de la Réforme et des guerres de religion, manuels tant catholiques que protestants, montre que "l'appel à l'étranger" apparaît comme l'odieux des partis durant la guerre civile. Pour les historiens catholiques, la Réforme est un "mouvement extérieur à la France; les protestants sont présentés comme des étrangers..." Ailleurs, les historiens protestants affirment que "les catholiques sont des alliés de l'Italie et de l'Espagne qui applaudissent aux massacres de Versy et de la Saint-Barthélemy". Les manuels primaires considèrent que c'est une "crime" d'appeler l'étranger et presque tous les manuels, y compris ceux de Lavis et de Malet, soulignent l'importance de l'intervention étrangère (17). Cette idée n'est pas absente non plus chez un Jacques Madaule : "Bien plus que ne l'avait jamais été le cardinal de Lorraine, Henri de Guise sera l'homme de Philippe II" (18). Et plus loin, "Philippe II a compris que c'est en France que se livre le combat décisif entre la Réforme et la contre-Réforme. Il n'épargne rien pour gagner cette guerre, et songe à mettre sur le trône de France sa propre fille..." (19)

En fait, ce qu'il y a d'original chez Bainville, c'est que, contrairement aux arguments de Madaule, ce n'est pas la lutte de la Réforme et de la contre-Réforme qui se livre en France; ce que Philippe et Elisabeth surveillent d'un oeil intéressé, c'est le déchirement de la France et la mort de la fameuse idée de nation. Les vautours attendent le moment de se précipiter sur leur proie, imitant en cela le duc de Savoie qui "pouvait se permettre de lui enlever le marquisat de Saluces" (H.F.:153).

(17) R. Ilbert. "L'enseignement de la réforme et des guerres de religion dans les manuels scolaires de la Troisième République", in P. Joutard (éd.) Historiographie de la Réforme, Neuchâtel, 1977, p. 460 à 473.

(18) J. Madaule. p. cit. p. 317.

(19) J. Madaule. op. cit. p. 326.

L'unité territoriale est menacée de dépeçage; l'unité de temps est menacée d'une rupture dynastique tandis que l'identité même de la France est niée par ses voisines (le pape refuse de reconnaître un Henri de Navarre protestant sur le trône de France tandis que les protestants ne pourront se résoudre à accepter d'autres monarques que lui). Le tocsin de la Saint-Barthélemy aurait pu s'avérer le glas de toute la nation française si ce n'eût été de cette individualité hors pair, rusée et habile autant que profondément attachée à l' "idée de la France", Henri IV. Pour Bainville, la guerre civile; les guerres de religion démontrent une fois de plus la fausseté de la définition romantique de la nation comme un "vouloir vivre ensemble" des Français, mais bien l'oeuvre, la construction patiente de la monarchie; triomphe de la raison et de l'esprit pratique du roi à pourvoir les classes moyennes en ordre et en autorité.

II.7 La réconciliation bourbonienne.

Pierre de Vaissière traçait "les traits glorieux de celui qui avait refait la France" (H.IV:699) lorsque Bainville publiait son Histoire de France. Il y avait bien une légende d'Henri IV qui circulait au XIX^e siècle, mais l'historiographie semblait même plutôt déficiente pour cette époque. Et comme les légendes sont toujours un peu troubles, d'une part, de Vaissière relevait la grande popularité du roi:

Ce qui, au XVII^e siècle, avait pu diminuer son prestige et sa réputation, je veux dire l'esprit de tolérance qui lui avait dicté l'acte de 1598, fut au contraire, au XVIII^e, l'occasion du renouveau de sa popularité, et les conceptions philosophiques et politiques du temps contribuèrent à faire sortir les brumes du passé qui l'enveloppaient déjà la personne du grand roi. (H.IV:699)

Alors que d'autres en faisait le contraire de Louis XIV:

Les littérateurs et les salons ayant, à la voix de Voltaire, salué en Henri IV le roi philosophe, en viennent bientôt à

le célébrer comme l'ancêtre du despotisme éclairé, affrontant avec un malicieux plaisir, et non souvent, sans exagération, un roi respectueux des droits de ses parlements et de ses sujets, bienfaisant aux petits, accueillant, sans faste, "Le seul roi dont le pauvre ait gardé la mémoire", au roi absolu, autoritaire, distant qui trône à Versailles. (H.IV:700)

Pour Bainville, l'important semble résider ailleurs, moins dans le règne personnel d'Henri que dans la façon dont il sortit la France du chaos où le maintenait la crise religieuse, ce qui est conforme à ses préoccupations premières. Henri IV renoue d'abord la confusion du monarque et de la nation:

Il entendait ne devoir la couronne qu'à la légitimité et ne laisser la monarchie dépendre de rien ni de personne, ni de la religion, ni du pape, ni de l'autorité usurpée par une ligue. Toute la manoeuvre tendit à préserver l'indépendance du pouvoir royal et à éviter jusqu'aux apparences d'une constitution imposée par les ligueurs. (H.F.:159)

Henri IV récoltait les fruits quand "le sentiment national s'était réveillé et ce réveil profitait au droit royal" (H.F.:160), ce qui voulait dire que "l'idée du roi" était "celle de la réconciliation nationale" (H.F.:163). Idée qui sera perdue à nouveau avec la Révolution. De plus, "Henri IV appela le pays à s'affranchir tout à fait de l'étranger" (H.F.:163), renvoyant ainsi dos à dos les partisans d'un appel à Elisabeth ou à Philippe. Ce qui lui permit d'accomplir l'unité territoriale en poursuivant la politique d'agrandissement des Valois, orientée vers la frontière est (H.F.:165).

Alors que pour la plupart des historiens, c'est à Henri IV qu'on fait remonter la chronologie de l'Ancien Régime, période historique bien définie entre les guerres de religion et la Révolution, Bainville essaie d'étendre le mot, même si lui non plus ne l'utilise pas avant le règne d'Henri, jusqu'à Hugues Capet. Ainsi écrit-il, dans le chapitre consacré à Louis XV : "L'an-

cien régime avait besoin de réformes, il le savait, et l'immobilité n'avait jamais été sa devise. Que de fois il s'était transformé depuis Hugues Capet!" (H.F.:256). Cette confusion, dont l'utilité est de renforcer l'unité de temps, subtilise la monarchie à l'Ancien Régime, terme employé trop souvent par les républicains pour discréditer la période pré-révolutionnaire. Mais cette confusion, c'est de Lavissee, encore, qu'il l'a héritée:

A l'actif de l'Ancien Régime demeure l'oeuvre que la République a assumée et développée pour son propre compte. Les rois sont admis dans la mesure où ils furent les artisans de l'unité de la patrie : unité territoriale avec les premiers capétiens rassembleurs de terre, unité morale avec saint Louis, unité administrative de François I^{er} à Louis XIV. Aux rois sont donc rattachés les thèmes les plus profonds de la sensibilité républicaine. (20)

Mais tandis que Lavissee se désaffectera de l'Ancien Régime par l'orgueil vaniteux de ses rois, Bainville continuera à lui apporter son soutien. Si la guerre de Succession d'Autriche a été une erreur majeure du règne de Louis XV, le républicain en blâme sévèrement le monarque tandis que Bainville en rejete la faute sur le parti antiautrichien, les conseillers du roi et l'opinion publique favorables à la Prusse.

Mais plus encore, on peut remarquer que la réconciliation bourbonienne marque, pour Bainville, l'enracinement de l'Etat monarchique comme nécessité au-delà de la personnalité des monarques. S'il en était tenu à l'individualité psychique d'un Henri IV, la France serait retombée dans un état de guerre civile endémique sitôt le roi assassiné. Hors, non seulement la France survécut au coup de poignard asséné par Ravailiac, mais elle parvint à se remettre du coup de pistolet qui abattit Concini tandis que partout ailleurs, les troubles intérieurs semaient ravages et misères. La France profita même de la guerre de Trente Ans pour en tirer ses marrons du feu, tout cela en assurant la stabilité du royaume : c'était là l'oeuvre de Richelieu : "Pour reprendre la politique nationale, pour se mêler activement aux grandes affai-

(20) P. Nora. op. cit. p. 96.

res européennes, il fallait qu'une condition fût remplie : la tranquillité à l'intérieur..." (H.F.:172).

Richelieu, par sa politique du "pré carré" est l'artisan de la France classique, celle qu'admirent Maurras, Bertrand et Bainville. Les limites du "pré carré" sont, pour la première fois, clairement identifiées : c'est, à l'est, le Rhin et, au sud, les Pyrénées : les fameuses "frontières naturelles" (H.F.:175). Même lors de la terrible année 1636, l' "année de Corbie", forteresse prise par les Espagnols et menaçant la France d'une invasion, un encerclement de la capitale; même à ce moment-là, ni le roi, ni le cardinal ne fuient; ils résistent et ne cèdent pas, contrairement aux gouvernements républicains, à la panique et au désastre. L' "année de Corbie" devient même celle d'une splendeur culturelle car elle...

...a beaucoup frappé les contemporains. La France y donna en effet une preuve de solidité. Elle prit confiance en elle-même. C'est l'année du Cid. L'année où Richelieu fonde l'Académie française. L'annonce du siècle de Louis XIV est là. (H.F.:176)

Et les résultats confirment la validité de cette politique de sécurité.

"Envahie en 1636, la France en 1642, avait avancé d'un large pas vers ses frontières historiques du Rhin et des Pyrénées" (H.F.:177):

C'était le triomphe de la méthode qui consistait à achever la France en lui assurant la possession paisible de ses nouvelles acquisitions. Il ne suffisait pas d'ajouter l'Alsace au royaume. Il fallait encore que cette province ne fût pas reprise au premier jour par les Allemands. Il ne suffisait pas d'humilier la maison d'Autriche, de lui imposer une paix avantageuse pour nous. Il fallait encore, pour que cette paix fût respectée, pour que le résultat d'une lutte longue de plus d'un siècle ne fût pas remis en question, que l'Empire fût affaibli d'une façon durable et qu'il ne pût se réunir "en un seul corps". (H.F.:179)

Le traité de Westphalie assure la division de l'Allemagne; celui des Pyrénées, en 1659, va compléter l'oeuvre de Richelieu dans l'agrandissement de la France (H.F.:189), mais c'est surtout une leçon à mettre au compte des

gouvernements républicains, et le traité de Westphalie devient un modèle que Bainville oppose au traité de Versailles : l'Allemagne est définitivement divisée et l'Espagne neutralisée (H.F.:190). En prenant cette position de la sécurité d'abord et avant tout -- y compris l'agrandissement territorial --, Bainville s'érige contre le discours du nationalisme romantique et de la politique des gouvernements post-révolutionnaires du XIX^e siècle.

Sans doute Mazarin est-il moins "respectable" que Richelieu, d'abord parce que c'est un étranger, ensuite, parce que, comme son prédécesseur et compatriote Concini, il est aussi vénal. Pourtant, c'est lui qui achemine l'oeuvre de Richelieu jusqu'au bout et permet de la transmettre au petit Louis XIV: "En 1661, lorsque Mazarin meurt et que la véritable majorité du roi commence, tout est réuni au-dedans et au-dehors pour un grand règne" (H.F.:190). Aussi, le règne "resplendissant" de Louis XIV n'est-il pas le fruit d'une quelconque contingence historique, accident dû au hasard d'une seule individualité psychique exceptionnelle, Louis XIV, mais c'est une nécessité historique inscrite dans le processus de l'histoire, dans le tissu de la nation française, lorsque la sécurité est assurée aux frontières et que l'ordre règne à l'intérieur du pays. Le règne de Louis XIV est le résultat logique "rationnel" (Vendryès) de la marche de l'Ancien Régime dans son respect des règles de la politique et de l'histoire:

Il s'agit, pour le roi, de gouverner lui-même, comme la nation, qui ne veut plus de "ministériat", le demande. Il s'agit, à l'extérieur, de conserver les progrès réalisés, ce qui sera aussi difficile qu'il l'a été de l'obtenir, de même qu'il est plus difficile de garder une fortune que de la gagner. A la fin, et dans l'ensemble, Louis XIV aura été égal à ces tâches. (H.F.:190-191)

Les bainvilliens se feront un devoir de réhabiliter la mémoire de ce roi, salué aussi bien par les républicains hargneux que par les royalistes romantiques induits en erreur par les écrits pernicioeux d'un Saint-Simon.

René Rémond rappelle que, pour les Ultras du XIX^e siècle, la monarchie louis-quatorzième est un despotisme qui "ressemble étrangement à celui de Bonaparte ou des Jacobins et que pareille ressemblance crée une responsabilité pour le précurseur : sans lui eussent-ils été possibles?" (21).

Le Louis XIV de Bertrand était paru depuis un an environ quand fut publiée l'Histoire de France de Bainville. Les deux auteurs partagent un point de vue similaire sur le roi. Pour Louis Bertrand, Louis XIV est "ce grand chef national... dont la vie s'est passée à faire la guerre. Il fut le grand ouvrier de la France moderne (22). Il lui a donné ses frontières, il l'a dotée d'une ligne de défense" (L.XIV:13). Et, effectivement, pour Bainville, le règne de Louis XIV est avant tout le règne de celui qui a érigé la ceinture de forteresses chargée de protéger la France. Plus particulièrement, il considère...

Ce règne de cinquante-quatre années, si chargé d'événements au-dehors, ne compte au-dedans que deux faits, la condamnation de Fouquet au début et, plus tard, la révocation de l'Edit de Nantes. Deux faits d'accord avec le sentiment général approuvés ou réclamés par l'opinion publique.
(H.F.:194)

Louis XIV, d'une part, ne pouvait -- et ne devait -- souffrir qu'il y ait quelqu'un, en son royaume, de plus riche ou de plus puissant que lui. Pour la "raison d'Etat", il devenait nécessaire de se débarrasser de Fouquet. Et pour la même "raison d'Etat", il se vit "obligé" de révoquer l'Edit de Nantes. Il fut "obligé" d'agir ainsi d'abord à cause des protestants eux-mêmes qui refusaient de céder sous la manière douce à la conversion au catholicisme : "le gouvernement de Louis XIV fut entraîné à des extrémités..." (H.F.:196), façon polie ("Ah! qu'en termes galants ces choses-là sont dites!"

(21) R. Rémond. op. cit. p. 55.

(22) A rapprocher cette expression d'une autre, semblable, dans La Révolution française de P. Gaxotte : "Le Roi fut avant tout l'ouvrier de l'unité nationale..." (R.F.:11). Il est vrai que Gaxotte fut le nègre de Bertrand pour les recherches de ce livre.

(23)) d'excuser la manière forte et les dragonnades que Bainville utilise pour décharger les épaules du monarque de la responsabilité d'un acte d'intolérance qui, généralement, n'est pas le lot des rois. Mais la révocation de l'Edit de Nantes, et Bainville le reconnaît explicitement, n'est pas une affaire religieuse ni morale, "C'est une erreur de croire que le besoin d'unité morale, qui mena à la révocation, ait été d'essence uniquement religieuse. Il fut surtout politique" (H.F.:195).

Cette politique est excusée par le fait que les monarques protestants malmenaient leurs sujets catholiques bien avant la révocation. Louis XIV aurait fait preuve de faiblesse s'il n'avait pas répliqué de la même manière aux provocations protestantes. Ici, Bainville transforme la loi du talion en politique rationnelle qui s'inscrit bien dans sa morale idéologique.

Et c'est en usant un "tour de force" semblable qu'il parvient à excuser toutes les guerres auxquelles s'est engagé Louis parce que la France n'était pas achevée:

...il fallait que la France fût forte par elle-même et non seulement de la faiblesse des autres, faiblesse qui ne durerait pas toujours et à laquelle des coalitions remédieraient. Il fallait donner au pays les moyens qu'il n'avait pas, restaurer ce qui s'était englouti dans les désordres et les misères de la Fronde... Quelques années de travail et de méthode suffirent à lui rendre des navires et des régiments, des ressources de toutes sortes... Le moment de passer à l'action extérieure, c'est-à-dire d'achever la France, était venu. (H.F.:197)

Maintenant que Richelieu et Mazarin avaient assuré la sécurité de la France, Louis XIV pouvait désormais, en toute sécurité, passer au second plan de la stratégie du "pré carré", de "l'achèvement de la France, la réalisation du grand dessein national si souvent compromis, si longtemps entravé, repris par Richelieu..." (H.F.:198) et qui atteindra sa pleine réalisation en 1681, quand "Strasbourg devint français, par arrêt de justice avant de l'être de

(23) Commentaire de Louis Halphen dans sa critique de l'Histoire de France de Bainville, in "Revue historique", CXLVII, sept-oct. 1924, p. 100.

coeur, ce qui ne tarda pas" (H.F.:205). Un tel achèvement logique où le résultat final est conforme à la tendance initiale, rend mérite aux moyens utilisés par le roi dont le règne, ironiquement, passe aux yeux de Bainville, pour être l'un des plus "paisibles" de l'histoire de France! Tout cela, bien sûr, parce qu'il n'y eût ni Fronde ni révolutions parisiennes, rien de ce que la France avait connue sous les guerres de religion ni ce qu'elle verra encore en 1789. De la France...

Il en avait discipliné les éléments turbulents. Les grands ne songeaient plus à de nouvelles ligues ni à de nouvelles frondes. Pendant cinquante ans, les Parlements n'avaient ni repoussé les édits ni combattu les ministres ou le pouvoir. Il n'y avait plus qu'une autorité en France. (H.F.:220)

Bien différente sera la Régence appelée à succéder à son règne personnel. Un état instable menace de faire basculer le royaume dans une révolution prématurée, mais, à défaut de la forte personnalité du roi défunt, son souvenir imprègne l'Etat et demeure, jusqu'à la majorité de Louis XV:

Les contemporains se sont étonnés qu'une révolution n'ait pas éclaté à ce moment-là. Mais, une nouvelle Fronde n'était plus possible. L'Etat, tel que l'avait formé Louis XIV, était trop régulier, trop discipliné, trop puissant. Il fallait renverser toute la machine, comme il arrivera à la fin du siècle, et personne n'y tenait. Le prestige de la monarchie, élevé si haut, la défendait et la défendra encore... (H.F.:229)

Après avoir réhabilité Louis XIV, les bainvilliens, avec Gaxotte cette fois, se devaient de dépolluer les saletés républicaines et fausses qui ternissaient l'image du Bien-Aimé. Louis XV ne devait plus être ce pervers des mauvaises images d'Epinal. Il devint alors un monarque capable et aimé de son peuple. L'union de la France et de son époux, le respect filial des Français, tout concorde à faire de la France un royaume heureux et uni sous sa tutelle. Qui en doute n'a qu'à se rappeler cette anecdote:

C'est à ce moment que Louis XV, ayant suivi Noailles à Metz, y tomba dangereusement malade. Sa guérison causa en France un enthousiasme extraordinaire : le danger que courait le pays avait excité le sentiment national exprimé par la mo-

narchie et rarement, dans notre histoire, a-t-on vu se manifester un loyalisme aussi ardent, signe des attaches puissantes que la royauté avait acquises sous le règne de Louis XIV... (H.F.:240)

Finis ces mensonges qui disaient que Louis XIV et Louis XV étaient morts dans la haine et le mépris de leurs sujets. Finis également ces reproches d'incompétence adressés à Louis XV; il fut un monarque judicieux et habile, le seul qui eût pu éviter la Révolution. Son support à Maupeou dans la dissolution des Parlements, s'il eût été bien compris par son successeur, était la solution à la crise qui allait précipiter la France dans l'anarchie. On doit à Bainville, mais surtout à Gaxotte, d'avoir montré l'importance de cet événement, car, comme le premier le remarquait, "le coup d'Etat de Maupeou. Or. néglige trop, d'ordinaire, cet événement dans le règne de Louis XV" (H.F.: 254). Et l'élimination des Parlements, jadis instaurés par la monarchie, n'était qu'une autre preuve de la grande capacité d'adaptation de la monarchie aux changements qui, inmanquablement se produisent dans une société. Elle rendait, selon eux, la Révolution caduque:

Lorsque Louis XV mourut, s'il y avait du mécontentement, il n'était pas incurable. S'il y avait de l'agitation, elle était superficielle... Mais depuis le bienfaisant coup d'Etat de 1771, il n'existait plus d'opposition organisée. Le pouvoir s'était bien défendu, n'avait pas douté de lui-même. Jamais Louis XV n'avait consenti à convoquer les états généraux, comprenant que, ce jour-là, la monarchie abdiquerait. Or la blâmait, on la critiquait, ce qui n'était pas nouveau, mais elle ne donnait pas de signes de faiblesse. (H.F.:256)

Et malgré les "erreurs" de Louis XV par son implication dans de graves conflits européens stériles, le bilan de son règne demeure positif:

Gouverner est toujours difficile, mais ne l'était pas plus pour la monarchie à ce moment-là qu'à un autre. Quand on y regarde de près, la situation était plus complexe à l'extérieur qu'à l'intérieur. Louis XV avait encore accru le royaume de la Lorraine et de la Corse. (H.F.:257)

II.8 La Révolution... et tout ce qui vient avec.

Mais les contingences se sont multipliées : "Par malheur, Louis XV mourut. Par malheur encore, Louis XVI lui succéda" (R.F.:89) écrit Gaxotte. Bainville considère toutefois que le bien-être ressenti sous Louis XV se poursuivit sous son successeur jusqu'à la veille de la Révolution, l'esprit de Louis XIV semblant toujours hanter l'Etat, ne remettant pas en question le couple monarchie-nation. Et les débuts de la Révolution ne paraîtraient pas si abominables si celle-ci n'avait pas "débordée", comme le dit Renan:

Admirables assurément furent les débuts de la Révolution, et, si l'on s'était borné à convoquer les états généraux, à les régulariser, à les rendre annuels, on eût été parfaitement dans la vérité. Mais la fausse politique de Rousseau l'emporta. On voulut faire une constitution a priori. On ne remarqua pas que l'Angleterre, le plus constitutionnel des pays n'a jamais eu de constitution écrite, strictement libellée. Or, se laissa déborder par le peuple; on applaudit puérilement au désordre de la prise de la Bastille, sans songer que ce désordre emporterait tout plus tard. (24)

Le nationalisme de droite n'est pas totalement contre la Révolution. Barrès y reconnaissait une certaine grandeur (25) et les seuls reproches que "l'écrivain patriote" lui adresse concerne sa rupture radicale avec le passé et la consécration de l'individualisme comme base de reconstruction de la nation. Par contre, les nationalistes "nationalistes", voit en la Révolution un prix trop cher payé pour les résultats obtenus. Rien ne peut être vraiment porté au crédit de la Révolution. Le premier responsable? Louis XVI. Autant Napoléon peut apparaître comme un usurpateur aux yeux de Bainville, autant Louis XVI lui apparaît démissionnaire, de mauvaise éducation fénélonienne. Louis XVI n'aime pas l'autorité, et Bainville ne cesse de le lui reprocher (26). La convocation des états généraux et la consultation

(24) E. Renan. op. cit. p. 33.

(25) Z. Sternhell. op. cit. pp. 350-351.

(26) Voir, entre autres, sa critique du livre de Daniel Mornet, Les Origines intellectuelles de la Révolution, in op. cit. (1933), pp. 225 à 227.

des cahiers de doléances sont des mesures qui vont à l'encontre de l'exercice du pouvoir autoritaire dont le roi est le seul à détenir le droit et à l'exercer. Il ne doit pas partager son autorité. Laisser soupçonner qu'il est prêt à la partager, c'est ouvrir les portes à tous les opportunistes, et en particulier à ceux de la grande bourgeoisie et de la noblesse. Bainville rejoint ici une idée assez avant-gardiste pour l'époque -- en regard à l'historiographie républicaine --, celle qu'il partage avec Georges Sorel de la conception de la société française d'ancien régime:

L'auteur des Réflexions sur la violence abonde en sarcasmes, d'où naissent des observations partiellement justes. Il raille, -- et peut-être le déplore-t-il, -- "l'abrutissement de la haute bourgeoisie... devenue à peu près aussi bête que la noblesse du dix-huitième siècle", sans se demander si ce n'est pas exactement la même "classe", si les "nobles" de 1789 n'étaient pas des bourgeois... (27)

Toutes ces idées devaient fleurir après la publication de l'histoire de France, et il est probable que la biographie que Bainville projetait de faire sur Louis XVI, projet avorté par sa mort, aurait étonné bien des lecteurs dont l'idée était déjà faite sur le malheureux roi. Il est même significatif, dans un article de 1935, de voir Bainville récuser l'une des interprétations favorites de la droite concernant les causes "souterraines" de la Révolution : c'est-à-dire l'action des sociétés secrètes:

C'est une chose (la durée de la Révolution française) qui paraît si mystérieuse, qui choque tellement l'esprit que, pour l'expliquer, on a fait intervenir l'action des sociétés secrètes. De Barruel au livre tout récent de M. Bernard Fay, la franc-maçonnerie a été désignée comme le moteur de la Révolution. Un des moteurs peut-être. Les "sociétés de pensées" étudiées par Augustin Cochin n'ont pas été différentes. Comment leur imputer le fait extraordinaire que les Français aient subi ce qu'ils ne voulaient pas jusqu'à ce qu'ils aient obtenu à peu près ce qu'ils voulaient? La raison s'y refuse. La persistance et la renaissance du catholicisme, avec lequel compte Robespierre lui-même, sont là pour donner raison à la raison. (28)

(27) J. Bainville. op. cit. (1931), p. 107.

(28) J. Bainville. ibid. (1935), p. 313.

Allez à contre-courant d'un vieux mythe de l'historiographie de la droite romantique voluptueusement angoissée par les complots maçonniques et les interventions diaboliques (29) montre à quel point Bainville faisait fi de la tradition historiographique de droite. Si Gaxotte puise chez Cochin (mais Gaxotte puise partout où il peut), aucun bainvillien ne s'inscrit dans son prolongement comme devait le faire quarante ans plus tard un François Furet. D'ailleurs les bainvilliens ont une connaissance très approfondie de l'historiographie de la Révolution. Bainville, comme Gaxotte, s'intéresse autant aux questions économiques qu'aux questions politiques comme sources de la Révolution. Il est bien évident que seuls, ni les Parlements, ni les états généraux n'auraient pu conduire la France dans le gouffre révolutionnaire; la question de l'impôt et de la taxation demeure bien la blessure fatale portée à l'Ancien Régime.. comme elle le sera plus tard à la Révolution elle-même!

Quoi qu'il en soit, malgré les causes profondes, la Révolution est née de décisions funestes de Louis XVI, et celà, dès le rappel des Parlements, car...

le gouvernement était ramené aux procédés du règne de Louis XV sans pouvoir les appliquer avec la même énergie et en ayant, cette fois, l'opinion publique contre lui. La résistance des Parlements, désormais liés à la convocation des états généraux, était populaire. L'idée de consulter la nation était lancée dans la circulation et s'associait à l'idée de la liberté : l'école philosophique du despotisme éclairé, celle qui avait soutenu Choiseul et Maupeou, avait disparu; le libéralisme mis en vogue par la littérature et propagé par l'exemple américain la remplaçait. (H.F.:272-273)

A peine convoqués, les états généraux s'élançaient par la brèche pratiquée dans l'autorité monarchique par le roi lui-même, "le tiers ayant tenu bon sur le principe du vote par tête et déclaré qu'il ne s'agissait pas d'é-

(29) Sur ce point, lire de J.-M. Roberts. La mythologie des sociétés secrètes, Paris, Payot, col. "Bibliothèque historique", 1979, 350 p. et l'amusant petit livre de E. Weber. Satan franc maçon, Paris, Julliard, col. "Archives" # 6, 1964, 240 p.

tats généraux, mais d'une Assemblée Nationale où les trois ordres délibéreraient en commun..." (H.F.:280). Le résultat ne peut être que l'affrontement de deux volontés autoritaires, ce qui arrive, à la veille du serment du Jeu de Paume, quand "Mirabeau répond par le mot fameux où il oppose à la volonté du roi la volonté du peuple" (H.F.:281). Une volonté qui ne parvient cependant pas à résoudre les problèmes pour lesquels l'Assemblée s'est érigée en pouvoir:

Les états étaient devenus une Assemblée Nationale qui s'était proclamée Constituante. Pendant qu'elle s'occupait à donner une Constitution au royaume, c'est-à-dire une nouvelle forme à la société et au gouvernement, non seulement elle avait été impuissante à porter remède à la maladie financière, en raison de laquelle avaient été convoqués les états, mais encore elle l'avait aggravée. (H.F.:285)

Jusque-là, les choses auraient pu s'arranger, et, malgré tout, glisser vers une sorte de monarchie à l'anglaise, qui avait été l'un des modèles favoris des philosophes du XVIII^e siècle. Mais il se produisit ce que Renan déplorait en son temps, la Révolution "débordait vers le peuple". Que manquait-il pour que la situation soit vraiment une situation nouvelle, demande Bainville?

Que le débat ne fût plus entre le roi et l'Assemblée seulement, qu'une autre force, vraiment révolutionnaire celle-là, intervint, pesât sur ces deux pouvoirs et prit désormais plus d'influence qu'eux. C'est ce qui se produisit à partir des journées d'octobre, c'est-à-dire au moment où l'autorité royale était déjà diminuée par l'Assemblée et où le prestige de l'Assemblée était affaibli par son impuissance à maintenir l'ordre et à améliorer les finances. (H.F.:286)

Jusqu'au bout, Louis XVI aurait pu se réarmer de son autorité, c'était ce qu'il aurait dû faire, selon Bainville, ne pas accepter que personne ne se glisse entre lui et la nation, car "il était la loi vivante. Il dépendait de lui d'accepter et de repousser les atteintes portées à son autorité" (H.F.: 286), mais il céda. Il laissa se produire la rupture et la loi vivante se

plia devant une quelconque loi scripturaire : la Constitution, et il se laissa conduire, parmi les contradictions, jusqu'à ne plus être qu'une marionnette entre les mains de l'Assemblée : "Constitutionnel jusqu'au bout, écrit tristement Bainville, fidèle à son serment, Louis XVI se conforma au vote de l'Assemblée. Il prit pour ministres des Girondins..." (H.F.:308).

Cette démission de Louis XVI avait commencé dès son entrée en fonction, dès le rappel des Parlements dissous par Louis XV. N'avait-il pas "lâché" Turgot appelé à relever les finances désastreuses du pays, et même si "ses plans avaient une part de réalisme et une part de chimère" (H.F.:261), auraient pu s'avérer moins chimériques encore que les solutions d'emprunt national de Necker?

Louis XVI démissionnait sans que se dresse devant lui un véritable pouvoir suffisamment fort pour être capable de le renverser. Que sont ces Assemblées qui veulent "gouverner en constitutionnel"? (H.F.:290) Rien moins que les fossoyeurs de la France. Elles ont entrepris de briser l'unité si longuement travaillée et si chèrement payée par les Capétiens. Elles disent qu'elles veulent tracer "la nouvelle unité de la France" (H.F.:295). Elles ne font que rompre l'espace en nivellant les provinces et en les découpant en petits départements presque anonymes, sûrement insignifiants:

Souverainement, l'Assemblée légiférait sans trêve. Elle remaniait la France, simplifiait jusqu'à la carte, divisait les provinces en départements de taille à peu près égale, mettait l'uniformité où était la diversité. Cette toute-puissance s'arrêtait devant le déficit. (H.F.:291)

Après avoir fait du territoire une macédoine, elles s'en prennent à l'unité de temps en diminuant encore plus le pouvoir de la dynastie qui avait fait la France et réussie à maintenir les ponts de la durée jusqu'à l'Empire romain. Louis XVI savait ce que signifiait cette rupture de l'unité de temps pour la nation; de lui-même, il ne pouvait se résoudre à l'accomplir:

Le roi, malgré la Constitution, n'était plus libre. Le parti constitutionnel était impuissant à protéger sa liberté... Revenu à Paris, plus que jamais prisonnier, il lui restait la ressource d'abdiquer, de sauver sa tête en renonçant au trône. Cette idée ne lui vint à aucun moment : un roi de France n'abdiquait pas. Ni Charles VII ni Henri III, dans des circonstances peut-être pires, n'avaient abdiqué. (H.F.:298)

La Constituante allait le faire à sa place:

La Constituante, avant de se séparer, avait pris une résolution par laquelle le drame allait rebondir : elle avait décidé que ses membres ne seraient pas rééligibles. Etrange sacrifice qu'on attribue au désintéressement, à une affectation de vertu, à de la naïveté, mais dont la raison véritable était sans doute que cette Assemblée, issue des états généraux où les trois ordres étaient représentés, signifiait qu'ayant détruit ces ordres, elle coupait le dernier lien qui la rattachait à l'ancien régime. Ayant fait table rase du passé, elle-même devait disparaître à son tour. Tout cela était rationnel, comme l'était l'oeuvre entière de la Constituante. (H.F.:300)

Enfin, et ce devait être le plus tragique de l'affaire, bien que cela ne parut pas sur le coup, car si les départements ou la succession des Assemblées ne remettaient pas en cause la survie de la France, la rupture de l'équilibre européen et de l' "affaire d'Allemagne", que le traité de Westphalie était sensé avoir définitivement résolue, pratiquait une rupture aux conséquences infinies de l'unité d'action de la France : c'est l'hypothèque de l'avenir que la Révolution engageait par la déclaration de Pillnitz:

Mais le vrai sens de la déclaration de Pillnitz, c'était que, pour faire la guerre à l'Autriche, il faudrait la faire aussi à la Prusse, donc à toute l'Allemagne, détruire la politique française d'équilibre germanique, renoncer au traité de Westphalie. Voilà ce qui portait en Europe une véritable révolution, beaucoup plus sérieuse que les déclarations de fraternité des peuples contre les tyrannies dont avait déjà retenti la Constituante. C'était pour la France un saut dans l'inconnu, gros de dangers... (H.F.:304-305)

Et tandis que les factions s'éliminaient régulièrement à travers des purges, la France déclarait la guerre à l'Europe. L'unité territoriale devint un prétexte -- et non plus une nécessité -- pour se lancer dans une en-

treprise à laquelle la France n'était pas préparée (H.F.:306). Voilà bien le non-sens de la Révolution française, celui que soulève encore Gaxotte à la fin de sa carrière quand il dit qu' "en 1789 personne ne s'attendait à une Révolution. La France était encore toute royaliste. Ce qu'on escomptait ce n'était pas des massacres, la guillotine, la guerre, c'était l'âge d'or, c'était la paix perpétuelle" (30). Les moyens utilisés sont mauvais, les résultats ne sont plus conformes aux tendances initiales, la logique de l'histoire est déréglée:

En proclamant la patrie en danger, l'Assemblée faisait appel au patriotisme français. En décrétant des enrôlements, elle prenait une décision d'extrême urgence, puisque la France était sur le point d'être envahie. Après tant d'accusations, lancées contre le "comité autrichien", pour retomber sur le roi et la reine, dans l'émotion causée par le péril extérieur et par une mesure aussi extraordinaire que la levée en masse, l'idée que la monarchie avait trahi la nation devait monter avec une force irrésistible. Dans la rue, dans l'Assemblée même, la déchéance de Louis XVI fut demandée. (H.F.:311)

La Révolution apparaît dès lors pour ce qu'elle est, une mécanique incontrôlable, prisonnière de sa propre (il)logique qui la dévore. La Révolution, c'est la Terreur à l'intérieur et la guerre à l'extérieur; la Terreur se nourrit de la Terreur comme la guerre se nourrit de la guerre, la Révolution ne s'épuise que dans la défaite, exsangue. Ce que le ministère Girondin a enclenché, en 1792 -- et ce que Bainville ne lui pardonnera jamais -- ne devait se terminer que vingt ans plus tard, dans la morne plaine de Waterloo. Mais les Girondins ne devaient pas voir, pour la plupart, cette défaite de leur politique. Ils allaient être dévorés bien avant en goûtant la même médecine de trahison qu'ils ont appliquée au roi : "on imagina contre eux le crime de fédéralisme, d'attentat à la République une et indivisible... Le rōgicide serait l'épreuve de toutes les sincérités républicaines" (H.F.:316-317). "La Gironde se rendait coupable de "fédéralisme", qu'elle tendait à

(30) P. Gaxotte. "Mon métier d'historien", in Historia, # 311, avril 1975, p. 55.

rompre l'unité de la République, qu'elle trahissait la nation" (H.F.:320).
Ils n'avaient, en somme, travaillé que pour les Jacobins qui les éliminaient en retour par la Terreur.

Les uns après les autres, on le sait, et c'est suffisamment remarquable pour que Bainville en ait tiré les mêmes conclusions que le girondin Vergniaud: "La Révolution, comme Saturne, dévore ses enfants", et comme les partis sont structurels l'un à l'autre; comme la République se trouve dans l'Assemblée, l'Empire se trouve dans la République, l'Empire, c'est-à-dire la dictature. Le point tournant apparaît ici important dans la démonstration de Bainville, il s'agit du coup de force...

Le 18 fructidor est d'une importance particulière pour la suite des choses, parce qu'il constitue le lien qui unit la Révolution à l'Empire... Les partisans de la paix avaient la majorité dans les conseils, mais aucune force organisée avec eux. Les partisans de la guerre pouvaient compter sur les Jacobins, les "patriotes" et les soldats. Ils attaquèrent violemment les royalistes, les modérés, confondus sous le nom de "faction des anciennes limites", et provoquèrent aux armées, avec la connivance des jeunes généraux, des adresses contre les ennemis de la République. On avait besoin, pour l'opération, d'un homme à poigne : Bonaparte envoya à Paris Augereau qui envahit la salle des conseils, accompagné de Rossignol et de Santerre, revenants du jacobinisme, arrêta les députés qui protestaient et se vanta le lendemain du 18 fructidor que son expédition eût réussi "comme un ballet d'opéra" (4 septembre 1797).

Les modérés avaient été "fructidorisés"... (H.F.:332)

Fructidor permet ainsi à une individualité psychique de saisir définitivement et totalement le fonctionnement du mécanisme révolutionnaire:

(Bonaparte) avait approuvé, aidé le 18 fructidor. Il en profita. Il vit que désormais le soldat était le maître, que le Directoire allait se rendre impopulaire par son retour violent vers la gauche, que le besoin d'un gouvernement stable, rassurant pour les personnes et pour les biens, serait bientôt senti. Ce gouvernement, restaurateur de l'ordre et de l'autorité, appuyé sur des hommes qui n'avaient plus d'autres moyens d'existence que le métier militaire, devait aussi conserver les résultats de la révolution, dont Bonaparte lui-même n'était que le plus grand des parvenus. Celui-ci spécula sur les deux tendances entre lesquelles les Français étaient partagés. (H.F.:332)

Mais l'individu Bonaparte n'a pas fait l'Empire, il n'a que concrétisé l'issue nécessaire de la Révolution. Il fallait un général pour l'assumer, remettre de l'ordre dans le pays, ériger l'autorité au pouvoir, autorité perdue depuis l'accession de Louis XVI au trône et tout cela, sans revenir à la dynastie fondatrice devant laquelle la plupart des dirigeants auraient à répondre de régicide et finir, peut-être, comme Damiens. L'Empire, c'était avant tout l'abdication de la République:

Sauf les royalistes et les Jacobins, les Français qui voulaient soit le salut du pays, soit le salut de la République, et ceux qui voulaient à la fois le salut de la République et celui du pays, furent d'accord pour appeler à l'aide le général victorieux. Les directeurs avaient déjà pensé à Joubert. De toute façon, la République abdiquait. (H.F.:336)

Cette opposition contrastante entre "le roi de France n'abdiquait pas" (H.F.: 298) et "la République abdiquait" (H.F.:336) indique la dimension "nécessité" du gouvernement royal contrairement à la dimension "contingence" de la République, sa non-confusion avec l'Etat prouvée par son incapacité à maintenir l'ordre et à redresser l'autorité n'est que la conséquence de sa non-confusion avec la nation. Le compromis napoléonien (compromis entre la République déclinante et les classes moyennes qui ont besoin de cet ordre et de cette autorité pour prospérer et faire prospérer la France) était une fausse solution qui allait s'avérer coûteuse.

Bainville s'est toujours attardé à combattre l'imagerie gratifiante de Napoléon de qui il fait un politicien peu doué, un stratège aux capacités douteuses et un accident regrettable de l'histoire. Comme Renan, il pense que "le génie extraordinaire qui avait élevé Napoléon sur le pavois l'en précipita" (31). Comme pour les monarchistes, Napoléon représente la dictature, quelque chose d'incompatible avec l'idée qu'ils se font du gouvernement de la France:

(31) E. Renan. op. cit. p. 38.

Entre la dictature personne et la monarchie, rien de commun. "Farce que je suis royaliste -- proclame A. Buffet -- j'ai horreur de la dictature personnelle"... Elle implique donc le suffrage universel, l'infailibilité du peuple, "chimère cornue". Si le régime qu'elle inspire est capable de mettre fin, pour quelques temps à l'anarchie, il ne met pas fin "aux causes de l'anarchie". Voilà ce qui est grave. Le dictateur, à peine de perdre le pouvoir, est tenu dans la dépendance des passions populaires et des erreurs du nombre. Perdre le pays ou perdre le pouvoir, tel est son dilemme. (32)

Pour Bainville, Bonaparte...

C'était avant tout un homme du dix-huitième siècle. Il en avait les idées, les tours littéraires... Il continue, comme les autres, beaucoup plus de choses qu'il en apporte de nouvelles. Il est de son temps à un point qui étonne parfois, ainsi par son culte de Frédéric II... Il a servi les partis sans être d'aucun. Le 10 août, la résignation de Louis XVI l'indigne, parce qu'il a le don du commandement et le sens de l'autorité. L'instinct de la politique, le goût du risque, une confiance grandissante dans son étoile, une aptitude remarquable à comprendre les hommes et leurs besoins, à trouver les paroles et les actes qu'exige chaque situation, tels furent les éléments de sa réussite. (H.F.:337)

Pourtant, c'est lui, cet aventurier, qui va mener à la réalisation complète du "pré carré":

La rive gauche du Rhin devint française et fut divisée en départements. Ce fut le triomphe de Bonaparte et de celui de la Révolution. Pour la première fois dans son histoire, la France avait atteint ses frontières dites "naturelles". La Gaule de César était reconstituée. (H.F.:341-342)

C'était effectivement une belle réussite, comme si l'unité d'espace, au moment où les provinces étaient nivellées en départements uniformes, se confondait avec la devise de "République une et indivisible". Napoléon savait la valeur symbolique du Rhin comme frontière. Il fallait aussi reprendre l'unité de temps, rétablir la durée interrompue sombrement dans la prison du Temple par la mort du petit Louis XVII. Il fallait une nouvelle dynastie, une nouvelle monarchie héréditaire au régime:

(32) J.-J. Chevallier. Les grandes oeuvres politiques, Paris, A. Colin, 1949, p. 301-302. Buffet et Bainville ne peuvent s'empêcher de nous faire penser au déterminisme politique d'Aristote : "monarchy precede oligarchy, that oligarchy precede a republican form of government, that democracy produce, in time, dictatorship in the name of the people". in

Par une pente naturelle, en voulant lui donner l'avantage de la durée afin de soustraire le pouvoir aux contestations. On en venait ainsi au rétablissement de la monarchie en faveur du Premier Consul... La Constitution fut remaniée dans ce sens, et le Premier Consul reçut en outre le droit de choisir lui-même son successeur (août 1802). Quoi qu'il n'eût pas d'enfants, rien n'interdisait que ce successeur fût son fils s'il en avait un.

Ainsi la monarchie héréditaire était sur le point d'être rétablie, après tant de serments de ne jamais revenir à la royauté. Ce mouvement s'était produit de la façon la plus naturelle du monde et il ne restait en France qu'un nombre tellement insignifiant de républicains de doctrine qu'aucune résistance n'était à craindre. (H.F.:346)

Ce n'était pas là seulement une question de prestige personnel propre au psychique de Napoléon, c'était inscrit dans la mécanique même de la Révolution (dans son sens étymologique de retour au point de départ), sauf que si "la monarchie héréditaire lui venait naturellement, pour les raisons qui lui avaient déjà donné le Consulat à vie" (H.F.:350), ce ne fut pas la monarchie que les Français finirent par obtenir, mais la dictature.

Napoléon avait voulu rétablir l'unité de temps en passant par-dessus la dynastie capétienne et en renouvelant avec l'Empire de Charlemagne, c'était un symbole là encore, une façon de rendre intelligible et émouvant le nouveau régime en le liant aux objectifs d'un régime ancien grandiose. Tendre la main à Charlemagne, pour Napoléon comme pour les "nostalgiques" de la Rome ancienne qu'étaient bon nombre de révolutionnaires, c'était tendre la main à César et à Vercingétorix à la fois. Tout cela devait se briser quand Napoléon tenta de réussir un retour de l'unité d'action en résolvant, à sa façon, l' "affaire d'Allemagne", guerroyant au-delà de ce qu'avaient été les limites mêmes de l'Empire romain. Aussi cette belle harmonie retrouvée après dix ans de guerres civiles ne devait pas avoir un dénouement heureux à Actium, mais une fin coûteuse et humiliante à Waterloo:

Le prix de Waterloo, ce fut, au second traité de Paris, du 20 novembre 1815, plus de cinq cent mille âmes. Nous perdions Philippeville, Marienbourg, Bouillon, c'est-à-dire des places qui couvraient notre frontière du nord, rendue

plus vulnérable à l'invasion. Nous perdions Sarrelouis et Landau : la trouée par laquelle les Prussiens entrèrent en 1870 sera ouverte et le traité de 1919 ne nous a même pas rendue la limite de 1814. Nous perdions encore Chambéry et Annecy, repris par la maison de Savoie. Enfin nous devons supporter une occupation de cinq ans et payer 700 millions d'indemnité de guerre. (H.F.:380)

C'était le prélude au démembrement tant redouté.

II.9 La Restauration et la monarchie de Juillet.

A partir de la Révolution française, la logique de l'histoire se dérègle. C'est-à-dire que les moyens pris en fonction d'une tendance, du grand projet révolutionnaire de 1789, aboutissent à des résultats qui ne sont pas conformes aux tendances initiales. Les contingences bombardent les nécessités d'un feu roulant où les Constitutions, les Assemblées, les factions et les partis se succèdent à un rythme d'enfer. La nécessité de l'Etat est soumise aux contingences des régimes; la nécessité de la nation est soumise aux contingences des individualités psychiques (les activistes de l'an II, Napoléon); des individualités collectives (le peuple en armes, l'opinion publique); et surtout des individualités momentanées (les foules révolutionnaires). Aucune institution, même celles qu'on disait les plus solides, ne semble capable de résister longtemps aux contingences accidentelles qui les broient : les hasards engloutissent les nécessités. Epuisée, la France rappelle donc la monarchie...

Mais la rappelle-t-elle vraiment? Bainville, qui se défend de donner créance aux accusations républicaines selon le fait que les Bourbons sont revenus dans "le fourgon de l'ennemi", ne peut que reconnaître que la Restauration est avant tout une stratégie britannique (H.F.:368). Et ce qui est encore "le plus gênant pour la monarchie, ce qui était nouveau pour elle, c'était l'existence d'un parti royaliste, alors qu'autrefois ceux qui n'é-

taient pas royalistes formaient seuls des partis" (H.F.:371). Cela devait devenir le problème majeur de la monarchie, celui qui allait condamner la Restauration à l'échec malgré son bilan positif. Le roi, tôt ou tard, entrerait en lutte ouverte avec son propre parti. Ce qui ne fait aucun doute pour Bainville, cependant, c'est qu' "après l'affrontement de Waterloo, c'est encore Louis XVIII qui était revenu, parce que lui seul était possible" (H.F.:381).

Lui seul était possible parce que, contrairement au parti royaliste, il connaissait l'ordre des priorités pour le bien de la nation. Durant les deux négociations du Congrès de Vienne, la France était toujours sur le point d'être étouffée par ses ennemis, "surtout la Prusse", et il fallait du jugement et du bon sens pour voir que l'heure n'était plus à la conservation des acquis napoléoniens, mais à assurer à nouveau la sécurité et la sûreté de la nation (H.F.:374). Seule la monarchie pouvait affronter la "volonté inflexible" de ses ennemis, tant extérieurs qu'intérieurs, aussi, le bilan que Bainville trace de la Restauration est-il positif:

La Restauration a été un régime honnête et sage, qui a mérité deux fois son nom, puisque la France, après avoir subi de si rudes secousses, se releva rapidement. Beaucoup de ceux qui contribuèrent à le renverser l'ont regretté plus tard. Mais il n'y eut pas plus de bonne volonté à ce moment-là qu'à un autre. (H.F.:384-385)

Et Louis XVIII, un autre de ces monarques injustement critiqués, mérite de partager le jugement qu'il portait sur Louis XIV (H.F.:191):

Louis XVIII mourut au mois d'août 1824. On doit lui rendre cette justice qu'il avait rempli la tâche pour laquelle il avait été rappelé deux fois sur le trône. Après avoir empêché le démembrement de la France, il l'avait rétablie à son rang. (H.F.:385)

Le cas de Charles X fait moins l'enthousiasme de l'auteur. Pour sûr, il est roi et, parce que tel, il ne fallait pas le renverser. Renan avait écrit longuement, s'inspirant de l'historien Viel-Castel, concluant que les

députés, même s'ils avaient raison de résister aux ordonnances du roi, ne devaient pas le renverser, "il fallait s'arrêter et maintenir le roi dans son palais". L'erreur vint cette fois de Charles X qui, contrairement à son défunt frère, avait convenu d'abdiquer (33).

Pour Bainville, l'entêtement de Charles X est moins la cause majeure de l'effondrement de la Restauration que l'impossibilité de régner lorsque le roi ne gouverne plus. Louis XVIII avait eu l'habileté de détourner le sens prêté à la Charte en faveur de son pouvoir personnel, et cela ne s'était pas fait sans problème. "L'imprudent" Charles ne sut pas faire aussi bien, manqua de tact et de doigté. Un ministre aussi compétent que Villèle était tenu en échec tant par la droite que par la gauche de la Chambre. L'échec de la Restauration devient donc, chez Bainville, moins l'échec du roi que l'échec de la monarchie constitutionnelle, régime qui convient aussi bien aux Anglais qu'il est inapplicable aux Français. De même que la chute de Napoléon démontrait la non-viabilité des principes de 92 et de 93; la chute de Charles X démontrait celle des principes de 89 et 90. Seule la monarchie pleinement autoritaire était souhaitable, capable d'assumer l'harmonie de l'Etat et de la nation.

Mais c'est une autre conception de la monarchie qui apparaît en bout de ligne, aux lendemains des Trois Glorieuses, une sorte de monarchie au "complexe de légitimité", comme dit Petitfils (34) : la monarchie de Juillet, jugée généralement comme légère, coupable "d'une regrettable faiblesse" comme le disait Renan (35). Bainville, par contre, est plus généreux. L'idée de la monarchie lui fait estimer la personne de Louis-Philippe, peu appréciée de la plupart des historiens. Pour lui, la monarchie, née de l'émeute, en

(33) E. Renan. op. cit. p. 38-40.

(34) J.-C. Petitfils. La droite en France de 1789 à nos jours, Paris, P.U.F., col. "Que sais-je?" # 1539, 1973, p. 30.

(35) E. Renan. op. cit. p. 40-41.

est encore plus hypothéquée que les "fourgons de l'ennemi" avaient pu hypothéquer la Restauration:

La Révolution de 1830 avait relevé les trois couleurs qui signifiaient les frontières naturelles, l'affranchissement des peuples, la revanche, la gloire : d'où le nom de "trois glorieuses", donné aux journées de juillet. (H.F.:395)

Et parce que monarchie, Louis-Philippe ne pourra que marcher dans les traces de ses prédécesseurs de la Restauration, ce qui le mettra en conflit avec les artisans mêmes de 1830, conflit qui se résoudra par une autre agitation de rue, en 1848. Plus grave cependant, c'est le phénomène que Bainville ramène à la théorie politique de Maurras, l'opposition entre le "pays réel" et le "pays légal", le premier étant la nation et le second l'électorat (qui en est encore, malheureusement pour la monarchie qui ne peut compter sur le vote conservateur de la masse paysanne, qu'au suffrage censitaire): "... c'est-à-dire deux cent milliers de personnes en tout" (H.F.:394).

Aussi, malgré Louis-Philippe, le tort causé par les ministères libéraux eut raison de la monarchie de Juillet et en fit l'autre de ces gouvernements éphémères dans le prolongement du déséquilibre consécutif à la Révolution.

II.10 La Seconde République et le Second Empire.

Février 1848 allait être une reprise de Juillet 1789. Renan a donné, là encore, le ton de l'interprétation conservatrice de la Seconde République: "Avec un instinct parfaitement juste, nous sentîmes que ce qui se passa ce jour-là était un grand malheur..." (36). Mais Renan ne réagissait pas de l'"hostilité...attribuée à un esprit de méfiance et de crainte à l'égard des masses populaires, à l'idée que des électeurs bourgeois, des "citoyens qui possèdent", sont plus conservateurs que les autres" (H.F.:394), il réagissait en libéral qui comprenait bien l'aspect conservateur des masses paysannes

(36) E. Renan. ibid. p. 41-42.

à qui le nouveau régime concédait le suffrage universel. Bien sûr les craintes exprimées par le vieux Renan de La Réforme intellectuelle et morale sont celles éprouvées par le jeune Renan, témoin des événements de 48. L'analyse du suffrage universel, de Renan à Bainville, est la même, mais tandis que le premier le désapprouve parce qu'il fait porter le pouvoir sur le dos des masses rurales conservatrices, le second, pour les mêmes raisons, considère qu'il arrive trop tard, ne pouvant sauver une monarchie qui a abdiqué. Aussi Bainville expédie-t-il la Seconde République d'une phrase lapidaire : "Nous allons voir le pays se mettre à la recherche de l'autorité et, en très peu de temps, la rétablir" (H.F.:412).

Mais comme, dans l'esprit de Bainville, les mêmes causes produisent les mêmes effets, ce qui va succéder à la République, ce ne sera pas l'autorité bienfaisante de la monarchie, mais celle, militariste de l'Empire. Ici aussi, c'est Renan qui a donné le ton de la lecture conservatrice du Second Empire (37) et autant Bainville avait été moins sévère à juger la monarchie de Juillet, autant il sera plus dur que Renan dans son jugement sur le Second Empire. Que le Second Empire soit une imitation mal faite du Premier, ce n'est pas original : "Comme Napoléon I^{er}, Napoléon III donnait à son règne un caractère monarchique et démocratique, conservateur et libéral" (H.F.:424). Il n'a qu'à reprendre son analyse selon laquelle les révolutions se transforment toutes en dictatures, incapables de retrouver l'ordre et l'autorité qu'elles ont usurpées à la monarchie légitime. C'est une transformation inscrite dans la nécessité des choses, et la conséquence ultime est l'ouverture d'un conflit avec l'étranger. Parce que démagogique, l'Empire, pour survivre, doit satisfaire les passions haineuses de l'opinion publique:

Les plus dangereuses des conceptions napoléoniennes se rattachaient à une idée centrale. Il s'agissait toujours d'obtenir à l'extérieur un succès capable de plaire à l'imagina-

(37) E. Renan. ibid. p. 42-45.

nation des Français. Il s'agissait toujours de satisfaire une fraction de l'opinion publique. (H.F.:430)

Si Napoléon I^{er} n'était pas le génie de la romance populaire, son neveu apparaît par contre comme trop incompetent pour relever les défis qui se présentent à lui. L'appui populaire ne fait pas la légitimité d'un régime ni ne peut servir de garant à sa durée à travers les tempêtes, et Bainville est heureux de lapider le régime dans les derniers mots de son chapitre qui illustrent cette double vérité: "Personne ne songea seulement à défendre le régime napoléonien que le peuple souverain, quatre mois plus tôt, avait encore approuvé par 7,358,000 voix" (H.F.:437)

II.11 La Troisième République.

Il n'existe plus vraiment de logique de l'histoire depuis le renversement de la Restauration, dernière tentative de reprendre la nation en main. Toutes les aspirations qui ont motivé aussi bien les Trois Glorieuses que la révolution de Février; les journées de Juin que l'élection de Louis-Napoléon à la présidence ont été "confisquées", détournées, manipulées pour se terminer dans les ruines de l'Empire après la défaite de Sedan. C'est le contraste que Bainville tient à faire surgir entre l'Ancien Régime (depuis Hugues Capet, rappelons-le) et la France du XIX^e siècle (post-révolutionnaire). La Troisième République naît, à son tour, dans la plus totale confusion. Elle va survivre puisque les forces conservatrices l'animent et que le retour à la monarchie paraît réalisable. La République pourrait même se présenter comme un régime transitoire vers une autre Restauration. Elle assume même l'odieux de la répression sanglante de la Commune afin de ne pas éclabousser les lys de France:

La République s'affermir et dura parce que l'insurrection fut vaincue et parce que le parti belliqueux eut le dessous.

Thiers, avec son expérience de la politique et de l'histoire, comprit clairement cette situation et c'est ainsi qu'il devint le véritable fondateur du régime nouveau.
(H.F.:438-439)

Quelle ironique contradiction! Tandis que le Kaiser Guillaume I^{er} se faisait couronner empereur de l'Allemagne unie à Versailles, "la France, elle, n'avait qu'un gouvernement provisoire et il n'était pas uni" (H.F.:442).

La situation que la monarchie capétienne avait mis des siècles à édifier : une France unie et autoritaire face à une Allemagne morcellée et anarchique s'était complètement retournée. C'était là l'aboutissement de la proclamation de Pillnitz.

Malgré tout, la République parvint à se maintenir grâce à son esprit conservateur et à l'habileté d'un homme de talent, Thiers, qui s'était assagi depuis le temps de Louis-Philippe : elle se maintenait...

...d'abord, comme nous l'avons déjà dit, parce que la République se montra capable de rétablir l'ordre, ensuite parce que, dès les premiers symptômes de l'insurrection, qui avaient paru également dans quelques grandes villes, Thiers avait cessé de ménager la droite, s'étant convaincu que la République était nécessaire pour calmer les esprits. Tel était le vrai sens de son mot : "La République est le régime qui nous divise le moins". (H.F.:446)

Tout semble avoir été préparé pour accueillir le retour à la monarchie, et le comte de Chambord se présentait comme un véritable monarque autoritaire, sans compromis possible, comme il se révélait dans la lettre qu'il adressait à ses partisans en France, et qui "soulagea les monarchistes libéraux dont les idées auraient eu peine à s'accorder avec celles d'Henri V qui concevait toute une réforme politique et sociale de la France à laquelle les esprits n'étaient nullement préparés. En résumé, la monarchie parlementaire était impossible" (H.F.:450). Et ce retrait du Prétendant eut pour effet d'entraîner le recul des conservateurs devant un retour des radicaux, ce qui accentua les divisions dont un tel régime était porteur:

Ainsi depuis que la République avait battu et exclu les conservateurs, elle s'appliquait à rassurer les intérêts. Ni réaction ni révolution devenait sa formule. Cependant il y avait déjà en elle des divisions, divisions entre les hommes, les tendances et les doctrines. (H.F.:457)

Pour Bainville, toute l'histoire de la Troisième République en est une d'oppositions de factions en relation avec les conséquences tirées de la défaite de 1871. Le régime ne représente plus l'autorité, les désordres vont vite se multipliant "pendant cette période d'obscurcissement de l'idée nationale" (H.F.:467). Ce qu'il traduira, idéologiquement, par l'idée de décadence. Le radicalisme et la modération déchirent la nation en deux, et de là proviennent aussi bien tant les troubles intérieurs que les humiliations extérieures qu'a subies la France entre 1875 et 1914:

On doit renoncer à discerner quoi que ce soit au milieu des luttes qui suivirent si l'on ne s'en tient aux deux principes qui les dominent et qui peuvent se résumer de la manière suivante. D'une part, il y avait conflit entre ceux qui acceptaient la défaite de 1870 et ceux qui n'abandonnaient pas l'espoir d'en effacer les effets, entre ceux qui, publiquement ou dans le secret de leur pensée, croyaient, comme Thiers, que la France n'avait plus qu'à s'entendre avec une Allemagne toute-puissante et à se contenter en Europe d'un rôle de second ordre (déchéance à laquelle l'expansion coloniale remédierait) et ceux qui, ne s'inclinant pas devant le fait accompli, jugeaient que la politique de la France devait être continentale, que le danger de l'invasion, révélé une première fois en 1875, existait toujours, et qu'à l'Empire allemand, fortifié par ses alliances avec l'Autriche et l'Italie (la Triplice), il fallait opposer une armée solide et des alliances s'il se pouvait. D'autre part, la nature des choses ramenait toujours une fraction des républicains vers des idées de modération, les inclinait à se réconcilier avec leurs adversaires de droite et à ménager les instincts conservateurs du pays, tandis que les républicains avancés rejetaient ces compromissions. Agitations de la rue, chutes de ministères, élections, toute l'histoire intérieure de la troisième République a été conduite par ces courants qui l'emportaient tour à tour. (H.F.:458-459)

Encore en 1908, quand le radicalisme de Clémenceau est dépassé, sur sa gauche, par le socialisme de Jaurès, la preuve est faite que lorsqu'un parti de gauche atteint le pouvoir, a) il a tendance à se modérer, à "s'assa-

gir" (c'était déjà le cas du radicaliste Clémenceau comme ce le sera pour les socialistes "assagis" Viviani et Millerand); et b) il voit "nécessairement" naître, sur sa gauche, un parti encore plus radical, plus extrémiste, plus près de la révolution car plus agitateur (les radicaux d'abord, puis les socialistes, enfin, pourrait-on dire en 1920, les communistes (38)):

"Ainsi, sous des apparences d'unité, lorsque l'immense majorité du Parlement proclamait qu'il y avait de véritables républicains que les républicains de gauche, il y avait scission" (H.F.:469).

L'unité est donc une déesse perdue, une logique éteinte. Quelque fois, il lui arrive de ressurgir, comme en 1914, lorsque "pour sa défense, la nation fut unie. Ce qu'elle ne savait pas, c'était à quel point sa préparation matérielle à la guerre était insuffisante, à quel carnage elle allait" (H.F.:475). Et si, bien des fois, l'effort de guerre fut exigeant, jamais la France, son gouvernement et les Français ne se refusèrent à l'ouvrage, si difficile fut-il. C'était beaucoup plus qu'un encouragement, c'était là l'erreur de l'Allemagne qui, croit Bainville, misait sur la "décadence" de sa voisine:

A la vérité, nous avons échappé à un désastre foudroyant par un hasard tel qu'il a tout de suite paru comme un miracle. L'Allemagne avait cru que la France se décomposerait moralement et politiquement sous le choc et elle avait commis une erreur : son agression avait produit chez nous le phénomène de l' "union sacrée". (H.F.:477)

Outre que Bainville ne mentionne pas ici le fait que presque tous les pays belligérants vécurent une semblable "union sacrée", il en profite pour montrer que le "miracle" (39) ne provenait pas du régime républicain, ce qui ferait

(38) La fondation du parti communiste français, lors de sa scission de la S.F.I.O. en 1920 passe complètement inaperçue dans La Troisième République de Bainville, même si cela confirme la règle établie ici.

(39) L'agnostic Bainville n'emploie le terme de "miracle" qu'à deux occasions spécifiques, les deux concernant un relèvement national et militaire de la France : Jeanne d'Arc et l'union sacrée de 1914. Cela démontre moins les limites de l'explication rationnelle que pour Bainville, les "miracles" sont des hasard heureux, comme il l'écrit ici.

désormais de celui-ci une "nécessité" pour toujours et consacrerait la disparition définitive de l'idée monarchique, mais bien d'un "hasard", d'un heureux accident cette fois, le relèvement comme fait de contingence. La Grande Guerre ne devait pas servir à réhabiliter le régime républicain.

Mais, malgré tout, il y avait une unité française qui survivait. Malgré Bainville surtout... Le territoire demeurait et, avec la rétrocession de l'Alsace-Lorraine, retrouvait la rive gauche du Rhin avec droit de regard sur la rive droite. L'unité de temps, la durée capétienne, semblait définitivement rompue avec la mort d'Henri V et l'unité d'action, encore incomplètement achevée puisque l'Allemagne restait toujours unie et capable de redressement, mais du moins transformée elle aussi en république avec tout ce que cela entraîne de rivalités et d'anarchie. Mais le traité de Versailles n'était pas le traité de Westphalie puisque s'il sécurisait un peu la France, ils ne la mettaient pas à l'abri d'un éventuel retour de l'agresseur. C'était là le résultat de plus d'un siècle de révolutions stériles où les accidents s'étaient abattus en chaîne, livrant l'histoire de la France aux hasards et aux contingences les plus sordides qui vont des massacres de Septembre à la répression de la Commune en passant par les journées de Juin 48 et les retraites sanglantes d'Espagne et de Russie jusqu'à tous ces soldats des tranchées, mitraillés et gazés. Et s'il arrivait que les Français ne se massacrèrent plus dans la rue, des expériences comme celles entourant l'Affaire Dreyfus ou les querelles partisans montraient qu'ils étaient toujours prêts à s'entre-déchirer de nouveau. C'est là toute la trame de l'Histoire des trois générations:

A tâtons, en se querellant, les pères et les grands-pères avaient cherché la solution définitive. Au bout de leurs rêves, de leurs illusions, de leurs expériences, les petits-fils se sont retrouvés en face de l'Allemagne, en présence du vieux ennemi... Nos révolutions s'éclaircissent quand on se place à ce point de vue pratique et national. Elles perdent leur caractère religieux et, partant, leur caractère divi-

seur. On ressent surtout une grande pitié pour ces foules dont la marche a ressemblé à celle des aveugles dans le tableau de Breughel... (H.T.G.:8)

Cependant, l' "union sacrée" avait montré, en temps de guerre, que rien n'était complètement perdu, et qu'il n'était peut-être pas trop tard malgré tout. Sans doute, ce regain d'optimisme disparaîtra chez Bainville à mesure que progresseront les années '30 et sa Troisième République se termine plutôt par le pessimisme fataliste des "passages éternels de l'introduction de Tite-Live à son histoire de la République romaine":

"Je sais que la plupart des lecteurs prendront peu de plaisir à voir les origines, impatients d'arriver à ces derniers temps où les forces d'un peuple depuis longtemps souverain se détruisent elles-mêmes... Que chacun pour sa part s'applique fortement à connaître quelles furent les mœurs, quelle fut la vie à Rome, par quels hommes, cet empire a été fondé et accru. Qu'on suive alors le mouvement insensible par lequel, dans le relâchement de la discipline, les mœurs déclinerent d'abord, puis tombèrent plus bas chaque jour, enfin se précipitèrent vers leur chute, jusqu'à ce qu'on en vint à ces temps où nous ne pouvons souffrir ni nos vices ni leurs remèdes". (T.R.:303)

Quelle belle réplique aux vers du "King John" de Shakespeare, mais quel contraste surtout avec cette ultime confiance suscitée par l' "union sacrée" lors du conflit mondial! Comme elle est loin cette lueur d'optimisme qui paraissait encore dans la dernière ligne de l'Histoire de France, onze ans plus tôt... "Si l'on n'avait cette confiance, ce ne serait même pas la peine d'avoir des enfants" (H.F.:495).

Bainville mourut moins d'un an après la publication de La Troisième République, et il ne laissait qu'un enfant (40).

- (40) Triste postérité! Bainville eut un fils, Hervé, né en 1921. Il avait trois ans lorsque son père écrivit ces dernières lignes et c'est à lui sans doute qu'il pensait en les rédigeant. Bainville eut toujours un souci de s'adresser à la jeunesse, il devait publier plus tard une Petite histoire de France pour les jeunes. Mais comme le souligne W. Keylor, "It is ironic that Bainville's own son has become a successful participant in the new economic system of postwar France and Bainville's grandson (and namesake) was educated at an american business school". op. cit. p. 323 note 16. Sur l'absence de "disciples" de Bainville, cf. P. Ariès. op. cit. p. 49-50.

Chapitre III

LES AUTRES HISTORICITES

Il fallait, pour que la France fût
en sécurité, ces divisions chez
nos voisins.

JACQUES BAINVILLE
Histoire de France, p. 72.

III.1 L'historicité des autres nations conçue à partir de celle de la France.

Si la France, en tant que nation, a une historicité, il serait normal que les autres en aient une également. C'est l'un des problèmes qui occupent l'esprit des animateurs de la collection des Grandes Etudes historiques, du moins jusqu'en 1930. Cette préoccupation n'a pas pourtant des motifs nécessairement altruistes. En fait, rien n'est moins altruiste qu'un historien bainvillien. Ils ne sont même pas racistes au sens haineux du terme. Cela se comprend si on considère que les autres n'ont pas d'existence intrinsèque. Les autres nations ne les préoccupent qu'en fonction de l'impact qu'elles exercent sur la destinée de la France. Aucune autre nation, à l'exception peut-être de l'Espagne bourbonnienne, et pour cause, ne mérite la sympathie française, et l'enthousiasme des écrivains et des savants pour la pensée allemande au XIX^e siècle leur apparaît comme le plus grand non-sens de l'histoire sentimentale française. Rien n'illustre mieux cette réalité lorsque Bainville écrit, en ouverture de son Histoire de deux peuples que "ce livre est, en somme, une histoire à grands traits de notre pays" (H.D.P.:5)!

Bien sûr, on peut reconnaître que cette attitude est tributaire de tous les chauvinismes et, à notre époque de conscience historique universelle,

paraître ridicule. C'est oublier que l'identité nationale repose, en partie, sur une opposition à l'étranger, et qu'à l'intérieur de l'histoire, elle résulte d'une sorte de rivalité amicale dans le sens le plus hégélien du terme. On en arrive à ce que Bruno Hébert décrit comme ce négatif symétrique où "s'oppose à la patrie l'étranger, c'est-à-dire le chaos environnant, la "non-réalité", l'autre. Non pas tant ce en quoi on ne croît pas, que ce en quoi on n'a pas à croire" (1).

Bref, le nationalisme identifie en opposant à l'autre, et identifie l'autre en l'opposant à soi. Une sorte de manichéisme où l'on s'accorde généreusement le beau rôle et que l'on voit déjà fonctionner très bien chez Renan:

Toujours légère et inconsiderée, la France avait à la lettre oublié qu'elle avait insulté il y a un demi-siècle la plupart des nations de l'Europe, et en particulier la race qui offre en tout le contraire de nos qualités et de nos défauts. La conscience française est courte et vive; la conscience allemande est longue, tenace et profonde. Le Français est bon, étourdi; il oublie vite le mal qu'il a fait et celui qu'on lui a fait; l'Allemand est rancunier, peu généreux; il comprend médiocrement la gloire, le point d'honneur; il ne connaît pas le pardon. Les revanches de 1814 et de 1815 n'avaient pas satisfait l'énorme haine que les guerres funestes de l'Empire avaient allumée dans le coeur de l'Allemagne. Lentement, savamment, elle préparait la vengeance d'injures qui pour nous étaient des faits d'un autre âge, avec lequel nous ne nous sentions aucun lien et dont nous ne croyions nullement porter la responsabilité. (2)

L'Allemand est, bien sûr, le négatif du Français. Ils s'opposent en tout de façon diamétrale. Et lorsqu'il s'agit d'identifier un tiers, le Russe, par exemple, on le confronte aux précédents. Il y a de fortes chances d'ailleurs pour qu'il ressemble plus à l'autre qu'à soi (3). Chez Renan, le "fanatisme" religieux et politique russe va de paire avec "l'esprit militaire et national poussé jusqu'à la rudesse" des Prussiens. La ressemblance s'oppose alors à l'identité : la France.

(1) B. Hébert. op. cit. p. 149.

(2) E. Renan. op. cit. p. 87-88.

(3) E. Renan. ibid. p. 88-89.

A partir de ce moment, et l'historiographie bainvillienne poussera cette opposition jusqu'à l'extrême limite, toute action de la France sur l'Allemagne ne peut être vue que comme une action positive, bénéfique pour la récipiendaire; action de civilisation qualitativement progressive et lumineuse. A l'opposé, toute action de l'Allemagne sur la France ne peut être qu'une action négative, dommageable pour la récipiendaire; action perverse qualitativement régressive et obscurcissante. L'illustration de ce théorème double, c'est l'antagonisme entre le classicisme français (XVIII^e siècle) et le romantisme allemand (XIX^e siècle) : Descartes contre Jean-Paul; Corneille et Racine contre Goethe et Schiller. Cette opposition n'est pas typiquement maurassienne. Barrès la reprenait dans un article de 1922 publié dans "La Revue universelle" de Bainville où il disait qu'il fallait que les Français montrent "aux Allemands eux-mêmes tout ce qu'il y a en eux d'incomplet, d'inachevé, de déséquilibré, de primitif, de faux" (4).

Bainville, lui, avait appris depuis longtemps à développer ce thème. Pourtant, dans sa jeunesse, Bainville avait été séduit par l'Allemagne, il avait fait partie d'un groupe de jeunes dévoués au rapprochement culturel franco-allemand, et d'un voyage en Allemagne, il en avait ramené sa biographie de Louis II de Bavière (5). Mais bientôt, son attirance se transforma en répulsion : "Nous aurons toujours du mal à comprendre les Allemands, à pénétrer dans leur cerveau, leur sensibilité" et l'Allemagne devint un "pays déconcertant, pays à surprise, auquel on ne peut faire confiance qu'en se méfiant beaucoup", tandis que le peuple allemand était "le peuple le plus soumis aux puissances de l'instinct et de la poésie" (6). De là, avec la guerre, allait jaillir "l'explication lumineuse de Bainville":

(4) M. Barrès, cité in Z. Sternhell. op. cit. p. 358.

(5) W. Keylor. op. cit. p. 10.

(6) Extraits de Bainville, cité in J. Montador. op. cit. p. 79.

Le 23 septembre 1914, pour la première fois, il dévoilait le fond de sa pensée en indiquant ce qui, selon lui, devait constituer le but de guerre français : il fallait briser l'unité allemande, et la Prusse, depuis deux siècles fléau des nations, esprit du mal, empoisonnait l'Europe, devait être détruite... Les Allemands constitueraient une menace pour la France aussi longtemps que subsisterait l'unité allemande... Ce n'était pas le régime de l'Allemagne qui comptait, mais son unité, sa dimension.

La Monarchie était bonne pour la France en tant que force unifiante, elle était indésirable pour l'Allemagne, du point de vue français, pour cette même raison. Il en allait de même pour le nationalisme, et Bainville n'avait qu'un espoir : qu'on abandonnât le principe de nationalité comme but de guerre allié, son application logique ne pouvant qu'accroître la puissance de l'Allemagne. (7)

La monarchie, l'Etat, l'unité nationale se révélant les facteurs de l'historicité de la France, ceux qui, à la fois rendent la France intelligible aux Français et qui confirment leur "sentiment d'appartenance à une expérience historique commune"; ces facteurs se doivent d'être exclus de l'organisation politique allemande. La république, l'anarchie, le morcellement étant les facteurs de la non-historicité, ils appartiennent en propre à l'Allemagne. Celle-ci, unifiée sous une monarchie d'Etat, c'est le couteau toujours appliquée sous la gorge de la France; le non-sens issu de la Révolution française et de la politique de soutien à l'unification allemande sous l'égide de la Prusse. Une Allemagne unie sous l'égide de l'Autriche s'était déjà avérée dangereuse, quoi qu'à un degré moindre. L'Histoire de France exprime clairement que "bouleverger l'Allemagne et l'Italie, pousser à l'unité de ces deux pays, c'était ouvrir une série de crises et créer des périls nouveaux dont nous serions les premiers à souffrir" (H.F.:407). Voilà tout l'opposé de la politique capétienne qui s'était toujours chargée de semer la zizanie chez les voisins (H.F.:72, voir épigramme).

Il s'agit donc non seulement de nier l'historicité des autres nations, mais tout faire en son possible pour démontrer que ces historicités ne doivent

(7) E. Weber. op. cit. p. 118-119.

jamais parvenir à prendre forme ni à se développer. Pourtant, lorsque Bainville parle de l'Allemagne, c'est au nom de la "nécessité" qu'il cultive son argumentation:

Quand on étudie les rapports de la France avec le reste de l'Europe, on s'aperçoit que la plus grande tâche du peuple français lui a été imposée par le voisinage de la race germanique. Avec nos autres voisins, Anglais, Espagnols, Italiens, s'il y a eu des conflits, il y a eu aussi des trêves durables, de longues périodes d'accord, de sécurité et de confiance. La France est le plus sociable de tous les peuples. Il le faut bien pour qu'à certains moments nous ayons eu, et assez longtemps, l'Allemagne elle-même dans notre alliance et dans notre amitié. Il est vrai que c'était après l'avoir vaincue. Il est vrai que c'était après de longs efforts, de durs travaux qui nous avaient permis de lui retirer, avec la puissance politique, les moyens de nuire. Car le peuple allemand est le seul dont la France ait toujours dû s'occuper, le seul qu'elle ait toujours eu besoin de tenir sous sa surveillance. (H.D.P.:5)

Ne voilà-t-il pas la version nationaliste de l'allégorie du "bon Pasteur"?

Vingt ans plus tard, lors de la réédition de ce livre, on aura droit aux "sanglots" (8) des républicains universitaires repentants des maux passés causées par la France à sa voisine teutonne. Mais derrière toute cette rhétorique, il y a une volonté de ne plus voir recommencer la guerre mondiale:

D'ici longtemps, l'histoire ne pourra plus être écrite que d'un seul point de vue, celui de la guerre universelle, comme elle a été écrite, pendant le XIX^e siècle, en France, par rapport à la Révolution, en Allemagne, par rapport à l'unité allemande. L'histoire, chez nous, devra être nationale comme la politique elle-même. Dans l'exposé des causes profondes d'où est né l'orage de 1914, il y a un élément de démonstration. Il y a aussi un élément de conciliation. (H.T.G.:7-8)

En somme, tous les événements internationaux sont ramenés aux rivalités

-
- (8) Dans le sens de la culpabilité et de la haine de soi dont parle le livre de P. Bruckner. Le sanglot de l'homme blanc, Paris, Seuil, col. "L'histoire immédiate", 1983. Ainsi, J.-R. Palanque écrivait dans sa critique parue dans "La Revue historique" CLXXII, sept-oct. 1933, p. 537-538, à propos de cette réédition : "Le moraliste aura le droit de s'indigner du cynisme avec lequel on interdit à une nation ce qu'on approuve chez une autre", et "en demeurant ici sur le terrain de la critique historique, nous mettons le lecteur en garde contre l'excessive habileté de l'écrivain, qui n'a pas voulu discerner la nocivité de la politique d'immixtion pratiquée par la France du XVII^e siècle : c'est elle qui a déterminé les méfiances et bientôt la haine du peuple allemand à notre égard..."

personnelles de la France. Ils sont rassemblés dans une perspective d'écrire l'histoire que "d'un seul point de vue". Mais la Guerre mondiale n'est qu'un prétexte, elle n'est qu'un épiphénomène -- gigantesque et spectaculaire, sans doute -- mais qu'une manifestation d'une lutte millénaire contre l'ennemi héréditaire. L'alliance avec l'Angleterre elle-même n'est qu'accessoire car elle demeure l'ennemie maritime, celle qui pourrait menacer d'étouffer les colonies d'outre-mer comme jadis... Et le "perspicace" Bainville d'écrire cette niaiserie : "La guerre de l'Indépendance américaine n'a été par le fait qu'un épisode de la rivalité anglo-française" (H.F.:265).

III.2 L'Allemagne.

Mais s'il n'y a d'historicité possible ni souhaitable en Allemagne, les Allemands existent tout de même et ils ont un pays. Ici encore, le schéma bainvillien s'inspire étroitement de celui de Lavissee:

Le tableau de l'Allemagne tel qu'il ressort des ouvrages de Lavissee dresse... l'image antithétique de celle de la France. Plus profondément même que par leurs histoires nationales et leurs institutions politiques, les deux pays diffèrent par nature : les Allemands ont reçu la civilisation de l'extérieur. La nature germanique, réduite à elle-même, ne peut rien créer; la latinité seule a apporté la lumière. En dépit de ses efforts de compréhension, en dépit de ses admirations pour la stabilité du régime allemand et même, à la fin du siècle, pour l'expansion économique, il demeure toujours, dans les jugements de Lavissee sur l'Allemagne, une tentation de caricature. (9)

A cette image "antithétique" s'ajoute l'antipathie littéraire de Maurras.

On sait comment Maurras en est venu à la politique par le biais de la critique littéraire. De la critique du romantisme, il en conclut que le mouvement a joué un rôle négatif sur le sentiment et l'esprit français dont la culture nationale est le clacissisme (10). Cette critique fut reprise et développée

(9) P. Nora. op. cit. p. 84.

(10) E. Weber. op. cit. 97.

par un universitaire, Pierre Lasserre, dans son étude Le Romantisme allemand (1907) où il condamnait Rousseau, "un des agents principaux de la Révolution", ce qui attira l'hostilité de son confrère Aulard pour qui les arguments de Lasserre étaient irrecevables. Il se rapprocha un temps de l'Action Française, mais s'écoeura vite du peu de subtilité avec laquelle le groupe répandait sa théorie. Lasserre ne partageait pas la condamnation radicale de toute la littérature allemande à partir d'un simple genre littéraire comme le faisait les maurrassiens. Maurras trouva alors dans Louis Reynaud un auteur beaucoup plus complaisant qui ne s'offusquait pas de développer là où Lasserre refusait de continuer et qu'il appelait "le primairisme de droite". Plus tard, Bainville et Gaxotte, ce dernier venant d'accepter pour la collection des Grandes Etudes historiques une synthèse de vulgarisation de ses thèses, Français et Allemands, puiseront dans les livres de leur collègue Reynaud (11).

Le rejet du romantisme était le corollaire en fait du rejet de l'Allemagne. Dès la Grande Guerre, les livres de Dimier et de Bainville prônant "la nécessité d'une division de l'Allemagne" recevaient un accueil enthousiaste. En 1960, près de 90,000 exemplaires de l'Histoire de deux peuples (où "les relations des deux peuples ne sont jamais étudiées" (12)) avaient été vendus (13). Autant pouvait-on désespérer de la persistance du problème allemand, autant était-on forcé de reconnaître que le peuple allemand possédait "ces deux bases qui nous manquent : celle de l'obéissance et celle du respect" (14).

En fait, Bainville n'a jamais été tout à fait constant dans son appréciation de l'Allemagne. Comme la droite traditionnelle, comme Renan avant

(11) E. Weber. op. cit. p. 98.

(12) J.-R. Palenque. op. cit. p. 538.

(13) E. Weber. op. cit. p. 98.

(14) J. Bainville, cité in J. Montador. op. cit. p. 79.

lui, il s'inquiète de la force allemande tout en reconnaissant qu'elle possède les atouts qui manquent à la France et aux Français. Aussi, félicite-t-il Richelieu de "sa grande politique d'Allemagne" (H.F.:176) qui consistait en ce traité de Westphalie qui anéantissait toute possibilité future d'historicité de l'Allemagne:

Au traité de Westphalie, la politique qui avait toujours été celle de la monarchie française, celle des "libertés germaniques", reçut sa consécration. Notre victoire fut celle du particularisme allemand. La défaite de l'Empereur fut celle de l'unité allemande. Mosaïque de principautés, de républiques, de villes libres, l'Allemagne, au lieu d'un Etat, en formait plusieurs centaines. C'était l'émiettement, l'impuissance, le libre jeu laissé à notre diplomatie, car ces trois cent quarante-trois Etats indépendants, de toutes les tailles et de toutes les sortes, étaient maîtres de leurs mouvements et de leurs alliances. (H.F.:179)

Le résultat, qui n'était que le seul possible à l'avantage de la France, fut que "l'Allemagne n'était plus, comme disait plus tard Frédéric II, qu'une "République de princes", une vaste anarchie sous notre protectorat" (H.F.:180). D'où l'idée qu'il pouvait exister de bons princes allemands, prêts à collaborer à la politique allemande de la France, tel ce "Maurice de Saxe, capitaine expérimenté, un de ces Allemands d'autrefois qui servaient volontiers la France" (H.F.:240).

Mais ces précieux collaborateurs sont rares. Les Allemands échappent peu au caractère german, caractère que Bainville, comme Bonnefon, associe à celui de l'obéissance aveugle:

Interrogez deux socialistes, l'un allemand, l'autre français, tous deux cultivés, tous deux connaissant la doctrine de leur chapelle. L'un finira toujours par vous dire : "Discipline et Obéissance". L'autre : "Liberté et Egalité". Cependant l'un est sans doute protestant d'origine et devrait célébrer l'affranchissement, l'autre est catholique et devrait prôner l'obéissance, jusque dans le sein du parti. Appliquez la même méthode d'observation à toutes les classes de la société, et vous aboutirez au même résultat (les hommes de génie ou de grand talent mis à part). Voici deux étudiants : ils peuvent être paresseux ou travailleur; sérieux ou noceur, dans les deux pays. Mais en France l'étudiant discute et critique; en Allemagne il chante et il se soumet. (H.A.:10)

Cette obéissance, poursuit Bonnefon, "c'est une force. Peut-être. Je le pensais avant la guerre. C'est une force en face des Russes. Mais les Français sont encore plus vigoureux, puisque leur volonté d'obéissance, même frondeuse et gaie, dure plus que l'obéissance" (H.A.:12). Façon subtile de considérer les Allemands dépossédés de volonté, répondant machinalement aux ordres, conditionnés comme des chiens de Pavlov alors que l'obéissance française est un besoin concrétisé qui se manifeste en un "vouloir obéir" ou non. Bonnefon, encore, conclut que "les Allemands sont une belle, une magnifique race de contremaîtres, au service d'une usine bien organisée" (H.A.:12).

L'emploi du mot "race" n'est pas accidentel. Depuis Michelet et sa définition de la nation comme mélange de races (15), les deux termes en sont venus à désigner deux antagonismes. La race évoque le "crû" pour parler en langage lévi-straussien, le non-civilisé, le barbare, le naturel. Plus haut, ce même Bonnefon écrivait, à propos du caractère de l'Allemand que "rien ne l'étonne; qu'il l'admire, l'aime ou le critique pour l'améliorer, il est prisonnier ou partisan de sa race, et c'est ce qui nous frappe le plus qui lui paraît le plus naturel" (H.A.:9). La nation, c'est par contre, la France bien sûr, le "cûit", le civilisé, l'éduqué, le cultivé, le socialisé. Et pour les bainvilliens de l'avant Deuxième Guerre mondiale, comme le rappelait si bien Weber : "Hitler n'était qu'une des innombrables expressions du brutal germanisme éternel..." (16).

III.3 L'Angleterre.

____ Nous avons déjà eu l'occasion de citer la vision de l'historicité de

(15) J. Michelet. "Introduction à l'histoire universelle", in Histoire et Philosophie, Paris, Clamann-Lévy, 1900, p. 69.

(16) E. Weber. op. cit. p. 479.

l'Angleterre établit par Maurois (17), nous n'y reviendrons pas. Maurois et Chastenet sont les anglophiles du groupe bainvillien, tardivement venu dans l'histoire de la collection. Ils suivent une tradition intellectuelle qui remonte au temps de Montesquieu et de Voltaire où l'Angleterre représentait une alternative à l'absolutisme français. Plus tard, Renan y a vu également un idéal de politique et de société:

Nous avons... exposé ce que nous regardons comme la marche régulière des Etats sortis de la féodalité du moyen âge, marche dont l'Angleterre est le type le plus parfait puisque l'Angleterre, sans rompre avec sa royauté, avec sa noblesse, avec ses comtés, avec ses communes, avec son Eglise, avec ses universités, a trouvé moyen d'être l'Etat le plus libre, le plus prospère et le plus patriote qu'il y ait. (18)

De même, Barrès admirait l'esprit charitable de l'aristocratie anglaise (19). Taine, lui, se rattachait volontiers aux analyses de Burke en ce qui concerne la Révolution française (20) et l'appui anglais, parce qu'indispensable lors de la Grande Guerre, a créé un sentiment trouble à l'égard du voisin d'outre-Manche. Comme monsieur Perrichon, Bainville se sent plutôt embarrassé par cette aide britannique et se méfie de l'Angleterre. Il considère que toutes les "ententes cordiales" du passé ont été conclues sur le dos de la France aux bénéfices de l'Angleterre, et ne sent-on point poindre une certaine douleur lorsqu'il commente, de l'Angleterre, que "son effort répondait à sa ténacité et nous étions attachés à son destin" (H.F.:480)?

L'attitude de Bainville devant le rôle historique de l'Angleterre, toujours en référence avec la France, se résume dans le titre d'un livre de Germaine Tabouis, paru en 1938 chez Payot : Albion perfide ou loyale (21). Pour lui, Albion est avant tout perfide. Elle menace la France sur son front occi-

(17) Voir supra p. 216.

(18) E. Renan. op. cit. p. 30.

(19) Z. Sternhell. op. cit. p. 304.

(20) E. Weber. op. cit. p. 581.

(21) G. Tabouis. Albion perfide ou loyale, Paris, Payot, col. "Bibliothèque historique", 1938, 300 p.

dental maritime comme l'Allemagne la menace sur son front oriental continental. Avec la guerre de Cent Ans, la France a été à un doigt de devenir la première "colonie" britannique:

On dira que, si l'Angleterre avait été sage, elle aurait évacué des territoires nettement français. Mais l'Angleterre, insulaire et maritime, a toujours dû avoir des possessions au-dehors : nos provinces, dans un temps où le monde était plus étroit, lui tenaient lieu de colonies. Il lui semblait aussi naturel d'être à Bordeaux qu'aujourd'hui d'être à Bombay. (H.F.:64)

Cela rejoint la vocation maritime reconnue par Maurois. Mais malgré cette menace potentielle, la vision bainvillienne de l'Angleterre relève moins de la vision menaçante de l'Allemagne. Celle-ci balance entre la méfiance suspecte en temps de paix au danger imminent en temps de guerre, surtout lorsque la France -- et cela est presque une constante désarmante de son histoire -- n'a pas de marine!

III.4 La Belgique.

Paradoxalement, la rivalité anglo-française a été la source, selon Bainville, de l'historicité belge. Bainville lui est sympathique alors que l'Escaut devrait être considéré comme la "frontière naturelle" septentrionale de la France. Le problème de la Flandre se posait dès Philippe-Auguste et Philippe le Bel comme un barrage à la progression de l'unité territoriale française. Ce dernier "se contenta de confirmer sa suzeraineté sur le pays flamand et de garder en gage les parties les plus proches de la France, Lille et Douai, plus accessibles à l'influence française : nul ne serait Français par force" (H.F.:65), et ce refus de vouloir devenir Français ne s'explique, pour Bainville, que d'une seule manière, c'est que se manifestait déjà une future nation : "Alors que presque partout les nouvelles provinces s'étaient données joyeusement, une nation se manifestait en Flandre; un jour ce sera

la nation belge" (H.F.:65).

Pourtant, bien des eaux allaient couler sous les ponts de l'Escaut avant que cela ne soit manifeste pour tout le monde, ce qui peut expliquer ces longs conflits, aussi bien sous Louis XIV que sous Napoléon I^{er}. Cette nation qui s'annonçait prit plus de cinq siècles pour se réaliser quand, "malgré la Belgique elle-même, oubliant alors, par haine et par crainte de la Hollande, qu'elle n'avait jamais tenu à devenir province française, ils lui donnèrent d'être une nation" (H.F.:398). "Ils", ce sont les gouvernements français et britannique. Une fois de plus, l'interprétation bainvillienne du nationalisme d'aujourd'hui tend à souligner la part prise par la France dans la réalisation de la nation voisine. De plus, elle souligne encore une fois que la nation ne résulte pas d'une "volonté populaire de vivre ensemble", mais de la volonté des monarques et de la politique des dynasties:

La Belgique indépendante était fondée. Elle l'était, parce que la monarchie de Juillet, à la Conférence de Londres, avait joué le même rôle, suivi la même politique que la Restauration au Congrès de Vienne. Les puissances avaient voulu que la Belgique libre fût neutre, et sa neutralité grantie par l'Europe pour interdire à jamais aux Français de l'annexer. Cette neutralité était dirigée contre la France; elle devait, dans l'esprit du traité d'Utrecht, servir de "barrière" à nos ambitions. Louis-Philippe l'accepta, le signa, le respecta. Et, quatre-vingts ans plus tard, c'est la Prusse, signataire et garante aussi, qui l'a violée. Alors la précaution prise contre la France s'est retournée contre l'Allemagne, elle a déterminé l'Angleterre hésitante à intervenir et, en fin de compte, nous a profité. (H.F.:398)

La Belgique, son historicité, restera toujours celle résultant d'une sorte de "gentlemen's agreement" entre les deux monarchies (anglaise et française) autour d'un mariage dynastique.

Car sitôt formée, la Belgique est une monarchie. De ses monarques, l'un d'eux exercera une attirance particulière au point de voir sa biographie figurer dans la collection des Grandes Etudes historiques entre celles de

Louis XIV et de Louis XV : le roi Léopold II. La première ligne de cette biographie le rappelle : "La France a encore vif à la mémoire le souvenir du roi Léopold II" (L.II:7), et "le peuple belge commence à comprendre que, dans son histoire, il y eut une "époque léopoldienne", marquée de caractères très particuliers" (L.II:7). Sa position est d'ailleurs identique à celle tenue par tous les rois de France, car "oubliant toutes les querelles, le peuple l'acclamait éperdument" (L.II:7), et l'auteur, Pierre Daye, ne se trompe pas en mettant cette biographie sous l'égide de celui qui, peu après, allait parainner la traduction française de Mein Kampf:

Je ne pourrais, en tout cas, placer cette étude sous meilleure égide que celle du Maréchal Lyautey qui a écrit : "A mes débuts dans la vie coloniale, voici près de quarante ans, j'ai trouvé la première grande leçon en étudiant l'oeuvre du roi Léopold II au Congo; modèle de création, d'organisation pratique et réalisatrice de large et libérale initiative, d'intelligence des besoins matériels, moraux et sociaux des indigènes, dont toute oeuvre coloniale devrait s'inspirer et qui m'a, pendant tant d'années et sur tant de points, servi de guide". (L.II:14)

En fait, comme Louis XIV, Léopold II est le "bâtitteur" de la Belgique:

Par souci de vérité, j'ai accordé l'importance qu'elles méritent aux entreprises d'un caractère international, je dirai mondial du roi. Jusqu'à présent, ses rares biographes, qui s'adressaient surtout au public belge (...) se sont surtout attachés à montrer le monarque dans sa fonction constitutionnelle, formant des ministères, jouant le jeu parlementaire, conseillant, admonestant, discourant, représentant... Mais tout cela -- qui est un élément essentiel, et que je me serais bien gardé de négliger -- ne me paraît, avec le recul du temps, que d'un intérêt assez local. Le vrai Léopold, c'est celui du Congo et de la Chine, le correspondant de Bismarck et le cousin de la reine Victoria, le visiteur assidu de Paris, le créateur d'entreprises dans tous les continents, le bâtisseur, le vaste esprit aux conceptions toujours jaillissantes. (L.II:9)

Il est le modèle à opposer à la France républicaine contemporaine qui s'est toujours plus empêtrée dans ses aventures coloniales que la petite Belgique même. Une leçon vivante surtout, dans la mesure où, comme le remarque malicieusement Eugen Weber à propos du traité de Versailles : "les Belges s'en

tiraient à leur avantage, ce qui n'était pas surprenant étant donné que la Belgique était une monarchie; les Anglais aussi; restait la France qui payait les pots cassés" (22).

III.5 L'Espagne.

Même si L'Espagne des Habsbourgs apparaît comme une dangereuse ennemie de la France -- comment oublier la défaite honteuse de Marignan, l'humiliation de l'occupation espagnole sous la Ligue, etc. --, elle est devenue, par la succession de Philippe V, la soeur puînée de la France, et cela à un point tel qu'elles semblent partager une même historicité. C'est l'idée de Bertrand plus que celle de Bainville, idée que l'on trouve énoncée dans l'Histoire d'Espagne:

L'Espagne que l'on se propose d'étudier ici, c'est l'Espagne vue du dehors et dans la mesure où elle intéresse l'étranger -- particulièrement nous autres, Français.

Les petites guerres intestines, les rivalités des maisons régnantes, les institutions locales n'offrent guère d'intérêt que pour les Espagnols. L'objet propre de cette étude, c'est l'action et l'influence que l'Espagne a pu exercer dans le monde : d'abord son rôle dans la chrétienté d'autrefois, puis la part qu'elle a eue dans le développement de la civilisation occidentale... (H.E.:7)

Par son penchant polémiste, Bertrand s'en prend d'abord aux faux préjugés hérités du XVIII^e siècle. Son livre est écrit "en réaction contre l'idée d'une double Espagne, civilisée, musulmane et barbare, catholique, issue de la perception des encyclopédistes" (H.E.:12). Il veut montrer que la proximité des peuples français et espagnol est incontestable, malgré les rivalités passées:

Il y a eu, d'abord, entre les deux peuples, le français et l'espagnol, une rivalité qui a duré près de deux siècles, dont le souvenir est maintenant aboli, mais qui a laissé, de part et d'autre, des préjugés tenaces. Pendant près de deux siècles, nous nous sommes battus et nous nous sommes

(22) E. Weber. op. cit. p. 142.

exécrés cordialement. L'Espagnol a été, pour nous, le grand ennemi, comme l'Allemand le devint plus tard. La France, jalouse de détruire le prestige de sa rivale, a répandu contre elle toutes les calomnies que l'Allemagne a propagées contre nous, depuis 1870. Et l'Espagne, de son côté, en a fait tout autant contre la France. Jusqu'à ces derniers temps, pour un grand nombre d'Espagnols, la France était un pays d'hérétiques qui n'avaient de catholiques que le nom et qui refusaient l'obéissance au Pape. Pour les Français du temps de Louis XIII et de Louis XIV, l'Espagne était un pays fini, moribond, nécrosé, comme disent de nous les Allemands : avec cela, une morgue, un orgueil insupportables. (H.E.:8-9)

Outre qu'il s'agit bien là d'une autre récrimination contre l'Allemagne, Bertrand veut convaincre son lecteur que les deux faces de l'Espagne sont les contradictions d'un seul visage:

En Espagne même, grâce au progrès des méthodes historiques, grâce aux travaux d'arabisants plus compétents et mieux informés, on a fini par réagir contre cet excès d'humilité, par se convaincre, s'il y a eu crime et barbarie au cours de ces siècles obscurs du moyen âge, le crime et la barbarie doivent être partagés équitablement entre Musulmans et Chrétiens et qu'enfin il n'y a pas eu deux Espagnes, mais une seule -- une seule et unique Espagne, qui, avec ses vices et ses vertus, a perpétué jusqu'à nos jours sa vie héroïque et misérable, frénétique et somnolente, opulente et sordide, sensuelle et mystique... (H.E.:15)

Voilà comment s'articule l'auto-détermination de l'Espagne, entre une actualité européenne et chrétienne et un passé arabe et musulman, ce qui explique la grande part que Bertrand accorde à la période musulmane:

La lutte multi-séculaire de L'Espagne contre l'Islam est le fait capital de son histoire et c'est un des faits capitaux de l'histoire du monde occidental. On peut dire que cette lutte a eu une influence décisive sur les destinées de l'Espagne et que les conséquences s'en font encore sentir...

Et, de même que cette lutte a informé leur caractère, elle a commandé, dans ce qu'elle a d'essentiel, tout le développement de leur existence nationale. Les trois autres grands faits qui dominent leur histoire, -- à savoir la Découverte de l'Amérique, la lutte contre le protestantisme, la lutte pour rester une grande puissance européenne, -- découlent plus ou moins directement de ce fait initial. (H.E.:17)

L'interprétation de Louis Bertrand, à l'exception de son fond laïc, ne rompt pas vraiment avec la tradition conservatrice. Elle réagit devant

la conquête espagnole de l'Amérique avec le même dédain et le même mépris envers les Amérindiens que l'interprétation catholique en manifestait à propos de la "Reconquista" devant la civilisation arabe:

On a accusé aussi ces conquérants d'avoir par ignorance et barbarie, détruit des civilisations précieuses comme celles des Aztèques et des Incas. C'est se moquer du monde. Redisons-le encore : afin d'accabler et de diffamer les Espagnols et le catholicisme rendus responsables de ces prétendues destructions, on a surestimé d'une façon ridicule des civilisations rudimentaires. Peut-on considérer comme civilisés des Péruviens qui ne connaissaient pas l'écriture, qui comptaient les années ou les siècles par des noeuds faits à des cordes (23), des Mexicains qui usaient d'enfantins hiéroglyphes pour l'histoire et la chronologie; des peuples qui n'avaient ni bêtes de somme ni bêtes de trait, pas de vaches, ni de chèvres, pas de céréales, ni de vignes; des peuples qui ne connaissaient pas la roue et qui n'étaient pas arrivés à l'âge du fer, -- chez qui l'homme était réduit au rôle de quadrupède, dont la religion sanguinaire admettait les sacrifices humains et qui avaient des marchés de chair humaine? (H.E.:364-365)

Aussi bien dire qu'ils n'existaient pas, et ce serait un degré de ségrégation ethnique à peine inférieur d'un cran à celui des voisins européens.

Les autres peuples qui apparaissent dans l'Histoire de France de Bainville -- des apparitions fort épisodiques --, ne sont guères observés. On retrouve généralement les mêmes inconstances : les Américains de la guerre d'Indépendance; les Russes de la Triple Alliance; les Italiens des républiques et principautés, incapables d'achever leur unité nationale, peut-être parce que l'historicité italienne, comme l'historicité allemande, c'est d'être une mosaïque de localités? Bref, tous ces peuples se ressemblent à un degré ou à un autre et tous partagent à peu près les mêmes défauts. Tous sont là pour faire resurgir l'identité et la spécificité de la France, et quand ce nom a été prononcé, les autres n'existent plus...

(23) Il s'agit des quipus (ou quippus). La mauvaise foi de Bertrand est ici évidente puisqu'un système identique de comptabilité était utilisé encore par divers paysans d'Europe à la fin du XIX^e siècle. J.-G. Février. Histoire de l'écriture, Paris, Payot, col. "Bibliothèque historique", 1984, pp. 20-23. G. Ifrah. Les chiffres, Paris, Robert Laffont, 1985, pp. 98-103 et surtout E. Weber. La fin des terroirs, Paris, Fayard, 1983, pp. 472-473.

Premières conclusions

Tout au long de cette partie, nous avons parlé de l'historicité bainvillienne comme d'un fait accepté et reconnu. Nous l'avons tenue pour une réalité de la représentation collective de l'histoire (mais pas la seule), et une dimension de la conscience historique des Français (l'une parmi d'autres s'adressant à la dimension nationale). Cette historicité que nous avons décrite existe-t-elle vraiment? Est-elle à la fois créée, originale avec sa part d'inédit (propre à Bainville) et est-elle susceptible d'éveiller un "sentiment d'appartenance", ou de le confirmer si ce sentiment existe déjà où une grande, sinon une bonne partie, des Français peuvent y adhérer spontanément (ou volontairement)? L'historicité pourra être reconnue telle si nos conclusions répondent à trois critères. Y'a-t-il une part de l'historiographie bainvillienne qui soit non reproductrice, mais créatrice, poétique, d'une attitude nouvelle, complètement sans précédent, de la conscience historique française? Cette historiographie bainvillienne suggère-t-elle, à partir des passages que nous en avons extraits ici, une vision unitaire de l'Histoire qui soit intelligible plus que mythique, c'est-à-dire qui relève d'une méthode un tant soit peu rigoureuse plutôt que purement fictive ou spéculative (cette historiographie est-elle vraiment une historiographie)? Enfin, cette philosophie bainvillienne de l'histoire est-elle conforme à la définition de l'historicité énoncée par Morazé et que nous avons retenue ici, c'est-à-dire répond-t-elle à une "obscur certitude des hommes qu'ils ne font qu'un emportés qu'ils sont dans l'énorme flux du progrès qui les spécifie en les opposant" et qu'il y a une "solidarité" qui est "liée à l'existence implicite d'une certaine fonction commune à tous" et que "chacun éprouve en

en soi"? S'il y a confirmation de ces trois critères, alors oui, nous pourrions reconnaître qu'il existe bien une historicité bainvillienne de l'histoire.

1^{er}. Y'a-t-il une part de l'historiographie bainvillienne qui soit non reproductrice, mais créatrice, poétique, d'une attitude nouvelle, complètement sans précédent, de la conscience historique française?

Bref, qu'y a-t-il d'original dans l'Histoire de France de Bainville; quelque chose qu'on peut être sûr de ne pas retrouver identique nulle part ailleurs, avant? On pourrait facilement ne pas en être convaincu. Par exemple, on ne peut ignorer la référence maurrassienne; l'influence du traditionalisme conservateur de droite : Renan, Taine, Barrès... On ne peut, non plus, passer sous silence une certaine aspiration à se rallier à un fondement épistémologique positiviste issu de Comte et cette historiographie se considère tout ce qu'il y a de plus méthodique, analytique, "naturaliste", pourquoi pas, scientifique! Bainville ne pense pas qu'il puisse raconter autre chose que "ce qui s'est vraiment passé" (Ranke) dans l'Histoire.

Difficile également de passer sous silence l'influence de ses contemporains. Lavisserie entre de La Gorce et Jaurès! Ni renier ceux auxquels il se rattache : Michelet par exemple, et qu'il partage avec l'historiographie républicaine, non moins nationaliste. Difficile de nier qu'en voulant répliquer à Lavisserie, Bainville n'en arrive qu'à être son double négatif. La forme littéraire de son oeuvre est conforme à la règle classique, narrative et dramatique, donc parfaitement élaborée selon la règle des trois unités : unité d'espace (de lieu), la France; unité de temps (la durée), des origines à nos jours; unité d'action (ici la politique), l'appréciation de la monarchie dans le règlement de l' "affaire d'Allemagne". Mais sa conception de la causalité

en histoire, même si elle répond au schéma type exposé par Vendryès et Berr où il y a les faits de contingence et la nécessité sociale; les accidents de parcours et la permanence profonde et la logique qui article les premiers à la seconde, a quelque chose de particulier. C'est un trait de caractère non négligeable bien que jamais mentionné à ma connaissance, la multiplicité des faits de contingence qui rend l'historiographie bainvillienne une historiographie de l'aléatoire et non des déterminismes. Entre Cournot et Vendryès, Bainville se rapproche de ce dernier pour dire qu' "entre les événements, les liaisons ne sont pas fatales, et il reste toujours quelque intervalle libre dans lequel la volonté humaine puisse développer ses propres chances" (1). Certes, il y a des liaisons qui sont fatales : l'Empire à la République, le désordre à la Révolution, l'autorité et l'ordre à la monarchie paternelle, etc., mais entre ces grands ensembles, il y a place pour l'intervention d'une multiplicité d'événements indépendants les uns des autres et parmi lesquels se trouve l'action humaine, l'intervention politique. Bainville ne serait pas en désaccord avec Vendryès en reconnaissant que l'histoire n'est ni "rationnelle", ni aléatoire, qu'elle est "conditionnée" : "De nombreuses influences extérieures, géographiques, économiques, énergétiques..., modifient la conduite des hommes. L'homme politique a le pouvoir d'agir sur elles" (2). L'utilisation et l'importance accordées à la contingence et à l'aléatoire font de l'historiographie bainvillienne une historiographie à l'épistémologie qu'on retrouve généralement dans l'historiographie libérale. Si Bainville rejette l'idéologie libérale, il en conserve cependant la structure d'analyse de l'histoire, ce qui la rapproche, par le fondement et non par l'énoncé politique, de l'historiographie républicaine. De Bainville à Lavis, il n'y a donc pas eu rupture fondamentale, mais seulement rupture politique tandis qu'il y a bien eu une rupture fondamentale entre l'historio-

(1) P. Vendryès. op. cit. p. 299.

(2) P. Vendryès. ibid. p. 352.

graphie bainvillienne et l'historiographie royaliste, romantique du XIX^e siècle encore rattachée au théocratisme de Bossuet. De l'épistémologie hésitante de l'historiographie bainvillienne, on peut désormais comprendre que sa base logique s'opposait à sa tradition idéologique. C'est là l'originalité essentielle de cette historiographie, un composé hybride unissant l'intervention libre de l'homme face à une nécessité nationale (3), une historiographie du "conditionné" qui, pour faire échec à une vision déterministe mais pessimiste de l'Histoire, veut ouvrir la porte à l'action politique maurrassienne, sa solution de l'avenir de la France, la réaction.

Où plus exactement, c'est à l'intérieur de cette logique que l'on trouve la cohérence originale, "poétique" dans le sens où Novalis utilisait ce terme à propos de l'historien. L'Histoire de France, malgré ses partis pris idéologiques, ses anachronismes ou ses généralités, demeure une oeuvre d'une logique implacable aussi bien lorsque Bainville veut prouver que le

- (3) Si notre examen de l'épistémologie de l'historiographie bainvillienne nous amène à resserrer le rapprochement avec l'historiographie libérale (sans le progrès ni la démocratie propre à l'historiographie républicaine), il nous amène également à constater un certain éloignement avec l'historiographie marxiste, malgré les points de convergence relevés par Ariès (op. cit.). Même s'il est vrai que toutes deux sont des historicismes, le déterminisme est beaucoup plus présent dans l'historiographie marxiste que dans la bainvillienne. Vendryès notait à propos de la première que "le lien entre l'homme et son milieu social est, pour Marx, si rigide et si souple à la fois que l'homme reste le créateur de son histoire tout en étant déterminé par elle, et qu'il peut avoir conscience à la fois de transformer l'histoire et d'agir dans son sens". Ainsi, si la révolution puis la dictature du prolétariat ainsi que la promesse de la future société communiste sont contenues dans le mode de production capitaliste industriel, c'est-à-dire qu'ils s'enchaînent dans une causalité "rationnelle" des nécessités, l'action humaine est plus que conditionnée par le mode de production, elle est déterminée. Son libre-choix ne peut aller que dans le sens de la nécessité historique (et n'est donc plus un libre-choix). Comme le remarquait encore Vendryès, "le marxisme exige le maximum de la volonté humaine tout en réduisant au minimum le champ de ses possibles" (op. cit. p. 334). A première vue, il peut sembler en être de même avec l'historiographie bainvillienne, sauf que dans celle-ci, le retour à la monarchie n'est pas une nécessité historique inéluctable mais bien le résultat d'un libre-choix, il n'est implicite à aucun régime, même pas à la République de l'ordre moral comme le montre l'échec de 1875. La Restauration ne viendra pas de la logique des nécessités mais d'un geste politique contingent, celui auquel appelle l'Action Française.

résultat est conforme à une tendance première (la cohérence de la monarchie) que lorsque ce résultat n'est pas conforme (l'incohérence post-révolutionnaire). Ainsi, tous les événements, peu importe qu'ils relèvent de la contingence ou de la nécessité, lorsqu'ils se déroulent sous l'Ancien Régime (depuis Hugues Capet) parviennent, par de bons moyens, au bout des tendances qui les ont animés et qui sont l'unité territoriale, la durée monarchique, la politique allemande : bref, le "faire de France". Avec la Révolution, la logique de l'histoire se dérègle : quelles que soient les tendances initiales : l'idéalisme de la Révolution, la générosité du nationalisme romantique, le suffrage universel et la République laïque, les moyens utilisés échouent et les résultats sont incohérents, non conformes aux tendances initiales. Ainsi, Waterloo est la réponse à Valmy; le suffrage universel républicain débouche sur la dictature; les guerres d'expansion mutilent le territoire; la République une et indivisible se déchire à belles dents à travers des guerres civiles et des répressions impitoyables. A l'oeuvre constructive de la monarchie répond la succession roulante des régimes; au traité de Westphalie répond la proclamation de Pillnitz. La France a perdu la logique de son histoire le jour où elle a cessé d'être une monarchie traditionnelle.

Il n'y a qu'à comparer Bainville à Lavissee pour voir la portée que représente une telle rupture. L'historiographie républicaine, à laquelle on peut rattacher Lavissee, est progressiste. Pour elle, les étapes de l'histoire s'additionnent en se succédant d'une manière progressive, la suivante étant qualitativement supérieure à la précédente. C'est parce qu'il y a la République que la monarchie est incomplète, mais la République n'est pas logique et la monarchie illogique pour autant. Il y a, au contraire, continuité de l'une à l'autre. La République poursuit l'oeuvre entreprise par l'Ancien Régime; elle poursuit l'expansion et l'unité territoriale; les ré-

gimes se conforment de plus en plus à la volonté du plus grand nombre et la politique internationale, tout en affirmant le prestige français s'oppose au "sport des rois" en se présentant comme pacifiste et cosmopolite. Les tendances, les moyens et les résultats s'articulent aussi logiquement après qu'avant la Révolution, et cela, même pour un Barrès, il n'y a pas une France d'avant et une France d'après la Révolution. L'historiographie bainvillienne, comme la républicaine, demeure soumise aux aléas de l'histoire et sa logique n'est pas moins à l'abri des influences de l'idéologique.

2^e. Cette historiographie bainvillienne suggère-t-elle, à partir des passages que nous en avons extraits ici, une vision unitaire de l'Histoire qui soit intelligible plus que mythique, c'est-à-dire qui relève d'une méthode un tant soit peu rigoureuse plutôt que purement fictive ou spéculative (cette historiographie est-elle vraiment une historiographie)?

Mais même si l'historiographie bainvillienne demeure investie par le symbolique et l'idéologique [et quelle historiographie pourrait se vanter d'y échapper?], elle n'en est pas pour autant plus fantaisiste que les autres. S'il y a vice d'interprétation, il n'y a pas uniquement que des vices d'information. Bainville n'invente pas de dialogues ayant pour but de dramatiser l'histoire, encore moins en ce qui concerne des événements. Les informations manquantes le sont non pas tant par intention dissimulatrice que par choix nécessaire qu'implique une logique selon laquelle les événements doivent s'enchaîner pour présenter la tendance à l'unité intelligible, ce qui, inévitablement, entraîne la remise de nombreux faits. C'est le lot du métier d'historien.

Cette unité de l'Histoire de la France n'est pas ici d'abord le mythe -- tel que le décrivait récemment Raoul Girardet (4) --, mais bien une fonction.

(4) R. Girardet. op. cit. (1986).

tion pure de l'intelligence d'où naît l'histoire à partir des liaisons que la connaissance établit entre les événements. Ces liens, on l'a vu, sont bien logiques. La connaissance, bien que sommaire, s'efforce d'être objective. La logique de l'histoire est un effort intellectuel fait par l'historien pour reconstituer le déroulement du passé. Si cette logique en vient à se recouvrir de mythes ou de symboles, ceux-ci s'en nourrissent mais ne les infirment pas. Ainsi, que la frontière "naturelle" du Rhin, la durée capétienne ou la division de l'Allemagne soient perçues comme des mythes de l'unité française n'infirment pas le fait que le Rhin a servi d'enjeu de disputes pendant des siècles pour être frontière entre la France et l'Allemagne (5), que la dynastie capétienne est restée presque huit siècles la dynastie légitime -- malgré les sauts de branche en branche -- du gouvernement monarchique français et quand l'Allemagne était divisées, la France pouvait profiter d'un antagonisme austro-prussien pour s'imposer à la politique continentale. Que ces généralités prennent des dimensions mythiques cela n'a rien à voir avec l'articulation logique des événements.

Mieux que cela, il faut noter encore la polyvalence des sources de Bainville. S'il n'est pas un chercheur qui se salit les mains dans les dépôts d'archives -- comme ses amis Gaxotte ou Funck-Brentano -- et qu'il s'informe de seconde main, ses sources contiennent les historiens les plus valables et souvent les spécialistes d'époque les mieux cotés : Thiers pour le Consulat et l'Empire; Sorel pour la Révolution et l'Europe; Thureau-Dangin pour la Restauration et la monarchie de Juillet, de même, au niveau très spécialisé, l'Histoire maritime de la France de Tramond et l'Histoire financière de Marion. Il consulte aussi bien Taine et Lenôtre que Jaurès et Hanotaux. Comme lui, Gaxotte n'hésite pas à s'abreuver à toutes les sour-

(5) Par exemple, voir le vieux mais intéressant livre de Edouard Gachot. La dispute du Rhin de l'antiquité à nos jours, Paris, Payot, col. "Bibliothèque historique", 1952, 358 p.

ces, et sa Révolution française contient aussi bien les lumières de Taine et de Cochin que celles de Mathiez et de Labrousse. Les historiens bainvilliens puisent partout chez les spécialistes comme les universitaires modernes, et parfois avec moins d' "esprit de chapelle".

Certes, il ne suffit pas de savoir lire, encore faut-il savoir bien lire, mais rien ne montre que ces auteurs aient déformé leurs sources. Bainville ne fait pas la critique historique de ses références, il se sert d'elles, un peu comme l'étudiant besogneux qu'il est resté, et fait un travail de synthèse parce que c'est le style qui s'apprête le mieux à la pratique journalistique qui est restée la sienne. Ses défauts relèvent de son incompréhension des autres sociétés -- aussi bien étrangères que passées --, d'une certaine sensibilité "défectueuse" à l'Histoire, pressé qu'il est d'y trouver des leçons, des règles à suivre pour l'avenir.

3^e. Cette philosophie bainvillienne de l'histoire est-elle conforme à la définition de l'historicité énoncée par Morazé et que nous avons retenue ici, c'est-à-dire répond-t-elle à une "obscure certitude des hommes qu'ils ne font qu'un emportés qu'ils sont dans l'énorme flux du progrès qui les spécifie en les opposant" et qu'il y a une "solidarité" qui est "liée à l'existence implicite d'une certaine fonction commune à tous" et que "chaucun éprouve en soi"?

Il y a départ d'une philosophie de l'histoire s'il y a historicité. Certes, Bainville partage la dimension nationale de la conscience historique avec l'ensemble de ses contemporains; son imaginaire y oeuvre.. Il ne parle pas de n'importe qui ni de tout le monde. Il parle des Français, pour les Français, et rien que des Français -- les autres historicités ne l'intéressent pas et ne sent donc aucune solidarité avec les autres. Il accepte le fait que la nation est une réalité, ou plutôt qu'elle l'est devenue,

non pas à partir d'une "volonté commune de vivre ensemble" comme le pensait encore Renan, mais imposée par la logique même de l'expérience historique, logique qu'il essaie de retracer à partir de sa propre intelligibilité de l'histoire, ce qui, en fin de compte, devrait s'avérer bien plus fort qu'une "obscur certitude". Bainville veut vraiment enraciner ce vague sentiment dans une nécessité historique qui touchera la conscience du plus grand nombre possible de Français, c'est-à-dire surtout la meilleure qualité de la population, la classe moyenne, ces petits bourgeois, petits propriétaires auxquels on peut inclure les paysans qui ont conservé leur "bon sens".

De plus, tous ces gens sont entraînés par le progrès, et le progrès, ici, ce n'est ni la technique, ni le capitalisme, mais l'ordre et l'autorité. La France est faite de l'alliance, non plus du trône et de l'autel, vision traditionnelle, mais du roi et des classes moyennes. C'est cette alliance qui spécifie le rapport étroit de la nation et du roi, cette unité nationale solide exprimée par l'Etat et s'opposant aux Allemands, toujours divisés, barbares et anarchiques. La France est rurale et industrielle, prospère et économe contrairement à l'Angleterre, urbaine et industrielle, riche mais gaspilleuse, profiteuse. Tant que la France était restée fidèle à cette auto-détermination capétienne, elle était assurée de sa stabilité et demeurait pareille à elle-même, fidèle à son identité, pour les siècles et les siècles...

Avec la Révolution, le "divorce" consommé, l'alliance est rompue. L'unité nationale est menacée, la sécurité et la prospérité des classes moyennes ne peuvent plus être assurées et garanties par un Etat fort et autoritaire. Il y a, désormais, co-existant mais ne se confondant nullement, un "pays réel" et un "pays légal". Les partis se remplacent au pouvoir, tantôt démagogiques, tantôt dictatoriaux; tantôt libéraux; tantôt répressifs. Les partis d'argent, de la haute finance, du capitalisme industriel ou les partis socialistes, de la foule hurlante et vociférante menée par des agitateurs, des "partageux" et

des révolutionnaires s'entre-déchirent pour le contrôle du gouvernement qui n'est plus un équilibre entre les groupes sociaux, mais la domination d'un sur les autres. En se voulant généreuse et cosmopolite, la France républicaine trahit son identité, elle se déstabilise et perd son auto-détermination. La solidarité s'émiette et "la fonction commune à tous", le "faire de France" est reléguée derrière l'individualisme, l'arrivisme, les aspirations particulières, bref la perte de vue de l'expérience historique commune partagée par les Français, pour le meilleur et pour le pire.

Cette historicité en déconstruction, c'est pour la solidifier et la reconsolider que Bainville écrit ses oeuvres. Son historiographie reflète l'état mental que nous connaissons des Français, de la fin du XIX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale (6). Au cours de cette période s'est formée la conscience historique de laquelle procède Bainville et à laquelle s'adresse son oeuvre. Il n'y a pas incompatibilité entre cette conscience et la connaissance bainvillienne de l'histoire, et d'après ce que nous savons du fort succès de vente de ses bouquins, cela s'explique dans la mesure où l'historicité qu'elle exprime correspond avec un ensemble global des attitudes des Français de son temps envers leur passé. Cette sensibilité aigue devant un passé présenté comme glorieux confronté à un présent déprimant et à une promesse d'avenir incertaine reflète assez bien une inadaptation à la modernité, une période de réajustement qui, comme l'épistémologie hybride de l'historiographie bainvillienne, essaie de concilier le perdu et le possible. En ce sens, les conclusions tirées de cette dimension de la connaissance historique bainvillienne est cohérente avec un état particulier de la conscience historique française du début du XX^e siècle.

(6) Pour l'état mental et intellectuel des Français pour cette époque, voir E. Weber. Fin de siècle. La France à la fin du XIX^e siècle. Paris, Fayard, 1986, 360 p., et de Max Gallo. Le XX^e siècle, Paris, Perrin, rééd. Livre de poche # 5706, 1979, 510 p. et le livre déjà cité de E. Weber. op. cit. (1976), 844 p.

DEUXIEME PARTIE

LA SIGNIFICATION

A new type of objectivity in the social sciences is attainable not through the exclusion of evaluations but through the critical awareness and control of them.

KARL MANNHEIM
Ideology and Utopia, p. 5.

L'objectivité ne s'atteint pas par le détachement, mais par un contrôle des réactions irrationnelles, consciemment repérées et sans perte d'affect.

ALAIN BESANCON
Histoire et expérience du moi, p. 66.

Un texte dit toujours plus que ce qu'il énonce. Cette constatation est à la base de l'herméneutique comme méthode d'interprétation. L'herméneutique est une théorie de l'interprétation, dit le philosophe français Ricoeur, "la théorie de ce que c'est que comprendre en relation avec l'explication des textes en général" (1). Cette définition rejoint celle déjà citée de Freud: "il s'agit d'explicitier un sens latent qui n'apparaît pas avec évidence. A cet effet, l'interprétation fait appel aux signes, aux symboles ou à des comparaisons, de sorte qu'elle procède par approximations, sans peut-être jamais qu'il y ait identité totale entre l'interprétation et ce qu'elle interprète" (2).

Laissée longtemps à l'écart par la prépondérance accordée à l'analyse critique, l'herméneutique a été développée au cours des dernières années par le philosophe Paul Ricoeur et l'historien des religions Mircea Eliade. Aucun d'eux, cependant, ne verrait une opposition absolue entre l'herméneuti-

(1) P. Ricoeur, in Exégèse et herméneutique, Paris, Seuil, 1971, p. 47.

(2) Voir supra p. 26.

que et la critique, en fait, ils considèreraient plutôt qu'une méthode prolonge bien l'autre sans la contredire. "C'est donc une théorie générale du sens en relation avec une théorie générale du texte qui définit l'amplitude de l'herméneutique générale. C'est parce qu'il y a des textes qu'il y a un problème herméneutique" écrit encore P'coeur dans le texte déjà cité. Rattachée à la phénoménologie, l'herméneutique devient "créatrice" dans le traitement qu'Eliade lui fait subir à travers l'histoire des religions:

Il ne s'agit pas uniquement de comprendre et d'interpréter les "faits religieux". Par leur nature même, ces faits religieux constituent une matière sur laquelle on peut -- ou même on doit -- penser, et penser d'une manière créatrice, tout comme le firent un Montesquieu, un Voltaire, un Herder, un Hegel, lorsqu'ils s'appliquèrent à penser sur les institutions humaines et leur histoire" (3).

Il est amusant, mais n'en tirons pour le moment aucune conclusion, de voir Eliade nommer des grands herméneutes qui furent aussi de grands philosophes de l'histoire!

Considérons plutôt l'herméneutique comme une phase du travail de la philosophie de l'histoire, une étape essentielle qui permet de rattacher à une historicité affirmée, un ensemble de référents affectifs, personnels mais associés quand même à l'orientation du devenir collectif. Quelque chose que M. Eliade prête volontiers à La civilisation de la Renaissance en Italie, de Jakob Burckhardt, qu'il considère comme une oeuvre d'herméneutique créatrice qui "a enrichi la culture occidentale d'une nouvelle "valeur" en révélant une dimension de la Renaissance italienne qui n'était pas évidente avant Burckhardt" (4). C'est parce qu'Eliade lui prête la vertu d'être "transformante" que l'herméneutique est créatrice et qu'elle accomplit, en définitive, une tâche différente de celle de l'analyse critique à partir de laquelle s'accomplit généralement l'interprétation dans l'historiographie.

(3) M. Eliade. La nostalgie des origines, Paris, Gallimard, col. "Idées" # 397, 1971, p. 119-120.

(4) M. Eliade. ibid. p. 121. Comme exemple manifeste d'herméneutique critique de l'histoire, pensons surtout à F. Nietzsche. Seconde considération intempestive, Paris, Garnier-Flammarion, GF # 483, 1988, 190 p.

Autre théoricien de l'herméneutique, Ricoeur souligne d'abord qu'il n'y a pas d'herméneutique générale, mais des théories séparées et, souvent opposées, concernant les règles de l'interprétation:

D'un côté, l'herméneutique est conçue comme la manifestation et la restauration d'un sens qui m'est adressé à la façon d'un message, d'une proclamation ou, comme on dit quelques fois, d'un kérygme; de l'autre, elle est conçue comme une démystification, comme une réduction d'illusions. C'est de ce côté de la lutte que se range la psychanalyse, du moins en première lecture. (5)

L'interprétation peut donc être une recollection du sens, et c'est cette définition de l'herméneutique qu'Eliade a développée dans l'étude de l'histoire des religions, en accentuant la liaison du symbole et du sens, l'interprétation étant "conçue comme remythisation du discours". Mais l'interprétation peut aussi être une "exercice du soupçon", en prolongeant le doute cartésien jusqu'à l'appliquer à lui-même; l'interprétation est alors conçue comme une démystification du discours.

Cette opposition des deux tendances de l'interprétation paraît plus antagoniste qu'elle ne l'est en réalité. En démystifiant un discours, on le met moins à nu qu'on ne le reconstruit, qu'on le restaure, qu'on le "remythifie". Mais les deux mouvements ne vont pas l'un sans l'autre et pour "remythifier", il faut préalablement "démystifier", reconnaître l'au-delà du sens immédiat d'un texte. Quel est cet exercice du soupçon qui met en doute la clarté de la conscience et conduit à l'invention d'un "art" d'interpréter?

...chercher le sens, désormais, ce n'est plus épeler la conscience du sens, mais en déchiffrer les expressions... Si la conscience n'est pas telle ce qu'elle croît être, un nouveau rapport doit être institué entre le patent et le latent; ce nouveau rapport correspondrait à celui que la conscience avait institué entre l'apparence et la réalité de la chose. La catégorie fondamentale de la conscience..., c'est le rapport caché-montré ou, si l'on préfère, simulé-manifesté... (6)

(5) P. Ricoeur. De l'interprétation essai sur Freud, Paris, Seuil, col. "L'ordre philosophique", 1965, p. 35-36.

(6) P. Ricoeur. ibid. p. 42.

Cet exercice vise surtout à faire coïncider une méthode "consciente" de déchiffrement avec le travail "inconscient" du déchiffrement (7). Un tel exercice est-il applicable à l'historiographie? Existe-t-il, dans l'écriture de l'histoire, un travail "inconscient" de déchiffrement? C.-O. Carbonell le pense, lorsque dans son étude sur les historiens français des années 1870, il écrit:

L'essentiel de l'alchimie verbale à laquelle les historiens se livrent consciemment ou inconsciemment (mais, dans ce dernier cas, le langage dévoile le sens d'un discours dont l'auteur ignore les cohérences cachées et l'unité souterraine) consiste à fondre deux images opposées -- celle de l'Allemand et celle du Communard -- en une seule, source de toutes les répulsions. (8)

Ce mot, "répulsions", contient en lui tout ce travail inconscient de déchiffrement, puisqu'il apparaît incontestable à ces historiens que le travail qu'ils effectuent est bien une relation de la vérité et non un parti-pris partial, qu'ils respectent les règles qu'on dirait aujourd'hui épistémologique de leur métier d'historien. Mais plus encore, le mot "répulsions" ne fait pas que dénoter la présence incongrue d'un affect négatif qui n'a rien à voir avec la connaissance historique (le savoir), mais toute une cohérence d'un autre type qui, comme l'explique encore Carbonell, en arrive à recouvrir toute la "cohérence logique" qui est, comme nous l'avons vue précédemment, la base de l'intelligibilité de l'histoire. Le "positivisme" de ces historiens est ainsi renversé par le mythique:

La vérité importe peu lorsqu'il s'agit de répandre des idées simples : la cohérence logique n'est pas nécessaire si une autre cohérence la recouvre, celle des rapprochements faciles et immédiats, celle des relations superficielles, donc visibles, celles des apparences qui trompent mais qui s'imposent d'emblée avec une force persuasive bien plus efficace que les analyses érudites.

Ainsi, bien que distinctes par les natures profondes, les essences, auxquelles elles renvoient, les deux images du Communard et de l'Allemand se rapprochent jusqu'à se confondre.

(7) P. Ricoeur. ibid. p. 42.

(8) C.-O. Carbonell. op. cit. p. 486. Un phénomène identique se produit lorsque Bainville associe l'invasion étrangère avec les "révolutions de Paris".

L'anormalité de l'un (le Communard) et l'animalité de l'autre (l'Allemand) les rendent complices du même crime contre la France. Ce n'est pas un hasard que la guerre civile succède à la guerre étrangère car l'insurgé prend le relais de l'envahisseur. Il n'est donc point étonnant qu'ils commettent les mêmes actes. (9)

Voilà ce qui nous amène à considérer qu'effectivement, le texte d'histoire dit plus que ce qu'il énonce. Avec Marx, on pouvait penser que l'historien parlait également au nom de sa classe, celle dont il était le produit aussi bien que celle à laquelle il revendiquait son appartenance. Avec Nietzsche, on pouvait penser par contre que l'historien "rebarbarisait" par "excès de savoir" une vie qui devait faire large place au spontané. Avec le temps, le marxisme a voulu faire de l'histoire une "science exacte" tandis que les héritiers de Nietzsche ont poussé le vitalisme de leur maître jusqu'à une dépossession généralisée du passé qui n'ouvrait pas une porte sur la vie, mais plutôt sur la mort.

Mais le travail de l'herméneutique peut nous entraîner encore plus loin. Déchiffrant la "région des expressions à double sens", "le problème de l'interprétation désigne réciproquement toute intelligence du sens spécialement ordonnées aux expressions équivoques : l'interprétation c'est l'intelligence du double sens" (10). La philosophie de l'histoire risque donc d'investir grandement ces "expressions équivoques" alors que l'épistémologie s'occupe de la logique et que l'idéologie s'occupe de la morale de l'historiographie. L'historiographie, si elle diverge de par sa nature aux anciens mythes utilisés par les peuples passés, continue d'assurer une même fonction sociale que ceux-ci. Comme les mythes, l'historiographie vise à répondre aux questions fondamentales que se posent les peuples : comment se situer dans le monde; la recherche de ses origines; l'accomplissement de son devenir. Dans un uni-

(9) C.-O. Carbonell. ibid. p. 492.

(10) P. Ricoeur. op. cit. p. 18.

vers où l'information "objective" manquait et où le poids de ces questions pesait sur la conscience collective, les mythes offraient une cohérence de la représentation que l'histoire semble désormais pouvoir offrir, la vérité "neutre" en prime. Au niveau de l'individu, Freud a reconnu un rôle semblable aux rêves. Pour lui, les mythes tenaient, au niveau collectif, la même fonction que le rêve au niveau individuel. C'est ici que se précise le lien privilégié entre l'herméneutique et la psychanalyse:

Dans la vaste sphère du langage, le lieu de la psychanalyse se précise : c'est à la fois le lieu des symboles ou du double sens et celui où s'affrontent les diverses manières d'interpréter. Cette circonscription plus vaste que la psychanalyse, mais plus étroite que la théorie du langage total qui lui sert d'horizon, nous l'appellerons désormais le "champ herméneutique"; nous entendrons toujours par herméneutique la théorie des règles qui président à une exégèse, c'est-à-dire à l'interprétation d'un texte singulier ou d'un ensemble de signes susceptibles d'être considéré comme un texte. (11)

Le mythe, comme l'histoire aujourd'hui, deviennent porteurs de symboles. Quelle définition donner du symboler? Pour l'historien Alain Besançon, celle de Ferenczi apparaît la plus utile:

Entre toutes les paraboles, allégories, images dont se sert une culture, il faut réserver le nom de symbole aux représentations investies dans la conscience d'une affectivité apparemment non fondée et logiquement inexplicable, mais dont on peut établir qu'elle est due à une identification inconsciente avec une autre représentation à laquelle appartient le surcroît d'affectivité. Entre toutes les images, seule est symbolique celle dans laquelle un des membres de l'équation imaginaire se trouve présent dans l'inconscient. (12)

L'affect et l'inconscient sont donc les deux conditions pour qu'un double sens puisse vraiment être considéré comme ayant valeur symbolique. Mais s'il semble évident, à propos du mythe, qu'il y a valeur symbolique, peut-il en être de même pour l'histoire? Alain Besançon répond oui:

(11) P. Ricoeur. ibid. p. 18.

(12) A. Besançon. op. cit. p. 91. De ce fait, l'historiographie retrouve sa dimension artistique si, comme Freud, on entend par l'art, "une réalité admise par convention, dans laquelle, à la faveur de l'illusion artistique, symboles et formations substitutives doivent susciter des affects réellement existants. A ce titre, il forme un royaume intermédiaire entre la réalité qui oppose son déni au désir, et le monde imaginaire qui remplit le désir..." cité in P. Kaufmann. Psychanalyse et théorie de la culture, Paris, Denoël-Gonthier, col. "Médiations" # 118, 1985, p. 73-74.

L'histoire, comme le rêve, est une réalisation de désir; c'est pourquoi les hommes y entrent et, selon les vieux mythes, y tombent. Les faits sociaux sont érotisés (13). L'âme s'engage entière, joue les scénarios actuels comme si elle répétait les scénarios infantiles avec la même énergie, si minces soient objectivement certains enjeux de la vie historique. Ils sont investis. C'est l'investissement qui donne à l'événement sa force et dignité d'événement, gouverne la perception qu'en ont les hommes, oriente leur conduite. Toute analyse rationnelle des motifs et des buts laisse un surplus inexplicé, et si on ne tient pas compte de la doublure psychique de toute histoire humaine, celle-ci apparaîtra comme le conte absurde plein de bruit et de fureur, raconté par un idiot : comme est le cauchemar tant que la logique du désir n'y a pas été reconnue. (14)

Ne serait-ce pas là l'origine de cette "fringale malade" pour ce besoin de "synthèse complète" dont parlait Henri Berr (15)? Cette fringale ne serait-elle pas ce besoin de déchiffrer "la logique du désir" contenue dans l'histoire, la seule capable de pourvoir de sens un amas d'expériences souvent trop douloureuses et qui n'ont pas d'autre apparence que celle de l'absurdité lorsqu'on les regarde d'un peu loin?

En fait, l'utilisation de la psychanalyse dans l'étude de l'historiographie vise surtout à déchiffrer "le rapport de l'homme au temps" (16) et il est paradoxal que l'historien, lui-même entraîné à chercher le double sens de ce que contiennent ses sources premières, rejette depuis si longtemps l'apport de la psychanalyse. Outre Besançon, seul Philippe Ariès a osé dire ouvertement qu'il fallait "psychanalyser les documents" et que cette "psychanalyse historique ne se limite pas à un certain genre de faits. Les faits politiques, diplomatiques, militaires, n'y échappent pas" (17), et Ariès est l'un des premiers à vouloir employer le concept d' "inconscient collectif" dans l'étude de l'histoire (18).

(13) Sur l'érotisation du social, voir plus loin, à propos de Bastide.

(14) A. Besançon. ibid. p. 90.

(15) Voir supra p. 171.

(16) A. Besançon. ibid. p. 102.

(17) P. Ariès. op. cit. p. 308.

(18) P. Ariès. Essais sur l'histoire de la mort en Occident du Moyen Age à

Mais comment décrire cet inconscient collectif, et quel(s) rapport(s) entretient-il avec l'inconscient individuel, celui "découvert par Freud comme lieu des refoulements, des interdits, des frustrations et des désirs se-

nos jours, Paris, Seuil, col. "Points-Histoire", # H31, 1975, p. 236.

Ariès est, effectivement, l'un des seuls historiens français contemporains à croire en la possibilité d'un rapprochement entre histoire et psychanalyse. Ailleurs, Claude Nicolet par exemple, peut bien reconnaître l'importance du psychique dans la réception du discours politique, mais elle l'écarte d'emblée de la compréhension de l'idéologie contenue dans le discours : "Il s'agit toujours en quelques sortes d'apprécier, au niveau de l'individu et des groupes sociaux, la réception consciente ou inconsciente d'un discours, son degré de pénétration. Mais cela n'apporte rien, ou presque, à la compréhension de cette idéologie elle-même" (in op. cit. p. 13). Mais la réception et le degré de pénétration d'un discours dépend justement des références affectives qui y sont évoquées. Si la dimension "inconsciente" est banalisée, on se départit d'une voie importante de l'intelligibilité du politique. C'est ce que Mme Nicolet fait lorsqu'elle écrit plus loin : "En d'autres termes, si la politique est bien évidemment un langage, ce langage, comme tout autre, doit servir non seulement -- je le veux bien -- à révéler un "inconscient" dont je n'attends, à vrai dire, pas grand chose, mais encore à "articuler" une série d'idées aussi conscientes que possible" (ibid. p. 13-14). Mme Nicolet devrait plutôt déplacer ses guillemets afin d'en encadrer son usage de la longue durée lorsqu'elle rassemble républicains de la République romaine et républicains de la Troisième République française dans une seule et même durée, et laisser l'inconscient révéler ce qu'il a à dire.

Un autre exemple des limites qu'entraîne le refus de l'inconscient dans l'étude des mentalités et des représentations est donné par le livre de Maurice Agulhon, Marianne au combat. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1789 à 1880, dont la position envers la psychanalyse et l'inconscient est à peu près la même que celles de Le Goff et de C. Nicolet. Ainsi écrit-il à propos de l'idée du "sexe des Nations": "A suivre cette piste, on voit les belles promenades que l'on se promettrait dans la forêt des méditations socio-psychanalytiques. Nous avons ne pas trop y croire, craignant que l'application au collectif de catégories de la psychologie individuelle ne mène à l'erreur de prendre des métaphores pour des réalités. Restant au niveau des connaissances les plus avérées en la matière (sic!), nous rappellerons seulement que le XIX^e siècle a été marqué par une extrême inégalité entre les sexes, un très grand mépris de la femme, et que, dans cette époque qu'on dirait aujourd'hui "phallocrate", la personnification de la République en Marianne était plutôt pour elle un handicap..." (in op. cit., Paris, Flammarion, 1979, p. 236). A lire de près le livre de Agulhon, on serait tenté de dire ce que Marrou écrivait, fort injustement d'ailleurs, à propos d'un livre de Ferdinand Lot : "On a rarement vu pareille incompréhension de son sujet par l'historien"...

Considérons d'abord "le sexe des Nations". Bien sûr, les Nations n'ont pas de sexes, mais c'est la nation comme principe qui se charge d'affects, et de toujours, on lui a prêté ceux élaborés généralement autour de la Mère au sein de la famille occidentale (et non de la femme). Comme l'imaginaire de la bonne Mère veille toujours à rappeler les qualités

crets, niés ou non réalisés de chaque être? La question du ou des rapports attire d'abord notre attention. Il y aurait, selon Roger Bastide, une inter-pénétration du social et de l'individuel par l'interpénétration des conscien-

nourricières de celle-ci, appliquée à la nation, l'imagen vise à présenter celle-ci comme nourricière de son peuple en allant réveiller les pulsions premières de l'enfance. Il n'y a pas de Nations mâles ou femelles, il y a des Nations-Mères, des Mères-Patries.

Par ce rôle primordial de nourricière, la Mère est une femme transformée, si par son sexe elle le demeure, sa fonction protectrice et aimante en fait un être "sublimé". Il en est de même pour la nation. Mère mais non femme. Il devient alors problématique de voir surgir une autre figure féminine contester ou bien vouloir s'assimiler le rôle de Mère : c'est le cas de Marianne. Il y aura lutte affective, dans l'inconscient collectif français des XIX et XX^e siècles pour que Marianne, la République, en viennent à se vêtir des attributs de la France, la Mère Patrie. D'une part, il faut relever l'acharnement avec lequel les républicains tentèrent d'assimiler "naturellement" France et Marianne, comme le disait en 1878, le ministre de l'Intérieur De Marcère : "La France a voulu la République... la France est la République, mais que précisément parce qu'elle a gagné et qu'elle va faire l'unanimité des Français, la République française ne pourra plus s'identifier à un parti..." De fait, De Marcère se trompait sur toute la ligne, car le travail du discours de la droite s'emploiera dès lors à accentuer la non identité désirée en soulignant que Marianne, la République, n'est pas la France pas plus qu'elle est Mère, mais une femme, avec tout ce que cette association comporte de "phallocratie". Eugen Weber cite, par exemple, "L'Illustration" du 21 juillet 1934, "dont aucune famille bien pensante n'aurait voulu se passer, écrivait de la République : "Elle est femme et, comme certaines femmes, sans doute ne déteste-t-elle pas être malmenée à l'occasion" (op. cit. p. 389). D'ailleurs, cette incapacité de Marianne d'accéder à la figure maternelle est parallèle à celle de l'Assemblée d'accéder à la figure paternelle. Ainsi, en février 1934, la revue non-conformiste "Ordre Nouveau" (à laquelle participe Daniel-Rops) écrivait : "Il n'y a plus de politique; il n'y a que des politiciens, six cents bavards soit inconscients, soit trop malains, toujours impuissants. Elire un député signifie trop souvent aujourd'hui donner l'immunité parlementaire à un escroc, un receleur, un dangereux imbécile" (cité in J.-L. Loubet del Bayle. op. cit. p. 199). Enfin, les mises à jour régulières du buste de Marianne au profil d'une vedette montre qu'elle n'a toujours pas accédé à cet idéal maternel. Si Brigitte Bardot ou Catherine Deneuve peuvent prêter leurs figures à la République, elles ne peuvent prétendre vraiment la symboliser comme "Mère".

Agulhon dit "ne pas trop y croire" à l'apport de la psychanalyse, mais pourquoi faudrait-il "croire" en une socio-psychanalyse? Pourquoi devrait-elle relever plus spécifiquement du champ de la foi plutôt que de celui de la connaissance? De même, ose-t-on dire "croire" en la sociologie? en l'économétrie? en la démographie? Pourquoi Freud resterait-il matière de croyance alors que Marx ou Raymond Aron sont discutés comme ils le doivent, en intellectuels faillibles mais scientifiques?

Enfin, le plus triste consiste à dire qu'il ne faut pas prendre des métaphores pour des réalités. A cela René Rémond avait déjà répondu,

ces les unes dans les autres. Louis Dermigny, dans son étude de psychologie collective du peuple américain, résume assez bien la thèse de Bastide:

Toute société est plus ou moins érotisée, c'est-à-dire que le sexuel et le social s'interpénètrent constamment en elle, de même qu'interfèrent l'individuel et le collectif : il y a simultanément "désexualisation" du sexuel en social et sexualisation du social. Elle tend vers l'équilibre lorsque transferts et échanges entre les "institutions" (ou les formes coutumières) et les personnes s'opèrent avec une réciprocité suffisante et que d'autre part, la balance est à peu près égale entre les représentations et les influences masculines et féminines. (19)

L'inconscient collectif serait donc comme la dimension collective que l'on retrouve à l'intérieur de chaque inconscient individuel, un bagage commun de refoulés et d'interdits qu'une communauté précise partage individuellement. Pour Bastide, cette définition peut sembler s'opposer à celle de Freud qui "fait sortir le social du libineux", mais pour lui, il s'agit là plutôt d'une confusion entre l'utilisation de la pensée symbolique avec sa nature (20).

Mais pour un historien psychanalyste comme Besançon:

...c'est sur l'existence des traces mnésiques situées à l'intersection de l'individu et de la lignée que Freud fondait la possibilité d'une psychologie sociale et d'une psychanalyse historique : "En admettant que de semblables traces mnésiques subsistent dans notre hérédité archaïque, nous franchissons l'abîme qui sépare la psychologie individuelle de la psychologie collective et nous pouvons traiter les peuples de la même manière que l'individu névrosé". (21)

bien avant la publication du livre d'Agulhon, qu'en politique "ce qui est tenu pour vrai n'est pas moins important que ce qui l'est objectivement, surtout en matières d'idées politiques" (op. cit. p. 234) et "ce qui est tenu pour vrai" réside souvent ailleurs que dans le champ de la conscience. Ce n'est pas la nature de la métaphore qui la rend moins réelle. Si Agulhon lui-même ne le pensait pas, son livre n'aurait aucune raison d'être puisqu'il s'agirait de l'histoire d'une mystification! C'est ce réel bien tangible que le refus d'utiliser la psychanalyse nous empêche souvent de saisir dans l'historiographie française actuelle, même celle qui serait le plus susceptible de s'en servir, celle des mentalités.

- (19) L. Dermigny. U.S.A. Essai de mythologie américaine, Paris, P.U.F., 1956, p. 66.
- (20) R. Bastide. Sociologie et psychanalyse, Paris, P.U.F., col. "Bibliothèque de sociologie contemporaine", 1950, p. 269.
- (21) A. Besançon. op. cit. p. 23. Besançon cite ici Moïse et le monothéisme de Freud.

Bastide a étudié, pour sa part, les cas de sociétés primitives tels que rapportés par l'anthropologie. Ici encore, on part de la confrontation du rêve et du mythe pour saisir la relation entre l'individu et le groupe:

Mais si cette double perméabilité du monde onirique et du monde mythique, avec leurs échanges de symboles, qui peut... aboutir à modifier le mythe tradition en y faisant entrer le sentiment (dont la base est d'ordre psychanalytique) de la culpabilité, est surtout apparente dans les périodes de crises, il n'en reste pas moins que ces échanges n'étaient possibles que parce qu'ils étaient..., la loi même de toutes les sociétés primitives -- aussi bien dans leurs périodes d'équilibre que dans les autres... Les mythes croissent par additions successives (compensées par les pertes ou les reniements) et les symboles de la libido s'y transforment en symboles sociaux. Ce faisant, ils tendent à changer de fonction; les paroles de l'inconscient deviennent en effet, désormais des paroles de la solidarité collective; ne pouvant plus se lire, de par leur communication à tout un groupe, par référence à un ça individuel, ils ne sont plus compris que par référence à l'organisation sociale. Mais ils garderont naturellement toujours, jusque dans leur nouvel usage, les cicatrices visibles de leur arrachement à la libido.

D'où... les symboles sociaux peuvent pénétrer dans le rêve et par cela même changer de signification; les symboles libidineux peuvent, par le mécanisme même de la pensée onirique, pénétrer dans la culture et par cela même y introduire toute une série d'éléments dont l'interprétation relève du domaine psychanalytique. (22)

L'exemple étudié est, bien sûr, le passage de l'érotisme du jeu sexuel individuel à son contrôle social par le mariage. Mais d'un tel exemple, Bastide en arrive à conclure qu'il y a deux symbolismes, l'un libidineux (individuel) et l'autre social (collectif) et que les deux peuvent devenir le prolongement l'un de l'autre.

Dans Malaise dans la civilisation Freud commence par tracer l'évolution du Moi et la scission qui s'opère entre ses sensations et le monde extérieur, le dehors. De cette scission naîtront les deux principes avec lesquels, durant toute sa vie, l'individu sera appelé à négocier : le principe de plaisir et le principe de réalité.:

(22) R. Bastide. op. cit. p. 248-249 (Souligné par Bastide).

...à l'origine le Moi inclut tout, plus tard il exclut de lui le monde extérieur. Par conséquent, notre sentiment actuel du Moi n'est rien de plus que le résidu pour ainsi dire ratatiné d'un sentiment d'une étendue bien plus vaste, si vaste qu'il embrassait tout, et qui correspondait à une union plus intime du Moi avec son milieu. Si nous admettons que ce sentiment primaire du Moi s'est conservé -- en plus ou moins large mesure -- dans l'âme de beaucoup d'individus, il s'opposerait en quelque sorte au sentiment du Moi propre à l'âge mûr, et dont la délimitation est plus étroite et plus précise. Et les représentations qui lui sont propres auraient précisément pour contenu les mêmes notions d'illimité et d'union avec le grand Tout... (23)

Ce grand Tout étant cette communauté universelle (ou nationale) à laquelle on se sent porté à revenir. Mais ce refus du monde extérieur et ce désir de se l'intégrer à nouveau, que l'on soit d'accord ou non avec Freud sur son interprétation, sert de base à une explication de la pensée symbolique chez l'individu:

La pensée symbolique, c'est celle où le moi se met dans les choses, plus exactement celle où le sujet prête aux choses des significations qui sont celles qu'il y met, inconsciemment; c'est, en somme, l'étape intermédiaire entre l'étape de la fusion enfantine et celle de la distinction, plus idéale que réelle, entre le principe de plaisir et le principe de réalité. (24)

Toute lecture du monde extérieure sera donc d'abord une lecture individuelle, mais en dehors de l'idée qu'on se fait de la société, celle-ci existe bien objectivement et agit envers les individus de la même façon que les individus agissent envers elle. C'est à dire qu'elle met également dans les individus, des significations qui sont siennes, et elle exige d'eux une même fusion tout en devant bien reconnaître que les individus se dérobent à ses désirs et à sa volonté, pour elle aussi s'établit la distinction entre le principe de plaisir et le principe de réalité. Pour elle aussi il y a une pensée symbolique. Rien n'empêche plus désormais ces pensées symboliques d'établir un dialogue:

(23) S. Freud. Malaise dans la civilisation, Paris, P.U.F., col. "Bibliothèque de psychanalyse", 1971, p. 10.

(24) R. Bastide. op. cit. p. 271.

Nous avons vu, à propos des images du rêve, qu'il y avait deux symbolismes, celui de la libido et celui de la société, mais les images offertes par la société peuvent, durant la nuit, descendre dans les remous souterrains du fleuve obscur de la sexualité qui coule au-dedans de chaque individu et changer alors de signification, devenir des symboles sexuels. De la même façon, l'acte de chair est primitivement de la libido, mais comme il unit ce qui est séparé, il peut se transformer en un rite symbolique d'agrégation, en montant d'un plan à un autre, par sa participation, à un moment donné, à une exaltation collective, source, comme Durkheim l'a bien montré, de toutes les valeurs sociales. (25)

D'une part, la société est composée d'individus, de Moi comportant une activité libineuse, une activité qui établit son langage symbolique. C'est ce langage que les individus projettent sur la société. Mais la société est aussi une réalité extérieure qui introjecte ce langage et le projette à nouveau sur les individus assurant ainsi une circulation constante, au niveau symbolique, d's images qui vont de l'un à l'autre. On peut, avec Bastide, se rallier avec la distinction de Gurvitch et considérer qu' "entre la masse, la communauté et la communion, selon le degré de l'intensité de l'interpénétration des consciences les unes dans les autres" (26), le langage symbolique sera plus ou moins intégré, plus ou moins efficace. Les petites communautés (comme les sociétés primitives) accédant plus facilement à la communion profonde que les grandes sociétés de masse, "par suite de la moindre pénétration du social" verront le rôle de la libido ressurgir plus "librement" (27). Chose certaine en tout cas, "des fantasmes, individuels ou collectifs, sont devenus, par leur généralisation, leur transcendance, leur institutionnalisation, "choses sociales" au sens durkheimien du terme" (28). Le sexuel s'est "désexualisé" en social pendant, qu'en même temps, il y avait "sexualisation" du social. Tout cela repose, évidemment sur un équilibre fragile (29).

(25) R. Bastide. ibid. p. 268-269.

(26) R. Bastide. ibid. p. 291.

(27) R. Bastide. ibid. p. 291.

(28) R. Bastide. ibid. p. 254.

(29) Ainsi, une socialisation exagérée du sexuel peut donner un état moral

Reconnaître que la conscience et l'inconscient collectifs sont de même nature que la conscience et l'inconscient individuels desquels ils proviennent, permet d'anticiper que les acquis de la psychanalyse, au niveau individuel, pourront trouver échos au niveau collectif. On peut accepter également le fait que l'historiographie peut être l'une de ces voies privilégiées où le langage symbolique passe du libidineux au social. La quête des origines, l'identité, le devenir possible sont autant de thèmes qui reviennent dans toutes les philosophies de l'histoire et auxquels est chargée de répondre l'historiographie. Pourtant l'histoire et la psychanalyse sont de deux ordres différents. Si Freud s'est intéressé aux mythes et à la littérature, il s'est toujours penché à peu près exclusivement sur la période originelle : Totem et tabou, Moïse et le monothéisme sont des explications de la genèse de la société. Par contre, les historiens ont mis longtemps à inclure la préhistoire et les sociétés primitives dans leur monde. Encore aujourd'hui, cette intégration n'est pas complétée et le préhistorien est plus proche de l'anthropologue, quand ce n'est pas du paléontologue que de l'historien même. Archéologie et téléologie disait Ricoeur : "L'esprit, c'est l'ordre du terminal; l'inconscient, l'ordre du primordial... L'esprit est histoire, l'inconscient est destin" (30). Pourtant, pour Freud, la société, la culture étaient œuvres de l'inconscient:

de puritanisme et de prohibition tellement intolérable pour les individus qu'elle produira une hausse de criminalité : bootleggers de la prohibition (J. Kobler. Puritains et gangsters, Paris, Robert Laffont, 1973), la criminalité sexuelle sous la période victorienne (R. Marx. Jack l'Eventreur et les fantasmes victoriens, Bruxelles, Complexe, col. MS 204, 1987), etc. Ailleurs, une sexualisation exagérée du social conduira non pas à la décadence des mœurs, comme le pense une certaine imagerie, mais à l'émoussement du plaisir -- comme Gide disait que "l'accoutumance émousse la sensation". Il est significatif que les livres de Masters et Johnson et autres rapports Kinsey et Hite sont également des produits de la société de consommation qui, mieux qu'aucune autre avant, a su si bien sexualiser les rapports sociaux et socialiser les rapports sexuels.

(30) P. Ricoeur. op. cit. p. 453.

...la civilisation est un processus à part se déroulant au-dessus de l'humanité, et nous restons toujours sous l'empire de cette conception. Nous ajoutons maintenant que ce processus serait au service de l'Eros et voudrait, à ce titre, réunir des individus isolés, plus tard des familles, puis des tribus, des peuples ou des nations, en une vaste unité : l'humanité même. Pourquoi est-ce une nécessité? Nous n'en savons rien; ce serait justement l'oeuvre de l'Eros. Ces masses humaines ont à s'unir libidinalement entre elles; la nécessité à elle seule, les avantages du travail en commun ne leur donneraient pas la cohésion voulue. (31)

C'est dire, ni plus ni moins, que les liens qui sont à l'origine des collectivités sont des liens érotiques, les mêmes qui donnent naissance au couple domestique, aux collectivités nationales, à l'oecuméné. Il avait déjà écrit quelque chose de semblable dans Psychologie des foules et analyse du Moi (1921, Malaise dans la civilisation est de 1929):

...la foule doit manifestement sa cohésion à un pouvoir quelconque. Mais à quel pouvoir pourrait-on attribuer cet exploit si ce n'est à l'Eros à qui le monde entier doit sa cohésion? ...on a l'impression que, si l'individu isolé dans la foule abandonne sa singularité et se laisse suggestionner par les autres, il le fait parce que le besoin existe en lui d'être avec eux en accord, plutôt qu'en opposition, et donc peut-être après tout de le faire "pour l'amour d'eux" (32)

Est-ce là un résidu de romantisme chez Freud? Sans doute, si on veut en faire une quelconque loi anthropologique. Pourtant, sa vision de l'homme est rien que moins que celle d'un être cruel, loin de se laisser mener par l'Eros:

La part de vérité que dissimule tout cela et qu'on nie volontiers se résume ainsi : l'homme n'est point cet être débonnaire, au coeur assoiffé d'amour, dont on dit qu'il se défend quand on l'attaque, mais un être, au contraire, qui doit porter au compte de ses données instinctives une bonne somme d'agressivité. Pour lui, par conséquent, le prochain n'est pas seulement un auxiliaire et un objet sexuel possibles, mais aussi un objet de tentation. L'homme est, en effet, tenté de satisfaire son besoin d'agression aux dépens de son prochain, d'exploiter son travail sans dédommagements, de l'utiliser sexuellement sans son consentement, de s'appropriier ses biens, de l'humilier, de lui infliger des souffrances, de le martyriser et de le tuer. Homo homini lupus... (33)

(31) S. Freud. op. cit. p. 77.

(32) S. Freud. "Psychologie des foules et analyse du Moi", in Essais de psychanalyse, Paris, Payot, col. "P.B.P." # 44, 1881, p. 152.

(33) S. Freud. op. cit. (1971), p. 64-65.

Freud établit ainsi la dynamique motrice de la civilisation entre la nécessité commandée par l'Eros et l'agressivité humaine:

...la pulsion agressive naturelle aux hommes, l'hostilité d'un seul contre tous et de tous contre un seul s'opposent à ce programme de la civilisation. Cette pulsion agressive est la descendante et la représentation principale de l'instinct de mort que nous avons trouvé à l'oeuvre à côté de l'Eros et qui se partage avec lui la domination du monde. Désormais la signification de l'évolution de la civilisation cesse à mon avis d'être obscure : elle doit nous montrer la lutte entre l'Eros et la mort, entre l'instinct de vie et l'instinct de destruction, telle qu'elle se déroule dans l'espèce humaine. Cette lutte est, somme toute, le contenu essentiel de la vie. C'est pourquoi il faut définir cette évolution par cette brève formule : le combat de l'espèce humaine pour la vie. (34)

Cette lutte est le défi majeur des individus comme des sociétés et est le fond sur lequel se déroule l'échange symbolique dont nous avons parlé tantôt. Elle sera aussi le fond sur lequel s'élabore le message chiffré derrière l'historiographie, ou encore l'écriture de l'histoire comme révélatrice du combat pour la vie que mène une collectivité à travers son historien. Nous nous bornerons donc à faire oeuvre d'herméneutique et non de psychanalyste. On ne peut psychanalyser une société en se servant d'un texte; tenter de le faire en se servant de l'historiographie, il faudrait pour cela se servir de toutes les formes d'historiographies produites en France à cette époque, un peu comme dans l'étude de Carbonell. Il faut surtout bien se garder de faire une addition de psychanalyses individuelles en passant par chaque historien bainvillien. Il faut surtout concevoir comment la psychanalyse peut être une méthode de déchiffrement valable pour un texte comme l'histoire.

"L'humeur philosophique de Freud consiste peut-être en ce délicat équilibre -- ou ce subtil conflit? -- entre la lucidité sans illusion et l'amour de la vie" écrit Ricoeur (35). Probablement est-ce cet équilibre qui a permis

(34) S. Freud. op. cit. (1971), p. 77-78.

(35) P. Ricoeur. op. cit. p. 307.

à la psychanalyse en dehors du carcan philosophique dans lequel Freud l'avait enfermé et permis ainsi d'évoluer vers sa propre destinée. Si dans Au-delà du principe de plaisir, il écrivait que "la mort est le but de la vie" (1920), il avait déjà changé d'opinion quand, en 1929, il écrivait : "C'est simplement le principe du plaisir qui détermine le but de la vie..." (36). Bientôt, ce sera la fuite du déplaisir plus que le plaisir lui-même qui sera ce but ultime de la vie. Pessimiste, conservatiste aussi, parfois teintée de fatalisme, la pensée de Freud peut sembler si près de celle de Maurras qu'elle peut paraître la mieux adaptée pour comprendre son contemporain. Mais il ne faut pas s'écarter. Freud est loin de Maurras à bien des niveaux, ne serait-ce que sur son approche de l'homme. "Freud est de la lignée des penseurs pour qui l'homme est désir avant d'être parole, écrivait encore Ricoeur; l'homme est parole parce que la première sémantique du désir est délire et qu'il n'a jamais fini de redresser cette distorsion initiale" (37). Voilà pourquoi nous préférons parler d' "herméneutique freudienne" plutôt que de psychanalyse dans notre approche de l'historiographie bainvillienne, parce que, d'abord...

...et contrairement aux vues les plus généralement répandues, "la psychanalyse, écrit Freud, n'est pas un art d'interprétation". Qu'est-ce à dire? "L'interprétation se rapporte à un contenu dont il est traité à partir d'un élément particulier du matériel, d'une idée imprévue, d'un acte manqué, etc. Il s'agit au contraire d'une construction, lorsqu'un fragment de la préhistoire oubliée est communiqué à l'analyse de la façon suivante : jusqu'à telle année vous avez été considéré comme possesseur unique et sans restriction de votre mère, puis est venu un second enfant et ce fut pour vous une lourde déception [...]. Vos sentiments envers votre mère sont devenus ambivalents, votre père a pris un nouveau sens, et ainsi de suite." Autrement dit, s'il demeure vrai qu'est essentielle à toute psychanalyse l'investigation biographique, les événements qu'il lui appartient de reconstruire ne sont pas les accidents épisodiques d'un trajet linéaire; ce sont les moments d'une histoire où le sujet se constitue selon les vicissitudes de son rapport à l'Autre... Une investigation biographique, au sens psychanalytique, ne consiste donc pas à restituer la trace d'une "influence" émanant de l'entourage infantile ou des accidents d'une vie. Elle vise à restituer le désir émanant de l'Autre, auquel une vie a reçu pour loi de s'ordonner. Alors seulement pourra se poser le problème psychanalytique de la genèse de l'oeuvre : comprendre comment cette présence, perpétuée au coeur du sujet, du désir qui l'a rivé à l'existence

(36) S. Freud. op. cit. (1981), p. 82 et (1971), p. 20.

(37) P. Ricoeur. op. cit. p. 307.

se trouve convertie en un foyer de création. (38)

Nous ne pouvons faire abstraction de ce "désir émanant de l'Autre" et devons tenter d'en trouver la genèse, ce qui ancre l'historiographie bainvillienne dans ses auteurs, mais cette "construction" restera toujours propre aux bainvilliens tandis que le langage symbolique se propose de l'ensemencer dans un vaste auditoire. Entre ce désir propre aux auteurs et l'insertion partagée de ce désir chez les lecteurs, il y a un espace où l'historiographie dé-lire l'Histoire par une ré-écriture de l'histoire au-delà des documents et témoignages du passé. Le travail d'une herméneutique freudienne fera jaillir de la philosophie de l'histoire, lieu de dé-lire et de ré-écriture, la présence de ce désir, véhiculé par les symboles et tentera seulement après, une "construction" psychanalytique sans laquelle le mystère de l'historiographie bainvillienne resterait un... mystère! La signification, c'est avant tout le sens de l'histoire, le double langage mis à nu, révélé à la conscience. L'interprétation des symboles est suscitée par une...

structure intentionnelle qui ne consiste pas dans le rapport du sens à la chose, mais dans une architecture du sens, dans un rapport du sens au sens, du sens second au sens premier, que ce rapport soit ou non d'analogie, que le sens premier dissimule ou révèle le sens second. (39)

Un exemple pris directement dans l'historiographie étudiée par Carbonell suffira à montrer ce que cela veut dire. Lorsque ces historiens parlent des "Barbares" des Grandes Invasions de la fin de l'antiquité, ils les décrivent moins par rapport à ce que les sources disent (le rapport du sens à la chose, au fait) que par rapport à ce qui a été vécu par ces historiens et leurs contemporains lorsque les présumés descendants de ces "Barbares" ont refranchi le Rhin à nouveau (le rapport du sens au sens). Il y a ici un rapport analogique évident, et bien que l'analogie ne soit pas le seul type de ces rapports, elle demeure le plus courant. Le sens premier ici (les Grandes Invasions) révèle plutôt qu'il ne dissimule le sens second (l'invasion allemande de 1870). Un nouveau lien, ou plutôt un lien d'un type nouveau, différent de celui de la causalité "rationnel-

(38) P. Kaufmann. op. cit. p. 77-78.

(39) P. Ricoeur. op. cit. p. 26-27.

le" ouvre sur le sens de l'histoire; une façon autre d'être avec le temps.

Cependant, si le symbolique est l'exutoire privilégié de l'inconscient, il ne travaille pas que pour lui. Il est une sorte de couloir communiquant entre l'inconscient et la conscience. Le symbole ne vit pas que pour lui, il est en relation constante avec la réflexion, et ce n'est qu'à travers cette relation qu'il peut prétendre à accéder au niveau de la conscience. "C'est le recours de la réflexion au symbole qui rend raison du recours du symbole à la réflexion" (40). Mais la lecture symbolique d'un événement historique a plutôt tendance à le transformer en mythe en le surchargeant de sens, laissant la morale à la réflexion. A première vue, mythes et pensées sont des notions antinomiques, surtout si l'on a en mémoire que la philosophie de l'histoire demeure bien une philosophie, c'est-à-dire un produit de la réflexion et non de croyances (41). Pourtant, avec Ricoeur:

Nous croyions avoir résolu l'antinomie du mythe et de la philosophie en cherchant dans l'interprétation elle-même la médiation entre le mythe et la philosophie ou, plus largement, entre le symbole et la réflexion. Mais cette médiation n'est pas donnée, elle est à construire... (42)

Il y a une construction rationnelle du mythe. Les sens ne se superposent pas n'importe comment aux symboles. Cette raison, c'est "la raison du coeur...", en fait, celle de l'inconscient, principal pourvoyeur du sens latent, des significations des symboles. Par l'historiographie et les sciences sociales, contrairement aux anciennes mythologies religieuses, le symbole n'est plus seulement un récit qui met en relations l'homme avec son (ou ses) dieu(x),

(40) P. Ricoeur. ibid. p. 50.

(41) Peut-être la clé de la transformation habituelle des philosophies en théologies de l'histoire repose-t-elle dans ce symbolique pourvoyeur de symboles-mythes? Même la philosophie de Toynbee, qui se voulait au départ laïque s'est transformée en cours de route en "théologie de l'histoire", théologie très augustinienne d'ailleurs, où les civilisations cèdent le pas devant une autre "espèce" de sociétés, les Eglises universelles-chrysalides!

(42) P. Ricoeur. ibid. p. 62.

mais les rapports de l'homme avec lui-même et avec ses semblables, dans sa propre réalisation individuelle, égocentrique et égoïste, comme la réalisation de sa propre collectivité; temporelle bien que transhistorique; personnelle bien qu'universelle; avec ouverture sur la morale bien qu'axée d'abord sur une finitude immédiate et bien pragmatique. Les symboles, comme mythes de la philosophie de/dans la philosophie de l'histoire sont donc bien les héritiers modernes de l'antique mythologie mais ils en sont différents dans la mesure où ils n'ouvrent plus sur la croyance, mais sur la réflexion (43).

Le symbole devient tel lorsqu'il est porteur d'affect et lié à l'inconscient avons-nous reconnu (44). L'affect, "c'est la forme élémentaire des énergies pulsionnelles" (45) et c'est par sa présence que la fameuse comparaison entre l'histoire et la médecine (46) prend toute son sens. L'historiographie sert à canaliser les charges émotionnelles, réconcilier l'individu avec l'inéluctable social et à compenser les pertes irréparables par des justifications rationnelles. Son efficacité "thérapeutique" n'a de réelle chance que si l'historiographie se donne pour vrai, objective et positive (méthodique), c'est-à-dire que le sens, la signification n'existent pas "à côté" du récit -- comme la morale --, mais bien à l'intérieur, d'une manière indissociable. Le discours de l'histoire n'est pas le lieu des "mots d'esprit", il est lui-même décharge d'affects et d'émotivité. Ainsi, les bainvilliens pourront-ils insister sur la fidélité de leurs récits aux documents jusqu'à écarter toute liberté d'esprit ou de style dans l'écriture de l'histoire. Une mise en garde de Rumilly est significative à ce sujet:

On voudra bien croire que tous les faits, tous les détails, ont été soigneusement vérifiés. Si j'écris, par exemple, que le Père Augier, provincial des Oblats, après ses longs

(43) P. Ricoeur. ibid. p. 46-48.

(44) Voir supra p. 313.

(45) M. de Certeau. Histoire et psychanalyse entre science et fiction, Paris, Gallimard, col. "Folio essais" # 59, 1987, p. 132.

(46) Voir supra p. 112 sq.

démêlés avec le Père Paradis, ne pouvait plus entendre parler du paradis sans sursauter, je rapporte un fait authentique, vérifiable auprès des Pères Oblats d'un certain âge, qui ont connu le Père Augier. Personne ne peut donc croire ou affecter de croire à un calembour.
(H.P.Q.I:iv)

En pensant faire oeuvre sérieuse, en éliminant les "fantaisies" de l'écriture, les historiens font de leur parole une parole médicale, thérapeutique, chargée de soulager la tension des angoisses et inquiétudes à laquelle doit remédier l'historiographie.

Ainsi, l'une des observations les plus judicieuses sur les symboles et leur expression sémantique vient du linguiste Benveniste pour qui "la relation entre ces symboles et ce qu'ils relatent peut se définir par la richesse des signifiants et l'unicité du signifié, ceci tenant à ce que le contenu est refoulé et ne se délivre que sous le couvert des images" (47). C'est ce qui apparaît couramment à la lecture des livres d'histoire : la multiplicité des signifiants pour un nombre relativement limité de signifiés. Les habitués de l'historiographie bainvillienne peuvent déjà entrevoir les quelques signifiés fondamentaux pour toute l'histoire de la France. Quelles que soient les diversités de cette histoire, des origines gauloises à la dévaluation du franc sous Poincaré, tous les signifiants se rapporteront toujours aux mêmes signifiés : l'unité nationale, la perte du roi, l'"affaire d'Allemagne". Dans la relation des affects avec la réflexion, les premiers sont directement portés par les signifiés et la seconde procède par la méditation des signifiants.

Signifiés et signifiants se présentent, par exemple, autour de deux axes caractérisés par une phrase-clé chacun. Le premier est tiré de l'Histoire de France de Bainville et exprime un état de tension à la limite de la défaillance, quand la France, déchirée par les guerres civiles qui accompa-

(47) E. Benveniste. Problèmes de linguistique générale, Paris, Gallimard, col. "Bibliothèque des sciences humaines", 1966, p. 86.

gnent la guerre de Cent Ans, se trouve soudain sous le sceptre d'un roi devenu fou, Charles VI : "La France le garda avec une curieuse sorte de tendresse" (H.F.:91). Ce rapport Mère-Fils implique une touche particulièrement affective entre la nation et le roi, une affection filiale verticale.

A l'opposé, Louis Bertrand intitule la cinquième partie de sa biographie de Louis XIV : "L'homme qui a épousé la France" (L.XIV:325), symbole qui exprime une liaison matrimoniale sinon amoureuse entre la même Mère et le même Fils devenu Epoux, et donc Père du peuple, une affection matrimoniale horizontale. Toute la symbolique affective bainvillienne s'inscrit sur cet axe double, ce qui établit un état trouble dans les relations prêtées entre la Nation (la Mère) et le Roi (le Père); relations qui relèvent moins de la façon dont la monarchie était considérée sous l'Ancien Régime que sur les rapports entre les membres de la famille petite-bourgeoise de la fin du XIX^e siècle.

La psychohistoire nous offre ici une formulation capable de saisir, en partie, la nature du problème soulevé plus haut lorsque, avec Lloyd de Mause, elle cherche à montrer "comment chaque génération de parents et d'enfants produit-elle les problèmes qui constitueront les drames agissant dans l'arène de la vie publique?" (48). Celle-ci répond par la "théorie psychogénésiaque de l'histoire", une "théorie de l'évolution historique par la différenciation psychique" qui "pose au départ que la force essentielle du changement historique ne se situe ni dans la technologie ni dans l'économie, mais plutôt dans les changements "psychogénésiaques" de la personnalité, changements qui se sont produits par l'interaction des parents et des enfants pendant des générations" (49). N'allons pas jusque-là, entendu que l'énoncé de toute

(48) L. de Mause. Les fondations de la psychohistoire, Paris, P.U.F., col. "Perspectives critiques", 1986, p. 37.

(49) L. de Mause. ibid. p. 39.

cette théorie dépasse de beaucoup les limites de notre recherche et contient elle-même sa part de philosophie de l'histoire, mais au-delà de ses prétentions explicatives totalisantes, cette théorie tient compte du fait que la famille est généralement, et "universellement", la première institution sociale à laquelle se confronte, s'insère et trouve sa place chaque individu. C'est elle qu'il aura tendance à reproduire, tant au niveau de ses relations privées que de ses relations publiques. C'est elle qu'il projettera sur la nation, lui donnant les mêmes obligations, lui rendant les mêmes hommages et lui promettant les mêmes obéissances tout en vivant avec elle, de la même façon qu'il a vécu avec sa propre famille, les crises d'identité et d'affirmation. Si l'on considère l'origine petite-bourgeoise de la majorité des historiens bainvilliens et le mode assez répandu alors d'organisation familiale nucléaire qui caractérise le milieu urbain (50), on est en droit de penser que l'historiographie bainvillienne sera l'expression reproductrice des affects et de la façon dont ils sont vécus à l'intérieur de la famille nucléaire bourgeoise et urbaine française à la fin du XIX^e siècle, puisque c'est là le modèle qui semble avoir présidé à l' "entrée dans la vie" non seulement de l'ensemble de nos auteurs, mais aussi de leurs lecteurs (51). Que les symboles bainvilliens expriment un signifié menacé, soit par la décomposition interne qui menace la famille petite-bourgeoise durant l'Entre-deux-Guerres, soit par l'agression externe des nouveaux modèles familiaux ou de relations de couples et que tout cela se superposent sur les "révolutions de Paris" ou "l'agression étrangère", voilà ce qui peut être pensé et entendu d'une bonne part de Français de cette période.

Il est également remarquable que la désagrégation des familles suive

(50) A. Burguière (éd.) Histoire de la famille, vol. 2, Paris, A. Colin, 1986, particulièrement le chapitre 9, et E. Shorter. Naissance de la famille moderne, Paris, Seuil, col. "L'Univers historique", 1977, chapitres 6 et 7.

(51) Voir supra Prolégomènes, I.2.

les deux axes relevés à travers l'historiographie bainvillienne. D'une part, les relations parents-enfants sont de moins en moins soumises à la piété filiale tandis que, d'autre part, les relations de couples sont, elles aussi, régies autant par le concubinage, le divorce civil, voire l'adultère (52). Toutes ces nouveautés menacent les fondements de ce que représente la famille pour la bourgeoisie française au tournant du siècle:

Au coeur du dispositif bourgeois, une famille qui se définit comme le lieu de l'ordre, porteuse d'un modèle normatif puissant où tout écart est considéré comme une dangereuse déviance sociale. Dans ce creuset se forment les valeurs nécessaires à l'accomplissement individuel, fruit des vertus morales qui ont été inculquées au cours d'un long processus de socialisation. (53)

La situation familiale apparaît donc comme un élément essentiel dans la formation de la représentation sociale, et par conséquent, dans ses diverses formes d'expression, y compris l'historiographie. Dans ce creuset ne se forment pas seulement des valeurs et des accomplissements, il se livre surtout le fameux combat de la vie contre la mort, celui sur lequel débouche la pensée freudienne. Tout y est disposé pour qu'on y retrouve les deux axes dont l'historiographie bainvillienne est représentatrice:

Ce qui est horizontalité, la terre, le sol natal, le jardin d'Eden, renvoie à l'image maternelle. Ce qui est verticalité, culture, héritage, création se réalisant dans le temps, histoire en somme, renvoie à l'image paternelle. La question du père ouvre l'histoire. (54)

L'historiographie de cette époque a donc de fortes chances de raconter comment se déroule la lutte de la vie et de la mort autour de cet axe double. La vie et la mort sont "concrétisées", chez Freud, par la théorie des pulsions. Pour lui, "une pulsion serait une poussée inhérente à l'organisme vivant vers

(52) Voir plus loin, mentionnons ici, à titre de références bibliographiques, M. Reinhard. Histoire générale de la population mondiale, Paris, Montchrestien, 1961, p. 422-423 et les chiffres de J.-B. Duroselle. La France et les Français 1900-1914, Paris, Richelieu, 1972, pp. 14 à 18. Voir également le tome 1 de l'Histoire des passions françaises de Zeldin.

(53) M. Ségalen, in A. Burguière (éd.). op. cit. p. 390.

(54) A. Besançon. op. cit. p. 42.

le rétablissement d'un état antérieur", définition dont l'aspect "hérétique" apparaissait à Freud lui-même qui souligne que "cette conception de la pulsion paraît étrange" puisque "nous sommes habitués à voir dans la pulsion le facteur qui pousse vers le changement et le développement" (55). Cette définition provient de son texte de 1920, Au-delà du principe de plaisir où il énonce pour la première fois la théorie des pulsions de mort. Les pulsions de vie sont par contre souvent confondues avec la libido et prennent le nom de pulsions sexuelles (56) ou Eros (érotiques):

Libido est un terme emprunté à la théorie de l'affectivité. Nous désignons ainsi l'énergie, considérée comme grandeur quantitative -- quoique pour l'instant non mesurable --, de ces pulsions qui ont affaire avec tout ce que nous résumons sous le nom d'amour. Le noyau que nous avons désigné sous ce nom d'amour est formé naturellement par ce qu'on appelle d'ordinaire amour et que chantent les poètes, l'amour entre les sexes, avec pour but l'union sexuelle. Mais nous n'en dissociions pas ce qui, outre cela, relève du mot amour, ni d'une part l'amour de soi, ni d'autre part l'amour filial et parental, l'amitié et l'amour des hommes en général, ni même l'attachement à des objets concrets et à des idées abstraites. Notre justification réside en ceci que la recherche psychanalytique nous a appris : toutes ces tendances sont l'expression des mêmes motions pulsionnelles qui dans les relations entre les sexes poussent à l'union sexuelle, et qui dans d'autres cas sont certes détournées de ce but sexuel ou empêchées de l'atteindre, mais qui n'en conservent pas moins assez de leur nature originelle pour garder une identité bien reconnaissable (57).

La libido, comme on l'a vu, devient même le moteur de la civilisation:

La libido s'étaie sur la satisfaction des grands besoins vitaux et choisit pour ses premiers objets les personnes qui y participent. Et, de même que chez l'individu, de même dans le développement de l'humanité entière, c'est l'amour seul qui a agi comme facteur de civilisation, dans le sens d'un passage de l'égoïsme à l'altruisme. Et d'ailleurs, aussi bien l'amour sexuel pour la femme, avec toutes les contraintes qui en découlaient dans le but de ménager ce qui était agréable à la femme, que l'amour déssexualisé pour l'autre homme, amour homosexuel sublimé, qui était lié au travail en commun (58).

(55) S. Freud. op. cit. (1981), p. 80.

(56) Chez Freud, le sexuel ne se confond pas avec le génital.

(57) S. Freud. "Psychologie des foules et analyse du Moi", p. cit. (1981), p. 151-152.

(58) L'amour pour la femme n'est pas toujours aussi "sexuel" ni l'amour ho-

Pour Ricoeur, la véritable découverte de Freud est la théorie des pulsions de mort, Thanatos opposé à Eros, pulsions qui visent à un retour à un état antérieur, "inorganique" que l'être vivant "a dû abandonner sous l'influence perturbatrice de forces extérieures" et qui en feraient "l'expression de l'inertie dans la vie organique" (59). Elles se manifestent à travers une variété d'actions, de compulsions régressives, du masochisme (association de la culpabilité et du plaisir) en passant, bien sûr, par le sadisme et le narcissisme (le rôle du narcissisme est d'ailleurs ambigu). Ces pulsions entrent dans un jeu d'intrications et de désintrication qui sont alliances et conflits entre les deux ordres de pulsions.

Comment les pulsions se manifestent-elles dans l'historiographie? C'est ce que nous examinerons en détail dans la partie de cet ouvrage. Disons seulement que des entités abstraites sont souvent revêtues de caractéristiques individuelles qui en font de véritables symboles (ne parle-t-on pas, par exemple, du "corps" de la nation, de la "psychologie" des peuples, de la double "personne" du roi, etc.?), les historiens transposent, un peu comme n'importe quel auteur peut le faire, les relations qui leurs sont propres et qui se sont développées dans leur vécu. Pour Freud, nous assistons à des cas de pulsions inhibées quant au but et de sublimations.

C'est le processus mentionné un peu plus haut où "les liens affectifs tendres apparaissent de toute façon comme l'expression de tendances qui n'ont pas pour but le sexuel, même s'ils sont issus de tendances qui, elles, l'ont eu" (60). Dans le cas qui nous occupe ici, ce serait un détournement du sexuel vers le culturel, mais "ces pulsions inhibées quant au but conservent toujours encore quelques-uns des buts sexuels originels; même le fidèle plein

mosexuel aussi "sublimé" que peut le laisser croire cet extrait.

(59) S. Freud. "Au-delà du principe de plaisir" op. cit. (1981), p. 80.

(60) S. Freud. "Psychologie des foules et analyse du Moi", ibid. (1981), p. 210.

de tendresse, même l'ami adorateur, cherche la proximité corporelle et la vue de la personne qui n'est plus désormais aimée" (61). Il peut s'agir d'un début de sublimation suppose Freud, mais on peut aller plus loin aussi:

Les pulsions sexuelles inhibées quant au but ont sur les non inhibées un grand avantage fonctionnel. Comme elles ne sont pas susceptibles d'une satisfaction totale à proprement parler, elles se montrent particulièrement capables de créer des liens durables, alors que les pulsions directement sexuelles perdent chaque fois de leur énergie du fait de la satisfaction et sont forcées d'en attendre le renouvellement par recharge de la libido sexuelle, à l'occasion de quoi l'objet peut, entre-temps, être changé. Les pulsions inhibées sont susceptibles de se mélanger, selon toutes les proportions possibles, avec les pulsions non inhibées, et peuvent se retransformer à rebours en celles-ci, tout comme elles en sont issues... Et même, la formation de tels liens affectifs, tout d'abord dépourvus d'intention, ouvre directement une voie, souvent parcourue, menant au choix d'objet sexuel. (62)

La sublimation est du même ordre:

La sublimation des instincts constitue l'un des traits les plus saillants du développement culturel; c'est elle qui permet aux activités psychiques élevées, scientifiques, artistiques ou idéologiques, de jouer un rôle si important dans la vie des êtres civilisés. (63)

Les pulsions inhibées quant au but et la sublimation peuvent se rejoindre favorablement dans l'oeuvre intellectuelle (ou artistique) puisque le détournement et le dépassement permettent à l'inconscient d'engager un dialogue à travers le langage symbolique qu'il ne pourrait entretenir autrement.

Mais l'historiographie présente un problème structurel qui embrouille encore plus les choses. Comment distinguer la part de l'inconscient qui relève des temps passés de celle de l'inconscient contemporain de l'historien? Les études récentes sur les mentalités passées ont montré, par exemple, que le Moyen Age européen avait été beaucoup moins catholique que ne l'avait enseigné une historiographie issue des congrégations religieuses (64), et qu'A-

(61) S. Freud. "Psychologie des foules et analyse du Moi", ibid. (1981), p. 211.

(62) S. Freud. ibid. (1981), p. 211.

(63) S. Freud. op. cit. (1971), p. 47.

(64) Voir J. Delumeau. Un chemin d'histoire, Paris, Fayard, 1981, 288 p.

thènes s'avérerait beaucoup moins démocratique ne l'avait laissé sous-entendre quelque livre de la République (65)? Et comment ne pas se demander si le paganisme que nous attribuons au Moyen Age et le peu d'intérêt pour la démocratie de la part des Athéniens ne reflètent pas plus notre agnosticisme et notre dépolitisation plutôt que les événements et les faits d'époque? Comment distinguer le jeu des pulsions qui anima les hommes et les sociétés des temps passés de celui qui anime les nôtres? C'est établir ici un doute perpétuel avec lequel, pourtant, il faut avancer.

Avec l'historiographie bainvillienne, il faut reconnaître que la distinction entre le jeu pulsionnel des historiens et celui d'une synthèse qui couvre une période si longue est facilement repérable. Il s'agit de considérer les pulsions prêtées à la France, à ses Rois et à son Peuple au cours des siècles sont beaucoup plus les pulsions que les historiens vivent à leur époque et qu'ils prêtent à la France, à son gouvernement et à ses habitants au moment où leurs livres sont écrits. La France, le Roi et le Peuple sont beaucoup plus des symboles que des réalités objectives et tangibles. Faire une lecture herméneutique de l'Histoire de France de Bainville permet d'accéder aux pulsions qui animent l'historien devant ces entités (qui sont par le fait même les siennes) et les pulsions que ces entités sont sensées déployer envers lui, situation à première vue paradoxale, mais qui élève le combat entre principe de plaisir et principe de réalité au-delà des enjeux affectifs individuels, mais détourné, "sublimé" dans un combat épique national. L'historiographie sert en même temps de thérapeutique et rend possible une réconciliation avec son époque, antérieurement rejeté, mais qui se trouve ainsi innocenté d'une situation qu'elle a héritée plutôt que causée (66). L'historiogra-

(65) M.-I. Finley. Démocratie antique et démocratie moderne, Paris, Payot, col. "P.B.P." # 271, s.d., 182 p. en particulier l'introduction de P. Vidal-Naquet.

(66) W. Keylor in op. cit. p. 305 note qu'à la fin de sa vie, Bainville aurait eu des tendances à vouloir se rapprocher du régime : "There were

phie devient une consolation devant une vaine attente d'une promesse future. C'est peut-être pour ça que, devant l'attente prolongée des maurrassiens et l'impossible restauration, c'est l'historiographie qui ait été leur dernière activité vraiment dynamique.

Quoi qu'il en soit, c'est du conflit entre désirs et réalité qu'est jaillie cette historiographie (comme n'importe quelle oeuvre culturelle) et le point le plus évident, c'est la névrose obsessionnelle qui paraît des textes bainvilliens et semble répéter inlassablement une même situation d'angoisse. Ce sera notre point de départ dans notre herméneutique de l'Histoire de France.

Mais le plus difficile restera toujours comment l'historiographie bainvillienne répond à une dimension de la conscience historique collective, loin d'être le produit d'un psychique limité à quelques individus. On peut bien accepter que c'est la structure familiale qui a engendré dans l'esprit de quelques intellectuels une telle structure historiographique, mais comment montrer que cette structure a eu un impact sur une partie (même importante) de la collectivité? Le rayonnement de la collection, la réputation du nom de Bainville, le nombre de livres vendus (qui laisse suggérer à peine le nombre de livres lus!) sont des indices extérieurs, mais la cohésion mentale et intellectuelle semble définitivement nous échapper. Avant d'aller plus loin, commençons par bien examiner ce qu'est le contenu latent de l'historiographie bainvillienne.

those who interpreted the publication of La Troisième République as the author's tardy effort to make his peace with the regime". Keylor semble se rallier à cette hypothèse, pour ma part, le lourd pessimisme qui termine ce livre me suggère une paix bien triste qui se rapproche plus de la résignation que de la réconciliation.

Chapitre I

HERMENEUTIQUE FREUDIENNE DE L'HISTORIOGRAPHIE BAINVILLIENNE

...où le coeur prend souvent plus de part que l'esprit, rien n'est simple. Les aspects de cette "liturgie" nationale risquent d'être nombreux et de pousser des racines loin dans l'inconscient. Il en va ici, pourrait-on dire, comme pour une histoire d'amour : allez donc tout expliquer et tout justifier en fermes raisons! Et le caractère collectif... n'est pas non plus de nature à aplanir les difficultés.

BRUNO HEBERT
Monuments et patrie, p. 13.

I.1 Un cas de névrose obsessionnelle.

Le lecteur attentif aura sans doute remarqué que l'Histoire de France est conçue autour de quelques idées simples -- deux ou trois -- qui reviennent continuellement d'un chapitre à l'autre; d'une interprétation d'un fait à l'autre. L'ennemie héréditaire, l'Allemagne; la nécessité d'un retour à la monarchie; la décadence comme aboutissement de la révolution. . non seulement ces idées sont remâchées par Bainville, mais tous les auteurs bainvilliens les reprennent inlassablement d'un livre à l'autre. C'est l'historicité, c'est-à-dire ce qui leur rend l'Histoire de la France intelligible et c'est l'idéologie, la fameuse loi de répétition historique, mais pourtant, l'une et l'autre, l'historicité et la moralisation, la causalité et les lois de l'histoire ne relèvent pas de la même dimension de la conscience historique ou de la représentation sociale de l'histoire ni ne jouent une même fonction à l'intérieure de la philosophie de l'histoire. Entre les deux, il est clair qu'il y a une distance qui s'est établie, un champ où se manifestent des éléments qui ne sont assimilables ni à la logique pas plus qu'à la morale de

l'histoire.

Pour pénétrer ce champ plus en profondeur, nous devons nous engager dans la répétition même de ces idées et la raison de leur continuel retour dans le livre. Cela est possible parce que, d'abord, nous connaissons déjà le tenant (la triple unité de l'histoire) et que l'aboutissant est célèbre (la loi de répétition historique). Nous savons que ces dimensions de l'imaginaire et de l'idéologique s'articulent autour d'une dimension intermédiaire et qu'ils sont les pôles de ce qui se manifeste à travers toute la conscience historique.

Répétition. Mais l'histoire ne se présente-t-elle pas toujours comme rien qu'une répétition des mêmes situations et des mêmes gestes? Une répétition à laquelle la psychanalyse n'a jamais été insensible si on en croit Alain Besançon:

On dirait que le désir, qui monte des profondeurs de l'homme, monte des profondeurs du temps. Freud... fait d'un crime oedipien la répétition d'un crime antérieur de plusieurs siècles qui répète à son tour le meurtre du père primitif perdu et retrouvé dans la nuit des temps. Par une rotation des axes, ce qui s'inscrit sur l'horizontale synchronique s'inscrit aussi sur la verticale diachronique. C'est bien ce qui se passe dans le psyché de l'individu, où la motion pulsionnelle entraîne avec elle l'ensemble des pulsions refoulées... En va-t-il de même en histoire? On constate, certes, la persistance d'images historiques qui ont l'air, en effet, de résister indéfiniment à l'oubli, comme si le deuil de Jeanne d'Arc ne pouvait jamais prendre fin... Mais ce serait se mettre dans une situation peu tenable que de voir dans la répétition historique un phénomène d'hérédité ou de mémoire. S'il y a répétition, c'est que l'homme ne change pas dans son désir, que chaque génération reproduit peu ou prou la même demande, que l'histoire, telle qu'on s'en souvient, fournit à volonté des scénarios tout prêts à être rejoués; chaque culture en tient un répertoire, se définit peut-être par ce répertoire. De même que la religion peut dispenser le malade de se créer une névrose personnelle, de même l'arsenal historique permet une économie d'imagination. (1)

(1) A. Besançon. op. cit. p. 38-39.

Et si la répétition nous apparaît aujourd'hui si inacceptable, c'est que nous avons tous reconnu pour vrai cette image évolutive du temps qui nous conduit, par le progrès, vers une société meilleure. Pourtant, la philosophie d'un Spengler, contemporain de Freud contenait ce "sentiment répétitif de l'histoire que la psychanalyse (avait) en sympathie" (2):

...dans le temps régulier de l'histoire, la psychanalyse est attentive à l'une des deux composantes du devenir historique, la répétition qui a été perdue de vue, depuis longtemps, au profit de l'évolution. S'il est vrai que les hommes font de l'histoire un cadre où rejouer leurs monotones conflits, elle est aussi théâtre et représentation. Elle doit assurer de génération en génération la mise en scène des mêmes drames, à la façon des littératures qui produisent plusieurs "Amphitryon". C'est pour les hommes une nécessité intérieure d'aménager l'évolution de telle sorte qu'elle apparaisse comme la répétition du même et que dans le flux où rien ne se répète tout aille comme si tout se répétait. Si chaque culture construit un système défensif imparfait, voué à terme à l'échec, au renouvellement, la répétition est l'effet des névrotiques, du névrotique, du malaise essentiel de la civilisation. (3)

Mais en quoi la répétition est-elle le signe d'une névrose?

La névrose se définit par la fixation de la libido dans des images stéréotypées qui gênent l'adaptation spontanée et souple de l'individu à la vie dynamique, sans cesse changeante, qui ne permettent pas par conséquent de répondre par un comportement approprié à la diversité des multiples situations sociales. Réciproquement, la libido que nous avons vu s'inscrire dans le social, sous la forme des projections de symboles ou de rationalisations, s'inscrit dans les couches les plus institutionnalisées et les plus traditionnelles, en dessus du grand courant de la vie sociale. (4)

Ce serait là ce refus de l'Histoire qu'Ariès reprochait à l'historiographie bainvillienne. Le couple fixation/répétition inscrit la composante cyclique de l'histoire à l'intérieur de la définition de la névrose.

Et la répétition deviendrait plutôt une obsession. Le mot, en tout cas, n'est pas absent du texte bainvillien. Dès l'époque de la Grande Guerre

(2) A. Besançon. ibid. p. 99.

(3) A. Besançon. ibid. p. 98-99.

(4) R. Bastide. op. cit. p. 291.

lorsque Bainville rédigeait l'avant-propos de son Histoire de deux peuples, il écrivait qu' "une idée domine ce livre. Nous pouvons même dire qu'elle nous a obsédé..." (H.D.P.:5). Il s'agit, bien sûr, de celle de l'Allemagne comme ennemie héréditaire. De la même façon, la nécessité du retour à la monarchie se manifeste chez Louis Bertrand qui nous raconte longuement comment sa biographie de Louis XIV lui a été inspirée par une statue équestre du monarque : "Depuis Montpellier cette grande figure m'obsédait..." (L.XIV:15). Le terme est on ne peut plus clair.

Cette obsession n'est pas que théorique ni rhétorique. Elle est profondément sentie dans l'historiographie bainvillienne. Elle en marque, d'une manière ou d'une autre, presque chaque page. L'obsession que l'unité est menacée est aussi ressentie comme une menace contre l'intelligibilité même de l'histoire, car advenant une brisure de l'intelligible, ce qui est déjà présent à travers la fameuse rupture de la logique de l'histoire de la France post-révolutionnaire, ce serait vécue comme une perte de raison, une folie pure. Dès lors, nous glissons d'un champ à un autre, de celui du rationnel à celui de l'irrationnel; de la logique à l'illogique, et plus on avance dans le temps de l'Histoire de France, plus l'auteur tend à glisser sur cette pente.

L'obsession menaçante apparaît d'abord comme une menace normale, inscrite dans la nature géographique de la France:

La figure de notre pays est fort défectueuse à d'autres égards. Du côté du Nord et de l'Est, la France a une mauvaise frontière terrestre qui l'expose aux invasions d'un dangereux voisin. De plus, Flandre, Allemagne, Italie, Espagne, l'inquiètent, la sollicitent, l'écartèlent presque. Si elle possède l'avantage unique de communiquer avec toutes les mers européennes, elle a, en revanche, des frontières maritimes trop étendues, difficiles à garder et qui exigent un effort considérable et un choix pénible, l'Océan voulant une flotte et la Méditerranée une autre. (H.F.:10 souligné par moi, j.-p. c.)

Elle devient ensuite une affaire strictement humaine, donc plus dangereuse:

Le Plantagenet se trouvait à la tête d'un royaume qui comprenait, avec son domaine angevin, la Grande-Bretagne et la Normandie et, par Eléonore de Guyenne, l'Auvergne, l'Aquitaine. Serré entre cet Etat et l'empire germanique, que deviendrait le royaume de France? C'est miracle qu'il n'ait pas été écrasé. (H.F.:51 souligné par moi, j.-p. c.)

Elle échappe ainsi à la raison pour se réfugier dans les instincts sourds de l'homme:

Une coalition de rancunes et des avidités se forma : le Plantagenet, l'empereur allemand, les féodaux jaloux de la puissance capétienne, c'était un terrible danger national. (H.F.:53 souligné par moi, j.-p. c.)

La raison apparaît vite d'ailleurs comme le seul remède aux maux causés par les vicissitudes de l'instinct:

Pour libérer le territoire, il n'y avait qu'un moyen et Charles V, sage et savant, homme de la réflexion et des livres, le comprit. C'était que l'Anglais ne fût plus maître de la mer... (H.F.:85 souligné par moi, j.-p. c.)

Mais Bainville lui-même, contrairement au sage monarque, perd de plus en plus contenance devant les explications rationnelles du danger et son Téméraire sera le dernier portrait d'un ennemi de la France à paraître un peu équilibré:

(Charles le Téméraire) voulait fondre en un bloc ses domaines faits de pièces et de morceaux, relier la Bourgogne aux Pays-Bas, soit par la Champagne, soit par la Lorraine, gouverner sans avoir à rendre hommage au roi de France... (H.F.: 108)

Et cet encerclement précède le dangereux étouffement, l'étouffement continental:

Une Allemagne unie, avec l'empereur vraiment maître, telle que la rêvait Charles-Quint, c'eût peut-être été notre mort. Au moins, c'eût été l'étouffement. La France était bloquée au nord, à l'est, sur les Pyrénées : nous finissons par comprendre l'instinct qui la portait, sous tant de prétexte avec entêtement, à se donner de l'air du côté de l'Italie. (H.F.:121 souligné par moi, j.-p. c.)

et l'étouffement maritime : "L'Angleterre... le péril maritime" (H.F.:203):

En exigeant que le port de Kunkerque fût comblé, ses fortifications rasées, l'Angleterre montrait l'importance qu'elle attachait à nous désarmer sur la côte qui lui fait face... (H.F.:216 souligné par moi, j.-p. c.)

La domination de la mer par les Anglais constituerait une tyrannie insupportable, un danger dont il était nécessaire de s'affranchir. (H.F.:253 souligné par moi, j.-p. c.)

Sans doute, le siège de Paris concentre-t-il en lui tous les fantasmes bainvilliens de l'étouffement, un fantasme collectif aussi, car Bainville rappelle, en parlant de la Grande Guerre, que, de Paris, "le gouvernement, pour ne pas être enfermé et assiégé comme en 1870, était parti pour Bordeaux" (H.F.:478). La claustration, l'enfermement, l'étouffement, voilà les situations qui créent un climat d'angoisse (ou sont l'expression d'une angoisse) à faire perdre la raison en faisant perdre l'unité de l'Histoire de France; une situation qui nous ramènerait à l'explication du succès de Clovis:

Mais on aurait peine à en comprendre le succès si l'on ne se représentait pas l'angoisse, la terreur de l'avenir qui s'étaient emparées des populations gallo-romaines depuis que manquait Rome et sa puissante protection. (H.F.:16)

A partir de ce moment, de l'anticipation d'un danger éminent d'étouffement, fait capital et décisif du cours de l'Histoire, chaque événement, jusqu'à ces petits faits peu significatifs en soi, deviennent des avertisseurs que la menace plane et est sur le point de se transformer en danger réel:

A la veille de la guerre, dans l'énervement que répandait une menace qu'on sentait sans la définir, le conflit entre les deux tendances du parti républicain devenait plus âpre... Pendant cette campagne, Mme Caillaux tua d'un coup de revolver Gaston Calmette, directeur du "Figaro", et ce meurtre rappela celui de Victor Noir quelques mois avant 1870. C'était le crime qui précède et annonce les grands crimes. Celui de Sarajevo, qui servirait de prétexte à la guerre, suivit bientôt. Des signes de sang étaient partout. (H.F.:472)

Bainville confine ici à la superstition.

Cet état d'angoisse, chez Bainville, est conforme à la définition qu'en donnait Freud dans Au-delà du principe de plaisir : il s'agit d' "un état caractérisé par l'attente du danger et la préparation à celui-ci" (5), ce qui

(5) S. Freud. op. cit. (1981), p. 50.

la distingue de la peur qui est consécutive à un danger réel et immédiat. L'angoisse était partagée par une bonne partie des Français avant 1914 et qui fut soulagée, pour un temps, par la victoire de 1918. Soulagement passager, plus bref encore pour les bainvilliens que pour les républicains, car si Bainville en ressent encore du soulagement lorsqu'il rédige son Histoire de France, l'effet n'a jamais été euphorique et s'est dissipé bien rapidement. En 1930, l'angoisse était revenue et plus forte encore qu'avant 1914.

Mais l'angoisse n'est qu'un symptôme, une manifestation. L'obsession est, reconnaissons-le, une résultante d'un conflit névrotique, une crise intérieure entre la pensée rationnelle (le Moi) et l'instinct (le ça). Il s'agit maintenant de définir, en termes simples et clairs, ce qu'est la névrose obsessionnelle et vérifier si l'esprit bainvillien -- celui de Bainville au moins -- s'y conforme. Nous avons identifié, à partir des répétitions, l'obsession majeure de Bainville (résumée en l'étouffement) et sa manifestation chronique (l'angoisse). Le conflit est, d'abord, intérieur puisqu'il résulte d'une conception rationnelle de l'historicité menacée par un sentiment profond, non encore défini rationnellement car ressenti plutôt qu'analysé. Il "obsède" Bainville au point de l'obliger à entreprendre des oeuvres qui le répèteront, renouvelant sa présence menaçante, espérant le conjurer au niveau de la pensée rationnelle.

La névrose obsessionnelle naît dans l'enfance et se constitue progressivement pour s'épanouir à l'âge adulte. Une idée, ou une représentation liée à un affect s'impose à l'esprit de façon incoercible et répétée. Bien que critiquée par le sujet, auquel elle apparaît comme étrangère, elle tend progressivement à envahir toute la personnalité. Ces images "parasites" sont surtout des obsessions idéatives : concepts symboliques, abstractions pseudo-philosophiques. On rencontre aussi des obsessions phobiques, génératrices d'une

angoisse intense. Ce qui est redouté n'est pas la situation réelle, mais la pensée de cette situation. Les thèmes les plus fréquemment rencontrés sont les phobies du contact, de la malpropreté, des microbes.

Arrêtons-nous un instant pour voir si l'historiographie bainvillienne reflète cet état de choses. L'idée, la représentation, c'est la guerre, la révolution. C'est elle qui obsède Bainville lorsqu'il rédige son Histoire de deux peuples, idée non pas héritée d'un traumatisme de 1870, qu'il n'a pas connu (il est né en 1879 (6)), mais des récits faits de 1870, comme ceux que lui racontaient son père (7):

On ne lui avait jamais dit, ou bien on ne lui avait dit que d'une manière convenue et insuffisante, pourquoi les peuples faisaient des guerres et des révolutions, pourquoi les hommes se battaient, se tuaient, se réconciliaient. L'histoire était un tissu de drames sans suite, une mêlée, un chaos où l'intelligence ne discernait rien. (H.F.:5)

Aussi, cette idée ne lui semble pas provenir de lui-même. mais bien d'une situation extérieure, objective : l'ennemi menaçant. Les symboles se multiplient à propos de l'Allemagne, de la guerre civile, de l'étranger sur le territoire. Elle envahit non seulement toute l'historiographie, mais bien toute l'Histoire (on chercherait en vain, dans Bainville, des récits à prétextes pourtant aussi terrifiants et combien plus menaçants pour les gens du passé que ceux de la Grande Peste, des famines ou des brigands des Grandes Compagnies aux "chauffeurs" du Directoire, figures qui hantent pourtant les manuels républicains!). En ce qui a trait aux idées pseudo-philosophiques,

(6) La défaite de 1870 n'est pas vécue comme un traumatisme par Bainville, contrairement aux historiens contemporains des événements qui essaient d' "exorciser" la défaite en en faisant des récits excessifs alors que chez Bainville, cette défaite devient un fantasme obsessionnel. Pour que l'Histoire de France puisse être considérée comme résultat d'un traumatisme, il aurait fallu que son auteur ait été témoin, dans sa jeunesse par exemple, d'un événement dont la portée fut analogue. Rien ne perçoit, chez ses biographes Keylor ou Montador d'un événement semblable. Bainville est héritier de ceux qui ont vécu un traumatisme et a transformé celui-ci en fantasme sur lequel porter ses angoisses individuelles qui rejoignent ainsi les angoisses collectives d'après-1870.

(7) Voir supra p. 66.

il sera bien temps de les rattraper au niveau de l'idéologique (la métaphore de la décadence par exemple). Obsessions phobiques, cela paraît évident. Le thème majeur est, ici aussi, le sentiment de l'intrusion de l'étranger derrière les guerres de religion comme derrière la Révolution. La malpropreté, les morbides microbes ont été emmenés par le romantisme allemand. Maurras ne le concevait pas autrement. C'est la phobie du romantisme corrompueur doublée de celle des "corps étrangers", juifs, métèques et franc-maçons.

Mais poursuivons. L'importance de la pensée est caractéristique. C'est à son niveau que se situe la neutralisation de l'angoisse et de l'agressivité par la pensée "magique" et par l'intellectualisation. La vie affective est ainsi anesthésiée. Freud a appelé "érotisation de la pensée" ce processus par lequel l'énergie libidinale se trouve investie dans l'activité intellectuelle.

Bien que les bainvilliens avouent -- timidement quand même -- aimer la France, les manifestations sont plutôt retenues, moins en tout cas que dans les exubérants manuels scolaires. L'Histoire de France n'est pas un chaud discours patriotique, c'est un discours sur la nation, un traité de politique nationale, et sa motivation est de montrer qu'en connaissant le passé, on peut, par la raison, neutraliser les causes des guerres et des révolutions:

Et, comparant notre condition à celle de nos ancêtres, nous sommes amenés à nous dire que le peuple français doit s'estimer heureux quand il est dans la paix et dans l'ordre, quand il n'est pas envahi et ravagé, quand il échappe aux guerres de destruction et à ces guerres civiles, non moins redoutables, qui, au cours des siècles, ne l'ont pas épargné. (H.F.:6)

En fait, penser le problème c'est le résoudre puisque l'action devrait être, en toute logique, la conséquence immédiate d'une bonne analyse rationnelle. Pour Bainville, analyser la France dans son histoire, c'est sa façon de l'aimer. Mais les choses ne vont pas de soi.

La fixation à un niveau antérieur du développement de la personnalité s'est faite, chez l'obsessionnel, au stade sadique-anal. De l'érotisme anal vont découler l'entêtement, le collectionnisme, l'avarice, l'angoisse devant la séparation. De l'agressivité sadique dérive l'ironie, la cruauté envers les faibles, la rébellion. Pour soulager la contrainte interne, l'obsessionnel est impuissant. Son activité conjuratoire est importante. Mais les procédés magiques, les rites, les "trucs" qu'il emploie se compliquent progressivement. Ils finiront par s'imposer au sujet aussi fortement que l'obsession primitive. Plus qu'un ensemble de symptômes, la névrose obsessionnelle est un mode d'organisation pathologique de la personnalité pouvant déboucher sur la psychose (8).

Le stade sadique-anal, c'est celui de la manifestation de la propreté, de l'ordre et de l'autorité, du respect des hiérarchies:

Si elles sont en elles-mêmes de grande valeur et fort bien-venues, elles peuvent (ces qualités) néanmoins en s'accroissant acquérir une prépondérance insolite et donner lieu alors à ce qu'on appelle le "caractère anal". Nous ne savons pas comment cela se passe, mais aucun doute relatif à l'exactitude de cette conception ne subsiste. Or, nous avons vu que l'ordre et la propreté font partie des requêtes essentielles de la civilisation, bien que leur nécessité vitale ne saute pas précisément aux yeux et soit même aussi peu évidente que leur aptitude à constituer des sources de plaisir. (9)

Il y a là quelque chose qui évoque la description générale d'un Bainville toujours tiré à "quatre épingles". De ces traits de caractères, c'est la crainte de la séparation qui est la plus manifeste. Si Bainville est ironique, il manifeste encore plus de cruauté envers les faibles, les révoltés, qu'il rejette toujours du même argument : ce sont des "communistes" dont la connotation contemporaine ne laisse aucun doute sur les sentiments à porter à leur égard. Pourtant, il oublie que lui-même est en état de rébellion contre la tradition familiale et son propre père, une famille qui "was vociferous-

(8) La définition de la névrose obsessionnelle provient de C.-H. Favrod (éd.) La psychanalyse, op. cit. p. 158-159.

(9) S. Freud. op. cit. (1971), p. 46-47.

ly republican, and politics occupied an important place at the dinner table" (10), situation que l'on retrouve chez d'autres familles républicaines d'auteurs bainvilliens, comme celle du jeune Eugène Cavaignac (fils du ministre Jacques Godefroy Cavaignac) et du jeune Pierre Gaxotte (fils du notaire Jules Gaxotte, secrétaire du comité républicain radical et radical-socialiste, fidèle soutien du député de Bar-le-Duc (11)). Ne détiendrait-on pas là la source d'un sentiment de culpabilité qui semble manifeste à la base de la névrose obsessionnelle où "on rencontre aussi des types de malades qui ne perçoivent pas leur sentiment de culpabilité, ou ne le ressentent comme un malaise douloureux, comme une espèce d'angoisse, qu'au moment précis où ils sont entravés dans l'exécution de certains actes" (12)?

L'activité conjuratoire que peut être l'historiographie devient une sorte d'ersatz à l'action politique elle-même qui inclut la puissance, la domination et le pouvoir sur les autres. Bainville pense qu'il suffit d'éveiller la conscience historique, de la motiver par des démonstrations impeccables et qu'une fois l'évidence sautée aux yeux, comme par une unanimité "magique", les gens sensés n'auront d'autres choix que d'opter pour le projet d'Action Française. Cependant, la démonstration complique les choses. De la menace de l'ogre prussien et du pervers Rousseau, on débouche sur la solution qui est le démantèlement de l'Allemagne. Le premier niveau du problème concerne peut-être la conscience collective française, mais le second se heurte à l'existence d'une autre communauté organisée et qu'on ne pourra réduire que par la force. Il y aura donc toujours une barrière qui rappellera le sentiment d'impuissance aux maurrasiens, y compris à Bainville surtout (13),

(10) W. Keylor. op. cit. p. 5.

(11) P.-M. Dioudonnat. op. cit. p. 29-30.

(12) S. Freud. op. cit. (1971), p. 94.

(13) Ce qui donne un sens à l'anecdote rapportée par J. Ratinaud sur une "parole désenchantée" que Bainville prononça quand un familier lui

et c'est en cela que le "mode d'organisation pathologique" que peut être l'historiographie bainvillienne est appelée à déboucher un jour ou l'autre sur un état de psychose.

A partir de ce moment, la personnalité insérée dans ce "mode d'organisation" se trouve confrontée, d'une part entre sa raison et son sentiment d'angoisse et, d'autre part, ne peut le résoudre en éliminant physiquement l'objet considéré comme la source de cette angoisse:

Dans la névrose obsessionnelle..., le Moi se protège contre sa propre mise à mort en transformant ses objets d'amour en objets de haine; c'est contre cette haine, tournée vers l'extérieur et que le Moi n'a pas adoptée, que le Moi lutte tout en subissant les assauts du Surmoi qui le tient pour responsable; d'où les tourments sans fin du Moi en lutte sur deux fronts. (14)

Bref, la névrose obsessionnelle est une forme de psycho-névrose dont les symptômes dominants sont les pensées obsédantes et le comportement compulsif centré ici autour de la régression au stade sadique-anal et de l'ambivalence envers les figures parentales et leurs introjects. Inévitablement, ce ne sont pas les figures obscures des parents Bainville qui sont projetées dans la Mère-Nation ou le Père-Roi, mais les figures idéalisées de ces parents-types, propre à l'organisation familiale petite-bourge et que décrivait ainsi André Maurois dans ses Mémoires:

Mon père, si pudique, et ma mère, si discrète, nous enveloppaient de tristes réticences et de réserves inexprimées. Le refoulement qui, dans la doctrine freudienne, masque surtout les mouvements de la sensualité, cachait aussi chez nous les nuances de sentiments, les blessures d'amour-propre, les conflits d'idées. Rien n'était avoué et, pour cette raison, tout prenait une importance démesurée. L'expérience devait montrer les dangers d'une telle attitude. J'ai cru longtemps aux vertus du silence, j'en suis arrivé à comprendre celles, libératrices, de la confession. (15)

demanda, sur son lit de mort : "Vous êtes le premier journaliste français et sans doute européen. Cela compte quand même!" Et Bainville, de sa voix étouffée de grand malade, lui avait répondu : "Que voulez-vous que cela me fasse! J'étais fait pour m'asseoir à la table de Vergennes". (T.R.:322)

(14) P. Ricoeur. op. cit. p. 297.

(15) A. Maurois, cité in Michel-Droit. op. cit. p. 17-18.

De Maurois et de Gaxotte, qui ont eu le temps de nous laisser des esquisses autobiographiques -- ce que n'a pu faire Bainville -- nous conservons des indices du développement de la névrose obsessionnelle et de la façon dont elle imprègne leur conception de l'histoire.

D'abord, l'histoire est biographie. Les biographes sont nombreux parmi les bainvilliens : Aubry, Bailly, Chastenet, Lucas-Dubreton ne sont pratiquement que des biographes. Autrement, Bainville, Calmette, Daye, Gaxotte, Muret, Rumilly, le comte de Saint-Aulaire et Pierre de Vaissière se sont pratiqués à la biographie en même temps qu'à l'historiographie. Le plus célèbre de tous, évidemment, c'est Maurois qui, en plus, a pris de l'expérience comme romancier. Chez lui, le passage du roman à la biographie, puis à l'histoire maintient ce qu'observe son biographe Michel-Droit : "Presque tous les héros de Maurois opposent leur rêve à la réalité, et finissent par recréer celle-ci à leur propre image" (16), et lorsqu'il en arrive à tracer l'histoire de l'Angleterre, des Etats-Unis ou de la France, Maurois se demande que si "la biographie prend un individu pour centre. Peut-il y ramener l'histoire? Oui, dans la mesure où l'histoire de la France est une histoire ayant la France pour centre" (17).

Ce pont entre l'histoire et la biographie est important pour notre compréhension de la représentation, moins dans le fait d'expliquer comment la situation privée s'est projetée dans l'historiographie de nos auteurs que comment cette historiographie a pu l'introjecter à son tour dans la conscience collective des lecteurs; ce que le psychohistorien Erikson décrivait ainsi quand il parlait "de ce processus curieux par lequel des séquences du passé s'imposent à notre conscience et demeurent actuelles dans le contexte de notre vie quotidienne" (18), car le passé nous est toujours raconté par

(16) Michel-Droit. ibid. p. 72.

(17) A. Maurois, cité in Michel-Droit. ibid. p. 83.

(18) E.-H. Erikson, cité in J. Szaluta. La psychohistoire, Paris, P.U.F.,

quelqu'un puisqu'il ne jaillit pas spontanément des sources d'archives, alors comment le passé collectif, avec son lot de traumatismes, de fantasmes, de frustrations, de projections et d'introjections pourrait-il atteindre la conscience collective sans pénétrer les consciences individuelles qui en sont la base? Billard et Guibbert ont retrouvé la trace de ce transfert au niveau le plus simple, celui très "élémentaire" de la petite école où "la représentation des mythes qu'on appelait l'Histoire ne peut que réveiller en chacun de nous des échos très intimes, cristalliser sur un mode individuel les reflets dormants enfouis dans le fonds archaïque du grand imaginaire" (19). C'est au niveau scolaire d'ailleurs que le processus est le plus facilement identifiable, car inséré dans l'acte pédagogique, le processus imprègne dès lors les enfants qui grandissent collectivement au sein d'un même réseau scolaire, socialement géré. L'école poursuit la famille comme le maître poursuit les parents et la leçon d'histoire le conte de fées:

Il (l'enfant) ne devrait pas découvrir que ces leçons, peut-être à l'insu de son instituteur, peut-être même en dehors de la conscience immédiate des auteurs de manuels, tendaient à lui donner une deuxième identité, à faire de lui, fils de famille, le fils d'une nation. [...]

Dans le contexte du radicalisme de la III^e République, la leçon d'histoire avait l'allure d'une cour de justice qui préparait le petit homme en herbe, en dehors de toute vanité scientifique, à l'exercice conscient de ses futures responsabilités. (20)

De sorte qu'une bonne partie des analyses pénétrantes de Bruno Bettelheim à propos des contes de fées trouverait leurs pendants dans la leçon d'histoire (21).

col. "Que sais-je?" # 2325, 1987, p. 51-52.

- (19) C. Billard et P. Guibbert. Histoire mythologique des Français, Paris, Galilée, 1976, p. 17.
- (20) C. Billard et P. Guibbert. ibid. p. 14-15. Nous devons également à Billard et Guibbert de nous rappeler que l'histoire, à l'école, n'est pas seulement une discipline, mais aussi une "méthode pédagogique".
- (21) B. Bettelheim. La psychanalyse des contes de fées, Paris, Robert Laffont, rééd. Livre de poche col. "Pluriel" # 8342, 1976, 576 p.

En faisant de l'histoire une biographie et en la centrant sur la nation, on en arrive à créer une véritable individualité collective à laquelle l'historicité nous a déjà convaincu que nous appartenions tous. En tant qu'individualité collective, nous projetons en elle ce que nous avons déjà introjecté de l'organisation parentale. Dans l'histoire, nous retrouverons donc des figures affectivement identifiées, dans le cas bainvillien, les trois personnalités essentielles qui constituent la trame du récit sont la Nation, le Roi et le Peuple. Procédant d'une mythologie traditionnelle sur laquelle nous reviendrons un peu plus loin, ces personnalités nous déchargent de nos affects individuels pour les hisser à un niveau collectif. Stratégie subtile de la névrose obsessionnelle, le conflit névrotique sera moins lourd à porter ou plus facile à résoudre si on pense pouvoir le partager en collectivité. S'adressant à des gens qui ont partagé les mêmes angoisses qu'eux dans leur enfance, c'est-à-dire les récits de guerre circulant dans les familles petites-bourgeoises de classes moyennes françaises, le mode d'organisation pathologique a plus de chance d'être partagé sachant aujourd'hui que la haute bourgeoisie comme la famille ouvrière partagent déjà ce même mode d'organisation culturelle:

Au tournant du XX^e siècle et après la Première Guerre mondiale, on assiste à l'émergence d'une culture de classe moyenne, rendue possible par l'élévation des salaires, insistant sur la séparation entre la sphère du public et du privé, valorisant les soins donnés à l' "intérieur"... Ce modèle s'impose lentement aux familles ouvrières qui connaissaient jusqu'alors une séparation marquée entre les sexes, la sociabilité masculine s'organisant autour de la boisson, la solidarité féminine de voisinage jouant un rôle considérable de son côté. L'émergence de l'idée de "foyer" dont les soins sont confiés à la femme ne repose plus seulement sur une division technique des tâches. Le "chez-soi" se pare de toutes les vertus, par opposition au monde extérieur qui incarne les désordres humains et sociaux. (22)

L'historiographie bainvillienne développe et joue sur la dimension nationale de la conscience historique et le conflit personnel se retrouve publi-

(22) M. Ségalen in A. Burguière. op. cit. pp. 396-397.

que avec la Nation comme figure centrale. Le fantasme individuel devient collectif, puis se retransforme en fantasme psychique à l'intérieur de la conscience collective : c'est ce que décrit Raoul Girardet dans son récent volume sur les Mythes et mythologies politiques, quand il observe que:

La naissance des mythes politiques se situe dans l'instant ou le traumatisme social se mue en traumatisme psychique. C'est dans l'intensité secrète des angoisses ou des incertitudes, dans l'obscurité des élans insatisfaits et des attentes vaines qu'il trouve son origine. (23)

L'historiographie prend ici une double fonction psychologique, d'abord en agissant comme psychothérapie chez les historiens dans la façon d'adapter leur Moi à la réalité (la névrose obsessionnelle bainvillienne n'étant qu'une issue possible parmi tant d'autres de cette psychothérapie), ensuite élargit son horizon en devenant psychothérapie collective en vue d'adapter le Moi collectif (la nation, la classe, la confession) à la réalité historique actuelle; la seconde procédant de la première. Une historiographie efficace devrait réussir sur les deux fronts à la fois, et si elle respectait la règle scientifique, ce serait encore mieux. Elle devrait donner à la collectivité qui souffre d'inadaptation aux changements du monde contemporains la possibilité de se réconcilier d'une manière ou d'une autre avec lui tout en maintenant l'illusion d'une unité psychique collective (éliminer les contradictions, soulèvements et rébellions). En plus, elle devrait assumer l'équilibre psychique de la personnalité historienne en leur donnant l'impression qu'elle a raison sur le monde extérieur et qu'elle a, enfin, résolu ses problèmes internes par un réajustement de la société et de l'histoire.

L'efficacité de l'historiographie bainvillienne doit-elle être estimée à partir de la réussite de ces facteurs? Politiquement, cette réussite paraît discutable. Malgré le succès de libraire, ce qui compte sans doute moins pour Bainville, les actions conséquentes ne sont pas pleinement obtenues.

(23) R. Girardet. op. cit. (1986), p. 180. Rappelons encore que, dans le cas bainvillien, il ne peut s'agir de traumatismes ni de peurs raisonnées.

Même plus, l'effort exigé au-delà de l'explication rationnelle est loin d'avoir été fait et il semble que tout s'arrête au point final de chaque livre:

De même que dans son roman, André Maurois tente d'embrasser une destinée et, sans rien résoudre, de nous montrer pourquoi et comment son héros pense et agit, de même son Histoire sera l'étude et l'explication d'une destinée : celle d'un pays. (24)

Expliquer une destinée, voilà quelle serait la satisfaction finale des motivations, sans rien exiger au-delà; c'est en ce sens que nous pouvons considérer l'historiographie bainvillienne comme un ersatz de l'action politique commandée par l'Action Française beaucoup plus que comme un instrument d'appoint dans la lutte politique. C'est l'histoire "obstétrique" de la politique dont parlait Eugen Weber. Cela relèverait autant de la névrose obsessionnelle bainvillienne où l'intellectualisation se substitue à l'action qu'à une leçon trop bien enseignée à la classe moyenne qui peut se dire que si les choses ont si bien tourné pour elle depuis le coup de pouce apporté par Clovis lors de la décadence romaine, pourquoi ne pas continuer à laisser faire le "destin":

Dans sa critique des idées de l'Action Française, dans l'Enracinement, Simone Weil remarque de façon pertinente que la bourgeoisie française, si prête à accepter les idées de Maurras, envisageait la politique comme l'art d'inciter les autres à l'installer elle au pouvoir, ce pouvoir qu'elle avait perdu. On met le doigt là sur le défaut qui apparaît non seulement dans le maurrassisme condamné à avancer en trébuchant dans le désert jusqu'à l'apparition d'un Monk, mais encore dans une grande partie de la pensée de Droite des années trente et quarante, où le salut est attendu de l'extérieur. Quand Daudet promettait à ses lecteurs que la République tomberait comme une pêche pourrie, il leur trouvait une excuse pour ne rien faire en vue d'obtenir un résultat fatal de toute façon. C'était la traîte tirée sur le rêve que le souhait suffisait à réaliser dorénavant, qui n'exigeait plus d'effort de la part des fidèles. (25)

L'historiographie bainvillienne ne démontre rien d'autre que cet argument de Daudet, elle le renforce même. Et si la bourgeoisie ne voit pas de raison pour bouger, l'Action Française n'en voit pas elle non plus et l'en-

(24) Michel-Droit. op. cit. p. 83.

(25) E. Weber. op. cit. p. 575.

thousiasme, inévitablement, débouche sur la désolation:

Réactionnaire, mais radicale, en 1899, quarante ans plus tard (l'Action Française) était devenue un des principaux avocats du quite non movere... Si bien que l'histoire de Vichy, surtout en ses débuts, peut être considérée soit comme un tribut rendu à l'Action Française soit comme une réflexion désolée sur l'incapacité de celle-ci à réaliser son rêve. (26)

Là où l'histoire s'est faite obstétrique de la politique, c'était pour accoucher d'un vieillard.

L'histoire de l'Action Française s'est terminée par le divorce de ses dirigeants "quelque peu vieilli(s) et bureaucratisé(s) d'avec ses jeunes militants fougueux qui iront, après la journée manquée du 6 février 1934, gonfler les rangs des ligues fascistes (27). De même, tous ceux qui ne partageaient pas la névrose obsessionnelle de base, celle liée à une défaite de 1870, parce qu'ils étaient nés autour de la victoire de 1918, tous ceux-là échappaient à la dimension symbolique de la conscience historique et ne conservaient du mouvement que l'idéologie. Ainsi, le comte de Paris, "à présent âgé de vingt-six ans, cet esprit pénétrant était convaincu que l'Action Française "n'avait absolument pas la volonté d'aboutir"" (28).

En fait, pourquoi aurait-elle eu la volonté d'aboutir politiquement si l'ersatz, la thérapie intellectuelle s'avérait être la solution à sa névrose? Pour le Prétendant et les jeunes militants des années '30, c'était là quelque chose d'incompréhensible et de bien vexant, en effet. N'était-ce pas eux que Maurras et Bainville appelaient à restaurer l'ordre et l'autorité perdus? C'était sans compter le fait que, comme l'explique Freud dans Au-delà du principe de plaisir, les maurrassiens avaient appris à jouer avec l'absence:

(26) E. Weber. ibid. p. 579.

(27) J.-L. Loubert del Bayle. op. cit. p. 42-43.

(28) E. Weber. op. cit. p. 369.

Jouer avec l'absence, c'est déjà la dominer et se comporter activement à l'égard de l'objet perdu en tant que perdu; dès lors... ne découvrons-nous pas une autre face de la pulsion de mort, une face non pathologique, qui consisterait dans la maîtrise même du négatif, de l'absence de la perte?...

Cette question rejoint celle que nous posions... l'objet archaïque perdu [...] est à la fois "désavoué et surmonté" par l'oeuvre d'art qui la recrée, ou plutôt qui la crée pour la première fois en l'offrant à tous comme un objet à contempler... un disparaître de l'objet archaïque en tant que fantasme et un reparaître en tant qu'objet culturel. (29)

Pour ces raisons, l'historiographie s'avère pour les bainvilliens une re-création d'un passé national et monarchique idéal palliant au manque réel de sécurité, d'ordre et d'autorité responsable d'un état d'angoisse insupportable.

L'historiographie est elle-même la thérapie, le soulagement, la conjuration de l'angoisse. A partir de ce moment-là, le retour réel du monarque n'a plus d'importance en soi. Que serait une nouvelle Restauration vouée, comme celle du XIX^e siècle, à s'opposer au parti même du monarque, ce qui arriva dans les faits quand le Prétendant congédia Maurras et l'Action Française! La déception serait mortelle, et la représentation anéantie définitivement.

La Restauration fait peur car elle devient une menace à la thérapie même.

L'historiographie est représentation et il ne faut pas qu'elle en vienne à se confondre avec le réel:

La représentation... n'est pas une présentation immédiate des choses, mais une reproduction, qui rend à nouveau présentes les choses absentes : "La condition pour que soit mise en oeuvre l'épreuve de la réalité, c'est que les objets qui jadis procuraient la satisfaction réelle aient été perdus"; c'est sur fond d'absence, de perte, que la représentation s'offre à l'épreuve de la réalité: "Le but premier et immédiat de l'épreuve de réalité n'est donc pas de trouver un objet correspondant à une représentation, mais de le retrouver, de se convaincre qu'il est encore présent"; ainsi l'intervalle de négation qui sépare la présence primitive de la représentation rend possible l'épreuve critique d'où émergent à la fois un monde réel et un moi réel. (30)

(29) P. Ricoeur. op. cit. p. 308. Pour la démonstration, voir S. Freud. op. cit. (1981), p. 52 sq.

(30) P. Ricoeur. ibid. p. 310.

L'Histoire de France, inlassablement racontée, permet plus de jouissance, par sa représentation d'un passé idéalisé, que ne peut en permettre un réel banal, même dotée d'une monarchie restaurée. Tout en renonçant à voir dans le réel l'incarnation de nos désirs, il vaut mieux se dire que c'est mieux ainsi et qu'il est préférable d'échapper au réel toujours décevant. Pour un analyste, cela apparaît comme le triomphe définitif de la mort sur la vie:

L'homme ne peut être satisfait en tant qu'être de culture, parce qu'il poursuit la mort de l'autre et que la culture se sert contre lui-même de la torture qu'il a d'abord infligée à autrui. La tâche de culture porte quelque chose de contradictoire et d'impossible : coordonner l'égoïsme du moi, dont nous avons dit qu'il était biologiquement tourné vers la mort, et l'impulsion vers la fusion avec les autres dans la communauté, que nous appelons altruiste. C'est finalement la lutte, sans résolution prévisible, entre l'amour et la mort qui entretient une insatisfaction sans fin. (31)

En se refusant à la réalité -- à la démocratie, à la république, au parlementarisme, au gouvernement collectif --, les bainvilliens s'enferment, non pas dans le souvenir d'un Eden perdu, mais dans la re-crédation constante de cet Eden qu'est l'Histoire de France où la Nation, le Roi et le Peuple sont bien ces personnes idéales que les auteurs voudraient qu'ils soient dans la réalité. Par l'historiographie, le Père, la Mère sont retrouvés, non pas "restaurés" et si la voie maurrassienne parvenait à ses fins et le Prétendant sacré à Reims comme ses ancêtres, ce serait la fin de la motivation essentielle à la base de l'historiographie bainvillienne parce que la mort de sa dimension symbolique:

D'ailleurs, si l'homme pouvait être satisfait, il serait privé de quelque chose de plus important que le plaisir et qui est la contre-partie de l'insatisfaction, la symbolisation. Le désir donne à parler en tant que demande insatiable. La sémantique du désir, dont nous parlons sans cesse ici, est solidaire de ce rapport de la satisfaction, de cette médiation sans fin du plaisir. (32)

(31) P. Ricoeur. ibid. p. 316.

(32) P. Ricoeur. ibid. p. 316.

La conscience historique de la collectivité pourrait être satisfaite, mais la névrose obsessionnelle de Bainville perdrait du coup son exutoire, celui qui lui permet d'exprimer tant bien que mal son conflit intérieur et de s'assurer une certaine stabilité psychique. La conclusion inconsciente de tout ceci se résume à mieux vaut souffrir politiquement et mieux jouir "intellectuellement" de ce grand achèvement qu'est La France de Bainville:

Le pessimisme du plaisir doit-il nous faire avouer que l'homme est plus riche en capacité de souffrir qu'en puissance de jouir? Face à un souffrir multiple, n'a-t-il de recours que dans un jouir simple et, pour le reste -- c'est-à-dire pour tout l'excès de souffrir sur le jouir --, n'a-t-il de recours que dans le pouvoir d'endurer et de supporter avec résignation. (33)

Résignation devant la présence du désir; résignation devant l'insatisfaction de ce désir; résignation devant l'impitoyable réalité qui échappe aux désirs; chercher la réconciliation du Moi par un travail intellectuel sur le désir fait en sorte que "la résignation, c'est fondamentalement un travail sur le désir, qui y incorpore la nécessité de mourir. C'est dans le désir même que la réalité, en tant qu'elle annonce ma mort, va l'inscrire" (34).

Une anesthésie comme il a été dit, non pas une annihilation comme une lobotomie ou une amputation. Si la déception de la réalité est essentielle au maintien de l'historiographie chez Bainville, nous devons reconnaître que le désir est maintenu, ne serait-ce que "pour la peine d'avoir des enfants" (H.F.:495). Ne serait-ce que pour cela, par procuration et malgré le tragique de l'état névrotique, écrire l'histoire demeure un acte érotique sublimé; "La résignation à l'inéluctable ne se réduit pas à une simple connaissance de la nécessité...; la résignation est une tâche affective, un travail correctif appliqué au foyer même de la libido, au cœur du narcissisme" (35), et en ce sens, l'historiographie bainvillie a aussi apporté une grande satisfac-

(33) P. Ricoeur. ibid. p. 317.

(34) P. Ricoeur. ibid. p. 322.

(35) P. Ricoeur. ibid. p. 325.

tion au narcissisme français (chauvinisme) qui demande encore, après plus de 50 ans, à se faire raconter l'Histoire de France de Bainville.

1.2 Éléments de base de la psychanalyse freudienne.

Revenons une dernière fois sur certains éléments théoriques de la pensée freudienne, non dans un exposé général de la psychanalyse, mais dans une perspective plus immédiate, c'est-à-dire les concepts que nous utiliserons en vue de mieux comprendre l'articulation de la névrose obsessionnelle et du langage symbolique compris dans l'historiographie bainvillienne et sensé s'adresser à la conscience historique des Français.

Nous avons vu, dans l'introduction de cette partie, que le langage symbolique était double, qu'il y avait le langage symbolique libidineux, individuel, et le langage symbolique social, collectif, et que c'est dans l'inconscient qu'il y avait échange entre les deux langages. De plus, nous avons reconnu que pour qu'une image devienne symbole, elle devait être porteuse d'affects et s'adresser à l'inconscient. Dans la section précédente, nous avons identifié la présence des symptômes de la névrose obsessionnelle dans l'historiographie bainvillienne et reconnu que cette activité intellectuelle en était une sublimée, motivée par le désir amoureux dont elle était porteuse d'une expression symbolique. Le désir est donc à la base d'une entreprise telle l'Histoire de France ("la peine d'avoir des enfants").

Selon Freud, le désir "est ce qui subsiste dans la vie adulte des formes de la sexualité infantile qui sont esthétiquement acceptables", il est la phase préliminaire du plaisir dont la deuxième est la satisfaction du désir. Lorsqu'il y a impossibilité d'atteindre le plaisir par le "choix d'objet" anticipé, le désir est refoulé, ce qui entraîne généralement une sensation

de déplaisir. Le principe de plaisir, chez Freud, consiste moins dans l'affirmation de la recherche du plaisir que dans l'évitement du déplaisir:

Ne nous étonnons point si sous la pression de ces possibilités de souffrance, l'homme s'applique d'ordinaire à réduire ses prétentions au bonheur (un peu comme le fit le principe du plaisir en se transformant sous la pression du monde extérieur en ce principe plus modeste qu'est celui de la réalité) et s'il s'estime heureux déjà d'avoir échappé au malheur et surmonté la souffrance; si d'une façon très générale la tâche d'éviter la souffrance relègue à l'arrière-plan celle d'obtenir la jouissance. (36)

Nuance importante, puisqu'au principe de plaisir est lié l'affirmation de soi. Le principe de réalité s'oppose alors au principe de plaisir qui l'oblige à s'adapter en vue de satisfaire les tensions suscitées.

Le maurrassisme s'est toujours défini comme une sorte de stoïcisme devant l'égoïsme personnel de l'individu romantique. Il s'est toujours considéré comme une théorie de la réalité, basée sur la "science", "satisfait entièrement au principe de réalité" en assurant "le triomphe de l'utile sur l'agréable" (37). Mais, en fait, il a opéré une inversion de la tendance et l'accès au réel est devenu à son tour un principe de plaisir -- se conformer au réel assurant le plaisir de "l'objet" --, puisque le réel aussi n'est qu'une construction de la conscience. Maurras -- et Bainville -- ont effectué un "déplacement de "choix d'objet" et non un dépassement" comme ils le pensaient. Ce déplacement est confirmé par le narcissisme maurrassien dans la mesure "où le narcissisme concerne de façon directe le rapport à la réalité, pour autant que l'attention à soi est inattention à l'autre" (38), mais ce narcissisme est secondaire puisqu'il est plutôt "une attitude défensive qui lui permet moins de nier qu'il a perdu l'objet introjecté que la perte d'une partie de ce processus de développement" (39). La réalité étant devenue

(36) S. Freud. op. cit. (1971), p. 21.

(37) P. Ricoeur. op. cit. p. 272.

(38) P. Ricoeur. ibid. p. 273.

(39) P. Ricoeur. ibid. p. 274.

plaisir, sa perte est cause d'un déplaisir et c'est parce que cette perte est déplaisir qu'il faut remédier à la "décadence" du réel. C'est ici que "l'érotisation de l'intellect" apparaît dans tout ce qu'elle a de mensongère.

A partir de ce moment, on peut dire que la relation plaisir/déplaisir se mesure à la quantité d'excitation, à son accroissement et à sa diminution, dans la définition freudienne, il s'agit de maintenir la quantité d'excitation au niveau le plus bas, ou du moins, à un niveau constant.

Peut-on imaginer un pareil système pour la conscience collective? La collectivité est bien un phénomène vital, non pas en tant qu'organisme, mais comme prolongement, à un autre niveau, de la vie humaine. Face aux événements qui l'atteignent, elle développe des "réflexes" et répond aux "pulsions" qui l'animent. La société française de la fin du XIX^e siècle a certes vécu l'agression allemande de 1870 et les éruptions communardes comme autant d'expérience, sources de déplaisir, et elle se l'est rappelée quarante ans. Mais les vraies causes du traumatisme ne devraient-elles pas être cherchées ailleurs? La modernisation, par exemple, apparaît comme une source de traumatismes beaucoup plus profonde et ce n'est pas pour rien que la guerre de 1870 et la Commune de Paris sont apparues plutôt comme des conséquences à une situation profondément troublée. L'arrivée du machinisme à large échelle, la polarisation des familles autour du triangle simple père-mère-enfant(s), l'accession des classes moyennes à la démocratie par le suffrage universel ont jeté sur les épaules de la collectivité, par chacun de ses membres, des responsabilités qui n'avaient été jusque-là que le fardeau des rois et des privilégiés. Ce n'est pas tant la liberté qui est difficile à supporter que les responsabilités qu'elle entraîne, et nombreux, des libéraux aux conservateurs, étaient convaincus de la trop grande fragilité des épaules du peuple pour porter ce nouveau poids. Ainsi, comme le rappelait Bainville, et Renan

avant lui, la chute du Second Empire suit le plébiscite qui renouvelait la confiance du peuple dans le régime. L'histoire immédiate leur donnait ainsi tort! C'est l'accès à ces nouvelles responsabilités qui cause le vrai grand tourment et crée une situation angoissante chez les Français du tournant du siècle et, face à ce défi historique, des gens crurent légitime de le refuser faute de leur incapacité à l'assumer.

C'est en ce sens que les refoulements, frustrations et dépit de la fin du siècle entraînent ce que Freud appelle une compulsion de répétition, argument de base de sa théorie de la pulsion de mort, en suggérant une idéologie archaïque, à rebours, traditionnelle, c'est-à-dire visant un retour à une situation ante, idéalisée, magnifiée que le poids des nouvelles responsabilités et l'appréhension angoissante de ne pas être à la hauteur de la tâche supposée tant au niveau intérieur qu'extérieur de la politique nationale nous fait regretter depuis 1789. La défaite de 1870, l'instabilité gouvernementale, la fureur communarde et l'humiliation de la perte de l'Alsace-Lorraine sont autant de preuves de l'incapacité chronique du peuple à soutenir ces nouvelles responsabilités. C'est à partir de la reconnaissance de cette inaptitude que la stabilité apparaît comme le plaisir et l'instabilité le déplaisir (il s'agit, comme on s'en sera souvenu, des deux articulations de l'auto-détermination). Cette décision a été affirmée par Fechner à l'époque et reprise intégralement par Freud:

Pour autant que les stimulations conscientes sont toujours en rapport avec du plaisir ou du déplaisir, on peut aussi considérer le plaisir et le déplaisir comme étant en relation psychophysique avec des conditions de stabilité et d'instabilité. Ceci permet de fonder cette hypothèse que je me propose de développer ailleurs : tout mouvement psychophysique qui passe le seuil de la conscience est affecté de plaisir dans la mesure où, au-delà d'une certaine limite, il se rapproche de la stabilité complète, et affecté de déplaisir dans la mesure où il s'en éloigne au-delà d'une certaine limite; entre ces deux limites que l'on peut caractériser comme seuils qualitatifs de plaisir et de déplaisir, il sub-

siste une certaine zone d'indifférence esthétique... (40)

Et Freud lui-même a décrit le déplacement par lequel le principe de réalité est amené à se transformer en principe de plaisir. Ce qui serait conforme à la façon dont le discours maurrassien, en rationalisant le plaisir, le dissimulant sous une couverture de réalité, poursuivait bien l'objectif qui était, de toute façon, le plaisir:

Nous savons.. que le principe de plaisir convient à un mode primaire de travail de l'appareil psychique et qu'en ce qui concerne l'auto-affirmation de l'organisme soumis aux difficultés du monde extérieur, il est d'emblée inutilisable et même extrêmement dangereux. Sous l'influence des pulsions d'auto-conservation du moi, le principe de plaisir est relayé par le principe de réalité; celui-ci ne renonce pas à l'intention de gagner finalement du plaisir mais il exige et met en vigueur l'ajournement de la satisfaction, le renoncement à toutes sortes de possibilités d'y parvenir et la tolérance provisoire du déplaisir sur le long chemin détourné qui mène au plaisir. (41)

Dans l'énoncé de l'historiographie bainvillienne,

...le principe de plaisir peut, à la rigueur être tenu pour le détour que prend le principe de plaisir pour l'emporter finalement, et la souffrance névrotique pour le masque que prend le plaisir le plus archaïque pour s'imposer malgré tout. (42).

En fait, le rationalisme et le culte de la réalité, chez Maurras comme chez Bainville, ne sont pas des arguments avancés par des âmes stoïques qui s'opposent à l'égoïsme individuel et au sentimentalisme romantique, il s'agit bien d'une motivation érotique profonde, produite des pulsions de vie.

Nous avons vu, plus haut (43), la définition de la libido ou pulsions de vie (érotiques). A partir de la théorie de la compulsion de répétition, Freud en est arrivé à reconnaître l'existence des pulsions de mort.

Dans Le Moi et le Ca (1923), Freud constate que:

(40) Fechner, cité in S. Freud. op. cit. (1981), p. 44-45.

(41) S. Freud. ibid. (1981), p. 45.

(42) P. Ricoeur. op. cit. p. 280.

(43) Voir supra p. 332.

Les pulsions sexuelles ou Eros, est de loin la plus évidente et la plus accessible à la connaissance. Elle englobe non seulement la pulsion sexuelle proprement dite, non inhibée, et les motions pulsionnelles inhibées quant au but et sublimées qui en dérivent, mais aussi la pulsion d'auto-conservation, que nous devons attribuer au moi, et que nous avons opposée... aux pulsions d'objets sexuelles. (44)

Il réitère l'idée que les pulsions sexuelles sont pulsions de conservation et non de "perfectionnement", le dépassement étant considéré par lui comme "la conséquence du refoulement pulsionnel sur quoi est bâti ce qui a le plus de valeur dans la culture humaine" (45), ce qui accentue le caractère conservateur des idées freudiennes. Mais les pulsions d'Eros ne peuvent nier que la conservation de la vie passe par sa reproduction, d'où la nécessaire présence de l'Autre qui marque, selon Freud, la naissance du couple:

Le remplacement de libido par Eros signale une intention précise de la nouvelle théorie des pulsions; si le vivant va à la mort par un mouvement interne, ce qui lutte contre la mort, n'est pas quelque chose d'intérieur à la vie, mais la conjugaison d'un mortel avec un mortel. C'est cela que Freud appelle Eros : le désir de l'autre est immédiatement impliqué dans la position d'Eros; c'est toujours avec un autre que le vivant lutte contre la mort, contre sa mort, qu'il poursuit isolément, séparément, par les longs détours de l'adaptation au milieu naturel et culturel. (46)

L'Autre absent ou l'Autre séparé, "refoule" par un blocage font en sorte que l'Eros se retourne vers le sujet. C'est le narcissisme.

Il est significatif que dans la dimension nationale de la conscience collective, il y a peu de place pour accueillir l' "Autre". Dans le chauvinisme, qui n'est qu'un narcissisme collectif, les pulsions érotiques sont définitivement retournées vers soi. L'historiographie bainvillienne, comme l'ensemble des historiographies nationales en général, présente donc le paradoxe suivant. d'une part, il s'agit de reconnaître que la nation naît d'un mélange de races, ce qui est un avantage, mais que la nation, étant trop parfaite, ne peut ingérer, assimiler ou conjoindre avec les acquis d'une

(44) S. Freud. "Le Moi et le Ca" in op. cit. (1981), p. 253-254.

(45) S. Freud. "Au-delà du principe de plaisir" in ibid. (1981), p. 87.

(46) P. Ricoeur. op. cit. p. 287.

autre nation, sous peine de perdre son identité propre. Comme si la naissance de la nation épargnait définitivement le peuple de la mort, et que la survie n'a plus qu'à être assurée par un retour sur soi-même. C'est dans ce paradoxe, posé au moins depuis Michelet, que s'élabore les trois figures symboliques de l'historiographie bainvillienne. Le problème de la race étant relégué au temps des Francs, il y a donc disparition de ce qui tenait lieu et place de l' "Autre". Mais le discours bainvillien est nettement un discours érotique qui prend pour source, objet et but la Nation, c'est-à-dire la Mère, la France. Pour que son histoire évolue et que sa mort soit écartée, il lui faut la présence d'un "Autre" qui ne peut plus que provenir de son sein -- naissance sur laquelle nous aurons à revenir en temps et lieu -- et ce sera ou bien le Père, ou bien le Peuple. L'historiographie républicaine avait déjà choisi le Peuple. Pour Bainville, la démonstration historique se chargera de prouver le caractère erroné de ce choix et il ne restera plus que le Roi, Fils et Epoux de la Nation, Père du Peuple-Enfant.

Si la compulsion de répétition est la résistance aux changements, elle se place au-dessus du principe de plaisir et refuse une transformation dont les effets seraient traumatisants. Dans le cas du deuil, on la voit en action : le sujet refuse l'idée que la perte est affective; il est incrédule et ressent de la colère, reproche aux autres, y compris au disparu et à lui-même, d'avoir laissé cette mort se produire. Il s'agit alors de compenser cette perte non pas tant à évoquer le disparu qu'à le répéter. La compulsion de répétition, nous la trouverons masquée, chez Bainville, par la "loi de

répétition historique" qui répète, dans l'Histoire de France, le même fait ou la même interprétation sous l'aspect d'événements divers d'une époque à l'autre. La motivation profonde cherche ainsi à retourner à un état antérieur à celui de la Révolution, le fantasme obsédant de son livre.

Pour Freud, la compulsion de répétition était la preuve de l'existence des pulsions de mort:

L'être vivant élémentaire n'aurait dès son origine pas voulu changer et, si les conditions étaient restées les mêmes, le cours de sa vie n'aurait fait que se répéter, toujours le même. Mais ce qui laisse, en dernière analyse, sa marque sur le développement des organismes, devrait être l'histoire du développement de la terre (Mère) et de sa relation au soleil (Père). (47)

Désormais:

Parti de certaines spéculations sur l'origine de la vie et certains parallèles biologiques, j'en tirai la conclusion qu'à côté de l'instinct qui tend à conserver la substance vivante et à l'agréger en unités toujours plus grandes, il devait en exister un autre qui lui fût opposé, tendant à dissoudre ces unités et à les ramener à leur état le plus primitif, c'est-à-dire à l'état anorganique. Donc, indépendamment de l'instinct érotique, existait un instinct de mort; et leur action conjuguée ou antagoniste permettait d'expliquer les phénomènes de la vie. (48)

La coexistence des deux types de pulsions conduit, dans le meilleur des cas, à un détournement des pulsions de mort vers l'extérieur, comme l'explique

Freud dans Le Moi et le Ca:

Les pulsions de vie neutraliseraient les pulsions de mort en les dérivant vers le monde extérieur par l'entremise de la "musculature", la pulsion de mort se manifestant "sous la forme de pulsion de destruction tournée contre le monde extérieur et d'autres êtres vivants" (49)

Ainsi l'instinct de mort eût été contraint de se mettre au service de l'Eros; l'individu anéantissait alors quelque chose d'extérieur à lui, vivant ou non, au lieu de sa propre personne. L'attitude inverse, c'est-à-dire l'arrêt de l'agression contre l'extérieur, devait renforcer la tendance à l'auto-destruction, tendance sans cesse agissante de toutes façons. Or. pouvait, en même temps, déduire de ce mécanisme typique que les deux espèces d'instincts entraient rarement -- peut-être jamais -- en jeu isolément, mais qu'ils formaient entre eux des alliages divers au titre très variable, au point de devenir méconnaissables à nos yeux. (50)

Les pulsions de mort prendront donc les formes du sadisme et du masochisme:

(47) S. Freud. "Au-delà du principe de plaisir" in op. cit. (1981), p. 81-82.

(48) S. Freud. op. cit. (1971), p. 73.

(49) S. Freud. "Le Moi et le Ca" in op. cit. (1981), p. 254-255.

(50) S. Freud. op. cit. (1971), p. 74.

Dans le sadisme, pulsion dès longtemps reconnue comme composante partielle de la sexualité, on aurait ce genre d'alliage, et tout spécialement riche, de la pulsion d'amour avec la pulsion de destruction; de même que dans sa contrepartie, le masochisme, une alliance de cette tendance à la destruction, tournée vers l'intérieur, avec la sexualité. Ainsi, cette tendance autrement impossible à percevoir devient précisément sensible et frappante. (51)

Plus de soixante ans après la rédaction de Malaise dans la civilisation, les pulsions de mort nous semblent encore les plus mystérieuses:

...nous ignorons comment se produit la "domestication" de la pulsion de mort par la libido qui est à l'oeuvre non seulement dans le sadisme, c'est-à-dire dans la partie de la pulsion de mort déversée sur les objets extérieurs, mais dans le "résidu" resté à l'intérieur, donc dans le masochisme lui-même, qui apparaît ainsi comme le plus primitif "alliage" de l'amour et de la mort. C'est lui qui transparaît dans les "habillages" successifs, aux divers stades de l'organisation libidinale : peur d'être dévoré (stade oral), désir d'être battu (stade sadico-anal), fantasme de castration (stade phallique), fantasme du coït passif (stade génital)... (52)

Sadisme et masochisme coexistent dans les visions nationalistes de l'histoire sous la Troisième République et sont ressentis eux aussi à partir des figures centrales que sont la Nation, l'Etat et le(s) Peuple(s); chez Bainville, on a déjà identifié certains de ces résidus masochistes dans l'Histoire de France: la peur d'être dévoré, étouffé ou démembré; le désir d'être battu est fortement ressenti, même s'il manifeste du déplaisir, les défaites militaires des républiques et des empires confirment la justesse de sa condamnation; la mort de Louis XVI correspond en fait à un fantasme de castration et l'agressivité allemande post-1870 maintient la France dans un état passif...

Mais comment définir l'action des pulsions à partir de ces figures généralisées? Récemment Octavio Paz nous en offrait un exemple de représentation:

Toutes les sociétés portent au fond d'elle-mêmes un principe de vie qui est également un principe de mort. Ce principe est nécessairement duel et, dans les époques de crise; il re-

(51) S. Freud. ibid. p. 74.

(52) P. Ricoeur. op. cit. p. 293.

vêt la forme d'une contradiction. Il s'agit de questions de vie ou de mort comme l'ont été, pour les polis grecques, les guerres et les rivalités entre les cités ou, pour les empereurs romains des III^e et IV^e siècles, la recherche d'une politique face au christianisme et aux sectes gnostiques... (53)

Le phénomène est lié à la projection qui considère une image mentale comme une réalité objective. L'image, issue de l'observation des êtres vivants, peut être prêtée aux figures générales que sont, chez Bainville, la Nation, le Roi et le Peuple. Le processus par lequel les impulsions (les émotions) spécifiques, les désirs, les aspects de soi (le sujet tel qu'il se ressent) ou les objets internes sont imaginés situés dans quelque objet extérieur à soi. La projection des aspects de soi est précédée par le déni, c'est-à-dire le fait de nier ressentir telle ou telle émotion, éprouver tel ou tel désir, mais on affirme que quelqu'un d'autre le ressent, l'éprouve. Le cas de la paranoïa est exemplaire de ce type de déplacement motivés de la projection (54).

Il suffira de projeter dans le récit de l'histoire les affects refusés d'être reconnus comme siens par l'auteur, les attribuant à ces généralités individualisées que, de toute évidence, il ne reconnaît pas avoir créées, les prenant comme perçues, données, objectivées. Il faut pratiquer une herméneutique du texte pour voir émerger la dimension symbolique chargée d'exprimer les affects en question. C'est ainsi que ces généralités individualisées se retrouvent animées de pulsions ou victimes de réflexes à caractère psychique qui sont, en fait, celles et ceux ressentis par les auteurs et hissés au niveau collectif au point que, projetés dans l'écriture de l'histoire, ils seront interjectés par les lecteurs. Emergés de la conscience historique collective par des écrivains, ils seront reprojetés dans la même conscience historique collective,

(53) O. Paz. Une planète et quatre ou cinq mondes Réflexions sur l'histoire contemporaine, Paris, Gallimard, col. "Folio essais" # 20, 1985, p. 184.

(54) On sait le parti qu'en a tiré René Girard dans Mensonge romantique et vérité romanesque, Paris, Grasset, réed. Livre de poche col. "Pluriel" # 8321, 1961.

mais après avoir passés à travers l'inconscient... inconscient des auteurs... inconscient du groupe social.

On peut facilement imaginer qu'il en est ainsi des pulsions érotiques: amour de la Mère, amour pour la Mère; amour du Père, amour pour le Père; amour du Peuple, amour pour le Peuple... Tout cela pourrait être particularisé par l'historiographie bainvillienne si ce phénomène ne se retrouvait pas, généralement, dans toutes les historiographies, ce qui n'en fait pas un phénomène de connaissance, mais un phénomène de conscience historique, profondément intégré à la philosophie qu'une société se fait de son passé. Ainsi, la compulsion de répétition n'est pas uniquement bainvillienne, encore récemment, Billard et Guibbert la retrouvait dans les manuels scolaires de la V^e République:

A chaque point de rupture, qui brise la continuité, des contradictions éclatent, qui projettent l'écopier en avant, par à-coups, dans une nouvelle époque de stabilité. C'est donc une conception classique de l'histoire à épisodes qui transparaît ici, avec ses hauts et ses bas et ses schémas répétitifs, avec ses figures et ses situations types qui reviennent périodiquement, à chaque apparition, plus achevées. Car il s'agit de conjuguer une pédagogie de la réitération et la croyance de principe au Progrès de l'Histoire. (55)

On aura reconnu facilement une structure analogue à celle de l'historiographie bainvillienne, et saura-t-on jamais si ce sont des manuels de la III^e République ou des livres de Bainville que les auteurs de ces manuels auront hérité cette "pédagogie de la réitération" qui, conformément à la définition freudienne des compulsions de répétition répète plutôt qu'évoque l'histoire.

Quand les pulsions de vie et de mort s'allient où que les pulsions de vie sont prépondérantes, l'individu peut être considéré comme psychiquement stable. Dans les perversions sadiques et masochistes, les pulsions s'allient, mais celles de mort prédominent. Dans le cas de la névrose ob-

(55) G. Billard et P. Guibbert. op. cit. p. 24-25.

sessionnelle, comme chez l'historiographie bainvillienne, une désintrication se produit, les pulsions de vie deviennent l'objet des pulsions de mort. S'il en est ainsi de l'inconscient individuel, il paraît peu probable qu'il en soit autrement de l'inconscient collectif et les projections culturelles (y compris l'historiographie) reprendront d'une manière ou d'une autre ces articulations pulsionnelles.

Ainsi, si l'idée des conflits pulsionnels n'est pas formulée en termes freudiens dans la pensée bainvillienne, elle est ressentie comme une réalité par Bainville à l'intérieur d'un mouvement historique de son temps. N'écrit-il pas, dans son journal personnel, le 9 octobre 1921:

La paix est donc le bien le plus précieux de l'homme. Mais qu'est-ce que la paix? "C'est l'ensemble des forces qui résistent à la guerre, comme la vie est l'ensemble des forces qui résistent à la mort. La présentation, l'organisation de ces forces, c'est l'oeuvre de la politique". (56)

Cette relation compliquée des pulsions, "dans la mesure où il est permis de parler de sociétés équilibrées, c'est-à-dire de sociétés dont les tensions internes restent maintenues dans les limites supportables..." (57) demeure l'articulation du principe de plaisir avec le principe de réalité qui sera projetée dans le passé parce qu'elle est ressentie ainsi dans la société présente par rapport à la Nation, à l'Etat et au Peuple. C'est ce que nous verrons dans les prochains chapitres à partir d'une lecture herméneutique freudienne de l'Histoire de France.

Les figures projetées auront d'abord été introjectées par l'auteur suite à son éducation. Ce qui demeure ainsi dans la projection de ces introjects premiers appartient moins à la personnalité de Bainville qu'à la structure familiale globale dont procédait sa propre famille, structure essentiel-

(56) J. Bainville, cité in J. Montador. op. cit. p. 108.

(57) P. Ricoeur. op. cit. p. 302.

lement bourgeoise, urbaine, travaillante, ce qui rendra facile sa réception par les lecteurs et auditeurs qui auront partagé une structure familiale identique et ainsi plus aptes à réintrojecter les symboles véhiculés par l'historiographie bainvillienne. L'intrication ou la désintrication dépend de l'ambivalence cœdipienne, modèle de toutes les ambivalences des rapports qui peuvent s'établir entre les projections contenues dans l'historiographie:

Le jeu d'ambivalence propre à la situation oœdipienne -- amour et haine à l'égard de l'instance parentale -- fait lui aussi partie du jeu plus vaste de l'ambivalence des pulsions de vie et de mort, prises isolément, les considérations génétiques partielles, élaborées à différentes époques par Freud, concernant le meurtre du père primitif et l'institution des remords, gardent quelque chose de problématique, ne serait-ce qu'en raison de la contingence qu'introduit dans l'histoire un sentiment qui en même temps se présente avec des traits d' "inévitabilité fatale". (58)

Et c'est aux affects organisés autour de cette instance parentale que nous devons maintenant nous arrêter.

1.3 Les affects : leur réalité et leur projection.

"Aimer la patrie, disait le Premier Ministre libéral du Canada Wilfrid Laurier, mais il n'y a aucun mérite à cela. On aime son pays comme on aime sa mère". C'est une idée acceptée et on se demande bien pourquoi on ne l'a jamais envisagée comme "objet d'étude" des mentalités? Peut-être est-ce là plus qu'un lieu commun banal, une représentation symbolique des choses de la société trop viscérale pour qu'on la traite comme un "objet" désaffecté? Il n'est pas besoin d'être nationaliste à tout crin pour considérer la dimension familiale qui se reproduit dans les relations nationales. Ne parle-t-on pas de "paternalisme" patronal; de la "fraternité des travailleurs" ou entre citoyens (59)? Rares de telles connotations parviennent à s'étendre à des

(58) P. Ricoeur. ibid. p. 302.

(59) Rappelons les récentes déclarations du successeur de Laurier, Mulroney, lors de la signature des accords de Meech Lake sur le retour normal du Québec au sein de "la famille canadienne". Persistance des symboles!

individus ou groupes en dehors de la frontière nationale. C'est cet esprit familialiste qui habite les classes moyennes françaises depuis le XIX^e siècle que nous devons considérer le rôle inspirateur des représentations affectives des rapports à la collectivité, car tout ce qui concerne les affects, les désirs et les répulsions, les frustrations et les refoulements, bref l'inconscient, naît des rapports qui s'établissent au sein de la famille type. Ici encore, ce n'est pas tant la famille immédiate de Bainville qui transparait que la structure globale de cette institution au sein de la petite-bourgeoisie de cette fin de XIX^e siècle.

La projection de la famille dans les structures sociales du pays n'est particulière ni à la France ni au XIX^e siècle. Elle semble générale dans l'espace et dans le temps. Parce que lien privilégié entre le privé et le public, la famille a des chances de se retrouver chez tous les groupes d'individus; parce qu'elle est la première institution, la première organisation collective que rencontre l'individu en naissant, elle moule son individualité comme elle a été moulée par la société dans laquelle elle s'insère et, à son tour, l'individualité devra travailler à mouler la société à l'image des relations familiales qu'elle aura connues. Parce qu'elle est suffisamment stable et harmonieuse avec la société, la famille tend peu à évoluer dans ses structures profondes, elle se perpétue dans le temps à la vitesse de la longue durée.

Mais elle évolue. Si l'on suit l'évolution familiale, on reconnaîtra ses projections dans l'organisation sociale, y compris dans l'instance politique. Laissons faire ici les seigneurs, les vassaux et les serfs pour nous centrer sur la représentation collective politique puisque c'est à elle que s'attache l'historiographie bainvillienne. Avec Alphonse Dupront, qui en a esquissé un aperçu historique, nous pouvons suivre l'évolution de la projec-

tion familiale à travers les représentations de la nation, de la patrie et du royaume.

Les termes coexistent dans le temps mais ne veulent pas toujours signifier la même chose. La notion médiévale de nation n'est pas exactement celle que s'en fait le XIX^e siècle, puisque, comme Colette Beaune le rappelle : "Pour le Moyen Age, la nation est une race... L'unicité de sang explique les qualités innées et communes de la population, la valeur militaire ou la pureté de la foi" (60). C'est Suger, le moine conseiller du gros Louis VI, très apprécié de Bainville, qui nous montre comment s'établit la confusion entre structures privées (symbolisme individuel) et structures sociales (symbolisme collectif):

Car la France est une famille qui l'emporte en valeur sur toutes celles de ce monde, trop périssables et imparfaites. Tout comme le peuple français est conçu comme une race pure et ancienne, suivant un modèle qui vient des généalogies nobiliaires, l'amour et les obligations que l'on a envers la Francia-mère sont conçues suivant un modèle familial élargi et idéal : on lui doit la défense de son honneur, de sa vie et la défense du patrimoine territorial commun. Structures privées et structures publiques s'épaulent ici mutuellement. (61)

Le modèle national correspond ici au modèle de la famille élargie en vigueur durant tout le Moyen Age et dans la famille paysanne jusqu'au XIX^e siècle avancé. D'autre part, la nation, dans sa définition la plus étymologique, est bien le "sol natal", ce "même ventre" (Suger) dont les Français forment "une même chair", définition qui ressurgira plus tard, affectivement appréciée par la petite-bourgeoisie révolutionnaire pour exprimer la nature de ses liens avec la société.

Par rapport à la notion de nation, celle de pays paraît assez pauvre:

...aire territoriale plus ou moins indéterminée, canton, contrée ou le pagus tout entier. Rapport organique fri-

(60) C. Beaune. op. cit. p. 337.

(61) C. Beaune. op. cit. p. 335 (souligné par moi, j.-p. c.)

leux... une proximité humaine élémentaire où se rassemblent pêle-mêle mais autant de liens, la famille, les voisins, une terre, des paysages familiers, le cadre d'une vie commune, tout ce que la langue, toujours fidèle à l'essentiel surtout chez les plus simples, saura conserver de compatriote dans cet aveu lourd de tendresse, en le reconnaissant "un pays". (62)

Mais on lui préfère le terme de patrie qui, opposé à celui de nation à tendance maternelle du Moyen Age, favorise l'appartenance au père:

Terre du père évidemment, mais aussi corps collectif, sensible surtout parce qu'il le faut défendre et mourir pour lui: réalité spirituelle donc par l'historicité qu'elle anime ou justifie, mais fondée sur la présence physique d'un territoire. (63)

Ainsi, alors que la nation semble mue par les pulsions de vie, la patrie en vient plutôt à exprimer les pulsions de mort, à l'image de Saturne, la patrie dévore ses enfants:

Du biologique, il va rester que la patrie désignera, toujours dans le latin savant, la terre de la naissance, terre qui dévore le père ou en laquelle il disparaît... Les croisés vont quitter les terres de leurs origines biologiques, sur lesquelles s'exerce l'autorité transposée du père, évêque ou haut seigneur. (64)

De même, alors que la nation civilise, la patrie présente un aspect crûe, brutale, "native"... "Réalité humaine, chaude, proche et comme familiale. Dans l'évolution du latin médiéval qui cherche son émancipation "vulgaire", patriote signifie fermement l'indigène..." (65).

L'histoire du concept de patrie, telle que tracée par Dupront, montre que le temps où il s'est substitué à celui de nation, il a jumelé en lui une figure maternelle axée sur les pulsions de vie et une figure paternelle axée sur les pulsions de mort. Avec la monarchie absolue, ce jumelage se déchire : l'aspect maternel se fond avec la définition médiévale de nation,

(62) A. Dupront. op. cit. p. 1426.

(63) A. Dupront. ibid. p. 1424.

(64) A. Dupront. ibid. p. 142.

(65) A. Dupront. ibid. p. 1426.

restaurée au XVIII^e siècle, mais entraîne avec lui les pulsions de mort héritées du côté paternel de patrie; tandis que l'aspect paternel se porte sur la notion de royaume et ne tarde pas à être englobé par l'Etat : le royaume où le roi aurait dit "L'Etat, c'est moi!".

Mais au-delà de ce jeu de projections du privée sur le public, la structure sociale devient affectivement intériorisée par les individus. Plus que la nation, la patrie sera le lieu qui donne la vie et pour lequel on accepte de mourir. Au niveau de l'inconscient collectif, le terme de patrie est une intrication des pulsions des mieux réussies, mais les pulsions de vie ne dominent pas toujours. Aussi, entre les périodes de tensions agressives, la patrie est nation:

Chacun n'a qu'une patrie, et c'est la bonne Elle est donnée au point de départ sans qu'on l'ait choisie -- il faut s'en satisfaire et y trouver son bien. C'est une obligation de nature : cette vie qui m'est donnée, je ne la pars pas à deux fois.

...la patrie représente infiniment plus que le lieu "où j'ai vu le jour". C'est elle qui m'a nourri sur le plan matériel, spirituel et culturel. (66)

Si nous suivons le tableau de la page 375, nous pouvons constater que la dimension maternelle et thanatique de la patrie a rejoint le concept de nation à peu près au moment des guerres de religion. Alphonse Dupront en a suivi les phases:

...en ses commencements, la patrie n'est guère invocable seule. Chez Du Bellay déjà s'établit cette association qui lie et distingue à la fois le service du prince et le profit ou l'utilité de la patrie. Cette présence neuve, bien que traduite, avoue l'exigence de deux autorités où rapporter sa vie. L'une évolue lentement du mode de dépendance féodale au prince de l'absolutisme; l'autre est réalité qu'il faut accroître en sa puissance. (67)

La patrie, "terre du père" devient donc la nation, "terre natale" tout en subissant une réversion de connotation:

(66) B. Hébert. op. cit. p. 369.

(67) A. Dupront. op. cit. p. 1427-1428.

CORRESPONDANCES AFFECTIVES ENTRE STRUCTURE FAMILIALE ET INSTANCES POLITIQUES

TABLEAU IV

périodes	territoire (espace)	structures familiales	de naissance, maternelle (biologique)	âme collective (sacrée)	corps collectif (profane)	forme politique et sociale
Moyen Age	Pays ♂	Famille d'origine paysanne	Nation ♀	♀ Patrie ♂		
Renaissance XV-XVI s.	Pays ♂		Nation ♀	♀ Patrie	Patrie ♂	
XVII-XVIII s.	périmé	Famille	Nation ♀		Royaume ♂	Etat ♂
Révolution française - XIX s.	Patrie ♀ ("La pa- trie en danger")	Famille moderne	Nation ♀			Etat ♂
Érise boulangiste	Patrie ♀ (terme utilisé par la GAUCHE)	Famille nucléaire	Nation ♀ (terme utilisé par la DROITE)			Etat ♂
-----LA REPUBLIQUE-----						

Légendes : ♀ connotation féminine
 ♂ connotation masculine

Rien d'étonnant que, pour exprimer cette puissante dépendance affective, aux mêmes années (XVI^e siècle), la patrie ne devienne mère... Comme si, en face du principe mâle qu'affirme encore le prince, l'autre présence, originelle et unifiante, protectrice telle une Vierge au manteau, exigeante aussi d'une consécration de vie, devrait être distincte mais non affrontée, promesse au contraire d'une union bénéfique au royaume : la patrie. (68)

Tandis que la dimension paternelle, vidée de ses substances pulsionnelles, se retrouve investie dans le concept de royaume qui est déjà l'Etat puisque "corps institutionnel qu'invoquent politiques, parlementaires et juristes". Face à lui, la patrie "dit dès l'abord lieu humain, charnel, émotif, et des plus proches, de ceux aussi que l'on ne saurait rompre" (69). Royaume, qui restera toujours moins expressif des affects collectifs, et lorsque le temps sera venu de s'en débarrasser; tandis que la patrie aura en elle non seulement la projection maternelle mais l'intrication des pulsions héritées de l'aspect désuet du mot, "l'Etat, ce monstre froid" pourra alors apparaître comme l'entité héritière du royaume sans y ajouter de nouvel affect sinon que la conservation, toute platonique, de la dimension paternelle:

Du XVI^e au XIX^e siècle bien entamé, la patrie n'a pas cessé d'être mère. Inversion caractéristique de l'originel : le père disparaît en profondeur de l'inconscience. Ou bien quand affleure encore sa présence, c'est de la petite patrie qu'il s'agit. Décisivement petite, cette patrie des ancêtres mâles, justement lorsque la patrie devient chose grande. Quand hommes de lumières et révolutionnaires s'emparent de la notion et de ses images pour lui donner son destin épique, aucun retour ni mémoire du père. Confirmation pour l'analyse historique, de la puissance d'opposition au principe mâle, princier et monarchique, contenu dans la conscience moderne de la patrie. (70)

La patrie, telle qu'objet de projection du XVIII^e siècle, est une figure essentiellement petite-bourgeoise. De patrie vient le mot patrimoine, très domestique, très près du sentiment économe du paysan et de la petite propriété comme le définit le canadien Lotbinière-Harwood en 1881:

(68) A. Dupront. ibid. p. 1428-1429.

(69) A. Dupront. ibid. p. 1428.

(70) A. Dupront. ibid. p. 1429.

Sans doute, pour l'homme religieux, pour le philosophe, pour l'homme d'Etat, la patrie se compose d'abstractions sublimes: la patrie, c'est la succession continue d'une race humaine possédant le même sol, parlant la même langue, vivant sous les mêmes lois, et qui, ne mourant jamais, se perfectionne en se renouvelant toujours, comme un être immortel qui n'a que Dieu devant lui et Dieu après lui. Mais pour l'homme des champs, la patrie est quelque chose de plus sensuel, de plus réel, de plus près du coeur. Ce qu'il aime dans la patrie, c'est ce petit nombre d'objets auxquels son âme est attachée toute sa vie: c'est la maison, c'est la famille, ce sont toutes ces images sensibles devenues des sentiments pour lui. Riche ou pauvre, peu importe, c'est le toit, c'est l'espoir de sa vie. Il y a autant de patriotisme dans la masure dégradée et couverte de chaume et de mousse que dans la demeure élevée et resplendissante au soleil. C'est pour cela qu'on vit, c'est pour cela qu'on meurt avec joie quand il faut les défendre contre la profanation du pied étranger. (71)

La patrie est ainsi apparue au moment même où la famille occidentale subissait sa plus importante mutation depuis ses origines. La famille élargie -- celle qui avait donné sa figure à la nation de type médiéval -- se rétrécit autour d'un noyau formé du père, de la mère et de quelques enfants. Finies les familles trop nombreuses et la parenté des aïeux, des oncles, tantes et cousins. C'est la nouvelle organisation bourgeoise de la famille qu'évince la vieille organisation paysanne tout en conservant la valeur du patrimoine contre les aventures risquées et financières de la haute bourgeoisie. Jusqu'à nos jours, il n'en ira pas différemment et André Tardieu, chef conservateur et autoritaire: "bon représentant de sa classe, il ne percevait pas la signification profonde de l'industrialisation. "La Terre, disait-il, est la base de la civilisation française. La France est un pays paysan et doit le rester..." (72).

De même, Max Gallo explique-t-il la résistance acharnée des Français pendant le dur conflit mondial des tranchées, en 1914-1918, par cet attachement petit-bourgeois à la patrie:

(71) Lotbinière-Harwood (1881), cité in B. Hébert. op. cit. p. 151-152.

(72) A. Tardieu (1932) cité in P. Machefer. Liques et fascismes en France 1919-1939, Paris, P.U.F., col. "Dossier Clio" # 71, 1974, p. 6.

Comment les Français ont-ils tenu les quatre années de la guerre 14-18? Ils ont tenu, d'abord parce qu'ils aimaient leurs terres, que les hommes qui sont dans les tranchées, en Allemagne comme en France, sont essentiellement des paysans et que, vraiment, la terre dans laquelle ils s'enterrent, c'est leur terre, c'est celle qu'ils labourent. (73)

Et pour Philippe Machefer:

La société française de l'entre-deux-guerres est une société au développement économique ralenti où le prolétaire proprement dit reste minoritaire. C'est un monde dont l'intégration est réalisée au niveau des mentalités, où tous partagent en effet le rêve d'une ascension bourgeoise à travers la chaîne des générations. Dans ce pays petit-bourgeois, au sens balzacien du terme, la dictature était souhaitée en tant que phénomène purement politique... (74)

Enfin, cet attachement demeure bien sentimental:

Mais en quoi le sentiment patriotique est-il naturel à l'homme?... C'est que l'homme de par sa nature corporelle, ne naît pas n'importe où mais dans un lieu. Il ne naît pas de n'importe qui, mais de ses parents, de sorte que le foyer familial -- abstraction faite de la qualité qu'il peut avoir -- est la patrie de tout homme venant en ce monde... L'enfant reçoit de ses parents nourriture, force, vie, esprit ambiant -- ce qu'eux-mêmes ont reçu des ancêtres, ce qu'ils reçoivent de la nation au milieu de laquelle ils vivent. (75)

Comme au temps de Suger, il y a bien interpénétration entre les structures privées et les structures publiques. On peut donc supposer à bon droit qu'il y a toujours interférence entre le double langage symbolique, libidineux et social.

Dans leur Histoire des mères, Y. Knibielher et C. Fouquet affirment que "si la vie politique se démocratise, la famille garde au XIX^e siècle une forme monarchique" (76). Il peut donc y avoir désynchronisation entre les structures même s'il y a permanence des interférences. De fait, il semble normal que la structure privée accuse un certain retard sur la publique,

(73) M. Gallo. op. cit. p. 77.

(74) P. Machefer. op. cit. p. 6.

(75) B. Hébert. op. cit. p. 153.

(76) Y. Knibielher et C. Fouquet. Histoire des mères, s.v., Montalba, rééd. Livre de poche, col. "Pluriel" # 8388, 1977, p. 176.

souvent imposée par "le haut" avec la période révolutionnaire et le Code Napoléon. Seulement les forces conservatrices tiennent à rappeler à l'anarchie révolutionnaire qu'il faut que les deux niveaux de structures se ressemblent et qu'il vaut mieux que l'Etat plagie les relations les plus saines qui soient, les relations familiales:

Le thème familial est, lui aussi, promis dans la pensée de droite à une longue et éclatante fortune, et l'importance reconnue à la cellule familiale dans l'organisation de la société restera jusqu'à nos jours un des indices les plus sûrs auquel reconnaître les tenants de la conservation politique et sociale. Les autres collectivités, territoriales, professionnelles, politiques même, sont conçues sur le modèle de la famille : l'Etat idéal des ultras n'est pas l'Etat anonyme, impersonnel et administratif de la société moderne, c'est une monarchie paternelle, patriarcale, dont le souverain est moins le chef que le père; les sentiments de ses sujets à son égard sont ceux de fils pour leur père, où l'affection tempère le respect et l'obéissance se nuance de déférence; et c'est dans leur vénération filiale que tous les Français se découvrent frères. Cette fraternité naturelle et familiale des habitants d'un royaume n'a pas grand-chose de commun avec la fraternité révolutionnaire, née d'une prise de conscience politique dans le cadre de la nation... (77)

C'est la négation même de l'idée de contrat social puisque les liens unissant les membres d'une famille ne proviennent ni ne sont régies par un tel contrat formaliste. La famille est un partage -- de services, de protection, de devoir et de tâches --, la vie publique ne saurait en être autrement:

Les traditionalistes, qui n'aiment pas les rapports contractuels parce que les contrats impliquent l'existence de parties contractantes, d'où une opposition d'intérêts insistent sur le fait qu'un atelier, une usine, une profession sont des unités (sic!) dont les membres partagent une communauté d'intérêts. Ouvriers et patrons unis dans une entreprise commune travaillent ensemble pour le bien de tous dans l'ordre nécessairement hiérarchisé que la réalité empirique impose. Ils forment une corporation unie par l'intérêt d'abord, par le sentiment ensuite. Et ce qui est vrai au niveau de l'atelier ou de la profession peut et doit l'être au niveau de la nation. (78)

(77) R. Rémond. op. cit. p. 58-59.

(78) E. Weber. op. cit. p. 248.

Pour ces raisons, les traditionalistes rejettent le principe même d'une monarchie "constitutionnelle" où les parties contractantes seraient liées par des intérêts personnels sans aucune affectivité. Le meilleur moyen pour qu'une collectivité prenne l'allure d'une famille, selon Renan, c'est de la lier aux intérêts d'une famille:

L'âme d'une nation ne se conserve pas sous un collège officiellement chargé de la garder. Une dynastie est la meilleure institution pour cela; car, en associant les chances de la nation à celle d'une famille, une telle institution crée les conditions les plus favorables à une bonne continuité. (79)

La consolidation de la collectivité est ainsi cimentée par des liens autres que ceux établis par un contrat signé "à froid". Il faut que la collectivité soit chaude, amoureuse, et à l'idée de patrie commune, l'idée de nation simplifie, dans l'esprit des conservateurs, cette même origine naturelle. La patrie est devenue l'image favorite de la gauche et tend à se confondre avec la République à l'intérieur de l'idée de l'Etat démocratique. C'est bien là une patrie trop républicaine où le Père, à toute fin pratique, apparaît comme un impuissant. La nation redevient donc ce qu'elle était au Moyen Age, la Mère, et cette Mère ne peut que se concevoir avec un Père puissant et autoritaire qui ne sera sûrement pas un président élu. Car même si la Nation est patrie; que le Père est faible ou mineur, les liens affectivement consolidés seront plus forts que les liens contractés par une Constitution. Les douloureuses expériences des règnes de Charles VI, Charles VII, Charles IX et de Henri III sont là pour le rappeler. La durée, la continuité dynastique remplace les renouvellements de contrats toujours ardues à négocier entre les parties:

La monarchie, en liant les intérêts d'une nation à ceux d'une famille riche et puissante, constitue le système de plus grande fixité pour la conscience nationale. La médiocrité du souverain n'a même en un tel système de que de faibles inconvénients. Le degré de raison nationale émanant d'un peuple qui

(79) E. Renan. op. cit. p. 110.

n'a pas contracté un mariage séculaire avec une famille est, au contraire, si faible, si discontinu, si intermittent qu'on ne peut le comparer qu'à la raison d'un homme tout à fait inférieur ou même à l'instinct d'un animal. (80)

Cette façon de sentir les choses prend une dimension importante à la fin du siècle car même si la dynastie royale est disparue du champ politique, la famille privée, à son tour, se sent menacée elle aussi de disparaître. Accroissement du taux des divorces, crises familiales, criminalité conjugale, donnent l'impression que le destin de la structure privée était si étroitement lié à celui de la structure publique que la conséquence de la disparition de la famille dynastique royale à la tête du pays a pour conséquence cet effritement des familles privées. Pour Maurras, le retour à la monarchie est le premier pas d'une reconstitution des familles françaises en péril:

La reconstitution de la famille royale, de la dynastie héréditaire, n'est d'ailleurs que le symbole et l'annonce de la reconstitution des familles en général. Il est temps d'en croire les Bonald, les Comte, les Le Play, ces grands avocats des familles françaises décimées contre l'individu usurpateur, contre l'individualisme anarchique de la Révolution. (81)

La politique de Maurras, comme l'explique fidèlement son disciple Michel Mourre, se fonde sur la relation familiale, c'est sa façon à elle d'être conforme à la nature:

A la question : "Qu'est-ce que l'homme en face de l'homme, qu'est-ce que l'homme dans la cité?", Maurras... demande que notre essence soit saisie dans une situation privilégiée, à la fois la plus commune et la plus particulière, primordiale, car nous sommes faits par elle avant d'avoir éprouvé la moindre émotion, la moindre pensée, la moindre volonté : la situation familiale, dans ce fait de la naissance, de l'hérédité et de l'héritage, qui constitue un mouvement unique, relation des fils au père, puis du père au fils, hors de laquelle nulle existence ne peut être envisagée. Le petit homme...

"est né. Sa volonté n'est pas née, ni son action proprement dite. Il n'a pas dit JE ni MOI, et il en est fort loin, qu'un cercle de rapides actions prévenantes s'est

(80) E. Renan. ibid. p. 115.

(81) J.-J. Chevallier. op. cit. p. 299.

dessiné autour de lui. Le petit homme presque inerte, qui périrait s'il affrontait la nature brute, est reçu dans l'enceinte d'une autre nature empressée, clémente et humaine; il ne vit que parce qu'il en est le petit citoyen..."

Fonder la Politique sur la relation familiale, c'est la fonder sur ce qu'il y a de plus naturellement, de plus communément humain dans l'homme. (82)

Mais comme le démontre si justement à son tour Eugen Weber:

Et là, semble-t-il, réside l'erreur essentielle du raisonnement de Maurras. L'argument fondé sur l'unité organique, où la famille apparaît comme le microcosme de l'Etat et l'Etat n'est qu'une vaste famille, où l'entreprise est une sorte de tribu et l'Etat une simple entreprise paternaliste, où les mêmes règles de bon sens, de devoir familial et d'affection s'appliqueraient à tous les stades ne différant que par l'échelle, néglige le fait qu'à un moment donné, la différence quantitative devient différence qualitative, et que la différence qui existe entre un hangar et la tour Eiffel dépasse la simple question de dimension. (83)

Cette politique fondée sur la famille n'était pas une idéologie, elle était le juste retour de l'organisation familiale des classes moyennes petites-bourgeoises sur l'Etat, et comme elle était mieux axée sur le patrio-
moine que sur le patriotisme, elle animait encore le pacifisme maurrassien de l'Entre-deux-Guerres quand les nationalistes "avec une obstination de paysan s'étant assuré le bien de la famille, ils se refusaient à risquer de le perdre dans une aventure à l'étranger" (84).

Passer de la réalité familiale des classes moyennes à la projection au niveau de la conscience collective nous permet de lier les affects intro-
jectés dans la structure privée pour la projeter ensuite dans la structure publique. Parler du maurrassisme et de l'historiographie bainvillienne, c'est parler de la retransformation de cette projection en introjection au niveau du lecteur. Cet axiome de substitution aura une importance proportionnelle à l'étendue du champ de lecteurs capables de répondre au symbolis-

(82) M. Mourre, citant M. Maurras. Mes idées politiques, op. cit. p. 90-91.

(83) E. Weber. op. cit. 274-278.

(84) E. Weber. ibid. p. 477.

me intermédiaire. Notons que c'est de la famille de Maurras que lui est venu l'héritage royaliste, comme le rappelle Weber:

Alors que le père de Maurras avait été libéral, romantique, sa mère était dévote et royaliste. En 1848, on n'avait instruit qu'avec beaucoup de prudence la grand-mère de Charles, légitimiste convaincue de la naissance de la République et, malgré les précautions, elle n'avait pu s'empêcher de s'évanouir à la nouvelle. (85)

Et le cas de Maurras n'est pas exceptionnel:

Le grand-père de Léon, Vincent Daudet, avait été royaliste et sa grand-mère avait passé une bonne partie de sa vie à l'église... (Mais) c'est Marthe (Allard, seconde femme de Léon Daudet) qui le ramena au catholicisme. C'est elle également qui l'influença en vue d'une autre conversion, non moins importante que la première, en l'inclinant vers la cause royaliste à laquelle il allait désormais dévouer sa vie. (86)

Même l'agnostique Bainville épouse "a devout Catholic" (87) qui fera venir un prêtre catholique et royaliste auprès de son époux agonisant, mais impénitent. Toutes ces exemples confirment l'observation d'Ariès, que le royalisme était transmis par les femmes:

Le royalisme était transmis par les femmes, comme la religion. Elles entretenaient au ras de la vie quotidienne l'alliance du trône et de l'autel, et toute une mythologie contre-révolutionnaire...

Les partis politiques royalistes des XIX^e et XX^e siècles, l'Action française en particulier, se sont recrutés là où ce sentiment existait et était vivant, mais, et cela est très important pour notre propos, ils n'ont pas coïncidé avec lui. D'une part ils l'ont débordé du côté bonapartiste, nationaliste, anti-parlementaire, anti-libéral. D'autre part, ils n'ont pas recouvert tout le vieux pays royaliste, et en ont laissé échapper une bonne partie. Beaucoup de royalistes de sentiment, femmes, enfants, jeunes hommes marqués par l'éducation maternelle, ne devinrent pas des militants... (88)

Affectivement, il y aurait donc eu une distorsion majeure entre le royalisme matrilinéaire et le monarchisme d'Action Française, le premier refusant de se confondre avec la pensée un peu trop "rationnaliste" du second (89). C'est

(85) E. Weber. ibid. p. 22.

(86) E. Weber. ibid. p. 63.

(87) W. Keylor. op. cit. p. 311.

(88) P. Ariès. "La nostalgie du roi" in Les nostalgies des Français, Paris, Hachette, Cahier Histoire # 5, 1980, p. 40-41.

par la proximité de l'historiographie bainvillienne au maurrassisme que nous devons essayer de comprendre quel travail le groupe a pu affectivement accomplir pour que leur monarchisme en vienne à être si incompatible au royalisme de coeur de bon nombre de traditionalistes. Comment, parti d'une introjection familialiste et toujours en en revendiquant la pure fidélité traditionnelle, la projection maurrassienne en est venue à déformer la distribution affective des principales formes symboliques généralisées de la Mère-Nation, du Père-Roi et de l'Enfant-Peuple.

Nous pouvons enchaîner directement avec l'Histoire de France de Bainville. Oeuvre qui transporte avec elle une névrose obsessionnelle où l'angoisse de l'étouffement et de la perte sont les symptômes majeurs. Il est temps d'en explorer son langage symbolique, échange des symboles libidineux et sociaux issus des structures privées et publiques.

Dès son avant-propos, Bainville s'inscrit dans le mouvement de tout ce que nous venons de décrire et que cette Histoire de France projette une structure privée sur une structure publique : "Cette conception de l'histoire est simple. C'est celle du bon sens. Pourquoi juger la vie d'un pays d'après d'autres règles que celle d'une famille?" (H.F.:6). La distribution des personnages doit suivre, et d'abord l'identification de la France comme nation, ce qui n'est pas original puisque cette idée remonte, telle quelle à Michelet: "Ainsi, la fusion des races a commencé dès les âges préhistoriques. Le peuple français est un composé. C'est mieux qu'une race. C'est une nation" (H.F.:9). Mais avant même que la nation s'impose comme Mère, Bainville introduit aussitôt la seconde figure projetée, celle sans qui la première n'existerait pas:

On dit communément que, dans cette contrée fertile, sur ce territoire si bien dessiné, il devait y avoir un grand peu-

(89) Cela explique peut-être que la distribution des lieux de naissance des auteurs bainvilliens, milieux royalistes, ne se confondent pas avec les centres de rayonnement de l'Action Française. Voir *supra*, pp. 59 à 62.

pie. On prend l'effet pour la cause. Nous sommes habitués à voir à cet endroit de la carte un Etat dont l'unité et la solidité sont presque sans exemple. Cet Etat ne s'est pas fait tout seul. Il ne s'est pas fait sans peine. Il s'est fait de main d'homme. Plusieurs fois, il s'est écroulé mais il a été rebâti. La combinaison France nous paraît naturelle. Il y a eu, il aurait pu y avoir bien d'autres combinaisons. (H.F.:10)

La naissance de la Nation n'est donc pas "naturelle" (lire géogographique); les Français ne seraient jamais sortis "spontanément" de la terre natale s'il n'y avait eu, là aussi, une obstétrique faite "de main d'homme" et le singulier exclu définitivement le peuple. C'est le roi, l'Etat en fait, la dynastie capétienne qui, incluse dans le morcellement féodal, aurait elle aussi germée dans la terre natale pour finalement en exécuter une sorte d' "obstétrique par l'intérieur" pour faire naître la Nation.

D'autre part, ces Etats (féodaux) s'étaient formés, naturellement, aux endroits indiqués par la géographie, ceux où les hommes avaient une communauté d'intérêts, l'habitude de se fréquenter et de vivre ensemble, parfois de vieilles traditions héritées des tribus gauloises. Pour ces raisons, quelques unes des nouvelles dynasties enfoncèrent de fortes racines dans certaines provinces. C'est ce qui mit le remède à côté du mal : une de ces familles deviendrait un jour assez forte pour se placer au-dessus des autres et pour reconstituer l'unité française dont l'idée s'était obscurcie sans être jamais tout à fait morte. (H.F.:37)

C'est à ce moment-là que naîtra en même temps que la Nation enfante le Peuple, le Père-Roi. Il procède de la Mère -- et ne lui est pas étranger puisque l'accouchement a lieu bien après la venue de Clovis -- et la féconde en même temps puisqu'il assure l'émergence de l'Enfant-Peuple qui se distingue désormais de la Mère-Nation [contrairement à la projection républicaine et démocratique, projection encore bien peu répandue au tournant du siècle]. La Nation prend modèle sur la dynastie royale : "La France sensée, équilibrée, se reconnut dans cette famille qui aimait son métier et qui avait le don de s'instruire par l'expérience" (H.F.:41).

Toute l'Histoire de France sera désormais celle de cette famille projetée,

très nucléarisée autour de la Mère, la Nation, du Père, le Roi et de l'Enfant, le Peuple. Les liens qui résulteront de l'unité ne sont pas des liens contractuels même s'ils sont des liens de nécessité, mais des liens vitaux, affectifs, parentaux. Y'a-t-il une rébellion intérieure comme ces protestants de la Réforme? Le roi n'a d'autre alternative que de se réconcilier les dissidents:

En somme, la monarchie avait traité avec un parti rebelle comme avec des belligérants et cette politique, pour réussir, supposait un apaisement général, une vaste réconciliation de famille entre Français. (H.F.:143)

Et la famille privée de Charles IX donnera l'exemple à suivre à la famille nationale:

Il força même le consentement de sa soeur. A Notre-Dame elle hésitait encore, et l'on raconte que le roi, d'un geste brusque, la força d'incliner la tête pour dire oui.

C'est dans ce mariage (avec le roi de Navarre), pourtant destiné à être le symbole de la réconciliation des Français, qu'est l'origine de la Saint-Barthélemy. (H.F.:144-145)

Seule la famille royale peut tenir à coeur cette liaison du privé et du public et anticiper la rupture des liens au niveau collectif, c'est envisager qu'un jour les liens privés seront à leur tour défaits. Encore, au moment où la Révolution se profile à l'horizon, Louis XVI reconnaîtra que...

Le bien public, par le moyen de la monarchie agissant comme une autorité paternelle et respectant les vrais droits, les libertés, franchises et garanties, les trois ordres et les grands corps, le retour à l'ancienne constitution de la monarchie, telle qu'on l'imaginait : c'était moins des principes qu'une tendance qui paraissait se confondre sur certains points -- sauf la question religieuse -- avec celle des philosophes, mais qui en était l'opposé. (H.F.:259)

Bainville reconnaît donc à Louis XVI la conscience de son rôle symbolique, là où il se sépare du monarque, c'est dans la qualité donnée (ou ressentie) à ce rôle. Pour lui, Louis XVI concevait son autorité de manière "paternaliste", généreuse, alors qu'il aurait dû se montrer vraiment "patriarcal", autoritaire, absolu. Mais pour l'un comme pour l'autre, il est clair que sans

le Roi, il ne peut y avoir de Nation, comme sans Père, la Nation devient stérile. C'était un renversement de la symbolique révolutionnaire jusque dans la distribution des pulsions de mort, et, lorsqu'en juillet 1914, la section d'Arras de l'Action Française imprimait et diffusait un tract anti-gouvernemental, on pouvait y lire, comme réponse à la condamnation de Louis par cet autre Enfant d'Arras qu'était Robespierre : "Mort à la République pour que vive la France!" (90). C'était présumer ici toute la motivation affective à la source de la névrose obsessionnelle aussi bien qu'à l'angoisse de la perte qui donneront naissance, dix ans plus tard, à l'Histoire de France.

(90) E. Weber. op. cit. p. 116. Robespierre, dans son discours devant la Convention du 3 décembre 1792 avait dit : "Louis doit mourir parce qu'il faut que la patrie vive" (in Discours et Rapports à la Convention, Paris, U.G.E., col. "10/18" # 237-238, 1965, p. 79). Le tract de l'Action Française fait resurgir ainsi l'opposition contre l'idée républicaine de patrie (en lui substituant le nom de France, la Nation) et en condamnant la République au nom de la vie de la Nation de la même façon que Robespierre avait condamné Louis XVI au nom de la vie de la Patrie. C'est ainsi, au cœur de la névrose obsessionnelle, que les pulsions de vie sont prises en otages comme objets des pulsions de mort.

Chapitre II

LA MERE-NATION

C'est la France seule qui nous fécondera. Sans elle, nous sommes de si petite chose et sans intérêt.

MAURICE BARRES

II.1 La figure maternelle projetée sur la Nation.

Dans le processus de la philosophie de l'histoire, à quel moment la Nation devient-elle figure maternelle? Très tôt. A vrai dire, dès qu'il y a intelligibilité du passé; quand l'Histoire naît à notre conscience, elle se recouvre du manteau du symbolisme. Dès qu'il y a historicité, il y a affectivité -- et peut-on concevoir une historicité possible sans affectivité? --; dès qu'il y a unité, il y a "parenté". Le processus initial est visible chez Michelet où "la cohérence organique est lumière : par son histoire, c'est-à-dire essentiellement composant sa figure et son être d'unité, la France s'est faite Personne, et "la personnalité, l'unité, c'est par là que l'être se place haut dans l'échelle des êtres"" (1). En fait, Michelet analyse "une "poétique" de la France, où le travail de soi sur soi qui fait en elle la personne l'élève à la mission suprême d' "enfanter toute nation à la liberté""(2). Ce qui donne une personnalité outre mesure à la France, qui en fait, comme disait Maurras, une "déesse" (3), mais dans l'esprit de Michelet, c'est celle représentée dans le tableau de Delacroix sous les traits de "la Liberté guidant le peuple" et devient "la Nation guidant les Peuples".

(1) A. Dupront. op. cit. p. 1469-1470.

(2) A. Dupront. ibid. p. 1464.

(3) C. Maurras, cité in R. Girardet. op. cit. p. 198.

Mais le sens de la représentation est inversée. La Nation guidant les Peuples n'attend plus ni respect ni reconnaissance, et encore moins de l'amour des autres, mais de soi seule. Elle a perdue l'euphorie des temps de Delacroix et de Michelet. De ses avantages et gratifications, la France, désillusionnée, n'a plus qu'à se développer comme ségrégation, supérieure aux inférieurs; civilisée sur les barbares:

Une société n'est forte qu'à la condition de reconnaître le fait des supériorités naturelles, lesquelles au fond se réduisent à une seule, celle de la naissance, puisque la supériorité intellectuelle et morale n'est elle-même que la supériorité d'un germe de vie éclos dans des conditions particulièrement favorables. (4)

C'est donc de Michelet en passant par Renan que l'historiographie de la fin du siècle est appelée à renverser l'ordre de la représentation de la France. Ainsi, Lavis, l'auteur le plus prolifique de manuels d'histoire, reprend l'image d'une France qui se fait par son peuple (Michelet) tout en s'imposant comme personnalité (Renan) (5), mais personnalité supérieure, enviable par la jalousie mesquine de ses voisines, en particulier l'Allemagne.

Mais si la France est personne, individualité, un être concret aimant et à aimer, elle doit se matérialiser quelque part. Elle ne peut être confondue avec son peuple puisque le peuple va si souvent à l'encontre de la France! Le cheminement développé par les libéraux et les républicains du XIX^e siècle est de confondre sa matérialité avec sa géographie qui devient ainsi corps physique de la Nation (6). Décrire la géographie de la France, c'est peindre le corps de la déesse, lui donner une esthétique:

Un pathétique intense saisit l'historien à l'évocation du corps même de cette nation-humanité, élue du progrès, fer de lance de l'histoire. "Je ne parlais jamais sans émotion de la géographie de la France" dit Lavis. (7)

(4) E. Renan. op. cit. p. 86.

(5) P. Nora. op. cit. p. 97.

(6) On peut ajouter que le corps mystique en sera le peuple.

(7) P. Nora. ibid. p. 103.

Vidal de la Blache, géographe réputé, fort apprécié de Lucien Febvre, n'hésite pas à recourir à un certain sensualisme dans la description qu'il fait de la forêt vosgienne par exemple (8) et André Zysberg explique comment le grand géographe donne un corps physique à la personnalité de la France:

...Vidal s'efforce de... montrer que la France est un "être géographique"; c'est-à-dire qu'elle naît dans un espace favorable à l'éveil d'une vie collective, et qu'elle acquiert, grâce à la combinaison des données de l'histoire avec celles du sol, une individualité précoce... Cette émergence précoce ne tient ni aux vertus d'une race... ni à la providence. Elle s'explique par la situation privilégiée de "l'isthme gaulois" (9) -- entre la Méditerranée et les mers de l'Ouest --, et par l'harmonie des grandes masses de relief... La diversité des sols et la multiplicité des nuances climatiques, "l'ampleur des différences", représentant surtout des facteurs favorables aux établissements humains. Harmonie et diversité des conditions physiques, thèmes chers à maintes géographies régionales, dessinent les contours d'un pays où il fait bon vivre, une douce France un peu édenique où règne l'abondance des biens de la terre : "L'Allemagne représente surtout pour l'Allemand une idée ethnique. Ce que le Français distingue dans la France, comme le prouvent ses regrets quand il s'en éloigne, c'est la bonté du sol, le plaisir d'y vivre". (10)

Bainville, pour sa part, démontre une passion charnelle moins voluptueuse pour le corps de la Nation. A peine juge-t-il qu'elle est "harmonieuse à l'oeil" (H.F.:10) et que la créature des Capétiens "a déjà grande figure" (H.F.:74) et, quand une fois elle semble terminée, "la France prenait ainsi sa figure et ses dimensions modernes" (H.F.:204). Une figure éthérée toutefois, pudique lieu d'échanges:

Unique en Europe, la conformation de la France se prêtait à tous les échanges de courants, ceux du sang, ceux des idées. La France est un isthme, une voie de grande communication entre le Nord et le Midi" (H.F.:9)

Voilà une approche qui semble bien froide si on la compare à l'exhubérante sensualité des descriptions d'auteurs et d'historiens républicains!

(8) Voir A. Zysberg. "Une certaine idée de la France" in Les nostalgies des Français, op. cit. p. 22.

(9) L'idée de l'isthme gaulois se retrouve aussi dans Bainville (H.F.:9)

(10) A. Zysberg, citant de Vidal le Tableau de la géographie de la France (1903), in ibid. p. 22.

Le corps est donné à la Nation par le Roi qui l'assemble morceau par morceau, comme un Gepetto besogneux et négociant : "Picardie, Bourgogne, Provence et Roussillon, Maine et Anjou : voilà ce qu'il (Louis XI) laissait à la France" (H.F.:110), et ce corps ne peut s'émietter que sous la poussée des conquérants quand une fois qu'ils auront envahi le territoire, "la France serait démembrée" (H.F.:158).

Pourtant la France, assemblée par morceaux, est bien un être de chair et de sang. Elle vit. Elle peut même être heureuse:

...ce fut une douceur de vivre, en comparaison peut-être des temps si durs, legs des guerres civiles et de l'invasion, par lesquels la France avait passé. A ces moments-là on bénit le pouvoir. Sans doute, quand la France ne court pas de grand péril extérieur, quand il n'y a pas au-dedans de factions qui la déchirent, elle se gouverne aisément. Elle a tout ce qu'il faut pour être heureuse. (H.F.:116)

Et elle est Mère, comme le rappelle ce mot de Sully que Bainville aime bien commenter:

Lorsque Sully disait l'autre mot célèbre : "Labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France", il parlait de cette idée juste que l'agriculture est la source de notre richesse. (H.F.: 165)

La Mère nourrit, elle satisfait la réminiscence du stade oral introjecté dans la conscience historique quand l'angoisse de la faim, de la famine ressurgi du siège de Paris. En fait, le fléau des famines, surtout celles de l'Ancien Régime, est tout simplement passé sous silence, sauf en cas de guerre et de révolution comme dans le Paris "serré de près, manquait de vivres" (H.F.:82) au temps d'Etienne Marcel et qui se répètera lors du siège de 1871 quand la capitale, à nouveau, "commençait à souffrir de la rareté des vivres" (H.F.:440) ce que bien des gens ont encore en mémoire.

Mais la France bainvillienne est toujours généreuse pour son peuple travaillant : "Sur sa base agricole, sa terre qui récompense toujours le

labeur, la France refit de la richesse. Comme on dit, les affaires reprirent (H.F.:166). Lui arrive-t-il de subir les aléas de la guerre étrangère? La paix revenue : "La France se reconstituait, elle reprenait des forces au moment où l'Europe avait besoin d'elle" (H.F.:166). Aussi, ne faut-il pas abuser de son corps nourricier par des guerres intestines. De la Fronde, "la France était tout endolorie de cette stupide aventure" (H.F.:186).

Voilà tout ce qui est dit de la figure de la France. Nulle élaboration du territoire, comme chez Vidal. Nulle caresse, nulle sensualité comme chez Lavis. Seule la fonction nourricière fait de la France une Mère. Somme toute, la France, ce ne sont que deux mamelles auxquelles on ajoute des membres en se rattachant des provinces. Vision nourricière, paysanne, orale, elle est cependant fort bourgeoise, car ce ne sont pas des fruits ni de la viande que Bainville récolte des labourages et des pâturages, mais de la "richesse", des "affaires"...

Qu'en est-il du corps des autres nations? Rien, sinon la pauvreté. Comme la France est nourricière et imago de la bonne mère, il est évident que les Allemands chercheront à s'emparer de ses deux mamelles, l'Allemagne étant présentée comme l'imago de la mauvaise mère:

"Les Germains ont toujours une même raison qui les pousse sur votre territoire : l'inquiétude, l'avidité, la passion du changement, passion naturelle quand, au lieu de leurs marais et de leurs déserts, ils espèrent posséder un sol d'une fertilité extrême et devenir vos maîtres." (H.F.:13 Bainville cite ici l'adresse de Cerialis aux Gaulois selon Tacite)

Autrement, leurs corps sont, en plus d'être stériles, ingrats, grotesques : "L'Empire de Charles-Quint était démesuré. Il était absurde" (H.F.:121)

Et pour Charles Bonnefon, l'Allemagne est:

Une plaine sans frontières naturelles, coupée par cinq grands fleuves, couverte de forêts humides et de marécages, large-

ment ouverte aux nomades, telle est l'Allemagne du Nord et de l'Est. Dans cet immense marais sans routes, les tribus vont et viennent, aux hasards de la chasse et de la guerre, attirées par l'Occident qui est une promesse de butin, et sachant que l'Est, c'est la famine. (H.A.:13)

Stérilité et laideur. Même le russe Brian-Chaninov, en parlant de sa Russie natale, affirme que "le pays tout entier constitue un bloc immense ramassé sur lui-même et dépourvu d'articulation" (H.R.:5), et la psychologie du peuple russe reflète fidèlement cette ingratitude géographique (H.R.:5-9).

En fait, dire que les autres Nations ont des corps laids et stériles, c'est une façon, qui manque certes de délicatesse, pour nier leur existence en tant que Nation puisqu'une bonne Nation, c'est celle qui nourrit son peuple. Elles sont des Mères bien ingrates, incapables d'alimenter leurs Enfants-Peuples, et indignes d'être des Nations.

II.2 Les pulsions érotiques prêtées à la Mère-Nation.

Les actions pulsionnelles nous révéleront peut-être un peu plus sur la personnalité de la Mère-Nation que sa description physique. La France, comme Dieu, est Amour. Pour Michelet, elle est "l'amour qui fait la vie du globe" (11) et plus tard, Lavisse l'enseignera ainsi aux petits Français:

Enfant, tu vois sur la couverture de ce livre les fleurs et les fruits de la France. Dans ce livre tu apprendras l'histoire de la France. Tu dois aimer la France, parce que la nature l'a faite belle et parce que son histoire l'a faite grande. (12)

En prenant bien soin de préciser que "l'amour de la patrie ne s'apprend pas par cceur, il s'apprend par le coeur" (13)!

Il en est ainsi pour Bainville. La France est née d'un acte d'amour. Elle a été portée pendant cinq siècles comme le dit le titre du premier chapi-

(11) J. Michelet. Le Peuple, Paris, Lucien Reformat, 1946, p. 245.

(12) P. Nora. op. cit. p. 91-92.

(13) P. Nora. ibid. p. 102.

pitre : "Pendant 500 ans la Gaule partage la vie de Rome" (H.F.:9). Mais une fois née par l' "obstétrique" capétienne, elle vit, elle veut vivre par elle-même. Lorsqu'il n'y a ni guerre ni révolution, elle s'ennuie, elle se "lasse d'une vie prosaïque" (H.F.:113).

C'est pourquoi la guerre d'Italie est décrite comme l'acte le plus exubérant d'un désir érotique de splendeur et apporte ainsi l'amour à son roi qui a écouté ses attentes et l'a conduite au plaisir:

Une route restait ouverte et le sentiment public y poussait le jeune roi (Charles VIII). C'était plus fort que le raisonnement : tout conspirait à nous entraîner en Italie... C'était un désir, le goût de l'art, du beau, plus que celui des conquêtes, qui animait les Français. Si l'on cherche les résultats des brillantes campagnes de Charles VIII, de son entrée à Rome, de sa chevauchée jusqu'à Naples, on le trouvera surtout dans l'ordre esthétique. Le beau voyage! Ce fut une vraie guerre de magnificence. Qu'elle plut aux Français! Avec quelle complaisance il fut parlé des exploits de Bayard et de La Trémoille!

Cette guerre, si désirée, si fêtée...

...Cette guerre, elle sera reprise par Louis XII, et Louis XII sera l'un des plus aimés de nos rois. (H.F.:114-115)

On trouve rarement une description aussi emportée chez Bainville. En fait, elle est la description de ce qui fut probablement le seul véritable "orgasme" de la Mère-Nation:

La date de 1515, amie de la mémoire, a quelque chose de joyeux et de pimpant. Ce règne qui commence, François I^{er}, ce prince artiste, la France qui s'épanouit, qui développe son génie latin, qui "renaît" sous le souffle embaumé de l'Italie, ce luxe, cette joie de vivre: que de promesses! (H.F.:119)

Au corps éthéré de la Mère répond la description enthousiasme d'un orgasme non équivoque : plaisir de la Mère-Nation, accomplissement pleine de ses facultés civilisatrices grâce aux gestes amoureux du Père-Roi qui a su si bien exploiter l'érogène de sa partenaire... son "entrée", sa "chevauchée", la "magnificence" des "exploits"... le "désir", la "Fête"... Comment la France n'aurait-elle pas pu s'exclamer avec Bainville : "Le beau voyage!" Mais quel

contraste surtout avec la grossièreté de la campagne italienne menée par Napoléon : "Le plan audacieux de Bonaparte, la conquête et le pillage de l'Italie" (H.F.:330).

Les autres manifestations amoureuses de la France sont décrites avec moins d'exhubérance. Elle aime son Epoux, le Roi, ce qui est évident, sans cela il n'y aurait pas d'esprit familial. Elle l'aime d'autant qu'il en fait sa grandeur. De Louis XIV, "la France en a remercié celui qu'elle appela le grand roi par une sorte d'adoration qui a duré longtemps après lui" (H.F.:192). Avec raison d'ailleurs semble-t-il, car "la France, comme sous Henri IV, s'épanouit de bonheur dans cette réaction. Sous toutes les formes, dans tous les domaines, elle aime, elle exalta l'ordre et ce qui assure l'ordre : l'autorité" (H.F.:193). Et, avec le Roi amoureux, le Peuple-Enfant profite lui aussi de l'état de béatitude de la Mère-Nation :

Il y eut seulement, dans la génération de 1660, un zèle, un enthousiasme, une ardeur au travail, un goût de tout ce qui était ordonné et grand qui se retrouve dans l'administration comme dans la littérature (H.F.:197).

Etat de béatitude qui se poursuit, quoi qu'en dise les Républicains, sous le règne de Louis XV : "Jamais il n'y a eu autant de bien-être chez nous qu'en ce temps-là. Jamais la vie n'a été aussi facile" (H.F.:242).

Mais avec la Révolution, finit la joie de vivre. A peine "après la chute de Robespierre, la France respira" (H.F.:326). Et, après dix années de tourments, le Père disparu, elle est prête à se donner au premier venu, en l'occurrence un aventurier corse : "La France se jetait dans les bras de l'homme extraordinaire qui semblait deviner ses désirs" (H.F.:337). Mais après cette aventure passagère et décevante, elle attend fébrilement le retour du Père-Roi, le seul vraiment capable de la prendre : "Sur le moment tout était facile. Les Bourbons n'avaient pas eu à s'offrir : on les demandait" (H.F.:372).

Ce désir ardent, la France ne le garde pas pour elle. La France offre son amour à tous. Elle est générosité. Ainsi, pour sa nouvelle soeur, l'Espagne, qui "était si faible, si peu capable de se défendre elle-même... que nous dûmes la porter à bout de bras, mettre nos armées, nos généraux, nos ressources au service de Philippe V" (H.F.:213). De même, les Etats-Unis d'Amérique ne doivent-ils pas la vie à la France, car "il n'est pas douteux que, sans notre concours militaire et pécuniaire, les insurgés américains eussent été écrasés"? (H.F.:264), ce qui la ramène à la mission que lui prêtait Michelet d'être "la Mère de tous les Peuples" et ce que, dans le fond, déplore Bainville. Car cette mission, elle l'a portée trop loin; en Allemagne notamment, et voilà qu'après la Révolution, elle se retourne contre elle. L'oppression étrangère devient si lourde que sa faculté de plaisir et de jouir est ramenée à une simple libération territoriale : "Ce que la France désirait le plus ardemment, c'était d'être délivrée de l'occupation étrangère" (H.F.:373) ressentie ici, pudiquement, comme un véritable viol. Et la Restauration, la dernière récupération physique et émotionnelle de la Mère-Nation avant d'entrer dans une période longue, sinon définitive de stérilité:

Un an à peine s'était écoulé depuis que les Alliés étaient entrés à Paris, et la situation de la France en Europe était rétablie au-delà de tout espoir. Le service qu'on attendait des Bourbons, ils l'avaient rendu. (H.F.:376)

Car c'est bien la dernière fois où la Mère-Nation sera heureuse, où elle sera nourricière et pourvoyeuse de richesses. Où elle sera digne femme du monde et, avec elle, les Françaises seront, encore un peu, à leur place. Comme le divin marquis de Roux le souligne, à la fin de La Restauration, en 1830, "Georges Sand n'a encore écrit ni Lélia ni Indiana, mais elle n'a pas encore abandonné et peut-être pas trompé son mari", tandis qu' "à cette date, Victor Hugo est un mari fidèle et dont le ménage est étroitement uni. Lamartine n'a pas de dettes" (R.:458). Les pulsions érotiques prêtées à la Mère-Nation, ce

sont celles qui assurent le bonheur de tous bons couples français. C'est l'esprit familial qui voyage de la structure publique à la structure privée; les désirs privés sublimés dans les désirs collectifs (tandis que dans les faits, l'inverse est aussi vrai). Encore une fois, l'unité de l'histoire de France, c'est l'affection très petite-bourgeoise entre les époux; une sexualité freinée chez la Mère, qui, comme un personnage de romans, se laisse séduire peut-être un peu trop facilement si elle n'est pas sous la protection du Père-Roi. Mais lorsque les trois protagonistes sont harmonieusement réunis; c'est le bonheur sur la terre comme au Ciel.

Ailleurs, les pulsions érotiques se résument à peu de choses. Personne n'aime la France et les voisines subissent plutôt qu'elles n'accomplissent leurs pulsions érotiques qui débordent en barbarie et en sauvagerie. Une seule fois, Bainville ressent une sympathie pour une autre Mère-Nation, il s'agit de la proche voisine et parente Espagne, "la seule des puissances dont on pût dire qu'elle était entrée dans la lutte pour venger Louis XVI" (H.F.:328-329).

II.3 Les pulsions de mort prêtées à la Mère-Nation.

Il y a de quoi être extraordinairement étonné lorsqu'on compare le matériel qui évoque les pulsions de mort à la pauvreté de celui qui évoque les pulsions de vie. Cela confirme l'idée tantôt énoncée d'un souffrir multiple pour un jouir simple. Si la France réagit comme une Mère-Nation petite-bourgeoise qui ne s'est payée qu'un seul vrai orgasme dans toute sa vie où elle s'est, pour par la plupart du temps, assurée de contenter un Père-Roi trop besoin pour la lancer dans de grandes aventures, les occasions de souffrance ont sû s'avérer multiples. Et cette présence du souffrir marque son empreinte indélébile, non seulement dans les esprits formés à droite, mais également dans

les esprits formés à gauche.

L'expression de l'amour de la France est souvent béate et formelle. La haine de l'Allemagne est quelque chose de plus viscérale. Les propos guimauves de Lavissee se transforment ici en hargne passionnée et rageuse qui a de quoi inquiéter Carbonell:

Mais qu'un universitaire comme Ernest Lavissee, frais émoulu de l'Ecole normale supérieure, s'attarde à décrire l'Allemand comme "un être vorace proche de l'animalité" qui "garde sa chemise noire, grasse de sueur et de poussière nauséabonde" et "dont l'odeur survit longtemps à son départ"; qu'un archiviste comme Gustave Desjardins voit les Allemands comme "des tigres au repos", des brutes dont "la férocité n'est qu'endormie", des hommes qui "gorgés d'eau-de-vie, ont soif de sang"... il y a là quelque chose de trouvant, la preuve de la force aveuglante des passions nationales qui fait perdre aux historiens du présent l'esprit de mesure et l'usage de la critique, les ramenant ainsi au niveau le plus bas de la littérature de témoignage. (14)

Pour les conservateurs, le jouir de France reste attaché à la période monarchique. Comme le dit si bien déjà Renan dans sa Réforme intellectuelle et morale, "le jour où la France coupa la tête à son roi, elle commit un suicide" (15), et pour lui, la France de son temps est bien une malade grave où abondent les symptômes:

Un pays divisé sur les questions dynastiques doit renoncer à la guerre; car, au premier échec, cette cause de faiblesse apparaît, et fait de tout accident un cas mortel. L'homme qui a une blessure mal cicatrisée peut se livrer aux actes de la vie ordinaire sans qu'on s'aperçoive de son infirmité; mais tout exercice violent lui est interdit; à la première fatigue sa blessure se rouvre, et il tombe. On ne conçoit pas que Napoléon III se soit fait une si complète illusion sur la solidité de l'édifice qu'il avait fait lui-même d'argile. Comment ne vit-il pas qu'un tel édifice ne résisterait pas à une secousse, et que le choc d'un ennemi puissant devait nécessairement le faire crouler? (16)

(14) C.-O. Carbonell. op. cit. p. 467.

(15) E. Renan. op. cit. p. 33.

(16) E. Renan. ibid. p. 50.

Au nécrophile Napoléon III qui "était comme un joueur qui jouerait à la condition d'être fusillé s'il perd une partie" (17), succède la nécrophage Commune de Paris. La métaphore de la maladie atteint ici le sinistre de la putréfaction:

L'acte inconcevable du mois de juillet 1870 nous jeta dans un gouffre. Tous les germes putrides qui eussent amené sans cela une lente consommation deviennent un accès pernicieux; tous les voiles se déchirèrent; des défauts de tempérament qu'on ne faisait que soupçonner apparurent d'une manière sinistre.

Une maladie ne va jamais seule; car un corps affaibli n'a plus la force de comprimer les causes de destruction qui sont toujours à l'état latent dans l'organisme, et que l'état de santé empêche de faire éruption. L'horrible épisode de la Commune est venu montrer une plaie sous la plaie, un abîme au-dessous de l'abîme. Le 18 mars 1871 est, depuis mille ans, le jour où la conscience française a été le plus bas. Nous doutâmes un moment si elle se reformerait, si la force vitale de ce grand corps, atteinte au point même du cerveau où réside le sensorium commune, serait suffisante pour l'emporter sur la pourriture qui tendait à l'envahir. L'œuvre des Capétiens parut compromise, et on put croire que la future formule philosophique de notre histoire clorait en 1871 le grand développement commencé par les ducs de France au IX^e siècle. Il en a pas été ainsi. La conscience française, quoique frappée d'un coup terrible s'est retrouvée elle-même; elle est sortie en trois ou quatre jours de son évanouissement. La France s'est reprise à la vie, le cadavre que les vers déjà se disputaient a retrouvé sa chaleur et son mouvement. Dans quelles conditions va se produire cette existence d'outre-tombe?... (18)

Une telle historiographie "gore" reflète assez bien un certain état mental de désolation qui semble plutôt courant, aussi en bien à droite qu'à gauche, en cette fin de XIX^e siècle. Le morbide est introjecté dès la petite école, comme le montre ce passage d'une revue pédagogique, "L'instruction primaire -- Journal d'éducation pratique pour les instituteurs, les institutrices et les directrices d'écoles maternelles" dans sa livrée du 16 août 1884 au cours élémentaire, qui donne, comme exercice de composition "Un bon Français."

Composition - canevas: A l'hôpital de Toulon, un jeune sergent subit une amputation pour une blessure subie au Tonkin. Le blessé se réveille, regar-

(17) E. Renan. ibid. p. 50.

(18) E. Renan. ibid. p. 94-96.

de la plaie : "Il vaut mieux cela que d'être prussien", dit-il. Le sergent était de Metz". (19). Et que dire de Barrès qui affirmait qu' "avec une chaire d'enseignement et un cimetière, on a l'essentiel d'une patrie" (20)?

L'agressivité baigne tous les ressentiments. L'Alsace-Lorraine n'est que le prétexte, ce bobo qu'on contemple : "L'amputation de ses deux provinces laissait comme une plaie saignante au flanc de la France, une douleur permanente que le temps ne calmait pas" (21). On anticipe la fin brutale de la III^e République qui, selon les mêmes lois qui ont guidé les deux premières à s'auto-détruire, devrait se terminer dans un autre de ces cataclysmes qui frappent si régulièrement la France depuis un siècle et s'il le faut même, les ténors de la droite n'hésite pas à appeler au meurtre:

Maurras avait des imaginations à faire frémir. Dans une lettre à Barrès (2 déc. 1898), il affirme : "Le parti de Dreyfus mériterait qu'on le fusillât tout entier comme insurgé... Une nation qui enveloppe de si grandes diversités ne s'unifie et ne se réforme que dans le sang. Il faudra venir à l'épée... Ne me croyez pas le moins du monde exalté. C'est seulement mon dégoût physique qui crève. (22)

Pour le comte de Lur-Saluces, la France étouffe sous le corset napoléonien: "Une femme suffoque-t-elle, le premier soin des médecins est de lui ôter son corset : corsetée rigoureusement par les institutions consulaires, la France a besoin d'air..." (23). C'est ainsi que les pulsions de vie deviennent objets des pulsions de mort : il faut tuer la République pour que vive la France... Il faut assassiner l'Allemagne, la démanteler, pour que la nation française puisse vivre sa vie petite-bourgeoise bien paisiblement.

Ainsi en est-il de Bainville.

(19) Cité in R. Girardet. op. cit. p. 79.

(20) M. Barrès, cité in R. Girardet. ibid. p. 216.

(21) J. Montador. op. cit. p. 15.

(22) E. Weber. op. cit. p. 578 n. a.

(23) Le comte de Lur-Saluces, cité in J.-J. Chevallier. op. cit. p. 305-306.

Pour lui, l'impact des pulsions de mort sur le comportement de la France est très important. Dans l'avant-propos de son Histoire de trois générations, il pense du XX^e siècle naissant que "sans doute les générations à venir ne le verront plus qu'à travers le brouillard de la guerre, un brouillard couleur de sang" (H.T.G.:10). Les pulsions de mort se manifestent surtout par l'assassinat du roi ou de son représentant, tel le duc d'Orléans dont l'assassinat "coupa la France en deux" cristallisant les partis "et fut le signal de la guerre civile" (H.F.:93). Et comme le meurtre répond au meurtre, l'assassinat du duc de Bourgogne [responsable du meurtre du duc d'Orléans] fut "ce nouveau crime politique, commis en présence du dauphin bien que celui-ci ne l'eût pas commandé, précipita la fin du drame" (H.F.:96).

Le meurtre du duc d'Orléans avait ouvert une brèche dans l'unité familiale française; un intrus s'était ingéré dans les affaires de famille: son élimination, voulue ou non par le dauphin, ne pouvait que signifier la fermeture de la brèche. Un tel incident n'est pas un accident de parcours. C'est une conséquence liée même à la naissance de la Mère-Nation. Portée 500 ans dans le sein de l'Empire romain; restée près de quatorze cents ans sous le jupon de l'Eglise, l'acte obstétrique capétien est répété constamment dans la fermeture de ces brèches, puisqu'il rappelle toujours la France à naître et renaître et toute naissance, selon Freud, est un acte violent qui extirpe l'organique de l'inorganique; c'est un traumatisme. L'historicité de la France nous a appris que le geste capétien n'était pas une nécessité mais une contingence car ce qui est arrivé aurait tout aussi bien pu ne pas arriver. La Mère-Nation n'a pas voulu naître, se séparer de l'idée romaine à laquelle la ramenait Charlemagne par exemple. C'est aussi la pression agressive de sa violente voisine germanique qui l'a mise devant l'alternative de la vie ou de la mort à l'intérieur même du giron chrétien : "La République

chrétienne était abolie. Elle l'était par le germanisme lui-même qui posait à la France une question de vie ou de mort, lui ordonnait de se défendre" (H.F.:126). Cette éjection vitale de la Res Publica Christiana; c'est répéter le douloureux geste de la naissance de la France, ce traumatisme décrit par Freud pallié par le désir de retourner à un état ante et qui cause les fameuses compulsions de répétition.

Aussi, si la France s'est vue "coupée en deux" par l'assassinat du duc d'Orléans, elle se verra de même avec la Réforme : "Il est clair que la France allait se couper en deux..." (H.F.:134) et que "deux partis se formaient dans tous les corps de l'Etat" (H.F.:134). Comme Jeanne sur son bûcher, "la France flamba" (H.F.:138) jusqu'à ce qu'une série d'individualités psychiques fort habiles, Henri IV et Richelieu, parviennent à éteindre le feu. Il appartient au monarque de garder la France contre elle-même, contre ses tendances suicidaires.

A l'auto-détermination mécanique s'oppose l'auto-destruction affective et il apparaît, en définitive, que si la France veut se détruire, elle doit éliminer le seul obstacle qui entrave son désir : et c'est pour cela que Renan disait que la décollation du roi était le suicide de la France. Perdue, sans monarque, c'est ainsi que "le dégoût et l'inquiétude livrèrent la France à Bonaparte" (H.F.:336). Et Bonaparte souille la France. Avec lui, comme depuis la Révolution, elle demeure stérile. Même les dernières provinces acquises sur la rive gauche du Rhin ne sont pas fêtées comme les acquis de Louis XIV. Elle lui livre même ses jeunes adolescents, les "Marie-Louise": "Avec ses soldats improvisés, presque des enfants, les derniers que la France avait pu lui fournir" (H.F.:369), ce qui la laisse exsangue devant l'invasion alliée : "La France avait mené la guerre jusqu'à l'extrême limite de ses forces" (H.F.:370).

Mais toujours livrée à sa tendance suicidaire, jusqu'au bout, même au-delà de cet épuisement extrême, elle court vers la mort : Waterloo et le second traité de Paris.. elle semblait ne pouvoir être heureuse qu'à la suite d'une mutilation importante de son territoire. Sa blessure, elle se l'est infligée à elle-même, et c'est ce que Bainville ne peut refouler de sa conscience:

Ces malheurs, la France était allée les chercher, elle les avait provoqués, lorsque, cédant à un mouvement sentimental, au souvenir des jours de gloire, elle avait tout oublié pour se jeter dans les bras de l'empereur. (H.F.:380)

Il apparaît clairement que la tendance suicidaire prêtée à la France est une dimension de la névrose obsessionnelle bainvillienne. Si ce n'est pas la Mère-Nation, personnage symbolique sans réalité objective, qui veut se donner la mort, c'est donc l'auteur qui veut la tuer. Pourquoi alors Bainville répète-t-il a satiété ce "théâtre de sang"? Il lui reproche la mort du Père-Roi, sans doute. Mais auparavant, quelle a été la cause du divorce préalable? Le facteur qui aurait enclenché le processus qui a conduit, à travers tous ces événements, aux drames contemporains?

De l'alliance autrichienne date le divorce entre la monarchie et la nation et ce sera encore, trente-cinq ans plus tard, le grief le plus puissant des révolutionnaires, celui qui leur donnera le moyen de renverser et de condamner Louis XVI. (H.F.:247)

C'est donc sur une question de politique étrangère qu'il y a eu rupture, la monarchie préférant s'allier avec les Habsbourg d'Autriche. Par là où le Père avait péché, par là il devait être puni et c'est par la guerre avec l'Autriche que la jeune République finira par avoir la tête de Louis XVI:

Pour s'emparer du pouvoir, il fallait achever la Révolution, renverser la monarchie, et la monarchie, qui tenait encore à la France par tant de liens, ne pouvait en être arrachée que par une grande commotion nationale : pour avoir la République, il faudrait passer par la guerre. (H.F.:301)

La question autrichienne, depuis Louis XV, était celle qui divisait affectivement la France. Elle opposait à Marie-Thérèse, puis à Marie-Antoinette ("l'Autrichienne") l'image d'un Père-Roi capable d'erreurs (Louis XV) ou tout simplement faible (Louis XVI). Tel était le choix paternel. La Mère-Nation regardait ailleurs et voyait Frédéric de Prusse, et c'est cette infidélité affective qui révolte Bainville quand il décrit les conséquences de la défaite de Rosbach en 1757:

Nous avons, dans notre histoire, subi des défaites plus graves. Il n'en est pas qui aient été ressenties avec plus d'humiliation que celle de Rosbach. A cette sorte de honte, un sentiment mauvais et nouveau se mêla chez les Français; le plaisir d'accuser nos généraux d'incapacité, d'opposer le luxe de nos officiers aux simples vertus du vainqueur. Jamais l'admiration de l'ennemi n'alla si loin : elle a donné, elle a profité à la Prusse jusqu'à la veille de 1870. Frédéric de Hohenzollern passa pour le type du souverain éclairé. Ses victoires, pour celles du progrès et même, ou peu s'en faut, de la liberté. C'était pourtant un despote, un souverain absolu et plus autoritaire que tous les autres. Ses méthodes c'était le militarisme, le caporalisme, le dressage prussien, le contraire du gouvernement libéral. Il a fallu plus d'un siècle pour qu'on s'en aperçût. (H.F.:250-251)

Voilà comment la Mère-Nation s'est mise à relier un autre Père-Roi. Un Père-Roi idéal dont les méthodes (militarisme, caporalisme, dirigisme prussien) sont tout le contraire du gouvernement libéral, celui que pratiquait le "paternaliste" Louis XVI qui, de toute évidence, ne plaît pas non plus à Bainville. C'est ici que prend tout le sens de son jugement final de la Révolution quand il se demande "si la France, en 1789, ne s'était pas abusée sur ses désirs, si elle n'avait pas aspiré à l'autorité plus qu'à la liberté" (H.F.:339)?

Alors, tout s'expliquerait aisément. A défaut d'avoir le Père-Roi désiré, mieux vaut ne pas en avoir du tout, et ce serait-là le jeu historique des Girondins : "Toutes les mesures auxquelles Brissot et ses amis poussaient l'Assemblée avaient pour objet de mettre Louis XVI en désaccord avec elle

et de conduire à un conflit avec la royauté..." (H.F.:306) Puisque c'est bien le Roi en tant que Père dont il s'agit de se débarrasser (le corps public du roi) et non de la personne intime de Louis-Auguste (le corps privé du roi):

...le roi était provoqué plus gravement dans ce qui ne mettait pas en cause l'homme, mais le gardien des grands intérêts de la France au-dehors. Par tous les moyens on cherchait à le placer dans une situation intenable, à l'enfermer sur son propre rôle de souverain constitutionnel. C'est à quoi la Gironde, sans s'apercevoir qu'elle travaillait pour les Jacobins et qu'elle conspirait sa propre perte, parvint avec une insidieuse habileté. (H.F.:307)

Ce qui ne pouvait se justifier par des fautes personnelles, mais par une opposition au face à face entre le Père-Roi et la Mère-Nation articula la stratégie suicidaire de cette dernière en faisant en sorte que le Père-Roi soit en état de faute grave, et rien ne semblait plus grave qu'un attentat même à la vie de la Mère-Nation:

Ni l'affaire du collier avant 1789 ni la fuite à Varennes n'avaient détruit l'antique prestige, fondé sur l'union de la France et de la famille qui, depuis huit cents ans, se confondait avec elle... Pour en finir avec la royauté, il ne fallait pas moins que la dire coupable de trahison. (H.F.:308)

C'est ce plan machiavélique odieux que Bainville ne pardonne pas à la France. Sa volonté de faire triompher ses pulsions de mort sur ses pulsions de vie, de se laisser mener par des révolutionnaires qui ne sont pas que des fous isolés parmi l'Enfant-Peuple, mais bien folie de la Mère, folie nationale comme l'est la Terreur, car "c'est ainsi, dans cette mesure et pour ces raisons, qui malgré ses atroces folies, malgré ses agents ignobles, la Terreur a été nationale" (H.F.:324); enfin, de se jeter dans les bras de cet aventurier, Bonaparte et "son culte de Frédéric II" (H.F.:337), qui est à peine Français [la Corse étant rassemblée depuis si peu à la France qu'elle n'est pas encore pleinement "nationalisée" (N.:9)], mais qui peut répondre à son désir intense qui couve depuis Rosbach et ainsi, "normaliser" sa folie tout

en détournant l'agressivité contre elle-même vers l'extérieur. Pourtant, Bainville sait bien qu'un jour ou l'autre, l'extérieur lui portera des coups encore plus sûrement que si elle se frappait elle-même. De ses agressions répétées contre l'Allemagne, elle créera une haine tenace pour tout le siècle et lorsque le temps de la vengeance humiliante sonnera, la France va se trouver seule, désarmée, abandonnée et intérieurement déchirée. Finalement, le neveu paiera pour l'oncle:

La France entrait en conflit avec le peuple allemand tout entier quand elle croyait n'avoir affaire qu'aux Prussiens. On n'imaginait même pas ce qui allait fondre sur nous. La défaite, l'invasion n'étaient entrevues par personne... Une victoire de la Prusse paraissait invraisemblable. On comprend le choc terrible que la France reçut d'événements auxquels rien n'avait préparé ni ceux qui n'avaient pas observé les progrès de l'unité allemande sous l'influence et la direction de l'Etat prussien, ni ceux qui regardaient le mouvement des nationalités comme légitime et pacifique, ni ceux qui annonçaient qu'il n'y aurait plus de guerres ou que, s'il y en avait encore entre les monarchies, il ne pouvait y en avoir de peuple à peuple.

La première déception vint de notre solitude. Nous n'avions pas une alliance...

La défaite fut d'une soudaineté effroyable... (H.F.:436)

Ce qui n'avait été qu'une menace, même au temps où l'Empire de Charles-Quint encerclait la France de François I^{er} se concrétisait soudainement sous les yeux des contemporains et, en quelques mois, le Second Empire tomba : "d'un seul coup" (H.F.:437). Et lorsque viendra la République pour panser les blessures, la tendance suicidaire se transformera en déplaisir perpétuel mais lassant enrobé dans une angoisse devenue monotone : "La France était affaiblie par de longues discordes... Le moral n'était pas bon... Désormais, jusqu'au jour de la mobilisation, c'est sous la menace de l'Allemagne que la France vivra" (H.F.:468).

Quand la Grande Guerre éclatera, il n'y aura plus ni tendance suicidaire, ni folie sanguinaire. La France ira, malgré l'enthousiasme des Français, comme une zombie, "de la Somme aux Vosges", puis, indifféremment, "de la Mar-

ne à la Somme" : c'était la façon "dont le gouvernement ménageait les nerfs" de la France en ces heures critiques (H.F.:477). "La chose terrible" recommençait : "la France, envahie et occupée, elle aussi, dans sa partie la plus riche, tandis que les hostilités se poursuivaient sur son territoire" (H.F.: 479). Elle seule, sur le front occidental, semble même subir la mort de son territoire:

Il n'en est pas moins vrai que la lutte se passait chez nous, que nous en subissions les ravages, que les Allemands pillaient et détruisaient les régions occupées, qu'ils y maltrahaient les habitants : une calamité effroyable, sans exemple depuis les invasions barbares, et dont nous ressentirions longtemps les effets. (H.F.:480)

La Mère-Nation avait laissé ses pulsions de mort l'emporter. Elle ne désirait plus vivre, se refusait au retour du Père-Roi. Elle s'en était "attachée" au destin de l'Angleterre pour gagner la guerre, comment aurait-elle pu gagner la paix qui s'en suivit?

Tout ce qu'on peut discerner, à la lueur des événements les plus récents, c'est que la paix, en ne tenant pas ses promesses, a laissé la France dans l'étrange situation d'un pays victorieux mais blessé. La France dispose, pour un temps qu'on ne saurait calculer, de la plus grande force militaire de l'Europe. On s'efforce de la lui arracher par le désarmement... Les réparations sur lesquelles la France comptait n'étant pas payées et ne devant pas l'être depuis l'accord de Lausanne de 1932, nous sommes, en dépit de la victoire, un peuple qui a été envahi et dévasté. Le mal que l'Allemagne nous a causé avec intention nous reste et nous sommes, à cet égard, comme si nous avions été vaincus. Par ses propres moyens, par sa propre épargne, la France a déjà relevé une grande partie de ses ruines. Mais l'oeuvre n'est pas finie. (H.F.:493)

Cet ajout au texte original, plus pessimiste, reflète le caractère sombre du Bainville des derniers jours.

L'angoisse permanente, le refus de naître (et de renaître à nouveau), la tendance suicidaire qui marquent la Mère-Nation peuvent apparaître comme issus de la névrose obsessionnelle bainvillienne. Ces caractères négatifs

ne tombent pas cependant dans les oreilles de sourds. Peu après la défaite de 1940, Robert Kemp écrivait dans "Le Temps" que "Bainville a prédit tout ce qui arrive... Je voulais croire qu'il avait un cauchemar, qu'il se trompait... mais nous y voici" (24). Tranquillement, presque imperceptiblement, le message d'amour de Bainville s'est transformé en reproches, voire en rancunes. Voilà que la France qu'on honore, qu'on dit et jure aimer, se dérobe dans l'histoire à sa fonction de Mère-Nation : c'est pire, c'est le refus de la France à Bainville. Quel "enfant", et il n'y a pas de raison pour Bainville de ne pas se concevoir parmi cet Enfant-Peuple si fragile et si dépendant de ses parents, quel enfant donc pourrait affronter cette idée du crime maternel du meurtre du Père-Roi et sa volonté de mourir dans les bras des hussards allemands? Bainville n'a ni la claire volonté ni le courage d'un Oreste pour tuer cette Clytemnestre infidèle, aussi, comme il ne peut accepter cette tendance au suicide la Mère-Nation, c'est par l'entremise des autres qu'il va essayer de rendre cette tension supportable, c'est-à-dire par la jalousie des autres Mères-Nations.

Nous trouvons les fondements de cette jalousie déjà chez Barrès, dans son fameux texte autour du cimetière de Metz où sont enterrés, côte à côte, les victimes allemandes et françaises de la guerre de 1870 (25). Dans ce texte -- et dans bien d'autres du même genre --, on trouve la négation affective de la France comme résultat de l'orgueil superbe de l'Allemagne qui ne se gêne pas pour manifester son hostilité à l'égard du pays supérieur, civilisateur. Les autres Nations apparaissent ainsi comme des brutes qui ne respectent rien, aucune valeur civilisatrice, pas même leur parole donnée. Ainsi, si elle reconnaît la neutralité belge, "c'est la Prusse, signataire et garante aussi, qui l'a violée" (H.F.:398). Il ne s'agit pas là d'une vivacité de caractère, ce qui serait pardonnable puisque ce serait là un trait fran-

(24) Cité in E. Weber. op. cit. p. 479.

(25) Il s'agit de Scènes et doctrines du nationalisme (1902), cité in R. Girardet. p. cit. p. 191-192.

çais, mais de la naïveté des Allemands (26).

L'Allemagne est dotée d'une âme viscérale et ne vit que d'émotions et d'impulsions généralement négatives. Elle ne peut que haïr, et à mesure que les siècles passent, ses rancunes se durcissent et six cents ans ne suffisent pas à leur faire oublier l'insulte de Charles d'Anjou, frère de saint Louis et commise contre le Saint Empire romain germanique : "Pour en finir avec les intrigues allemands, il fit condamner à mort le jeune Conradin, l'héritier des Hohenstaufen, dont les Allemands, six cents ans plus tard, au dire d'Henri Heine, ne nous avaient pas encore pardonné l'exécution" (H.F.: 62)!

Tout cela fait de l'Allemagne une bête et Bainville la voit comme telle lorsqu'il décrit l'abjecte réunion de celle-ci avec l'Espagne sous la couronne des Habsbourg : "La monstrueuse puissance était constituée, l'Espagne et l'Allemagne accouplées" (H.F.:121). Il faudra attendre la guerre de Trente Ans et l'habileté diplomatique de Richelieu pour défaire la bête "monstrueuse" qui "ruinée, dépeuplée par la guerre de Trente Ans, réduite à l'impuissance politique, [...] cessait pour longtemps d'être un danger. Nous aurions encore à nous occuper d'elle" (H.F.:180). Pour cela, il faudra toujours maîtriser son ambition, sa faim goulue, surtout lorsqu'émerge le plus dangereux de ses états, la Prusse : "l'ambition de la Prusse qui était de mettre sous sa dépendance tout le corps germanique" (H.F.:246).

De tous les états allemands, c'est la Prusse qui obsède l'Histoire de France. Elle justifie toutes les politiques machiavéliques des monarques, excuse toutes les exactions de l'armée française, comme cette dévastation du Palatinat au temps de Louis XIV: "En dévastant le Palatinat, de l'autre côté du Rhin, ravage que les Allemands nous reprochent encore comme s'ils

(26) J. Bainville. op. cit. (1932), p. 133.

n'en avaient pas commis bien d'autres" (H.F.:207). Et si "on conçoit le soulagement avec lequel les autres monarchies en apprirent la chute, puisqu'elle était le gendarme qui maintenait l'ordre en Europe et empêchait les grandes déprédations" (H.F.:268), la chute de la France monarchique laisse la place à une Révolution qui "fut considérée partout comme une cause d'affaiblissement et l'on s'en réjouit à Londres, à Berlin, à Vienne et à Petersbourg... La Prusse était la plus joyeuse... Il n'est pas douteux que des agents prussiens aient pris part aux journées révolutionnaires..." (H.F.:301-302); car c'est "la Prusse, toujours jalouse d'un agrandissement de la France" (H.F.:390) qui bénéficie le plus de la faillite de celle-ci.

Mais tous les pays sont résolus à affaiblir la France. Même sous Louis-Philippe, le pacifique, dans les discussions entourant la création de l'Etat belge, "les Alliés... étaient résolus à la maintenir dans ses frontières de 1815" (H.F.:397). Ce n'est pas une attitude propre aux lendemains de révolutions et d'empires. Déjà les succès de Louis XIV prouvaient qu'il pouvait toujours y avoir coalition entre "tout ce qui avait des rancunes contre nous, à ceux qui auraient bien voulu détruire les traités de Westphalie et des Pyrénées" (H.F.:203), et que:

Le péril d'une coalition était apparu et l'on découvrait que l'Europe n'acceptait pas les agrandissements de la France, qu'à la première occasion elle s'efforcerait de nous ramener à nos anciennes limites. (H.F.:205)

A côté de l'Allemagne, il y avait l'Angleterre qui n'hésitait jamais à manifester sa haine et sa jalousie envers la France. Un de leurs rois devient-il ami de la France, mal lui en prend:

Le roi anglais, Richard II, était devenu pour nous un ami. Il avait épousé la fille de Charles VI... Ce fut une des raisons de sa chute, non la seule, car il fut imprudent et extravagant avec ses Anglais et leur Parlement, si difficiles à gouverner. Richard II surbit le sort d'Edouard II, à qui l'Angleterre reprochait aussi de lui avoir donné une reine française. Richard fut détrôné par son cousin Henri de Lancastre, puis assassiné. (H.F.:92)

Mais ce que l'Angleterre refuse par-dessus tout, c'est de voir la France se doter d'une marine. Elle élabore alors une stratégie d'évincement en encourageant les conflits continentaux contre la France:

Nous devons nous attendre à leur jalousie (aux Anglais) et à leur hostilité et leur intérêt était de nous voir engagés dans de stériles entreprises en Europe tandis que nous négligerions la mer, car un pays qui oublie sa marine ne garde pas longtemps ses colonies. (H.F.:230)

Quand la France réussit à constituer une marine quand même elle n'a plus qu'à la détruire, ce qui arrivera en effet à La Hougue puis à Trafalgar:

Pourtant l'Angleterre observait nos progrès avec jalousie. Elle ne consentait pas à partager la mer avec nous, et plus son industrie et sa population se développaient, plus elle dépendait de son commerce, plus elle redoutait notre concurrence. (H.F.:267)

Enfin, l'Angleterre peut déposséder la France de ses colonies.

Autrement, l'Angleterre aime se jouer de la France, l'engager dans d'inutiles conflits, comme cette guerre de Crimée où la France porta tout le poids de l'effort de guerre (H.F.:426) et se créa de nouvelles inimitiés, dans ce cas, la Russie "humiliée, affaiblie : de cette humiliation, il lui resterait une rancune contre nous" (H.F.:426) qui sera le prélude à l'isolement de la France devant une Allemagne agressive en 1870:

La Russie, par rancune, laissait faire la Prusse. L'Angleterre craignait qu'après une victoire la France n'annexât la rive gauche du Rhin et peut-être la Belgique. L'Italie n'attendait que notre défaite pour achever son unité et entrer à Rome. L'Autriche était intéressé à prendre sa revanche de Sadowa, mais elle n'avait pas confiance en nous et elle connaissait la force de la Prusse. (H.F.:436)

Jamais l'Histoire de France n'a raconté épisode aussi désolant que ce moment où "Thiers avait été chargé d'une mission pour solliciter l'intervention de l'Europe. Partout il essuya des refus. Personne alors ne voyait le danger d'une grande Allemagne et, au fond, personne n'était fâché de la diminution de la France" (H.F.:440). La désertion de ses alliées faisait

en sorte que "la France restait seule. Le principe des nationalités ne lui avait donné ni alliances ni amis" (H.F.:444) et payait ainsi en retour la générosité de la Révolution. Vaincue, la France aurait sa leçon. Il n'y avait plus de considérations qui puissent maintenir une attitude généreuse puisqu'il "était apparu tout de suite que le nouvel Empire allemand, fondé par la force, ne compterait que sur la force pour se maintenir" (H.F.:453). Son chancelier, Bismarck, incarnation physique de ce désir de tuer la France, de ne pas la laisser se relever de sa défaite et la dette "une fois payé(e)", il trouva que la France se relevait trop vite et qu'il serait peut-être bon de "lui casser les reins" (H.F.:453). Désir qu'il réitère lorsqu' "il annonça son dessein "d'en finir avec la France" (H.F.:454). Cela n'était plus une querelle politique, mais bien une querelle nationale et "on ne tarda pas à voir que l'Allemagne en veut à la France elle-même, et non à ses gouvernements, de même qu'elle avait montré en 1870 que ce n'était pas l'Empire qu'elle attaquait" (H.F.:454), ce qui innocentait la France parce que "l'Allemagne, chaque jour plus résolue à la guerre, ne cessait de nous chercher querelle" (H.F.:469). A partir de ce moment, Bainville aime répéter, avec insistance, que "l'Allemagne voulait la guerre. Elle avait un trop-plein d'hommes. Elle était, comme aux anciens temps de l'histoire, poussée à envahir ses voisins" (H.F.:473). Et lorsque l'inévitable conflit se déclare, toute la Grande Guerre est vue comme l'alliance germanique tout entière fondant sur la France seule (H.F.:477).

Au milieu de cette invasion barbare des temps modernes, invasion déjà annoncée par les historiens de 1871, la mort semble s'imposer de l'extérieur à la Mère-Nation. L'Allemagne, dans sa volonté de tuer la France, s'engage à mener à terme ce qu'elle n'avait qu'incomplètement réussie en 1871:

Le sol de la France était occupé par l'ennemi qui se tenait, dans ses tranchées, à quatre-vingts kilomètres de la capitale. Lille, Mézières, Saint-Quentin, Laon, vingt autres de nos vil-

les étaient aux mains des Allemands. Guillaume II célébrait son anniversaire dans une église de village français. Tous les jours, Reims ou Soissons étaient bombardées. Tous les jours, un frère, un ami tombait. "Fallait-il que nous revissions cela?" disaient les vieillards qui se souvenaient de 1879. Deux invasions en moins d'un demi-siècle! Comment? Pourquoi? Était-ce l'oeuvre du hasard, ou bien une fatalité veut-elle que, tous les quarante quatre ans, l'Allemagne se rue sur la France? (H.D.P.:5)

Sa nature bestiale, ses haines rancunières viscérales, ses pulsions morbides incontrôlées parce qu'incontrôlables depuis que la France avait laissé se reconstituer l'Empire allemand, reviennent fondre sur la Mère-Nation et font disparaître ainsi sa tendance suicidaire ressentie et inacceptée par Bainville, sublimée à travers la jalousie des autres Nations; mais il s'agit toujours là des mêmes pulsions de mort qui revêtent des visages différents parce que leur agressivité est réorientée du dedans vers le dehors. Par cette bestialisation littéraire, l'Allemagne de Bainville rejoint le bestiaire de nos peurs profondes peuplé de krakens, de Bête du Gévaudan et autres diables Vauvert, et dans le conflit mondial, juste avant l'expiration finale du monstre, "avant d'être vaincue, l'Allemagne prouva qu'elle pouvait encore être redoutable" (H.F.:485), dernier sursaut de la bête expirant... mais peut-être rien que pour un temps?

II.4 Intrication ou désintrication de la personnalité de la Mère.

Théoriquement, il a été avancé qu'il y avait deux modes possibles d'intrication des pulsions : primauté des pulsions de vie qui apporte l'équilibre psychique, ce qui n'apparaît pas être le cas de la France de Bainville; primauté des pulsions de mort où triomphe le sado-masochisme. La désintrication apparaît dans le cas de la névrose obsessionnelle que nous avons déjà identifiée. Ici, les pulsions de vie deviennent objets des pulsions de mort. Une

sorte de fantasma morbide de la vie. Comment peut-on appliquer ces modes d'alliage selon le schéma de la Mère-Nation dont on vient justement de reconnaître, au niveau de l'inconscient bainvillien, une tendance suicidaire?

Ecartons-nous momentanément de La France de Bainville pour regarder L'Espagne de Bertrand qui nous offre ici l'image d'une intrication évidente. L'auteur commence par exposer les visions "philosophiques" de l'Escorial et de l'Alhambra (Madrid et Grenade) comme symboles des pulsions thanatiques et érotiques de l'Espagne. Bien sûr, sa vision personnelle est tout à l'opposée, mais comme il veut réhabiliter "l'Espagne de tous les mépris", il force le trait de l'Espagne...

...odieuse, l'abominable, celle de l'Inquisition, -- se symbolise tout naturellement dans L'Escorial, fantaisie démente d'un despote fanatique et cruel, qui a ruiné et abêti tout un pays et tout un peuple. On ne veut pas faire attention que l'Escorial, tout en étant d'abord un monastère et une Messe des morts perpétuelle, est aussi un musée et une bibliothèque, une des plus riches du monde, une de celles qui renferment le plus de manuscrits anciens et, en particulier, de manuscrits arabes; que c'est aussi un lieu de fraîcheur, de verdure et d'eaux jaillissantes, fait pour la joie des yeux et la récréation de l'âme et du corps, une succession de jardins peuplés de statues et de fontaines qu'a imités notre Versailles et près desquels les charmants jardinets mauresques ne sont plus que caprices de petits bourgeois. On oublie tout cela et bien d'autres agréments encore, et l'on ne veut considérer en ce site farouche et en ce palais austère que le pourrissoir des cadavres royaux et la cellule ascétique où Philippe II s'abîmait dans la prière et la méditation. Ce que l'Escorial représente aux regards prévenus, c'est l'image la plus offensante de l'Espagne : il signifie l'écrasement de la vie et de l'intelligence par l'idée religieuse, sous sa forme la plus intolérante et la plus fanatique. (H.E.:13-14)

Il s'agit bien là des valeurs de la civilisation, de la culture, du véritable amour de l'esprit et du corps par la paix, ce que la raison ne comprend pas parce que la mort demeure là, dans ce "pourrissoir" caché derrière les livres de la bibliothèque! A l'opposé, elle envie la vaporeuse Espagne musulmane, soumise à ses instincts sensuels et faussement érotiques:

En face, se dresse l'Alhambra, figure de l'autre Espagne la

voluptueuse, la charmeuse, la savante aussi, l'artiste, l'intelligente... L'Alhambra, décor léger, fantaisie aérienne créée, en une nuit, par les fées de l'Islam; palais de fraîcheur et d'ombre ardente, palais de myrtes, des eaux murmurantes, des baignoires et des alcôves secrètes. Et, sous les arcades ajourées des patios, on imagine de perpétuels décamérons de poètes et de musiciens, des philosophes qui dissertent sur l'éternité de la matière ou sur le Premier moteur; des chanteuses et des danseuses gaditanes, qui rythment les poses lascives de leurs corps au claquement des crotales, ou qui lancent leurs roulades vers les étoiles, en battant des mains; des festins et des orgies aux flambeaux, les convives couchés sur des divans et couronnés de roses, au milieu des eunuques et des pages qui, malgré les puritains ennemis du jus de la vigne et de la musique, versent dans les coupes les vins d'or d'Andalousie... (H.E.:14-15)

L'Espagne de Bertrand, par son choix d'associer Eros à la bibliothèque de l'Escorial et Thanatos à la voluptueuse Alhambra illustre assez bien ce qu'on entend par "érotisation de la pensée" où "l'esprit" est préféré au "corps" dans la manifestation érotique de la vie. Autrement, L'Espagne de Bertrand vient de nous offrir ici deux exemples possibles d'intrication des pulsions, la première où la vie est sensée dominer la mort; la seconde où c'est la mort qui est sensée dominée sur la vie puisque, c'est bien évident, l'Espagne musulmane a été ingérée par l'Espagne catholique; l'Escorial l'a emporté sur l'Alhambra! La France de Bainville n'offre rien de semblable.

La désintrication n'est pas un mal moins grave qu'une intrication à prédominance sado-masochiste, car, au contraire, les pulsions ne s'allient pas mais se prennent en otages l'une l'autre. Les pulsions de mort dominent mieux dans un cas de désintrication que dans un cas d'intrication puisque là ils s'emparent des pulsions de vie et agissent en revendiquant le faire pour le bien-être de la vie. A leur domination, les pulsions de mort affichent le mensonge et le détournement.

Dans le schéma symbolique de la personnalité nationale de la France, c'est Michelet qui, le premier, fonda l'histoire de la France sur le sang (27)

(27) Voir R. Barthes. Michelet par lui-même, Paris, Seuil, col. "Ecrivains de toujours" # 19, 1954, p. 105 à 127.

et le sang est, au niveau symbolique, le point de rupture (ou de rencontre) entre les pulsions de vie et les pulsions de mort. C'est de la contemplation morbide du sang que les pulsions de vie deviennent objets des pulsions de mort. Les excitations et sensations peuvent appartenir à l'un ou à l'autre des deux ordres pulsionnels et elles deviennent dès lors difficiles à identifier. On ne sait plus trop quelles pulsions animent tels désirs, quelles autres nous conduisent à commettre tel acte? à prendre telle décision? Même si, comme disait Lavis, l'Histoire est "la chair de notre chair et [le] sang de notre sang" (28), le processus d'érotisation de l'Histoire fait partie intégrante de la constitution de la conscience historique sans se révéler pour autant être un message d'amour plus que de haine.

L'Histoire de France peut donc être considérée comme un discours érotique (29) et semble bien s'adresser aux jeunes ["la peine d'avoir des enfants"], ces camelots du roi peut-être dont le socialiste Jean Prévost était frappé par "la loyauté et le courage", et imaginait "leur doctrine comme un égoïsme et une volupté" (30), mais il est difficile, venant de voir en quoi il s'agissait, de considérer que ce discours prend comme objet la France elle-même. Si l'on accepte le fait qu'une névrose obsessionnelle se trouve derrière l'Histoire de France, l'appel érotique proviendrait non pas des pulsions de vie mais bien des pulsions de mort, un peu comme le chasseur qui imite le cri de l'élan pour attirer sa proie!

Mais, et la théorie nous l'apprend aussi, la base de la névrose obsessionnelle repose souvent sur un sentiment de culpabilité non avoué. Freud nous dit que dans une phase dite "préhistoire du complexe d'Oedipe", le petit

(28) E. Lavis, cité in P. Nora. op. cit. p. 102.

(29) W. Keylor, in op. cit. nous dit que Bainville rédigeait ses articles de journaux le jour et ses livres d'histoire la nuit. Il s'agit là d'un cliché, mais comme l'acte érotique est associé à la nuit, alors...

(30) Cité in E. Weber. op. cit. p. 210.

garçon s'identifie à son père et effectue un "véritable investissement objectal" envers sa mère. Il s'identifie alors à son père et prend sa mère comme objet, puis, lorsque vient le complexe d'Oedipe dit "normal":

Le petit remarque que le père lui fait obstacle auprès de la mère; son identification au père prend maintenant une tonalité hostile et devient identique au désir de remplacer le père également auprès de la mère. L'identification est d'ailleurs ambivalente dès le début, elle peut tout aussi bien s'orienter vers l'expression de la tendresse que vers le désir d'éviction. (31)

Or, si la structure libidineuse bainvillienne prenait la France afin d'y effectuer un "véritable investissement objectal", trouverions-nous une telle "tonalité hostile" au point de rejeter la France post-révolutionnaire devant un "désir de remplacer" cette France par une autre, idéale et ayant vécue, un peu comme certaines marraines des contes de fées, dans une époque d'or antérieure? La désintrication des pulsions ici, ne ferait que refléter, au niveau du langage symbolique, cette ambivalence dont parle Freud et nous marcherions dans les traces laissées par Besançon lorsqu'il écrivait que "l'ambivalence -- l'identification avec l'objet aimé et cependant haï -- scelle le caractère inévitable de la culpabilité" (32). La France de Bainville ne serait donc pas l'objet convoité, aimé, mais bien celle avec qui Bainville s'identifie. Il y aurait inversion de l'expression que l'on trouve dans la plupart des discours républicains (y compris historiographiques) où la France est vraiment prise comme objet des pulsions tandis que le processus d'identification amène historiens et lecteurs à prendre la place du roi, ce que le récit révolutionnaire leur permet de faire avec l'apparence de l'impunité. Mais cette hypothèse se vérifie-t-elle avec plus de précision?

Nulle part, bien sûr, Bainville n'écrit pas, comme un nouveau Louis XIV, "la France c'est moi!", mais il y va d'une façon un peu plus subtile.

Il y va selon ce que nous appellerons ici "le syllogisme de Bainville". Ce

(31) S. Freud. "Psychologie des foules et analyse du Moi", op. cit. p. 168.

(32) A. Besançon. op. cit. p. 31.

stllogisme pose comme proposition principale : "L'histoire de France c'est l'histoire de ses classes moyennes", proposition maintes fois répétée tout au long du livre, or Bainville fait partie des classes moyennes, or l'histoire de France, c'est sa propre histoire. La proposition principale est celle qu'il affirme dans ses livres; la proposition secondaire se justifie facilement si l'on considère que Bainville n'est ni un propriétaire de moyens de production (sauf son propre talent) ni un salarié, comme sa rémunération provient surtout de la vente de ses livres, il est une sorte de petit artisan qui vend sa propre production, bref, ce n'est pas un grand capitaliste. La conclusion se déduit donc d'elle-même. La pudeur qu'il met à décrire la France montre qu'elle n'est pas pour lui objet d'investissement tandis que les symptômes des pulsions de mort qu'il attribut à la France sont le sentiment de culpabilité qui, dans le cas de la névrose obsessionnelle, semble, selon Freud, s'imposer "violemment au conscient, domine le tableau clinique, ainsi que la vie du malade, ne laisse presque plus rien subsister à côté de lui" (33) sans contredire le fait que le sentiment de culpabilité peut rester inaperçu. Par le "syllogisme de Bainville", l'identification de l'auteur (et donc du lecteur) à la France inverse donc le rapport général que l'on retrouve dans la majorité des historiographies républicaines, progressistes et démocratiques, échappant préalablement au complexe d'Oedipe "normal" pour aboutir dans un autre profil psychologique sur lequel nous aurons à revenir en temps et lieu. Dans ce cadre, l'agression allemande deviendrait un autre élément d'agressivité (venant de l'extérieur, alors que la guerre civile provenant de l'intérieur) qui, conformément à la tendance suicidaire (donc coupable) serait un détournement d'acte porté contre soi-même.

La désintrication des pulsions exprimerait finalement l'ambivalence de Bainville dans son identification avec un être à la fois aimé et haï pour

(33) S. Freud. op. cit. p. 94.

ce qu'il a fait (la trahison du Père à Rosbach). La France se portera donc des coups à elle-même dont elle se chargera, avec la même ardeur, de se remettre:

L'intention de ruiner et de démembrer notre pays était évidente. Il fallait résister jusqu'au bout, quels que fussent le désir et le besoin de la paix, et, pour cela, expliquer à l'opinion publique que nos ennemis nous obligeaient à continuer la guerre... ...les Français y répondirent par un nouvel élan. Cette faculté de redressement qui leur est propre parut encore à ce moment-là. Les récriminations ne manquèrent pas non plus, ni les gens qui réclamaient des réformes et à qui les revers fournissaient l'occasion de se plaindre du régime. (H.F.:214)

Mais les souffrances accumulées en valent la peine : "La France était très fatiguée lorsque Louis XIV mourut, en 1715. Encore une fois, elle avait payé d'un haut prix l'acquisition de ses frontières et de sa sécurité... Les souffrances avaient été durées" (H.F.:218-219) et même son explication de la Révolution repose sur cette ambivalence de la désintrication quand il écrit : "On peut se demander si la France, en 1789, ne s'était pas abusée sur ses désirs, si elle n'avait pas aspiré à l'autorité plus qu'à la liberté" (H.F.:339). Il ne s'agit pas là d'une justification idéologique complaisante pour récupérer l'Histoire de la France à l'intérieur de la pensée d'Action Française, elle est une tentative de faire excuser la tendance suicidaire de la Mère-Nation:

La France ne renoncerait plus à la principale, à la plus désirée de ses conquêtes, la Belgique, que le genou de l'adversaire sur la poitrine. Aucun gouvernement né de la Révolution ne pouvait y renoncer sans suicide. Bonaparte était donc lié. Et son histoire est celle de la recherche d'une chose impossible: la capitulation de l'Angleterre sur le point qu'elle n'avait jamais admis -- l'annexion de la Belgique -- tandis que la France était impuissante sur mer. Bonaparte pourra bouleverser le continent : à la fin, la France sera ramenée en deçà de ses anciennes limites. (H.F.:341 souligné par moi, j.-p. c.)

Et ceci met Bainville en face de son propre conflit névrotique. Peut-être est-ce pour cela que cet ardent monarchiste a consacré sa plus importante

biographie à ce Napoléon qu'il détestait et méprisait? Napoléon, c'est la révélation de la folie meurtrière de la Mère-Nation à "la recherche d'une chose impossible", d'un investissement objectal qui lui a été retiré, le légitime Père-Roi. Napoléon n'est pas l'Epoux de la Nation, mais l'instrument de sa folie. Alors que le Père-Roi l'emmenait jouir en Italie, Napoléon la viole et la souille dans une parodie de campagne italienne où il pille plutôt qu'il fait féconder les feux de civilisation. "Il suffit qu'il parût pour que la France presque entière se ralliât à lui. Il n'y a peut-être pas de phénomène plus extraordinaire dans notre histoire" (H.F.:377) écrit-il encore, car ce phénomène dépasse sa raison, d'où le recours à cet argument bien peu logique finalement qu'est la folie. Son esprit rationnel, sa pensée analytique ne peuvent capturer, traduire au niveau de l'intelligible, cette fuite de la Mère dans les bras de cet aventurier étranger, surtout lorsque les conséquences des Cent-Jours lui paraissent si évidentes:

Tous ces événements ont une couleur romanesque, un caractère passionnel. Ils échappent à la raison. Une folie de trois mois ramenait chez nous l'étranger... Cette fois, les Alliés furent encore plus exigeants, et Talleyrand, par sa précaution de Vienne, n'avait pu prévenir que les trop graves mutilations du territoire français, celles que réclamait la Prusse, toujours la plus acharnée. (H.F.:380)

Enfin, on ne peut s'empêcher de se demander si ce goût morbide de la vie n'est pas ce qui rapproche le plus la pensée d'Action Française des différents courants fascistes qui lui sont contemporains, car même si elle les désavouait idéologiquement, émotivement, elle procède des mêmes déséquilibres psychiques que l'on prête au fascisme (34). Incapable de s'expliquer cette tendance suicidaire de la Mère-Nation, les animateurs d'Action Française ont donné à penser à peu près la même chose qu'après cette autre démission de la France, à Munich. Quand l'Action Française ne désavoua pas cette capi-

(34) Sur les théories psychologiques d'approche du fascisme, voir P. Ayçoberry. La question nazie, Paris, Seuil, col. "Points-Histoire" # H39, 1979, 316 p.

tulation nouvelle devant l'Allemagne et qu'elle chercha à tempérer les esprits belliqueux, elle apparût à son tour pleine de mépris pour la Nation:

Rien d'étonnant que Bidault en fût arrivé à croire que l'Action française avait cessé d'être un journal nationaliste, voire royaliste, pour devenir intégralement fasciste. Rien d'étonnant non plus si Mauriac écrivait à Kérillis... "Quand le moment viendra d'écrire l'histoire du nationalisme, il sera curieux d'étudier cette étrange évolution qui crée chez les nationalistes d'aujourd'hui une haine inconsciente de leur pays." (35)

Elle ne faisait qu'émaner d'un sentiment de culpabilité qui, par un échange de langages symboliques, libidinal et social, passait et repassait de l'historiographie à la conscience historique.

(35) E. Weber. op. cit. p. 456.

Chapitre III

LE PERE-ROI

C'est contre tous les pères que
j'aime mon père.

BRUNO HEBERT
Monuments et Patrie, p. 149.

III.1 La figure paternelle projetée sur le Roi.

Comme l'historiographie conservatrice avance que la Nation est la création de la monarchie et non d'une quelconque volonté populaire de vivre en commun, la figure du roi prend donc une valeur symbolique déterminante.

Ce n'est pas une idée très ancienne. Elle date du XVI^e siècle tant dans la France de Jean Bodin que dans l'Angleterre du roi Jacques I^{er}. Elle n'a guère atteint l'Allemagne avant le XVIII^e siècle. Le roi est le père de ses sujets comme chaque père est le roi de sa famille. Ce mythe du père-roi doit d'ailleurs être rapproché de deux autres thèmes qui progressent à la même époque, celui de la famille et celui du vieillard porteur de sagesse et d'expériences. Les régicides étaient suppliciés à la manière des parricides. On a remarqué que la mort de Louis XVI avait frappé le peuple comme un parricide formidable.

Il a fallu du temps pour que le père-roi s'imposât aux républicains. En 1870, après la défaite militaire de la Commune, il y a bien eu Mac-Mahon, mais la France s'est plutôt tournée vers des hommes plus jeunes : Thiers, Gambetta, le général Chanzy. Le vieillard paraît cependant installé dans son rôle de sauveur avec Clémenceau, il culmine avec Pétain, de Gaulle... (1)

Sa relation avec la Nation sera double aussi. D'abord, il en procède, il est fils du pays que sa fonction hisse au-dessus du commun peuple en lui permettant d'entretenir une relation particulière avec la Nation, ce qui le légitime père du peuple. Là non plus ce n'est pas une idée très ancienne, c'est même un comportement corollaire du cadre d'organisation de la famille bourgeoise où "il faut pour le bonheur conjugal que la femme se conduise mater-

(1) P. Ariès. "La nostalgie du roi" in op. cit. p. 43-44.

nellement avec son époux, qu'elle fasse de lui un enfant" (2). Tout cela peut être suivi dans la progression même de l'historiographie bainvillienne où les premiers rois sont présentés dans leur jeunesse (Philippe-Auguste, Charles V, etc.) tandis que Henri IV, Louis XIV et Louis XV sont bien des hommes mûrs.

De plus, la personne du roi est bien une garantie affective de l'Etat:

"L'Etat c'est moi", aurait dit Louis XIV. Toujours citée comme scandaleuse -- ce qu'elle est à certains égards --, cette phrase n'en comporte pas moins une grande vérité; l'Etat, et même la Nation, ou la Patrie, sont des entités trop abstraites pour parler à l'imagination et échauffer un sentiment. Après des innombrables habitants du royaume à qui leur niveau culturel interdisait un contact psychologique direct avec l'Etat, l'existence d'un Etat représenté par une personne, en d'autres termes, la Monarchie, permettrait une certaine adhésion.

A cet égard, se mettre en République c'était jouer la difficulté. L'Etat, devenu collectif et anonyme, se privait des ressources de l'affectivité... (3)

Ce transfert de la structure publique, que l'on veut autoritaire, à partir de la structure privée permettait ainsi un glissement facile de l'autorité paternelle à l'autorité politique, et ce qui était bon pour la première devait automatiquement l'être pour la seconde. Le père de famille légitimait le roi de France, ce qui était évident encore au temps de la Restauration:

Une brochure anonyme, intitulée Constitution du temps, abjure... Louis XVIII de "rejeter toutes les combinaisons pédantesques qui veulent tracer leurs lignes géométriques entre la soumission des enfants et l'autorité paternelle". (4)

Cette prescription se situe d'ailleurs bien dans la conformité à l'article 373 du fameux Code civil de Napoléon qui dit que "le père seul exerce l'autorité sur ses enfants durant le mariage", ce qui établit définitivement, pour quelque tendance politique que ce soit, que la relation autorité/obéissance lie le Père à ses Enfants, comme le Roi à ses Peuples. Pour Maurras...

...cet accord de l'homme avec le monde et avec les liens

(2) T. Moreau. Le sang de l'histoire Michelet, l'histoire et l'idée de la femme au XIX^e siècle, Paris, Flammarion, col. "Nouvelle bibliothèque scientifique", 1982, p. 175.

(3) M. Agulhon. op. cit. p. 42.

(4) R. Rémond. op. cit. p. 54.

durables de l'ordre politique est d'abord le sentiment le plus naturel. L'autorité des chefs ne se comprendrait point s'il n'existait aussi, chez ceux qui obéissent, un esprit de suite. L'appétit de commandement est plus rare que l'amour de servir, le goût de l'imitation, l' "esprit de troupeau", qui n'est mauvais que lorsque le troupeau est sans guides ou que les guides sont fous. (5)

Ce qui impose la figure paternelle comme "naturellement" investie de l'autorité, capable d'assumer l'Ordre collectif comme l'ordre familial, et qui servira désormais lorsqu'on voudra chercher quelqu'un capable de rétablir l'ordre politique après un moment de turpitude. On prendra donc ainsi régulièrement l'habitude de chercher une figure paternelle aux cheveux blancs pour sauver la patrie. Henri de Kérillis, directeur politique de "L'Echo de Paris" écrit, le 9 février 1934, que "c'est devenu chez nous une sorte de rite que l'appel à un vieillard, à un père de la Patrie" (6). Cette figure honorable prend aux yeux des conservateurs celle d'un monarque légitime par son âge (sa "durée") moins que par ses talents ou son habileté : c'est un ressourcement à l'idée de l'unité par la durée d'une vie:

Jean Guittou voyait très bien qu'en faisant de Pétain l'image concrète du Père de la Patrie, l'incarnation de la Nation, on le dotait de caractéristiques du roi. Le lisant, Havard de la Montagne partageait le sentiment qu'aujourd'hui, peut-être, le roi pouvait exister sous une forme autre que celle de la royauté héréditaire et dynastique. (7)

Ce que le principal intéressé comprenait lui-même parfaitement bien, comme le montre son allocution chargée de défendre sa politique de collaboration:

C'est dans l'honneur et pour maintenir l'unité française, une unité de dix siècles, dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen, que j'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration... Cette politique est la mienne... C'est moi seul que l'histoire jugera. Je vous ai jusqu'ici tenu le langage d'un père. Je vous tiens aujourd'hui le langage d'un chef. Suivez-moi (30 octobre 1940).(8)

(5) C. Maurras, cité in M. Mourre. op. cit. p. 65.

(6) Cité in R. Rémond. op. cit. p. 210 n. 2.

(7) E. Weber. op. cit. p. 490.

(8) P. Pétain, cité in P. Ory. Les collaborateurs, 1940-1944, Paris, Seuil, col. "Points-Histoire" # H43, 1976, p. 36.

Quoi qu'il en soit, cette idée de la double nature du Père-Roi revendiquant à la fois son appartenance filiale et maritale à la Mère-Nation trouve ses théoriciens parmi les bainvilliens. Pour Jean Jacoby, le tsar Nicolas II est "souverain, mari et père" (T.N.R.:12). L'Histoire de France de Bainville s'était déjà chargée, pour sa part, de démontrer historiquement qu'il en est de même pour le roi de France.

La double fonction du Père-Roi n'est pas apparue spontanément à l'arrivée de la dynastie capétienne. Elle s'est lentement constituée, progressivement élaborée, et cela n'a pas été précédé sans de nombreuses tentatives plus ou moins avortées par les circonstances. Rien ne semble plus difficile à Bainville que de définir les premiers monarques de la France en un temps où elle n'est pas encore véritablement la France. L'autorité et l'ordre semblent absents au moment où les races se fusionnent en nation. S'inspirant de Michelet, les mélanges se seraient faits "naturellement" : "Il n'y a donc pas lieu de parler d'une conquête ni d'un asservissement de la Gaule par les Francs, mais plutôt d'une protection et d'une alliance, suivies d'une fusion rapide" (H.F.:20). Charles Martel lui-même ne s'impose pas par autorité en renversant les derniers rois mérovingiens:

Comment s'impose-t-on à un peuple? Toujours de la même manière : par les services rendus. Charles représentera l'ordre et la sécurité. Il a déjà battu les agitateurs neustriens : la légalité est rétablie... On a besoin d'un sauveur et il n'y en a d'autre que le duc d'Austrasie. Charles se fit-il désirer, ou bien, pour intervenir, pour entraîner ses troupes, fallut-il que le danger se rapprochât? (E.F.:26)

Et que dire du premier Capet? "Ainsi Hugues Capet fut élu en qualité de prince national (987)" (H.F.:40) qui "était, selon l'archevêque de Reims Adalbéron, "le défenseur de la chose publique et des choses privées"" (H.F.:40). Le roi de France n'apparaît pas comme un conquérant, du moins lorsque la France est bien née. Il n'est ni Alexandre ni César mais bien un roi tel

qu'un petit-bourgeois du XIX^e siècle finissant pouvait se le figurer, c'est-à-dire en entrepreneur. Ses premières qualités morales -- et nous aurons à revenir un peu plus loin sur ses qualités physiques -- lui sont enseignées par le vertueux saint Louis. Modestie, économie, pour ne pas dire parcimonie sont déjà les trois fleurs du roi :

Saint Louis continuera ses prédécesseurs. Seulement il les continuera en développant un élément que, jusqu'à lui, la dynastie capétienne, n'avait qu'à peine dégagé. Les qualités de sa race, il les poussera jusqu'à la vertu, jusqu'à la sainteté. La royauté française était un peu terre à terre. Par lui, elle prendra un caractère de grandeur spirituelle dont elle gardera toujours le reflet. On a remarqué que la plupart des autres maisons royales ou impériales d'Europe avaient pour emblèmes des aigles, des lions, des léopards, toutes sortes d'animaux carnassiers. La maison de France avait choisi trois modestes fleurs. Saint Louis a été la pureté des lis. (H.F.:58)

Cela procède également des manuels républicains, mais Bainville oppose ici la justice à la faiblesse et la confond à l'ordre et l'autorité. Elle hisse la personne du roi au-dessus du peuple, quelle que soit la classe du plaignant : "A l'intérieur également le règne de saint Louis fut celui de la justice. Ce ne fut pas celui de la faiblesse" (H.F.:59), ce qui se conforme à l'imagerie d'Epinal car "c'est comme juge royal, sous le chêne de Vincennes, que son souvenir est resté populaire" (H.F.:60).

Il est important de rappeler cependant que si la figure du roi tend à s'imposer comme celle du Père-Roi, il demeure toujours le fils de la Mère-Nation. Qu'avant de régner, il doit obéir et se soumettre à l'éducation menée par son propre père et rarement le voit-on se rebeller (le dauphin n'est visiblement pas un tsarevitch), et la "praguerie" qui révèle la désobéissance filiale est plutôt une exception qui confirme la règle :

Cette affaire fut d'autant plus grave que l'héritier de la couronne y était mêlé. Jamais encore, chez les Capétiens, on n'avait vu le futur roi en rébellion contre son père. Sans doute il y avait là un signe de l'importance de régner qui tourmentait Louis XI. Il y avait aussi l'indice d'un affaiblissement de la monarchie. Les contemporains purent,

à bon droit, trouver le symptôme mauvais et croire davantage à la maison de Bourgogne qu'à la maison divisée contre elle-même. Mais Louis XI était de vrai lignage capétien. Il s'instruisait par l'expérience. Il n'en sera que plus ardent à rendre de l'autorité à la couronne.

La praguerie avait été réprimée par Charles VII avec décision. Mais le dauphin, pardonné, n'avait pas tardé à se brouiller de nouveau avec son père et à se mettre sous la protection du duc de Bourgogne : là, il put observer et connaître son adversaire des temps prochains. (H.F.:105)

Mais l'affaire italienne, comme on l'a vue précédemment, rend au roi sa définition de Père-Roi très claire et "Louis XII a gardé dans l'histoire le nom de "père du peuple" que les états généraux de 1506 lui ont donné" (H.F.:116), bien que ce soit moins l'Enfant-Peuple que le prestige de la Mère-Nation qui ait profité de cette expédition étrangère.

Cet héritage de fils et cette double fonction de Père-Roi obligent que la personne du roi soit bien équilibrée, surtout s'il a pour devoir de maintenir l'équilibre à l'intérieur de la nation quand des partis antagonistes se déchirent autour de lui. Les dérèglements des guerres de religion font ainsi rejaillir comment une individualité psychique, Henri IV, parvient à équilibrer sa double fonction en se hissant au-dessus de la mêlée générale. De sa victoire,

Henri de Bourbon en profita modérément. Il donnait déjà l'impression qu'il se comportait en futur roi de France plutôt qu'en chef de parti et "qu'il voulait laisser entier l'héritage qu'il espérait". (H.F.:152)

Le lien du Fils au Père-Roi permet donc d'assurer à la personne royale le sentiment de l'appartenance dynastique et de la durée nationale. Qui d'autres, rappelle Pierre de Vaissière, aurait pu, au cœur de la guerre civile, avoir la possibilité d'une telle conscience de son rôle historique?

Comment d'ailleurs, apprécier plus justement l'admirable mesure, le parfait équilibre que nous offre le caractère d'un Henri IV, que par la comparaison avec les passions déréglées, les affections désordonnées, les étranges mobiles qui ont emporté la vie de tant de ses contemporains, la vie d'un Biron, ou la vie de ces Joyeuse dont j'ai récemment raconté l'histoire. (H.IV:704)

On voit donc que le Père-Roi se souvient qu'il est d'abord Fils de France et pour conserver son héritage, il se doit d'être psychiquement équilibré. C'est une personnalité rationnelle avant d'être émotive, sachant comprendre la nécessité de l'Etat avant la passion de ses idées, comme dans la pure règle machiavélique de la politique. Contrairement aux représentants du peuple, si prompts à déguerpir devant la menace étrangère, le Père-Roi ne s'emporte pas et demeure au gouvernail de la France. Même après la prise de Corbie par les Espagnols en 1636, lorsque la route vers la capitale est ouverte à l'armée ennemie :

Louis XIII et Richelieu restèrent dans la capitale, ce qui arrêta un commencement de panique et aussitôt il se produisit un de ces mouvements de patriotisme dont le peuple français est coutumier, mais qu'on avait cessé de voir pendant les guerres civiles. (H.F.:176)

Et, de fait, "ces deux hommes unis par la raison d'Etat, on peut dire par le service et non par l'affection, ne peuvent plus, pour l'histoire, être séparés" (H.F.:177). C'est donc la capacité d'assurer la tranquillité de la Nation -- comme un bon père de famille bourgeoise assure la tranquillité de son ménage -- qui fait du Père-Roi un être aimant et précieux:

Le long règne de Louis XIV -- plus d'un demi-siècle --, qui ne commence vraiment qu'à la mort de Mazarin, a un trait principal dominant : une tranquillité complète à l'intérieur. Désormais, et jusqu'en 1789, c'est-à-dire pendant cent trente années, quatre générations humaines, c'en sera fini de ces troubles, de ces séditions, de ces guerres civiles dont le retour incessant désole jusque-là notre histoire. Ce calme prolongé joint à l'absence des invasions rend compte du haut degré de civilisation et de richesse, auquel la France parvint. L'ordre au-dedans, la sécurité au-dehors : ce sont les conditions idéales de la prospérité. (H.F.:192)

"Avec Louis XIV, le roi règne et gouverne" (H.F.:192), c'était la preuve d'amour du Père-Roi pour sa Nation et son Peuple. Dans le cadre de la névrose obsessionnelle bainvillienne, "l'érotisation de la pensée", c'est aussi le gouvernement, le bon gouvernement; parce que rationnel et serviable, l'autorité paternelle rend cette fonction collective à première vue si froide, pleine

d'une certaine sensibilité, démonstration d'une tendresse et transcendance de beauté physique que seuls les bainvilliens semblent être aptes à contempler. Dans son Siècle de Louis XV, Pierre Gaxotte veut nous montrer, en dépit des médisances républicaines, toute la sensibilité de son personnage:

Est-il histoire plus resassée que celle du petit Louis XV massacrant sauvagement la biche familière qui venait manger dans sa main? Pas un portrait de l'enfant-roi où elle ne soit rapportée comme le signe de sa naissante perversité. Pas un auteur pour la mettre en doute. On ne chipote que sur l'explication. Michelet opine pour un accès de rage contre un confesseur jésuite; dans Leclercq, auteur de trois volumes récents sur la Régence, pour la manifestation d'une puberté trop précoce...

Il est non moins répété qu'à la mort de Mme de Pompadour Louis XV montra la plus révoltante insensibilité. Quand le corps de son amie fut emporté de Versailles, il se mit à une fenêtre, tira sa montre et calcula l'heure à laquelle le convoi arriverait à Paris. C'est M. Carré qui nous le raconte, au tome huitième de l'histoire de Lavisse. Mais les deux valets de chambre qui se trouvaient auprès de Louis XV à ce moment ont décrit chacun de leur côté la douleur du Roi... Ils ont parlé de soupirs, de larmes, de chagrin, point d'autre chose. En 1790, l'un d'eux écrivit encore à La Harpe pour s'élever contre l'accusation d'inhumanité portée à ce propos contre son maître. (S.L.XV:8, 9-10)

Cette tendresse émue qui baigne l'âme du Père-Roi se reflète fidèlement dans sa constitution physique, mais sans céder aux caractères bien nets de la virilité. C'est le corps du Fils d'abord qui soulève les premiers commentaires, car un futur roi de France se reconnaît par sa "précocité", comme chez Philippe-Auguste, "devenu roi avant l'âge d'homme... fut d'une étonnante précocité" (H.F.:52), comme plus tard, "Philippe le Bel, n'avait que dix-sept ans, mais il était singulièrement précoce" (H.F.:63). Cette précocité physique est étroitement liée à la précocité mentale comme chez Charles V, "très jeune homme, froid, d'aspect timide et chétif, précocement calculateur" (H.F.:80), et au "sage et savant, homme de la réflexion et des livres" (H.F.:85) Charles V, on voit lui succéder un François I^{er} qui "agit avec promptitude et vigueur" (H.F.:122). Et le malheur frappe quand un mauvais coup de lance crève l'oeil d'Henri II causant "la mort de ce jeune prince énergique

et froid" (H.F.:133).

Plus tard, ces mêmes qualités se retrouveront chez les monarques de la Restauration. Comme Charles V jadis, "Louis XVIII, qui avait de l'expérience, de l'étude, de la finesse, qui avait vu beaucoup de choses" (H.F.:372) redressait la nation, car, comme le Sage, c'était "un esprit aussi pénétrant" (H.F.:394). Et que dire du "caractère entreprenant et même aventureux" de Charles X (H.F.:394) ou de l' "intelligence aussi subtile que celle de Louis-Philippe" (H.F.:394), d'autant plus que "Louis-Philippe (est) plus prudent" (H.F.:403).

Bref, on pourrait dire de chaque roi de France qu'il porte en lui le caractère de la majesté paternelle et royale tout en ayant la précocité et la vigueur du fils de la Nation. D'un roi à l'autre, la description physique, elle aussi à peine ébauchée chez Bainville, varie peu, cherchant à faire ressurgir un type physique de roi plutôt qu'à brosser les détails qui caractérisent chacun d'eux. Il recherche "l'allure vraiment royale" qui habitait le roi Léopold II de Belgique et qui "plongeait" le jeune Pierre Daye "dans l'extase"! (L.II:8).

Il n'y a jamais de mauvais rois, ni de laids, comme dans les contes "démocratiques" de la France. Des rois de France, Bainville reconnaît que "parfois ils se sont trompés, n'étant pas infaillibles" (H.F.:74), mais ces erreurs n'invalident pas le fait que la monarchie est le meilleur des gouvernements possibles pour la France. Prenons un cas épineux déjà mentionné, celui de Charles VI, le fol!

Comme pour Caligula, tout avait pourtant bien commencé, "Charles VI atteignit sa majorité. Ses intentions étaient bonnes" (H.F.:90). Puis arrive le malheur, mais il permet de rappeler que si le roi est l'Epoux de la France,

il en demeure toujours le Fils affectionné:

Le roi fou : étrange et funeste complication. Ailleurs, le malheureux eût été déposé. La France le garda avec une curieuse sorte de tendresse, par respect de la légalité et de la légitimité, chez certains avec l'idée secrète que cette ombre de roi serait commode et laisserait bien des licences. (H.F.:91)

Lorsqu'un pareil malheur atteindra, en 1920, peu après son élection, le président Deschanel, "obligé par la maladie de se démettre de sa charge et qui ne devait pas tarder à mourir" (H.F.:491), cette Mère pleine de "tendresse" ne se manifestera pas pour le garder auprès d'elle, "par respect de la légitimité". Et pourtant, dans le cas de Charles VI, en pleine trêve de la guerre de Cent Ans, c'était un acte de tendresse aux conséquences des plus menaçantes:

Ainsi la France était conquise par l'Angleterre, elle perdait son gouvernement national puisque le dauphin Charles, le "soi-disant dauphin" était déchu de ses droits au trône par un document signé de Charles VI privé de ses dernières lueurs de raison. Dans ces mots "soi-disant dauphin" il y avait une imputation terrible : celle que Charles VII n'était pas le fils de son père. Tel fut le honteux traité de Troyes (20 mai 1420). Plus honteuse l'acceptation de l'Université, du Parlement, de tous les corps constitués de France. La signature de Charles étant nulle, les états généraux consentirent à donner la leur. (H.F.:96)

Mais il ne s'agit pas là d'une faute structurelle de la monarchie, mais bien des lâchetés particulières. La monarchie est victime plutôt que fautive.

Ainsi, les faiblesses du Père-Roi viennent peu de sa personne publique, moins que de sa personne privée. Aussi, mérite-t-elle d'être prise en considération, comme dans le cas d'indécision chronique de ce "soi-disant dauphin".

Il n'est qu'un prétendant. Ses droits sont contestés. Sa naissance l'est elle-même. Comment peut-on être sévère pour les hésitations et les faiblesses de ce malheureux jeune homme de vingt ans, si mal préparé à la tâche (il serait le quatrième fils du roi fou), si mal soutenu par un pays démoralisé, si mal entouré que ses conseillers se querellaient entre eux, comme il arrive dans les affaires qui ne vont pas bien et où l'on s'aigrit? Charles VII tenta ce qu'il put... Il avait le sentiment d'un rôle national à remplir, seul moyen de retrouver sa couronne. (H.F.:98)

Et s'il la retrouve -- grâce à l'intervention de Jeanne --, sa mélancolie le poursuivra encore, à travers la rébellion de son propre fils, le futur Louis XI : n'y a-t-il pas là de quoi plaindre n'importe qui?

En 1461, il (Charles VII) mourut, dit-on, d'inquiétude et de chagrin. Il en avait de sérieuses raisons. Son fils aîné ne s'était-il pas révolté contre lui? Ne s'était-il pas mis à la tête d'une ligue rebelle? (H.F.:104)

Cela vaut également pour d'autres monarques malchanceux : "François II n'avait que seize ans et il était maladif" (H.F.:135), ou encore Henri III sous qui "la monarchie, par ses oscillations, trahissait sa faiblesse" (H.F.:150) et la faiblesse de caractère n'est pas moins dangereuse que la fragilité physique. Cela ne convient pas à un temps de troubles, quand "il eût fallu un roi "pratique et prudent" et Louis XVI n'avait que de bonnes intentions, avec des idées confuses" (H.F.:261); ou, au contraire, quand l'impatience l'emporte sur le bon sens pratique, quand "plus séduisant que Louis XVIII, moins prudent aussi... Charles X, ne savait pas comme lui attendre. Il souffrait, il s'impatiait du reproche que les libéraux adressaient à la monarchie" (H.F.:386), qui vont même jusqu'à le pousser à s'engager précipitamment dans l'aventure algérienne : "étrange imprudence" (H.F.:391)! Charles X allait être emporté parce que, comme son ancêtre, le Régent, dans "son désir de plaire" (H.F.:228), il avait succombé aux impulsions de l'opinion publique.

C'est, à vrai dire, la seule faute qu'un roi ne peut pas se permettre. Avant de plaire, un Père-Roi se doit de régner et c'est dans la tentative de séduire le peuple que Louis XVI comme Charles X perdent leur trône, ce qui serait probablement arrivé au Régent s'il avait été monarque. Rien de tel ne peut être reproché à Louis XV par exemple:

En général, les historiens reprochent à Louis XV son indolence et son apathie. Il est vrai qu'il n'imposa pas toujours sa volonté, même quand il avait raison, et il était sensé. Pourtant, et c'est ce en quoi il diffère de Louis XVI,

il ne doutait pas de son autorité et il l'a montré en plusieurs occasions. (H.F.:232)

Pourtant, comme Henri III, Louis XV souffre d'indécision chronique : par la guerre de succession d'Autriche, il agit contre son idée : "Louis XV céda lui-même. Il eut tort puisqu'il n'approuvait pas cette guerre" (H.F.:237), indécision qui ne l'empêche pas d'être pour autant perspicace puisque, encore là, c'est lui qui a raison:

Il voyait juste : par malheur pour nous, il n'imposa pas son avis. C'est peut-être de l'indolence, peut-être aussi le sentiment que la monarchie, diminuée depuis la Régence, n'était pas assez forte pour combattre l'entraînement général. (H.F.:237)

Tout cela innocente la structure monarchique et c'est l'humanité des rois, comme la faiblesse des pères, qui font en sorte que des erreurs ont été commises. Mais l'astucieux Bainville trouve quand même le moyen d'innocenter complètement la faiblesse du Père en faisant porter le chapeau par la Mère en concluant de cette malheureuse guerre de succession d'Autriche que "de la faute commise par la France en 1741, Frédéric fut le bénéficiaire" (H.F.:241)!

Deux conjonctures particulières peuvent révéler les dangers que soutend la structure monarchique : les "minorités royales" et l'obligation des reines trop souvent étrangères. Commençons par les minorités royales, situations fréquentes au long de l'histoire de France, elles sont sources d'ambitions et de divisions:

Les minorités ont toujours été un péril. Celle-là compte parmi les plus orageuses. Le règne de saint Louis a commencé, comme celui de Louis XIV, par une Fronde, une Fronde encore plus dangereuse, car ceux qui la conduisaient étaient de puissants féodaux. (H.F.:57)

Encore plus dangereuses se révèlent-elles quand elles surviennent en pleine situation de guerre étrangère:

Par la mort de Charles le Sage (1380), nous allions retomber

dans les faiblesses d'une minorité suivie d'une catastrophe, épargnée jusque-là à la monarchie capétienne : à peine majeur, le roi deviendrait fou. (H.F.:87)

Le seul avantage, c'est que les débordements d'une Fronde peuvent impressionner le caractère d'un jeune monarque et le former à son futur métier, comme dans le cas du petit Louis XIV:

Les milices bourgeoises furent convoquées et elle (Anne d'Autriche) ne les apaisa qu'en leur montrant le jeune roi endormi ou qui feignait de dormir : il n'oublia jamais ces scènes humiliantes. En somme, la famille royale était prisonnière. (H.F.:185)

Et la grande Régence du duc d'Orléans n'y échappe pas:

On a dit, dès le dix-huitième siècle, que la Régence avait été "pernicieuse à l'Etat". Elle le fut, en effet, pour des raisons qui tenaient moins au caractère du Régent qu'à la nature des circonstances. (H.F.:223)

Surtout que "les intrigues avaient rempli la minorité de Louis XV, dont la santé frêle excitait tant d'espérances et de jalousies" (H.F.:232).

Les reines, contrairement à la double fonction du Père-Roi sont exclues de la représentation maternelle, et le fait qu'elles proviennent généralement de l'étranger confirme la Nation dans sa fonction de Mère. Les reines sont incapables de régner, et elles sont exclues du gouvernement et si elles peuvent accéder à la régence, c'est parce qu'elles sont les mères des dauphins, ce qui les maintient dans leur fonction : être la matrice substituée à l'éthérée Mère-Nation dans l'accomplissement du travail du Père-Roi comme géniteur (9). Ce dernier ne les aime même pas; une loi -- la loi salique -- les exclut de la couronne et lorsqu'une situation de minorité royale les impose à la régence, elles sont généralement sévèrement critiquées. Comme le dit Colette Beaune, "le pouvoir des femmes mène à la catastrophe" (10).

Bainville reprend cette vision des choses. Comme les révolutionnaires

(9) De toute façon, il ne subsiste aucun trait de caractère héréditaire provenant des reines, leurs mères, dans les dauphins, futurs roi de France.

(10) C. Beaune. op. cit. p. 288.

soulaient leurs rancunes en soulignant l'origine étrangère de la reine en l'appelant "l'Autrichienne"; pour Bainville, les reines sont généralement évoquées par leur patronyme : "l'Espagnole" (Blanche de Castille) (H.F.:57); "la Bavaroise Isabeau..." (H.F.:85); encore "la reine Isabeau, l'indifférente et obèse bavaroise" (H.F.:96); "l'Italienne" (Catherine de Médicis) (H.F.:138) et si l'on excepte la première, elles ont à peu près toutes emmené la guigne à la France.

Déjà, à l'époque féodale, Aliénor d'Aquitaine (qu'il appelle Eléonore de Guyenne), par son divorce, avait menacé le frêle royaume capétien:

Louis VII s'était très bien marié. Il avait épousé Eléonore de Guyenne, dont la dot était tout le Sud-Ouest. Par ce mariage, la France, d'un seul coup, s'étendait jusqu'aux Pyrénées. Les deux époux ne s'entendirent pas et Louis VII paraît avoir eu de sérieux griefs contre la reine; la France aussi a eu son "nez de Cléopâtre" qui a failli changer son destin. Toutefois cette union orageuse ne fut annulée qu'après quinze ans, lorsque Suger, le bon conseiller, eut disparu. Ce divorce fut une catastrophe. (H.F.:51)

Décidément, les reines n'ont pas le beau rôle. Mais si elles sont d'origine allemande, alors là, c'est sûr qu'elles vont trahir en s'alliant au parti opposé au "parti du roi, celui de la France":

D'ailleurs les Français se battaient entre eux devant l'ennemi. La reine elle-même, la Bavaroise Isabeau, avait passé au duc de Bourgogne, de plus en plus populaire parce que son parti était celui de la paix à tout prix avec les Anglais. (H.F.:95)

Et même "dans son rôle de conciliatrice, Catherine de Médicis se rendait suspecte" (H.F.:139), et pourtant, Bainville est l'un des seuls historiens à vouloir redresser l'image fortement ternie par les historiens républicains et protestants de la Médicis.

Curieusement, les maîtresses royales, parce que Françaises, sont moins méprisées. Nulle haine pour la Pompadour tant exécrée ailleurs. En fait, Bainville évalue leur rôle historique à partir du monarque auquel chacune a

obtenue des faveurs:

Ni les contemporains, ni l'histoire n'eut eu de blâme très sévère pour Gabrielle d'Estrées et Henriette d'Entraigues, et l'on admire qu'il ait mérité ce nom de Vert-Galant (Henri IV). Ainsi, La Vallière, Montespan, Maintenon rayonnent de la gloire de Louis XIV tandis que Louis XV est flétri, et que les vertus de Louis XVI ne lui ont pas été un titre. C'est la politique qui fait les réputations. (H.F.:161-162)

Façon subtile malgré tout d'évincer d'un quelconque rôle historique celles pour qui se passionne un certain type d'historiographie. Derrière les rois de France, il n'y a donc pas de femmes dissimulées dans "les cabinets de l'histoire" et, pour Louis Bertrand, elles ne sont qu'une expression parmi d'autres de la sensualité du monarque, comme pour Louis XIV:

Cet homme si occupé a trouvé le temps d'être amoureux, -- quelquefois un don juan, -- un amateur de belles choses, passionné pour les bâtiments, les jardins, les beaux meubles, les belles peintures, les belles sculptures, fou de musique, vivant littéralement au son des violons, épris de beau langage -- et s'y connaissant, vrai "roi de la langue", comme disait de lui l'abbé de Choisy, -- ambassadeur enfin pour la France, comme pour lui-même, de la plus grande gloire possible. (L.XIV:15)

Une maîtresse est donc un objet de décoration au même titre qu'un beau bâtiment et de beaux meubles, comme les reines sont des matrices à faire des héritiers. La misogynie des monarques n'a d'égale que celle de leurs historiens.

Somme toute, est-il important de préciser que malgré les faiblesses du Père-Roi, ils sont tout de même mieux que leurs pendants étrangers. Les rois d'Angleterre, comme une caricature des personnages shakespeariens, sont tous fous, surtout ceux provenant de la dynastie des Plantagenet "ces deux fous furieux, Richard Coeur de Lion et Jean sans Terre, fils d'Eléonore et d'Henri Plantagenet" (H.F.:52); mais surtout Jean sans Terre : "sa démence, sa cruauté... Cette royauté anglaise tombait dans la folie furieuse" (H.F.:53). La folie est héréditaire à la couronne britannique : "la folie furieuse des Plantagenet, répète-t-il, l'agitation des barons pour obtenir la Charte, le

mécontentement, si tragiquement terminé, contre Edouard II : ces circonstances avaient affaibli la royauté anglaise" (H.F.:74) et le crime sanglant est ce qui la renforce : "Mais de sa dernière crise, la monarchie anglaise sortait plus forte. On eût dit qu'elle s'était retrempée dans le régicide" (H.F.:75). Bref, tout cela se termine avec "l'étourdi Richard II" (H.F.:90) et "la mauvaise foi de Guillaume d'Orange" (H.F.:210).

Ailleurs, Charles-Quint "se rendait odieux, un peu ridicule" (H.F.:125) et "l'obstination de Philippe II qui ne se résigne pas au relèvement de la France et qui gardait encore chez nous quelques complices" (H.F.:163) discréditent la monarchie habsbourg d'Espagne qui s'épuise dans "le nouveau roi d'Espagne était maladif et débile. Il était probable qu'il ne laisserait pas d'enfants et que son héritage serait revendiqué par les maris de ses deux soeurs, l'une ayant épousé un Bourbon, l'autre un Habsbourg" (H.F.:201).

Le monarque prussien est évidemment le pire. D'un trait, Bainville esquisse à la fois le caractère du premier empereur du nouveau Reich et de son ministre maudit : "Guillaume I^{er} était aussi prudent et même timoré que son ministre était audacieux" (H.F.:435). Ailleurs, Bonnefon affirme que la personne de l'empereur ne s'est jamais élevée au-dessus de la condition du peuple, aussi, n'est-il pas autorité mais obéissance, et cela, dans une posture très masochiste (entendons très sadique pour Bonnefon):

L'Empereur lui-même ne se soustrait pas à la règle universelle. Il pose en principe que c'est à Dieu qu'il doit obéir; en fait, il rampe devant l'opinion publique, il en a peur, il la recherche, il la caresse, il la flatte, comme une maîtresse qu'il haït, qu'il craint et adore tout à la fois. Le cercle est clos. La discipline mène sa ronde. (H.A.:11 souligné par moi, j.-p. c.)

Mais pour Muret, cela a aussi son bon côté car "il y avait sous son règne (Guillaume II), dans ses Etats, plus belliqueux que lui, tout son peuple, et c'est un phénomène qu'il convient de signaler" (G.II:8), car depuis Bonnefon, "ce pays d'Allemagne a produit tellement pire! Le dernier Kaiser et le sou-

venir de son gouvernement seront forcément appelée à bénéficier d'une comparaison avec le Reich de 1940" (G.II:7). Quoi qu'il en soit, l'empereur allemand succombe plus facilement au danger de l'opinion publique que son pendant français, et comme l'opinion publique allemande est beaucoup plus dangereuse que l'opinion publique française, la catastrophe est évidente:

Grisé par l'enseignement qu'on lui a prodigué, ivre de sa masse (11), le peuple allemand se croit appelé à tout submerger, à tout conquérir, à tout rénover. Une opinion publique égarée poussait déjà Guillaume II dans ces voies dangereuses. Qu'en résulte-t-il? La guerre. La défaite, un énorme abattement; mais au sortir d'une brève période de regrets, regrets, d'ailleurs exempts de tout remords, l'Allemagne recouvra ses esprits et, par dessus le régime de Weimar, renoua avec le pangermanisme tentaculaire de l'ère wilhelminienne en enchérissant sur lui. (G.II:9)

III.2 Les pulsions érotiques prêtées au Père-Roi.

Si le service rationnel de la nation est la marque d'affection d'un bon Père-Roi, comment se manifestent alors ses pulsions érotiques? La plus importante de toutes est sans contredit l'obstétrique qu'il pratique de l'intérieur pour faire naître la Mère-Nation. Les "rois ont fait la France" n'est pas qu'une formule de rhétorique politique, pas plus que le "roi est l'époux de la France", car il est bien pourvoyeur de "semence" comme l'était déjà Vercingétorix en son temps (H.F.:11). Mais Vercingétorix fut arrêté et, heureusement, car il aurait empêché l'introduction de "l'idée romaine". Pour Bainville, et contrairement à une imagerie républicaine post-1870, le vrai "père" de la France c'est César, et c'est après le passage de César que Rome portera pendant "500 ans" la figure France. La description de Bainville, par contre, est sans équivoque, il s'agit bien d'un viol pur et simple:

(11) La "masse" allemande a de quoi terrifier les bainvilliens quand, durant cette époque qui précède immédiatement la Seconde Guerre mondiale, on parlait de "la crise de la population française" et du "néo-populisme nazi". Voir en détail M.-R. Reinhard et A. Armengaud. Histoire générale de la population mondiale, Paris, Montchrestien, 1961, pp. 419 à 438.

A cette conquête, nous devons presque tout. Elle fut rude: César avait été cruel, impitoyable. La civilisation a été imposée à nos ancêtres par le fer et par le feu et elle a été payée par beaucoup de sang. Elle nous a été apportée par la violence. Si nous sommes devenus des civilisés supérieurs, si nous avons eu, sur les autres peuples, une avance considérable, c'est à la force que nous le devons.

Les Gaulois ne devaient pas tarder à reconnaître que cette force avait été bienfaisante... (H.F.:12)

Ce viol romain est considéré comme un bénéfique apport de la civilisation en opposition avec une insémination plus pernicieuse provenant des tribus germanes:

Il y avait, au-delà du Rhin, comme un inépuisable réservoir d'hommes. Des bandes s'en écoulaient par intervalles, poussées par le besoin, par la soif du pillage ou par d'autres migrations. Après avoir été des envahisseurs, les Gaulois furent à leur tour envahis. Livrés à eux-mêmes eussent-ils résisté? C'est douteux. Déjà, en 102 avant Jésus-Christ, il avait fallu les légions de Marius pour affranchir la Gaule des Teutons descendus jusqu'au Rhône. Contre ceux qu'on appelait les Barbares, un immense service était rendu aux Gaulois : il aida puissamment la pénétration romaine. L'occasion de la première campagne de César, en 58 avait été une invasion germanique. César s'était présenté comme un protecteur. Sa conquête avait commencé par ce que nous appellerions une intervention armée. (H.F.:13)

César a donc violé la Gaule pour la soustraire à "l'écoulement" barbare. Par le viol de César, c'était assurer la "pénétration romaine" de la Gaule et lui laisser, en son ventre, le germe de "l'amitié gallo-romaine" qui la rendra supérieure, dans l'avenir, à toutes ses voisines barbares. Aussi, les premiers monarques se doivent-ils de ressembler à César et d'être des guerriers (H.F.:15) qui assurent à la fois la permanence de la semence "gréco-latine" et le reflux des barbares en dehors des frontières.

Chez Bainville, l'agressivité guerrière est étroitement liée à la période pré-capétienne en vue de sauvegarder et de protéger ce qui sera plus tard la France. En cette période de brutalité et de barbarie, l'agressivité est le lot de tous les jours, elle est moins un signe des pulsions de mort (l'agressivité offensive) qu'un signe des pulsions de (sur-)vie (l'agressivité

défensive), ce qui apparaît avec le cas de Charlemagne dont "la grande idée était d'en finir avec la Germanie, de dompter et de civiliser ces barbares, de leur imposer la paix romaine... Mais la matière était ingrate et rebelle" (H.F.:30). Il s'agissait, pour Charlemagne de répéter le geste de César, mais sur la Saxe et l'Allemagne.

Avec les Capétiens, l'agressivité passe au second rang des valeurs monarchiques. La naissance assurée de la Mère-Nation à elle-même, selon le travail du Père-Roi lui interdit désormais de la risquer dans des agressions extérieures inutiles et encore moins de pratiquer toutes formes de viol envers elle. Le viol cède bien la place à l'érotisme. Le roi ne va plus "à la chasse", mais s'installe confortablement à sa besogne. Tout cela est déjà inscrit dans la personne même du premier Capétien, dans ses origines non guerrières, comme dans son travail:

Robert le Fort, le vrai fondateur de la maison, s'est battu dix ans contre les Normands et il est mort au champ d'honneur. Robert le Fort était certainement un homme nouveau, d'origine modeste puisque la légende lui donne pour père un boucher. (H.F.:38)

Comme un bon père de famille bourgeoise, son premier devoir est d'assurer et de maintenir l'harmonie du foyer. Il doit donc en exclure tous les intervenants étrangers qui voudraient faire la loi dans son ménage (comme le père de famille bourgeoise élimine grands-parents, oncles et cousins mettant fin ainsi à la traditionnelle "famille élargie"), et cela, à commencer par le pape; c'est-à-dire le descendant de César:

Déjà cet allié (Philippe Auguste) de l'Eglise n'aime pas plus la théocratie que la féodalité. S'il trouve fort beau que le pape fasse et défasse des empereurs en Allemagne, il ne souffre pas d'atteintes à l'indépendance de sa couronne. A l'intérieur, il se défend contre ce que nous appellerions les empiètements du clergé. Il y a déjà chez le grand-père de saint Louis quelque chose qui annonce Philippe le Bel. (H.F.:55)

S'il ne peut éviter les agressions étrangères ou les déchirements internes,

il montre son attachement à la Mère-nation de la Même façon que Charles V "pansera ses plaies, il la remettra à son rang en moins de vingt années" (H.F.:84). Aussi, ne doit-il pas haïr aucun parti, aucun groupe de particuliers, comme Charles IX le montre dans son attitude envers les Protestants:

Toujours conseillé par sa mère, élevé dans la politique du tiers parti, Charles IX, qui avait même eu pour nourrice une protestante, n'avait pas de haine pour les calvinistes. Il désirait se réconcilier avec eux. (H.F.:143)

Ses qualités de guerrier conquérant, c'est contre la France elle-même qu'il doit les déployer afin d'étouffer ses tendances suicidaires. Il doit la mater comme une mégère revêche, un peu comme Henri IV porté à l'assaut de son "coeur, c'est-à-dire Paris où "la ville lui résista passionnément" (H.F.:158), véritable danse amoureuse où appels et refus se répondent jusqu'à l'émoussement des désirs:

Or couchait sur ses positions. Henri IV, repoussé de Paris, avait, dans les mêmes conditions, échoué devant Rouen qui ne voulait pas non plus de "roi hérétique". Cette impuissance des deux camps engendrait la lassitude qu'elle-même conduisait à des tentatives de rapprochement. (H.F.:159)

Enfin, en se faisant catholique, le roi cède et la France se donne; la joute amoureuse se transforme en séduction:

Les talents politiques du roi, sa bonne humeur firent le reste. Il a plu à la France, mais sa plus grande qualité a été de lui rendre l'ordre et le repos. On lui passa, on trouva héroïque et charmant ce qu'on eût condamné chez d'autres, ses caprices, ses amours, et même des indécidables choquantes. (H.F.:161)

Et la dernière phrase du Henri IV de Vaissière résume clairement toute cette cour : "Aussi parce qu'il a aimé la France avec passion, qu'il l'a voulue et faite grande" (H.IV:704).

Les pulsions érotiques du Père-Roi ne s'adressent pas uniquement à la Mère-Nation, elles sont orientées vers le peuple aussi, et de Louis XVI, Bainville reconnaît "son sincère amour du peuple" (H.F.:261). Mais la Mère-

Nation ne veut plus d'un tel monarque paternel. Elle renie le meilleur de ce qu'il peut lui apporter, comme le déplore Louis Bertrand:

Il est honteux que la France ait l'air de renier une gloire comme celle de Louis XIV, de ne pas connaître l'homme qui, non seulement lui a donné son rang dans le monde moderne, mais qui l'a faite, depuis ses frontières jusqu'à son mécanisme administratif. (L.XIV:24)

Mais malgré elle, contre elle, le Père-Roi demeure et persiste, ne la refusant jamais. Aux lendemains des désastreuses aventures de Bonaparte, Louis XVIII est toujours là qu'il l'attend depuis 20 ans, comme un mari éconduit mais toujours fidèle et sincère, prêt à passer par-dessus toutes les injures et prêt à tout sacrifier pour le salut de ce qui lui tient le plus à coeur: sa famille: "La monarchie avait pour tâche de liquider cette longue aventure" (H.F.:373). Jusqu'au bout, le Père-Roi reste fidèle à son rôle et "Henri V", le comte de Chambord, refuse de régner s'il n'est pas vraiment réinstallé dans sa double fonction de Père et Roi de la famille nationale, investit de l'autorité qui sied à l'un comme à l'autre:

...le comte de Chambord exposa ses raisons immuables: "Je veux, disait-il, rester tout entier ce que je suis. Amoin-dri aujourd'hui, je serais impuissant demain". Il préférerait ne pas régner plutôt que d'être "le roi légitime de la révolution", et garder intact le principe monarchique plutôt que de le compromettre dans une restauration éphémère. (H.F.:450)

Comment cette grandeur d'âme ne paraîtrait-elle pas glorieuse à côté de la pauvreté des autres pères, incapables de vraiment aimer ni leurs nations, ni leurs peuples, et où les pulsions érotiques sont restées brutales et grégaires comme Bainville le dit des "Hohenzollern, les plus actifs et les plus ambitieux des princes allemands" (H.F.:218). Seule une famille royale étrangère, bien que et parce que française, mérite d'être reconnue pour son affection particulière... envers la France:

Pouvons-nous tant nous offusquer, à distance, que les Bourbons d'Espagne aient gardé de l'attachement, même inconsideré pour leur pays d'origine? Nous ne les avons pas installés à Madrid pour qu'ils oubliassent tout de suite qu'ils étaient Français. (H.F.:227)

III.3 Les pulsions de mort prêtées au Père-Roi.

Un tel Père-Roi, si aimant, si patient, si paisible, peut-il se laisser motiver par des pulsions de mort? Si elles se manifestent, ce ne peut être, comme pour l'aigle, afin de protéger ses oisillons. La gifle d'Anagni n'est pas une manifestation de haine de la part du roi, mais précaution en vue de sauvegarder l'intégrité de son pouvoir comme celle du territoire national:

En somme, le pape, chef suprême de la chrétienté, victorieux dans sa longue lutte avec les empereurs germaniques, trouvait naturel, de contrôler les gouvernements. C'est ce que Philippe le Bel n'accepta pas et, contre la papauté, il défendit les droits de la couronne et l'indépendance de l'Etat français. (H.F.;66)

Car le pouvoir du Père-Roi est tout aussi sacré et inviolable que le territoire peut l'être pour la Nation. La violence du roi est donc toute politique et non morale, ce qui permet d'expliquer que, malgré la gifle d'Anagni, le "mariage des fleurs de lis et de la papauté" demeure:

Cette audace, cette violence étonnèrent l'Europe. On avait vu un César germanique s'humilier à Canossa devant Grégoire VII. Le roi de France triomphait. Il avait osé faire violence au pontife sans rompre le mariage des fleurs de lis avec la papauté. (H.F.:66)

Le Père-Roi n'hésite pas à user même de cruauté, bien que cela ne soit pas pour exprimer des désirs sado-masochistes mais seulement à des fins de stratégies nationales:

C'est à la suite de cette aventure que Louis XI infligea à ceux qui l'avaient trahi ses plus célèbres châtiments. Le cardinal La Balue avait trempé dans le guêt-apens de Péronne. Ce prince de l'Eglise eut la vie sauve, mais il fut enfermé dans une de ces cages de fer qu'on employait en Italie et dont il avait lui-même recommandé l'emploi. Ces châtiments, que la légende a retenue, frappaient les esprits. C'était ce que cherchait Louis XI et c'était la plus simple de ses tâches. Il était nécessaire d'inspirer de la crainte. A chaque instant, il fallait réprimer des séditions de seigneurs ou de villes. Partout le roi trouvait des ennemis. (H.F.:109)

En vérité, "il était avare du sang de son peuple, et ne menait à l'échafaud

que des princes traitres ou rebelles" (H.F.:111). Cette même logique conduit le monarque à frapper tantôt le parti protestant:

La sincérité de Charles IX ne peut être mise en doute. Après l'attentat de Maurevel contre Coligny, il avait encore pris des mesures pour la protection des calvinistes. Ce ne fut pas sans de longues hésitations qu'il finit par se ranger du parti contraire et par se rendre aux conseils de Catherine de Médicis qui, ramenée à d'autres sentiments, lui représentait qu'il mettait la monarchie en danger, que Coligny l'entraînait à sa perte, que si les Guise prenaient la direction de la réaction catholique qui s'annonçait, ils deviendraient les maîtres de l'Etat. L'unique ressource était de les devancer et de frapper le parti protestant à la tête. (H.F.:145)

Tantôt le parti catholique (l'assassinat du duc de Guise répondant à la Saint-Barthélemy). De cette logique procède la révocation de l'édit de Nantes aussi bien que les guerres hollandaises de Louis XIV. Bainville n'écrit-il pas qu' "il ne cherchait qu'à "annuler" l'Angleterre" (H.F.:199)? Tout cela était fait non par instinct de sang, mais par le profond et bien évident désir d'assurer la paix et la tranquillité à la prospérité familiale, et tous ces moyens n'étaient employés que parce qu'ils étaient de derniers recours.

Mais face à l'agression intérieure, quel sera le recours du monarque? La fermeté extérieure procède des pulsions érotiques défensives du Père-Roi, comme on l'a vu. C'est parce que le Père-Roi aime sa Nation et son Peuple qu'il doit faire preuve d'autorité à l'intérieur. Aussi, les faiblesses et les déclinations du monarque pourraient passer pour les résultats des pulsions de mort : le refus de l'autorité, pour la démission du roi devant la Nation, comme l'illustre la situation révolutionnaire de 1789:

Donc, plus de pouvoirs intermédiaires, appel direct à la nation... En jouant à l'archaïsme, le gouvernement et les Parlements hâtaient également l'heure d'ouvrir les écluses. A ce jeu, on se blesse à mort. La famille royale elle-même s'y déchira... (H.F.:273)

C'est une leçon autant affective qu'idéologique que Bainville veut tirer:

...les finances de l'ancien régime ont succombé et l'ancien régime a succombé avec elles pour avoir abandonné la politique que lui avaient tracé Richelieu, Louis XIV et Louis XV, pour avoir incliné son pouvoir devant des pouvoirs qu'il

aurait fallu dominer et discipliner. (H.F.:276)

C'est dans sa fonction paternelle mal assumée que Louis XVI lui paraît incompréhensible, surtout devant la "folie" maternelle qui pousse celle-ci à se suicider dans des aventures irrationnelles. La disparition du roi précèderait-elle d'une même tendance suicidaire car "la résignation de Louis XVI aux événements a paru inexplicable. Son invincible aversion pour la manière forte n'est même pas l'unique raison de sa passivité" (H.F.:289), ce qui est aussi inexplicable que la volonté de la Mère de se jeter, par deux fois, dans les bras de l'aventurier corse! Ce qui ne pouvait être acceptable au niveau de la Mère l'est encore moins au niveau paternel. Peut-on étendre à toute la personnalité du Père-Roi les indécisions mal venues du seul Louis XVI? Alors Bainville opère une catharsis efficace et s'inspire du discours royaliste et catholique du XIX^e siècle en sublimant la mort du roi non pas en suicide, mais en sacrifice personnel : ce n'est pas le Père-Roi qui veut se tuer, mais le roi qui se sacrifie pour les siens, afin, espère-t-il, de faire revenir l'ordre et la paix à l'intérieur de sa famille. Le traumatisme d'un geste anticipé se transforme en sublime et généreux don de soi. La légitimité de l'institution monarchique est sauvée en même temps que les faiblesses de l'individu privé à travers une simple remarque laconique dont seul Bainville a le secret : "Louis XVI... avait fait, peut-être trop facilement, le sacrifice de lui-même" (H.F.:311).

Ce sacrifice du Père-Roi rend encore plus odieux l'attitude de la Mère-Nation et de l'Enfant-Peuple. L'exécution de Louis, l'exil de ses frères, la disparition du malheureux dauphin; tout cela n'est qu'une suite de malheurs qui récompensent bien misérablement le sacrifice du roi. Geste grandiose, mais politiquement stérile. L'explication apaise tout de même l'inconscient torturé de Bainville. La haine du roi est cependant une chose qui lui paraît bien réelle -- aussi réelle que la jalousie des autres Mères-Nations qui servait

de dérivatif à la tendance suicidaire de la France. Cette haine se révélera de la façon la plus basse devant le dernier roi, le "roi des Français", méprisé de tous, respecté par Bainville seul. Vers lui, la hargne populaire, l'ingratitude de la nation abaisseront la figure paternelle dans sa fonction même. Sous la plume de Bainville, Louis-Philippe perdra sa silhouette caricaturée de "roi-poire" pour revêtir celle du "père Goriot"!

Ainsi, Louis-Philippe "sera accusé d'humilier la France, d'être l'esclave des traités de 1815" (H.F.:395); accusation née du sentiment des révolutionnaires de 1830 d'avoir vu leur révolution confisquée car "là encore, un sentiment fut froissé, un espoir déçu" (H.F.:395). Il était tributaire de cette Révolution qui l'avait mené au trône et comme il ne livrait pas la marchandise:

Les débuts de la nouvelle monarchie furent pénibles. L'émeute, d'où elle était née, pesait sur elle et demandait son salaire... Il fallait résister à la pression de la rue qui exigeait la peine capitale pour les ministres de Charles X, dont on eut grand-peine à sauver la vie : ils ne furent condamnés qu'à la prison. (H.F.:396-397)

Aussi, rien de son règne ne parut bon et ses contemporains l'ont mécompris:

Il a fallu près d'un siècle pour que le service rendu par Louis-Philippe fût compris et apprécié. En 1831, sa renonciation à la Belgique passa pour une trahison, un lâche abandon des traditions révolutionnaires et napoléoniennes. (H.F.:398)

Les mêmes accusations reviennent au long de ces dix-huit années de règne de la monarchie de Juillet, reprenant la politique extérieure très critiquée de la Restauration car "le thème n'avait pas changé : la monarchie était accusée d'humilier la France devant l'Europe, d' "altérer la politique nationale". Les contemporains eux-mêmes furent frappés de la similitude" (H.F.:402). Ce qui n'est pas pour enlever, aux yeux de Bainville, des qualités à Louis-Philippe qui, malgré le changement de lignée dynastique, poursuivait l'oeuvre de la branche aînée. Louis-Philippe méritait donc vraiment de la patrie, ce qui

n'était pas une opinion courante, même du temps de Bainville:

Bravant l'impopularité, il s'interposa, désapprouva le langage belliqueux de Thiers, et, au mois d'octobre, l'obligea à se démettre.

Le service que le roi avait rendu au pays, le deuxième après la fondation de l'indépendance belge, le découvrit davantage, l'exposait plus que jamais au reproche d'humilier la nation. (H.F.:405)

Tout était donc devenu prétexte à amoindrir le Père-Roi, y compris cette querelle coloniale à propos des îles d'Océanie où, pour éviter une crise européenne, Louis-Philippe s'inclina devant l'orgueil britannique. Comme si l'humiliation internationale servait de déclencheur à l'humiliation nationale, car "là encore, Louis-Philippe fut accusé de lâcheté et de poltronnerie" (H.F.:406) qui devait le renverser. Abattus, Charles X et Louis-Philippe étaient chargés de l'échec de la monarchie constitutionnelle, structure que Bainville considère comme inadéquate au cas français. Pourtant ils ont fait ce qu'ils devaient faire en liant la structure publique à la structure privée, et Louis-Philippe a été un honorable Père-Roi bourgeois que Lucas-Dubreton a raison d'apprécier, car, comme il l'écrit en conclusion de sa biographie:

A distance, on estimait que la platitude bourgeoise tant décriée avait du bon... Heureux temps, sans inquiétude lancinante, sans angoisse du lendemain; les mères ne craignaient point pour leurs enfants... Tout bien pesé, les générations qui vécurent de 1830 à 1848, Louis-Philippe régnant, ont été privilégiées. (L.P.:689)

Et, compte-tenu de la fin lamentable du Second Empire, affectivement, pour la dernière fois de son histoire, la Mère-Nation n'aura pas eu à craindre, pendant ces dix-huit années du règne du bon Père-Roi Louis-Philippe, pour le bien-être de l'Enfant-Peuple.

A l'opposé de ces monarques si précieux pour le bien de la famille nationale, il y a les princes étrangers qui eux sont particulièrement animés par les pulsions de mort, celles-ci tournées directement contre la France. Voici Frédéric II, "le roi de Prusse perfide et dangereux" (H.F.:239). Il

l'est d'autant plus car c'est un séducteur hors paire qui "sans avertissement, violant toutes les règles de la morale publique" (H.F.:236) peut outrager un territoire étranger, comme la Silésie autrichienne. Ses successeurs hériteront de ce dangereux maniaque l'obsession de reformer le Reich allemand, car "c'était le roi de Prusse qui, parlant un langage libéral, se mettait ouvertement à la tête d'un mouvement national pour l'unité allemande, le plus grand danger dont la France pût être menacée" (H.F.:408).

En fait, il ne peut y avoir d'autre véritable Père-Roi que le monarque français légitime, ni un envahisseur étranger, ni un usurpateur français, comme les Bonapartes oncle et neveu, qui demeurent des gens du peuple, communs et incapables de s'élever à cette position où l'obstétrique avait hissé les Capétiens. D'ailleurs, l'histoire "montre" que prétendants et usurpateurs sont de la même fausse politique lorsque le conflit révolutionnaire se solde par l'instauration d'un empire autoritaire et que les monarques européens poursuivent leur jalousie du roi de France en recevant, parmi eux, Napoléon comme un égal. Pour Bainville, "ils ont délibérément sacrifié la famille royale de France à leurs intérêts, comme les émigrés, ardents à confondre la cause de la contre-révolution avec la cause de l'étranger, l'ont sacrifié à leurs passions" (H.F.:302).

Ce sont les pulsions de mort qui motivent ces autres monarques et se combinent si bien avec les tendances suicidaires de la Mère-Nation et l'activité des agitateurs publics pour permettre à l'aventurier Bonaparte de se hisser à leur niveau:

Dès le Consulat à vie, tous les souverains regardaient Bonaparte comme un des leurs. On le voyait "monter peu à peu vers le trône", tout le monde acceptait cette ascension, et les monarchies européennes, montrant encore une fois combien peu elle (sic!) s'étaient souciées de la cause des Bourbons, s'inclinaient devant cette puissance redoutable. Elles ne cherchaient plus qu'à se concilier ses bonnes grâces et, au mieux de leurs intérêts, s'adaptaient à une situation qu'el-

les ne pouvaient changer. (H.F.:347)

Et lorsque l'usurpateur tombe, les mesquineries monarchiques des cours étrangères apparaissent au grand jour car "on s'aperçut alors que les Alliés n'avaient combattu ni la Révolution ni Napoléon, mais la France... Il leur était indifférent que leurs exigences furent nuisibles à la popularité des Bourbons, rendus responsables d'une situation qu'ils n'avaient pas créée" (H.F.:373). Un tel comportement odieux, un tel manque de support de caste fait ressortir toute l'amitié et le soutien que la famille royale put obtenir de ses seuls vrais parents qui ne l'avaient pas complètement oubliée : les Bourbons d'Espagne.

III.4 Intrication ou désintrication de la personnalité du Père.

La première chose qu'on peut dire du matériel concernant le Père-Roi dans l'Histoire de France, c'est qu'il est beaucoup moins transparent que le matériel concernant la Mère-Nation, au point qu'on pourrait croire que sa personnalité compte moins dans l'enjeu historique que celle de sa partenaire. Pourtant, il s'agit là d'une fausse impression. Si le matériel est moins transparent, c'est qu'il est plus voilé et ne laisse même pas paraître l'équivalent des "deux mamelles" de sa compagne. C'est, aussi, que ce matériel est enfoncé encore plus profondément dans l'inconscient et qu'il révélerait des choses encore plus cachées que la tendance suicidaire de la Mère.

Sans doute, le Père-Roi bainvillien est-il le positif du négatif de celui tracé par l'historiographie républicaine, surtout celui de Lavis (12). Accepter de reconnaître, comme celui-ci, que la personne du roi est un facteur de division, c'est lui ramener sur les épaules l'accusation jadis ourdie par les Girondins qui l'accusaient de trahison; c'est justifier l'action

(12) Voir P. Nora. op. cit. p. 98.

de la Mère-Nation, ce qui est une absurdité évidente. Comment et pourquoi le Père-Roi en viendrait-il à vouloir tuer sa propre créature? De plus, le Père-Roi n'est pas obsédé par le suicide comme Bainville parvient à le montrer en innocentant Louis XVI. La biographie qu'il voulait écrire sur ce personnage visait incontestablement à laver sa mémoire de tout soupçon:

On accuse presque toujours son irrésolution, la faiblesse de son caractère, la médiocrité de son esprit... Ce n'est pas par abstention, ni par omission qu'il a péché... La chance ne l'a pas servi. Or peut se demander s'il eût jamais la chance. Elle se fût lassée de ses maladresses et je crois que, né gauche, "engoncé", Louis XVI a été surtout maladroit... Son histoire est grande parce qu'elle est couronnée par le malheur. Peut-on dire la vérité sur de si nobles martyrs? Telle est la difficulté de la tâche que nous avons entreprise. (13)

Le Père-Roi, ainsi absout de toutes les erreurs et faiblesses, demeure ainsi, pour toute l'histoire de la France, fidèle à sa double nature de Fils et d'Époux de la Nation. Sa place, à l'intérieur de la représentation collective de l'histoire que Bainville lui réserve doit donc être cherchée en partant d'indices déposées ailleurs que dans la trop discrète Histoire de France.

C'est Louis Bertrand qui va ici vendre la mèche et nous donner l'un des bouts du fil d'Ariane.

Le premier paragraphe de toute l'historiographie bainvillienne, du moins, en ce qui concerne la collection des Grandes Etudes historiques, c'est-à-dire la première page de la biographie de Louis XIV par Bertrand, commence par une description physique:

Je me souviendrai toute ma vie de l'extraordinaire émotion que j'éprouvai au mois d'octobre de l'année 1900, lorsque, pour la première fois, je vis, à Montpellier, la statue de Louis XIV, sur la terrasse du Peyrou.

A l'extrémité de l'ancienne rue Royale à travers le cintre d'un arc de triomphe, -- une silhouette équestre, -- qui, avec un grand geste dominateur, semblait s'emparer de tout l'espace. En sa marche aérienne, le Cavalier de bronze s'enlevait d'un tel élan d'apothéose que tout s'abaissait au-

(13) J. Bainville, introduction à son Louis XVI, inachevé, cité in J. Montador. op. cit. p. 209.

tour de lui. Les jambes nues, collées au ventre du cheval, la casaque militaire serrée aux flancs, avec ses lanières lancées de cuivre et ourlées de frisures en basane, les pectoraux énormes en saillie sous la cuirasse de parade, toute bosselée de reliefs comme celle de l'Auguste du Vatican, la crinière apollinienne rejetée en arrière et ceinte du bandeau de lauriers, il brandissait, par-dessus les plaines, le bâton de commandement... (L.XIV:7)

Cette description est, en fait, très anonyme -- sinon anodine -- car il n'y a pas d'inscription sur le socle, "pas même un nom... comme si la ville moderne était honteuse d'une telle gloire" (L.XIV:7). Il y a bien une plaque dédicacée sur l'arc de triomphe et elle fait bien mention de Louis, mais la statuaire est si loin de ce qu'on connaît des portraits et peintures de Louis XIV que Bertrand pense plutôt à la rapprocher de l'Auguste du Vatican! Autant dire qu'il s'agit là d'une figure bien idéalisée dans la plus pure conception aristotélicienne de l'art (14). Le monument crée une "émotion" intense sur l'écrivain : "Ce qu'il y a de sûr, c'est que mon exaltation fut extrême" (L.XIV:8), et l'idéalisation est confirmée quand il ajoute "qu'on se figure le rebondissement de mon imagination et de ma pensée, à cette époque-là et à ce moment précis, ou, au sortir de la platitude naturaliste et devant toutes les conséquences de la Défaite, je m'exagérais l'abaissement de mon pays!" (L.XIV:8). Et l'auteur de revenir une deuxième, puis une troisième fois sur "ce cavalier monté à cru sur son étalon" (L.XIV:9) et, enfin, une quatrième fois, sans perdre de son exaltation:

Cependant la silhouette du Cavalier de bronze de l'Homme de gloire admiré sur les terrasses de Montpellier, -- l'Apollon lauré, lancé au trot de son étalon, le bâton de commandement à la main, me poursuivait toujours comme une figure amie et attirante, un symbole dont je n'avais pas encore pénétré tout le sens et qui excitait ma curiosité. Et puis, à mesure que mon expérience et ma connaissance de la vie française s'augmentaient, je m'ébahissais de constater combien ce grand mort est toujours vivant dans la France d'aujourd'hui et jusqu'au plus intime de nous-mêmes... (L.XIV:11)

Pour ensuite conclure par cette affirmation : "Il a refait la France à son image" (L.XIV:11). De même, Bainville, parlant du passage de Louis XIV à

(14) E. Panowski. Idea, Paris, Gallimard, col. "Idées" # 490, 1983, p. 32.

sa majorité, disait simplement, dans cette même ligne de pensée : "Louis XIV, qui devient homme" (H.F.:188).

Il n'est pas besoin d'être psychanalyste chevronné pour savoir que tous les symboles de la virilité sont énumérés dans cette description du monument: geste dominateur, Cavalier de bronze, démarche aérienne, élan d'apothéose, jambes nues collées au ventre du cheval (redondance des symboles, jambes-ventre; nues-collées), casaque militaire serrée aux flancs (item), lanières de cuivre, pectoraux énormes en saillie, bosselée de reliefs, crinière apollinienne et le geste de brandir le bâton de commandement... le seul mot qui manquait à l'énumération est rattrapée deux pages plus loin : l'étalon!

Ce n'est pas là un simple cas d'évocation homosexuelle qui, en ce début de siècle, d'Oscar Wilde à Thomas Mann en passant par Stefan Zweig et Marcel Proust n'impresionne pas seulement des auteurs ouvertement homosexuels. En ce début de siècle donc, où la conscience collective s'interroge sur les passions jusque-là tabous de l'âme humaine, le désir homosexuel remet en question tout l'ordre psychique de l'homme occidental. Aussi, ce qu'il faut chercher à comprendre ne s'explique pas seulement par une soi-disante homosexualité de Bertrand seul -- ce que j'ignore en fait, ce que je soupçonne d'après les passages de la petite autobiographie de Gaxotte (15) et ce sur quoi, à mon avis, il ne faut pas trop insister -- mais par une logique inconsciente qui permet de constituer un discours érotique prenant la figure du Père comme objet d'investissement et non seulement un Père éthéré, mais bien un Père physique, fait de chair et d'os, voilé certes, mais exalté par sublimation.

(15) P. Gaxotte. Les autres et moi, p. 130. Il souligne que Bertrand se faisait servir "par un personnage curieux, parfaitement laid, espagnol ou maltais d'origine, ancien conducteur de chariots muletiers, débrouillard, bon cuisinier, qui l'accompagna dans tous ses voyages, qui lui était absolument dévoué, mais que fuyaient les bonnes du quartier, car le génie de l'espèce le travaillait intensément". Il est sûr qu'en soi, ça ne veut rien dire, mais Gaxotte ne parle jamais d'une quelconque madame Bertrand...

Freud lui-même ne nous apparaît ici plutôt décevant. Lui qui s'est montré si perspicace ailleurs a été incapable de tracer une genèse intelligible de la question homosexuelle. Pour lui:

La genèse de l'homosexualité masculine est dans un grand nombre de cas la suivante (16): le jeune homme a été fixé à sa mère, au sens du complexe d'Oedipe, d'une manière inhabituellement longue et intense. Mais vient enfin, la puberté une fois achevée, le temps d'échanger la mère contre un autre objet sexuel. Il se produit alors un retournement soudain; l'adolescent n'abandonne pas sa mère mais s'identifie à elle, se transforme en elle et recherche maintenant des objets qui puissent remplacer pour lui son propre moi et qu'il puisse aimer et choyer, comme il en avait fait l'expérience grâce à sa mère... (17)

Il s'agit donc d'une non-résolution du complexe d'Oedipe qui dégénère en immaturité sexuelle. En fait, c'est maintenir l'homosexualité dans sa définition très XIX^e siècle où elle apparaissait, pour les médecins, comme une perversion mentale, et pour les confesseurs, comme une perversion morale (18).

Au lieu de faire intervenir l'homosexualité comme une interférence à un pseudo développement normal de la maturité sexuelle, pourquoi ne pas la postuler sur une base identique à celle qu'on reconnaît à l'hétérosexualité? Pourquoi ne serait-elle pas, elle aussi, issue d'un complexe qui lui serait organisationnellement propre comme peut l'être celui d'Oedipe? Pourquoi le désir de l'enfant ne s'élaborerait-il pas à partir du parent du même sexe, en prenant celui-ci comme objet d'investissement comme il peut s'élaborer à partir du parent du sexe opposé? L'affectivité désignerait le choix d'objet bien avant que ne s'impose la fonction paternelle d'autorité et de puissance, durant cette période que le langage psychanalytique appelle stade sadique-anal? Ce ne serait plus alors le corps de la mère qui servirait d'appui à l'élaboration du désir du fils, mais celui du père, son corps d'homme et

(16) "Un grand nombre de cas"... donc le modèle n'est pas universel.

(17) S. Freud. "Psychologie des foules et analyse du Moi" in op. cit. (1981), pp. 171-172.

(18) Voir J.-P. Aron et R. Kempf. Le pénis et la démoralisation de l'Occident, Paris, Grasset, col. "Figures" 1978, 308 p. et P. Hahn. Nos ancêtres les pervers la vie des homosexuels sous le Second Empire, Paris, O. Orban, 1979, 336 p.

pour le fils ce qu'il représente pour la petite fille dans le cadre de l'Oedipe? L'attachement que Bertrand éprouve pour Louis XIV a peu à faire avec la personne du Roi-Soleil qu'il semble même ne pas avoir reconnue avant d'être "ému". C'est bien le corps masculin idéalisé (l'Apollon lauré), identifié ensuite comme étant celui du roi, qui permet le recouvrement du corps désiré par le culte de la double fonction, la seconde, le Roi, masquant la première, le Père.

Cette idée n'a, au fond, rien d'original puisqu'on parle souvent d'un "complexe d'Oedipe négatif", l'adjectif laissant persister une connotation morale à un complexe qui n'a ni à être "positif" ou "négatif"! Freud identifie deux périodes bien distinctes dans le développement du jeune enfant, la première, laissée plutôt imprécise et qu'il appelle déjà "préhistoire du complexe d'Oedipe" (19). Durant cette période d'ambivalence, le petit garçon s'identifie au père en le prenant pour idéal, c qui "n'a rien à voir avec une position passive ou féminine envers le père (et en général envers l'homme), il est bien plutôt typiquement masculin. Il est très compatible avec le complexe d'Oedipe qu'il aide à préparer" (20). Simultanément a lieu l'investissement objectal de la mère. "Par suite de l'unification, irrésistible dans sa progression, de la vie psychique, ils finissent par se rencontrer et de cette confluence naît le complexe d'Oedipe normal" (21). Nous connaissons la suite. Revenons sur cette "préhistoire du complexe d'Oedipe" et demandons-nous si ce schéma décrit par Freud serait moins universel qu'il semble lui apparaître, il pourrait...

...alors arriver que le complexe d'Oedipe subisse une inversion, que, dans une position féminine, le père soit pris comme l'objet dont les pulsions sexuelles directes attendent leur satisfaction, et l'identification au père est alors devenue le précurseur du lien objectal au père. Cela vaut également, avec les substitutions correspondantes, pour la petite fille. (22)

(19) S. Freud. "Psychologie des foules et analyse du Moi" in op. cit. (1981), p. 167.

(20) S. Freud. ibid. p. 167.

(21) S. Freud. ibid. p. 167-168.

(22) S. Freud. ibid. p. 168. Paradoxalement, il semble que ce soit par le "négatif" que soit né le complexe d'Oedipe. Dans la lettre fameuse du 13 oc-

Il y aurait donc identification avec la mère (ce qu'on a vu avec le syllogisme de Bainville) et prise du père comme objet d'investissement. Tout en étant un complexe inversé de l'Oedipe, ce serait aussi quelque chose de totalement différent par les conséquences, une sorte de complexe de Ganymède (23):

Il est facile d'exprimer en une formule la différence entre une telle identification au père et le choix du père comme objet. Dans le premier cas le père est ce qu'on voudrait être, dans le second ce qu'on voudrait avoir. Ce qui fait donc la différence, c'est que le lien porte sur le sujet ou sur l'objet du moi. C'est pourquoi le premier de ces liens est déjà possible, préalablement à tout choix d'objet. Il est bien plus difficile de donner de cette différence une représentation métapsychologique concrète... (24)

Mais Freud semble avoir observé le développement de ce complexe surtout chez des femmes, ce qui l'emmène à le mettre à la base de certains symptômes d'hystérie. D'autre part, pourtant, le poids d'une culpabilité ganymédienne serait aussi lourd à porter pour l'homme puisqu'à l'inceste se joindrait un sentiment homosexuel.

En quoi cette attirance pour le père serait-elle différente de ce qu'en dit la théorie freudienne classique à propos de la "nostalgie du père" à la base des "besoins religieux"?

Quant aux besoins religieux, leur rattachement à l'état infantile de dépendance absolue, ainsi qu'à la nostalgie du père que suscite cet état me semble irréfutable, d'autant plus que ledit sentiment n'est pas simplement dû à une survivance de ces besoins infantiles, mais qu'il est entretenu de façon durable par l'angoisse ressentie par l'homme devant la prépondérance puissante du sort. Je ne saurais

tobre 1897 adressée à son ami Fliess, Freud, un an après la mort de son père, s'écrit : "Chez moi aussi, j'ai trouvé des sentiments d'amour envers mon père et de jalousie envers ma mère" (cité in P. Kaufmann. op. cit. p. 87). Cette lettre est importante puisqu'elle ébauche la théorie oedipienne, pourtant, c'est comme si, effectivement, c'était la mort du père qui révélait l'enchaînement de l'organisation oedipienne. La révélation de l' "Oedipe-Roi" de Sophocle pose quelque chose d'incontestable. La lecture que fait Freud du "Hamlet" de Shakespeare, beaucoup plus proche à notre avis d'une structure ganymédienne, est déjà plus douteuse. Tout se passe, dans l'histoire de la psychanalyse, et cela depuis Freud lui-même, comme s'il s'agissait toujours d'une fuite de Ganymède en se précipitant dans les bras d'Oedipe.

(23) Ganymède, jeune homme réputé pour sa beauté dans la mythologie grecque. Zeus en tombe amoureux et se transforme en aigle pour l'enlever vers l'Olympe où il le place à côté de sa fille pour servir le vin aux banquets.

(24) S. Freud. op. cit. (1981), p. 168-169.

trouver un autre besoin d'origine infantile aussi fort que celui de protection par le père. (25)

Manifestement, ce n'est pas toujours le cas. Il y a une différence entre la protection et l'investissement objectal, mais dans le cas ganymédien, il y a une continuité de l'une à l'autre, que l'état amoureux succède au besoin de protection, ce qui est la caractéristique de ce cas. Le complexe de Ganymède, comme le complexe d'Oedipe serait bi-directionnel. Comme l'Oedipe, le désir de l'enfant pour le corps du père ne peut être équivalent qu'à celui du père pour le corps du fils. Il est même le plus visible des deux rapports, même si l'un comme l'autre conduisent à la répression ou à la culpabilité. L'historiographie bainvillienne, par sa névrose obsessionnelle et son désir incestueux du père se révèle un exemple idéal de sublimation de ce désir en un ordre supérieur du discours capable de conduire la conscience à la porte du placard où l'on a camouflé le désir coupable.

Car le désir coupable vit toujours, motive finalement tout l'arrangement de la représentation, il vit parce qu'il est le désir, il est l'état amoureux:

...l'adolescent réussit, à un certain degré, la synthèse de l'amour non sensuel, céleste, et de l'amour sensuel, terrestre, et son rapport à l'objet sexuel se caractérise par l'action conjuguée des pulsions non inhibées et de celles inhibées quant au but. Selon la part que reprennent les pulsions de tendresse, inhibées quant au but, on peut mesurer l'intensité de l'état amoureux opposé au désir purement sexuel.

Dans le cadre de cet état amoureux, nous avons été frappé dès le début par le phénomène de la surestimation sexuelle, par le fait que l'objet aimé jouit d'une certaine liberté au regard de la critique, que toutes ses qualités sont estimées davantage que celles de personnes non aimées ou que du temps où il n'était pas aimé. Lors d'un refoulement tant soit peu efficace ou d'une mise à l'écart de tendances sensuelles, s'installe l'illusion que l'objet est aimé, même sensuellement, à cause de ses avantages psychiques, alors qu'au contraire c'est le contentement sensuel qui doit lui avoir conféré d'abord ces avantages. (26)

(25) S. Freud. op. cit. (1971), p. 15-16.

(26) S. Freud. op. cit. (1981), p. 176-177.

Ici apparaît, chez Freud, l'idéalisation, qui veut que l'objet soit traité "comme le Moi propre" et que dans "l'état amoureux une certaine quantité de libido narcissique déborde sur l'objet", ce dernier servant "à remplacer un idéal du Moi propre, non atteint. On l'aime à cause des perfections auxquelles on a aspiré pour le Moi propre et qu'on voudrait maintenant se procurer par ce détour pour satisfaire son narcissisme". L'idéalisation poussée à ses extrêmes fait que "le Moi devient de moins en moins exigeant et prétentieux, l'objet de plus en plus magnifique et précieux; il entre finalement en possession de la totalité de l'amour de soi du Moi... l'objet a pour ainsi dire absorbé le Moi":

Simultanément à cet "abandon" du moi à l'objet, abandon qui ne se distingue déjà plus de l'abandon sublimé à une idée abstraite, les fonctions imparties à l'idéal du moi sont totalement défaillantes. La critique, exercée par cette instance, se tait; tout ce que fait et exige l'objet est bon et irréprochable. La conscience morale ne s'applique à rien de ce qui advient en faveur de l'objet; dans l'aveuglement de l'amour on devient criminel sans remords. Toute la situation se laisse résumer intégralement en une formule : l'objet s'est mis à la place de l'idéal du moi. (27)

Cette abdication de la conscience morale devant l'état amoureux sera décrite dans la troisième partie, disons seulement qu'elle correspond avec l'attitude bainvillienne envers le Père-Roi à qui tout est excusé et tout est justifié et qu'on a rien à lui reprocher ni à lui pardonner. Le texte bainvillien est conforme à l'état amoureux décrit par Freud et que le père étant pris comme objet d'investissement, tout porte à croire qu'il s'agit bien d'une situation ganymédienne. Mais comment le savoir, comment le comparer à d'autres situations analogues?

C'est effectivement un problème, considérant que le "complexe d'Oedipe négatif" ne semble pas avoir fait l'objet d'approfondissements nombreux. Deux autres exemples similaires sont parvenues à ma connaissance et méritent qu'on

(27) S. Freud. ibid. (1981) p. 178.

s'y attarde un peu. D'abord le cas de Sade tel qu'abordé par Pierre Klossowski dans l'appendice II de Sade mon prochain:

La psychologie analytique admet généralement comme un fait dûment constaté et indiscutable que c'est la haine du père qui constitue le conflit initial du plus grand nombre des hommes. "Il serait intéressant de faire la part de quelques exceptions : chez d'autres individus se forme un conflit dans le sens inverse..." Ainsi, chez Sade, "les principaux événements de sa vie semblent avoir singulièrement favorisé le complexe beaucoup plus rare et généralement moins manifeste de la haine de la mère, pour que nous puissions aisément en reconnaître les traces à tout instant dans son oeuvre au point de pouvoir la considérer comme le thème de l'idéologie sadiste". Faut-il faire remonter la formation psychique de Sade à "une déception que la mère aurait fait éprouver à l'enfant Sade"? Mément traumatique motivé par les circonstances réelles ou dû à une interprétation de l'enfant, qui aurait, depuis, renforcé chez le fils un sentiment de culpabilité envers le père pour avoir trop négligé ce dernier.

Chez Sade, on se trouverait donc en présence d'un complexe oedipien négatif, non pas déterminé, comme c'est le cas d'un grand nombre de névrosés par une inhibition de l'inceste procédant de l'angoisse de la castration, mais dû au regret d'avoir voulu sacrifier le père à cette fausse idole, la mère. Tandis que certains névrosés homosexuels, ayant abandonné la conquête de la mère par crainte du père, se contentent d'adopter un comportement féminin à l'égard de ce dernier sans oser se substituer à lui -- ou bien encore, ayant retourné contre eux-mêmes leur agressivité originellement dirigée contre le père, se trouvent soumis aux rigueurs d'un Surmoi d'une inexorable sévérité -- Sade, tout au contraire, s'allie à la puissance paternelle et, fort de son Surmoi asocial, retourne contre la mère toute son agressivité disponible. (28)

Depuis que ce texte a été écrit, on doit reconnaître que le Ganymède est plus que "quelques exceptions". D'autre part, Colette Capitan Peter avait déjà remarqué un certain rapprochement entre Sade et Maurras (leur conception commune d'une nature hostile par exemple) (29). La haine de la mère, chez Sade, serait-elle proche de cette hostilité portée par les bainvilliens envers les "tendances suicidaires" et la "folie" de la Mère-Nation? L'identification à la Mère-Nation France, porteuse d'une lourde culpabilité, serait-elle également celle que l'on méprise secrètement car l'on a sacrifié "le père à cette

(28) P. Klossowski. Sade mon prochain précédé de le philosophe scélérat. Paris, Seuil, col. "Pierres vives", 1967, pp. 177-178.

(29) Capitan Peters, Colette. Charles Maurras et l'idéologie d'Action française, Paris, Seuil, 1972.

fausse idole, la mère"? Il y a là des traits convergents à ne pas négliger.

Notre second exemple provient de l'analyse qu'Alain Besançon a tirée de son étude sur Le Tsarévitch immolé en 1968. Tout en fortifiant son hypothèse de base, Besançon sentait que...

...sous la rivalité manifeste opposant, par exemple, Saint Tsar et sujet pour la possession de la Sainte Russie, il y avait simultanément le fantasme opposé de compétition entre le sujet et la Russie pour la possession de l'amour exclusif du souverain. Ce qui, testé sur ma propre fantasmatique, m'aiguillait vers le versant négatif, homosexuel, du conflit oedipien. Je me suis contenté de laisser apparaître ce thème en filigrane, mais sans le tirer au clair, sans l'explicitier. (30)

Même si Klossowski et Besançon parlent du même complexe d'Oedipe "négatif", l'analyse ne se confond cependant pas. Pour le Sade de Klossowski, il n'y a pas identification du sujet avec la figure maternelle (comme le montre le syllogisme de Bainville) tandis que dans le cas de Besançon, il y a identification de Besançon/sujet (russe) pour la possession "de l'amour exclusif du souverain", ce qui rapproche plus le thème qu'il a laissé "apparaître... en filigrane" avec le cas que nous étudions ici. Cela renforce le fait que chez Freud, il n'y a pas coïncidence absolue entre le complexe d'Oedipe négatif et la genèse de l'homosexualité masculine telle que vue dans Psychologie des foules et analyse du Moi. Il ne reste plus qu'à suivre l'attitude du complexe de Ganymède devant la présence physique du père.

Chez Bainville, on a vu que la description du corps de la Mère était sublimée par éthérification, le corps limité aux seuls contacts oraux des "deux mamelles" citées par Sully, les vertus de dévouement, de bonté, de douceur, d'abnégation et de sacrifices rassemblant en eux tous les indices de la qualité maternelle projetée sur la Nation. Tout ce qui se rapprochait de la sexualité, par exemple la sensualité, était ou bien carrément exclu, ou encore, comme pour les désirs, ratatinés, inhibés dans une volonté politique.

(30) A. Besançon. op. cit. p. 78-79.

Quel serait alors le processus semblable pour le Père?

Le désir du corps du Père serait sublimé, idéalisé, mais par anthropomorphisation, c'est-à-dire à peu près le contraire de ce qui arrive au corps de la Mère, et ce qu'illustre bien la description de Bertrand, mais pour en aboutir à peu près aux mêmes résultats. Alors que le corps maternel se transforme en autre chose (une géographie), celui du Père voit ses caractères physiques accentués, exaltés au point d'en être voilé par une esthétique aussi idéaliste que celle qui transformait le corps de la Mère en vallées, fleuves et montagnes. Les pulsions inhibées quant au but ne sont pas cependant coupées du sexuel, le corps du Roi demeure bien le corps d'un homme, et c'est là toute la différence majeure. Chaque trait physique décrit ne vise pas à effacer les attributs sexuels, mais bien à les rappeler. Reprenons, par exemple, la description faite par Bertrand de la statue équestre : le geste dominateur sublime la main; sa marche aérienne, ses jambes nues collées au ventre du cheval; sa taille svelte, sa casque militaire aux flancs et sa cuirasse à la poitrine, etc. Le désir sexuel s'habille des valeurs esthétiques où le Père est bien homme mais c'est le Cavalier de bronze qu'innocemment on exalte. Cette anthropomorphisation esthétique régulariserait ainsi la relation érotique que Bertrand établit avec cette représentation idéalisée du Père-Roi, mais ce ne serait plus le corps qui serait le choix d'objet, mais ses substituts moraux : son autorité, son ordre, son commandement : à ce niveau, le symbole du bâton de commandement serait un excellent pont... du pénis à la vertu autoritaire! Le Père, c'est la version la plus affective, la plus intime et la plus immédiate de cette chaîne de représentations politiques que sont le Chef, le Maître, le Seigneur, l'Empereur, le Pape et le Roi; bref l'antique *Pater familia* dont on dit qu'il était la tête de la famille alors que la mère en était le cœur. La relation père/fils, même si elle ne conduisait pas nécessairement à une genèse de l'homosexualité, se médiatiserait presque

toujours par un rapport d'autorité et d'obéissance. Encadrées par un tel discours, toutes les relations affectives, à la limite du physique, seraient possibles et la sensualité, l'exaltation du désir, l'énervement de la volonté, acceptables. Ainsi, l'érotique description de Louis XIV par Bertrand semble exclure toute sexualité et banaliser toute sensualité. Ce serait là une stratégie de l'inconscient afin d'assumer le désir interdit sans réveiller le Surmoi de la conscience morale, le sens détourner vers des buts plus sains et plus nobles de l'Ordre et de l'Autorité.

Autorité et obéissance deviendraient les deux pôles de la relation ganymédiennne sublimée permettant d'établir un pont entre "le besoin de protection" [à la source du sentiment religieux, selon Freud] et "l'investissement objectal" dans le Père [complexe de Ganymède]; pont qui ne doit pas être pris comme inévitable, mais quand même facile à ériger si on pense, par exemple au cas de lors Alfred Douglas, l'amant d'Oscar Wilde, tel que décrit par Robert Merle:

L'arrière-pensée politique, la forme fruste et brutale qui caractérise l'évolution de Douglas, ne doit pas nous en dérober l'élément permanent. C'est, en effet, la séduction de l'autorité, chez lui si sensible, qui porte, avec une remarquable constance, les homosexuels "convertis" à préférer le Catholicisme à toute autre forme de religion. Mais cette séduction n'est pas sentie par tous d'une manière identique. Douglas, par exemple, n'est attiré par l'autorité que pour l'assumer aussitôt lui-même dans une perspective sadique, déguisée en domination de classe. Sachs, par contre, et Verlaine n'éprouvent les prestiges de l'autorité que pour s'y soumettre et, délicieusement, la subir. Verlaine est "le pauvre orphelin" qui aspire à se retrouver, vis-à-vis d'un père éternel dans la position dépendante d'un enfant. Sachs, amoureux de la Vierge, est "le petit espiègle" qui se jette "en pleurant dans les bras d'une mère pour y retrouver le calme du pardon et la joie vive comme un souffle de vent". Non plus sujet douloureusement pensant, mais objet voluptueusement passif, l'homosexuel se remet ainsi et se démet dans les bras du Seigneur et de ses intercesseurs romains. "L'Eglise, écrit Sachs, est un pouton d'acier qui respire pour vous". (31)

(31) R. Merle. Oscar Wilde ou la "destinée" de l'homosexuel, Paris, Gallimard, 1955, pp. 132-133.

Mieux encore, et ici le processus mérite d'être suivi plus en détail, l'étude des films de Visconti par Youssef Ishaghpour décrit l'inceste père-fils dans une "rencontre narcissique, impossible et mortelle" où se confronte l'Idéal du Moi au Moi idéal:

Entre le premier "artiste", Lo Spagnolo ("Obsessionne") et G.v. Aschenbach ("Mort à Venise"), s'effectue un déplacement. De l'amour ascétique qui veut libérer les jeunes gens et les conduire à la vertu, jusqu'à la forme néo-platonicienne, l'amour médiateur entre la beauté et la métaphysique, exposé au mal: "l'éros adolescent", avec un côté nettement winckelmannien -- statue d'éphèbe, référence à la Grèce -- d'érudit collectionneur dans "Violence et passion". Lo Spagnolo et le Professeur, deux représentants de la même culture éthico-politique, réaffirment par leur attitude que, seuls, les hommes savent aimer, les femmes étant incapables de s'élever au sentiment éthico-esthétique, au désir qui porte l'objet à sa perfection et lui découvre son Idée. Ce credo a pour conséquence que, dans l'anthropomorphisme esthétique, le corps de l'homme peut seul accéder à la beauté: depuis le torse nu de Gino dans "Obsessionne" à celui de Tullio, au corps nu du poète dans "L'Innocent". L'image miroir étant le lieu de l'apparition du corps parfait, de cette beauté, le corps, le visage des femmes ne participent que voilés... La forme visible de la femme doit être cachée pour être belle, disait la tradition grecque, mais aussi l'humanisme renaissant jusqu'à son crépuscule, à Venise: "En même temps qu'elle se dépouille de sa chemise, une femme se dépouille aussi de sa pudeur". Le nu est masculin, dans cette tradition, la nudité féminine: le corps sans vêtement et sans défense. Ainsi dévoiler une femme, la mettre à nu, à une fonction de destruction, de viol, surtout d'enlaidissement...

Ainsi, les corps masculins sont fortement sexualisés chez Visconti, ils apparaissent souvent dans le regard des femmes. Mais, par là même, la passion de l'immanence prend une force exacerbée, entre la déchéance physique et l'aspiration infinie. Cet attachement au visible, à l'apparence sensible, à la splendeur physique de la vie qui n'a pas sa finalité dans la vie même, entraîne facilement une séparation entre la vie et la forme. Lien de l'apparence à l'idée, du corps à l'âme, la "beauté" nous atteint par les sens, mais n'est pas seulement sensuelle. Puisqu'ici le féminin reste lié à la reproduction de l'existence, "l'amour" de la beauté devient coupable par rapport à la vie, quelque chose d'inutile, de stérile, de funèbre: de là cette intrication de l'éros et de la mort dans la passion qui domine l'œuvre de Visconti. Et le mal, l'immoralité, la mort, attachés à cette passion de la beauté, ne peuvent être rachetés que par la beauté elle-même, sacralisée, par l'amour des œuvres devenu une nouvelle religion: l'art autre que la vie dans l'existence de l'artiste bourgeois, et l'art dans la vie du décadent. "Violence et passion", "Mort à Venise", "Ludwig"

seront centrés entièrement sur le refus-reconnaissance du désir homosexuel et de sa relation à l'art : le chemin de la mort. (32)

Il est difficile de reconnaître que Maurras (ou Bainville, ou Bertrand) et Visconti sont "deux représentants de la même culture éthico-politique" pourtant, il est aussi difficile de le nier. L'historiographie bainvillienne procède de cette culture lorsque par "l'anthropomorphisme esthétique, le corps de l'homme peut seul accéder à la beauté", le corps de l'homme, c'est-à-dire du Père-Roi, le "Louis XIV" de Bertrand. D'autre part, le voile parant le corps de la Mère-Nation répond au canon de l'esthétique grecque qui veut que "la forme visible de la femme doit être cachée pour être belle". C'est par le silence que Bainville rend le corps de la Mère-Nation plus excitant, ce qui est tout l'opposé, on l'a vu, de la rhétorique républicaine qui vise à exalter le corps de celle-ci. Et Bertrand, comme Visconti, sexualise le corps du Roi et cela parce qu'il apparaît "dans le regard" d'une femme, la Nation, la France, mais aussi, par le syllogisme, les bainvilliens. Il ne reste plus qu'à remplacer l'art par la raison politique -- et Burckhardt n'a-t-il pas enseigné "l'Etat considéré comme création d'art" (33)? --, et vous aurez à peu près le cheminement de la sublimation de l'érotisme ganymédien dans l'inconscient historique de la pensée bainvillienne. L'image physique demeure, mais le désir est sublimé dans une interprétation platonique et critique semblable à ces exégètes qui font disparaître l'éros du Cantique des cantiques derrière une vision théologique unissant l'Eglise à son Dieu. "Le féminin, là comme ici, reste lié à la reproduction de l'existence", que ce soit les malheureuses reines ou la Mère-Nation réduite à ses "deux mamelles"; bref, il ne reste plus que la figure paternelle capable d'amour fou et objet d'un état amoureux que, pour Bertrand, c'est son propre reflet qui fait "l'image glorieuse de la France" (L.XIV:9)... C'est, aussi, au niveau de la re-

(32) Y. Ishaghpour. Visconti Le sens et l'image, Paris, Ed. de la Différence, s.d., p. 153-154.

(33) J. Burckhardt. La civilisation de la Renaissance en Italie, vol. 1, titre de la première partie, Paris, Livre de poche col. "Art", 1958.

présentation, un prix très lourd à payer que celui de la différence entre l'identification à la figure paternelle et la prise de cette figure comme investissement objectal:

Dans le premier cas, le moi s'est enrichi des qualités de l'objet, s'est, selon l'expression de Ferenczi, "introjecté" celui-ci; dans le second cas, il est appauvri, il s'est abandonné à l'objet, a mis celui-ci à la place de son élément constitutif le plus important. Cependant, en y regardant de plus près, on remarque bientôt qu'une telle représentation fait croire à des contrastes qui n'existent pas. Il ne s'agit pas, du point de vue économique, d'appauvrissement ou d'enrichissement, on peut aussi décrire l'état amoureux extrême comme étant celui où le moi se serait introjecté l'objet. C'est peut-être une autre discrimination qui touche davantage à l'essentiel. Dans le cas de l'identification, l'objet s'est perdu ou on y a renoncé; il est alors rétabli dans le moi; le moi se modifie partiellement selon le modèle de l'objet perdu. Dans l'autre cas, l'objet a été conservé et est surinvesti en tant que tel par le moi et aux dépens de celui-ci. Mais cela aussi appelle une réserve. Est-il donc certain que l'identification suppose le renoncement à l'investissement d'objet, ne peut-il y avoir identification, l'objet étant conservé? ...nous pouvons déjà pressentir que c'est une autre alternative qui rend compte de l'essence des faits, savoir si l'objet est mis à la place du moi ou de l'idéal du moi. (34)

Le syllogisme de Bainville "identifiait" l'auteur/lecteur à la Mère-Nation par l'appartenance commune aux classes moyennes, la France devient "perdue", si on y a pas "renoncés" et l'attitude bainvillienne envers elle dépendra de ses différents comportements. Par contre, l'objet convoité, le Père-Roi est surinvesti par Bainville au point que le Moi (Bainville) s'absorbe en lui, disparaît, s'efface, s'anéantit. Tout est concédé au Père-Roi (comme on le verra lorsque nous parlerons de la moralisation) qui n'est plus un "idéal du Moi", mais un être/objet "mis à la place du Moi".

L'ironie de cette situation est qu'il faut bien se rappeler que les bainvilliens sont de grands désobéissants à leurs pères qu'ils renient poli-

(34) S. Freud. op. cit. (1981) pp. 178-179. La situation, qu'elle soit oedipienne ou ganymédiennne importe peu ici et contrairement à ce que peut impliquer un tel extrait, si la puberté emmène la substitution d'une autre femme à la mère dans la résolution de l'Oedipe, la substitution d'un autre homme au père dans la résolution du Ganymède est aussi possible, sinon souhaitable. L'homosexualité perd ici tout son caractère de déviance.

tiquement. Bainville, Gaxotte, Cavaignac dont l'ancêtre était régicide, nient le républicanisme de leurs pères tandis que Maurras nie le libéralisme du sien. La position bainvillienne est donc conflictuelle au-delà du désir érotique. Il y a donc là, dans l'Histoire de France par exemple, une tentative de résoudre ce conflit de première importance. Cela pourrait bien être une partie de l'explication pourquoi la proportion du livre consacrée à la période post-révolutionnaire est si élevée (41.8%) (35), s'il s'agit, effectivement, d'un compte à régler avec le père. S'agit-il de déculpabiliser une désobéissance filiale en la justifiant dans la désobéissance collective : le parricide révolutionnaire comme crime plus grave que l'infidélité à la tradition paternelle (une application de la théorie politique de la "réaction" à la vie familiale)? Ou serait-ce une façon de se réconcilier avec soi-même, effacer la culpabilité de la désobéissance, le Père-Roi étant bien le marchand de bois Pierre Bainville? Bainville veut-il dépasser sa désobéissance à Pierre Bainville en prétextant le rétablissement du Prétendant ou veut-il faire oublier son tort envers Pierre Bainville derrière un crime plus grand qu'ont commis les républicains révolutionnaires et déicides, la mort du Père des pères, Louis XVI, Père-Roi? Nous sommes ici à la jointure du symbolisme libidineux et du symbolisme social.

Considérons donc, pour terminer, les deux manifestations de l'Histoire de France qui touche directement à une ambiguïté homosexuelle. Le premier cas, l'inévitable, c'est celui d'Henri III dont l'homosexualité est notoire (36). Ici, Bainville use de son laconisme habituel dans les situations affectives délicates. Ou bien, au passage, il mentionne la personne d' "Henri III, qui passe pour efféminé" (H.F.:149) ou remarque-t-il qu' "il est peu probable qu'Henri III en laisse un (fils)" (H.F.:148). S'il réhabilite le monarque, il

(35) Voir Prolégomènes, annexe 1a.

(36) P. Erlanger. Henri III, Paris, Livre de poche, col. "historique" # 3257, 1948, 448 p.

retient cependant que sous son règne, "les autorités impuissantes" (H.F.:152) font en sorte que "le roi n'était plus le maître de la France" (H.F.:153). Mais la situation est exceptionnelle. Qu'en eût-il été s'il s'était agit de Charles V ou de Louis XIV? Bref, Henri III n'est pas un père, ni un roi, pourtant, il est bien, par ses sages décisions, Père-Roi!

On pourrait s'attendre, dans un cas d'anthropomorphisme esthétique d'un cas ganymédien de voir se développer un rapport autorité/obéissance calqué sur le modèle militaire, pourtant il n'y a rien de tel dans l'Histoire de France. Le culte de l'ordre et de l'autorité est reconnu généralement pour être une fixation au stade sadique-anal. Bainville et Bertrand pratiquent ce culte, même Maurois rappelle son attachement à l'autorité paternelle dans ses Mémoires:

L'horreur du désordre a toujours été l'un de mes sentiments les plus forts. Non que j'aime la tyrannie; je la hais. Mais je respecte un juste et ferme pouvoir. Point d'action sans discipline. Tel était mon thème. (37)

Mais la relation d'autorité/d'obéissance est partout : dans la caserne, certes, mais aussi à l'école, dans les ordres religieux, au travail, etc. Partout elle peut servir à sublimer l'érotisme ganymédien pour le transformer en "fusion" communautaire. On l'introjecte au niveau de la conscience en refoulant bien le désir qui lui a donné naissance au niveau inconscient:

Quant au respect des lois et de la discipline que lui avait inculqué son père, il s'accentua encore lors d'un service militaire que sa santé fragile aurait pu lui épargner et qu'il exigea, avec un acharnement presque désespéré. A cette acceptation et à cette conscience de la nécessité du commandement, qui n'excluait pas le sens de la liberté, se mêla très vite une admiration profonde pour l'armée de 1914. (38)

Cependant, contrairement à la règle républicaine du genre, elle ne déborde pas dans le sado-masochisme : ici pas de jeune sergent du Tonkin amputé

(37) A. Maurois, cité in Michel-Droit. op. cit. p. 32.

(38) Michel-Droit. ibid. p. 16-17 (à propos de Maurois).

(39); rien de comparable non plus à ces images d'adolescents-martyrs que l'on prête aux élèves comme des modèles sacrificiels et laïques de Dominique Savio où se placent entre Bara, Viala et le jeune Arcole l'équipée des "Marie-Louise", ceux que Bainville ne nomme pas mais auxquels il pense quand il parle de ces "soldats improvisés, presque des enfants (donc des adolescents)" (H.F.:369), conscrits par Napoléon en 1814. Que ces jeunes troupiers aient pris le nom de l'épouse de Napoléon, c'est déjà là un équivoque apporté par l'histoire, jusqu'à quel point peut-il indisposer Bainville? Dans sa biographie de Napoléon, il revient sur le sujet avec la même délicatesse en parlant de "l'inexpérience des trop jeunes soldats, de ces "Marie-Louise" de dix-huit ans dont beaucoup ne savent même pas charger leur fusil" (N.:431). Cela confine à ces jeunes soldats nazis qui se laissèrent tuer dans les ruines de Berlin investies par les armées soviétiques en 1945. Bainville n'apprécie guère ce sacrifice inutile de jeunes Français que seuls des dictateurs peuvent se permettre et ce que jamais un bon Père-Roi n'oserait envisager. Dans le cas bainvillien -- et c'est peut-être une autre de ses distinctions fondamentales d'avec le fascisme contemporain --, c'est que même si on y retrouve une relation d'autorité/d'obéissance qui sublime bien l'érotisme ganymédaïque, jamais cette relation ne se transforme en intrication à prédominance sado-masochiste.

Ainsi donc, s'il y a sublimation du désir ganymédien père-fils dans l'inconscient bainvillien, contrairement à la figure maternelle, la figure du Père-Roi n'est pas désintriquée, au contraire, elle se magnifie au-delà de la figure même de la Mère-Nation. C'est le tour de force de l'inconscient bainvillien d'avoir investi jusqu'à l'excès dans l'objet désiré du Père-Roi pour tenter de détourner l'angoisse névrotique qui hante la figure maternelle quand même identifiée aux auteurs eux-mêmes. Il permet, dans la névrose obsessionnelle, de trouver une figure toute positive, paisible, un symbole affectif apaisant qui ne trahit jamais les attentes et ne déçoit donc pas la ten-

sion bainvillienne -- ce qui risquerait d'être le cas si jamais le Prétendant devenait effectivement roi! Mais non seulement y a-t-il intrication au niveau de la figure paternelle, mais elle est à prédominance érotique, l'emportant sur le sado-masochisme des pulsions de mort car le Père-Roi, si bourgeois soit-il, n'est pas un "prussien" comme Frédéric II, ni un "sodomite" à grande échelle comme Napoléon ou Hitler conduisant leurs "Marie-Louise" et leur "Hitler-Jugend" à l'abattoir (39).

Le Père-Roi demeure la seule personnalité positive, le symbole affectif concret de l'Histoire de France où l'Idéal du Moi des bainvilliens peut se réaliser dans un Moi idéal et la façon dont la Mère-Nation s'en est débarrassée peut expliquer cette haine cachée pour la Mère-Nation, haine beaucoup plus forte qu'on peut se l'imaginer; celui-là ayant le beau rôle en tout, celle-ci étant devenue figure perverse, "une gueuse impudente" (Sade) dont le processus serait proportionnel entre le surinvestissement affectif de l'objet et l'accumulation des tendances agressives de la culpabilité du Moi. C'est peut-être là aussi l'explication que ceux qui restaient attachés à leurs mères ne se sentaient pas attirés par la représentation historique de l'Action Française où celles-ci étaient dépassées et évincées par la figure du Père.

(39) On pourrait parler des camelots du roi, mais s'il s'agit là d'une organisation d'agitateurs dont l'âge moyen est peu élevé, elle paraît bien archaïque à côté des troupes de jeunes "chemises noires". Cependant, loin de moi l'idée de vouloir écarter une certaine parenté évidente. Mais Bainville est plutôt loin des camelots, comme il se tient loin de l'agitation de rue. Au contraire, c'est là une des objections affectives majeures des bainvilliens contre la dictature et le militarisme de ceux qui embrigadent les jeunes dans des projets tels que ceux d'Italie et d'Allemagne. Ce qui permet de comprendre, en partie, le pacifisme de l'Action Française ou l'avant-propos de La France où les pulsions de mort n'accomplissent pas la tension homosexuelle; où les corps ne sont pas "chosifiés" et assimilés au matériel de guerre à partir de manipulations affectives morbides comme celles des républicains ou que l'on retrouve chez Barrès. Bainville déplore l'embrigadement des "Marie-Louise" de la même façon qu'il passe de manière pudique sur l'exécution publique de Louis XVI. Contrairement à l'historiographie républicaine ou à une certaine forme d'historiographie à sensations, parler de la mort du Père ou de celle des adolescents l'indispose.

Chapitre IV

L'ENFANT-PEUPLE

La France est le plus sociable de
tous les peuples.

JACQUES BAINVILLE
Histoire de deux peuples, p. 5.

IV.1 La figure infantile projetée sur le Peuple.

Si la mère nourrit, si le père protège, s'il y a même une famille nationale, c'est pour que les enfants en profitent. Ainsi en est-il du peuple. Ce n'est pas pour rien que la dernière pensée de l'Histoire de France s'adresse à eux (1). Ce sont eux, les enfants, ces descendants immédiats et futurs qui hériteront toujours des premiers occupants du territoire national : "Ces occupants étaient les Ligures et les Ibères, bruns et de stature moyenne, qui constituent encore le fond de la population française" (H.F.:9). Et par toutes ces générations qui les séparent a été accompli l'oeuvre nationale. Logiquement, l'Enfant-Peuple devrait apparaître comme la figure centrale de toute l'intrigue que nous dévoile Bainville et rien ne nous force à penser que lui et ses collègues ne partageaient pas le sentiment d'appartenir à cette figure au sein de la famille nationale.

Mais l'Enfant-Peuple est, dès le départ, une figure donnée pour ambiguë et on ne sait trop si elle peut être qualifiée de positive ou de négative. Assûrément, le Peuple de Bainville est une réponse à la mystique du peuple élaborée par Michelet. Cette ambiguïté revient constamment dans l'Histoire de France: elle apparaît lorsqu'il s'agit de magnifier le sacrifice populaire;

- (1) "...la peine d'avoir des enfants" (H.F.:495), expression ambiguë, triste et vain effort que d'avoir des enfants, surtout si on n'a plus d'espoir pour l'avenir. Il n'a pas la clarté du fataliste américain Brooks Adams qui une génération plus tôt écrivait : "To my mind we are at the end; and the one thing I thank God for is that we have no children" cité

elle apparaît lorsqu'il s'agit de réprimer ses férocités révolutionnaires. Le symbole de l'Enfant-Peuple en est donc un ambivalent où l'image du bon peuple n'est pas encore détachée de l'image du mauvais peuple. Il est bien évident, par contre, qu'il n'y a que du mauvais dans les autres peuples!

Un rapide tour d'horizon nous convaincra facilement de cette nature ambivalente de la figure de l'Enfant-Peuple, dans toutes ses classes et dans toutes ses occasions historiques. La noblesse féodale d'abord : "Que cette noblesse française était étrange! Tantôt fidèle, dévouée, prête à verser son sang, décimée à Crécy, décimée à Poitiers, décimée à Azincourt; tantôt insoumise et dressée contre l'Etat" (H.F.:105); puis l'opinion bourgeoise partagée autour des partis de la Ligue et de la monarchie : "Ce rapprochement était à lui seul un résultat considérable, d'autant plus que les négociateurs, se sentant soutenus par l'opinion publique, persistaient à garder le contact malgré les difficultés qui surgissaient" (H.F.:160), et enfin, le bon peuple, c'est celui qui tend à la paix:

Un désir de paix, le besoin d'un gouvernement régulier étaient devenus tels que le roi ne risquait plus, comme il l'eût risqué quelques mois plus tôt, de se convertir pour rien. Dès qu'il serait catholique, le mouvement en sa faveur serait irrésistible. Mais il fallait qu'il fût catholique pour entraîner le mouvement. (H.F.:161)

Et "sans la noblesse, qui lui fut généralement fidèle et mérita bien de la France, [Henri IV] n'eût gardé que bien peu de monde autour de lui" (H.F.:157). Mais la noblesse, quand même, "en l'absence d'autorité publique, une sorte de féodalité s'était reconstituée. C'est elle que Richelieu devra achever d'abattre" (H.F.:162).

De même, plus tard, sous la Révolution française, la démarche du peuple sera toute aussi contradictoire. Déjà Chamfort l'avait signalée dans son mot célèbre : "sois mon frère ou je te tue!" tellement cette démarche semble

illogique et irrationnelle. Illogique : "de la fraternité on allait à la guerre civile comme de l'amour du genre humain on irait à la guerre étrangère" (H.F.:288); irrationnelle:

...cette Chambre (introuvable) était réactionnaire, elle l'était passionnément, elle haïssait la Révolution aussi bien sous sa forme républicaine que sous sa forme napoléonienne, et cependant elle n'en fut pas plus docile envers le gouvernement. C'est d'elle qu'on a dit qu'elle était plus royaliste que le roi, ce qu'il faut entendre en ce sens qu'elle voulait lui dicter sa politique. (H.F.:38?)

Le peuple s'était fait l'instrument de la France dans sa volonté de bannir la monarchie, ce qui ne l'empêchait pas de faire en sorte que:

L'Empire fut proclamé le 18 mai 1804 et le nom d'empereur fut choisi, parce que celui de roi était inséparable des Bourbons. Ce titre semblait aussi plus grand, plus "militaire", plus nouveau, tandis qu'il évoquait d'indestructibles souvenirs. Jusque-là, l'empereur était germanique. Transférer la couronne impériale en France, c'était attester la défaite des Habsbourg... C'était aussi restituer à la France le sceptre qu'avait porté Charlemagne. Comme Charlemagne lui-même, Napoléon voulait être couronné par le pape, et non pas à Rome, mais à Paris... (H.F.:352)

Et même après vingt années d'épuisement, le territoire envahi, Napoléon, par son retour de l'île d'Elbe, relève l'habileté de l'instrument:

Il fallut Napoléon lui-même pour déterminer un mouvement d'opinion tel qu'en trois semaines il reconquit la France. Dès qu'il paraissait, on oubliait tout : les désastres de la veille et ceux que son retour annonçait, les tueries pour lesquelles on avait fini par maudire son nom, la conscription abhorrée. (H.F.:377)

La Seconde République est un autre exemple de l'incohérence du peuple français laissé à lui-même. La confusion des sentiments politiques:

Il y eut donc une panique à côté d'un enthousiasme extraordinaire. On bénissait partout des arbres de la liberté, mais les cours de la Bourse tombaient à rien et, dans la crainte du pire, chacun réalisait ce qu'il pouvait. Ce qui inspirait surtout de l'effroi, c'était le socialisme qui s'était développé durant la monarchie de Juillet avec l'industrie et l'accroissement de la population ouvrière. La République que les insurgés avaient proclamée, c'était la République démocratique et sociale fortement teintée de rouge. (H.F.:411)

Un extrême côtoie l'autre : "L'histoire très brève de la deuxième République est celle d'un enthousiasme rapidement déçu et d'une peur prolongée" (H.F.: 412). On ne sait plus trop si c'est la République démocratique ou l'Empire autoritaire que le peuple veut : "On sentait pourtant que le lendemain n'était pas sûr, qu'un conflit grave allait se produire et un gouvernement fort commençait à être désiré. Les circonstances servaient à merveille la cause de Louis-Napoléon Bonaparte" (H.F.:416). Et le noeud d'étranglement est ici, comme toujours, l'émeute sanglante : "Celle-là fut plus qu'une émeute : un véritable essai de guerre sociale, noyé dans le sang" (H.F.:417) car les débordements de juin 48 n'ont d'égal que ceux déployés dans la répression:

Des arrestations en masse; des condamnations par les conseils de guerre, des déportations en Algérie suivirent cette victoire de l'ordre. La troupe s'était battue avec discipline, les sections bourgeoises de la garde nationale avec fureur, de province même, des renforts leur étaient venus. Au lieu d'être honorée, l'insurrection fut flétrie. Les insurgés ne furent plus des héros, mais des "barbares". L'assassinat du général Bréa, la mort de l'archevêque de Paris, Mgr Affre, tué au moment où il intervenait entre les combattants, se racontèrent avec horreur. Partout l'impression fut profonde. Du moment que la Révolution attaquait l'ordre social et la propriété, Paris même cessait d'être révolutionnaire. (H.F.:418)

Mais toujours, l'équilibre revient avec le courant de droite:

La peur du désordre, le mécontentement des campagnes contre l'impôt resté fameux des 45 centimes additionnels aux contributions directes, tout avait détourné la France des républicains. Le parti de l'ordre était vainqueur, et il était représenté par les légitimistes et les orléanistes dont les deux groupes formaient la majorité. (H.F.:419)

Mais sans le roi, la peur s'était installée au gouvernement : "Ce qui préoccupait surtout ces conservateurs, c'était la crainte des révolutionnaires. Ils avaient beau former une majorité considérable, ils étaient obsédés par la peur des "rouges"" (H.F.:480) comme elle s'installait dans la société. Et d'une peur à l'autre, on débouchait sur l'horreur : "La Commune a singulièrement frappé les esprits. Elle a laissé une horreur profonde. C'est elle

cependant qui a consolidé le régime républicain..." (H.F.:446). Et, dans ce cycle répétitif sans fin, les débordements de la répression répondent aux débordements de l'émeute : "Et, loin de nuire à la République, cette sévérité la consolida. Elle apparut comme un régime à poigne, un régime d'autorité, qui avait renversé la règle de 1789, de 1830, de 1848, qui n'avait pas admis que Paris imposât une révolution à la France" (H.F.:447).

L'horreur est devenu un cycle sans fin seulement quand le peuple s'est trouvé abandonné à lui-même... par sa faute. Il a perdu le sens de la mesure et de la proportion, s'il ne l'a jamais eu. Depuis, il s'emporte aussi bien pour les bonnes que pour les mauvaises causes. Il est ainsi dans ses engagements extérieurs comme dans sa conduite intérieure. Quand il s'engage dans une cause, il la mène jusqu'au bout et les autres nations le savent et en profitent comme la "perfide Albion" qui, dans la guerre de Crimée tira les marrons du feu (H.F.:426). De même que pendant la Grande Guerre, "c'étaient aussi les soldats français qui devaient consentir les sacrifices les plus lourds et se trouver présents partout où il y avait danger" (H.F.:480). Et jusqu'à la toute fin du conflit, au moment où Ludendorff tenta la manoeuvre de la dernière chance pour s'emparer de Paris, "dans ce péril, ce furent encore les soldats français qui se sacrifièrent et qui arrêterent la ruée" (H.F.:485). Esprit de rébellion; esprit de sacrifice... désordonné et obéissant comme il peut être paisible comme querelleur, le peuple est ainsi, tissu de contradictions.

Il est ainsi parce qu'il n'a plus d'autorité pour le guider. Sa nature se révèle celle d'un enfant. Le Roi est mort, le Peuple fait régner son anarchie. Comme dans une famille, quand le Père est désobéi, l'Enfant sème la pagaille, distribue le désordre, opère la destruction, et c'est pour éviter de perpétuer ce gâchis que l'article 374 du Code Napoléon prescrit que "l'en-

fant ne peut quitter la maison paternelle sans la volonté du père", ce qu'aprouvent les conservateurs comme Louis de Bonald dans son pamphlet de 1801, Du Divorce : "L'enfant n'a ni la volonté de naître, ni la conscience qu'il naît" (2). Encore là, la tradition et la révolution se sont données rendez-vous!

L'enfant est dans un état de minorité perpétuelle jusqu'à la limite d'âge prescrite par la loi. Il est sous l'autorité paternelle, en état d'obéissance. Mais contrairement au peuple, il peut anticiper le jour où il atteindra cette maturité légale. Car le peuple, lui, ne le peut pas. Il est ce "petit homme" dont parlait Maurras dans ses Idées politiques (3). Pour cette raison, "à l'instar de la famille où les mineurs sont placés sous la tutelle des adultes, la société doit comporter une hiérarchie de groupes et d'ordres..." (4) car le peuple est et sera toujours pareil à lui-même, malgré l'éducation, malgré les progrès scientifiques et techniques:

Si le peuple est toujours pareil à lui-même, cela signifie qu'il est toujours mineur, exposé aux mêmes dangers, prêts à succomber aux mêmes tentations. Il a donc besoin d'être guidé par une classe éclairée. De plus, dans cette prédilection pour l'idée de l'homme classique, il y a autre chose qu'un argument, mais un attachement à une manière de voir le monde où la bourgeoisie est à son aise et qu'elle maintient dans le seul secteur encore préservé. (5)

Comme le léninisme en viendra à considérer la nécessité d'un "avant-garde éclairé" pour conduire le prolétariat à atteindre la pleine conscience de soi et à sa libération, les conservateurs croient que le monarchisme a une fonction similaire pour ouvrir le peuple sur sa situation d'infériorité chronique. Il n'y a pas de libertés individuelles, pas d'autonomie populaire,

(2) L. de Bonald, cité in Y. Knibielher et G. Fouquet. op. cit. p. 176.

(3) Voir supra p. 381-382.

(4) R. Rémond. op. cit. p. 59.

(5) P. Ariès. op. cit. p. 324.

pas de pouvoir démocratique, et ce ne sont pas là questions de concepts politiques; ce ne sont pas là des théories mais des lois naturelles vérifiables au sein de la nature vivante: "Quand, le cordon coupé, écrit Maurras, [l'homme] a cessé de dépendre de sa mère, il dépend de sa nourrice, puis de son pédagogue, puis de son père et de son chef, et tout cela pour son plus grand bien : il ne s'accroît qu'à cette condition" (6), et on aurait tort de croire qu'il s'agit là de l'idée du seul Maurras. Encore sous la V^e République, les manuels d'histoire livraient aux petits Français cette idée qu'ils devaient se faire d'eux-mêmes d'une minorité qui paraît éternelle de l'âge de pierre à la libération de Paris; l'enfant, comme le peuple, devait apprendre qu'il était une "insignifiance historique":

Tout au long de l'imagier l'enfant apparaît donc dans une situation de dépendance extrême, dans un état d'infériorité physique et d'impuissance morale. Son insignifiance historique est plus grande encore que celle de la femme, surtout au cours de la période archaïque qui va jusqu'à la chute de l'Ancien Régime. En fait il n'acède au premier plan de l'image que dans des circonstances exceptionnelles qui exigent non pas une mobilisation de la raison (l'enfant en est évidemment dépourvu), ni un surcroît d'autorité (puisqu'il n'est pas possible, dans le contexte scolaire où l'Histoire est enseignée, d'investir un enfant de pouvoir), mais un supplément d'âme héroïque. (7)

Et Bainville entend prouver cela par les traits qu'il décroche contre l'action politique des Assemblées, organes sensés représenter la volonté politique du peuple. Déjà le 14 juillet 1789, lorsque la foule se dresse devant sa propre assemblée nationale, celle-ci "en fut effrayée et elle se comporta avec la foule comme le roi se comportait avec elle : par à-coups et sans réflexion" (H.F.:283). Puis, l'Assemblée elle-même hérite des contradictions internes du peuple lors de la délirante nuit du 4 août:

Dans cette nuit de panique plutôt que d'enthousiasme, on abolit pêle-mêle, sans discernement, les droits, d'origine historique, qui appartenaient à des Français nobles et à des Français qui ne l'étaient pas, ce qui était caduc et ce qui

(6) C. Maurras. Au signe de Flore (1931), cité in M. Mourre, op. cit. p. 97.

(7) C. Billard et P. Guibbert. op. cit. p. 211-212.

digne de durer, toute une organisation de la vie sociale dont la chute créa un vide auquel, de nos jours, la législation a tenté de remédier pour ne pas laisser les individus isolés et sans protection. (H.F.:283-284)

Une seule fois, l'Assemblée prendra une décision ferme et élaborera une stratégie conséquente et c'est en vue de la répression des émeutes de juin '48 (H.F.:417), pour Bainville, l'Assemblée monarchiste de la III^e République devient un peu moins risible quoique tout aussi inefficace:

Il fallait donc une Assemblée "nationale républicaine", résolue à repousser toute mutilation du territoire... ...dans le grand désarroi que la catastrophe avait causé, le suffrage universel, déçu par l'Empire, se tournait naturellement vers les hommes qui représentaient l'ordre et la paix, les conservateurs monarchistes qu'il avait déjà envoyés aux Assemblées de la deuxième République...

Pour d'autres raisons, l'Assemblée de 1871 n'allait pas mieux réussir à restaurer la monarchie. D'ailleurs, tout la paralysait. (H.F.:442)

Les contradictions, les intérêts particuliers divergents, l'esprit d'indécision chronique à côté duquel celui de Louis XVI n'était rien, prouve qu'issus de la "volonté" populaire, ils se transposaient dans les organes et les institutions politiques démocratiques. Ainsi, en moins de deux, tout se paralysait. Le peuple, enfant, était donc incapable de faire fonctionner la cellule nationale/familiale. Son immaturité, sa minorité chronique, sa nature de "petit homme" fragile et nécessairement dépendant de son entourage, tout en lui neutralisait sa raison.

Aussi, au nom de cette même immaturité, le peuple, comme l'enfant, n'a pas véritablement de corps. N'étant jamais définitivement sevré, il n'aura donc ni "deux mamelles", ni un "bâton de commandement" et puisqu'il en est dépourvu (8), c'est pour lui que ces organes parentaux sont nécessaires et autour desquels doivent s'organiser ses liens de dépendance.

(8) D'autres rhétoriques (républicaines ou socialistes) seront prêtes à lui accorder un cœur, ou des reins, des mains surtout, mais rarement une tête, siège de la raison.

IV.2 Les pulsions érotiques prêtées à l'Enfant-Peuple.

Pourtant, "La France est le plus sociable de tous les peuples" (H.D.P.: 5). Sa sensibilité nerveuse ne se remet pas d'un choc aussi brutal que les guerres de religion, car "les esprits avaient été trop émus" (H.F.:162) et l'esprit français est fort impressionnable. Gens de caractère, les Français n'ont cependant qu'une seule parole et ils "aiment à tenir leurs engagements" (H.F.:452) même quand cela leur fait mal comme les frais de guerre de 1871. Contrairement aux Allemands, ils ignorent la rancune : "Si, dans les années qui ont précédé 1914 quelque chose semblait garantir la paix, c'était que les vaincus de 1871 ne songeaient pas à prendre leur revanche" (H.F.:473), et malgré un siècle de déboires, son obéissance "rationnelle" se traduit en confiance : "Le peuple français le comprit. La mobilisation, bien préparée par notre état-major, eut lieu non seulement avec ordre, mais avec confiance" (H.F.:475).

Une chose, selon Bainville, parvient à traumatiser le peuple : le désordre, l'anarchie, bref son propre gâchis. C'est déjà évident, pour lui, dès le temps de Clovis qui, "de son côté, avait très bien vu que ce peuple désespéré, craignant le pire, désirait une autorité forte" (H.F.:20). La genèse du régime féodal repose aussi sur la peur du désordre: "ce contrat de seigneur à vassal était sorti de la nature des choses, de la détresse d'un pays privé d'autorité et d'administration, désolé par les guerres civiles" (H.F.:32). Sans doute est-ce là une explication un peu trop simpliste des origines du féodalisme, mais Bainville tient à faire remarquer que de cette hiérarchie devait naître la valeur d'être Français, une valeur qui devenait mature le jour où la Mère-Nation et le Père-Roi émergeaient de la féodalité médiévale et chrétienne. Même un félon comme Charles le Mauvais peut éprouver une telle valeur car "lui-même eut honte de ne pas paraître bon Français et conclut

un accord provisoire avec le régent..." (H.F.:83). Lorsque la Mère-Nation est menée à son "extase italienne", le peuple jouit des retombés et, pour Bainville, sous Louis XII, "autant que les peuples peuvent être heureux, les Français d'alors semblent l'avoir été. Il y a peu de périodes où ils se soient montrés aussi contents de leur gouvernement" (H.F.:116).

En fait, là semble se résumer le champ des pulsions érotiques du Peuple. Le bonheur de l'ordre, de la sécurité, du bien-être de la richesse octroyée par "les deux mamelles" de la France font du Français un être heureux. A-t-il été malmené par les guerres de religion? Il s'endort sous le règne d'Henri IV comme il s'était endormi jadis dans les bras de Louis XI au sortir de la désastreuse guerre de Cent Ans, et "la masse du pays tenait au repos dont elle venait de goûter. Elle était hostile aux ambitieux et aux fanatiques. Grâce à ce sentiment général, on passa sans accidents graves des années difficiles" (H.F.:168).

Il aime sa Mère, il adore son Père. Jamais le Peuple n'a vraiment haï même Louis XVI de sorte qu'encore en 1791, "le 15 juillet, la majorité de l'Assemblée avait décidé que, le roi étant inviolable, l'affaire de Varennes ne comportait pas de suites" (H.F.:299). Si Louis-Philippe avait compris cette pulsion positive du peuple à son égard, il aurait su que, contre le suffrage censitaire des têtes chaudes libérales, il aurait pu bénéficier, pour lutter contre les troubles du gouvernement, ce à quoi il ne pensait pas: il "ne songeait pas à l'antidote, au suffrage universel, au concours qu'une politique de paix eut trouvé dans les masses paysannes" (H.F.:409). Mais, mal compris, le Peuple ira comme va la République, c'est-à-dire au désordre puisque plus personne n'est là désormais pour le guider contre ses instincts: "la République vivait, et cette République "sans républicains" tendait à devenir républicaine. Elle allait à gauche" (H.F.:449).

Si les pulsions érotiques du Peuple sont plutôt passives, comment en arrivent-elles alors à se manifester quand le territoire est menacé, quand elles semblent se resaisir, se trouver un ordre intérieur politique et moral, s'accrochant à la vie et à la défense nationale? Même l'échec ne les étouffe pas et suivant la prescription du poème de Kipling, les Français reconstruisent tout en un temps record : "Rien ne fut refusé pour la libération du territoire. La confiance dans le relèvement de la France était si grande, au-dedans et au-dehors" (H.F.:452). C'est là cette faculté de redressement de la France qui a toujours émerveillé Bainville.

Ces moments de redressement sont émouvants. Ils deviennent de vrais symboles au sens le plus stimulant du terme. Orléans, Verdun : c'est comme ça que Bainville les ressent :

Orléans, c'était un symbole. L'assassinat du duc d'Orléans par le duc de Bourgogne, la captivité de Charles d'Orléans, le fils de la victime, le touchant et pur poète, vingt-cinq ans prisonnier à Londres : autant de souvenirs, d'images, d'émotions. Orléans était la ville du parti d'Orléans, du parti national, la ville ennemie des Bourguignons et des cabochiens. Les histoires héroïques de son siège coururent la France. Elles allaient jusqu'aux limites de Champagne et de Lorraine, dans ce village de Domrémy où Jeanne d'Arc entendait ses saintes. Et les voix lui disaient ce qu'il fallait faire, ce que nous voyons distinctement aujourd'hui, mais ce que le plus grand des politiques, vivant en ce temps-là, n'eût peut-être vu que pour le juger impossible : "Délivrer Orléans et sacrer le dauphin à Reims".

C'était la mission de Jeanne d'Arc et elle l'a remplie. Pour la France, c'était le salut. D'un consentement universel, il n'est dans aucun temps, dans aucun pays, aussi pure héroïne, récit plus merveilleux. Nul ne pourra l'entendre que ses yeux ne s'emplissent de larmes. (H.F.:98)

Même si l'agnostique Bainville ne reconnaît rien de divin derrière le personnage de Jeanne, pourtant elle concrétise le désir de la France de vivre et celui de Charles VII de reprendre ses droits : le désir et la volonté du peuple d'être Français. Venue du peuple, Jeanne en est l'expression la plus saine de ses pulsions de vie :

Dès le jour où une force mystérieuse poussa cette jeune fille de dix-huit ans à quitter son père, sa mère et son village pour sauver la France, les objections ne manquèrent pas. Jamais elles ne la découragèrent. Ceux qui crurent en elle, le peuple le premier, eurent raison contre les raisonneurs. Et ceux-là mêmes qui n'avaient pas la foi, mais qui voulaient le bien du royaume, se dirent qu'après tout les affaires étaient si bas qu'on ne risquait rien à essayer ce concours providentiel. La cause du dauphin ne pouvait plus compter que sur un miracle. Et ce miracle, la France l'attendait, car à peine Jeanne d'Arc fut-elle partie de Vaucouleurs pour se rendre auprès de Charles VII, que son nom vola de bouche en bouche et rendit courage aux assiégés d'Orléans. (H.F.:99)

Elle sera donc cette adolescente, presque une enfant, vierge et martyr. Mais toujours, elle hisse cette "force mystérieuse", les pulsions (9) au niveau du raisonnement : "Presque toujours, c'était elle qui avait raison, ses pressentiments étaient vérifiés et elle dégagait un tel esprit de tranquille certitude que les gens faisaient sans effort ce qu'elle avait dit" (H.F.:99). Elle mène tout, et pour tous -- y compris pour le dauphin -- "la vraie sagesse était de suivre son inspiration" (H.F.:100). Et lorsqu'elle meurt, abandonnée de tous, y compris du dauphin, ce que Bainville se garde bien de rappeler, "sa mission était finie" (H.F.:100). Déjà les Français se reconnaissaient en elle, parce qu'enfant, parce que vierge (immature), elle renouait l'unité familiale autour du roi et non des intérêts personnels : "Jeanne d'Arc personnifiait la patrie pour les uns, pour les autres les noms détestés d'Orléans et d'Armagnac" (H.F.:100). Plus tard, un troisième saint s'ajoutera à la trilogie formée par le magnanime saint Louis et l'héroïque Jeanne, ce sera Vincent de Paul, symbole de la générosité charitable des Français, une générosité pratiquée pourtant au glorieux siècle de Louis XIV où Bainville est forcé de reconnaître quand même qu'il existait une "misère telle que les missions de saint Vincent de Paul parcouraient le royaume pour porter secours aux affamés et aux malades" (H.F.:186)!

(9) Associer la "force mystérieuse" aux pulsions érotiques est devenue aujourd'hui l'explication laïque quasi unanime du cas de Jeanne. Les voix de ses saintes sont reconnues comme étant un phénomène lié à la puberté féminine. Voir dr. F. Cartwright. Ces maladies qui ont changé l'histoire, Bruxelles, Elsevier Séquoia, 1974, pp. 193-195.

Quel contraste entre ce que Bainville dit d'Orléans (et dira de Verdun) et ce qu'il jette sur le papier à propos de Valmy, symbole identique pour les républicains : "affaire médiocre en elle-même" (H.F.:315). Seul le nom de Verdun parvient à susciter en lui une émotion comparable à celle qu'évoque le nom d'Orléans:

Le nom de cette vieille cité devint tout de suite un symbole. Le sort de la guerre y fut attaché et c'est pourquoi en France, chefs militaires et gouvernements résolurent de résister à tout prix. Les batailles qui s'engagèrent là et qui durèrent près de six mois ont été les plus formidables de tous les temps. Par le déluge continu de l'artillerie, par la fumée des assauts, ce coin de France, de février jusqu'en août 1916, fut un enfer. Des centaines de milliers d'hommes s'y battèrent et, là encore, les Français se sacrifièrent en masse. (H.F.:482)

Voilà, malgré l'ambivalence du peuple français, comment ce dernier est prêt à montrer qu'il aime sa Nation. Rares sont les autres peuples capables d'en faire autant. Seuls les Espagnols ont su montrer qu'ils avaient une pulsion de vie au fond de leur coeur en préférant le Bourbon au Habsbourg:

C'était le consentement des Espagnols eux-mêmes qui ne voulaient pas que leur Etat fût démembré. Le testament de Charles II, toujours hésitant et qui n'aimait pas à prévoir sa mort, lui fut enfin imposé par les patriotes espagnols qui désignèrent le second des petits-fils de Louis XIV, le duc d'Anjou, un prince de la puissante maison de Bourbon leur paraissant plus capable qu'un autre de maintenir l'indépendance et l'intégrité de l'Espagne. (H.F.:210-211)

Et Bainville, visiblement, aime rappeler que c'est "la nation espagnole qui appelait le duc d'Anjou" (H.F.:211-212), ce qui contraste avec l'accueil qu'elle réservera plus tard à l'usurpateur. L'explication de l'échec de Bonaparte en Espagne repose ici : "à cette opération, l'essentiel manqua : le consentement du peuple espagnol" (H.F.:360). C'était une sorte de revanche, anticipée, des Bourbons sur les Bonapartes par l'entremise du choix du duc d'Anjou!

IV.3 Les pulsions de mort prêtées à l'Enfant-Peuple.

Si les pulsions érotiques sont à l'origine des gestes les plus dignes posés par le peuple, l'action de ses pulsions de mort est sans doute celle qui suscite les manifestations les plus exceptionnelles. Si le peuple français est vraiment le porteur de toutes ces qualités que nous venons de voir, comment peut-il en arriver à commettre des actes aussi répréhensibles et dommageables que sont les révolutions, les émeutes et les répressions sauvages? En fait, c'est se demander comment un enfant si doux, aux risettes si cajoleuses peut se transformer en un véritable petit monstre sanguinaire? L'immatunité explique aussi bien cela que ceci; autant le sacrifice absolu que les mouvements de crise, mouvement irréfléchi. Ainsi lorsque Thiers travaille à la guerre entre la France et l'Europe autour de la question égyptienne en 1840, Bainville saisit l'occasion pour souligner le lien entre le sentiment populaire et son immaturité chronique : "A l'explosion des sentiments belliqueux qui se produisit alors chez les Français, on peut juger de leurs illusions, de leur méconnaissance du danger" (H.F.:404).

Si les pulsions érotiques n'ont pas de manifestations concrètes et permanentes en dehors d'un stimulus extérieur comme la guerre ou l'invasion étrangère et que le bonheur des Français ressemble aux joies de l'enfance insouciante sous les soins de bons parents tendrement unis, les pulsions de mort prennent des formes bien particulières dont on peut suivre l'évolution dans l'histoire. L'Enfant-Peuple prétend s'affirmer ainsi contre ses parents par l'opinion publique et les mouvements de foule.

Bainville ne définit pas ce qu'il entend par l'opinion publique. Sans doute cela veut-il représenter l'affirmation politique du peuple, aussi l'opinion publique peut-elle être bonne chose quand elle appuie le roi, lorsqu'elle se montre solidaire de Philippe Auguste (H.F.:53) ou de Louis XIV (H.F.:214).

Mais lorsqu'elle se montre encore plus extrémiste que le roi, ainsi lorsque "c'était l'opinion publique qui poursuivait les réformés" (H.F.:127), elle devient vite dangereuse et il faut la présence de celui-là pour la calmer. Par contre, il commet une erreur quand, au lieu d'utiliser l'autorité dont il est investi pour la mater, il tente de jouer le jeu de la séduction, aussi ne faut-il pas s'étonner que ce soit ce libertin notoire, le Régent, qui ait ouvert cette permissivité, car "la Régence, en cherchant, par les raisons que nous avons vues, les bonnes grâces de l'opinion, greva le règne de Louis XV" (H.F.:231). Ce qui est franchement mauvais, car l'opinion publique s'égare facilement. Elle se séduit aussi rapidement qu'elle est lente à réfléchir. Elle applaudit au coup de force de Frédéric II contre l'Autriche parce qu' "il était sympathique" (H.F.:237)! A mesure que la Révolution approche, on voit cette opinion publique se laisser tenter à de vaines séductions au point de s'opposer à l'ordre familial -- c'est-à-dire à l'ordre national. Pour la satisfaire, on rejette la sage politique du ministre Fleury:

Cependant on s'indignait de la prudence de Fleury. Elle semblait sénile. Les Français eurent l'illusion, habilement entretenue par Frédéric, qu'ils étaient les maîtres de l'Europe... Frédéric, compagnon peu sûr pour la France. (H.F.:237-238)

Et pour nous sensibiliser encore plus aux injustices de la séduction, Bainville conclut en rappelant que "Fleury mourut, accablé de chagrin et d'années..." (H.F.:239).

Chaque fois que l'opinion publique entend agir de son propre chef, elle s'engonce dans l'inefficacité : "l'opinion publique prenait le parti des Parlements dont la résistance paralysait l'Etat et l'aculait à la faillite par le refus des impôts" (H.F.:274), et ses échecs ne la rassérénent pas, au contraire, elle développe de la rage en elle et va de la terreur à la contre-terreur avec le même aveuglement:

Un violent mouvement de l'opinion publique exigea et obtint

le châtement des "bourreaux barbouilleurs de lois". La guillotine servit encore pour les plus marquants et les plus abominables des terroristes, comme le tribunal révolutionnaire avait servi contre ceux qui l'avaient institué. Mais si la réaction thermidorienne était un soulagement, ce n'était pas une solution. (H.F.:327)

L'opinion publique se crée rapidement une nostalgie, surtout lorsqu'elle a passé à travers une série d'événements comme ceux de la Révolution et de l'Empire. Le XIX^e siècle est une période de réminiscence du passé où l'opinion s'enivre de ses grands moments et tend à vouloir les répéter constamment. Ainsi, Louis XVIII "savait que la nostalgie de la gloire militaire tourmentait une partie des Français et les entraînait vers le libéralisme" (H.F.:385)... tandis que Charles X, son successeur, "observant l'opinion publique, il y avait remarqué un retour croissant à l'esprit de gloire et de conquêtes" (H.F.:389). Et l'on verra toujours des individus sans scrupules se présenter à elle avec la prétention de transformer ses rêves d'enfants en réalité; sa nostalgie en histoire:

Cette politique (extérieure de Thiers), si téméraire, si dangereuse qu'on a pu appeler le parti de Thiers le parti de la fanfaronade, avait pourtant la faveur de l'opinion publique. Mais l'opinion publique, c'étaient la bourgeoisie, les députés, les journaux. La grande masse du pays restait immobile, étrangère à ces débats. Elle n'était pas consultée. (H.F.: 403)

Tant que l'opinion publique s'exprimait par la presse ou les partis, le pouvoir royal pouvait toujours circonscrire son influence. L'effet des pulsions de mort pouvait toujours être repris en main par l'autorité paternelle du roi. Le danger devint plus important encore lorsque parut le suffrage universel, "ce sphinx, ce monstre, allait parler pour la première fois" (H.F.: 414) [à l'Assemblée de 1848]. Aussi volubile que volatile, le suffrage suivait le courant de l'opinion, courant instable et changeant beaucoup plus agile en elle-même que le massif suffrage populaire. Son appui au Second Empire montra qu'il se manipulait à volonté:

Le peuple français avait adopté l'Empire autoritaire par 7,800,000 oui contre 250,000 non... La pression administrative, l'action des préfets, l'intimidation contri-
buaient pour une part à cette docilité du corps électoral.
(H.F.:422)

Mais quel bonheur de pouvoir dire que le suffrage universel reprend le bon sens conservateur de la masse paysanne. Derrière les manifestations morbides du peuple, son sens profond de l'autorité demeure et "on vit alors, quatre mois avant la chute, combien l'ensemble de la nation française était conservateur, respectueux de l'ordre des choses établi, peu désireux d'un changement" (H.F.:433). Bref, si l'opinion publique se détourne de la monarchie, il lui reste quand même son bon sens de la stabilité qui ne pourra que l'entraîner à s'opposer tôt ou tard à ces gouvernements qui pensent l'entraîner vers l'aventure des changements continuels. Toute l'histoire de la III^e République paraît alors comme une succession de désobéissances populaires. Ainsi, "l'avertissement de l'instinct national, tel qu'il s'était manifesté par l'impopularité de Ferry et par le boulangisme, portait si juste que des réflexions nouvelles naquirent au gouvernement" (H.F.:462). Ce déséquilibre instable rendra impossible pour quelque régime que ce soit, de droite comme de gauche, de restaurer l'ordre et la sécurité.

Si l'opinion publique en arrive à véhiculer une partie des pulsions morbides de l'Enfant-Peuple -- en particulier celles des classes moyennes, de la bourgeoisie, des intellectuels --, les mouvements de foule déclenchent encore plus les passions puisqu'ils expriment les pulsions de mort du commun peuple. Ils deviennent ici de véritables exhibitions sado-masochistes et Bainville ne fera pas preuve d'originalité en reprenant les explications de Le Bon et de Tarde sur les foules (10):

Les foules sont romanesques et sentimentales. Pour elles, Louis XI, tout en calcul, qui choisissait ses victimes u-

(10) Voir G. Le Bon. Psychologie des foules, Paris, P.U.F., col. "Quadrige" # 14, 1895 (1963), 134 p. Consultez également S. Moscovici. L'âge des foules, Paris, Fayard, 1981, 506 p.

tiles, resta l'homme noir. On plaignit Saint-Pol et Ne-mours. On se défendit mal d'admirer Charles le Téméraire, un de ces hommes qui, à l'exemple de Napoléon, frappent les imaginations jusque par leur fin tragique. (H.F.:111)

Partout, tout le temps, ce sont elles qui encouragent les solutions extrémistes : "Sous Henri II, les incidents se multiplièrent. Il y en eut de graves à Paris, où la foule assaillit une réunion que les réformés tenaient au Pré-aux-Clercs" (H.F.:134). Contrairement au Père-Roi, elles n'hésitent pas à prendre plaisir à la souffrance : "Contre les hérétiques, la foule exigeait des supplices, ne les trouvait jamais assez durs" (H.F.:152). Elles acclament ceux qui la font frissonner "le duc de Guise qui vint à Paris malgré la défense du roi et fut acclamé par la foule" (H.F.:152) avant de les contempler, le corps percé de coups de dagues ou pendus à Montfaucon.

Les foules sont stimulées par les besoins primaires, elles répondent spontanément aux manques vitaux, telle la faim:

Le 5, le pain ayant manqué dans quelques boulangeries de Paris, dont l'approvisionnement commençait à souffrir de la désorganisation générale, il y eut une émeute de femmes qui grossit rapidement et le mot d'ordre : "A Versailles!" circula aussitôt. La Fayette, après une hésitation, eut l'insigne faiblesse de céder et la garde nationale suivit le tumultueux cortège au lieu de lui barrer la route. La foule se porta alors sur Versailles, envahit l'Assemblée et le château, égorgea les gardes du corps, réclama la présence du roi à Paris. (H.F.:287)

Au temps de Louis XIV, déjà, "un jour, des femmes de Paris se mirent en marche sur Versailles pour réclamer du pain. La troupe dut les arrêter" (H.F.:219); Louis XVI laissa faire et suivit la foule avec sa famille. C'était là la distinction majeure entre l'autorité patriarcale et l'autorité paternaliste...

L'opinion publique génère les foules. Les partis comme la presse les manipulent pour fin de stratégie politique : "la majorité avait besoin de la rue: elle laissa toujours des possibilités à l'émeute" (H.F.:294). La Révolution n'est qu'une escalade d'émeutes désordonnées : "la Révolution arrivait

à son terme comme elle avait progressé : par l'émeute" (H.F.:312). Si celle-ci est interrompue, elle ressurgit plus tard après avoir couvée pendant des années d'accalmies, comme sous Louis-Philippe quand "l'émeute, frustrée de sa victoire sur Charles X, se réveilla plusieurs fois" (H.F.:399), et elle en viendra à bout comme elle est venue à bout de son prédécesseur : "Une fusillade boulevard des Capucines, devant le ministère des Affaires étrangères, celui de Guizot, tua une quinzaine d'insurgés et la promenade des cadavres à travers Paris excita davantage la foule" (H.F.:409). Et jamais, ni des émeutes, ni des mouvements de foule, le peuple acquiert le moindre jugement de l'intelligence:

La Chambre, l'opinion publique étaient déjà irritées. La "dépêche d'Ems" produisit l'effet qu'avait calculé Bismarck. A Paris, la foule réclamait la guerre. On criait "A Berlin!" Emile Ollivier prononça le mot qui pèse encore sur sa mémoire : "Cette responsabilité, nous l'acceptons d'un cœur léger". Bismarck l'acceptait aussi. C'était lui qui avait sa guerre... Cette guerre, bien peu de Français avaient compris ce qu'elle signifiait, deviné ce qu'elle allait être. (H.F.:435)

Les pulsions de mort ne sont jamais rationalisables. Elles masquent la vérité encore plus que les enthousiasmes soulevées par les pulsions de vie:

Pas plus que du tragique "fait divers" de Sarajevo, la foule n'en tira de conséquences. Au fond, elle croyait la guerre impossible, comme un phénomène d'un autre âge, aboli par le progrès... Dix jours plus tard, la guerre la plus terrible des temps modernes éclatait. (H.F.:472)

Le lien entre l'opinion publique et la foule, ce processus qui conduit de la première à la seconde est établi par certains individus, les agitateurs. D'Etienne Marcel à Jean-Paul Marat, ils énervent l'opinion publique, la jettent dans la rue, la transforment en émeute en la gonflant de la plèbe urbaine excitée par le désir de tuer et de piller. Ils sont les vrais moteurs de la Révolution...

Le jour où les plus violents seraient maîtres de Paris et de sa municipalité -- de sa Commune, -- ce jour-là, ils seraient les maîtres du gouvernement. L'histoire, le mécanisme, la

marche de la Révolution jusqu'au 9 thermidor tiennent dans ces quelques mots. (H.F.:287)

Les agitateurs travaillent non pas en corps organisé, ce qui serait antithétique à leur rôle puisqu'ils sont les apôtres de la désorganisation, mais chacun pour soi, ce qui les place les uns contre les autres, ce qui explique l'incurie gouvernementale de la Révolution:

Tout le monde sait que, jusqu'au 9 thermidor, les révolutionnaires les plus modérés, puis les moins violents furent éliminés par les plus violents. Le mécanisme de ces éliminations successives fut toujours le même. Il servit contre les Constitutionnels, contre les Girondins, contre Danton. Le système consistait à dominer la Commune de Paris, à s'en emparer, à tenir les parties turbulentes de la capitale dans une exaltation continuelle par l'action de la presse et des clubs et en jouant de sentiments puissants comme la peur de la trahison et la peur de la famine, par laquelle une grande ville s'émeut toujours, puis à intimider par l'insurrection des assemblées remplies d'hommes hésitants et faibles. (H.F.:290)

Dès le départ, Mirabeau et La Fayette "se jalousaient et ne s'entendaient pas. Tous deux se servirent des mêmes moyens, flattèrent la foule, jouèrent à la fois de la Cour et des agitateurs pour arriver au pouvoir" (H.F.: 295), mais ils sont deux bientôt dépassés par une coalition d'agitateurs et d'étrangers:

"Cent folliculaires dont la seule ressource est le désordre, une multitude d'étrangers indépendants qui soufflent la discorde dans tous les lieux publics, une immense populace accoutumée depuis une année à des succès et à des crimes". C'est Mirabeau qui peignait en ces termes l'état de Paris à la fin de l'année 1790... (H.F.:296)

Puis, partant de ces "folliculaires", "les jacobins s'appuyaient sur l'émeute" (H.F.:297), de sorte que "si la monarchie disparaissait, ce serait le triomphe des plus violents" (H.F.:298), ce qui arriva, en effet, car "l'assassinat de Louis XVI rompit le lien entre la France et ses rois, laissa le pays à la merci des aventuriers et des factions, des ambitieux du pouvoir désireux de servir leurs idées ou leurs intérêts personnels" (11). Ces rivalités devinrent alors

(11) E. Weber. op. cit. p. 31.

le pivot autour duquel s'articulait la Terreur:

En tout cas, il est clair qu'ils se méfiaient les uns des autres. Il est naturel aussi qu'ayant conquis le pouvoir par l'audace et la violence, en courant des risques certains, ils aient pensé qu'ils ne pouvaient le garder qu'avec "toujours de l'audace" comme disait Danton, et toujours plus de violence. La psychologie de la Terreur est là, puisque le terrorisme s'est exercé à la fois sur les contre-révolutionnaires et à l'intérieur du monde révolutionnaire. Il n'y avait personne qui ne fut "suspect", parce que personne n'était sûr ni du lendemain ni de son voisin. (H.F.:313)

Implacable logique des instincts de mort qui fit qu'aux thermidoriens, "une peur suprême leur donna le courage du désespoir" (H.F.:326).

Prévenue, lorsque sembla éclater une nouvelle Révolution française, "une grande partie des gens paisibles avait déjà quitté la ville, remplie d'une masse oisive et armée où affluaient aussi des aventuriers de toute sorte" (H.F.:445). Puis, éclata la Commune de Paris de 1871.

La Révolution française offre ici un "idéal-type" du comportement immature du peuple. En fait, toute l'histoire de la France post-révolutionnaire reste soumise à cette tension morbide du peuple. La Mère-Nation et le Père-Roi sont ici les jouets de la voracité infantile du peuple toujours prête à déchirer le territoire en lambeaux et à diminuer le monarque.

Mais la Révolution ne fait qu'intensifier un processus qui remonte aux origines de la France, car dès l'origine, quand...

L'autorité royale s'était affaiblie, dépouillée. Grands et petits, laïcs et religieux, lui avaient arraché des "immunités". (H.F.:23)

C'était une "période troublée où la mort allait vite" (H.F.:23) et "ce serait une erreur de croire que les populations eussent été hostiles à ce morcellement de la souveraineté" (H.F.:36). Aussi, doit-on croire qu'il ne peut y avoir redressement qu'après une période de souffrance intense, rendue presque intolérable? "...les hommes avaient beaucoup souffert" (H.F.:43) remarque Bainville à la veille de la "révolution" capétienne et le droit féodal appa-

raît une limite d'ordre bien fragile car même s' "il y avait un droit féodal. Les vassaux qui l'eussent violé avaient eux-mêmes des vassaux qui pouvaient la violer à leur tour" (H.F.:50) et l'agressivité, contre autrui ou contre soi, était toujours une passion inassouvie, à la base de toutes les peurs.

La violence est au coeur des Français depuis l'origine gauloise. Si des Romains ils ont hérité de "l'idée d'unité"; des Gaulois ils sont tributaires de "la guerre civile, le grand vice gaulois [qui] livra le pays aux Romains" (H.F.:11). Et si la guerre civile, même si elle revient périodiquement, demeure permanente dans le tissu de l'histoire. Sans doute Bainville oublie-t-il les guerres civiles de la République romaine qui, elles, n'avaient rien de "gauloises", mais seules les guerres civiles françaises prennent un sens car elles épuisent tous les partis. Avec les guerres de religion, les guerres civiles se succèdent à un rythme infernal : "cette troisième guerre civile finit encore par épuisement mutuel" (H.F.:142) et Coligny n'a pas encore été balancé de son balcon! Même lorsque les grands mouvements de haine s'apaisent, la rancune privée, sournoise subsiste, se faufile et agite le peuple. Déjà, le troisième fils de Philippe, Charles le Bel avait dû satisfaire cette masse grouillante de vengeance : "on pendit quelques financiers : le peuple, après chaque règne, réclamait ces holocaustes. Quelques brigands féodaux furent aussi condamnés à mort" (H.F.:72); et malheur au monarque qui se refuse à cette passion, car il risque de voir les meurtriers se retourner contre lui : "Henri IV, jusqu'au jour de son assassinat, fin d'une longue série d'intrigues, sera entouré de haines et de complots" (H.F.:162). Le Vert-Galant semble ne pas s'être suffisamment prêté à ces orgies de sang.

L'histoire passe pour le récit des passions morbides. Il n'y a pas à s'étonner car l'imagination trucidaire des hommes n'a d'égale que la volupté de certains historiens à les raconter. Mais ce n'est pas le cas des bainvil-

liens, car s'il y a dans les massacres quelque chose de grandiose des passions libérées des instincts humains, quelque chose qui séduisait un docteur Cabanès ou un G. Lenôtre, Bainville, lui, conserve une pudeur du détail, se contentant, comme dans le cas de la Saint-Barthélemy de signaler "une sorte de panique" à la base du drame et de la façon avec laquelle "tous les protestants furent massacrés avec une fureur enthousiaste", Paris ayant de vieilles rancunes. "Avec passion, les provinces avaient suivi l'exemple de Paris. Un peu partout les protestants furent tués en masse" (H.F.:146)... et c'est tout. Bainville échappe à l'aspect grand-guignolesque de l'horreur. Il veut garder sa raison froide devant le débordement, rappelant qu' "il faut reconnaître que l'horreur de la Saint-Barthélemy, répandue et répercutée par l'histoire, n'a été que modérément ressentie par les contemporains" (H.F.:147), et qu'...

Avec la passion qui travestit cette période de notre histoire, on a prétendu que le remords de la Saint-Barthélemy l'avait tué. Que ces terribles scènes aient frappé son imagination, c'est à l'honneur de Charles IX. Mais sa mort -- une pleurésie -- fut troublée par autre chose que des souvenirs. (H.F.:148)

Ce sont des scènes "impossibles à raconter" (R.F.:271) comme le disait Gaxotte à propos des massacres de Septembre, se résumant chez les bainvilliens au simple mot "horreur". Pour eux, les débordements sado-masochistes sont trop terrifiants et ils se sentent trop horrifiés qu'ils préfèrent s'arrêter aux "vices" qui sont à la source de ces tueries.

Les vices que l'on retrouve dans le peuple (et dans ses groupes d'intérêts) sont également seuls que l'on retrouve chez l'enfant, tels l'obstination:

Si les calvinistes n'avaient été remplis de méfiance, s'ils avaient désiré rentrer dans la communauté au lieu de rester organisés en parti, ils se fussent contentés de la liberté de conscience. (H.F.:164)

la rancune:

Par un curieux retour des choses, ces émigrés, bien accueillis dans les pays protestants, surtout en Hollande, contribuèrent à répandre en Europe notre langue et nos arts en

même temps qu'une rancune que nos ennemis d'alors ne man-
quèrent pas d'exploiter. (H.F.:196)

la médisance:

La révocation de l'Edit de Nantes, sur ces entrefaites,
donna un aliment à la propagande antifrançaise dans les
pays protestants. Mais les protestants n'étaient pas nos
seuls ennemis. (H.F.:206)

la manie:

On était sûr d'exciter une fibre chez les Français en leur
parlant de la lutte contre la maison d'Autriche. Cette lut-
te n'avait plus de raison d'être, mais la tradition était
plus forte que la raison. (H.F.:230)

l'égoïsme:

Ainsi la plaie d'argent, dont l'ancien régime souffrait de-
puis longtemps, était devenue mortelle. Et la racine du
mal était dans les libertés, franchises, immunités, héritage
historique de la difficile constitution de la France, garan-
ties qui rendaient l'individu ou le groupe plus fort et l'E-
tat plus faible. (H.F.:276)

enfin, le coup de sang!

Un républicain ardent, Baudin, député des Ardennes, mourut
de joie en apprenant son retour (à Napoléon). Baudin é-
tait un des auteurs de la Constitution de l'an III, il la
voyait près de périr et il mettait son espoir dans le jeu-
ne général qui, le 13 vendémiaire et le 18 fructidor, avait
prêté main-forte à la Révolution. (H.F.:335)

Mais de tous, c'est la jalousie qui est le défaut majeur et qui porte
le plus loin. L'Enfant-Peuple est un personnage oedipien, il désire la Mère-
Nation pour lui et contre le Père-Roi. Toutes les institutions : parlements,
états généraux, assemblées nationales sont porteuses de cette jalousie qu'el-
les manifestent tout au long de l'histoire. Tous les prétextes sont bons pour
discuter les prérogatives royales et ils sont encore meilleurs s'ils portent
contre l'un des leurs qui est parvenu à se hisser au plus haut poste du Con-
seil du Roi. Pour cette raison, les ministres sont particulièrement haïs.
Duprat, Richelieu, mazarin et Fleury sont détestés de l'Enfant-Peuple autant
qu'ils se dévouent au service du Père-Roi, et s'il y a division à l'intérieur
même du peuple, alors cela devient une véritable catastrophe:

Au Parlement, une chambre acquittait les protestants, l'autre les condamnait au feu. La magistrature se discréditait. Pour mettre fin au scandale, Henri II tint au Parlement une séance solennelle qui tourna en un scandale pire. Un des conseillers, Dubourg, nouveau converti, défia le roi, le compara bibliquement au tyran Achab. Séance tenante, Henri II fit arrêter par sa garde quelques-uns des hauts magistrats. Malgré l'énergie de la riposte, impossible de méconnaître qu'une crise de l'autorité commençait. (H.F.:134)

Si le ministre est étranger, les Parlements se montrent impitoyables : "Ils attaquèrent le Florentin Concini, comme ils attaqueront plus tard Mazarin avec lequel il eut des ressemblances" (H.F.:170) bien que Mazarin "cet étranger, cet Italien, avide d'argent et de profits, si prodigieusement détecté, a pourtant fait pour le compte de la France une politique que la plupart des Français ne comprenaient même pas" (H.F.:178), mais "la résistance du Parlement faisait partie d'un mouvement politique. On demandait des réformes. On parlait de la liberté. Surtout on en voulait à l'administration laissée par Richelieu" (H.F.:182). Parfois, le Père-Roi lui-même peut prêter l'oreille aux jalousies populaires, comme dans le cas de "Fouquet, plus riche, presque aussi puissant que le roi lui-même" (H.F.:194)!

En bout de course, la jalousie en vient à se prendre au sérieux et les Parlements se rebellent ouvertement contre le pouvoir royal. Ce dernier a pu éviter de les caser, mais "à deux reprises, en 1753 et en 1756, il faudra exiler, emprisonner, briser les parlementaires qui ne cèdent pas parce qu'ils se regardent comme chargés de défendre les "coutumes du royaume"..." (H.F.: 243); et les Parlements ont déjà en eux les germes des intérêts de partis protégés par "son bizarre esprit, à la fois réactionnaire et frondeur" (H.F.: 262).

Il n'est donc pas étonnant qu'une jalousie, déjà intime dans l'opinion publique bourgeoise, devienne carrément viscérale au coeur du peuple. L'enthousiasme de la première se transforme en exaltation chez le second. Il y a de

grandes chances pour que le populaire agissant de lui-même, le fasse en fanatique:

Dans cet émoi du sentiment public, où remontaient les souvenirs des guerres de religion, il se trouva un esprit faible et exalté pour penser au régicide... Henri IV est tombé sous le couteau d'un revenant de la Ligue, comme Henri III sous le couteau du moine quand la Ligue était dans son ardeur. (H.F.:167)

Et c'est ce même fanatisme qui permettra d'expliquer comment, deux siècles plus tard, le prestige renaissant du Vert-Galant s'est terminé, sous la Révolution, par la profanation de son tombeau à Saint-Denis:

Pourquoi faut-il que ce bel enthousiasme ait abouti à l'innétable forfait de Saint-Denis? Je veux parler de l'ignominieuse violation de la sépulture de celui à qui la France devait tout, et dont on retrouva, dit-on, le visage à peine altéré après cent-quatre-vingt-trois années de tombeau. Pourquoi la rage révolutionnaire n'épargna-t-elle pas même le cœur du monarque, déposé, on le sait, à la Flèche, qu'un odieux fanatisme livra au feu, et dont il ne reste aujourd'hui que les cendres? (H.IV:701)

Il en va de ce renversement de l'enthousiasme à l'exaltation comme d'une maladie nerveuse. La foule, parce que femme, devient "hystérique"; elle s'échauffe le sang. Ce n'est pas par la raison que l'on passe de l'un à l'autre à travers de telles "commotions". Aimé du Père-Roi et de la Mère-Nation, l'Enfant-Peuple n'a pas de "raison" pour se plaindre:

Si l'Etat, à la suite de la guerre (de succession d'Autriche), est tombé dans de nouveaux embarras financiers, ces embarras n'ont rien de tragique et la France en a vu de pires. Dans l'ensemble, ce dont les Français ont à se plaindre n'est que le pli d'une feuille de rose en comparaison de tant de calamités qu'ils ont subies ou subiront. Or est frappé de l'insignifiance de leurs sujets de mécontentement. (H.F.:242)

Aussi, la Révolution, parce que retour de la tare gauloise, de ce vice déplorable, ne peut-elle être qu'un accès de fièvre, une manifestation malade comme celle qui dévasta l'Europe au XVII^e siècle:

Il y a eu, vers son milieu, une fièvre, une éruption répandue sur plusieurs pays d'Europe. Nous avons déjà vu le roi d'Espagne aux prises avec des mouvements d'indépendance en Catalogne et au Portugal. A Naples, le pêcheur Masaniello prit le pouvoir et son histoire frappa les imaginations. A

Paris, dans les rues, au passage d'Anne d'Autriche, on criait "A Naples!" Mais rien ne saurait se comparer à l'impression que produisit la révolution d'Angleterre. L'exécution de Charles I^{er}, beau-frère de Louis XI^{II}, semblait annoncer la fin des monarchies. Le rapport de ces événements avec les troubles qui éclatèrent en France n'est pas douteux. (H.F.:181)

La Révolution est maladie : "Personne ne se dissimulait plus qu'on allait à des convulsions violentes" (H.F.:310), et comme en cas d'épidémies, on céda à la panique:

La première émigration n'eut pas seulement pour conséquence d'affaiblir à l'intérieur les éléments de résistance au désordre... (les émigrés) furent ainsi amenés à prendre les armes contre leur pays et s'aperçurent trop tard que les monarchies européennes n'étaient disposées à aucun sacrifice pour restaurer la monarchie française. (H.F.:288)

Après la saignée, on se laisse emporter par la fièvre : "les hommes de la Révolution se sont dévorés entre eux" (H.F.:325) rappelant par là la maxime de Vergniaud. De même, la Commune de 1871 naît-elle de l'occupation:

Dans Paris investi de toutes parts... tout énervait, tout aigrissait la population qui commençait à souffrir de la rareté des vivres. La "fièvre obsidionale" favorisait l'agitation révolutionnaire. (H.F.:440)

Elle couve, comme une maladie infectieuse, se déclare sournoisement et ravage l'organisme social jusqu'à la mort. Lorsqu' "éclata ce qui couvait depuis longtemps", "ce n'était plus une émeute. C'était la guerre civile et plus grave qu'aux journées de Juin" (H.F.:446).

Toutes ces métaphores : foules romanesques et hystériques, fièvre obsidionale etc. sont courantes dans la pensée de droite de la fin du XIX^e siècle. De Taine au docteur Cabanès, Bainville n'innove pas le portrait du Peuple. De plus, les bainvilliens reprennent l'idée classique qui veut que la maladie soit transportée par des germes et que les "fièvres" révolutionnaires soient transmises par des agitateurs "contaminés". Le cas classique, c'est Marat, ce:

..."fanatique désintéressé", a été l'homme le plus influent de la Révolution, celui qui l'a menée du dehors avec le plus

de suite, parce qu'il avait l'instinct démagogique, c'est-à-dire le don de deviner les passions populaires et le talent d'exprimer les haines et les soupçons de la foule de la façon même dont elle les sentait. Marat, écrivain et agitateur, a été un terrible artiste de la démagogie. Il inspirait du dégoût à Robespierre lui-même, mais il était, depuis l'origine, indispensable au progrès de la Révolution, dont le développement -- c'est la clé dont on ne doit pas se déssaisir -- était lié à une agitation chronique de la population parisienne, à la possibilité de provoquer des émeutes à tout moment. (H.F.:321)

On voit que ce portrait n'ajoute rien à l'idée de que la droite s'était faite de Marat, symbole des mauvais instincts de l'Enfant-Peuple comme Jeanne d'Arc est celui de ses bons instincts. Il est, comme dit Gaxotte, "le personnage le plus représentatif de la Montagne":

Marat. Syphilitique jusqu'aux moelles, couvert de chancres, le teint jaune, la démarche convulsive, en proie à des névralgies continuelles, à moitié fou, Marat avait, dans sa maladie, conservé un sens prodigieux du journalisme, tandis que ses souffrances exaspéraient en lui le goût de la bataille et du crime. (R.F.:308)

Plus que "le vert crapaud" de Michelet, le Marat des bainvilliens est le premier à avoir un corps. Corps débile, corps malade, corps laid il est tout à l'opposé de celui, virginal, de Jeanne qui est brûlé en place du Marché à Rouen et la pourriture qui le dévore est celle qui dévore également, dans la Révolution. Et si, pour Bainville, "dans l'histoire, cet homme de sang est peut-être un incompris" (12), c'est parce qu'il annonce les figures les plus laides du XX^e siècle : "On a du reste découvert que Marat dans ses violences appelait un dictateur et que ses frénésies préfiguraient une sorte de national-socialisme" (13). Aussi, petit est le pas à faire pour reconnaître en Charlotte Corday une répétition de Jeanne, la sainteté laïque remplaçant la sainteté religieuse (14)... mais voilà, Charlotte est de tendance girondine, aussi, n'insistons pas! La maladie de Marat, c'est le vice du peuple (virginité et syphilis s'opposent ici symboliquement), et tous les tribuns agitateurs de

(12) J. Bainville. op. cit. (1929), p. 20.

(13) J. Bainville. ibid. (1935), p. 311.

(14) Sur les représentations collectives de Marat, voir J.-C. Bonnet (éd.). La mort de Marat, Paris, Flammarion, 1986, 510 p.

la Révolution sont des chancres sur le corps national comme Danton est "le Mirabeau de la canaille" (R.F.:267).

La mort de Marat, contrairement à celle de Jeanne qui amène la fin de la crise, accentua l'épidémie. Le meurtre de Marat est de juillet 1793:

En octobre, le procès des Girondins, auteurs conscients et volontaires de la guerre à l'Autriche et à l'Europe, coïncida avec l'exécution de Marie-Antoinette, "l'Autrichienne", Philippe-Egalité, Mme Roland, l'ancien maire Bailly, tous les personnages du drame, artisans du malheur des autres et de leur propre malheur, se succédèrent en quelques jours sous le couteau. (H.F.:323)

Car Robespierre "expédia à la guillotine, à côté de ce qu'il y avait en France de plus noble et de meilleur, pêle-mêle avec des innocents, des savants et des poètes" (H.F.:325).

Mais, en 1924, alors qu'Hitler est encore un inconnu peu dangereux, c'est Napoléon que Marat et Robespierre annoncent. De la cruauté froide et tâtilionne de Robespierre, Napoléon a hérité en plus l'audace et la gratuité du crime:

Quoiqu'il eût en toute occasion marqué son horreur pour l'exécution de Louis XVI, c'est à l'équivalent d'un régicide qu'il recourut à son tour pour donner à son trône un sanglant baptême républicain. Le prince annoncé par les conspirateurs ne paraissant pas, Napoléon ne voulut pas abandonner le plan qu'il avait formé. Il fit enlever de force le jeune prince de Condé, le duc d'Enghein, qui se trouvait à Ettenheim, en territoire badois, et qui fut passé par les armes après un simulacre de jugement.

Ce crime était-il nécessaire pour que Napoléon devint empereur? Même pas. (H.F.:349-350)

Comme eux, Napoléon est et restera toujours un démagogue comme la défaite finale le révélera encore une fois : "l'empereur autoritaire était revenu en démagogue... il excitait maintenant la foule contre les nobles et les prêtres" (H.F.:378). Et pour ces raisons, jusqu'à la fin, le Peuple l'en aimera que mieux, même au détriment des Bourbons:

Les traités de 1815 avaient laissé le peuple français meurtri dans sa chute après un rêve rapide et prodigieux. Par une criante injustice, mais naturelle à l'homme, qui aime à

rejeter sur autrui la responsabilité de ses fautes et de ses maux, ce ne fut ni à Napoléon ni à lui-même que le peuple français imputa les traités de 1815, mais aux Bourbons qui avaient mis tout à leur effort à les atténuer. (H.F.:381)

Ce n'est donc par le roi "qui n'a rien appris ni rien oublié", mais le Peuple, brisé quoique toujours exalté et qui n'aura plus que de la haine pour le trop réaliste Père-Roi:

La haine des Bourbons de la branche aînée, une haine qui ne désarmera plus, parce qu'ils étaient comme un reproche vivant pour ceux qui s'étaient si gravement trompés. Cependant la réconciliation nationale était rendue encore plus difficile, parce que Napoléon avait ranimé les passions des temps révolutionnaires. (H.F.:381)

Si les Bourbons parviennent, malgré tout, à soigner l'Enfant, à "panser les plaies", la maladie revient par cycles, et c'est du souvenir de l'oncle que le neveu usera pour se hisser au pouvoir de la II^e République, car s'il n'y avait pas eu retour de la maladie, "l'aventurier de Strasbourg et de Boulogne était sans crédit... Peut-être avait-il surtout la faiblesse du pouvoir, qui inquiétait le pays" (H.F.:416), car "n'étant pas initié aux affaires, il montrait de l'embarras et même de la timidité" (H.F.:419) et cela, aussi bien au gouvernement que dans les affaires internationales. Sa fin sera aussi plus cruelle que celle de son oncle, en tout cas, moins épique: "Trompé, humilié, Napoléon III portait à l'intérieur le poids de ses échecs" (H.F.:432).

La II^e République, en effet, s'était nommée son propre fossoyeur en vue de court-circuiter l'émergence d'un nouveau Père-Roi. Du moins, est-ce ainsi que Bainville voit le rôle du Principe-Président:

A la vérité, il étouffait une monarchie au berceau. Seulement cette monarchie eût été représentative, tandis que le coup d'Etat établissait la dictature et supprimait le régime parlementaire. (H.F.:421)

La panacée était ainsi retirée à l'Enfant-Peuple avant qu'il n'ait pu en bénéf-

ficier et la démagogie lui fut servie à la place; il suffisait de lui faire croire que la répression exemplaire saurait pallier au manque d'ordre et d'autorité:

Plus on allait et plus les mesures contre la guerre des rues étaient sévères et méthodiques. Le pouvoir n'avait plus, comme en 1789 ou en 1848, de mansuétude ni d'hésitation. Aux journées de juin, le général Cavaignac avait déjà perfectionné ce qu'on pourrait appeler la technique de la répression. Cette fois, on fusilla tout individu pris les armes à la main. Le 5 décembre, Paris était redevenu calme. (H.F.:422)

Ainsi, la répression appartenait pour de bon à la même famille que l'émoute; elle procédait de celle-ci et avait la même fonction, celle de permettre à l'agressivité de l'Enfant-Peuple de s'exprimer. A son désir sadique de faire souffrir d'abord son Père-Roi, puis sa Mère-Nation, enfin tous les membres dissidents de son plaisir devait succéder un aveu de culpabilité qui retournait l'agresivité contre lui, développant un rituel du masochisme à travers les pelotons d'exécution et l'autorité "fouettard" du Principe-Président. Il expiait ainsi ses fautes. Comme tout cela était loin du bonheur qu'il s'était promis à travers les libertés et la démocratie!

C'est lorsque l'armée étrangère envahit Paris, défait l'Empereur, abolit son régime, humilie la Nation et le Peuple que ce dernier ne pense qu'à assouvir sa rage, produit d'une accumulation de plus de vingt ans de silence apeuré et de frustrations de toutes sortes en plus d'une année de privation douloureuse. La furie populaire, incontrôlée parce qu'incontrôlable sans Père-Roi, aveugle, meurtrière, conduit à la Commune de Paris. Alors comme un nouveau cycle, une première phase sadique:

Paris était pour la République, pour la guerre révolutionnaire. Paris était hostile à cette "Assemblée" de "ruraux" dont les sentiments conservateurs et pacifistes étaient si différents des siens. Les traditions de 1793, les souvenirs de 1830 et de 1848 n'avaient pas disparu... La Révolution "patriote" s'associait d'ailleurs bizarrement à l'Internationale socialiste, la vieille conception jacobine de la Commune à des idées de fédéralisme communal fort éloignées de la Répu-

blique une et indivisible. Le fonds général, c'était l'esprit d'émeute dans une population qu'on avait armée pour le siège et qui avait gardé ses armes, parce que le gouvernement n'avait eu ni la volonté ni la force de le lui enlever. (H.F.:445)

...suivie d'une seconde phase masochiste:

Thiers... avait résolu de livrer Paris aux révolutionnaires pour les y enfermer et les y écraser ensuite. Ce plan réussit, parce que l'insurrection avorta dans les autres grandes villes et parce que la France voulut la répression et la soutint. Il y fallut deux mois pendant lesquels Paris connut une nouvelle Terreur par l'exécution ou le massacre des otages... Le 21 mai seulement, après un véritable siège, les Versaillais entrèrent dans la capitale. Pendant une semaine encore, la semaine sanglante, les fédérés, les communards furent refoulés de quartier en quartier... Dans les deux camps, l'acharnement fut extrême. La rigueur de cette répression n'avait jamais été égalée. Il y eut dix-sept mille morts, des exécutions sommaires, plus de quarante mille arrestations.. Quelques chefs de la Commune furent exécutés, d'autres déportés... (H.F.:446-447 souligné par moi, j.-p. c.)

La III^e République n'a pas résolu pour autant la tension sado-masochiste du peuple. Elle réduit la tension à un degré zéro, et l'écrasement de la Commune, comme l'écrasement des révoltés de Juin '48, n'est qu'une catharsis aux effets passagers. Aussi, faut-il attendre le déclenchement de la Grande Guerre pour voir une catastrophe expulser plus de 40 années de tensions accumulées:

Tout ce qui était contenu à grand-peine depuis 1871 fit explosion. Tout servit à agrandir le massacre au lieu de l'arrêter : forces accumulées par le système de la paix armée, richesses et ressources créées par de longues années de travail et de civilisation. L'équilibre des systèmes diplomatique, la dépendance des intérêts, l'immensité même de la catastrophe que devait causer un pareil choc, ce qu'on avait cru propre à prévenir le grand conflit fut inutile. Les obstacles devinrent un aliment. La démocratie, le socialisme international n'empêchèrent rien. La guerre démocratique, de peuple à peuple, fut seulement "plus terrible", comme Mirabeau jadis l'avait prédit, et personne ne fut capable d'y mettre un terme par les moyens qui limitaient les guerres d'autrefois. (H.F.:474)

Détournée contre l'extérieur, la colère populaire anima l'effort de guerre de 1914:

La colère contre l'agresseur avait, d'un seul coup, balayé beaucoup d'illusions. Ce qui soutenait la confiance, c'était que, cette fois, nous n'étions pas seuls comme en 1870. On savait les Allemands forts et nombreux. Mais la Russie, réservoir d'hommes, quelle compensation! Et puis, des alliés, nous ne cesserions d'en avoir de nouveaux. (H.F.:476)

Et c'est parce que détournées vers l'extérieur que les pulsions de mort paraîtront moins dommageables que la guerre civile comme en 1848 ou en 1871. Mais la guerre, ça reste toujours de l'agressivité, une tuerie : "la guerre se développait et se nourrissait de la guerre" (H.F.:479) et le sadisme, comme le masochisme, même s'ils ne se succédaient plus, se confondaient dans les tranchées et sous le souffle des gaz : comme dans des sables mouvants, "l'épuisante guerre souterraine, où des hommes périssaient chaque jour, par petits paquets" (H.F.:480). Chez les vivants, c'est-à-dire ceux qui travaillaient à l'arrière, dans les usines d'armements, la guerre répandait l'angoisse de l'anéantissement définitif prochain et cela paraissait évident lorsque l'échiquier international se trouvait bouleversé au point de prendre une figure nouvelle, car "rien ne montre mieux que ce bouleversement des grandes traditions politiques le péril auquel se sentaient exposés les alliés d'Occident" (H.F.:481) et tout semblait ainsi se confirmer lorsque la Guerre, qui devait se régler en quelques semaines, dura et dura au point de paraître interminable car "ainsi la guerre durait, se renouvelait sans cesse, détruisant toujours des vies humaines, engloutissant le capital de richesses accumulé par plusieurs générations. Sous cet effort monstrueux, bien des choses commençaient à fléchir en Europe" (H.F.:482). Pour Bainville, la Grande Guerre se résume ainsi à "quatre ans de tuerie et d'angoisses" (H.F.:486).

Tout cela révélait que la démocratie n'était pas une manifestation des pulsions de vie du peuple, mais de ses pulsions de mort. Elle désorganisait la figure de l'Enfant-Peuple, contrairement à l'autorité du Père-Roi qui lui donnait tranquillité, formation, paix et bonheur. Depuis le divorce national,

la Mère-Nation avait décidé de la mort du Père-Roi et elle s'était servie des passions désorganisées de l'Enfant-Peuple pour exécuter son projet. Devenu orphelin de père, le peuple se morcella en autant de rois qu'il contenait d'individus:

Qu'est-ce que l'histoire de la Troisième République? Le simple combat entre les forces de nature ou d'histoire, qui soutiennent, tant bien que mal, un peuple orphelin, et la bestiale logique de la Souveraineté du peuple, de son suffrage-roi (un vote, un homme). Pareil combat comporte un risque perpétuel des soubresauts révolutionnaires attachés à l'incontestable et solennelle légalité de l'anarchie. (15)

C'est ici qu'on peut voir la distinction essentielle qui s'établit, dans l'imaginaire bainvillien, entre la nation et le peuple; différence que la tendance républicaine n'effectue pas. La France n'est pas les Français; la Nation est quelque chose de plus que la somme de ses membres tandis que le Peuple n'est rien de plus que la somme de ceux-ci. Même lorsqu'il est stimulé par ses pulsions érotiques, l'immaturité chronique du peuple le ramènera toujours à ses pulsions de mort, à sa volonté de se hisser l'égal aux figures parentales, c'est-à-dire à la Nation et au Roi. Comme Narcisse, son admiration de lui-même le précipite, la tête la première, vers des aventures rocambolesques qui le mèneront à sa propre mort. La démocratie, comme l'explique Louis Dermigny dans sa psychanalyse du peuple américain, c'est la vénération de l'immaturité au pouvoir:

Trait commun des régimes démocratiques : l'électeur veut un élu à son image, miroir de sa propre médiocrité; en ce sens, la démocratie, avec son horreur sacrée de "l'homme", du mâle, n'est que la perversion du culte du moi, dégradé en complaisance pour le reflet des millions de petits moi sans intérêt et sans consistance; un narcissisme collectif. Et sans doute la masse des citoyens désire-t-elle ardemment le bien du pays, mais ce qui lui manque toujours, "c'est l'art de juger des moyens tout en voulant sincèrement la fin". (16)

On a pas à méditer longuement ce bout de texte pour reconnaître tout ce qu'il

(15) C. Maurras, préface à J. Bainville. op. cit. p. xi.

(16) L. Dermigny. op. cit. p. 36.

a hérité de Tocqueville et de Freud et les bainvilliens s'y rallieraient probablement "tout de go", eux, pour qui le peuple est immaturité, médiocrité, incapacité au pouvoir tel que semble le démontrer tragiquement la succession de ses chefs qu'il s'est donné, une fois devenu pleinement démocrate: les présidents de la Troisième République:

Sur les quinze chefs d'Etat de la Troisième République, quatre seulement allèrent jusqu'au bout de leur mandat : cinq démissionnèrent, deux furent assassinés, un devint fou, un autre mourut à son poste, un troisième fut contraint de démissionner, quand au dernier il mourut en prison. (17)

Voilà bien un triste bilan qui n'a rien de comparable aux longs règnes capétiens!

Mais il faut compter sur le fait que les autres peuples sont encore plus soumis aux pulsions de mort que peut l'être le peuple français. Ceux-là sont beaucoup plus violents, sinon sanguinaires. Un individu comme "Charles le Terrible ou le Téméraire, ambitieux et violent, à la fois Anglais et Portugais par sa mère" (H.F.:106) hérite de la violence portugaise, qui le mènera à "une mort misérable" (H.F.:109) et d'une ambition toute britannique, car on ne peut que parler du "besoin d'expansion du peuple anglais" (H.F.:73) et tel est le caractère doublement inquiétant du Téméraire. L'opinion publique anglaise est toute aussi dangereuse de déborder vers les mouvements de foule, comme lorsqu'elle "exigea la condamnation et l'exécution de l'amiral Byng" (H.F.:248). Mais devant la prospérité et l'habileté des commerçants français, la rancune anglaise et les jalousies viennent se dresser comme une volonté infranchissable:

Ce qui avait changé, c'étaient les dispositions du peuple anglais, celles des commerçants surtout qui s'apercevaient que l'expansion de la France leur avait enlevé en Europe une vaste clientèle. Le chômage, ce cauchemar de l'Angleterre, apparaissait et l'effrayait tandis que les politiques, dont Pitt restait le chef, étaient bien résolus à

(17) E. Weber. op. cit. (1986), p. 332, n. 51.

ne jamais accepter les agrandissements de la France.
(H.F.:348)

Bien sûr, les Allemands sont les pires. Pour Bonnefon, un mot résume ce qu'ils sont : un troupeau:

On écrit souvent que la discipline allemande est un résultat de l'éducation reçue. C'est vrai. Mais il serait plus juste encore de prétendre que l'éducation reçue, comme tout le reste, est un résultat de l'esprit d'obéissance...

Il en est ainsi depuis deux mille ans...

Les Allemands décorent cette obéissance du beau mot de fidélité. Un étranger qui les aime et les admire, Stewart Chamberlain, a écrit à ce propos : "Vous vous calomniez; la fidélité telle que la définit Karl Lamprecht c'est celle du chien. Votre fidélité est bien supérieure".

Est-ce bien sûr? -- C'est l'obéissance d'un homme à un homme. S'ils trahissent, c'est qu'ils ont changé d'escouade, ou de bataillon. S'ils s'affranchissent, c'est dans le domaine du rêve. Fouillez pourtant dans toute révolte de paysans germaniques, vous y trouverez le fantôme de Barberousse. Même invisible, il leur faut le chef.

Troupeau de moutons? Non! Pas toujours de moutons.
Troupeau! (H.A.:11-12)

Certes pas de moutons, car si les Allemands sont un peuple instruit, "une barbarie essentielle et congénitale", selon Muret, résiste en eux "à la diffusion des lumières" (G.II:8-9), car "forts de leur prétendue supériorité, les Allemands de l'Allemagne wilhelminienne rêvaient déjà de mettre la main sur le monde entier" (G.II:8). L'opinion publique allemande est francophobe, et elle l'est bellement. Déjà, dans la rivalité opposant François I^{er} à Charles-Quint, "l'opinion publique comptait, elle pesait sur les votes [des électeurs allemands pour l'empire] : on fit campagne contre François I^{er} dans les cabarets allemands" (H.F.:120), ce qui, effectivement, ne pouvait être ailleurs que dans les "cabarets" puisque les Allemands sont ivrognes. On sait d'ailleurs Luther afficha ses thèses sur la porte du "cabaret" de Wittenberg (18)!

(18) Cette allusion au "cabaret" donne à penser que l'élection de l'Empereur était une vaste consultation populaire, ce qui n'était sûrement pas le cas. En fait, il y avait sept princes électeurs sous lesquels "il y avait l'immense et complexe réseau de la noblesse territoriale allemande". Les votes s'achetaient bien, mais à coups de florins et non

Même immaturité partout ailleurs. Chez les Russes. Que sont ces contestataires qui, à leur tour, viennent de tuer, suite à un débordement populaire, leur Père-Tsar?

Mars 1917. Des ouvriers manifestent contre la guerre dans la banlieue de Pétrograde; des réservistes, arrachés à leurs charrues, se joignent aux braillards, et c'est la révolte, puis la révolution. (T.N.R.:7)

Et ils ont leur Marat en la personne de Lounatcharsky tel que décrit de façon si aimable par Jacoby:

Le sort m'a favorisé. J'ai comme compagnon de route le camarade Lounatcharsky lui-même, grand-maître de l'Université, dramaturge soviétique, conférencier marxiste et noceur fameux. Ce commissaire du peuple à l'esprit gris et terne de l'intellectuel dévoyé, du Homais de province, bavard et fielleux. Il consulte souvent avec complaisance un magnifique chronomètre en or, tout en échangeant nonchalamment quelques paroles avec un être de sexe féminin, engoncé dans de magnifiques fourrures. C'est la camarade Aniauta, épouse provisoire du commissaire soviétique.

A la gare de Tsarskoïé, une puissante quarante chevaux, luisante et vernis, attend le grand personnage. Il s'y engouffre avec sa compagne. L'auto, la montre de monsieur, les fourrures de madame -- tout cela est volé, évidemment. (T.N.R.:8-9)

Et que penser de ces nouveaux peuples? Ceux à qui la France a apporté son support libérateur et ses lumières intellectuelles? Ce sont des ingrats, rien de plus. Les Américains ont pu gagner leur indépendance grâce à l'appui français, ce qui n'empêche pas "les insurgés (qui traitèrent d'ailleurs sans nous attendre (1783))" (H.F.:265) de ne témoigner aucune gratitude envers la France. Un autre remerciement du genre vient de la Grèce qui, lors de la Grande guerre...

La Grèce que nous devons surveiller et désarmer après le massacre, par trahison, de marins français au Zappelon d'Athènes : moins d'un siècle après Navarin, quand la France s'était passionnée pour la liberté hellénique, ce guet-apens était son salaire. (H.F.:482)

Les peuples, comme des bébés dans un carré de sable, passent plus de temps à se lancer du sable dans les yeux et à se tapoter plutôt qu'à construire

de pots de bière. C'est une sorte d'anachronisme que nous verrons familière dans l'historiographie bainvillienne.

ensemble un château. Avec la démocratie, il y a tout simplement plus de liberté donnée aux bébés dans le carré... Il n'y a donc rien à attendre ni à espérer de leur immaturité.

IV.4 Intrication ou désintrication de la personnalité de l'Enfant.

L'immaturité du peuple le prive d'un tas de caractères autour desquels s'élaborent habituellement les affects d'une personnalité mature. Son corps est celui d'un enfant... et il n'y a aucune pédophilie ni chez les bainvilliens, ni parmi les figures parentales. L'Enfant-Peuple bainvillien n'a pas de référence, ni dans le petit tambour Joseph Bara ni dans le gamin de ruelles Gavroche comme dans les manuels républicains.

Il n'a donc pas non plus de personnalité complète et, à partir de ce moment-là, il est difficile de s'imaginer qu'il puisse y avoir une structure des pulsions. Parler d'intrication ou désintrication de la personnalité de l'Enfant-Peuple devient alors absurde. Pourtant, l'Enfant-Peuple est motivé par des pulsions et il est une projection des auteurs puisqu'ils ne peuvent identifier leur appartenance avec ce qu'eux considèrent comme devant être L'idéal de Moi du Peuple. L'Enfant-Peuple, malgré son esprit de sacrifice (sa figure idéalisée dans la virginité de Jeanne d'Arc) et son "vice gaulois" (sa figure avilie du syphilitique Jean-Paul Marat), demeure bien une réalité historique difficile à saisir, dont la caractéristique psychique est justement d'être ambivalente.

Le peuple, parce que et comme un enfant, est parfois bon, parfois méchant; parfois gentil, parfois cruel. Il suscite l'amour de la Nation et du Roi, mais pour lui-même, ne saurait être un objet d'investissement amoureux, non par manque de narcissisme, mais bien parce qu'il en a trop! Il se refuse à la raison, seul exercice érotique réalisable pour les bainvil-

liens. A l'opposé, le Père-Roi, figure toute positive, à aimer et aimante, catalyse toute la sympathie de ces auteurs. En lui, ils ont investi tous leurs affects positifs. Ce qui reste à la Mère-Nation, depuis sa folie suicidaire, c'est une haine sourde mais profonde. Ce qui reste à l'égard de l'Enfant-Peuple, une profonde méfiance.

L'Enfant-Peuple veut tout et ne sait pas ce qu'il veut. Il veut vivre, mais se sent aussi appeler par "un cri dans la nuit". Il se torture, souffre et, au lieu d'en éprouver toujours de la douleur, ce qui serait dans la logique des sensations, en tire une forte satisfaction. Mais ce qu'il désire aujourd'hui, il le refusera le lendemain. Pour cette raison, rien, pas même le masochisme de la répression ne peut le saisir ni le structurer. Car demain il voudra la paix et la douceur de vivre. Mais ce peut être le contraire aussi:

Il y a des périodes où des "accidents extraordinaires" font sentir aux peuples l'utilité du commandement. "Tant que tout est prospère dans un Etat, on peut oublier les biens infinis que produit la royauté et envier seulement ceux qu'elle possède : l'homme, naturellement ambitieux et orgueilleux, ne trouve jamais en lui-même pourquoi un autre lui doit commander jusqu'à ce que son besoin propre le lui fasse sentir..." Désirée en 1661 pour sa bienfaisance, l'autorité apparaîtrait comme une tyrannie en 1789 : déjà, sur la fin de son règne, Louis XIV a pu s'apercevoir que la France se lassait de ce qu'elle avait appelé et salué avec enthousiasme et reconnaissance. (H.F.:193)

Bref, une seule chose est certaine note Bainville en parlant de la frénétique nuit du 4 août : "Quand à la masse du public, elle interpréta cette hécatombe dans le sens de ses désirs, c'est-à-dire comme une délivrance de toutes ses obligations" (H.F.:284). Le peuple veut bien des libertés mais sans avoir à supporter le fardeau des responsabilités qu'elles incombent. Alors?

Le Peuple n'étant pas structuré, il ne peut avoir de tendances suicidaires puisqu'il ne peut distinguer, contrairement à la Mère-Nation, entre la

volonté de vivre et celle de mourir. Ses pulsions seront donc toujours instables, faisant parfois ressurgir les pulsions érotiques (le relèvement national, le travail du peuple, son bon sens, son conservatisme paysan, son esprit de sacrifice, etc.); parfois les pulsions de mort (la guerre civile, les agressions contre des ennemis plus forts, les coups d'Etat, les émeutes et leurs répressions, etc.), mais plus grave, il n'a pas conscience du moment où ses impulsions proviennent soit de la vie, soit de la mort. Cette ambivalence permanente le rend vulnérable. Face à la névrose obsessionnelle bainvillienne, qui nécessite une soif de sécurité et de stabilité, cette figure infantile est tout ce qu'il y a de plus inquiétant et ne peut générer, de sa part, que des affects négatifs des auteurs.

De plus, la figure de l'Enfant-Peuple s'oriente vers l'Oedipe, c'est-à-dire qu'elle préfère la Nation au Roi comme objet d'investissement amoureux; qu'elle décide d'appuyer la Mère-Nation dans sa volonté de liquider le Père-Roi et va même jusqu'à l'exécuter de ses mains. Ce n'est plus le crime d'un illuminé fanatique, Jacques Clément ou Ravailiac qui pouvaient assassiner un roi sans tuer la monarchie, mais un crime collectif dont le sang retombe sur la tête de chacun des individus qui constituent le peuple, donc de Bainville et des siens également. Pour eux, qui ont fortement introjecté la figure paternelle, ce crime est devenu une complicité traumatisante insupportable, comme peut l'être celui des tendances suicidaires de la Mère-Nation avec laquelle ils s'identifient par la bande. Mais, comme dans ce cas où la jalousie des autres mères supportait le poids de la tension inavouable, ici, c'est l'immaturité qui explique cet agissement contre-nature du peuple.

Complice malgré lui d'un crime qu'il réprouve, participant à un régime qui trahit ses affections, Bainville en vient à ne plus voir que ce côté mortel de la figure du Peuple, d'où ce matériel abondant sur les pulsions de

mort de l'Enfant-Peuple. Sa culpabilité pose cependant problème. Immature, il devrait être innocenté. Mais si le peuple a exécuté les basses oeuvres de la Mère-Nation, ne l'a-t-il pas plutôt entraînée vers sa tendance suicidaire et ainsi amenée à renier le roi au profit d'un idéal de monarque prussien et de modèle allemand de société? En quelques mots, à l'intérieur de la relation oedipienne qui lie la Mère-Nation à l'Enfant-Peuple, qui des deux a été le premier séduit par la figure de Frédéric?

Dans la formulation du texte, comme on a pu le voir, c'est l'opinion publique qui a été séduite la première par Frédéric (H.F.:236). Ce serait donc l'Enfant-Peuple, en prenant en otage ses liens affectifs directs avec la Mère-Nation qui aurait conduit cette dernière à l'hécatombe révolutionnaire, au déséquilibre politique, reflet du déséquilibre psychique. Rosbach étant le moment de la conviction maternelle à la séduction de l'opinion (H.F.: 250 -251). La tension ganymédiennne qui unit les bainvilliens à la figure paternelle royale entrerait donc en conflit avec la tension oedipienne qui unit la Mère-Nation à l'Enfant-Peuple. Il est évident qu'il y a un état psychotique puisque deux étrangers (Frédéric et l'Enfant-Peuple) sont venus interrompre une liaison affective érotique et particulière entre le Père-Roi et les historiens, identifiés ici avec la Mère-Nation par la bande des classes moyennes "alliées naturelles" du roi! Le plan de l'histoire consisterait alors à reprendre la vengeance de Médée, c'est-à-dire montrer comment la tendance suicidaire de la Mère-nation pousse au sacrifice physique les membres de l'Enfant-Peuple et comment l'Enfant-Peuple, par son "vice gaulois" et ses guerres étrangères mal préparées épuise et exsangue la Mère-Nation. Les bainvilliens resteraient alors seuls à se bercer avec un Moi idéal, complètement absorbé par l'amour qu'ils prêtent et investissent dans cette figure paternelle empaillée, statufiée comme le Cavalier de bronze si cher à Louis Bertrand, en attendant que l'inéluctable arrive... Mais le résultat d'un

tel complot de famille chargé d'amener l'ordre bainvillien à l'Histoire pourrait aboutir à un désordre encore bien plus grand:

Les événements de 1940-1944 allaient démontrer que la poursuite acharnée de l'ordre pouvait conduire au désordre. Ce désordre, à son tour justifierait des dispositions encore plus désespérées, donc encore plus excessives : on sera prêt pour finir, à sacrifier beaucoup de Français pour le salut, pour l'amour de la France, ou tout au moins d'une certaine idée de la France.

Il y a là une tradition, pas seulement française, d'amour absolu de la patrie et sinon d'aversion, du moins de dédain, des citoyens qui l'habitent. Or le dit de Clémenceau, de de Gaulle, et l'on se souvient que Stanislas de La Rochefoucauld, alors qu'on suggérait devant lui que Pétain aimait les Allemands rétorqua : "Le maréchal n'aime déjà pas les Français, le maréchal n'aime personne". Beaucoup leur sera pardonné, parce qu'ils aimaient la France. Mais les Français? (19)

De la jalousie à la rancune, de l'envie au meurtre, les bainvilliens démontreront souvent envers l'Enfant-Peuple un mépris profond. Il y a un refus du peuple derrière le refus de la démocratie comme il y a un refus intellectuel [donc érotique] qui a empêché l'historiographie bainvillienne de s'élaborer une sociologie des Français (20). Des théories sur les classes sociales, l'organisation sociale, le mouvement et le changement social, tout ce qui, à la même époque stimulait les travaux de Durkheim, de Weber, d'Halbwachs et de Pareto demeure, pour cette raison purement affective et symbolique, étranger à Bainville comme à Maurras. Les bainvilliens ne veulent pas connaître le peuple. Ils parlent des classes moyennes comme d'un succédané à des personnes bien concrètes qui représentent le milieu dans lequel ils ont vécu et non pas comme d'un groupe social cohérent, objectivement saisissable. En fait, l'utilisation du mot "classes moyennes" semble beaucoup plus compréhensible comme substitut symbolique permettant, par médiation, d'identifier la Mère-Nation aux historiens, un peu comme le moyen terme du

(19) E. Weber. op. cit. p. 640.

(20) Rappelons cette anecdote d'Ariès venu voir le marquis de Roux pour lui offrir de parrainer un cercle d'Etudes sociales, en 1938, ce que le marquis rejeta sous prétexte qu'il n'y aurait pas de leçons politiques à tirer d'un tel projet! P. Ariès. Un historien du dimanche, Paris, Seuil, 1980, p. 58.

syllogisme. Aux yeux des bainvilliens, l'immaturation et la désobéissance violente du peuple le conduiront toujours à un doigt de se faire haïr. Les bainvilliens ne seront pas loin de penser comme ce grand "pédagogue" du XVII^e siècle, le cardinal de Bérulle, qui disait de l'état infantile que c'était "le plus vil et le plus abject de la nature humaine, après la mort" (21). Et le doux Bainville pourrait se transformer en son collègue, le cruel Jean Jacoby, certes le plus médiocre et le plus démagogue aussi des bainvilliens, qui ressent de manière exaltée l'exécution de la famille tsariste et pour qui le peuple qui a commis un tel sacrilège est inférieur aux chiens de ses aristocrates:

Les chiens de Tsarskoïé..., ces modestes compagnons d'une grande infortune méritent un souvenir ému... tous ces petits êtres innocents et fidèles partageront l'exil de leurs maîtres... Plus tard, l'un des assassins de la famille impériale, Yakimof, raconta qu'il aperçut le chien gémissant à la porte, close pour toujours, de l'appartement de ses maîtres. Le misérable lui-même en fut ému de pitié : "Pauvre petite bête, pensa-t-il, c'est en vain que tu attends!" Que devint ensuite le petit bull dans la tourmente?

Et, chose singulière, ces serviteurs à quatre pattes apportèrent plus tard leur aide inconsciente à la justice pour venger leurs maîtres. Dans les puits de mine où les bolcheviks avaient jeté les ossements calcinés de leurs victimes, le juge d'instruction Sokolov trouva le cadavre de la petite chienne Jinny, humble martyre de sa fidélité, que les assassins avaient négligé d'anéantir. C'est le muet témoignage de ce petit corps qui permit de confirmer le crime. Et pendant ces mêmes jours on reconnut dans les rues d'Ekaterinbourg l'épagneul du Tsarévitch, Joy, ce qui amena l'arrestation de son nouveau maître, Letemine, l'un des régicides. Le sort de Joy fut plus heureux que celui de ses deux autres compagnons; recueilli par Koltchak, il fut envoyé en Angleterre où il vécut des jours tranquilles... (T.N.R.: 12-13)

(21) Cité in J. Gélis, M. Laget et M.-F. Morel. Entrer dans la vie Naissances et enfances dans la France traditionnelle, Paris, Gallimard, col. "Archives" # 72, 1978, p. 28.

Secondes conclusions

Toute cette seconde partie, consacrée au symbolique dans la représentation collective de l'histoire tel que suggéré par les écrits bainvilliens, repose sur la deuxième expérimentation proposée dans notre cadre théorique initial : peut-on opérer, sur l'historiographie bainvillienne une herméneutique capable d'explicitier un ou des sens latents qui n'apparaissent pas avec évidence ou qui ne relèvent pas de l'analyse critique en histoire? De plus, peut-on reconnaître qu'il y ait identité totale ou partielle entre les textes concernés et l'interprétation approximative que nous en faisons? Enfin, en choisissant l'herméneutique freudienne comme outil d'interprétation, avons-nous "remythifié" le texte plutôt que de le "démythifier"? Selon les résultats obtenus et les réponses apportées à ces questions, nous pourrions reconnaître qu'à l'intérieur de la philosophie de l'histoire, il y a un espace où agit l'inconscient qui parvient à "infiltrer" la pensée d'affects interattractifs entre la libido des individus et la psychologie collective.

1^e. Peut-on opérer, sur l'historiographie bainvillienne une herméneutique capable d'explicitier un ou des sens latents qui n'apparaissent pas avec évidence ou qui ne relèvent pas de l'analyse critique en histoire?

La réponse est oui, sinon ces deux-cent trois dernières pages ne seraient que pure fiction. Il y a bien présence de sens latents au-delà de ce qu'énonce le texte bainvillien, et ces sens ne peuvent transparaître par la seule analyse critique de l'historiographie. Des concepts comme ceux de Mère-Nation, de Père-Roi et d'Enfant-Peuple n'apparaissent nulle part dans l'Histoire de France de Bainville, aussi une lecture critique ne pourrait

les expliciter du texte même. Pourtant, les "deux mamelles" de la France, le "bâton de commandement" et le "petit homme" sont des figures bien présentes, implicites au discours des Bainville, Bertrand et Maurras et elles ont une fonction bien précise, une signification profonde, non intellectuelle mais affective qui réorganisent le discours sur un plan totalement étranger à celui sur lequel on prétend organiser le discours historiographique. L'utilisation de ces concepts peut permettre de révéler quelle est cette réorganisation affective du discours de l'histoire. C'est de cette façon qu'on a pu connaître le sens de l'Histoire de France non seulement comme celui d'une histoire nationale, mais aussi d'une histoire familiale. Cette parenté n'est pas seulement rhétorique, elle est bien réelle dans la mesure où on veut faire partager la conviction qu'elle existe vraiment, sur le même principe qui nous pousse à accepter la réalisation de l'historicité à partir du moment où on se reconnaît en faire partie et la partager avec nos proches.

L'affectivité dépend de deux choses dans le cas bainvillien. D'abord, de la structure familiale objective propre aux classes moyennes françaises, petites-bourgeoises, du tournant du siècle et dans laquelle ont majoritairement évolué les familles privées de nos auteurs aussi bien qu'une bonne partie de celles de leurs lecteurs. Il y a là un premier terrain commun. Cette famille petite-bourgeoise est dite nucléaire car elle s'organise autour d'un noyau constitué du père, de la mère et de quelques enfants. Elle n'est plus cette famille élargie, paysanne, d'Ancien Régime. Deuxièmement, de la projection subjective que les historiens ont reproduite dans l'élaboration de leur discours historiographique de la France où cette structure familiale a conditionné la structure psychique individuelle des auteurs qui l'ont transposée, telle qu'ils la ressentaient, sur la façon de percevoir et de comprendre le développement collectif. Cet élément est important et seul un facteur comme la névrose obsessionnelle pouvait le révéler dans l'articulation des

deux niveaux de structures : public et privé. Mais la névrose obsessionnelle n'est pas le point de départ en soi, elle en est plutôt l'aboutissement et l'herméneutique nous a permis d'effectuer un travail à rebours et de remonter à la source de cette névro. dans les figurations symboliques qui se dissimulent sous la narration d'événements qui semblent tout aussi loin des émotions que l'être de son reflet. De la projection de la névrose à partir de l'angoisse de l'étouffement [de la France], nous avons remonté jusqu'à une introjection bainvillienne des figures parentales, parcourant ici le chemin à l'envers qui conduit de l'introjection du public dans le privé à la projection du privé dans le public. Ainsi, la philosophie de l'histoire n'est plus seulement question de pensées, mais aussi affaire d'affects.

De ce passage de l'introjection à la projection, nous pouvons observer que a) la symbolique bainvillienne de l'histoire est suffisamment personnelle pour qu'on ne la retrouve pas intégralement et obligatoirement dans toutes les autres formes d'historiographie qui lui sont contemporaines, telles les histoires républicaines ou marxistes; b) que la symbolique bainvillienne de l'histoire repose malgré tout sur un fonds collectif de la représentation collective et historique capable de résonner sensiblement à ce discours puisqu'une grande partie des lecteurs partagent ce même fonds avec les auteurs mais sans pour autant qu'ils en viennent nécessairement et spécifiquement à se rallier à cette tendance. C'est ainsi que la conscience historique bainvillienne, tout en ayant ses caractères propres, cesse d'être individuelle et privée pour accéder à une certaine conscience collective et publique, même limitée.

Tout cela échappe à une analyse critique de l'historiographie qui se bornerait à comparer la structure logique et l'articulation intellectuelle ou encore à un dépouillement de cette structure logique pour y voir seulement

les intérêts idéologiques particuliers, ce que nous avons fait dans la première partie et ce que nous ferons dans la troisième.

2^e. Peut-on reconnaître qu'il y ait identité totale ou partielle entre les textes concernés et l'interprétation approximative que nous en faisons?

L'herméneutique nous a montré que le discours latent était tout aussi logique et cohérent dans sa structure que pouvait l'être l'historicité. Les symboles sont nombreux et moins qu'une compilation, nous avons voulu plutôt dégager l'articulation des trois symboles majeurs qui lient les signifiants aux signifiés, puis au sens ultime de l'histoire. Conformément à ce que d'autres herméneutes ont noté dans leur domaine, les signifiés sont singulièrement simples : la France est une famille nationale engagée dans une déchéance. On peut dire que les symboles servent à l'économie des affects à l'intérieur d'un réseau d'échanges entre les différentes figures parentales-nationales : amour de la Mère-Nation, puis haine pour le Père-Roi; amour de la Mère-Nation pour l'Enfant-Peuple; amour du Père-Roi pour la Mère-Nation et l'Enfant-Peuple; amour de l'Enfant-Peuple pour la Mère-Nation... sa haine pour le Père-Roi...

Cette économie des affects ne s'exprime pas de manière aussi crûe et le travail de l'herméneutique vise à la faire jaillir du texte banal où elle est enfouie sous l'information et l'explication. Ainsi, l'amour de la Mère-Nation pour l'Enfant-Peuple s'exprime par la richesse nutritive de son territoire exceptionnel riche et fécond; sa haine pour le Père-Roi par la façon dont elle le malmène dans les moments de révolution; l'amour de l'Enfant-Peuple s'exprime par son sacrifice inépuisable à Orléans et à Verdun et sa haine par les émeutes révolutionnaires et les répressions sanguinaires, etc. Les comparaisons sont latentes dans le texte bainvillien et l'approximation peut seule donner un sens, aussi l'interprétation n'a-t-elle pas été superposée

de l'extérieur au texte, mais s'est dégagée progressivement d'un dépouillement des différents symboles contenus dans le texte.

Par contre, s'il était possible de faire coïncider parfaitement et hors de tout doute possible l'interprétation herméneutique et le texte interprété, il n'y aurait plus alors de problème herméneutique et nous atteindrions l'utopie positiviste de la science. Ce de quoi nous parlons ne serait plus distinct de ce que c'est en réalité. Force est de reconnaître qu'une distance existera toujours entre l'interprétation et l'objet interprété. L'analyse épistémologique et idéologique du texte bainvillien travaille essentiellement sur la dimension publique de l'Histoire de France, la politique nationale, les symboles sociaux. L'herméneutique dégagera la signification de l'Histoire de France en travaillant sur sa dimension latente, la famille, les symboles libidineux. Comme ceux-ci ne se donnent pas immédiatement, on ne peut les atteindre que par les symboles sociaux qui servent de transit aux sens. La Nation devient la Mère, le Roi le Père et le Peuple l'Enfant; des identités nous passons aux approximations. Rien ne paraît plus banal que cette organisation affective qui reproduit la famille.

Les différents extraits que nous avons soumis à la lecture herméneutique nous raconte l'histoire du père et de la mère. Bien sûr, il ne l'a pas prise sans une certaine violence, mais en procédant ainsi, il l'a libérée de son milieu originel turbulent et l'a rendue consciente à elle-même, moins dans son identité propre que dans sa fonction... Il l'a emmenée faire un voyage de nocce en Italie (1) où, pour la seule fois peut-être de sa vie

- (1) L'historien italien G. Prezzolini écrit, dans son très beau livre Les legs de l'Italie, Paris, Payot, col. "Bibliothèque historique", 1949, p. 217 : "Mais pour tous, l'intérêt qui domine est l'intérêt esthétique : l'Italie est le pays des arts. Nous pourrions appeler les années 1900 à 1914 la période de la lune de miel. Les progrès et l'amélioration de l'Italie sous tous les aspects de la vie sont si nets que de nombreuses parties du monde, proviennent des paroles d'encouragement: économistes et hommes politiques se joignent aux touristes et aux artis-

conjugale, elle a vraiment joui de son époux (2). Par après, elle a tenu son rôle d'épouse, fidèle et tendrement aimante, pratiquant son devoir sans déplaisir, mais sans enthousiasme non plus. Elle a toujours pris soin de son enfant comme de son époux, et lui, il a toujours su la défendre et protéger sa famille contre les périls extérieurs et les égarements intérieurs. Pour sa part, l'enfant a grandi, s'est développé parfois dans l'obéissance, parfois dans la désobéissance, mais toujours, tant qu'il a été dans le sein familial, il a été justement mais jamais excessivement puni et la sécurité lui a toujours été assurée.

Puis, il est passé... Sans doute, ce bel étranger qui s'est profilé à l'horizon a-t-il bouleversé le destin de cette honorable famille bourgeoise... Sans doute est-il apparu d'abord plus jeune aux yeux de l'enfant séduit par sa prestance. La mère elle-même s'est-elle laissée entraîner à rêver et s'est-elle trouvée déçue lorsqu'elle l'a comparé à son époux ventru et ennuyeux? Et ce séduisant étranger, pourtant ô combien vicieux, a jeté l'émoi dans les coeurs et entraîné la famille vers la déchéance et la désunion. L'enfant l'a pris comme modèle et la mère en est venue à éprouver un ardent désir, et, comme un personnage d'Alexandre Dumas, elle s'est laissée conduire jusqu'au crime allant, avec la complicité de l'enfant, jusqu'à écarter le père avec violence, le condamnant à l'exil comme à la mort. Le crime commis, le bel étranger en profita pour tirer son épingle du jeu, laissant la mère alterner entre la neurasthénie et la folie suicidaire et l'enfant sombrer dans la délinquance et le vandalisme.

tes pour rendre hommage à la population industrielle, à la beauté du pays, à la bonté du peuple, à la nouvelle littérature florissante" (souligné par moi, j.-p. c.). Ce pourrait être là, parmi ces touristes enthousiastes, le couple bainvillien Louis XII-France transposé de 1900-1914 à 1495-1506? Voir ce que dit également du "traditionnel voyage de noces en Italie" A. Martin-Fugier. La bourgeoise, Paris, Grasset, coll. "Figures", 1983, p. 73 sq.

- (2) "Une épouse qui se donne trop facilement à son mari s'expose à ne plus être respectée..." A. Martin-Fugier. ibid. r. 89 sq.

Cela pourrait s'intituler "Grandeurs et misères d'une famille bourgeoise", mais le ton n'en serait sûrement pas balzacien. Un mauvais lecteur pourrait même croire que c'est là un sujet facile pour un mauvais mélo construit sur la criminalité conjugale courante à cette époque et qu'une étude récente vient de révéler (3). Mais si L'Histoire de France est un récit où le débordement des passions rejoint le dénouement tragique des attentes, Bainville n'est pas un romanesque et écarte son sujet loin du mélodrame sans s'apercevoir qu'il le rapproche du drame ibsénien où l'exaltation des personnages répond à leurs tourments intérieurs. L'Histoire de France est, à sa manière toute pudique, une oeuvre digne de figurer à côté de "Romersholm" et d' "Hedda Gabler".

3^e. En choisissant l'herméneutique freudienne comme outil d'interprétation, avons-nous "remythifié" le texte plutôt que de le "démythifier"?

Le choix de l'herméneutique freudienne est un choix propice pour le texte bainvillien. Il s'impose de lui-même parce que les autres herméneutiques ne s'engagent pas à révéler l'inconscient d'une oeuvre littéraire. Le marxisme peut bien révéler la position de classe, mais son concept de "fausse conscience" ne se confond nullement avec celui d'inconscient. La méthode d'Eliade n'est pas seulement critique, mais religiologique et prétend fonder la religion non seulement sur l'aspiration au divin, mais sur sa claire conscience. Dans l'historiographie bainvillienne, il n'y a pas de place pour le divin. Il reste donc l'inconscient comme refoulement tel que proposé par Freud.

L'Histoire de France démythifiée est celle d'un ensemble de conflits familiaux dont les incidences politiques sont multiples. Derrière sa loi de répétition historique, il y a une compulsion de répétition qui exprime

(3) Voir J. Guillaud. op. cit. 348 p. Pour ceux qui trouvent ce scénario un peu trop tiré par les cheveux n'ont qu'à lire le récit d'A. Lanoux, "La mystérieuse affaire Steinheil" in G. Guilleminault. La Belle Epo-

une névrose obsessionnelle où l'angoisse de l'étouffement est plus réel que la menace historique elle-même. Elle exprime une appréhension de l'invasion étrangère, un refus de la perte du Père-Roi, mais permet surtout de médiatiser les rapports entre le privé et le collectif. Si nous en sommes venus à conclure qu'il y avait identification de Bainville avec la France par la médiation des classes moyennes d'une part et sentiment de culpabilité dans cette identification à partir des tendances suicidaires "inexplicables" d'autre part, c'est à partir de la désidentification des pulsions telle que la révèle le texte bainvillien lui-même en ce qui concerne son tableau de la Mère-Nation France. L'état d'abandon maternel, de résignation, de sénilité et de volonté de mort chez celle-ci ne peut entraîner qu'une répulsion inavouée comme le refus du sentiment de culpabilité se retrouve dans le processus de la névrose obsessionnelle. C'est, à la fois, l'identification et la culpabilité qui font de la névrose obsessionnelle la particularité significative de La France de Bainville.

Le Peuple est l'instrument du suicide national, comme il pourrait en être aussi l'instrument de relèvement, mais son immaturité, son ignorance, son incapacité d'accéder à la maturité, c'est-à-dire à la raison, en font un être incomplet où les passions se bousculent au gré des pulsions. La mort domine plus souvent que la vie. Issu du peuple, Bainville s'en détache en s'identifiant à la nation par ses classes moyennes. Cette mobilité de l'identification rejoint plutôt une crise narcissique qui refuse son Moi idéal pour un Idéal de Moi dans la réalité inatteignable, mais compris également dans le processus de la névrose obsessionnelle.

Enfin, il y a le Père-Roi, protecteur, il peut seul apaiser les angoisses qui accompagnent la névrose. Il est présenté comme la tête, l'intelli-

que, Paris, Denoël, rééd. Livre de poche, col. "Le roman vrai de la III^e République", 1958, pp. 313 à 363.

gence et l'autorité, mais il est aussi le coeur, le corps, enfin surtout, l'objet d'investissement érotique. Il est celui avec qui les bainvilliens ont élaboré une relation particulière. Un amour excessif dans lequel ils s'annihilent complètement, au point de quitter même l'identité de la Nation. Rejeté par la conjuration de la Nation et du Peuple, ce qui les force à partager une culpabilité intolérable, le Roi peut seul rééquilibrer la société française, c'est-à-dire l'équilibre psychique bainvillienne. Dans la réalité, il n'y a plus qu'un prétendant, un exilé, qui attend patiemment qu'on le rappelle, dépouillé de ses droits et de ses privilèges. Le père, c'est la vie. Comme l'écrivait Maurras dans Au signe de Flore en 1931 : "Pour que vécut la France, il fallait que revint le Roi" (4), et la France, c'est eux.

Si tout cela représente une "démystification" intellectuelle de l'historiographie bainvillienne, ne s'agit-il pas aussi d'une "remystification" émotionnelle basée sur la seule vision freudienne des pulsions? En fait, est-ce bien là la bonne signification de l'historiographie bainvillienne ou n'est-ce pas plutôt ma projection individuelle sur un objet pris dans le passé? Devrais-je faire comme Besançon et ne pas tirer les conclusions qui semblent s'imposer? En fait, la question n'est pas là. L'important est que cette herméneutique freudienne nous met-elle vraiment en contact avec ce que fut l'inconscient collectif exprimé par les Maurras, Bainville ou Bertrand? Face à toutes les imprécisions et à toutes les incertitudes dont notre monde scientifique ne se contente nullement, peut-être faut-il s'en tenir au fait qu'une porte ouverte sur l'inconscient d'un individu permet de passer "de l'autre côté du miroir" et accéder dans l'inconscient d'un autre individu, voire d'une collectivité?

Quoi qu'il en soit, je tiens cet érotisme ganymédien au père comme la relation érotique majeure qui a donné naissance et qui anime tout le projet

(4) C. Maurras, cité in J.-J. Chevallier. op. cit. p. 295.

historiographique bainvillien. Elle est la seule totalement positive, bien qu'elle implique un investissement objectale absolu [et absurde] et que sa négation camoufle, par la sublimation et les pulsions inhibées quant au but, sa vraie nature sous le besoin nécessaire de l'ordre et de l'autorité. Mais il faut considérer qu'en faisant ainsi, l'historiographie devient, à la fois, manifestation, aveu implicite de la situation névrotique et thérapeutique de cette même névrose. Ce qu'on appelle la "thérapie par l'aveu" (5). Cet ersatz de l'action révèle en même temps qu'il soulage le fardeau porté par les auteurs. Faisant de l'ordre et de l'autorité l'enseigne de son interprétation du plaisir face à la réalité, l'historiographie "avoue" par un détournement subtile, ses fantasmes ganymédiens comme de sa responsabilité coupable d'avoir perdu l'objet d'investissement.

La question ouverte demeure cependant combien de gens, dans une population, ont pu éprouver de tels désirs, de façon plus ou moins intensive et à des degrés divers tandis que l'autre partie de cette population éprouvait les désirs contraires. Sans doute ne le saura-t-on jamais. Il faudra pour le savoir, ou du moins se donner une idée approximative, autant de témoignages que ceux laissés par Ariès dans Le temps de l'histoire. De plus, et ce n'est pas pour faciliter les choses, il faudrait une enquête subtile, des questionnaires eux-mêmes porteurs du sens latent, car seul l'inconscient peut révéler l'inconscient. Nous devons donc nous contenter de considérer deux dimensions du problème 1^e, l'attraction exercée par la diffusion de masse de l'historiographie bainvillienne dans tous les milieux de la France depuis sa publication en 1924 jusqu'à ses rééditions actuelles; 2^e, le fait que, malgré ce rayonnement, ni le projet d'Action Française, véhiculé par l'historiographie ni ce symbolisme ganymédien ne se sont absolument réalisés. Le symbolisme libidineux et le symbolisme social se sont donc bien rencontrés,

(5) Sur la "thérapie de l'aveu", voir M. de Certeau. op. cit. p. 156 sq.

mais entre l'individu Bainville et la collectivité française entière.

En ce sens, les conclusions tirées de cette dimension de la connaissance historique bainvillienne est cohérente avec un état particulier de l'inconscient historique français au début du XX^e siècle.

TROISIEME PARTIE

LA MORALISATION

Il n'est d'historiographie vivante
que l'historiographie engagée.

C.-O. CARBONELL
Histoire et historiens, p. 450.

Il semble banal de dire que l'idéologie est le produit de l'idéologique comme les images le sont de l'imaginaire et les symboles du symbolique. Il faut le faire parce que c'est à partir du concept d'idéologie qu'on a abordé le plus souvent les productions mentales comme si elles n'étaient que de l'idéologie. Pourtant, l'idéologie n'est qu'une dimension parmi d'autres de la représentation, et pas toujours la plus importante, ni la dominante. D'autre part, l'idéologie est toujours fort mal jugée, lui associant une connotation négative : le mépris de Napoléon pour les "idéologues" Destutt de Tracy ou Benjamin Constant n'est que le départ d'une longue tradition dédaigneuse qui se poursuit toujours, telle que nous l'avons vue dans la définition que Le Goff donne de l'idéologie comme "perversion" des idées (1). Ce problème reflète surtout la longue ambiguïté de la définition à donner au concept d'idéologie. Déjà, au milieu du XX^e siècle, Karl Mannheim en distinguait deux, une définition "particulière" et une définition "totale":

The particular conception of ideology is implied when the term denotes that we are sceptical of the ideas and representations advanced by our opponent. They are regarded as more or less conscious disguises of the real nature of a

-
- (1) L'idéologie "perversion" des idées est révélatrice de la nature symbolique de ce rejet de l'idéologie qui serait refus de l'Histoire, car l'Homme, acceptant le fait idéologique, résignerait sa pureté et son innocence originelle. Par le fait même, ce serait également l'acceptation de l'humanité de l'Histoire et de la maturité de la représentation sociale. Accepter l'idéologique, c'est, en définitive, reconnaître la culpabilité de l'Histoire et renoncer à l'innocence du devenir (voir supra p.326-327), un geste qui répugne toujours aux hommes bercés de bons sentiments!

situation, the true recognition of which would not be in accord with his interests. These distortions range all the way from conscious lies to half-conscious and unwitting disguises; from calculated attempts to dupe others to self-deception. This conception of ideology, which has only gradually become differentiated from the common-sense notion of the lie is particular in several senses. Its particularity becomes evident when it is contrasted with the more inclusive total conception of ideology. Here we refer to the ideology of an age or of a concrete historico-social group, e.g. of a class, when we are concerned with the characteristics and composition of the total structure of the mind of this epoch or of this group. (2)

Bruno Hébert donne également trois définitions possibles de l'idéologie, deux qui ramènent l'idéologie "au sens strict" et "au sens étroit", et une "au sens large" qui recoupe à peu près les distinctions suggérées par Mannheim. L'idéologie "au sens stricte" est un projet (ce que Mannheim appelait plutôt l'utopie), "au sens étroit", un camouflage (la première définition d'idéologie de Mannheim) et "au sens large", un reflet (la seconde définition).

L'idéologie-reflet, c'est la définition que donne aussi le dictionnaire Robert : "l'ensemble des idées, des croyances et des doctrines propres à une époque, à une société ou à une classe" (3); définition peu propice à servir comme instrument d'étude, elle relève surtout de la constatation au niveau social d'une activité mentale. Un peu comme la fameuse "superstructure" des marxistes. Nous ne la retiendrons pas ici.

L'idéologie-camouflage:

Il s'agit donc d'une opération mentale qui élabore de bonnes raisons, apparemment bien fondées et logiquement satisfaisantes, pour justifier des conduites dont les motivations réelles sont censurées et refoulées. Parce qu'elle rend inconscient ou subconscient ce qui serait inavouable, elle assure la bonne conscience indispensable à l'action; comment agir, en effet, sans être convaincu qu'on a raison? Le doute, l'hésitation, la mauvaise conscience sont des entraves qui gênent, retardent ou paralysent la capacité pratique d'atteindre des

(2) K. Mannheim. Ideology and Utopia, New-York, Harcourt, Brace & World, "Harvest Books" # HB3, 1936, p. 55-56.

(3) Cité in B. Hébert. op. cit. p. 329-330.

buts. (4)

Cette définition de l'idéologie a l'avantage de jeter un pont entre l'activité symbolique et l'activité idéologique. La signification des symboles reste lisible au niveau de l'inconscient, mais perd toutes ses vertus lorsqu'elle atteint à nouveau la conscience. Pour la faire accepter, il faut un processus de justification et de normalisation capable d'effectuer l'heureuse alchimie qui transformera des motivations secrètes en intérêts profitables. Sans doute revenons-nous ici à la fameuse "perversion", en tout cas, on prête une intention bien machiavélique à l'idéologie puisqu'elle écarte le jugement moral de nos motivations pour permettre à l'action d'atteindre ses buts, quels qu'ils soient.. Malgré un scénario simpliste, cette définition présente les deux bases de l'idéologie (ou les deux produits de l'idéologique) que sont la morale (jugements et valeurs) et le projet d'action (concrétisation et réalisation).

L'idéologie-projet enfin, celle du "sens strict", produit pur de l'activité idéologique de la conscience et que Hébert distingue dans ses cinq phases:

1^e. C'est un système de pensée : l'idéologie se présente sous forme rationnelle, c'est-à-dire qu'elle est tirée de concepts, de jugements et de raisonnements. C'est une pensée présumément "adulte"...

En ce sens, l'idéologique poursuit directement le travail de l'imaginaire. Il lui donne créance, le consolide, l'empêche de sombrer corps et âme dans un langage symboliste (qui serait l'aboutissement d'une suractivité du niveau symbolique de l'inconscient). Ce ne sont pas des sentiments que produit l'idéologique -- d'où la différence essentielle qui s'est imposée à la longue entre l'idéologie et les mentalités --, mais des raisonnements,

(4) J.-W. Lapierre, cité in B. Hébert. ibid. p. 324-325.

puis des valeurs chargés de recouvrir -- et on voit ici nettement le lien avec la définition donnée précédemment de l'idéologie-camouflage -- les sentiments, motivations et émotions qui se sont raccordés à l'activité de l'imaginaire.

2^e. C'est un système dynamique de pensée : l'idéologie est un projet, c'est-à-dire qu'elle est tournée vers l'action.

C'est-à-dire aussi la moralisation : c'est la définition que nous avons opposée à celle de Le Goff où nous considérons l'idéologie comme "une mise en pratique de la poursuite de l'historicité dans l'Histoire et de ses charges significatives qui s'ancreront dans des institutions (officielles ou dissidentes) et dont le but sera de maintenir un consensus le plus large possible autour de cette pratique". C'est une logique inhérente à la philosophie qui se poursuit dans l'action. Marx en avait fait une évidence et la pensée marxiste, après lui, en avait dégagé le concept de "praxis". mais le passage de la philosophie à l'action ne se fait pas automatiquement, comme un réflexe. La dynamique doit se faire morale si elle veut parvenir à ses fins, c'est-à-dire opérer directement sur l'activité rationnelle, réflexive et justificative de la conscience.

3^e . Présument fondée sur l'évidence et le bon sens, elle est non seulement rationnelle, mais aussi -- selon toute apparence -- raisonnable. Parfois même impérieuse. Par contre, c'est une pensée "chaude" que le feu de l'action rend difficile à juger.

Si l'idéologie plonge ses racines dans la conscience, elle tend sa tige vers le réel bien extérieur à l'être. C'est l'activité politique de l'idéologie qu'on a toujours privilégiée dans les études, mais ce peut être n'importe quelle activité, même celles relevant du quotidien -- l'interdiction de relations sexuelles pendant la période des menstruations, etc. --, cette di-

mension de l'idéologie lie la conscience à l'action, certes non pas de manière absolue, mais du moins, elle vise à articuler l'homme entre ce qu'il pense et ce qu'il fait, d'où l'incapacité de tenir une certaine distanciation critique du geste par rapport à l'intention raisonnée.

4^e. Ayant tendance à s'offrir à la collectivité : c'est un projet plein d'ambition, facilement prosélytique. Il s'adresse à la collectivité, vise le bien de la collectivité. On suppose donc, au premier abord, une certaine magnanimité de la part des promoteurs.

L'idéologie, bien avant de s'adresser à la conscience collective, interpelle déjà la conscience individuelle. Elle socialise cette conscience. Elle la tire de son imaginaire poétique propre et de son langage symbolique égocentrique pour l'accorder avec la conscience de son voisin. C'est cette fonction de l'idéologie qui crée finalement la conscience collective historique. Elle doit être suffisamment universelle pour imbibier le maximum de personnalités et de consciences individuelles et suffisamment dynamique pour animer chaque membre de la collectivité pour le faire passer à une action commune. Malheureusement, la magnanimité n'y est pas toujours, certaines consciences prenant plus rapidement compte du sens de leurs intérêts, celles-ci en arrivent à dominer la conscience des plus lents; par contre, la masse de ceux-ci, qui en font la majorité des individus qui constituent le groupe, peut servir de poids et ralentir la montée des aspirations des premiers. Si le royaume des "hommes de bonne volonté" n'est pas de ce monde, il est possible toutefois de "convertir" les autres à espérer dans cette voie!

5^e. Comme une solution valable à tous ses maux : non pas qu'elle ambitionne de tout régler... mais elle entend s'attaquer à la racine du mal.

Il s'agit, bien sûr, de l'idéologie comme solution sociale aux problèmes qui se présentent aux hommes rassemblés en collectivité. Aucun individu ne sacrifierait à la collectivité s'il n'en attendait pas quelque chose, ne

serait-ce que la survie contre les aléas de la nature; l'intercession auprès des forces naturelles qu'il ne peut contrôler; la protection militaire contre les voisins hostiles, etc. De la magie (blanche ou noire) aux subventions d'aide (aux personnes comme aux entreprises), l'idéologie présente l'action sociale comme bénéfique à chacun (5).

Cet ensemble de cinq points présente assez bien ce que nous pouvons entendre par la fonction de mobilisation et de moralisation de l'idéologique. L'important, désormais, est de considérer cette fonction à l'intérieur même du champ philosophique de l'histoire, de son rôle de transformateur de l'historiographie (de la connaissance historique) en science morale (à la conscience historique). L'une est inséparable de l'autre, comme le rappelle François Grégoire:

Comme on l'a bien souvent répété depuis Kant, il y a "philosophie" là où il y a réponse à l'une et l'autre de ces deux questions : Que pouvons-nous savoir? (choix d'une métaphysique); que devons-nous faire? (choix d'une doctrine morale). (6)

Certes, la morale n'a pas de lien privilégié et particulier à la seule philosophie de l'histoire. Comme il le précise:

La notion de "moralité" (ou, comme disent les philosophes, le "fait moral") s'impose et s'est vraisemblablement toujours imposée à tout individu normal, de tout temps et dans tout groupe social : l'opposition d'un Bien et d'un Mal nous imprègne de l'extérieur dès l'enfance, sous la pression des "mœurs" -- mores, en latin --, ce qui se fait et ce qui ne doit pas se faire; elle s'éveille en nous aussi, semble-t-il, de l'intérieur, sous forme de sentiments, devoir, responsabilité, remords..., dont nous n'examinerons d'ailleurs pas ici s'ils sont eux-mêmes, ou non, l'effet inconsciemment éprouvé de l'éducation. (7)

Lorsqu'il dresse l'histoire des doctrines morales, Grégoire les classe en trois "attitudes" : les morales du Transcendant (laïques ou religieuses); les morales naturalistes et les morales activistes. La philosophie de

(5) B. Hébert. ibid. p. 319-320.

(6) F. Grégoire. op. cit. p. 6.

(7) F. Grégoire. ibid. p. 9.

l'histoire peut nous conduire à l'une comme à l'autre, et si nous en résumons les principaux traits ici, c'est pour en arriver à reconnaître celle des trois "attitudes" qui puisse répondre le mieux à l'orientation morale de l'historiographie bainvillienne.

Les morales du Transcendant, d'abord, qu'elles soient laïques ou religieuses, considèrent "l'univers comme "ordonné", c'est-à-dire dirigé par un Ordre supérieur aux apparences sensibles ou, si l'on préfère, un Sens qui les dominerait, les orienterait sans en dépendre" (8). Pour ne citer que quelques auteurs qui ont rattaché leur nom à ce genre de morales, nommons Platon, Aristote, saint Augustin (La Cité de Dieu), Malebranche, Bossuet (Discours sur l'histoire universelle), Leibniz:

Ce qu'elle implique fondamentalement, c'est l'idée que la morale n'est pas à inventer : elle existe préalablement à la réflexion du penseur, qui ne peut que la découvrir; elle est l'ensemble des règles qui découlent logiquement des caractéristiques de l'univers et de la place qu'y occupe l'homme. L'élaboration d'une éthique est donc un travail comparable à celui du géomètre (dans la classique perspective euclidienne) déduisant les conséquences rationnelles et nécessaires (les théorèmes) de quelques "Principes" universels, immuables, indépendants de son esprit individuel (les postulats). Principes qui, dans le cas de la géométrie aussi bien que dans celui de la morale, peuvent être envisagés (les penseurs diffèrent sur ce point) soit comme création d'une Volonté divine, soit simplement comme reflet d'une Raison impersonnelle. (9)

Pour ceux qui ont lu les Prolégomènes à l'historiographie bainvillienne, ils savent déjà qu'il n'y a rien de telle -- à l'exception peut-être chez Daniel-Rops qui, comme on l'a déjà souligné, marque un retour certain vers Bossuet -- qui ressemble à une telle morale du Transcendant. La nation n'est pas un Ordre supérieur imposé ni par une Volonté divine, ni par une Raison impersonnelle. La nation fait elle-même partie d'un ordre dont l'absolu n'a rien de [positivement] surnaturel.

(8) F. Grégoire. ibid. p. 14.

(9) F. Grégoire. ibid. p. 16-17.

Par contre, les morales naturalistes définissent l'univers "comme "désordonné", dépourvu de "sens". Ce qui ne signifie nullement : "privé de lois; en fait, les moralistes qui se rallient à cette attitude sont généralement des "scientifiques" considérant le monde comme régi par un strict déterminisme naturel -- mais un déterminisme aveugle, dont les innombrables combinaisons ont par hasard abouti à cette superficielle stabilité qui donne aux choses l'apparence d'un système organisé" (10). Socrate, Epicure, Bayle, Hume, Helvétius, Hobbes, d'Holbach, Condorcet (Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain), les "idéologues", Stuart Mill, Fourier, Victor Hugo, Karl Marx comme Sigmund Freud, Durkheim et... l'école des Annales peuvent revendiquer d'appartenir à des morales naturalistes qui visent à...

...élaborer une éthique scientifique ou, si l'on veut, naturaliste, en tant que fondée sur cette connaissance toujours plus exacte que nous donnent de la Nature les savants : nature du monde physique et, surtout, nature de l'Homme, de ses tendances, de ses possibilités, des conditions matérielles de son activité. (11)

A vrai dire, c'est celle que nous retrouvons au bout d'à peu près tous les courants historiographiques contemporains depuis le positivisme allemand. C'est le "stoïcisme" des intellectuels, des bureaucrates, des fonctionnaires aussi, ceux du privé comme de l'Etat-providence. Appliquée à l'historiographie, cette tendance morale en fait un laboratoire de recherches, regroupe des spécialisations qui, en atteignant un stade outrancier de développement ont entraîné une certaine dépossession actuelle de l'homme de sa connaissance/conscience [historique]. C'est une morale qui conduit, contrairement à la suivante, à la démobilisation sous prétexte d'impuissance devant des "vérités objectives" incontrôlables et imprévisibles. Elle n'a même pas la structure de la morale du Transcendant qui exige du moins de ses adhérents une

(10) F. Grégoire. ibid. p. 14-15.

(11) F. Grégoire. ibid. p. 21.

certaine responsabilité morale envers les figures du Transcendant tandis que dans la morale naturaliste, cette responsabilité morale est aléatoire. C'est, on peut dire, une conséquence de cette rupture qu'elle exige entre les valeurs et les affects, croyant que chacun trouvera son ordre dans la conformité à des règles codifiées par le seul savoir.

A ses débuts, l'historiographie bainvillienne a, elle aussi, été tentée par la morale naturaliste, mais l'insertion de ces historiens dans un mouvement politique activiste créait une incompatibilité de la morale et du politique. Finalement, comme il a été montré (12), la tendance "activiste" a triomphé sur la tendance "naturaliste" en en broyant l'épistémologie positiviste pour faire triompher un présentisme étroitement lié au psychologique.

Aussi, l'historiographie bainvillienne, en définitive, véhicule-t-elle une morale activiste qui consiste, généralement, à "admettre qu'un Ordre s'élabore lentement dans l'univers : soit sous l'effet d'une confuse "tendance à la cohérence" inhérente à la Nature (que certains penseurs appelleraient volontiers une tendance au "divin", Dieu devant être considéré comme la réalisation totale, et lointaine, de ce processus évolutif (13)); soit sous l'action du sujet humain -- dans un domaine évidemment plus réduit, celui de l'univers terrestre" (14). Kant (Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique), Brentano, Max Scheler et R. Ruyer ont élaboré des morales "activistes". Celles-ci reposent généralement sur la relation établie entre la conscience psychique et la conscience morale:

Relation tout d'abord, et si l'on peut dire, de contenant à contenu : la conscience psychique englobe la conscience morale, son anéantissement entraîne la disparition de toute réflexion éthique et ses variations (affaiblissement, etc.) l'influencent fortement...

(12) Voir supra, Prolégomènes, chapitre II.

(13) La vision du Père-Roi n'étant pas d'essence divine, comme on l'a vue précédemment, sa toute puissance relève moins du Transcendant que de "l'action du sujet humain").

(14) F. Grégoire. ibid. p.15.

D'un autre côté, la moralité semble liée... à l'existence d'une liberté humaine -- liberté que tant de philosophes (Sartre ou Bergson, par exemple) ont envisagée comme une "donnée immédiate de la conscience" (psychique) et même comme la donnée essentielle, l'homme leur semblant être fondamentalement puissance de choix, création libre de "sens" et de "valeurs".

On pourrait dire aussi, dans une perspective assez différente, que l'action morale est amorcée et même nourrie par tel ou tel facteur psychique fondamental : sympathie, pitié (c'était l'idée de Schopenhauer), sens esthétique (Renan ou Guyau ont à peu près assimilé le Mal au laid) ou même orgueil (Vigny); Fourier (vers 1840) prétendait, lui, fonder une éthique sur l'excellence des passions humaines en général; et d'autres moralistes, au contraire, ont choisi comme critère de toute moralité l'activité rationnelle (considérée en tant que "fonction" du psychisme); "ce qui est pleinement rationnel est moral par cela même", écrit le philosophe contemporain Parodi. (15)

En fait, il est difficile de prolonger bien loin ce rapport de la conscience psychique et de la conscience morale non dans le sens des échanges symboliques mais dans celui des échanges de valeurs. Certains penseurs ont envisagé le problème en essayant de les saisir par la "Philosophie des Valeurs" "dont l'inspiration fondamentale est, effectivement, de ramener le problème moral à une théorie de l'ensemble du psychisme humain", c'est ce que nous tentons de faire ici.

D'une part, les valeurs "supérieures" se constituent à partir des "projections idéalisées des appétits" du sujet, donc difficile de définir un ordre des valeurs à partir de la sensibilité humaine. D'autre part, les valeurs "supérieures" existent indépendamment des sujets et des objets désirés, ce qui peut être un retour à une morale du Transcendant de type platonicien, toujours selon Grégoire. On voit que la Philosophie des Valeurs aime jouer sur l'ambiguïté des relations sujets/objets. Si l'intérêt national, par exemple, est une valeur "supérieure", la conscience -- individuelle et/ou collective n'a peut-être pas l'opportunité de réaliser qu'il s'agit là d'une "pro-

(15) F. Grégoire. ibid. p. 25-26.

jection idéalisée" de ses "appétits" qui reconstitue, à l'échelle collective, les frustrations familiales ou affectives, transformant un psychodrame à échelle réduite en un sociodrame. L'intérêt national en vient à exister alors comme indépendamment de notre conscience pour se révéler une réalité qu'une idéologie comme le nationalisme présente comme un Ordre supérieur. L'idéologie-projet poursuit donc l'engagement absolu de réaliser, par tous les moyens opportuns quels qu'ils soient, la valeur "supérieure", l'ordre des valeurs s'élaborant, au fur et à mesure, parfois même d'une manière machiavélique, qu'évolue la situation historique. La morale devient ici "activiste".

L'apport "activiste" de la Philosophie des Valeurs consiste, selon Grégoire, en une "atmosphère" nouvelle:

1^e. La Philosophie des Valeurs, certes, n'a pas éliminé le recours à un Absolu; mais elle y est conduite en partant plus franchement de l'expérience, à partir des aspirations de l'humanité réellement existante.

Parce qu'appartenant à l'idéologie maurrassienne, les bainvilliens considéraient que les valeurs qu'ils mettaient de l'avant appartenaient à l'expérience et aux aspirations de la France du début du siècle. Dès les premiers livres de Bainville, l'Histoire de deux peuples et l'Histoire de trois générations, sa conception de l'histoire reposait sur une observation des faits passés qui prouvent -- se démontrent, selon qu'on lie une preuve à une démonstration comme on lie un jugement à une connaissance -- que l'Allemagne cherche depuis toujours à éliminer la France et que la France est vulnérable depuis qu'elle a perdu son principe unificateur, le roi. Les "aspirations de l'humanité" se ramènent ici à la volonté générale du Français de vivre dans sa communauté où s'est élaboré un Ordre qui se contrôle par les Français.

2^e. Elle (la Philosophie des Valeurs) apparaît comme plus "totale" considérant l'esprit humain non seulement sous son aspect raisonnable mais

aussi en tant que "vouloir" et "affectivité"; ce qui ouvre ainsi le chemin à un rapprochement Psychologie-Morale véritablement fécond.

Les transformations des "désirs" en "intérêts" et des "motivations" en "raisons" sont visibles dans l'historiographie bainvillienne. Elles témoignent d'une liaison inévitable entre Psychologie et Morale. Si les désirs sont soumis aux caprices de la Nature et des émotions sentimentales, les intérêts sont raisonnablement inhérents à l'existence même de la collectivité. Le maurrassisme a toujours tenu ce genre de discours, mais il ne peut nier l'existence des premiers sous prétexte de valoriser les seconds. La fracture de l'unité, remarquée dans la trame défailante de l'histoire est expliquée ici par une pirouette idéologique où seule une liaison de "raison" oblige la Psychologie à disparaître sous la Morale afin de mieux réparer le drame de l'unité perdue et du Père-Roi exilé. Sans être théoricien de la morale activiste, le maurrassisme devient une pratique politique de celle-ci.

3^e. Enfin, alors que la morale traditionnelle se présente comme à base d'interdiction surtout, la Philosophie des Valeurs implique un activisme du sujet, souligne l'importance de son initiative et de sa personnalité (16).

Considérée comme l'un des seuls groupes activistes en France au début du siècle, l'Action Française a toujours misé sur l'action politique de ses membres qui transforme ainsi chaque écrit, chaque conférence ou cours, chaque discours de principes politiques en un engagement dans la poursuite de la réalisation des valeurs "supérieures". Elle explique l'orientation donnée à la collection des "Grandes Etudes historiques" dès sa fondation par Arthème Fayard de même que l'orientation de ses publications pendant les quarante années où Gaxotte s'est trouvée à sa tête. Elle reconnaît avant toute chose que c'est l'initiative des Français qui seule peut redonner à la nation sa position prestigieuse en Europe et qu'il n'y a pas d'autres voies pour y accé-

(16) F. Grégoire. ibid. p. 28-29.

der que par l'engagement de ses personnalités. Même si le maurrassisme se dit anti-démocratique, sa foi dans la sagesse et le bon sens des Français ne lui fait jamais défaut, et il suffit que ceux-ci reconnaissent là où le bât blesse pour se résoudre, de bon coeur, à employer le remède proposé par le groupe.

Même si on peut reconnaître à la philosophie de l'histoire qui soutient l'historiographie bainvillienne une ouverture sur une morale activiste, il faut l'identifier "objectivement" à ce qu'elle était réellement et qui ne contredit pas, loin de là, l'étape actuelle où en est arrivée l'histoire des doctrines morales. Ce triple caractère, François Grégoire le décrit ainsi:

1^e. C'est bien à l'époque moderne, et sous l'influence de Kant surtout, que s'est vraiment imposée l'idée que l'éthique ne peut ambitionner plus qu'à coordonner rationnellement des notions morales admises au préalable par ceux à qui on s'adresse -- et non à les démontrer irréfutablement.

Malgré sa volonté, justement, de démontrer irréfutablement la validité de son action et de ses théories, le maurrassisme n'en a quand même pas moins été un "coordonnateur", et c'est là que réside la meilleure explication de la contradiction tant de fois soulignée de l'épistémologie bainvillienne. De même que l'épistémologie est passée du positivisme au présentisme, de même la morale est passée du naturalisme à l'activisme. Bien sûr, pour qu'on puisse espérer être suivi par la population, il faut se présenter comme étant positivement sûr du bien fondé de l'action qu'on encourage. Il est utopique de croire qu'une quelconque doctrine morale parvienne un jour à un ralliement sur des incertitudes et des doutes, surtout si on conçoit une doctrine morale comme agent mobilisateur! Mais l'expérience montre que la démonstration maurrassienne n'a jamais pu être tenue pour évidente par suffisamment

de monde pour qu'elle devienne hégémonique. Dans sa nouveauté, le maurrassisme a été un échec; son néo-monarchisme une faillite historique. Sa capacité de coordonner rationnellement et efficacement un ensemble de valeurs affectives et morales a, par contre, eu un succès non négligeable, et derrière ce qu'a pu représenter à leurs heures respectives, les noms de Pétain et de de Gaulle, il faut chercher le triomphe, au niveau de la conscience, d'une articulation bien jointe d'un ensemble de notions -- affectives et morales -- préalablement acceptées par une bonne part des Français. Là où la démonstration a intellectuellement échoué, la coordination s'est avérée une conscientisation assez bien réussie, et c'est peut-être après plus qu'avant ou pendant la Seconde Guerre mondiale que le maurrassisme a le mieux réussi.

2^e. Envisager "l'action morale moins comme obéissance (soumission à un Ordre transcendant) que comme participation individuelle et créative à la Valeur reconnue".

Parce qu'elle s'adresse à l'intelligence autant qu'à la foi des auditeurs, la doctrine morale de la philosophie bainvillienne de l'histoire cherche à présenter le résultat de cette histoire comme une participation de l'ensemble des Français et que s'ils ont fait des erreurs, ils peuvent également redresser la situation actuelle, cela moins en raison de la pré-existence d'un quelconque Ordre transcendant (la monarchie de droit divin) que par la claire conscience d'eux-mêmes que peut (re)naître cet Ordre véritable (la monarchie réactionnaire). C'est le soi-disant aspect "démophile" de la doctrine maurrassienne héritière du libéralisme des Lumières qui prenait en considération qu'un peuple instruit dans la juste connaissance des choses publiques accepterait de tenir l'action politique conséquente.

3^e. La fondamentale et permanente "ambiguïté", au cours des siècles, de la pensée morale. Toute doctrine éthique, à toute époque, a une double

apparence : sacrifice et régularité, "obstacle et valeur" -- c'est-à-dire une opposition entre une contrainte extérieure qui "oblige" plus ou moins l'individu (et le groupe) et une aspiration intérieure émanant de l'individu (et du groupe) vers un Idéal. Dualité qui peut n'être pas également visible dans toutes les doctrines (17).

Dans le cas des bainvilliens, cette dualité est bien visible. Elle implique le passage du message du niveau de la conscience à celui de l'action elle-même. Il s'agit d'opposer l' "obstacle" qui oblige les Français à vivre dans la situation où ils sont à des "aspirations" intérieures, son Idéal tel que Maurras et ses amis l'ont défini dans leur idéologie : la volonté de vivre dans une grande famille nationale française, unie, et donnée et puissante en vue d'assurer à tous et à chacun la prospérité et le rayonnement.

Au niveau de la conscience, l'historiographie bainvillienne s'est chargée de dresser la liste des contraintes extérieures, c'est le rôle prêté aux fameuses "lois de l'histoire", beaucoup moins épistémologiques que morales, et qui rationalisent la dimension contingence de la causalité historique. Les lois de répétition historique, que Montador appelle aussi la "loi des conséquences" : "Dans les mêmes cas, les mêmes manoeuvres déterminent les mêmes conséquences". Ce qui entraîne une répétition de l'histoire. La "loi de dépendance ou de réversibilité" énonce, elle, la solidarité des générations : "Le passé gouverne l'avenir, les générations dépendent les unes des autres". Enfin, la loi de l'immuabilité de la nature humaine et celle de l'oubli, car : "il est vrai que tout a été dit qu'il n'y a ni sujet nouveau, ni idée nouvelle. Seulement, ce qui a été dit est vite oublié. Dès que les circonstances changent, les leçons s'envolent" (18).

(17) F. Grégoire. ibid. p. 111-112.

(18) J. Montador. op. cit. p. 114-115.

A ces "lois" qui sont autant d'obstacles à l'Idéal de "générosité" des Français, il y a le modèle (en Bien et en Mal) des grandes individualités qui ont, soit "oublié" le Mal que pouvait contenir certaines décisions ou options politiques; soit qu'elles n'ont pas "oublié" en se soumettant à l'observation des leçons de l'histoire et n'ont apporté que du Bien à la France. Il existe ainsi une véritable galerie de portraits dans l'historiographie bainvillienne, mais c'est la dimension pédagogique qui intéresse particulièrement le niveau idéologique, c'est-à-dire en tant que leurs bonnes ou mauvaises actions servent de leçons pour les générations futures.

Enfin, l'action envisage les contraintes actuelles comme une "décadence" de la France amorcée depuis la Révolution de 1789 et accélérée par l'unification menaçante de l'Allemagne. L'aspiration demeure toujours, pour les Français, de vivre "familialement" avec son propre et légitime gouvernement et à l'intérieur de ses "frontières naturelles", en prospérité, puissance et rayonnement : en deux mots, le maintien de l'auto-détermination, facteur de développement de l'unité nationale. La solution pour résoudre le conflit? Le retour à la monarchie, l'abdication des pouvoirs du peuple pour le pouvoir de la nation, c'est-à-dire renonciation même à toutes velléités démocratiques, individualistes, parlementaires et cosmopolites. Une solution archaïque partagée par tous les auteurs bainvilliens.

Il est donc normal de considérer alors la clé de l'avenir de la France dans son passé. La philosophie morale de l'histoire s'articule donc sur un mouvement de contraintes/aspirations avec options de solutions bonnes/mauvaises. Il en sera également ainsi pour la tâche de définir le monarque à restaurer, et, dans le cas allemand, le moyen pour le neutraliser.

A partir du moment où l'idéologique produit une idéologie, il transforme en normes ou valeurs les images conçues au niveau de l'imaginaire et in-

vesties d'affects par le symbolique. C'est par ces différentes surimpressions que la philosophie de l'histoire enrichie l'historiographie et se réalise pleinement en s'acheminant vers son terme, l'actualisation du passé au présent sur lequel elle tente d'influencer l'avenir. Pour cette raison, la morale activiste peut désigner les normes les plus efficaces permettant à la conscience historique de s'accomplir à travers un projet que Mannheim aurait qualifié "d'utopique". Mais qu'importe ce caractère, elle moralise avant tout une historicité dont la signification n'apparaît pas toujours avec évidence. D'une perception floue, elle parfait une claire conscience -- ou du moins tente-t-elle d'en arriver à ce résultat. L'idéologique permet, dans un premier temps de clarifier, en développant un discours raisonné, cette "obscurité certitude" d'une solidarité collective dans le processus évolutif de la communauté et à laquelle se mêle un ensemble, pas toujours cohérent, de sens et de significations qui émergent des profondeurs de l'inconscient. Dans un deuxième temps, l'idéologique permet, par discours raisonné, de transformer ce que le symbolique avait laissé au stade de simples symboles en valeurs ou normes devant stimuler et modeler l'action collective dans la conformité du "sens de l'histoire" qui, prétend-t-il, permettra le mieux à la communauté de poursuivre son développement à l'intérieur des limites imposées par les contraintes vers l'accomplissement de ses aspirations les plus légitimes. Ainsi, l'idéologique n'est plus une perversion de l'historiographie. Il est ce qui la rend présente à nous-mêmes. Il est le troisième terme de la représentation sociale, de la philosophie de l'histoire, car là où il y a historicité, il y a affectivité, donc il doit y avoir volonté : volonté de poursuivre l'historicité, de la vivre pleinement dans son Histoire ou encore d'en marquer une rupture et une déviation vers un autre devenir, un autre but dans un futur plus ou moins rapproché. Volonté aussi de progresser dans un sens ou de régresser vers un autre, si ça se trouve; volonté d'agir

ou de laisser faire, mais toujours en promettant le meilleur et le bien-être de la collectivité comme de l'individu. Si là où il y a unité, il y a parenté, il doit aussi y avoir volonté.

Chapitre I

VALEUR DE L'HISTOIRE

Rémy

...Ca veut dire aussi que l'histoire n'est pas une science morale. Le bon droit, la compassion, la justice sont des notions étrangères à l'histoire.

.....

Pierre

Moi, j'ai l'impression qu'on saura jamais vraiment le fond de l'histoire.

DENYS ARCAND

Le déclin de l'empire américain, Montréal, Boréal Express, 1986, pp. 11 et 173.

I.1 Les leçons de l'histoire.

Telle n'était pas l'opinion de Bainville. Sans doute aussi est-ce là la plus charmante niaiserie jamais inventée par une profession pour se dégager de toutes responsabilités sociales. Jamais un économiste n'oserait prétendre qu'il ne travaille pas pour le bien-être de l'économie de son temps, donc qu'il se confronte quotidiennement à des choix et à des jugements de valeur vis-à-vis les éléments de sa discipline. Et pourtant, combien d'historiens affirment dans leurs cours que l'histoire n'a rien à faire avec la morale et ne s'aperçoivent même pas qu'en disant de même, ils prennent déjà une option morale, celle de l'abstention? Pas étonnant qu'on ne "saura jamais vraiment le fond de l'histoire"... Montador, le biographe apologiste de Bainville aime bien, par contre, rappeler les grandes déclarations de son mentor : "Comprendre pour agir, c'est la haute philosophie de l'action", ou "La connaissance du passé est notre seul guide", et "La politique consiste essentiellement à prévoir"...

Toutes ces phrases confirment le projet historiographique de Bainville dans sa visée morale et politique. Le travail de l'idéologique sur l'historiographie consiste à proposer une ou des solutions valables aux maux actuels de la France en s'inspirant d'un tissu de précédents qui s'appelle l'histoire. C'est une valeur intellectuelle non négligeable. L'histoire donne ainsi l'exemple de toutes les bonnes et les mauvaises solutions employées à la résolution des conflits passés et qui ont toutes les chances de ressembler aux nôtres ou à ceux de demain. C'est la richesse indispensable de la connaissance historique. Elle seule peut permettre à l'homme averti de se faire une idée juste et un jugement pertinent sur les décisions politiques à prendre, car non seulement le présent est-il la suite du passé, mais il en est de la même nature. Les solutions passées auront donc les mêmes conséquences aujourd'hui qu'hier ou demain. La politique, c'est l'histoire actuelle, et elle se doit de s'inspirer des expériences du passé. L'historiographie, c'est l'art de tirer les leçons du passé et de catégoriser les solutions employées à partir des résultats obtenus. Ce qui permet, par après, de poser les gestes politiques nécessaires. L'histoire devient science morale car elle nous place devant la claire conscience du choix des gestes à poser: "On juge la politique comme le reste, à ses résultats" et "Le bien ou le mal qu'on nous a fait, voilà le grand critérium historique" (1).

Aussi, dire que l'histoire n'a rien à faire avec la morale, ce n'est pas nécessairement éviter de tirer quelque leçon morale que ce soit, mais c'est vouloir ériger un barrage entre la connaissance et la conscience historique dans ce qu'elle a de plus sensible : sa faculté d'élaborer un critérium normatif à partir duquel évaluer les actions historiques. Une morale "naturaliste" ne procède pas autrement, sauf qu'elle n'élabore pas elle-même de normes morales, mais se sert de "l'objectivité [scientifique]" pour dé-

(1) J. Bainville, cité in J. Montador. op. cit. p. 122-123.

charger les épaules humaines du fardeau de leurs responsabilités. Désormais, ce sont les "lois" dites "naturelles" qui servent de critérium... De même que les lois juridiques en sont venues à refléter, à ressembler à des lois scientifiques, comme si les lois juridiques étaient apparues "naturellement" à la fleur de quelque plante...

Bainville, candidement ou génialement? n'est pas dupe de cette absurdité. Son projet initial était de dégager de l'histoire des lois objectives, indépendantes du jugement humain et auxquelles le jugement humain n'aurait eu qu'à se conformer pour trouver les bonnes solutions à ses problèmes politiques. Sa morale activiste exigeait de n'obéir qu'à la règle politique et non à quelques lois empiriques, aussi était-il important pour lui d'opérer une fusion à l'intérieur de son interprétation de l'histoire et faire en sorte que son "arsenal d'arguments" se conforme à des "lois de l'histoire", d'où la nature ambiguë de son épistémologie entre le présentisme et le positivisme:

...déjà, j'obéissais à un autre souci : non pas tout à fait d'éclairer le présent par le passé, mais de convaincre mes adversaires -- camarades de chair et d'os, ou interlocuteurs imaginaires -- de la vérité d'une politique. L'Histoire m'apparaissait désormais comme un arsenal d'arguments. (2)

Pour bien comprendre cette crise entre fondement scientifique et jugement de valeur, il faut savoir que l'unanimité autour de la question morale en histoire n'était pas faite à la fin du XIX^e siècle. Peut-être que les corporations n'étaient pas encore devenues tout à fait des "professions", se chargeant de tracer des frontières entre disciplines y incluant ou y excluant . des dimensions? Quel qu'il en soit, Carbonell nous rapporte l'opinion de Louis Capin, secrétaire de la section "Lettres et Arts libéraux" de la Société agricole, scientifique et littéraire du département des Pyrénées-Occidentales en 1867, qui écrivait:

(2) P. Ariès. op. cit. p. 26.

La perfection de l'histoire consiste sans doute à dire la vérité... mais est-ce là tout le devoir de l'historien?... Non. Nous exigeons de l'historien qu'il soit philosophe, qu'il nous explique les causes et les conséquences des événements, qu'il les groupe autour d'une idée générale, cause première des guerres ou des révolutions dont l'histoire nous présente la succession. Cette exigence n'est peut-être pas très juste, et elle expose à l'historien à forcer les faits pour les rattacher à l'idée morale... (3)

Outre que cette position dénote une parfaite conscience de ce qui est demandé à l'historien, elle n'écarte pas les conséquences nuisibles qu'une telle exigence peut avoir. Elle pose déjà la question de la vérité par rapport à l'efficacité de l'historien dans son engagement social. Elle vise aussi à dégager l'historien de ses prises de position morale. Sans doute une telle réplique a de quoi faire frémir le Rémy du film d'Arcand pour qui l'histoire demeure affaire de nombres...

Pourtant, encore au début du siècle, Henri Berr se confrontait toujours à cette relation du savoir et de la morale et reprenait la formulation de Windelband exposé dans un article de "La Revue de synthèse historique" : La science et l'histoire devant la logique contemporaine:

"L'histoire comme science, c'est-à-dire comme science de la culture n'est... possible qu'en tant qu'il existe des valeurs ayant une portée générale et qui nous fournissent la raison du choix et de la synthèse des faits. Mais c'est la morale qui forme la science philosophique des valeurs générales et c'est ainsi que, comme l'avait déjà reconnu Schleiermacher, la morale constitue la théorie de la connaissance de l'histoire" (4)

Bien sûr, Berr s'opposait à cette vision, mais ses raisons étaient plus chauvines qu'analytiques:

Certains théoriciens de l'histoire, des Allemands surtout, font précisément de l'histoire l'étude des diverses valeurs humaines considérées en leur évolution : mais cette évolution, selon eux, devrait être appréciée du point de vue de la morale; et ils voient, par conséquent, dans la morale, la valeur par excellence de l'histoire. Or, c'est là une solution philosophique, imposée à l'histoire et non tirée de

(3) L. Capin, cité in C.-O. Carbonell. op. cit. p. 258.

(4) W. Windelband, cité in H. Berr. op. cit. p. 218 n. 2.

l'histoire expérimentalement. (5)

Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de morale à tirer de l'histoire!

Comme Bainville, le maître de Lucien Febvre pense également que la morale ne doit pas s'apposer à l'histoire, mais en être dégagée:

Ce n'est pas un système a priori qui doit décider de la hiérarchie des valeurs, fixer le concept de civilisation et de progrès dans la civilisation. C'est l'histoire elle-même qui doit, objectivement, faire apparaître la valeur des valeurs. (6)

La question est de savoir comment l'histoire peut donner "objectivement" -- c'est-à-dire en dehors de la subjectivité de l'historien -- la valeur des valeurs? Mais il faut reconnaître que Bainville ne présente rien d'aussi complet que Berr en ce qui concerne une théorie des valeurs, mais pour l'un comme pour l'autre, toujours dans la tradition du Siècle des Lumières, les valeurs relèvent de la connaissance. Plus il y a richesse de connaissance, plus subtile sera l'ordre des valeurs. Par contre, si une épistémologie positiviste tend à s'associer à une morale naturaliste, une épistémologie présentiste s'harmonisera parfaitement avec une morale activiste, c'est en ce sens que Weber pouvait écrire que Bainville et Gaxotte "montrent plus de brillant que de véracité" (7), la cause prenant le pas sur la vérité. L'efficacité en vue de la réalisation de la cause devant toujours primer sur la véracité du savoir, mais il serait faux pour autant de taxer les bainvilliens d'opportunisme, car pour eux aussi, la vérité est importante, comme le montre l'extrait d'un texte de Maurois : le devoir de vérité:

Les plus grands ont su garder, jusque dans les passions, le souci de la vérité... Bref l'écrivain a le droit d'être passionné; nul ne lui demande d'être moral; mais il a le devoir, lorsqu'il prétend offrir une image du réel, d'être vrai. Faute de quoi il pourra être un artiste, mais il ne sera plus un maître. (8)

(5) H. Berr. ibid. p. 218.

(6) H. Berr. ibid. p. 219 sq.

(7) E. Weber. op. cit. p. 571.

(8) A. Maurois, cité in Michel-Droit. op. cit. p. 142-143.

C'est que, pour les bainvilliens, il y a confusion pleine et entière entre la vérité et l'action, mais pour Bainville, même passionné par la politique contemporaine, il n'essaie pas de prolonger induement la portée de son Histoire de France:

Nous touchons ici au point où doit se terminer cette histoire. A mesure qu'on approche du temps même où nous vivons, les grandes lignes se dérobent. Elles ne se dégageront qu'avec la suite, qui nous manque encore. (H.F.:492)

Une dizaine d'années plus tard, les choses ont changé. Berr est remplacé par Lucien Febvre et Bainville, vieillissant, sont appelés à commenter L'Histoire sincère de la nation française du vieux positiviste Seignobos. Opposer les deux critiques de ce tiers livre nous permet de constater tout ce qui sépare, épistémologiquement et moralement, Bainville de Febvre (9).

La critique de l'adjectif "sincère" permet à elle seule de révéler la distance séparant les deux historiens. Bainville reconnaît dans celui-ci la préoccupation morale qui anime Seignobos devant l'épineuse question de la relation du récit au passé : "Et quel sens, quelle valeur peut avoir ici la sincérité...? La sincérité qui s'annonce veut dire : "voici ma façon personnelle de voir et de concevoir. Je vous avertis loyalement..." (10) C'est l'acceptation de la relativité de la connaissance historique, comme si le vieil adversaire universitaire se résignait finalement aux arguments des académiciens [on se souvient du rôle de l' "honnêteté" dans l'épistémologie bainvillienne (11)]. A l'opposé, Lucien Febvre se demande la pertinence de l'adjectif dans le titre du volume. La sincérité, une vertu : "mais précisément, de "vertu" chez ceux qui la font, l'histoire n'a cure; et vous déplacez la question... Le pire des subjectivisme en réalité. Soyez véridique vis-à-vis

(9) J. Bainville. op. cit. (1933), p. 206 à 214 et L. Febvre. Combats pour l'histoire, Paris, A. Colin, 1953, p. 87 à 98.

(10) J. Bainville. ibid. p. 206.

(11) Voir supra, p. 106.

des documents que vous utilisez, des faits que vous amassez; mais... ne soyez pas sincère. C'est le plus grand service que vous puissiez rendre à une histoire d'esprit scientifique" (12). Febvre semble ici aussi proche du positivisme que Bainville du présentisme. Celui-ci est peut-être schématique, partiel parce que partial, parfois même carrément faux; mais celui-là est méthodique, ecdotique et critique à l'excès au point de devenir même démoralisant, anémique comme dirait Jean Duvignaud (13).

Sans doute, cela relève-t-il d'une différence dans l'hégémonie des préoccupations. La norme première de l'historiographie bainvillienne est l'efficacité nationale plutôt que la perfection méthodologique. Ce n'est pas un choix seulement épistémologique, mais bien un choix moral. Plus tard, Ariès et Girardet, Dumézil, l'ami de Gaxotte à qui il a dédié sa Révolution française, Carcopino ou Beau de Loménie, tous très proche de l'historiographie bainvillienne, feront preuves de méthode et de savoir faire dans leur manière d'écrire l'histoire. On voit bien que là n'est pas la question.

C'est que la morale et la science ne s'opposent pas chez Bainville comme chez Febvre. Comme Eugen Weber le rappelle:

Au XVIII^e siècle, on pouvait choisir entre au moins deux approches "scientifiques". La première portait l'accent sur les leçons à tirer de l'expérience historique. La seconde réservait toute son attention aux invariants de la nature humaine : ces propensions psychologiques qui ne semblaient varier beaucoup ni dans le temps ni dans l'espace. Le XVIII^e siècle préférait combiner ces deux approches : l'action des passions constantes -- ou soubassement du comportement de l'homme dans son milieu social -- aidait à interpréter l'histoire. Les philosophes du XIX^e siècle, historiens pour certains, étaient simplement plus attentifs à la variété plus soutenue du mouvement social que leurs prédécesseurs. (14)

Bainville reste toujours héritier de cette tradition du XVIII^e siècle [alors

(12) L. Febvre. op. cit. p. 88-89.

(13) J. Duvignaud. Hérésie et subversion Essais sur l'anomie, Paris, La Découverte, col. "Armillaire", 1986, 176 p.

(14) E. Weber. op. cit. p. 637.

que Febvre semblerait plutôt l'héritier direct de la tradition du XIX^e siècle] qui prétend dégager des leçons de l'histoire tout en maintenant que celle-ci repose sur une base immuable, la nature humaine, tout en reconnaissant une appréciation peu estimable de cette nature humaine.

Les "leçons de l'histoire" deviennent donc la première justification morale de l'historiographie. Bainville rappelle, par exemple, que "Thiers, s'inspirant des leçons de l'histoire..." (H.F.:446) fut, à la fin de sa vie, un politicien sage et avisé. Ce n'est pas de ses étourderies de jeunesse, au temps où il était ministre sous Louis-Philippe qu'il a acquis son bon sens politique de la période de la III^e République, mais de son approfondissement de la connaissance du passé qui demeure ainsi le meilleur guide de l'homme d'Etat. Cette idée était courante et bien implantée au "Siècle de l'Histoire" des Thiers, des Guizot, des Michelet, des Quinet, des Thierry et des Jaurès.

Alors, la valeur de l'Histoire rejoint ici la valeur de l'historiographie, lorsque les leçons que la seconde dégage de la première deviennent de bonnes conseillères pour la politique actuelle. Toute l'Histoire de France est une leçon morale sur la lenteur du temps et l'importance de la durée face aux changements brusques ou fréquents mais toujours incohérents:

Nous ne sommes pas assez habitués à penser au temps et au concours de circonstances qu'il a fallu pour amener les grands événements de l'histoire. Presque rien de grand ne se fait vite. Il faut vaincre des traditions, des intérêts. Et il faut aussi pouvoir durer. (H.F.:39)

L'Histoire est succession d'événements, car "ce qui fait la complexité de l'histoire, c'est que les événements sortent sans fin les uns des autres" (H.F.:61); confusion de sentiments et d'idées puisque "de tout temps la politique s'est faite avec des sentiments et avec des idées. Et il a fallu, à toutes les époques, que les peuples, pour être gouvernés, fussent consentants" (H.F.:28);

enfin difficulté d'exprimer la vérité : "Ainsi, en mal, en bien, les choses politiques s'engendrent les unes des autres, et au moment même, nul regard, si perçant soit-il ne peut en pénétrer bien profondément la complexité" (H.F.:103). Mais l'enseignement est là, et il suffit d'apprendre à savoir l'en tirer, surtout quand il s'agit d'un "grand enseignement qui ne doit pas être négligé" (H.F.:266). Comme l'écrira plus tard cet ancien camelot du roi devenu historien du Québec, Robert Rumilly:

L'enseignement de l'histoire ne porte pas seulement sur les exemples à imiter, mais aussi, et peut-être davantage, sur les exemples à éviter...

Si par endroits ce jugement est sévère, si le récit porte dix lecteurs -- des jeunes de préférence -- à discerner un danger, à dégager une leçon, j'aurai rendu service à ma patrie d'adoption bien aimée. (H.P.Q.I: p. vi et ix)

C'est de cette manière que l'historiographie bainvillienne est devenue didactique. Elle est même une pédagogie en ce sens, porte réplique aux manuels de la République. Par ses leçons, l'histoire montre qu'elle n'est pas que "bruits et fureurs racontés par un fou"; elle répond même à cette angoisse qui tourmentait l'athée Barrès qui, en montrant le cimetière de Metz, disait que "sous ces pierres, dans cette terre de captivité, sont entassés des cadavres de jeunes gens de vingt-et-un à vingt-cinq ans, de qui la vie n'aura pas eu de sens si on ne se refuse à le chercher dans la notion de patrie" (15). C'est se rappeler aussi cette fonction obstétrique de l'histoire envers la politique et que souligne, à sa manière, Colette Capitan Peter:

Aussi le royalisme demandait-il d'abord à l'histoire de lui fournir des justifications à ses postulats, des preuves ou des témoignages de la continuité française. L'histoire devait pouvoir répondre à ces attentes et valider l'action présente. Ch. Maurras, Bainville, mais aussi quelques autres membres parmi les plus brillants du mouvement s'étaient ainsi donné pour tâche de rajeunir le souvenir de la Monarchie et d'évoquer ses grandeurs. Tous cherchaient -- et trouvaient -- dans les "leçons" de l'histoire (ou dans celles des doctrinaires de la contre-révolution) des encouragements à leur doctrine, et une autorité propre à

(15) M. Barrès, cité in R. Girardet. op. cit. p. 190.

la cautionner. Que dans cette exégèse, la "vérité" historique ait eu quelque peu à pâtir, ne doit guère surprendre. L'Action française contemplait dans le passé l'image accomplie, idéalisée, de ce qu'elle s'efforçait de projeter dans le présent, l'exact reflet de ses besoins d'éternité. Peu importaient, dans ces conditions, les imperfections de détails du modèle, l'ensemble seul comptait et il était sans défaut : elle étudiait "l'Histoire de France" non celle "des Français", de la genèse de la nation et de la formation de son unité. (16)

On conclut donc que le choix de Bainville fut déjà celui de Capin en 1867. Ainsi, chaque fois qu'il le jugera bon, il appuiera, montrera la leçon qui se dégage de l'Histoire. Il fera de celle-ci non plus une discipline mais une pédagogie et, plus subtilement que Lavisce, peut-être parce qu'elle s'adresse non plus à des enfants mais à des adultes, une pédagogie toute politique qui, idéalement, ne devrait pas montrer le marionnettiste tirant les ficelles.

L'histoire est un recueil de leçons à apprendre, à retenir puis à appliquer dans le futur politique. Mais le plus difficile n'est pas de trouver de nouvelles leçons à dégager de chaque événement, mais redresser les fausses interprétations tendancieuses des partisans aux intérêts particuliers qui écartent la bonne morale pour de fausses leçons. Il faut commencer par dépolluer les mauvaises légendes qui conservent encore la trace des préjugés d'époque, comme dans le cas de Louis XI pour qui "sa légende n'en est pas moins sinistre et elle a porté jusqu'à nous les racontars du temps, tout ce que les agents bourguignons propageaient" (H.F.:111). Déjà Louis Bertrand avait écrit sa biographie du Roi-Soleil en espérant laver sa mémoire des ragôts injurieux de Saint-Simon:

C'est pourquoi, -- outre la joie de retrouver, sous cet amas de calomnies, un admirable type d'humanité, c'est un devoir de justice à remplir que d'essayer de restituer à ce héros, si absurdement défiguré par les passions politiques, son vrai visage... C'est, en partie, pour mettre

(16) C. Capitan Peter. op. cit. p. 90-91.

un terme à ce scandale et pour réparer cette injustice, qu'on a écrit les pages qui vont suivre... (L.XIV:24-25)

Constatation que Bainville renouvelle un an plus tard:

Il est curieux que l'histoire, au lieu d'enregistrer les résultats, se laisse impressionner, même à longue distance, par des hommes qui n'ont pris la plume, comme c'est presque toujours le cas des auteurs de mémoires, que pour se plaindre ou se vanter. (H.F.:133)

D'ailleurs, la mauvaise réputation faite aux rois de France repose toujours, selon eux, sur des libelles, mémoires ou pamphlets qui ont tous pour but de dissimuler les vrais qualités des monarques afin de promouvoir des intérêts de partis:

D'innombrables libelles, d'une violence extraordinaire, furent publiés contre lui. Le cri de la Ligue devint : "Sus au roi!" Les ligueurs réclamaient des états généraux. Ils annonçaient ouvertement que, si Henri III mourait, l'ordre de succession serait changé et que le cardinal de Bourbon serait appelé au trône et non pas le protestant Henri de Navarre. Des prêtres, en chaire, accusaient le roi de tous les vices et de tous les crimes : il n'est pas étonnant que sa mémoire nous soit arrivée si salie. (H.F.:152)

Pas étonnant non plus si ces documents servant de base à l'écriture de l'histoire engagent l'historien vers une interprétation erronée. Il suffit de favoriser tel genre de témoignage plutôt que tel autre pour en arriver à une mauvaise interprétation. Il n'y a rien ici de semblable à la fameuse confrontation documentaire que l'on retrouve dans la méthode classique de l'histoire.

Le choix est évidemment idéologique:

La mauvaise réputation de Concini, qui, malgré le témoignage favorable de Richelieu, a traversé l'histoire, vient de la cabale des Parlements... Quand ce ne serait que pour avoir inventé Richelieu, Concini ne devrait pas passer pour un si mauvais homme. (H.F.:170)

En opposant l'esprit partisan à l'esprit national, sous l'oeil duquel il se place, Bainville en vient à déconsidérer les autres écoles historiographiques. Seul l'esprit national sait évaluer une juste interprétation des choses de l'histoire. Les historiens qui se chapeautent d'un esprit partisan

manquent, selon lui d'un véritable esprit critique et reprennent à leur compte les mauvais jugements du passé. Quel historien partisan pourrait prétendre juger de façon aussi judicieuse la politique d'un roi de France dont l'intérêt ne peut être que national? "Les historiens aiment tant à blâmer et contredire qu'ils reprochent en général à Louis XIV d'avoir été trop timide à ce moment-là avant de lui reprocher d'avoir été plus tard téméraire... Louis XIV jugea mieux qu'eux" (H.F.:202). Pour des raisons analogues, la fin de l'Ancien Régime a été faussement évaluée:

Il est établi d'ailleurs que la grande "mangerie" de la cour a été exagérée, parce qu'elle était visible, mais que, tout compte fait, les "profusions" de Calonne, les dépenses qu'il permit à la reine et aux frères du roi n'excédèrent pas ce que Turgot lui-même avait consenti. (H.F.:270)

Les leçons de l'histoire, si elles sont correctement tirées, c'est-à-dire dans le sens national de la France, devraient porter fruits puisque la nature humaine, comme la nature nationale, sont les mêmes d'un bout à l'autre de la durée, et comme nous sommes confrontés à l'Histoire qui se fait, c'est alors que l'histoire qu'on écrit nous apprend les choses particulièrement utiles et judicieuses à faire envers les défis qui se présentent à nous. Ce à quoi nous sommes confrontés, c'est ce à quoi nos ancêtres se sont trouvés eux aussi confrontés:

Si nous pouvions reconstituer la pensée des Français en l'an 1214, nous trouverions sans doute un état d'esprit assez pareil à celui de nos guerres de libération. L'invasion produisit déjà l'effet électrique qu'on a vu par les volontaires de 1792 et par la mobilisation de 1914. (H.F.:53-54)

C'est parce que la démocratie grecque s'est terminée dans la guerre civile et la conquête étrangère que Robert Cohen écrit une histoire d'Athènes en vue de mettre les Français d'aujourd'hui en garde contre les risques qu'ils courent en vivant sous un tel régime:

Dans les temps tumultueux que nous vivons, j'ai cru qu'il ne serait pas sans intérêt peut-être pour tous ceux qui pensent que les leçons du passé éclairent d'une faible lueur parfois les événements du présent, de trouver, racontée aussi simplement que possible, l'histoire de la première république du monde. (A.:9)

Une leçon bien tirée et bien apprise permettra de mieux comprendre le sens de l'Histoire dans laquelle nous vivons:

Ce que nous voulons montrer ici, c'est comme le sublime épisode de Jeanne d'Arc entre harmonieusement dans l'histoire de la France, continue le passé et prépare l'avenir. Jeanne d'Arc a aujourd'hui moins de sceptiques qu'elle n'en trouva de son temps. (H.F.:98-99)

Et si l'on tarde à en trop bien saisir la portée, c'est demain qui risque d'en souffrir : "Trop tard est un grand mot, un mot terrible de l'histoire" (H.F.:431)!

L'historiographie se doit donc d'être interprétée en fonction d'en tirer des leçons de l'Histoire en vue de servir à la politique des choses actuelles. Elle trouve ici toute son utilité pratique, toute sa nécessité. Elle est idéologique parce qu'elle nous permet de choisir dans un ensemble de solutions celles dont les auteurs approuvent ou désapprouvent l'efficacité, mais le génie bainvillien est de toujours donner l'impression que ces leçons jaillissent spontanément de l'histoire et ne sont que des interprétations conformes à la réalité passée. Il est donc objectivement évident que nous devons appliquer, à notre tour, ces solutions, ou les écarter selon ce que nous enseigne l'expérience. L'historiographie bainvillienne se ramène ici à la définition de l'idéologie-camouflage, au "sens étroit" .

C'est dans le chapitre sur la Fronde surtout que Bainville insiste et même le titre du chapitre XII, "La leçon de la Fronde" (H.F.:181) inscrit ce principe en tête de la morale en histoire. Mais si le lecteur doit tirer une leçon de la Fronde, c'est plutôt par le fait que l'événement a frappé le fu-

tur Louis XIV d'une terreur qui a formé son jugement pour son glorieux règne:

La Fronde fut une de ces leçons, leçon pour la nation française, leçon pour le roi qui se souvint toujours, dans sa puissance et dans sa gloire, des mauvais moments que la monarchie avait pasés pendant son adolescence. (H.F.:187)

Ainsi qu'une leçon bien apprise et bien appliquée portera toujours d'excellents résultats : "On dirait que, dans tous les domaines, la leçon de la Fronde a porté" (H.F.:191). Le jugement de l'histoire se dresse afin de partager solennellement les bonnes des mauvaises politiques à partir de l'analyse de leurs résultats historiques:

Guillaume III mourut avant d'avoir déclaré la guerre et sans qu'elle en fût moins certaine, tant il est vrai que les hommes n'y pouvaient et n'y changeaient rien. La situation était plus forte qu'eux. Il suffit de penser à une chose : que dirait l'histoire si Louis XVI avait laissé tomber l'Espagne aux mains de l'empereur germanique? Que dirait-elle d'un gouvernement britannique qui se serait désintéressé de l'opulente succession? (H.F.:213)

Cette activité de l'idéologique baigne ainsi toute l'historiographie bainvillienne. Bertrand aussi tire ses leçons du règne de Louis XIV:

Il lui a donné ses frontières, il l'a dotée d'une ligne de défense trop oubliée en 1914, de même que nous avons trop oublié les leçons de sa stratégie et de sa politique. Si nous avons davantage étudié l'histoire de ses guerres, nous nous serions rappelé que la vallée de l'Oise fut, de tout temps, le chemin des invasions germaniques. Nous n'aurions pas méconnu l'importance de Maubeuge et de Lille, celle des places flamandes et des places de la Somme. Et si nous n'avions pas tant dédaigné ou ignoré sa politique étrangère, nous n'aurions pas éprouvé tant de surprises et de déceptions, en voyant que nos voisins ne se conduisaient point selon les désirs de notre cœur ou les rêves de notre idéologie... (LXIV:13)

Comme dans son Histoire d'Espagne:

J'ajoute que cette histoire lointaine, ce duel interminable de l'Espagnol contre le More, n'est qu'un épisode de l'éternelle lutte de l'Orient contre l'Occident. A des signes infaillibles, on pressent que cette lutte va reprendre avec un renouveau d'acuité. Ce serait une grave erreur de croire que le rôle mondial de l'Islam est terminé. Il y a treize siècles, profitant d'une baisse de la civilisation dans le monde méditerranéen, de l'affaiblissement irrémédiable et

de la désagrégation de l'Empire, de la ruine des institutions et de l'anarchie universelle, l'Islam a pu se propager avec la rapidité d'un incendie et s'étendre, en vainqueur, sur trois continents. Il est à craindre qu'une chance pareille exploitée par des chefs ayant, avec toutes les armes de la civilisation déclinantes, toutes les énergies intactes du Barbare, il est à craindre que cette chance ne se représente, pour lui, un jour ou l'autre. Alors si l'Occident ne veut pas mourir, il lui faudra, comme l'Espagne du Cid, des Alphonse et des Ferdinand, recommencer la bataille et l'oeuvre harassante de la Reconquête... (H.E.:18-19)

Ou encore) 'Histoire des Etats-Unis de Firmin Roz:

Une "Histoire des Etats-Unis"; destinée à éclairer le présent par la connaissance du passé... Mais inversement, le passé se lit mieux lui-même à la lueur du présent. Il n'est pas inutile, pour comprendre l'histoire, d'en considérer le point d'arrivée. Il faut nous y placer d'abord pour qu'elle cesse de nous apparaître comme une agitation et se dessine comme un progrès. En d'autres termes, nous ne verrons le passé redevenir vivant que si, pour le regarder, nous nous installons d'abord dans la vie. C'est ce qu'a fait l'auteur de ce livre. Cette histoire d'un peuple en pleine activité, il l'a préparée en regardant ce peuple agir. (H.E.U.:9)

I.2 Les lois de l'histoire.

Les leçons porteront mieux si on les appuie sur des vérités extérieures à l'interprétation. Si l'on peut tirer une vérité de l'Histoire, ce ne doit pas être, comme on l'a vu, parce que c'est Jacques Bainville qui le dit, mais parce que cela repose sur une réalité objective. Dans la structure de la pensée comtienne à laquelle se rattache les bainvilliens, cela devrait être des lois comme celles qu'on retrouve en physique. Bainville se chargera donc de découvrir et d'exposer quelles sont ces lois qui régissent l'Histoire. Cependant, jamais il ne les formulera comme telles, essayant plutôt d'établir une distance entre lui et ses vérités, comme doit le faire d'ailleurs tout bon positiviste, et, selon Ariès, ces lois établies par Bainville son au nombre de deux; trois en ce qui concerne Montador, mais elles se recourent.

Ariès considère que les deux lois bainvilliennes de l'histoire sont la loi de répétition historique et la loi d'immuabilité de la nature humaine. Les faits se répètent et la nature humaine est toujours la même. Pour Montador, les trois lois bainvilliennes de l'histoire sont la loi de conséquences, la loi de dépendances ou de réversibilité, et la loi d'oubli. La première et la seconde se rapprochent des deux lois énoncées par Ariès.

La loi de répétition historique, ou loi des conséquences, est ainsi évoquée par Ariès:

Je cherchais à la loupe, dans le livre de Bainville, les indices d'une permanence des temps, les répétitions d'une même causalité politique. Je n'avais pas de mal à les trouver, et c'est ce qui m'inquiète aujourd'hui et tempère mon ancienne admiration... ...la répétition des échecs et des réussites introduisant à une politique expérimentale, la possibilité d'éviter les effets des causes dangereuses, en retrouvant, dans l'Histoire des cycles analogues de causalité... (17)

Pour Montador, c'est cette "terrible" "loi d'airin" énoncée au début de l'histoire de deux peuples : "Dans les mêmes cas, les mêmes manoeuvres déterminent nécessairement les mêmes conséquences" (H.D.P.:35) qui exprime le mieux la loi de répétition historique. A dire vrai, Bainville formule moins une loi de répétition historique qu'il tient à rappeler combien un événement peut en rappeler un autre qui s'est déroulé avant ou après. Par contre, la loi des conséquences n'a rien à voir avec la causalité en histoire. La causalité procède d'une mécanique logique, non d'une répétition. La causalité en histoire ne formule pas à partir de l'affirmation que "les mêmes manoeuvres déterminent nécessairement les mêmes conséquences" car elle reconnaît pour qu'il y ait ce genre de répétition, la nécessité de retrouver les mêmes conditions dans lesquelles se sont déroulées un événement, ce qui d'emblée, écarterait un grand nombre des répétitions bainvilliennes. Ce qu'il cherche avant tout, c'est la similitude qui le frappe entre des événements séparés dans le

(17) P. Ariès. op. cit. p. 28-29.

temps car les répétitions n'écartent pas les imprévues:

Les hommes les plus habiles ne peuvent pas tout calculer. Un des grands enseignements de l'histoire, c'est que des mesures bonnes, judicieuses à un moment donné et que les gouvernements ont été félicités d'avoir prises, produisent parfois des circonstances aussi funestes qu'imprévues. (H.F.:88)

Ariès avait donc raison de noter que "l'intelligence aigüe et, au fond, peu systématique, du génie bainvillien multipliait, surtout pour les époques récentes, des observations collant ainsi aux choses, valables seulement une fois" et que ce devait être là ce qui fait "aujourd'hui l'intérêt de Bainville" (18). Pour Bainville, les conséquences échappent à notre volonté: "Les assassins de François-Ferdinand (...) ne voulaient pas toutes les conséquences qui étaient contenues dans leurs bombes, ce qui n'empêche pas que ces conséquences en sont sorties" (19).

L'idée exprimée par une telle phrase n'est pas nouvelle, on la retrouve dans Gibbon et dans Voltaire (20), mais Bainville aime bien lever des exemples, comme Mayenne, croyant travailler pour ses propres intérêts, érigait le trône d'Henri IV: "en frappant la démagogie, Mayenne rendait service à Henri IV, s'il croyait ne travailler que pour lui-même" (H.F.:159).

(18) P. Ariès. ibid. p. 28.

(19) J. Bainville, cité in J. Montador. op. cit. p. 114.

(20) On connaît le célèbre passage de l'autobiographie de Gibbon dans lequel il raconte la genèse de Decline and Fall of the Roman Empire: "C'est à Rome, le 15 octobre 1764, alors que je méditais dans les ruines du Capitole et que les moines chantaient vêpres, pieds nus dans le temple de Jupiter, que l'idée d'écrire l'histoire du déclin et de la chute de la Ville Eternelle se fit jour en moi pour la première fois". Cité in M. Baridon, présentation à E. Gibbon. Histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain I: Rome (de 96 à 582), Paris, R. Laffont, col. "Bouquins", 1983, p. viii. Voltaire précise cette allusion dans le chapitre LI de sa Philosophie de l'histoire: "Tout événement en amène un autre auquel on ne s'attendait pas. Romulus ne croyait fonder Rome ni pour les princes goths, ni pour les évêques. Alexandre n'imagina pas qu'Alexandrie appartiendrait aux Turcs, et Constantin n'avait pas bâti Constantinople pour Mahomet II". Voltaire. Essai sur les moeurs, vol. I, Paris, Garnier, col. "Classiques Garnier", 1963, p. 186. Une fois de plus, Bainville se rattache aux penseurs des Lumières qui sont sa véritable source d'inspiration.

On se souvient également que les Girondins avaient aussi travaillé pour les Jacobins... Voilà pourquoi la loi des conséquences est une évaluation morale de l'Histoire et non pas une loi de causalité qui appartient au processus de l'intelligible et non du jugement. Ce que Bainville tente d'appliquer ici, c'est une technique de l'analogie parce qu'il considère "ce qu'on appelle l'adversité, et qui n'est que l'effet d'un ensemble de causes" (H.F.:379) répond non pas à une mécanique causale, mais à une évaluation humaine. Bainville veut interpréter en un sens moral, les décisions et les gestes pris et commis dans le passé à partir des conséquences à plus ou moins long terme qui en sont découlées, ce qui, dans la perspective des "leçons de l'histoire", sera profitable pour la politique actuelle et l'orientation future de la France. La répétition historique n'a pas d'autre but, si l'on excepte bien sûr, celui de rationaliser à la conscience les fameuses compulsions de répétition issues de l'inconscient. Aussi, c'est la recherche des analogies qui passionne Ariès comme Rumilly : "Les traits permanents de notre histoire se dégageront presque d'eux-mêmes de la répétition -- frappante -- d'un certain nombre d'événements et de situations" (H.P.Q.I:iii).

A quel(s) niveau(x) ces analogies s'expriment-elles dans l'Histoire de France de Bainville?

Certes, l'agressivité allemande est une répétition monotone de l'Histoire de France. De l'époque gallo-romaine à la Grande Guerre, les mêmes barbares déferlent toujours sur les mêmes victimes en faisant les mêmes dégâts:

En 275, l'empereur Probus repousse et châtie durement les Germains qui s'étaient avancés fort loin en Gaule et qui, en se retirant, avaient laissé derrière eux des ruines et un désert. Dans leur retraite, ils avaient même, comme en 1918, coupé les arbres fruitiers. (H.F.:14)

Et le tribut qu'impose l'empereur Julien aux Allemands après le siège de Sens est bien une "réparation" (c'est déjà la chose et le mot) des destructions

auxquelles ils s'étaient encore livrés" (H.F.:14). De même, le Franc Clovis "recommença la conversion de l'empereur Constantin sur le champ de bataille" (H.F.:17) et par ses expéditions brillantes en Espagne et en Italie "destinées à protéger les frontières du royaume mérovingien, tout un raccourci de notre histoire future, toute une épopée militaire qu'on s'est racontée aussi longtemps que l'épopée napoléonienne, jusqu'au jour où elle est tombée dans l'oubli" (H.F.:23), pose les premières bases de toute l'histoire de France.

Dans l'histoire des Carolingiens, on trouve déjà l'histoire des Hohen-zollerns:

En somme, les ancêtres de Charlemagne se sont élevés par les mêmes procédés qui, de notre temps, ont porté les électeurs de Brandebourg au trône impérial d'Allemagne et les ducs de Savoie au trône d'Italie. (H.F.:25)

Événements, personnages, opinions sont autant d'entités répétables à volonté.

Philippe le Bel et Louis XIV se retrouvent les mêmes devant des contraintes similaires:

A beaucoup d'égards, il y a une curieuse ressemblance entre le règne de Philippe le Bel et celui de Louis XIV. Tout deux ont été en conflit avec Rome. Philippe IV a détruit les puissances d'argent, celle des Templiers surtout, comme Louis XIV abattra Fouquet. Philippe le Bel, enfin, a été attiré par la Flandre comme le sera Louis XIV, et cette province, d'une acquisition si difficile, l'engagera aussi dans de grandes complications. Il y a comme un rythme régulier dans l'histoire de notre pays où les mêmes situations se reproduisent à plusieurs centaines d'années de distance. (H.F.:63)

...il s'en fallut de peu que le marquis de Lavardin, entré à Rome avec ses soldats, n'imitât Nogaret : c'est la curieuse ressemblance, que nous avons déjà signalée, de ce règne avec celui de Philippe le Bel. (H.F.:206)

Louis XIV a aussi un prédécesseur dans la personne de Charles V dont il partage une expérience troublée de la minorité:

On était en juillet 1358 : les troubles duraient depuis près de deux ans. Les traces en restèrent longtemps dans les esprits... Le futur roi Charles, qui allait devenir Charles le Sage vivra sous l'impression de ces événements révolutionnaires comme Louis XIV vivra sous l'impression de la Fronde. (H.F.:83)

Car, avec l'obsession allemande, il y a aussi la répétition des interminables révolutions et guerres civiles qui parcourent l'histoire de France des origines à nos jours. Ainsi, les révolutions de Paris, sous Etienne Marcel, sont déjà prémonitoires de la Terreur de 1793:

La Bastille, construite par Charles le Sage pour surveiller la capitale, fut assiégée par le peuple; il y aura, le 14 juillet 1789, un vague souvenir de cet assaut lorsque l'émeute se portera contre la vieille forteresse devenue inoffensive et désarmée. Enfin les insurgés, conduits par un médecin, voulurent s'emparer de la famille royale... C'était la Terreur... (H.F.:94)

Comme les journées cabochiennes sont déjà les massacres de Septembre:

Ce fut une terrible revanche pour les exilés, pour les vaincus des journées cabochiennes qui revinrent avides de vengeance. Des milliers de personnes du parti armagnac avaient été arrêtées : il ne fut pas difficile de réveiller la furie des écrocheurs et de la foule. A deux reprises, des massacres eurent lieu dans les prisons. Etrange ressemblance de ces scènes avec celles de septembre 1792. Plus étrange encore le soin des historiens de ne pas la marquer, comme si la révolution du dix-huitième siècle avait été un phénomène miraculeux ou monstrueux, mais unique et gigantesque, au lieu d'être un épisode à sa place dans la suite de nos crises et de nos renaissances, de nos retours à l'ordre et de nos folies. (H.F.:95)

Curieuse façon de réduire la proportion des bouleversements entraînés par la Révolution française en se servant des soulèvements populaires du XIV^e siècle. Ici aussi Bainville semble rappeler qu'un geste peut passer par-dessus le phénomène "unique et gigantesque", la Révolution n'était qu'un épisode parmi d'autres. De même lorsque pour lui "la "praguerie" ressemble à tant de "frondes" que nous avons déjà vues et que nous verrons encore" (H.F.: 104-105), tandis que, toujours pour amoindrir le pouvoir de l'autorité royale, on aura recours à un même expédient : les états généraux:

Les grands, pour porter un coup à la monarchie, réclamaient les états généraux. La régente les convoqua plus largement qu'ils ne l'avaient jamais été, non seulement toutes les provinces, mais toutes les classes, les paysans même, une vraie représentation nationale qui vint, munie de "cahiers", comme elle viendra en 1789. Or entendit tout, dans cette assemblée, des demandes de réformes administratives, qui

LEAF 561 OMITTED IN PAGE
NUMBERING.

FEUILLET 561 NON INCLUS DANS LA
PAGINATION.

National Library of Canada
Canadian Theses Service

Bibliothèque nationale du Canada
Service des thèses canadiennes

d'ailleurs ne furent pas perdues, et des théories politiques, jusqu'à celle de la souveraineté du peuple que développa Philippe Pot. (H.F.:112)

Comme les révolutions parisiennes du temps d'Etienne Marcel annoncent la Révolution de 1789, elles annoncent aussi les luttes civiles des guerres de religion. 1562 est la répétition intermédiaire entre 1358 et 1793:

Or, a comparé l'année 1562 à 1793. Ce fut en effet une année de massacres et de terreur où aucun des partis n'épargna l'autre : Montluc et le baron des Adrets, dans le Midi, ont attaché leur nom à ces luttes impitoyables. Mais la Révolution a détruit moins de monuments, d'églises, de tombeaux et de statues, car les protestants s'en prenaient aux "images". Beaucoup de lieux de France montrent encore les ruines de ce temps-là. (H.F.:140)

La marche des femmes sur Versailles en 1789 trouve son précédent sous Louis XIV (H.F.:219) et la grande Révolution trouvera bien le moyen de se répéter par après à travers toutes les autres révolutions du XIX^e siècle, telle la Commune de Paris:

Mais une autre circonstance s'était produite et elle donne à ces événements une curieuse ressemblance avec ceux de la Révolution. L'Assemblée, d'abord réunie à Bordeaux, avait décidé de siéger, non dans la capitale dont l'agitation était redoutée, mais à Versailles, comme les états généraux de 1789. (H.F.:445)

C'est ainsi que tout, en devenant répétition de tout, peut devenir aussi prémonition de tout : "déjà Wiclef avait annoncé la Réforme" (H.F.:87); ou tout peut servir d'écho à tout : ainsi le protestantisme "se réfugie... dans le Midi, autour des Cévennes où le souvenir des Albigeois lui donnait une sorte de prédestination" (H.F.:147). Ainsi, le comité des Seize durant la guerre de religion préfigure en tout le Comité de Salut public:

Ce comité de salut catholique régnait par la terreur, appliquait à ses adversaires et même aux modérés les mesures classiques des révolutions, loi des suspects, saisie des biens d'émigrés, proscription, épuration des fonctionnaires. Après un jugement sommaire, le premier président du Parlement et deux conseillers furent pendus pour "trahison". (H.F.:158-159)

C'est déjà le sort de Malesherbes! Mais si le malheur est appelé à se répéter si souvent, les solutions avancées pour pallier aux contraintes peuvent elles aussi se répéter avec autant de succès, et peut-on considérer, sans rire, Vauban comme ayant pu être un excellent stratège de la Grande Guerre et Bainville d'être d'accord avec Louis Bertrand:

L'invasion de 1914, les batailles de Charleroi et de l'Yser nous rendent ces raisons plus sensibles. Le véritable conquérant, c'était donc le technicien Vauban qui désignait les lieux et les lignes d'où la France était plus facile à défendre. (H.F.:199)

Et comme les conflits frontaliers sont appelés à se répéter, il est conséquent de considérer que la diplomatie aura toujours à répéter ses mêmes conditions. Rien ne paraît plus anodin que son jugement du traité de Versailles : "le défaut du traité de Versailles, c'était d'être une sorte de paix sans vainqueurs ni vaincus" (H.F.:266), jugement confirmé par l'analyse qu'il donne de la situation aux lendemains de 1918:

D'une guerre faite à plusieurs, sortait aussi une paix faite à plusieurs, mélange de conceptions diverses du principe de l'équilibre et du principe des nationalités, une paix qui remettait beaucoup de questions à plus tard et qu'il faudrait encore interpréter et appliquer... (H.F.:488)

De sorte que...

...le traité de paix n'avait rien terminé par sa propre vertu. Il exige encore de nous des efforts et notre compte avec l'Allemagne est loin d'être réglé. Les travaux continuent avec les jours et les jours des peuples sont longs. (H.F.:492)

Une telle appréciation du traité de Versailles de 1919 ne pouvait que conduire au jugement qu'il était "une sorte de paix sans vainqueurs ni vaincus", alors pourquoi l'énonce-t-il à propos du traité de Versailles de 1783 où il y eut quand même un vainqueur (les Etats-Unis) et un vaincu (l'Angleterre), mais où, il est vrai, la France gagna vraiment peu de choses!

Il y a donc permanence des situations internationales comme des conflits

intérieurs. Prenons un autre exemple significatif, l'alliance franco-polonaise qui répond toujours au même impératif et s'avère toujours être le même four :

La France a toujours eu besoin d'un allié qui pût prendre l'Allemagne à revers... L'intangibilité et l'alliance de la Pologne étaient alors des préceptes que la politique française a retrouvés depuis 1918 et qui lui ont causé d'immenses embarras au dix-huitième siècle... Seulement on s'aperçut vite qu'il n'était pas facile de défendre la Pologne, prise entre les Allemands et les Russes, si elle n'était pas capable de se défendre elle-même. (H.F.:234)

L'alliance polonaise, hier comme aujourd'hui, affaiblit donc plutôt qu'elle ne renforce la position française : "comme au dix-huitième siècle, la Pologne altérerait notre politique et nos alliances, et, depuis les partages, elle réunissait toujours la Russie, la Prusse et l'Autriche" (H.F.:362); et toujours du fond de l'Europe de l'Est, vient le déferlement qui ne s'arrêtera qu'aux murs de Paris : "Ainsi c'était des lointaines régions de l'Europe, comme au dix-septième siècle, après la Montagne Blanche, comme au dix-neuvième siècle, après Sadowa, que la guerre avec l'Allemagne venait chercher les Français" (H.F.:473). De fait, l'histoire des alliances internationales montre toujours qu'elles finissent par se retourner contre les Français. Tour à tour, ils voient faire défection les Polonais, les Autrichiens, les Prussiens et les Russes :

Une circonstance, celle que l'Allemagne a encore calculée en 1917, le (Frédéric II) sauva : Elisabeth étant morte en 1762, la Russie de Pierre III fit défection à ses alliés... et l'Autriche, renonçant à la lutte, conclut à Hubertsbourg une paix par laquelle elle abandonnait la Silésie à Frédéric. (H.F.:252)

Ce qui appuyait bien la politique de Maurras de refus des alliances au profit d'un pacifisme et d'un système de défense.

La loi de répétition historique ou de conséquences ne s'applique pas uniquement aux faits ou aux fonctions des personnages. L'explication est également redondante et comme les mêmes causes produisent les mêmes effets,

ce qui explique l'origine de la Révolution française peut aussi bien servir à expliquer les origines des révolutions russes et allemandes:

...la maladie de l'inflation suivit son cours fatal : dépréciation constante, incoercible, appelant des émissions de plus en plus fortes, ce que nous avons vu de nos jours en Russie et en Allemagne. Partie de 400 millions, la Révolution, au bout de quelques années, en sera à 45 milliards d'assignats lorsqu'il faudra avouer la faillite monétaire. (H.F.:292)

Et, indépendamment des alliances, rien n'explique mieux l'action des Alliés de la France en 1918 que l'action des Alliés contre la France en 1814. Cette dernière analogie permet de démontrer définitivement que la loi de répétition historique n'a rien d'épistémologique ou de scientifique et qu'elle ne doit pas être confondue avec la causalité en histoire; qu'elle n'est qu'une évaluation idéologique en vue d'ériger un système de pensée rationnelle dont le but vise à mettre les Français en garde contre la politique actuelle de l'Entre-deux-Guerres, matérialiser un jugement en action politique et, surtout, d'assumer l'objectivité des compulsions de répétition propre à la névrose obsessionnelle bainvillienne qui imprègne toute la signification, tout le sens de son historiographie:

La France tint ses engagements, les Alliés ne respectèrent pas les leurs. Ils avaient vaguement annoncé qu'ils reconnaîtraient à la France des frontières plus larges que celles de 1792. Le traité de Paris du 30 mai 1814 ne nous accorda qu'une légère rectification de frontières avec Philippeville et Marienbourg. Landau qui, sous Louis XVI, formait une enclave française, fut rattaché au royaume et nous reçûmes la limite de la Queich, celle que demandait le maréchal Foch et que nos alliés nous ont formellement refusés en 1919. (H.F.:374)

La leçon idéologique de ce rapprochement 1814/1919, comme celle de tantôt du rapprochement 1783/1919, permettent à Bainville de jouer sur la confusion des temps et des situations et de fondre l'une dans l'autre, la Sainte-Alliance et la Société des Nations. D'abord, après la chute du Premier Empire : "la Sainte-Alliance, créée pour la sauvegarde des traités

de Vienne comme la Société des Nations l'a été pour la sauvegarde des traités de 1919" (H.F.:385); comme plus tard, après l'Armistice de Rethondes en 1918 : "la Société des Nations, conçue par le président Wilson pour maintenir la paix et l'harmonie entre les peuples, comme la Sainte-Alliance..." (H.F.:488). Une telle analyse de la Sainte-Alliance prend en défaut, une fois pour toute, Bainville piéger à son propre jeu : son incapacité de vraiment comprendre les époques autres que la sienne.

Ce qu'il veut nous dire, encore une fois, c'est que l'hypothèque imposée à la France par la Sainte-Alliance -- celle qui liait les mains des monarques de la Restauration et Louis-Philippe -- est comparable à celle imposée à la France par la Société des Nations et sa politique de désarmement. L'une comme l'autre, malgré une bonne volonté manifeste, grèvent la puissance mondiale de la France. Les conséquences en seront donc dommageables et, comme le reflet à travers un miroir, l'avenir de la France vue par la Société des Nations sera inévitablement celui de l'avenir de la France après la Sainte-Alliance. Cette situation de paix ne fait que prolonger "par d'autres moyens" la situation de guerre, faisant des Français "les prisonniers" de leurs alliés (H.F.:477). Utile en temps de guerre, l'alliance devient lourde à porter en temps de paix:

L'établissement de la paix déçut d'abord. Une victoire qui avait coûté si cher semblait nous promettre d'amples compensations. Une victoire remportée à plusieurs ne nous laissait pas les mains libres. L'expérience enseignait que des préliminaires de paix devaient être imposés à l'ennemi dans les journées qui suivraient immédiatement l'armistice. Cette précaution, à laquelle les vainqueurs ne manquent jamais, fut négligée. Mais les Alliés n'avaient convenu de rien... De plus, le danger commun ayant disparu, chacun des Alliés retournait à ses intérêts personnels. (H.F.:487)

Et c'est ici qu'on voit s'effectuer le détournement de 1919 vers 1814, car "sous aucun prétexte, nos Alliés n'avaient consenti à nous laisser d'autres frontières que celles de 1815. Sedan était effacé et non Waterloo" (H.F.:487).

D'où que la politique actuelle de la Société des Nations ne peut aboutir, en regard de la France, qu'à celle déjà rencontrée sous la Sainte-Alliance:

A la recherche d'une solution capable de contenter tout le monde, des conférences répétées révélaient les dissensions des vainqueurs, encourageaient les Allemands à résister et se traduisaient par des abandons de notre créance. (H.F.:490-491)

Une fois de plus, la France se faisait jouer... Mais comment s'étonner! Le grand-maître de la politique de 1919 n'était-il pas un étranger idéaliste, un Américain en plus qui ne comprenait rien des nécessités de la France en Europe! Comment aurait-il pu négocier un traité de Versailles qui aurait été une suite aux traités de Westphalie?

L'Amérique intacte arrivera à la fin de la guerre dans une Europe fatiguée, et le président Wilson sera maître de la paix comme la France l'avait été sous Richelieu en n'intervenant que dans la dernière période de la guerre de Trente Ans. Seulement le président Wilson connaissait mal les questions européennes. (H.F.:484)

Ce qui fit du traité de Versailles le négatif en tout point du traité de Westphalie. Bref, la loi de répétition historique permet de comparer dans le passé des situations analogues à celles qu'on vit présentement, y chercher des précédents identiques, s'assurer en même temps que ces précédents s'expliquent et se comprennent de façon rationnelle en fonction de la situation actuelle qu'on vise à diriger vers un futur meilleur. Il ne faut pas oublier surtout que ce qui est bon pour la France n'est pas exportable, car tombé entre les mains ennemies, ce peut devenir un des plus grands dangers pour la sécurité nationale:

Ce qui surgit alors, au moins égal en intensité au sentiment national français, ce fut un nationalisme germanique, aussi violent qu'en 1813, signe avant-coureur des ruées et des invasions prochaines. C'était ainsi déjà que, cent ans plus tôt, le parti anti-autrichien avait jeté la France dans une guerre inutile. C'était ainsi qu'en 1792 les Girondins avaient ouvert la guerre de peuple à peuple. (H.F.:405)

La loi de répétition historique se poursuit dans la loi d'immuabilité

de la nature humaine, ou, selon Montador, la loi de dépendance ou de réversibilité, ce qui range les bainvilliens non pas dans une vision évolutive de l'Histoire, mais dans une vision fixiste:

La notion classique de l'homme éternel, qui avait retardé de plusieurs siècles la naissance d'une conscience historique, devenait, au contraire, la base d'une interprétation historique du monde... L'Histoire ainsi conçue devint un recueil de répétitions qui prirent valeur de lois.
(21)

Ici aussi la loi d'immuabilité de la nature humaine a beaucoup hérité de la fusion du traditionalisme et du positivisme, de la fusion du jugement de valeur et du jugement de faits comme le montre cet autre extrait, de Maurras cette fois:

Les grandes lois matérielles et morales qui sont à l'oeuvre depuis la fondation de la nature humaine n'ont pas changé en vertu de 1789 ou de 1848. Elles fonctionnent à nos dépens, voilà tout, au lieu de s'exercer pour nous aux dépens des républiques de Venise ou de Gênes, de l'Empire électif allemand, comme il arrivait sous notre Ancien Régime... (22)

On voit alors que cette loi de l'histoire a pour but surtout de rationaliser le reject affectif de la Révolution française. Contrairement à l'historiographie républicaine, libérale et progressiste, l'historiographie bainvillienne veut démontrer que la Révolution n'a rien changé de profond à la nature des Français. Ainsi, Bainville écrit-il dans la "Revue universelle" en 1932 que "Les révolutions les plus violentes ne changent pas l'atmosphère d'un pays" (23); tandis qu'en 1936, dans un autre article pour cette même revue, il ramène l'irruption de la Révolution à la règle de la loi de répétition historique quand:

Les idées et les controverses du dix-huitième siècle sur les sujets de finance et sur les matières économiques s'étaient recouvertes d'une poussière épaisse. Cette poussière est secouée. Ce qui se révèle, c'est l'analogie de pensées, des systèmes, des écoles dans une certaine analogie de situations. (24)

(21) P. Ariès. op. cit. p. 55.

(22) C. Maurras, cité in R. Girardet. op. cit. p. 205.

(23) J. Bainville. op. cit. (1932), p. 176.

(24) J. Bainville. ibid. (1936), p. 342.

On retrouve une attitude semblable chez André Maurois, comme le dit son biographe Michel-Droit : "En nous peignant les traits changeants des hommes et des générations, il tente de nous révéler le visage éternel des peuples" (25) tandis que Daniel-Rops parlait volontiers des "bases éternelles de l'homme" (26). Mais tout ceci pose une série de questions embarrassantes. Si la nature humaine est effectivement immuable, comme semble le penser les bainvilliens, et si l'histoire est régie par des répétitions, comment expliquer alors que l'homme n'habite plus dans les cavernes? Qu'est-ce qui se transforme vraiment en lui et qu'est-ce qui demeure immuable? Car, quoi de plus absurde, à première vue, qu'un historien dont la conception de l'histoire est fixiste! Montador a essayé d'expliquer cette antithèse:

L'historien doit tenir compte aussi d'une distinction fondamentale : il doit savoir reconnaître ce qui change en politique et ce qui ne change pas...

(Bainville) l'a dit et répété : "Les doctrines changent avec les situations. Et rares sont les hommes qui ne changent pas..." "Les doctrines, même celles des économistes les plus sévères, varient avec les situations..." "Les mots, les idées, les positions mêmes, passent d'un parti à l'autre avec la plus grande facilité..." Toutes les thèses sont interchangeable et les partis, tour à tour, ne se font pas faute de se les emprunter... Ce qui ne change pas, par contre, ce sont la géographie et la nature humaine.

Jacques Bainville nous l'affirme : "Ce qui ne change pas (ce sont) les lois imposées aux peuples par leurs conditions géographiques et politiques, leurs intérêts et leur caractère".

...Pour Jacques Bainville, la permanence de la nature de l'homme ne fait aucun doute : "la nature humaine à travers les âges et les climats, reste la même"...

Bref, "l'homme, à toutes les époques et dans tous les siècles, se ressemble et il a les mêmes passions, il raisonne et se comporte de la même manière dans tous les cas". (27)

Il est difficile, pour ne pas dire amusant, de ne pas penser à une certaine convergence entre la pensée de Bainville et celle des ténors des Annales (la permanence de la géographie et du climat) voire de la "nouvelle histoire" (le caractère humain, les mentalités). Sans doute, ce qui ne bouge pas chez le premier bouge lentement chez les autres... mais si le pessimisme de Bain-

(25) Michel-Droit. op. cit. p. 84.

(26) J.-L. Loubet del Bayle. op. cit. p. 334.

(27) J. Montador. op. cit. p. 117-118 (les références de Bainville sont notées).

trouve ses reflets dans celui de Braudel (28), le fixisme du premier semble se réconcilier avec une sorte de "catastrophisme" à la Cuvier : guerres, révolutions, invasions, terreurs... Tout cela ne suffit quand même pas à changer la nature humaine pas plus que l'agriculture ne change vraiment la nature géographique. Il y a là une négation du rôle du modernisme sur le développement de l'Homme. Comme il l'écrit à l'ouverture de son Histoire de France : "En tout cas, un âge vient, et très vite, où l'on a besoin d'un fil conducteur, où l'on soupçonne que les hommes d'autrefois ressemblaient à ceux d'aujourd'hui et que leurs actions avaient des motifs pareils aux nôtres" (H.F.:5).

Bainville continue donc de penser l'histoire avec une sorte d'esprit paysan qui ne veut pas se laisser bousculer par le tumultueux XX^e siècle. Il faut, au contraire, s'accrocher à ce qui fait l'immuabilité de l'homme, ce qui a duré des siècles sans changer et sans que personne ne s'en porte plus mal :

Jusqu'en 472, jusqu'à la chute de l'Empire d'Occident, la vie de la Gaule s'est confondue avec celle de Rome. Nous ne sommes pas assez habitués à penser que le quart de notre histoire, depuis le commencement de l'ère chrétienne, s'est écoulé dans cette communauté... Et pourtant, que distingue-t-on à travers les grandes lignes? Les traits permanents de la France qui commence à se former. (H.F.:12)

Quelle assurance de dire que "les hommes de ce temps-là ont eu les mêmes passions que nous" (H.F.:50) ou de penser que "la vie des peuples a comme des lois fixes" (H.F.:121), et s'il donne l'impression de faillir à sa loi, tout de suite il se rattrape :

En l'année 1521 commence cette lutte entre la France et la maison d'Autriche, c'est-à-dire entre la France et l'Allemagne, qui, sous des formes diverses, s'est perpétuée jusqu'à nos jours, qui peut-être n'est pas finie. (H.F.:122)

Enfin, projette-t-il son propre état d'esprit dans ce lointain passé où les choses, supposément, allaient si bien pour la France, son gouvernement et son

(28) Sur le pessimisme de Braudel voir l'entretien qu'il accorde à F. Ewald et J.-J. Brochier. in "Une vie pour l'histoire", Magazine littéraire # 212, nov. 1984, pp. 18 à 24.

peuple car "les Français de cette époque rêvaient peu ou leur imagination était réaliste. Ils se souciaient moins d'agrandir leur pays que de le protéger" (H.F.:202). Toujours, en grattant ce vernis idéologique, on sent la présence des symptômes de la névrose obsessionnelle.

Ainsi, si l'on cherche bien dans le passé, les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui auront eu leurs précédents; c'est une façon bien commode de désamorcer l'angoisse de l'avenir. Il suffit de dire que demain sera fait de ce qu'était fait hier. Cet énoncé séduisant gênait plutôt les Français de l'Entre-Deux-Guerres dont le pacifisme était la base de la politique étrangère, du moins éviter toute possibilité d'affrontements avec les puissances de l'Axe. L'échec de cet attentisme, la défaite humiliante de 1940 et quatre années d'occupations ramenèrent cependant, après la Seconde Guerre mondiale, cet énoncé de principe et c'est alors que les idées de Bainville revêtirent ce manteau de prophétisme, et cela, non seulement pour les anciens fidèles de l'Action Française, comme en témoigne ce passage d'un professeur de la Sorbonne, Jean-Marie Carré, rédigé en 1947:

Je ne suis pas, certes, l'ami de l'Action française et je considère que Maurras a empoisonné la France, mais je suis bien obligé de constater que Jacques Bainville a fait preuve, à cette époque, d'une terrible lucidité. Cet homme de droite essaie de nous alerter bien avant l'avènement de Hitler, comme Edgar Quinet, l'homme de gauche l'avait fait en 1840. Rien de plus prophétique en effet que la série des articles qu'il donne à l'Action française entre 1918 et 1933 et qui ont été réunis en 1940 sous le titre : L'Allemagne. A parcourir ces deux volumes, on a l'impression haletante de vivre un drame.

Les prédilections se réalisent les unes après les autres, le visage de l'Allemagne sort peu à peu, avec une effrayante netteté, du voile qu'ont jeté sur elle notre impénitent romantisme, nos illusions pacifistes, notre idéologie genevoise... Pendant près de vingt ans, il s'entête -- sans grand succès chez nous -- à dénoncer l'éternel camouflage, le faux libéralisme qu'avaient dénoncés avant lui le républicain Edgar Quinet et le juif Henri Heine... Malheureusement, ces vérités ne plaisaient pas chez nous à tout le monde. Il est inutile -- et il serait désobligeant -- d'insister. (29)

(29) J.-M. Carré. Les écrivains français et le mirage allemand 1800-1940, Paris, Boivin et Cie, 1947, pp. 179 à 181.

Comme le disait Bainville dans un autre contexte : "Quelle que fût l'illusion des contemporains, qui s'imaginaient que tout cela était sans précédents, ce qu'on a appelé les grands débats du dix-huitième siècle portait sur des sujets fort anciens. (H.F.:244).

Rien ne change donc jamais... les conseillers de Bonaparte sont déjà ceux de Louis XV!

Les deux consuls que Bonaparte s'associa pour la forme furent deux hommes d'âge mur, deux modérés : Cambacérès et Lebrun, lequel -- peut-être n'était-ce pas un hasard -- avait été, sous Louis XV, secrétaire de Maupeou, au temps du coup d'Etat contre les Parlements. (H.F.:339)

Et la justice impériale agit comme celle de l'Ancien Régime : "On revint à peu près au système de 1771, celui des magistrats nommés par le gouvernement, la garantie des justiciables étant l'inamovibilité des juges" (H.F.:340), et le duc de Saint-Simon se réincarne en Chateaubriand, ultra royaliste et libéral : "Nous retrouvons là un phénomène ancien, bien connu : le duc de Saint-Simon, s'il avait vécu cent ans plus tard, eût été de cette opposition" (H.F.:383). En fait, les moyens utilisés, les solutions apportées varient peu face aux mêmes problèmes répétitifs. La III^e République est anticléricale comme l'était le gouvernement de Louis XV, et surtout, pour les mêmes raisons:

On vit alors que l'anticléricisme était le vrai ciment des gauches. Il se manifesta dès 1880 par les décrets rendus contre les congrégations, et les Jésuites furent expulsés les premiers. Il y aura là une longue occupation pour le régime et, parfois, un moyen de diversion, comme sous Louis XV, quand les ministres étaient en conflit avec les vieux Parlements. Mais, comme au dix-huitième siècle aussi, l'anticléricisme d'Etat tournera bientôt à la guerre contre le catholicisme et l'idée religieuse. (H.F.:457)

Cette loi idéologique répond assez bien à la personnalisation affective de la France du roi et du peuple en personnalités. Il est donc raisonnable de penser qu'elles sont toujours des identités égales à elles-mêmes et de tous

temps. La France de Louis Bertrand, par exemple, est toujours celle de Louis XIV: "...je m'acheminai vers une conception plus juste de notre France ancestrale, la vraie, celle de toujours à travers les changements de régime, la France raisonnable, sage et forte" (L.XIV:10). Robert Cohen montera plus loin encore en faisant des Français la réincarnation moderne des anciens Grecs:

Nous avons des défauts qui ressemblent étrangement aux défauts des anciens Grecs. Comme eux, nous nous payons de mots et nous prenons volontiers le verbe ou l'agitation pour de l'action. Comme eux, nous ne répugnons pas à cacher le néant d'une décision derrière une formule sonore. Comme eux, nous refusons longtemps de regarder la réalité quand elle est sombre et préférons ensuite maudire Cassandre (30). Je n'ai point hésité à mettre en pleine lumière de pareils errements dans l'Athènes d'autrefois. Ni ses amours si grandes pour tous les étrangers, qu'elle leur laissait saper la notion de patrie au coeur des citoyens; ni son horreur profonde des responsabilités; ni son imprévoyance en matière de finances; ni ses incohérences en politique extérieure; ni l'envie qu'elle avait d'opérer par le bas un vaste nivellement des esprits et des fortunes; ni sa persévérance à détruire une élite dont la mort fut sa mort. (A.:10)

De même qu'on n'hésitera pas à rapprocher les Allemands des Orientaux, reprenant au compte de la modernité la vieille lutte entre Athènes et les Perses! Tout cela permet de valider, au-delà des variations de l'espace et du temps, l'immutabilité de la nature humaine. Comme l'argumentait leur disciple Ariès: "le temps modifiait à la fois le numérateur et le dénominateur, sans changer la valeur de la proportion" (31)!

Cette immutabilité est partout la règle, y compris pour les Allemands. La présentation de ceux-ci par Bonnefon, en 1926, a de quoi paraître prémonitoire pour ses lecteurs de 1933:

Il (le temps, avec ses hérédités accumulées) fait mieux que nous commander, il nous séduit, et à travers des siècles qui passent, il nous conserve un visage dont les traits changent, mais dont l'expression demeure. Pour ce corps nerveux qu'il nous a légué, nous nous ingénions à chercher les cravates

(30) Cassandre est une métaphore couramment utilisée pour Bainville. V. W. Keylor. op. cit.

(31) Ce livre, écrit en 1936, décrit les reproches adressés moins à Athènes qu'à la France contemporaine.

les plus neuves, les parures les plus imprévues, et cette liberté que nous nous accordons ainsi n'est pas une illusion; c'est une liberté limitée par notre organisme.

Certes la race se modifie sans cesse sous l'afflux des apports nouveaux, mais elle revient sans cesse à sa dominante, dans le clair obscur des tendances et des instincts qui s'analysent, mais ne s'éliminent pas.

[...]

Voilà deux mille ans que l'Allemand, riche ou pauvre, humble ou puissant, fait partie d'une sippe, c'est-à-dire d'un petit clan féodal. Autrefois il y était attaché par la naissance. Aujourd'hui, il la choisit plus souvent. Son cerveau s'est libéré; mais son instinct d'obéissance persiste. Il ne coïncide pas avec le sentiment du devoir qui est parfois dans la révolte.

[...]

Certes dans toute nation les mélanges sont si grands qu'aucune règle n'est absolue. Mais, sauf dans les pays frontières, où le retour au type primitif n'est pas fatal, l'Allemand instinctif, primordial est presque le même en aéroplane que sous les peaux de bison, ou sous la cuirasse du reître. A la suite d'un caporal ou d'un roi, il se querelle en troupe contre le voisin. (H.A.:10-12)

C'est dans ce genre de prémonitions accomplies a posteriori que réside toute la séduction de l'historiographie bainvillienne et la pseudo-pertinence de leurs "lois de l'histoire" qui font paraître quelque chose de morale comme étant scientifique, démontré par les faits comme si les valeurs en étaient les conséquences normales.

La troisième loi, dégagée par le seul Montador, est la loi d'oubli qui a pour but de rationaliser l'ingratitude et la sottise des Français qui déçoivent tant l'idéal bainvillien. Elle est encore moins "scientifique" que les précédentes. Elle explique une vision déformée que chaque génération se fait de sa propre originalité. Hors, comme il n'y a pas d'originalité dans un monde où règne la loi d'immuableté de la nature humaine, on comprend vite où elle veut en venir:

"Il est vrai que tout a été dit et qu'il n'y a ni sujet nouveau, ni idée nouvelle. Seulement, ce qui a été dit est vite oublié. Dès que les circonstances changent, les leçons s'envolent".

Il en résulte que "chaque génération croit que le monde a commencé avec elle" (N.:15). De très bonne foi,

"les hommes de tous les temps se sont plut à dire que rien n'est plus pareil aujourd'hui à ce qui était jadis et que l'évolution avait changé tout cela".

Quelle illusion! "Nous croyons toujours que tout est nouveau, alors que nous refaisons les expériences que les hommes des autres siècles ont faites et que nous repassons par les mêmes chemins qu'eux". Pourquoi? Parce qu'il faut "toujours compter avec les mêmes besoins et les mêmes passions, avec la nature de l'homme qui ne change pas". Ainsi, tout ayant été oublié et tout paraissant nouveau, chaque génération croit tout inventer.

Constatation amère : "Rien n'instruit et rien n'améliore. L'expérience des pères est perdue pour les enfants". De même : "Une leçon, quelque dure qu'elle soit, n'est utile aux peuples et même aux individus que pendant un espace de temps assez court. Sinon, y aurait-il encore des révolutions et des guerres, et des ivrognes et des joueurs?"

Et voici la conclusion de cette loi douloureuse, mais qui ne doit cependant pas nous décourager : "Quant à l'expérience, chaque génération a besoin de la faire elle-même et toujours à ses dépens". (32)

L'ingratitude, c'est la frustration où mène l'oubli : "Le propre de l'histoire est d'être presque toujours mécontente et de reprocher aux uns leur avidité, aux autres leur désintéressement" (H.F.:59), écrit-il comme il complètera plus tard l'avant-propos pour la réédition de sa vieille Histoire de deux peuples:

Nous n'avons eu qu'à continuer l'histoire de deux peuples jusqu'à la date où nous sommes aujourd'hui pour qu'on vit encore que toutes les fautes se payent et que les plus graves tiennent aux idées. Sur l'Allemagne, on a commis méprise sur méprise. Le bilan, pour le passé, en est tragique. Quel sera celui de l'avenir? (H.D.P.:6)

Comme il l'écrivait au début de l'Histoire de trois générations, "l'étude du passé donne la clef de ces agitations, à première vue incohérentes, par lesquelles le peuple français, en cent ans, a établi et renversé tant de régimes" (H.T.G.:8) Ce sont là les leçons qu'il ne faudrait surtout pas oublier!

Pour Pierre de Vaissière, "l'ingratitude et l'oubli" sont "les vices ordinaires des peuples":

Si l'ingratitude et l'oubli n'étaient pas les vices ordinaires des peuples, après les témoignages de deuil univer-

(32) J. Montador. op. cit. p. 115-116. (les références de Bainville sont notées)

sel que suscita la mort du roi Henri le Grand, on pourrait s'étonner de la rapidité avec laquelle son souvenir et son renom allèrent s'effaçant au XVII^e siècle; car ceux de sa génération disparus, "tout le siècle de Louis XIV se tut sur l'aïeul des Bourbons" (H.IV:699)

Tandis que Bainville s'acharne à démontrer que seuls, justement, les rois n'oublient pas les leçons de l'histoire.

Plus tard, pour "la Revue universelle", il reviendra sur le thème de l'oubli et de l'ingratitude des peuples qui préfèrent s'en laisser raconter par des mauvais pamphlétaires: "C'est aussi en histoire qu'il est vrai de dire que, de la calomnie, il reste toujours quelque chose. Il ne reste même, de préférence, que cela" (33) et s'amusera à rappeler l'anecdote de Rivarol sur le pont de Suresnes:

Il faut lire les pages de son Journal politique et national, où, après les journées d'octobre, il s'exclame devant la stupidité des gens qui ne savaient même plus pourquoi Louis XIV était allé à Versailles. Personne en octobre 1789, ne se rappelait que le pont de Suresnes avait été construit en bois, qu'il était toujours resté en bois de manière à pouvoir être détruit en une heure si quelque parti de Fronde entreprenait de passer la Seine. A rapprocher des Mémoires de Saint-Priest, récemment publiés par le baron de Barente, où l'on voit, dans ces mêmes journées d'octobre l'apathie laisser venir l'émeute.

On avait alors oublié le pont de Suresnes. Mais on a oublié bien d'autres choses depuis... (34)

Oubli et ingratitude se révèlent tout au long de l'Histoire de France.

Qu'est-il resté de la sagesse du roi Louis XI?

Tout cela, ce grand pas vers l'unité et la sécurité de la France, sans guerre. Louis XI n'aimait pas le risque des batailles et il avait une armée pour intimider l'adversaire plutôt que pour s'en servir. Quel gré lui en a-t-on eu? Aucun... Jusqu'à nos jours, de graves historiens ont reproché à Louis XI d'avoir été cruel pour d'illustres personnages, d'avoir versé du sang. Comme la foule, ils se soucient peu des cadavres que le Téméraire avait entassés, des villes qu'il avait détruites, des populations qu'il avait anéanties. L'histoire mélodrame s'attendrit sur La Balue, Saint-Pol et Nemours. Elle passe légèrement sur

(33) J. Bainville. op. cit. (1930), p. 41.

(34) J. Bainville. ibid. (1930), p. 49.

le sac de Liège. Elle ne compte pas les milliers d'hum-
bles vies humaines que Louis XI a épargnées et celles
qu'il a protégées en donnant à la France l'ordre et ses
frontières. (H.F.:112)

Et de celle de Richelieu?

De même que les victimes de Louis XI, celles de Richelieu
(Montmorency, Cinq-Mars, de Thou) ont paru touchantes.
Elles sont devenues des figures de roman. "Le peuple,
disait le cardinal, blâme quelquefois ce qui lui est
le plus utile et même nécessaire". (H.F.:174)

Rien de plus normal quand "l'histoire recueille en général plus de récrimina-
tions que d'éloges. Presque toujours on s'est plaint. Presque toujours les
gnes ont trouvé que les choses allaient mal" (H.F.:116), et comme il s'agit
de critiquer pour critiquer, cela est inhérent à la nature "immuable" de
l'homme:

...Louis XIV, au nom duquel on attache aujourd'hui des
idées d'excès et d'orgueil, a passé de son temps pour
avoir, par timidité, sacrifié les intérêts et la gran-
deur de la France. Ces contradictions sont la monnaie
courante de l'histoire; quand on l'a un peu pratiquée
on ne s'en étonne même plus. (H.F.:209)

D'où que l'ingratitude est la monnaie avec laquelle on paie les rois:

Et la France? Appréciait-elle cette espèce de miracle de
l'art politique qui lui avait permis d'échapper à l'alter-
native du partage ou de l'asservissement? Ce redressement,
on ne l'a compris, admiré que plus tard, après les plus du-
res épreuves. C'est seulement à la suite du traité de
Francfort que l'histoire a réhabilité le traité de Vienne.
Insensible aux avantages obtenus, à des calculs qui dépas-
saient l'entendement des foules et qu'on ne pouvait expli-
quer tout haut sans en compromettre le succès, la France
n'avait vu que le rétrécissement de ses frontières, et elle
imputait aux Bourbons, ramenés, comme on commençait à le
dire, "dans les fourgons de l'étranger", une faute qui
n'était pas la leur. (H.F.:376)

Voyez ce comble d'ingratitude, le maréchal Ney aux Cent Jours:

Cependant, Ney devint à son tour une victime et un martyr,
comme si sa fatale faiblesse, le jour où il s'était jeté
dans les bras de son empereur, n'avait pas été cause d'une
nouvelle guerre, guerre absurde, sans espoir, où des Fran-
çais n'avaient péri que pour ramener l'invasion et aggra-
ver les exigences de l'ennemi. (H.F.:381-382)

Personne ne se montrera jamais aussi fidèle aux Bourbons, et sûrement pas à la suite de l'affaire algérienne où "la conquête entreprise par Charles X sans qu'il en eût recueilli la moindre gratitude" (H.F.:399) ne mérita pas plus de souvenir que lui-même en avait conservé puisqu'il "oubliait que le traité de Westphalie n'avait pas empêché la Fronde et que la revanche du traité de Paris n'avait pas sauvé Louis XVI" (H.F.:390)!

Par cette dimension, la loi d'oubli complète finalement la loi de répétition historique et la loi d'immuabilité de la nature humaine. Elle boucle le système idéologique à travers une démonstration rationnelle qui établit que face aux mêmes contraintes, les mêmes aspirations ont toujours recours aux mêmes solutions, aux bonnes mais aussi aux mauvaises : "On a toujours conseillé les mêmes choses, dans les mêmes occasions" (H.F.:228), ce qui rend fragile les fameuses leçons de l'histoire comme le montre la suite de Waterloo où "cinq ans après les désastres, la leçon commençait à être oubliée" (H.F.:384) comme sera oubliée la seule leçon à tirer de la Grande Guerre : "Des années de négligence et d'imprévoyance furent payées par la vie de milliers et de milliers de Français" (H.F.:476). A ce titre, la Seconde Guerre mondiale, l'armistice de 1940, l'occupation et la collaboration auront été une belle revanche des lois bainvilliennes de l'histoire sur leurs détracteurs d'avant-guerre qui avaient "oublié" que l'histoire répète immuablement la même nature humaine!...

1.3 Les attitudes devant l'histoire.

Si la répétition historique, l'immuabilité de la nature humaine et l'oubli ingrat sont les trois lois majeures de l'histoire, que reste-t-il de l'action et des attitudes que les individus et les collectivités peuvent prendre à partir des leçons qu'ils peuvent tirer de la connaissance historique? Ces

attitudes ne peuvent être, comme on l'a vu, que de deux ordres : bonnes ou mauvaises. Bien sûr qu'il est toujours possible de choisir entre le Bien et le Mal, c'est là la grande liberté humaine. Seulement, si l'on devient illogique avec l'histoire, il faut s'attendre à en subir les conséquences. Si les conséquences à un geste particulier vont satisfaire aux intérêts privés plutôt qu'à l'intérêt national, le geste est mauvais. Pour les bainvilliens, le collectif, en autant que ce collectif est national, prime sur l'individu. S'il y a tant d'ingratitude, c'est que les intérêts particuliers souffrent toujours des décisions qui avantagent l'intérêt national. Ce n'est pas que les bainvilliens sacrifient l'individu à la nation, comme une quelconque société spartiate, mais ils considèrent que la sauvegarde des intérêts particuliers passe par la sécurité de l'intérêt national. Ici, la tradition philosophique occidentale de l'histoire rejoint les idéologies courantes au niveau de la petite bourgeoisie française. C'est ainsi que les bainvilliens reprennent la formulation initiale de la philosophie de l'histoire que l'on retrouve chez saint Augustin, dans sa Cité de Dieu, où le choix moral offert à l'homme opposait "l'amour de Dieu jusqu'au mépris de soi" (la Cité de Dieu) à "l'amour de soi jusqu'au mépris de Dieu" (la Cité terrestre, ou Cité du Diable) (35). Sécularisez la proposition, nationalisez l'alternative à soi et vous obtenez là la formulation bainvillienne du choix moral qui se présente à l'Homme dans l'Histoire. Si "l'idée de l'unité nationale, l'idée de l'Etat" héritée des romains remplace Dieu comme garante de l'unité collective, alors on comprend comment elle peut rejoindre la politique qu'encourage les classes petites bourgeoises de la société, où le non-interventionisme de l'Etat prôné par la grande bourgeoisie capitaliste et libérale menace leur base socio-économique et vont lui préférer un Etat interventionniste régulateur et arbitre des conflits : une Cité de Dieu plutôt qu'une Cité de Soi. Entre saint Augustin et Pierre Poujade, les bainvilliens ont

(35) Saint Augustin. City of God, New-York, Images Book, 1958, Livre XIV, p. 295 sq. "De deux amours origines deux cités".

établi leurs nids.

On peut suivre, dans l'Histoire de France, l'opposition qui dresse les contraintes nationales face aux aspirations et aux intérêts particuliers. Cette opposition, on la voit déjà se dresser dans le conflit entre Philippe le Bel et l'Ordre du Temple:

Que les intérêts particuliers en aient souffert, ce n'est pas ce qui doit nous surprendre. Pourquoi l'histoire malveillante n'a-t-elle retenu que leurs plaintes? Les progrès territoriaux, l'autorité croissante de la France exaltaient au contraire les esprits désintéressés. (H.F.:69)

La bonne attitude, c'est celle de Philippe le Bel qui s'oppose aux aspirations particulières (la richesse) des Templiers. Il pose là la règle "d'or" de l'évolution morale de la France. Malheureusement, bien peu la comprendront : "Le sentiment de l'intérêt général n'était pas plus répandu dans ces temps-là que de nos jours et les intérêts particuliers ne s'immolaient pas plus volontiers qu'aujourd'hui" (H.F.:74).

Les intérêts particuliers doivent céder le pas devant les attentes nationales. D'une part, il y a le fait qu' "à la mort d'Henri III la France, au fond d'elle-même, aspirait au retour de l'ordre" (H.F.:156) et quelque chose de tout à fait différent lorsqu'il s'agit de Fouquet, "cette puissance d'argent qui aspirait à la puissance politique" (H.F.:194). Entre ces deux types d'aspirations, la première place l'amour de la nation au-dessus des intérêts particuliers (personnels ou de partis); la seconde place l'intérêt personnel au-dessus de l'amour de la nation. Aussi, le peuple a-t-il tort de résister à Henri IV derrière le parti de la Ligue et le roi Louis XIV fait-il bien d'éliminer Fouquet. C'est la règle morale selon Bainville. Pour lui, "comme dans tous les grands conflits, les considérations économiques se mêlaient aux considérations politiques" (H.F.:212), ce qui donne à penser que les intérêts particuliers sont essentiellement économiques et les intérêts

nationaux, essentiellement politiques. C'est un profil qui, tout en étant simpliste, répond aux incohérences de l'Histoire.

Mais ce profil constitue toute l'argumentation idéologique de Bainville. Les intérêts particuliers s'organisent en théories que Mannheim qualifiait d' "utopiques" qui masquent ceux-ci sous une couverture altruiste, idéaliste ou cosmopolite. Ce sont les faux prophètes des temps modernes et "sans doute le succès allait aux faiseurs de système parce qu'il est plus facile de rebâtir la société sur un plan idéal que d'ajuster les institutions, les lois, l'administration d'un pays aux besoins de nouvelles générations" (H.F.: 256). Mais la vérité des choses est bien différente car "il fallait compter avec les ambitions personnelles, les hommes qui aspiraient au pouvoir, les partis, déjà apparus, et qui lutteraient pour le conquérir. La constitution monarchique que l'on préparait serait éphémère. Pour les mêmes raisons, celles qui la suivirent ne devaient pas l'être moins" (H.F.:290).

En fait, il faut attendre la Révolution française pour voir transparaître les intérêts particuliers sous les théories justificatives:

Ainsi s'engloutit, sans profit pour l'Etat, mais au bénéfice des ruraux, l'énorme capital qui devait rétablir les finances. L'opération fut désastreuse pour le Trésor public, les rentiers, les habitants des villes. Elle fut magnifique, inattendue pour les cultivateurs. Et moins leurs acquisitions leur avaient coûté, plus ils tenaient à la durée du régime qui leur avait permis de s'enrichir... Ils devinrent donc des partisans intéressés de la Révolution... (H.F.:293)

Et on apprend assez vite que les intérêts particuliers se ramènent toujours à peu près à la même chose, les péculs. Le pouvoir personnel et l'orgueil national peuvent parfois se greffer ou justifier les intérêts financiers, ce qui distingue le romantique national du nationaliste "nationaliste" qui lui, prend l'intérêt collectif vraiment à coeur. Le premier est cause de la remontée et de l'unification de l'Allemagne pendant que les banquiers

(Laffitte) font de l'argent. Elle a déjà causé la chute de la Restauration et minée la Monarchie de Juillet au nom de l'orgueil national:

A cette génération ardente, pressée, ambitieuse, dont Thiers fut le représentant, il aurait fallu donner des satisfactions immédiates. Il aurait fallu au moins, pour lui enlever son argument le plus fort, l'argument "national", déchirer les traités de 1815, reprendre les frontières actuelles... De toutes les conceptions déraisonnables qui peuvent se former dans l'esprit des hommes, il en est peu qui n'aient paru dans ce temps qui fut celui du romantisme littéraire et politique, et il y avait autant de romantiques de droite que de romantiques de gauche. (H.F.:387)

On peut se permettre de penser que Bainville aurait estimé tout autrement cette vengeance nationale si elle eût été entreprise par un roi, mais face à ce romantisme national, que pouvait faire un sage ministre comme Villèle? "Bouleverser l'Europe, accroître la Prusse et la Russie pour retrouver les frontières naturelles, cette politique de compensation renouvelée de 1795 lui paraissait mauvaise" (H.F.:388). Une fois de plus, le bon sens était du côté de la monarchie et, comme aujourd'hui, la monarchie est en exil, alors que reste-t-il pour contrer le romantisme national sinon l'oeuvre de Charles Maurras que Bainville insère dans son Histoire de France, jouxtant ainsi histoire et Histoire:

La doctrine nationaliste, affirmée pendant l'affaire Dreyfus et vaincue, servit alors à une sorte de redressement, comme après le boulangisme, elle avait conduit à l'alliance russe. Pareillement, au milieu des triomphes électoraux de la République, qui n'était plus contestée dans les assemblées politiques, la critique de la démocratie par Charles Maurras et son école apportait une antithèse à laquelle les esprits les plus larges, parmi les républicains, reconnaissaient l'utilité, jadis proclamée par Gambetta, d'une opposition de doctrine absente depuis longtemps. (H.F.:476-471)

Mais qui dit opposition de doctrine, dit choix, initiative humaine, construction de l'Histoire car si tout se répète, si la nature est immuable et si l'oubli est une faculté trop développée, des hommes, des individus ont donné formes à ces lois au moment où se présentaient ces alternatives. Des

individus ont permis que les choses se répètent, en bien ou en mal, sans que rien du fond ne change fondamentalement ou que les précédents ne soient pas totalement oubliés. Les bainvilliens se rallient ici à la tradition des "grands hommes" ainsi que le rappelle Daniel-Rops lorsqu'il critique la Form-geschichtliche Method en appendice de son Jésus en son temps:

Quand elle assure que c'est la communauté chrétienne qui a créé créé la tradition orale cristallisée ensuite dans nos Evangiles, pour légitimer ses usages (par exemple, pour authentifier le rite du baptême chrétien, on eût inventé le baptême de Jésus par Jean), on peut lui répondre que rien, pas une seule trace de cette "fonction fabulatrice" n'apparaît dans le Christianisme primitif, et que, d'ailleurs, tous les travaux récents sur les grandes oeuvres littéraires, sur Homère, par exemple, ou sur les chansons de geste, tendent à refuser cette hypothèse: les masses, dans cet ordre d'idées, n'inventent rien; ce sont les grandes personnalités qui sont créatrices.
(J.T.:608-609)

Dans ces "grandes personnalités" se retrouvent l'action médiatrice entre les lois et les leçons de l'histoire. Il y a les "héros" disons, et les "monstres". Ce sont des figures où le jugement moral est étroitement lié à la considération affective. Contrairement aux symboles déjà mentionnés, ils ne sont pas regroupés ici selon les personnalités déjà vues (Mère-Nation, Père-Roi et Enfant-Peuple) mais peuvent se retrouver dans l'une comme dans l'autre. Le héros (ou le monstre) sont les figures transcendées (ou avilies) des symboles affectivement investis. Comme l'explique Bruno Hébert, "ce qui attire les suffrages... ce n'est pas le héros dans son individualité historique, mais le héros comme symbole, comme incarnation imagée et circonscrite du dessein de tout un peuple" (36).

Les "héros" transcendent la médiocrité populaire et l'aliénation de la vie quotidienne, d'où leur faculté de pouvoir considérer qu'une solution politique est meilleure qu'une autre. Ce sont des modèles moraux parce qu'ils se sont haussés par la raison, le projet dynamique, prosélytique et peuvent

(36) B. Hébert. op. cit. p. 67.

opposer la bonne solution aux contraintes historiques. Dans l'Histoire de France de Bainville, on les reconnaît par ces qualités hautement intellectuelles et morales, tel le "noble Vercingétorix" (H.F.:11), ou la collaboration de la Gaule et de Rome contre Attila à travers la figure d'Aétius (H.F.:14), ou de Charlemagne dont le "gouvernement fut bienfaisant parce qu'il fut autoritaire" (H.F.:33), ou Cf Philippe Auguste, car ayant déjà des traits de Louis XI son règne en fut un "de savante politique et de bonne administration. C'est pourquoi l'imagination se réfugie dans la légende" (H.F.:52), ou Louis XI "esprit réaliste" (H.F.:106), ou François I^{er}, "prudent malgré sa jeunesse et son désir de briller" (H.F.:119), ou encore Richelieu dont le "prestige avait grandi et il avait su se rendre indispensable... Richelieu montra sa ténacité" (H.F.:172-173).

Noblesse, collaboration, bienfaisant parce qu'autoritaire, savante politique, bon administrateur, esprit réaliste, prudent, tenace, indispensable et prestigieux, le "héros" est la version idéologique du chef "précoce", "sage", d'où qu'on la retrouve plutôt chez les monarques bourgeois. Le terme de "héros" apparaît, chez Bainville, avec Charles Martel, vainqueur à Poitiers: "après un pareil service rendu à la nation, les d'Héristal apparaissaient comme des sauveurs. Vainqueur des "infidèles", Charles était à la fois un héros national et un héros chrétien" (H.F.:26), mais il n'est pas "héros" par esprit chevaleresque, mais parce que c'est un bon fonctionnaire de l'Etat, de l'Etat comme incarnation de l'idée nationale, de l'ordre et de l'autorité:

Sur ce plan moyen, les protagonistes ne sont plus des hommes divers, mais des fonctionnaires de l'Etat, du Parti, de la Révolution, etc... toujours des fonctionnaires de l'institution... (37)

Le "héros" (comme le "monstre") apparaissent ici comme les embrayeurs capables d'activer l'Histoire, les institutions, les groupes, les pays vers une solution ou une autre, face aux contraintes majeures. Cette "élite" ne s'identi-

fie ni à une classe, ni à un groupe ethnique mais au seul intérêt de la nation. C'est pour ça que Bainville écrit que "c'est par la défaillance de ses élites qu'un grand pays est exposé à périr" (H.F.:237). Prenons trois de ces figures, elles nous donneront un aperçu de ce qu'est ce "héros" idéologique bainvillien.

Le voici, besogneux et économe avec un caractère séduisant mais une habileté inégalée dans sa fonction. Ici, c'est le roi Henri IV tel que décrit par Pierre de Vaissière:

Par sa forte personnalité, le vigoureux relief de son caractère, sa nature vive et primesautière, sa verve savoureuse, sa bonne humeur, sa simplicité, ses libres façons, Henri IV est bien un homme des débuts de ce XVI^e siècle si fertile en beaux et plaisants caractères; -- mais, par d'autres mérites, il est un homme des temps nouveaux : par sa largeur d'esprit et de vues, son sens aigu des hommes et des choses, son sentiment de l'ordre et de la discipline, par, si l'on veut encore, sa large tolérance, et surtout et avant tout par cette haute raison, cette maîtrise de soi que Montaigne avait essayé de prêcher à ses contemporains dont si peu l'avaient compris...

Et puisqu'aujourd'hui, à tort ou à raison, ni le droit divin, ni la grandeur de la naissance ne sont plus "cordes suffisantes à nous attacher au respect de la royauté" je dirai qu'Henri IV a été un grand roi parce qu'il a été un homme magnifiquement doué. (H.IV:703-704)

Henri IV est bien un homme comme il en faut puisque derrière "sa nature vive et primesautière" se trouve "son sentiment de l'ordre et de la discipline"!

Ce sentiment se retrouve également chez Richelieu -- sans la nature vive et primesautière toutefois -- dont Bainville esquisse le portrait à petits traits : "il fut bientôt le premier et, sans tapage, par des initiatives prudentes, limitées, commença le redressement de notre politique étrangère" (H.F.:172). Il n'hésite pas non plus à recourir à des méthodes drastiques "pour prévenir de plus grands désastres, Richelieu, approuvé par Louis XIII, rétablissait d'une main rude la discipline dans le royaume" (H.F.:173). On voit bien la continuité entre les deux portraits. Richelieu aussi est "ma-

gnifiquement doué" lorsqu'il évalue les situations, sachant étudier et analyser puis choisir les bonnes solutions qui s'imposent, évitant les larges répressions sanglantes ou les conflits internationaux, cela en limitant les actions, en les portant juste sur les objectifs visés et stratégiques :

...Et nous qui jugeons l'oeuvre de Richelieu par les résultats, nous pensons que le grand ministre, qui est venu à bout de telles difficultés, a dû vivre au milieu du respect, de l'admiration et de la gratitude. (H.F.:174)

Autoritaire certes, Richelieu est avant tout un rusé car il "répugnait toujours à entrer directement dans la lutte : il en coûtait moins d'entretenir les ennemis de l'Empereur par des subsides" (H.F.:175), et ses solutions face aux contraintes de son temps sont empreintes de finesse et de bon sens:

Il fut un grand homme d'Etat non pas tant par ses calculs et ses desseins que par l'exacte appréciation des moyens nécessaires pour arriver au but et des rapports de la politique et de l'administration intérieures avec la politique extérieure. C'est ainsi qu'il finit par réussir dans une entreprise où la France se heurtait à plus fort qu'elle. (H.F.:176)

De sorte qu'à sa mort, la France n'en sera que plus sécurisée : "Richelieu laissait une doctrine d'Etat, et, pour la réaliser, une administration, une organisation, une armée aguerrie, des généraux expérimentés" (H.F.:178) et, grâce à lui, Louis XIV pourra bénéficier de la largeur voulue en Europe pour mener à bien la grandeur de son règne.

Louis XIV est, bien sûr, le modèle des "héros". Ce n'est pas pour rien que l'épigramme du Louis XIV de Bertrand reprend un mot de Voltaire : "Non seulement il s'est fait de grandes choses sous son règne, mais c'est lui qui les faisait" (L.XIV:3). De même, Bainville cherche sa référence dans Sainte-Beuve:

Et pour expliquer son oeuvre, sa politique, son esprit, son caractère, un mot suffit et ce mot est encore du sagace Sainte-Beuve : "Louis XIV n'avait que du bon sens, mais il en avait beaucoup". C'est pourquoi l'école classique, l'école de la raison, qui s'épanouit au moment où il devient le maître, s'est reconnue en lui. (H.F.:191)

Du bon sens, il en faut beaucoup pour être roi de France et on atteint le bon sens par le raisonnement. Louis XIV, comme Henri IV et Richelieu avant lui, est homme de raisonnement : "l'originalité de Louis XIV est d'avoir raisonné son cas et compris comme pas un les circonstances dans lesquelles son règne s'était ouvert et qui lui donnaient en France un crédit illimité" (H.F.:193). Le premier, un demi-siècle avant la désastreuse guerre de Sept Ans, aurait compris que l'Europe des Habsbourg était chose du passé et qu'une nouvelle menace pointait à l'horizon:

C'est sa véritable gloire d'avoir compris que la rivalité des Bourbons et des Habsbourg était finie, qu'elle devenait un anachronisme, que des bouleversements continentaux ne pourraient plus se produire qu'au détriment de la France et au profit de l'Angleterre pour qui chaque conflit européen serait l'occasion de fortifier sa domination maritime et d'agrandir son empire colonial. L'Autriche n'était plus dangereuse, la Prusse ne l'était pas encore, tandis que l'Angleterre, victorieuse sur les mers, nous menaçait d'étouffement. (H.F.:218)

Bref, si l'on doit faire le pont entre le symbolique et l'idéologique, la signification et la moralisation, le raisonnement, l'observation, le bon sens, les bonnes solutions déployées devant les contraintes de l'Histoire sont capables de répondre à l'angoisse de l'étouffement. Sont capables même d'entrevoir la provenance du danger et permettre de déployer, par les leçons tirées de l'histoire, les instruments aptes à s'accorder aux lois de l'histoire. Villèle, malgré des conditions difficiles sous la Restauration, représente encore ce type de "héros" puisque "devenu premier ministre, [il] était un homme sage, expérimenté, excellent administrateur, le véritable ministre du relèvement... Sa modération, sa prudence, il les portait dans la politique étrangère" (H.F.:387-388), de même que sous la III^e République, un homme comme Thiers "agité, aventureux, fanfaron jusqu'à l'âge mur, dans sa vieillesse, apparaissait comme l'incarnation du bon sens" (H.F.:443), de sorte que si la monarchie est en exil, la France peut toujours compter sur l'apport de quelques "héros", véritables hommes de bon sens, de jugement fia-

ble et de raison dont Maurras est le parfait exemple vivant.

Mais à l'opposé du "héros", il y a le "monstre", celui qui parce qu'il ne fait qu'à sa tête, risque de conduire la France vers sa perte par la voie des mauvaises solutions. Tous les "monstres" de l'Histoire de France ne sont pas aussi hideux que Marat, et c'est là le drame. Comment les reconnaître du premier coup d'oeil? Ce sont parfois des hommes de grand talent, dotés de qualités semblables à celles des "héros" avec lesquels on peut facilement les confondre. Rien ne peut ressembler autant au calcul rationnel et au bon sens raisonnable que l'esprit chimérique et la folie des grandeurs. Déjà Renan suspectait...

Mirabeau, le plus grand, le seul grand politique du temps, débuta par des imprudences qui l'eussent probablement perdu, s'il eût vécu! car pour un homme d'Etat, il est bien plus avantageux d'avoir débuté par la réaction que par des complaisances pour l'anarchie. (38)

Jugement repris point par point par Bainville : "Mirabeau doué plus que les autres du sens de l'Etat du gouvernement..." (H.F.:285).

Si les "héros" font appel à la raison, les "monstres" font surtout appel à l'instinct et aux sentiments, très souvent aux pulsions de mort. On s'étonne que des gens comme Bainville et Gaxotte, prêchant l'analyse rationnelle, s'emporent lorsqu'il s'agit de décrire l'agissement d'un Léon Blum par exemple, comme dans "Candide" du 7 avril 1935 où "Gaxotte... ne mâchait pas ses mots; à l'en croire, Blum était "l'Homme maudit" : "il incarne tout ce qui nous révolte le sang et nous donne la chair de poule. Il est le mal, il est la mort" (39)!

Ainsi, trouve-t-on dans l'Histoire de France "Charles le Mauvais, perfide, presque insaisissable" (H.F.:78); "Etienne Marcel finit comme un traître" (H.F.:83); le duc de Bourgogne, pour qui "ses intérêts et son coeur é-

(38) E. Renan. op. cit. p. 33.

(39) E. Weber. op. cit. p. 453.

taient aux Pays-Bas" (H.F.:93) et "Charles le Téméraire sera un ennemi déclaré" (H.F.:104) tandis que "le connétable de Bourbon, inoubliable figure du renégat de son pays" (H.F.:126) complète cette galerie de ganelons d'Ancien Régime. Plus tard, il y aura bien "La Fayette, esprit chimérique et avide de popularité" (H.F.:286), mais l'archétype du "monstre", le seul qui mérite clairement cette analogie, c'est, bien entendu, Marat, "ce fanatique désintéressé" (H.F.:320), expression qui ne reviendra seulement qu'une autre fois dans le livre, à propos d'Emile Combes... "fanatique désintéressé" (H.F.:467), étrange intrication d'un mot de nature symbolique (fanatique) avec un autre de nature idéologique (désintéressé), combiné explosif s'il y en a! Mais qui mieux que Marat est "ce monstre" (H.F.:321) à côté duquel il y a Robespierre "tout-puissant au grand club" (H.F.:306), ce "despote" (H.F.:326) parce que "l'illuminisme de Robespierre, son jargon prétentieux et mystique" (H.F.:325) font de lui et de Jean-Paul Marat les promoteurs sanguinaires de la Terreur. Les gouvernements révolutionnaires, tel "le Directoire, gouvernement incapable, livré aux Jacobins" (H.F.:334) sont moins sanguinaires qu'ils sont incompetents et dénués de tout bon sens.

Les philosophes représentaient déjà, à un degré moindre, des figures monstrueuses. Déjà Renan s'attristait que "la fausse politique de Rousseau l'emporta" (40), et Bainville, après lui, rappelle "l'immense succès de Jean-Jacques Rousseau, le simplificateur par excellence" (H.F.:256) tandis que "le "bonhomme Franklin", au fond un assez faux bonhomme qui... fut reçu comme un personnage de Jean-Jacques Rousseau" (H.F.:264) allaient compromettre par leurs chimères subversives l'avenir de la France. Ils ont semé les germes de la discorde, avantagé les intérêts particuliers au détriment de l'intérêt national, exciter l'esprit "dérangé" de nombreux agitateurs et l'appétit vorace de nombreux profiteurs. Comme le bon sens était attribué

(40) E. Renan. op. cit. p. 32.

aux figures paternelles (érotiques), l'esprit chimérique sera présenté par les figures populaires (thanatiques). Intimidation, fanatisme et discorde seront leur politique : "répandre la peur" en dénonçant les complots, exciter Paris "par des discours et par la presse" (H.F.:286), ces agitateurs seront toujours prêts à semer la discorde, ne manquant "pas une occasion de soulever la rue, et le désarroi grandissant de l'Assemblée, qu'ils menaçaient sans cesse et qu'ils intimidaient" (H.F.:286-287), tandis que les députés insensés votent des politiques contradictoire et dommageables:

La Gironde avait réalisé ce chef-d'oeuvre d'unir la Prusse et l'Autriche, les deux rivales traditionnelles. Alors, sur la proposition de Vergniaud, l'Assemblée décréta que la patrie était en danger. Elle l'était, en effet, par sa faute qui était celle des Girondins : ils n'avaient bien calculé qu'une chose, c'était que la guerre renverserait la monarchie. (H.F.:310)

Peut-être est-ce pour cela que Bainville déteste tant les Girondins, encore plus que les Jacobins. Ces derniers sont des hommes d'instincts, ils sèment l'émeute et la tuerie sans raison. Les Girondins, eux, sont intelligents, capables de raison et ce "chef d'oeuvre" politique en est la preuve puisque, d'un trait, ils ont effacé les bienfaits du traité de Westphalie. Plus tard, Bainville reviendra sur le personnage de Brissot dans un article de "la Revue universelle", en 1930, où il laissera épancher sa bile:

Il eût été scandaleux surtout que Brissot n'expiât point, Brissot principalement responsable (Jaurès l'a dit) de vingt-trois ans de guerres, génératrices de tant d'autres, et qui avait, par un profond calcul, lancé la Révolution dans un conflit avec l'Europe pour en finir avec la monarchie...

Je ne crois pas que Maximilien Robespierre ait été "un homme très doux". Jacques-Pierre Brissot était un homme très méchant. Tout le monde connaît son aveu : "C'était l'abolition de la royauté que j'avais en vue en faisant déclarer la guerre". Toute la politique des Girondins est là et Barbaroux renchérisait : "La guerre a tué Louis XVI". Barbaroux alla aussi à la guillotine et il ne l'avait pas volé. Mais Brissot avait eu un mot moins célèbre et plus terrible : "Je craignais surtout que nous ne fussions pas trahis". Par la guerre avec l'Autriche, il comptait jeter le roi et la reine dans le piège d'une affaire de trahison. (41)

(41) J. Bainville. op. cit. (1932), p. 148.

Par sa politique toute rationnelle, Brissot a tué Louis XVI aussi sûrement que s'il avait laissé tomber lui-même le couperet. C'est, on s'en souvient, le fond de l'aversion de Bainville contre l'Enfant-Peuple. C'est Brissot l'âme du crime, et si les Girondins sont moins sanguinaires que les Montagnards, leur politique rationnelle est tout aussi monstrueuse par ses conséquences sur les deux siècles suivants. Que de mauvaises solutions ont engendré le passage de Brissot et des Girondins dans l'histoire de France!

Puis, demeurera toujours un parti de la révolution, encore sous Louis-Philippe, après le calme passager de la Restauration, "l'agitation parlementaire avait réveillé le parti de la Révolution" (H.F.:402). C'est le prélude à la succession de faux gouvernements aux solutions aussi fausses qu'eux. Ainsi, à l'Assemblée nationale de la II^e République, "la majorité décidait de fermer les ateliers nationaux devenus une source de gaspillage et un foyer d'agitation" (H.F.:416) : c'était une mauvaise solution apportée pour corriger une autre mauvaise solution antérieure. Et l'on devine déjà, entre le Second Empire et la Troisième République l'agitation du parti de la Révolution. Pour son chef, "Blanqui, vétéran de l'émeute" (H.F.:441), les Communards fusilleront les otages, et ce geste, fait au nom du socialisme, le discrédite tout au long de la future république par son potentiel de monstruosité meurtrières qu'il recelle et qui menace encore la France du temps de Bainville:

Le socialisme était devenu audacieux, son influence au Parlement était sans proportion avec sa force réelle dans le pays et il provoquait une agitation continue chez les ouvriers et chez les fonctionnaires. Au-dehors, par son adhésion à l'Internationale et par ses doctrines cosmopolites, il penchait pour l'entente avec l'Allemagne. (H.F.:469)

Les "monstres" bainvilliens sont généralement les "héros" des républicains. Si Marat est la figure monstrueuse par excellence, Bainville n'en considère pas moins la figure de l'Empereur comme toute aussi dangereuse:

Napoléon non plus n'était pas surhumain. M. Suarès en fait un monstre, ce qui est encore une manière de le magnifier. Demi-dieu ou démon, génie du bien ou génie du mal, c'est la même chose. L'Empereur n'a été ni ceci ni cela mais un homme si intelligent qu'il se rendait compte lui-même, et mieux que personne, de la part des circonstances dans le chef-d'oeuvre de sa vie, au point que nul, peut-être ne s'est abandonné comme lui aux événements. L'erreur est de lui prêter l'intention de toutes les choses qu'il a faites, bonnes ou mauvaises, mais cette erreur, qui sert encore sa mémoire, il a eu l'art de l'entretenir. (42)

Napoléon, comme les Girondins, est capable de haute raison, mais c'est plutôt comme antithèse de Louis XIV qu'il faut le regarder, comme Marat était, ailleurs, l'antithèse de Jeanne d'Arc. Entre Louis et Napoléon, là où régnait le bon sens, ici dicte la mauvaise stratégie. "L'anti-Napoléon" de Bainville est avant tout un portrait de mauvais stratège. Il négocie de mauvais traités:

De cette transaction... la suprématie maritime et coloniale de l'Angleterre serait accrue. Le traité d'Amiens (mars 1802) "lui fut, dans une large mesure, une revanche au traité de Versailles", celui de 1783.

Une paix ainsi conclue ne pouvait être qu'une trêve. (H.F.:343)

pratique une mauvaise politique de l'Allemagne:

Cette simplification du chaos germanique, qui commençait la ruine du traité de Westphalie et qui faisait la part belle à la Prusse, devait avoir des conséquences funestes pour nous en agrandissant en Allemagne les plus forts aux dépens des plus faibles. Napoléon ne pensait pas plus à ce choc en retour qu'au danger de rapprocher les membres épars de la nation germanique. (H.F.:347)

s'égare dans des projets futiles et inutilement dangereux:

Mais il fallait mal connaître l'Angleterre pour se figurer qu'elle se résignerait à nous laisser reconstituer un empire colonial, reparaître sur les mers, possesseurs des plus belles côtes et des plus beaux ports depuis Rotterdam jusqu'à Gênes. (H.F.:348)

se laisse dépasser par ses ambitions personnelles:

La logique même de ses desseins le poussait à de dangereux remaniements de la carte, à des agrandissements toujours plus considérables de l'Etat prussien, qu'il espérait retenir dans son alliance en lui promettant le Hanovre enlevé au roi d'Angleterre. (H.F.:356)

(42) J. Bainville. ibid. (1934), p. 239-240.

ne sait se déprendre de ses bévues "de toutes ces velléités, il ne résultait qu'un vaste gâchis diplomatique où Napoléon lui-même s'embarrassait et se créait de nouveaux ennemis" (H.F.:356) et, enfin, cause sa propre défaite:

En détrônant les Bourbons pour être plus sûr de l'Espagne, pour l'administrer directement et, comme il disait, pour la régénérer, Napoléon n'y avait pas seulement attiré les Anglais, reçus comme des alliés et des libérateurs. Il ne se condamnait pas seulement à une lutte difficile qui recommençait toujours, contre un peuple insurgé. Le soulèvement de la nation espagnole fut, en outre, contagieux. En Prusse, au Tyrol, en Dalmatie, le patriotisme fut exalté, l'idée de la guerre sainte pour l'indépendance naquit et grandit. (H.F.:361)

Bref, "il faudrait des volumes entiers pour raconter ces campagnes qui s'engendraient l'une l'autre et dont aucune ne décidait de rien" (H.F.:361), et, toujours, on trouverait la même absurdité au bout des liaisons logiques, telle que "l'idée de vaincre l'Angleterre par l'Europe et l'Asie, la mer par la terre, conduisait à ces conséquences, absurdes à première vue, pourtant logiquement liées" (H.F.:362). Un aboutissement disproportionné et inconséquent qui est le lot de toutes mauvaises solutions:

Ainsi, la guerre entreprise en 1792, après avoir porté les Français jusqu'à Moscou, reviendra jusqu'aux portes de Paris par un brutal et rapide reflux. Il fallut aller à Moscou pour avoir voulu conquérir en une enjambée la Belgique et la rive gauche du Rhin, et l'un ne fut pas plus insensé que l'autre. (H.F.:364)

C'est une bien maigre consolation que de dire que les monarques étrangers sont eux-mêmes des "monstres" quand le tort dont on souffre est d'abord de notre responsabilité:

Guillaume II a commis au pouvoir toutes sortes d'erreurs et de fautes. Je me les ai pas cachées. Son orgueil était immense et, suivant la forte parole de l'Ecriture Sainte, condamné à l'écrasement; mais il y avait dans ses Etats, sous son règne, beaucoup d'individus plus ivres de force et plus déments d'orgueil, donc plus malfaisants que lui. De cela, il faut tenir compte. (G.II:7)

Ce Guillaume II n'était qu'une autre conséquence à long terme de mauvaises solutions françaises.

Chapitre II

ENTRE LA DECADENCE ET LA FAILLITE DE L'AUTO-DETERMINATION

Il n'y a qu'une chose qui soit supérieure à la science et qui dépasse tout ce qu'elle a créée. C'est la petite voix que rien n'étouffe jamais et qui nous dit ce que nous avons fait de bien et ce que nous avons fait de mal, celle de notre conscience.

JACQUES BAINVILLE
Petite histoire de France, (1934)

II.1 La décadence de la France.

Eugen Weber souligne de l'invasion alliée de 1944 que "c'était la huitième invasion depuis 1789, comme Maurras le rappelait à ses lecteurs le 23 août 1944, dix jours avant la libération de Lyon. Il semblait que la libération ne signifiât que des ruines et du sang..." (1). Ce n'était pas un sentiment nouveau que cette affaire suscitait dans l'esprit des Français. Ce n'était même plus une émotion propre à la droite. La défaite de 1871 avait été ressentie déjà comme un signe inquiétant du crépuscule de la civilisation française, quelque chose qu'on ne retrouvait pas encore à Waterloo. C'était "la conscience d'un amoindrissement et de la menace d'une déchéance" (2). Tout l'anti-germanisme de la fin du siècle se voulait d'ailleurs une doctrine du relèvement moral et une panacée à ce sentiment mélancolique de la décadence.

C'est ce même sentiment que l'on retrouve derrière l'historiographie bainvillienne. La décadence qui traîne en longueur -- sinon en langueur -- depuis la Révolution s'est incrustée dans la rhétorique de la droite conserva-

(1) E. Weber. op. cit. p. 518. Voir, du même auteur, le chapitre sur la décadence in op. cit. (1986), p. 17 à 43.

(2) R. Girardet. op. cit. p. 31.

trice. Tous les penseurs du XIX^e siècle ont essayé de l'expliquer et même de proposer des remèdes pour la contenir ou la résorber. A mesure que le siècle avançait, l'idée de progrès se résorbait, s'essoufflait autant que ses promesses du XVIII^e siècle s'avéraient vaines. A la fin du siècle, bon nombre d'anciens intellectuels enthousiastes -- tel Renan -- se résignèrent à considérer que le monde ne deviendrait pas meilleur parce que la science et la technique rayonnaient partout.

La décadence est un thème qui relève spécifiquement de l'idéologique. Comme les "leçons" ou les "lois" de l'histoire, elle n'a rien de scientifique et tout de la morale. Elle se présente comme l'antithèse de l'idée de progrès. La décadence est en relation avec la faillite de l'auto-détermination comme le progrès est en relation avec un accroissement de celle-ci. Elle explique ici un principe mécanique de base car là où l'auto-détermination signifie l'équilibre, la stabilité, la faillite de l'auto-détermination entraîne une plongée vers le déséquilibre et l'instabilité, contraintes actuelles de l'Histoire selon Bainville. La décadence rend ce mécanisme moins déterministe et relevant des décisions de l'Homme.

Si l'idée de décadence n'est pas neuve dans la philosophie occidentale de l'histoire, elle est, comme le dit Pierre Chaunu "un problème tardif":

...l'exemple même de la décadence, la fin du monde antique et la période des grandes invasions, n'a eu, apparemment, ni le temps ni les moyens conceptuels d'analyser sa décadence. De toute manière, il n'a pas percé grand-chose de ses pensées. (3)

Pour Robert Nisbet, progrès et décadence sont nés d'une même matrice, la métaphore antique de cycle organique : tout naît, croît, décline et meurt. Mais tandis que la métaphore antique, reprise par la tradition chrétienne, maintenait étroitement liés les deux phases, l'idée moderne de progrès, élaborée par le XVII^e siècle (à partir de Fontenelle), opère une scission de la métapho-

(3) P. Chaunu. Histoire et décadence, Paris, Librairie Académique Perrin, 1981, pp. 83-85.

re, rendant l'idée de progrès étrangère à celle de décadence. Désormais, des penseurs se feront les promoteurs du progrès considéré comme nécessité (Kant, Condorcet, Herder, Comte, Darwin, Marx et Spencer); du "développementalisme" à l' "évolutionisme, et d'autres de l'idée de la décadence, ou du moins de la tendance à la dévaluation qualitative et/ou quantitative (Hume, les "Ecosais" [Adam Ferguson, Adam Smith, etc.], Volney, de Bonald, Tocqueville, Le Play, Georges Sorel et Max Weber) (4). Les bainvilliens se rattacheront à cette dernière tradition, s'inspirant de Fustel de Coulanges qui leurs offrait un moyen d'étudier historiquement les causes d'une décadence, car, comme le rappelle encore Chaunu, "La Cité antique, quelque peu rajeunie dans le mode d'expression, demeure la meilleure explication de la décadence romaine. Elle se confond avec l'effacement de la civilisation antique" (5).

Pour les bainvilliens, il n'y a pas d'ascension constante vers un progrès toujours perfectible comme l'avancait l'Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain de Condorcet. Il n'y a qu'une situation optimum, la plus souhaitable possible pour tout le monde, que toute action visant à dépasser peut entraîner vers un déséquilibre fatal dont les bénéfices temporaires seront, tôt ou tard, suivis de torts coûteux. Ainsi, la rive gauche du Rhin devenue frontière naturelle sous Napoléon est complétée par la perte de l'Alsace-Lorraine en 1871. On y a perdu plus qu'on y avait gagné! Face à cette décadence la seule action possible serait celle d'effectuer un retour à cette situation optimum, atteinte sous les gouvernements royaux, par le seul mouvement politique reconnu comme vraiment bénéfique par les bainvilliens, la réaction. Ce qui a été perdu par un faux mouvement ne peut être retrouvé que par le mouvement contraire. C'est dans ce seul cadre possible que peut être considérée l'idée de "progrès" puisqu'il redonnera à la France

(4) R.-A. Nisbet. op. cit. p. 104 à 136.

(5) P. Chaunu. op. cit. p. 178.

sa situation privilégiée vers laquelle est supposée tendre la civilisation. D'où ce discours où le roi est considéré comme le seul vrai garant des libertés françaises. En attendant que ce bénéfique mouvement se produise, que la réaction se fasse progrès contre la décadence, l'historiographie bainvillienne demeure un discours sur la décadence et ses moyens de la dévier, en cela, il se marie parfaitement bien avec ce que nous savons de la névrose obsessionnelle et on peut lui appliquer ce passage d'Octavio Paz:

Les prestiges de la décadence sont moins bruyants et plus urbains, plus subtiles et philosophiques que ceux du progrès : la décadence, c'est le doute, le plaisir, la mélancolie, le désespoir, la mémoire, la nostalgie. Le progrès est brutal et insensible, il ignore la nuance et l'ironie, émet des proclamations et des consignes, marche toujours vite et ne s'arrête jamais, sauf quand il s'écrase contre un mur. La décadence mêle le soupir au sourire, le gémissement de plaisir à la douleur, elle pèse chaque instant et contemple les cataclysmes : c'est un art de mourir, ou, plutôt, de vivre en mourant. (6)

Ce discours de la décadence nous emmène à nous interroger sur la nature cinématique de la philosophie bainvillienne de l'histoire. Celle-ci excluant le progrès, reconnaissant que malgré le fixisme de la nature humaine, il y a modification des formes dans le temps, on est obligé de reconnaître que l'histoire vue par Bainville est conditionnée par une sorte de mouvements de hauts et de bas répétitifs, une vision cyclique de l'histoire.

On peut cataloguer ces philosophies cycliques de l'histoire en trois catégories : les cycles cosmiques, les cycles organiques et les cycles mécaniques. Les cycles cosmiques sont ceux qui ramènent le mouvement de l'histoire à la "musique des sphères", le mythe de l'éternel-retour tel qu'étudié par Mircea Eliade (7) et dont l'expression se trouve à l'ouverture de l'Écclésiaste (Qo. I, 4-9) : "un âge va, un âge vient, et la terre tient toujours. Le soleil se lève, et le soleil s'en va; il se hâte vers son lieu, et là il

(6) O. Paz. Une planète et quatre ou cinq mondes réflexions sur l'histoire contemporaine, Paris, Gallimard, col. "Folio essais" # 20, 1985, p. 34.

(7) M. Eliade. Le mythe de l'éternel-retour, Paris, Gallimard, col. "Idées" # 191, 1969, 188 p.

se lève... Ce qui fut, cela sera; ce qui s'est fait se refera...". Impliquant un déterminisme transcendant, ce n'est pas exactement cela que l'on retrouve dans l'historiographie bainvillienne.

Viennent ensuite les cycles organiques qui considèrent les sociétés, les cultures ou les civilisations comme des organismes vivants qui naissent, croissent, se fânent et meurent. Comme chez l'Allemand Oswald Spengler, les sociétés ont, elles aussi, un printemps, un été, un automne et un hiver. Comme des organismes vivants, des sociétés, "nous savons de chaque organisme qu'il est déterminé dans son temps, sa forme, la durée de sa vie et de chacune de ses manifestations vivantes, par les qualités de l'espèce dont il fait partie..." (8). Nous retrouvons quelque chose de semblable chez l'historien de l'art Henri Focillon et ce que Bainville appelle la décadence, Spengler l'appelait la civilisation et Focillon, le baroque, mais cette "vie des formes" n'est pas exactement le destin de la France de Bainville (9).

Enfin, les cycles mécaniques dont le retour est moins axé sur un mouvement répétitif, mais qui repose sur une loi mécanique simple telle l'auto-détermination, comme chez Toynbee (10) ou encore les cycles Kondratieff (11). Chez le premier, contrairement à Spengler, les civilisations n'ont pas à passer nécessairement par les mêmes étapes, mais si elles le font, c'est parce qu'en toutes, un principe d'équilibre se dérègle, c'est-à-dire que les différents rapports de forces ne s'équilibrent plus et que des schismes se produisent dans l'harmonie collective. Dès qu'elles perdent l'équilibre, s'amorce alors le déclin -- et non la décadence --, puis meurent ou se renouvellent

(8) O. Spengler. Le déclin de l'Occident t.1 Forme et réalité, Paris, Gallimard, col. "Bibliothèque des Idées", 1948, p. 32.

(9) H. Focillon. Vie des formes, Paris, P.U.F., 1943, 132 p. Une variante de l'organicisme est apparue à la fin du XIX^e siècle inspirée de la loi de la thermodynamique en physique. Chez Brooks Adams, par exemple, la métaphore de la décadence devient l'entropie. Son caractère semble encore plus fataliste que bon nombre d'organicismes où survit quand même, par la renaissance, une lueur d'espoir. V. R.-A. Nisbet. op. cit p.135.

(10) A. Toynbee. op. cit. 654 p.

(11) B. Cazes. op. cit. p. 212-217.

dans une autre civilisation. C'est à cette dernière catégorie que le schéma bainvillien de l'histoire ressemble le plus. Même si on retrouve des images organiques comme la famille et les figures personnelles; même si la loi de répétition semble cosmique, le mouvement qui régit toute l'Histoire demeure un principe mécanique puisqu'il n'a rien de vitaliste -- la nature humaine étant statique, il en est de même des peuples et des collectivités --, ni de cosmique -- les répétitions n'étant pas réglées comme un mécanisme d'horlogerie. L'auto-détermination demeure ici, comme chez Toynbee, un état d'équilibre qui se confond avec l'intelligibilité des images, mais qui, une fois dérégulée, ne s'explique que par une rationalité idéologique (et non un abandon religieux). Chronologiquement comme philosophiquement, Bainville se place bien entre Spengler et Toynbee.

La décadence est donc une synthèse d'un mécanisme et d'un sentiment. Chez Bainville, la décadence est faite de la mort du roi et de la perte de l'unité:

A ces peurs évidentes (la Terreur, guerre étrangère), une autre s'est surajoutée, d'autant plus puissante qu'elle demeurerait moins formulée et plus panique : celle, le roi mort, de la désagrégation de l'unité historiquement acquise et faite par la monarchie. (12)

Il est tributaire de ce courant qui remet en question la présence de l' "âme" française:

Dangereusement menacé par l'abstraction et par le rayonnement d'intentions universelles de sa langue et de sa culture, le Français, pour prix de tant de gloire, aurait-il perdu son âme profonde? Des équilibres ou des "ressourcements" ont été nécessaires : c'est-à-dire prises de conscience de ce qui fait l'être collectif. (13)

Les diagnostics varient. Pour Barrès "la conscience nationale est obscurcie, pleine de contradictions et de combats", signe visible de "paralysie générale" (14). Pour Maurras, "la Révolution, responsable à ses yeux de la décadence

(12) A. Dupront. op. cit. p. 1438.

(13) A. Dupront. ibid. p. 1450.

(14) M. Barrès cité in Z. Sternhell. op. cit. p. 299.

et de la corruption de l'être moral et politique de tous les peuples qu'elle touchait" (15) était cause de tout ce que la France avait perdu, et surtout de la décroissance du taux de natalité qui obsède aussi bien Barrès que Maurras (16), mais aussi cause de tout ce que la France a gagné depuis, la démocratie:

La pensée de Jacques Bainville est très claire. Ne reflétant que des intérêts privés, n'écoulant que les désirs impérieux et contradictoires des masses, imprévoyantes par nature, la démocratie ne peut conduire une nation qu'à la ruine. Et il le constate avec dureté.

"La démocratie est le régime du moindre effort, le droit à la paresse organisée, la consommation sans production..." "la démocratie porte, non pas à édifier, non pas à enrichir, non pas même à travailler mais à consommer purement et simplement les richesses qu'elle a trouvées..." "L'effet de la démocratie est de subordonner l'esprit à l'or..." La démocratie, régime idéal pour le peuple? Quelle illusion! Jacques Bainville hausse les épaules devant cette "conception du bonheur terrestre par le bulletin de vote". (17)

La décadence, c'est quand "tout tombe en désuétude, tout se flétrit, tout meurt" (18) et c'est ce qui arrive quand le peuple est au gouvernement. Le "vice gaulois" prend le dessus : "toute guerre civile est une guerre d'idées où se mêlent des intérêts" (H.F.:91). Une leçon de décadence se prend dès les origines lointaines de la France quand César sauve la Gaule, tiraillée "entre la démocratie et l'oligarchie" (H.F.:11). Plus tard, au X^e siècle, "le plus atroce de notre histoire", "avec la décadence de l'autorité carolingienne, les calamités recommençaient... L'autorité publique s'est évanouie; c'est le chaos social et politique. Plus de Francie ni de France" (H.F.:35). Puis, "dans ce triste quatorzième siècle, plein de fureurs et de folies, le règne de Charles V est un oasis de raison. Partout ailleurs, démenches et révoltes... Du respect pour l'autorité, il n'y en a guère..." (H.F.:

(15) E. Weber. op. cit. p. 29.

(16) Voir Z. Sternhell. op. cit. p. 299 et E. Weber. ibid. p. 29.

(17) J. Montador. op. cit. p. 145-146.

(18) J. Bainville, cité in J. Montador. ibid. p. 234.

89). "Le plus grand des maux, cause de tout, c'est encore l'anarchie" (H.F.: 156) et même le glorieux siècle de Louis XIV n'y échappe pas. Bainville considère que la banqueroute du système de Law fut "un ébranlement social qui vint aggraver cet ébranlement moral dont nous avons relevé les premières traces à la fin du règne de Louis XIV", pour lui, "il est très significatif que la chute du Système soit de 1720 et la publication des Lettres persanes de l'année suivante" (H.F.:229). Anarchie politique a donc toute les chances de signifier appauvrissement financier et démoralisation culturelle. Le XVIII^e siècle est donc un siècle de décadence et "cette Europe est sinistre. C'est un âge de grands carnassiers", et c'est dans ce monde que "la plus grande partie des Français rêvait d'une rénovation de l'humanité et d'un âge d'or" (H.F.:258). Tout au long du XVIII^e siècle, "si l'ordre ne fut pas troublé, le désordre moral persista" (H.F.:249) et ce n'est pas un hasard si, parallèlement à la décadence de la France, on vit naître, grandir et se développer la nouvelle Allemagne prussienne. Sa croissance dépendait de la dégénérescence de la France; elle était "fondée par les erreurs de la défaite de la France" (H.F.:453) et comme un vampire, elle se nourrissait de sa décadence:

C'était sur notre décadence que l'Allemagne avait compté. Elle avait cru que la guerre serait chez nous le signal d'une révolution qui fut même annoncée dans les pays de l'Europe centrale. Elle se trompait. (H.F.:475)

Et tant que la faiblesse de la France durera, qu'importe la situation temporaire, l'ennemi héréditaire aura toujours les moyens de refaire rapidement ses forces sur son dos:

Le 11 novembre 1918, un armistice, "généreux jusqu'à l'imprudence", était accordé à l'armée allemande, la sauvait d'une catastrophe totale et lui permettait de repasser le Rhin sans avoir capitulé. (H.F.:486)

Comme au temps de Richelieu, les querelles de partis affaiblissent la France, car "tout cela distrayait la France, qui ne pouvait être partout, de

l'affaire essentielle, celle de l'Allemagne" (H.F.:173), mais le gouvernement républicain n'est pas Richelieu, il se laisse submerger par les disputes et pendant ce temps, l'ennemi se remet facilement. Ainsi, de la Grande Guerre, la situation qui en sortait n'est pas plus redressée qu'avant, mais l'état de décadence, comme aux X^e et au XIV^e siècles, s'est étendu dans toute l'Europe:

On peut remarquer que presque partout en Europe, dans les pays éprouvés par la guerre, les gouvernements ont perdu pied. Le vieux monde est dans un état qui ressemble beaucoup au chaos. Extrême est la confusion des idées. Pleins pouvoirs, dictature, ce sont des mots qui n'effraient plus ou des choses qui semblent naturelles, tandis que partout sont affichés les noms de République ou de démocratie. Sur les vastes destructions qu'une guerre immense et les révolutions qui l'ont suivie ont causées, personne ne peut dire ce qui s'élabore, ce qui est provisoire et ce qui est définitif. (H.F.:494)

Ces expériences antérieures de décadence sont une source inépuisable de "leçons" que Bainville tire pour le profit de sa génération. Il s'aperçoit que l'endroit où la décadence joute les intérêts particuliers, c'est dans la trahison que donnent prises généralement les guerres civiles. "La défaite de Crécy, la première grande défaite de la royauté française" est liée à la trahison du comte d'Harcourt (H.F.:78) de même que l'échec des ambitions de François I^{er} est lié à la trahison du connétable de Bourbon, "un ambitieux, aigri, [qui] osa, quoique prince de sang, conspirer avec l'étranger contre la sûreté de l'Etat". Mais "l'horreur que ce crime contre la patrie inspira était de bon augure. Elle étouffa le mécontentement que causaient déjà les impôts, les sacrifices d'argent exigés par la guerre" (H.F.:122).

Dans ce contexte, où déjà la haute féodalité avait trahi, la démocratie n'apparaît pas tant comme le fait qu'une partie de la France est au pouvoir que l'autre partie est susceptible de trahir. C'est l'antithèse de l'absolu-

tisme capable d'assurer l'ordre et l'autorité qui maintiennent l'équilibre entre les forces de la nation. Le principe d'équilibre disparu, les partis alternent dans l'une et l'autre position. La seule politique capable de neutraliser les partis et de revenir au principe d'équilibre, c'est la réaction, "la fonction vitale par excellence" écrit Louis Bertrand (L.XIV:17-18), la seule capable d'empêcher la volonté nationale de céder "aux puissances de trouble et d'anarchie" qui engendrent la décadence, "la régression vers la décomposition et la barbarie".

Ce discours, on le sait pour l'entendre régulièrement, n'est pas mort. Avec la scission de la métaphore au XVII^e siècle, progrès et décadence sont devenus respectivement les fer de lance des politiques de la gauche et de la droite, qu'importent les couleurs et les étiquettes. La droite ne considère jamais la situation comme suffisamment redressée, et toujours elle brandit la décadence comme épouvantail aux idées de gauche. C'est le cas même d'un Jacques Chirac, dans un discours prononcé le 6 décembre 1978 qui ne s'adressait pas aux socialistes, mais bien à l'autre droite, celle de Giscard d'Estaing:

Comme toujours, quand il s'agit de l'abaissement de la France, le parti de l'étranger est à l'oeuvre avec sa voix paisible et rassurante. C'est l'engourdissement qui précède la paix de la mort.

Mais comme toujours, quand il s'agit de l'honneur de la France, partout des hommes vont se lever pour combattre les partisans du renoncement et les auxiliaires de la décadence. (19)

II.2 La faillite de l'auto-détermination.

La décadence est donc une explication idéologique d'un mouvement fondamentalement mécanique de l'histoire et qui porterait mieux le nom de déclin. On a déjà parlé de la relation qui existe entre les deux mots. Montesquieu,

(19) J. Chirac, cité in R. Rémond. op. cit. p. 482.

Voltaire et Gibbon les employaient sans faire de distinctions, usant de la décadence à la place du déclin et vice versa. Mais il est clair que le terme de déclin a une signification plus mécanique que morale. On dit, au crépuscule, que le soleil décline. Il n'est pas décadent pour autant! La portée morale du terme décadence est claire par contre au XIX^e siècle et si le mot était ambigu lorsque Voltaire l'utilisait dans le titre du chapitre LI de la Philosophie de l'histoire, "Questions sur les conquêtes des Romains et leur décadence", il n'en va plus de même en ce qui concerne le tableau du peintre Thomas Couture, "Les Romains de la décadence" (1847) où ce qui y est montré efface tout équivoque possible sur le sens moral donné au mot. La décadence est la couverture morale du déclin, c'est-à-dire de la faillite de l'auto-détermination.

On peut distinguer environ trois modes de faillite de l'auto-détermination. Le premier est consécutif à une défaite militaire : invasions, conquêtes, génocides ou déportations de population, etc. C'est l'histoire de l'ancien Israël ou de la fin des Aztèques. Un autre mode consiste au démantèlement de l'unité à partir de schismes, guerres civiles, crises intellectuelles et morales; on pense ici à ces grandes périodes de révolutions nationales, de la guerre des cités dans la Grèce classique, etc. Enfin, il y a les collectivités qui se laissent séduire à imiter les modèles étrangers au point d'en perdre leur identité propre, c'est le cas de la tentation au modernisme occidental dans les sociétés asiatiques et africaines (20) ou encore, dans le passé, par la Russie pétroviennne ou la Chine mandchoue. On pense aussi au Japon Meiji et à ses conséquences à long terme. Dans tous ces cas, la faillite de l'auto-détermination ne signifie aucunement la disparition obligatoire de la société ni même de son Etat, elle signifie seulement la présence d'un état de déséquilibre causé par des crises intérieures ou ex-

(20) Pour le cas de l'Amérique latine, voir O. Paz. op. cit. p. 169-170.

térieures.

De la décadence au déclin, Bainville trace la ligne par où le recouvrement idéologique et moral chapeaute le dérèglement mécanique. Comme il le dit dans un article de "La Revue universelle", ce qui est impie n'est pas nécessairement absurde:

Av fond, l'hypothèse extrême est que la France, qui s'est faite, peut se défaire... Le monde est plastique. Sa figure change et passe, praeterit hujus mundi figura. Le monde semble surtout obéir à la loi qui veut que ce qui s'est agrégé se désagrège. On a vu, dans le passé, les trois grands Empires tomber en morceaux. On peut se demander aujourd'hui si les Etats, sans égard à leur étendue dans l'espace, ne sont pas chargés de tant de souveraineté, s'ils ne sont pas tellement gonflés d'attributions qu'ils deviennent incapables d'embrasser tout ce qu'ils admirent. Et peut-être leur gigantisme interne provoque-t-il les mêmes mouvements de sécession que l'excès d'extension territoriale des Empires les plus fameux.
(21)

A la fin de 1933, Bainville rappelait cette désagrégation du gouvernement: "mais il n'y a besoin de personne pour donner le coup de balai... le régime se désagrège de lui-même" (22). La décadence devenait ainsi le thème éternel de la littérature bainvillienne.

Nous pouvons considérer que la faillite de l'auto-détermination trouve son déséquilibre dans deux champs distincts mais complémentaires et qui rejoignent ceux que Toynbee identifie dans ses civilisations en déclin : le schisme dans le corps social et le schisme dans l'âme. En ce qui concerne Bainville, le schisme du corps social, ce sont les intérêts de groupes [il n'aime pas le mot classes] ou de partis : féodaux et capitalistes d'un bord, "communistes" de l'autre; entre les deux, les classes moyennes et leur association "naturelle" avec la royauté. Mais les classes moyennes ne peuvent s'associer à la monarchie si, en même temps, elles refusent de payer l'impôt qui fait vivre et renforce la machine d'Etat. C'est, plus que les conflits

(21) J. Bainville. op. cit. (1934), p. 241-242.

(22) J. Bainville, dans "Candide", cité in E. Weber. op. cit. p. 349.

de classes, la cause majeure de tous les déséquilibres par le passé. Lâchant la monarchie qu'elles trouvent trop coûteuse, les classes moyennes se livrent aux ambitions démagogiques du peuple ou à l'avidité des grands seigneurs et des grands bourgeois.

Une autre source de déséquilibre se trouve dans les institutions qui décident, pour les intérêts particuliers de leurs membres, de quitter leur place et de jouer un rôle qui n'est pas le leur, un rôle politique en empiétant sur les pouvoirs et juridictions monarchiques. Les situations révolutionnaires qui découlent de tous ces dérèglements apparaissent bien vite dommageables et, en pratiquant l'anarchie, précipitent le déclin vers la décadence. A l'opposé, la contre-révolution, si elle vise la réaction, ne résout pas le problème et risque d'accentuer plutôt la décadence si elle refuse de renouer l'association "naturelle" avec la monarchie. Sans la réaction, la contre-révolution risque d'être la poursuite de la Révolution par le parti opposé. Le schisme de l'âme, pour sa part, concerne les luttes polarisées par des positions d'idées ou de sentiments, de chimères ou d'utopies malsaines. Seule l'idée nationale trouve grâce aux yeux de Bainville, à condition qu'y soit associée l'idée de l'ordre et de l'autorité, "idée romaine". Ainsi, toutes ces situations de déclin et de décadence sont les précédents à la situation actuelle, contemporaine à l'écrivain et servent alors d'excellents points de repère d'où tirer les leçons de l'histoire".

Même si Bainville ne reconnaît pas la théorie des luttes de classes, il ne peut en ignorer l'existence historique concrète, aussi, sont-elles présentes tout au long de l'Histoire de France même si elles ne peuvent s'intégrer à une sociologie qui n'existe manifestement pas chez Bainville. Les classes sont alors des associations d'intérêts particuliers qui peuvent déroger à l'intérêt national et collectif. A une extrémité, on trouve les inté-

rêts des nantis et des puissants, les féodaux et les capitalistes. Leurs abus risquent d'entraîner le mécontentement du reste de la société et ainsi de déstabiliser la nation:

Les abus de la féodalité ne furent sentis que plus tard, quand les conditions eurent changé, quand l'ordre commença à revenir, et les abus ne s'en développèrent aussi qu'à la longue, la valeur du service ayant diminué et le prix qu'on le payait étant resté le même. C'est ce que nous voyons de nos jours pour le régime capitaliste. Qui se souvient des premiers actionnaires qui ont risqué leur argent pour construire des chemins de fer? A ce moment-là, ils ont été indispensables. Depuis, par voie d'héritage ou d'acquisition, leurs droits ont passé à d'autres qui ont l'air de parasites. Il en fut de même des droits féodaux et des charges qu'ils avaient pour contre-partie. Transformés, usés par les siècles, les droits féodaux n'ont disparu tout à fait qu'en 1789, ce qui laisse une belle marge au capitalisme de notre temps. (H.F.:36-37)

Mais les droits féodaux servent aussi à demander des pouvoirs en recourant à des régimes électifs qui peuvent étouffer la monarchie et l'Etat. Ce sont "les grands feudataires" des "souverainetés locales" qui "mettent en échec la royauté carolingienne" (H.F.:38). Pour Bainville, c'est l'occasion d'énoncer sa grande vérité historique : "la royauté allemande restera soumise au régime électif tandis que la nouvelle monarchie française se fortifiera par l'hérédité"! Ces grands feudataires resteront toujours assoiffés de pouvoir, même sous l'absolutisme. Ils recoureront jusqu'à la Fronde dans le but d'irriguer les pouvoirs du gouvernement central et lorsqu'ils disparaîtront, ils seront remplacés par "les puissances d'argent":

Les financiers, les traîtants, habiles à mettre les gens de lettres de leur côté, et, par eux, l'opinion publique, étaient devenus un pouvoir inquiétant pour l'Etat... (H.F.:190)

A la veille de la Révolution, la jonction entre les grands féodaux et les capitalistes s'effectuera et leurs membres aspireront à former un mouvement "néo-féodal" espérant vivre de la faiblesse de la monarchie et d' "une harmonie délicieuse entre la royauté patriarcale et des états généraux périodiques où la noblesse aurait retrouvé un grand rôle" (H.F.:219). Cette "réaction aristocratique" va jusqu'à se recouvrir du manteau libéral (H.F.:225), mais c'é-

tait surtout un désir d'exubérance et de richesses à étaler, un contre-pied à l'austérité du temps de Louis XIV (H.F.:225). Transformés en grands bourgeois d'affaires et en chevaliers d'industries, les nouveaux puissants des lendemains de révolutions se comportent exactement comme leurs prédécesseurs féodaux, dans la recherche de la satisfaction de leur propre avidité et pour les ambitions personnelles au sein de leur caste dont les effets dangereux seront de la même nature déstabilisante que jadis:

En effet, les électeurs censitaires étaient moins maniables que d'autres, la candidature officielle ne pouvait rien sur eux et l'esprit d'opposition, qui ne cessa de grandir dans la haute bourgeoisie, avec la haine des nobles et du "parti prêtre", était de la même nature que celui des Parlements d'autrefois et de l'ancienne aristocratie féodale. Parmi ces mécontents, il suffira de citer le financier Laffitte, un homme à qui tout avait réussi. (H.F.:385)

A l'opposé de l'intérêt des classes possédantes, il y a celui des classes populaires, celles qui se manifestent toujours sous le vocable de "communistes". Les voici par ordre chronologique. Dès la Gaule romaine, ce sont "les communistes du temps, les Bagaudes" (H.F.:17). Pour le spécialiste J.-J. Hatt (23), il ne s'agit, en fait, que de jacqueries qui se manifestent par le brigandage, un peu ce que Hobsbawm appelle des "primitifs de la révolte" que de vrais communistes. Cette appellation est encore moins vraie pour les Albigeois qui préfigurent les protestants et qui seraient influencés par les Bogomiles bulgares "qui furent comme les bolcheviks du Moyen Age" (H.F.:55). Bainville note aussi "l'anarchie des Pastouraux" (H.F.:58) et la sédition des Maillotins (1382) (H.F.:90). A l'extérieur, "le soulèvement des anabaptistes de Münster, qui professaient le communisme, avaient coïncidé avec la prédication protestante" (H.F.:133) et, sous la Révolution, on se souvient du célèbre titre du chapitre de Gaxotte traitant de "la Terreur communiste" (R.F.:350). Bainville reconnaît cependant que le mot de communisme

(23) J.-J. Hatt. Histoire de la Gaule romaine, Paris, Payot, col. "Bibliothèque historique", 1959, p. 377-379.

fait son apparition historique dans le cadre de la République sociale de 1848:

Ce répit, les partisans de la République sociale le mirent à profit pour organiser une "journée" sur le modèle de la Révolution, afin d'épurer le gouvernement provisoire et d'en chasser Lamartine et les modérés... Les communistes (c'est ainsi qu'on commençait à les appeler) ne réussirent pas à s'emparer de l'Hôtel de Ville, et leur manifestation ne rencontra à Paris que froideur et hostilité... Aux socialistes écartés du pouvoir, il ne restait qu'à se soumettre ou à recommencer l'émeute" (H.F.:414-415)

De l'émeute de juin, il reconnaît qu' "elle fut d'autant plus violente qu'elle était anonyme. Elle n'eut pas de chefs" (H.F.:417).

Entre ces deux extrémités sociales, il y a tout l'espace occupé par les classes moyennes dont on se souvient qu'elles sont l'héroïne de l'Histoire de France. Celles-ci ont parti lié avec la monarchie qui seule peut les garantir contre l'exaction des classes dirigeantes et la fureur des classes populaires. Il est intéressant de considérer, même si pour Bainville, les classes moyennes remontent à la Gaule romaine, comment elles se sont épanouies à l'ombre de la féodalité, cela est intéressant d'abord parce que c'est l'une des seules fois où Bainville s'essaie à "l'histoire sociale":

...Beaucoup de croisés disparurent. D'autres qui, pour s'équiper, avaient engagé leurs terres, furent ruinés. Ce fut une cause d'affaiblissement pour les seigneuries féodales. Et il y eut deux bénéficiaires : la bourgeoisie des villes et la royauté.

Depuis les destructions et la désolation du dixième siècle, des richesses s'étaient reconstituées, la société tendait à se régulariser. Aux siècles précédents, la ruine de l'ordre et de la sécurité avait poussé les petits et les faibles à se livrer à des personnages puissants ou énergiques en échange de leur protection. Les circonstances avaient changés. La preuve que le régime féodal avait été bienfaisant, c'est qu'à l'abri des châteaux forts une classe moyenne s'était reformée par le travail et par l'épargne. Alors cette classe moyenne devint sensible aux abus de la féodalité. La dépendance ne lui fut pas moins insupportable que les petites guerres, les brigandages, les exactions. On avait recherché la protection des seigneurs pour être à l'abri des pirates : on voulait des droits civils et politiques dès que la protection fut moins nécessaire. La prospérité rendit le goût des libertés et le moyen de les acquérir. Ce qu'on appelle la révolution communale fut, comme toutes les révolutions,

un effet de l'enrichissement, car les richesses donnent la force et c'est quand les hommes commencent à se sentir sûrs du lendemain que la liberté commence aussi à avoir du prix pour eux.

De là devaient naître de nouveaux rapports entre protecteurs et protégés. La bourgeoisie des villes s'était groupée en associations de métier. Par un phénomène naturel et que nous voyons se reproduire de nos jours, ces syndicats en vinrent à jouer un rôle politique. Les corporations réunies constituèrent la commune qui obtenait ses libertés tantôt par la violence, tantôt à l'amiable ou à prix d'argent. Le seigneur étant à la croisade, le bourgeois s'enhardissait. Ce mouvement faillit d'ailleurs engendrer une autre sorte d'anarchie, celle de la féodalité bourgeoise, car les communes concurent naturellement l'autorité de la même façon que les seigneurs dont elles prenaient la place. On aurait vu une foule de petites seigneuries républicaines et le morcellement de la souveraineté qui caractérise le régime féodal aurait persisté sous une autre forme. C'est ce qui se produisit en Flandre, en Allemagne, en Italie où les villes libres et les républiques ont pullulé. En France, l'intervention du roi empêcha le mouvement communal de prendre une tournure anarchique. (H.F.:47-48)

C'est une page importante puisqu'elle explique l'origine de la nécessaire alliance entre les classes moyennes et la monarchie afin que celle-ci puisse garantir les premières contre les autres classes et aussi contre elles-mêmes. Face au régime féodal, communes et Capétiens partagent les mêmes dangers et opèrent à un même profit : "voilà comment, par la force des choses, les Capétiens, issus du régime féodal, en devinrent les destructeurs. Ils devaient le soumettre ou être mangés par lui" (H.F.:49).

Désormais, Bainville visera à souligner l'aide réciproque que les deux partenaires se commettent mutuellement. Ainsi, au temps de Louis XI, quand...

la fidélité des bourgeois de Paris le sauva et elle sauva la France d'une rechute dans l'anarchie. Ce fut la première victoire de l'idée de légitimité, une idée qui avait déjà des négateurs. Ce fut aussi, le mot a été employé et il n'a rien d'excessif, la première restauration. (H.F.:57)

De tout temps, les classes moyennes sont égales à elles-mêmes; elles comportent une partie de la paysannerie et de la bourgeoisie urbaine. La meilleure:

Laborieux, économes, paysans et bourgeois de France sont toujours pareils à eux-mêmes. Ils ne se doutent pas que leur terre est enviée, que les richesses ne se gardent pas toutes seules, que l'on attire la conquête. Ils ne comprennent pas que certains sacrifices sont utiles, qu'il ne faut pas lésiner sur la prime d'assurance nationale. (H.F.:75)

C'est à elles que s'adresse la névrose bainvillienne car elles sont la France qui "se trouvait bien d'être riche et de savoir dépenser à propos" (H.F.: 125); et elles sont Bainville. Cette identification symbolique trouve sa confirmation idéologique quand Bainville écrit que "les collaborateurs directs de Louis XIV sortaient en effet de la classe moyenne, en quoi ce règne ne se distingue pas des autres règnes capétiens" (H.F.:197), et si la monarchie disparaît, peut-on, du moins, être un peu rassuré de considérer que, comme aux élections de 1848, "les classes moyennes gardaient la direction du pays et, jusqu'à nos jours, dans toutes les Assemblées, ce trait se retrouvera" (H.F.:415). Car, si le roi n'est plus, peut-on toujours espérer que l'apparition d'un "héros" puisse les guider dans l'écheveau des contraintes de l'histoire, tel Adolphe Thiers qui avait "une autorité sans rivale, surtout dans les classes moyennes, dont l'opinion, chez nous, est toujours décisive" (H.F.:443). En fait, tant que les classes moyennes travaillent, l'avenir de la France n'est pas sans espoir.

Mais comme il le soulignait, cet accord entre les classes moyennes et la monarchie se paie d'une "assurance nationale" dont il faut payer la prime, ce qui ne plaît pas toujours aux classes moyennes qui voient leurs intérêts propres faire les frais de la sûreté nationale. Pour Bainville, c'est toute la racine du mal de la contestation des impôts à payer. L'impôt, c'est la prime d'assurance nationale à payer, et s'y dérober, c'est une faute majeure capable d'entraîner les pires déséquilibres. Déjà on peut voir, sous Philippe le Bel, la séparation des classes moyennes du gouvernement royal autour de la question de l'impôt:

C'était aussi cette entreprise extérieure (la Flandre), longue et coûteuse, qui l'avait conduit à multiplier les impôts impopulaires. Les gouvernements en reviennent toujours aux mêmes impôts quand le trésor a de grands besoins : la maltôte était notre taxe sur les chiffres d'affaires. Ils recourent aux mêmes expédients : la fabrication artificielle ou l'altération de la monnaie qui ont la vie chère pour conséquence. On vit sous Philippe le Bel ce que nous avons vu, jusqu'à une loi sur les loyers. Les Français d'alors supportaient fort mal ces inconvénients. Il y eut à Paris des émeutes où le "roi faux monnayeurs" fut en grand danger. Comment expliquer aux gens que la quantité de métal précieux retirée des écus représentait le prix qu'avait coûté la formation de la France? La livre, qui était une livre d'or sous Charlemagne, n'est plus de nos jours qu'un morceau de papier. La différence représente ce que nous avons dépensé pour devenir et rester Français. (H.F.:68)

Cette idée reviendra périodiquement dans l'Histoire de France. Un monarque avisé sait bien que la question de l'impôt est le point sensible des classes moyennes, aussi ne doit-il pas en abuser, surtout en temps de paix. Ainsi, Louis XI peut même dispenser "d'impôts pour être plus sûr de sa fidélité" (de Paris) (H.F.:107), car lorsque l'impôt est trop lourd à payer, il peut y avoir des coalitions de classes contre la monarchie, comme ce qui se passa sous Richelieu (H.F.:177), et s'il n'y a pas de révoltes ouvertes, les institutions peuvent devenir des centres d'opposition à la politique royale de l'impôt en déclarant "illégales quelques taxes nouvelles. La raison du mécontentement ét[ant] toujours la même : la guerre, l'action extérieure, l'achèvement du territoire coûtaient cher" (H.F.:182).

Les classes moyennes doivent se convaincre que l'impôt est un mal nécessaire et refuser de le payer, c'est risquer d'amorcer la décadence puisqu'il y a amputation des revenus de l'Etat, ce qui l'empêche de réaliser ses objectifs, comme quand "la dépense qu'exigeait l'entretien de puissantes escadres servit de prétexte. Colbert était mort, son oeuvre ne fut pas poursuivie, et la décadence commença" (H.F.:208). Ainsi encore, l'impôt devient la garantie de l'auto-détermination de l'Etat et de la nation et c'est pour cela

que Necker se fait sévèrement juger pour avoir voulu lui substituer l'emprunt:

La prodigieuse popularité de Necker tint à ce qu'il eut recours non à l'impôt, mais à l'emprunt. Habile à dorer la pilule, à présenter le budget, comme dans son fameux Compte rendu, sous le jour le plus favorable, mais aussi le plus faux, il n'eut pas de peine, en fardant la vérité, à attirer des capitaux considérables. De là deux conséquences : les prêteurs de rente devinrent extrêmement nombreux et une banqueroute frapperait et mécontenterait désormais un très grand nombre de personnes; d'autre part, Necker, ayant donné l'illusion qu'on pouvait se passer d'impôts nouveaux, eut la faveur de tous les contribuables, notamment du clergé, à la bourse duquel on avait coutume de s'adresser en cas de besoin, mais il rendit par là les Français de toutes les catégories encore plus rebelles à la taxation. (H.F.:268)

Mais il ne faut pas faire non plus comme Calonne et attendre après la bonne volonté des contribuables:

Calonne s'adressait au bon sens des privilégiés et aux aspirations égalitaires du tiers état. Avec une véritable naïveté, pour mieux agir sur les esprits, il mit à nu la détresse du Trésor. Les notables, au lieu d'ouvrir leur bourse, en profitèrent pour le charger de tous les péchés. Les accusations d'impéritie et de profusion qui pèsent sur sa mémoire datent de là. Il devint le bouc émissaire de l'ensemble des causes qui avaient ruiné nos finances. Le scandale fut tel que le roi dut lui signifier son congé. (H.F. :271-272)

L'impôt est un devoir d'Etat il doit se servir de son autorité et de sa coercition si les contribuables refusent de payer l'impôt. L'impôt, c'est le sang du Père-Roi fournit par l'Enfant-Peuple et transmet à la Mère-Nation. C'est une question de vie politique plutôt que financière (24). "Mais le grand défaut de Necker, surtout dans un temps comme celui-là, était de voir les choses du point de vue financier et non du point de vue politique" (H.F.: 278), et c'est parce que le peuple refuse d'entretenir l'Etat que la Révolution française commence, c'est ainsi que Bainville interprète les fameux cahiers de doléances de 1789 : "ce que les "cahiers" montrent surtout, c'est le désir de ne pas payer ou de payer le moins possible" (H.F.:279). Et si Bainville

(24) L'impôt peut prendre ici l'allure d'une "semence" propre à l'accouplement du Roi et de la Nation, une semence pécunière dont Bainville ne semble pas affecter par toute la stérilité.

insiste tant sur cette question de l'impôt, c'est qu'elle se trouve encore, de son temps, la garante du redressement français d'après-guerre:

Elle (l'oeuvre de reconstruction) a déjà exigé des capitaux considérables qui, ajoutés aux énormes dépenses de guerre, forment une dette colossale qu'a encore insuffisamment réduite l'abaissement du franc au cinquième de son ancienne valeur après une période d'inflation, qui a l'appelé le régime des assignats. Les difficultés financières, lorsqu'elles sont très graves, deviennent des difficultés politiques: nous l'avons vu à la fin de l'ancien régime et sous la Révolution. La question des impôts, lorsque l'imposition doit être très lourde, est redoutable parce qu'elle provoque des résistances et favorise la démagogie: c'est le cas qui s'est présenté à plus d'un moment de notre histoire. Un gouvernement faible est tenté par l'expédient trop facile des assignats qui provoque la ruine. D'autre part, compter sur les sacrifices raisonnés et volontaires de toutes les parties de la nation est bien chanceux. D'après l'expérience des siècles passés, on peut se demander si la question d'argent ne sera pas, pendant assez longtemps, à la base de la politique, si, au-dedans et au-dehors, notre politique n'en dépendra pas, si enfin, le pouvoir ne tendra pas à se renforcer et à sortir des règles de la démocratie parlementaire pour soustraire les mesures de salut public à la discussion. (H.F.: 494)

Dans ces conflits d'intérêts qui opposent entre eux les membres de la nation, il y a, ce qu'on peut appeler l'intermédiaire des corps. L'armée, les états généraux, les parlements s'ingèrent couramment dans les affaires politiques en défendant des causes particulières contre l'intérêt national représenté par la monarchie. Mais comme les classes, Bainville juge que ces institutions sont fondamentales à la société et qu'elles ne doivent pas être détruites mais mises au pas par le roi. Ce dernier peut recourir cependant à leur élimination si elles prennent trop d'ascendant au point de menacer l'ordre, ce qui arrivera aux parlements sous Louis XV.

L'armée, organe tant admiré par les forces nationalistes, y compris Maurras, apparaît plutôt timidement dans l'Histoire de France. Sans doute, Bainville lui est-il reconnaissant d'être restée à sa place lors de la Fronde car, grâce à elle, "l'Etat français a néanmoins résisté à cet ébranlement" (H.F.:187), mais l'armée de métier se distingue avant tout de l'armée populai-

re. Celle-ci est une menace de grandes horreurs comme l'appréhendait Mirabeau : "C'est quand les guerres seront tout à fait nationales, de peuple à peuple, qu'elles deviendront terribles, comme Mirabeau l'avait annoncé" (H.F.:309), mais Bainville doit reconnaître que dans le chaos de la Révolution, c'est elle encore qui a sauvé la défense de la nation (H.F.:315). Cependant, de tels services ne lui donneront jamais le droit de s'opposer à la monarchie et il blâme sévèrement les mouvements séditieux qui trépignent sous la Restauration:

Les éléments militaires, les anciens généraux de l'Empire pensaient à un nouveau Vendémiaire ou à un autre Fructidor. Le vieux La Fayette lui-même, revenu à ses ardeurs de 1788, rêvait d'un pronunciamiento à la manière espagnole : le coup d'Etat du 2 décembre se préparait dès ce moment-là. (H.F.:384)

L'armée demeure, en effet, l'instrument privilégié de la dictature des Bonapartes, et, à ce titre, Bainville dissimule mal une certaine méfiance à son endroit.

Les états généraux sont, à l'origine, une assemblée sur laquelle le roi peut compter. Philippe le Bel les convoque comme une preuve de solidarité nationale, afin de "mieux marquer qu'il avait la France derrière lui" (H.F.:66). Mais en temps de crise, les états deviennent le lieu où se manifeste l'esprit de sédition. "L'Assemblée de 1355 [où parut Etienne Marcel] avait esquissé un gouvernement représentatif" (H.F.:79) et, les états vont même jusqu'à défier le dauphin en pleine guerre de Cent Ans par "une tentative de gouvernement parlementaire et, tout de suite, la politique apparut" (H.F.:80). Aussi, le dauphin, devenu Charles V prit soin de les écarter "doucement, tout en gardant pour la monarchie l'organisation financière qu'ils avaient mise sur pied" (H.F.:87-88). Devenus politiques, les états généraux seront convoqués à l'avenir non plus tant par le roi que par les partis ou factions, comme au temps des guerres de religion, où aux Guise il leur fallut "une sorte d'approbation nationale" et que le chancelier L'Hospital convoqua ce "dangereux remède des

temps troublés" (H.F.:137). Les états généraux de 1614 se montreront si partisans que plus jamais un monarque ne voudra les convoquer:

Les états généraux de 1614 seront les derniers avant ceux de 1789. Ils discréditaient l'institution parce que l'idée du bien général en fut absente, tandis que chacun des trois ordres songea surtout à défendre ses intérêts particuliers... On s'empessa de fermer les états après avoir promis de supprimer la vénalité des charges. Ce que le gouvernement promettait surtout à lui-même, c'était de ne plus convoquer d'états généraux. (H.F.:169-170)

Les Parlements sont pires car ils sont permanents. Les états généraux se convoquent et se ferment, mais les Parlements sont une institution fondée par saint Louis pour maintenir la justice dans le royaume. Mais bientôt, ils sont devenus des instruments des classes privilégiées dont ils servent de chiens de garde devant le pouvoir royal (H.F.:219-220). Bien avant 1525, ils s'étaient déjà opposés à la régente Louise de Savoie et, dès cette époque, Bainville reconnaît qu'ils sont devenus moins des organes de justice que des organes politiques : "muni du droit de remontrance, il critiquait le gouvernement, il se donnait un air libéral" (H.F.:124), allant jusqu'à faire de la démagogie, affectant "de parler au nom du bien public" (H.F.:170) et se prenant bientôt pour ce qu'ils ne sont pas, le Parlement de Londres:

En somme le Parlement de Paris, le plus souvent soutenu par ceux des provinces, prétendait agir comme une assemblée souveraine et, au nom des antiques institutions et libertés du royaume, limiter l'autorité de la monarchie, singulièrement renforcée sous la dictature de Richelieu. Les Parlements deviennent dès ce moment-là ce qu'ils seront encore bien plus au dix-huitième siècle : un centre de résistance au pouvoir et d'opposition aux réformes, d'agitation et de réaction à la fois, un obstacle à la marche de l'Etat. (H.F.:183)

Aussi fallait-il un esprit bien léger comme celui du Régent pour appeler les Parlements à annuler le Testament de Louis XIV, lui reconnaissant en retour le droit de remontrances dont les Parlements "ne tarderont pas à abuser" (H.F.:224). Dès lors, il reprend son rôle de contradicteur et "résiste à l'autorité, refuse d'enregistrer les impôts, comme sous la Fronde" (H.F.:243).

Ce qui donne l'occasion à Bainville de souligner que parler d'absolutisme royal était une fausseté historique puisque "en pratique, le pouvoir, loin d'être absolu, était tenu en échec par les Parlements dont l'opposition aux réformes financières paralysait le gouvernement et lui rendait impossible l'administration du royaume" (H.F.:244).

Tous ces conflits particuliers de classes et d'institutions agissent sur la faillite de l'auto-détermination à partir de ce que Toynbee appelait un "schisme dans le corps social". C'est le conflit de classes et d'appareils comme agents déstabilisateurs de l'ordre national. Mais on retrouve aussi le "schisme de l'âme", c'est-à-dire les conflits d'idées, de sentiments, de religion. Seulement, pas plus que pour les systèmes économiques et les mouvements sociaux, Bainville n'approfondit les courants idéologiques. Seule l'idée nationale a de l'importance et mérite d'être qualifiée de "vraie", les autres n'étant que des diversions chargées de justifier ou de couvrir des intérêts particuliers. Même le Christianisme n'est important que parce qu'il transmet "l'idée romaine" de l'ordre et de l'autorité. Pour lui, le protestantisme (souvent associé indirectement avec le communisme, comme dans le cas des Albigeois et des Anabaptistes) est une idée étrangère, allemande de surcroît, dont la propagande forme "des iconoclastes et des fanatiques" (H.F.: 127), de même que le jansénisme est "cette Réforme sans schisme, qu'on a appelé "la Fronde religieuse"" (H.F.:182). La démocratie et le socialisme sont encore moins analysés, si on peut appeler ça une analyse, bien entendu...

Les intellectuels et leurs institutions, l'Université, la Presse, représentent aussi des intérêts particuliers et s'opposent très vite à la monarchie. Très tôt, dès le Moyen Age, ils apprennent à associer les affaires religieuses aux affaires politiques : "L'Université disputeuse se grisait et, de même qu'elle voulait donner un statut à l'Eglise, elle voulut donner des lois à la France"

(H.F.:93). Quelle absurdité de voir "l'Université, de ces docteurs, de ces disputeurs de profession, chargés tout à coup, par le triomphe de la parole d'un mandat politique" (H.F.:93), car son activité politique se trouvera toujours mêlée aux intérêts populaires, cabochiens et écorcheurs:

Elle était poussée par son orgueil et par son prolétariat, ses étudiants pauvres, ses moines mendiants. Ces intellectuels entreprenaient une révolution et, comme il leur fallait des exécutants, ils trouvèrent pour alliés la vieille, puissante et violente corporation de la bouche-rie. Voilà le carme Eustache en compagnie de Caboché, les théologiens avec les écorcheurs. L'Université de Gerson la main dans la main des émeutiers. L'imprudente théologie fut vite dépassée par les cabochiens. Comme sous Etienne Marcel, Paris vit des scènes révolutionnaires. (1413) (H.F.:93-94)

C'est elle aussi qui porte la honte du supplice de Jeanne d'Arc (H.F.:100-101) puisque la division de la nation suit le ralliement de l'Université aux bourgeois, division analogue à celle qui s'est produite lorsque les intellectuels de la III^e République ont rejoint le rang des dreyfusards:

La France se partagea en dreyfusards et antidreyfusards. Cette lutte de doctrines, de sentiments, de tendances, où se heurtaient l'esprit conservateur et l'esprit révolutionnaire, répétant, sous une forme réduite et atténuée, les grandes crises du quatorzième siècle, des guerres de religion, de la Fronde, de 1789, où l'on avait vu, comme dans l'affaire Dreyfus, les "intellectuels" prendre parti, la philosophie et la littérature dans la bataille. (H.F.: 464)

Des universités et des intellectuels naissent aussi les idées chimériques tels le libéralisme, la démocratie et socialisme. Rien cependant de plus ignorant de la politique qu'un intellectuel! Voyez les libéraux comme ils sont faux calculateurs, malhabiles, incapables et inconscients des véritables besoins de la nation. Que vaut leur premier représentant, Michel de L'Hospital au cœur des guerres de religion? Quel mauvais conseiller ce "L'Hospital, libéral vénérable et verbeux" (H.F.:135)! Comment pourrait-il analyser les contraintes historiques de son temps?

L'Hospital s'était trompé sur la nature du problème ou plu-

tôt il ne l'avait pas vue. Il n'avait pas distingué ce que Sainte-Beuve appelle "l'esprit républicain primitif des Eglises réformées et leur dessein exprès de former un Etat dans l'Etat". L'Hospital ne crut pas seulement contenter les calvinistes par des concessions et des édits de tolérance. Ne distinguant pas le cours des événements, il affaiblit l'Etat au moment le plus mauvais. Il a ainsi une lourde responsabilité dans les massacres et les guerres civiles. (H.F.:138)

Ses solutions sont anarchiques : "L'Hospital pensait que la liberté arrangerait tout : il désarmait le gouvernement, et il armait les partis" (H.F.:138). De sorte que même les libéraux du XIX^e siècle, même "Michelet, presque malgré lui, traite ce libéral comme un imbécile" (H.F.:138) et Bainville ne peut que rajouter "l'aveuglement de L'Hospital" (H.F.:142) qu'il n'aime visiblement pas.

Et les libéraux sont de tout temps les mêmes. Rappelant les mots de Mme de Staël qui disait que "c'était une niaiserie de vouloir masquer un tel homme -- il s'agit de Napoléon -- en roi constitutionnel", Bainville ajoute: "Cependant, la plupart des libéraux voulurent être dupes" (H.F.:378). Aux libéraux, il leurs reproche de cacher sous des théories politiques l'intérêt particulier de la grande bourgeoisie en faisant profession de foi des libertés et de la démocratie. Aussi, essaie-t-il de les prendre à leur propre piège en expliquant leurs hésitations à recourir au suffrage universel, préférant concentrer le vote dans les mains des possédants. Bainville est convaincu que le suffrage universel ferait basculer la masse paysanne, essentiellement conservatrice et anti-militariste, dans le camp de la monarchie de Juillet. Le suffrage censitaire lui apparaît donc comme subvertivement pernicieux puisque ses résultats ne visent pas à démocratiser le pouvoir, mais à le donner à une classe privilégiée de la société:

Les théories sont changeantes et il paraît surprenant que d'authentiques libéraux aient été aussi obstinément hostile au suffrage universel. En général, cette hostilité est attribuée à un esprit de méfiance et de crainte à l'égard des masses populaires, à l'idée que des électeurs bourgeois, des "citoyens qui possèdent", sont plus conservateurs que les autres. Cette opinion était sans doute en faveur chez ceux qui considéraient le suffrage universel comme une force

révolutionnaire, et le suffrage restreint comme un moindre mal, en quoi ils se trompaient beaucoup. Il est surprenant qu'après l'expérience orageuse du système parlementaire sous la Restauration (les monarques) n'aient pas discerné cette erreur. Mais les libéraux raisonnaient autrement et, à leur point de vue, ils raisonnaient mieux. Le suffrage universel leur apparaissait comme un poids immobile, sinon comme une force rétrograde... Or la France était en grande majorité rurale. Il semblait impossible aux libéraux de conduire une politique neuve, hardie, généreuse avec ce peuple de terriens, nécessairement attachés à leurs intérêts matériels, bornés à l'horizon de leur village. Pour comprendre et pour aimer le progrès, pour pratiquer le régime de discussion, il fallait des hommes affranchis des préoccupations vulgaires de la vie, inaccessibles aux considérations mesquines comme aux influences que subissent les ignorants et les besogneux. On ne vote selon des principes que si l'on est indépendant. Et d'où vient l'idée d'indépendance, sinon de la fortune? (H.F.:394-395)

C'est là un trait cinglant de l'humour bainvillien, le rire grinçant difficilement saisissable de l'exposé analytique, un trait qui mord la monarchie de Juillet:

Ainsi, en s'obstinant à repousser le suffrage universel, la monarchie de Juillet se privait d'une base large et solide, celle qui avait déjà manqué à la Restauration. Elle se privait du concours de la partie la plus conservatrice de la population, alors que son système allait être conservateur et de la partie la plus pacifique, alors que sa politique allait être fondée sur le maintien de la paix. En outre, la monarchie de Juillet, par son attachement à un suffrage étroitement restreint, blessait une large partie de la classe moyenne, à l'image de laquelle ce régime semblait créé... On irritait le sentiment de l'égalité, si vif dans la bourgeoisie. On les incitait à désirer, du moins pour eux-mêmes, le droit de suffrage dont quelques francs de contributions les séparaient. (H.F.:396)

Tout cela démontrait que les libéraux méconnaissaient le peuple et que l'autorité ne pouvait se fier à son interprétation des choses, ceux-ci ne représentant que la faction la plus riche de la nation, la grande bourgeoisie dont...

Les Chambres qu'elle élisait, qui ne représentaient que les riches, n'étaient pas plus raisonnables que celles de la Restauration. La bataille des ambitions et des partis, la fronde contre le pouvoir y furent ce qu'elles avaient été... Le produit du suffrage censitaire, d'un suffrage restreint qui ne voulait rien céder de son privilège d'argent, c'étaient surtout des rivalités de personnes, d'après conflits pour la conquête du ministère. (H.F.:400-401)

Mais comme l'ensemble de la population se sentait écartée par un tel système électoral, elle reprenait ses critiques et le gouvernement de Louis-Philippe ne se montrant pas à la hauteur pour défendre leurs intérêts, fut balayé quand... "certains des libéraux qui avaient préparé la Révolution de 1830 regrettèrent par la suite leur étourderie" (H.F.:402), et que l' "imprudent Thiers" (H.F.:404) proposait de leur donner satisfaction.

Dangereux, le libéralisme avait menacé les bases de l'autorité de l'intérieur de la nation, son pendant extérieur, le cosmopolitisme, allait mener la France à se livrer pieds et poings liés à ses ennemis naturels. Même Mirabeau...

...redoutait le cosmopolitisme des hommes de la Révolution, qui tendait à désarmer la France; leur esprit de propagande qui tendait à la lancer dans les aventures extérieures; leur ignorance de la politique internationale qui les jetterait tête baissée dans un conflit avec toute l'Europe; leurs illusions sur les autres et sur eux-mêmes, car s'imaginant partir pour une croisade, ils confondraient vite l'affranchissement et la conquête et provoqueraient la coalition des peuples, pire que celle des rois. Mirabeau avait vu juste. (H.F.:305)

De même, "cosmopolite et humanitaire, le jacobinisme, moyennant quelques précautions oratoires, devenait guerrier; il suffisait de dire qu'on ne combattait que la tyrannie" (H.F.:306), confirmant ainsi les craintes de Mirabeau et engageant la France dans une mission de libération de tous les peuples de leurs monarchies. La fraternité universelle imposait une diffusion internationale des principes révolutionnaires, diffusion qui n'étant pas obligatoirement acceptée par les autres, nécessiterait tôt ou tard l'intervention militaire. De la fraternité des volontaires de l'an II, on s'acheminait ainsi vers la conscription de l'Empire:

Déjà Bonaparte formait le projet de remanier l'Europe, de rassembler les peuples encore divisés, Allemands et Italiens, de créer, à la place des vieilles constructions historiques des Etats nationaux, "naturels" eux aussi, et d'en prendre la direction. Abolir en Europe tout ce qui était "gothique", ce que les traités de Westphalie étaient

destinés à conserver pour empêcher les rassemblements de nationalités contre la France, pour empêcher surtout l'unité germanique, faire table rase des vieilles institutions, à l'extérieur comme à l'intérieur : c'était l'essai de réaliser un rêve, celui de la République universelle, sous la présidence du peuple français, et c'était encore une idée de la Révolution. On en trouvait l'origine chez ses orateurs comme chez les publicistes du dix-huitième siècle dont Bonaparte était le fils spirituel. Nul ne sait ce que fût devenu ce vaste système où la France occupait le premier rang si l'Angleterre avait été vaincue. Mais l'Angleterre ne le fut pas. Et le système, ayant détruit nos sécurités et nos sauvegardes, ne devait pas tarder à se retourner contre nous. (H.F.:342)

Encore, la marche de 1812 apparaît, aux yeux de Bainville, comme la suite de la "croisade" de 1792:

A cette croisade, par la perte naturelle de son esprit autant que par politique, Napoléon donnait encore le mot d'ordre de la Révolution, la libération des peuples, dont la résurrection de la Pologne serait le gage, sans prendre garde que déjà les Espagnols luttèrent pour leur indépendance et que l'esprit de nationalité, ranimé par les principes révolutionnaires, agitait les masses germaniques. (H.F.: 364)

Cette idée de cosmopolitisme ne cessa de se répandre tout au long du XIX^e siècle avec autant de conséquences déplorables pour la France dont les pires sont les réunifications allemande et italienne. De celles-ci naîtront les désastreuses politiques étrangères du Second Empire et de la III^e République, qui se solderont par deux invasions territoriales : c'étaient là les récompenses de "la religion des peuples opprimés" de 1848 (H.F.:413)! Le socialisme s'inscrit également dans cette vision désastreuse du cosmopolitisme.

Que ce soient les schismes du corps social ou de l'âme, la mécanique de l'auto-détermination est déréglée et le résultat est partout et tout le temps le même : l'anarchie. Et surtout, la Révolution. Elle est le signe qui ne trompe pas de la décadence nationale et l'Histoire de France ne cesse de le répéter. Elle est une trahison nationale, elle ouvre la porte aux ambitions étrangères, comme au roi Henri V d'Angleterre durant la guerre de Cent Ans:

Voilà ce que les révolutions leur avaient apporté : elles sont la seule cause de cet incroyable abaissement. La misère, la famine étaient telles, à la suite de ces longs désordres, que Paris, après avoir perdu le sens national dans ses disputes, avait perdu la dignité. (H.F.:97)

Et toujours, elle le fait pour le bénéfice des puissants et des nantis car "l'anarchie profite toujours à quelqu'un, souvent aux grands, jamais aux petits" (H.F.:104) aime-t-il rappeler aux petits bourgeois qui seraient tentés d'y voir une solution à leurs problèmes. Bainville leur rappelle aussi la sagesse du roi Louis XI qui "répondit avec bon sens que, sous les règnes précédents, c'étaient les guerres civiles qui avaient livré la France aux Anglais" (H.F.:107). Il montre les exemples étrangers, comme la Suisse (H.F.:119-120) et leur dit que la Révolution, c'est toujours une arme que l'on donne à l'ennemi; des traîtres que l'on secrète en son sein, que l'on écoute car "pour avoir raison de la France, l'ennemi a toujours su qu'il devait trouver des partisans chez elle" (H.F.:122). Il montre la solidité de la monarchie opposée à la faiblesse de la Révolution bien que celle-ci essaie de profiter de chaque dérapée du régime "et du changement de dynastie à la suppression du régime monarchique, il n'y a qu'un pas. Un état d'esprit révolutionnaire se répandait" (H.F.:137).

La Révolution, c'est toujours la politique d'un parti contre tout le reste de la nation. C'est...

La Ligue, qui eut à Paris son foyer le plus ardent, était une minorité, mais une minorité active et violente. La petite bourgeoisie, les boutiquiers irrités par la crise économique, en furent l'élément principal. Aussi n'est-on pas surpris de retrouver aux "journées" de la Ligue le caractère de toutes les révolutions parisiennes, celles du quatorzième siècle comme celles de la Fronde et de 1789. (H.F.:151)

Et la Ligue exaspère l'opinion publique : "Plutôt un autre roi, plutôt la République qu'un roi huguenot : ce sera la formule de la Ligue" (H.F.:149) qui vise ainsi à humilier la souveraineté légitime : l'anarchie est partout.

Elle donne prise aux puissances étrangères pour envahir le territoire national, car "à travers nos guerres civiles, Elisabeth et Philippe II cherchaient à s'atteindre, l'étranger profitait de nos querelles" (H.F.:153-157), et les classes moyennes paieront, un jour ou l'autre, la facture de cette aventure nationale.

Car les classes moyennes qui, par le passé, ont appuyé la Révolution, s'en sont toujours ressenties après coup comme "les rentiers qui avaient commencé la Fronde eurent à s'en repentir les premiers" (H.F.:184), tandis que seuls certains profiteurs tirent les marrons du feu : "Robespierre se faisait appeler "l'incorruptible". Il y avait donc des corrompus? On a ici l'impression de ces histoires d'argent, de police et d'espionnage qui sont communes à tous les milieux révolutionnaires" (H.F.:325).

Que la Révolution n'est jamais, vraiment ni totalement, un mouvement populaire national, mais bien une "affaire de quartier" comme le démontre la réalisation du coup du 9 thermidor:

On vit alors, au 9 thermidor, cette chose extraordinaire. Les Conventionnels qui survivaient étaient les plus sagaces et les plus subtils, puisqu'ils avaient réussi à sauver leur tête. Ils s'avisèrent de ce qu'on ne semblait jamais avoir compris depuis le 10 août : que ces fameuses "journées" n'étaient au fond que de petites affaires de quartier, qu'avec un peu de méthode, d'adresse et d'énergie, il était possible de mettre les émeutiers en échec. (H.F.:326)

Et ce que cherche la Révolution, elle est incapable de le donner:

Que cherchait la Révolution depuis l'origine? Un gouvernement. Elle avait usé trois ou quatre constitutions, pas même viables, à peine appliquées. La Terreur était un état frénétique qui ne laissait après lui qu'impuissance et dégoût. Du 9 thermidor au 18 brumaire (les deux dates restées les plus célèbres du nouveau calendrier républicain), la Révolution cherche à se donner un gouvernement qui soit un gouvernement libre, conforme à ses principes, et elle échoue. (H.F.:327)

La Révolution, quand elle ne détruit pas, use : "un pareil état de chose ne pouvait se prolonger sans un extrême péril pour la France et pour la République et devait se terminer par une invasion ou par un retour à la royauté" (H.F.:336), et permet aux autres, telle la Prusse de bénéficier de la faiblesse de la France et de pratiquer des politiques d'agrandissements (H.F.:375). Avec son prolongement, au XIX^e siècle, elle ne pourra plus que menacer les intérêts des classes moyennes puisqu'elle est devenue l'affaire des classes ouvrières et animée par le socialisme "partageux" des biens et des richesses:

A Lyon, une première insurrection, de caractère socialiste, avait été réprimée. Une autre, beaucoup plus grave, éclata en 1834, fut écrasée à son tour, non sans un vif retentissement à Paris, où la Société des Droits de l'homme souleva ses adhérents. On vit alors ce qui devait se reproduire aux journées de juin et sous la Commune : la colère de la bourgeoisie menacée, la fureur de la garde nationale qui, jointe à l'armée régulière, ne fit aucun quartier. Les insurgés furent abattus comme des malfaiteurs...

Cependant cette bourgeoisie résolue à se défendre était elle-même indisciplinée... (H.F.:400)

tandis qu'à l'émeute qui gronde toujours, comme une menace perpétuelle, se trouve à l'opposé, une grande bourgeoisie avide et peu sage qui renverse les gouvernements qu'elle se donne puisque "ce furent aussi des bourgeois qui travaillèrent à la chute de la monarchie constitutionnelle, créée par eux à leur image" (H.F.:409).

La leçon à tirer de la Révolution, c'est que la période qui suit est toujours plus pauvre et plus sinistre que celle qui la précède:

...nous comprenons aujourd'hui qu'une mauvaise situation financière puisse accompagner la prospérité économique. Tous les témoignages sont d'accord : la prospérité était grande sous le règne de Louis XVI. Jamais le commerce n'avait été plus florissant, la bourgeoisie plus riche. Il y avait beaucoup d'argent dans le pays. Tout considérable qu'il était, le déficit pouvait être comblé avec un meilleur rendement des impôts. (H.F.:268)

Mais la Révolution accomplie, il est trop tard et "sans le dire, on reconnais-

sait que tout n'avait pas été si mauvais sous l'ancien régime, et que le plus grand mal était l'anarchie" (H.F.:338). Encore heureusement...

..., avec l'étonnante faculté que possède la France de se relever de ses ruines dès que l'ordre est rétabli, des richesses se reformaient, le commerce et l'industrie étaient florissants, les finances elles-mêmes revenaient à la santé : les malheureux rentiers qui avaient attendu de 1789 un raffermissement de leur créance sur l'Etat et qui n'avaient vu que la banqueroute, commençaient enfin à être payés. C'était, il est vrai, avec une grosse réduction... Ainsi finissait, par un sacrifice pour les capitalistes, l'âpre conflit qui, sous l'ancien régime les avait mis aux prises avec l'Etat et qui avait été une des causes de la Révolution. (H.F.:345)

Mais elle se terminait par la défaite, et il s'agissait alors, "au milieu des bouleversements qu'elle a multipliés en Europe, de rendre à la France vaincue son rang et la sécurité" (H.F.:369) : message bien actuel que livre ici Bainville à ses lecteurs car rien n'a changé, 1830 et 1848 renouvellent la leçon (H.F.:411) car toujours, de l'abdication de l'autorité, la pauvreté naîtra de l'anarchie.

Sans doute Bainville considère-t-il que les classes moyennes, si elles animent la Révolution, peuvent parfois animer la contre-révolution comme elles ont fini par s'opposer à Etienne Marcel, quand "Jean Maillart et les bourgeois parisiens qui avaient mené cette contre-révolution arrêterent les amis du prévôt..." (H.F.:83); ou quand elles furent les premières à considérer l'impasse à laquelle les avait menées la Fronde:

Les bourgeois parisiens ne tardèrent pas à sentir que ce désordre ne valait rien pour les affaires. Une émeute, accompagnée de tuerie et d'incendie à l'Hôtel de Ville, effraya les uns et commença à dégoûter les autres. Après trois mois de ce gâchis, Paris, devenu plus sage, fut mûr pour le retour du jeune roi et Mazarin entra lui-même en février de l'année suivante. (H.F.:186)

Car si elles donnent leur appui aux revendications révolutionnaires, elles ne peuvent accepter de voir la Révolution déborder vers la canaille:

L'insurrection qui éclata alors à Paris et qui fut pleinement victorieuse n'était pas ce que rêvaient les modérés,

les bourgeois qui formaient la majorité de l'Assemblée et qui avaient conduit dans le pays le mouvement en faveur des réformes. Ce n'était pas la partie la plus recommandable de la population, ce n'étaient pas les électeurs qui s'étaient emparés de fusils et de canons à l'Hôtel des Invalides, qui, le 14 juillet, avaient pris la Bastille, massacré son gouverneur de Launay et promené sa tête à travers les rues ainsi que celle du prévôt des marchands Flesselles. D'ordinaire, la bourgeoisie française a peu de goût pour les désordres de ce genre et il faut avouer qu'aux premières nouvelles qu'on en eut, l'Assemblée de Versailles fut consternée. (H.F.:282)

C'est lorsque la Révolution devient pleinement "populaire" que la contre-révolution se renforce de l'apport bourgeois. Les classes moyennes ne sont pas de la prise de la Bastille, mais de la fête de la Fédération (H.F.:295), et après la Terreur:

Beaucoup de Français, excédés de l'anarchie, de la misère et des souffrances causées par l'avilissement du papier-monnaie, aspiraient à l'ordre et le concevaient sous la forme d'un retour à la royauté. Beaucoup, d'autre part, étaient trop engagés dans la Révolution, y avaient trop d'intérêts, pour ne pas appréhender un retour à l'ancien régime : c'était en particulier le cas des régicides, des acquéreurs de biens nationaux et de militaires. Pendant cinq années, la Révolution fut occupée à se tenir à égale distance du royalisme et du terrorisme, sans réussir à autre chose qu'à entretenir le désordre et à préparer le gouvernement autoritaire qui sortirait d'elle pour la conserver. (H.F.:327)

Pour toutes ces raisons, si les classes moyennes peuvent revendiquer, elles n'ont pas intérêt à appuyer la Révolution, car tôt ou tard, elles seront poussées à devenir contre-révolutionnaires et à plagier le comportement bestial de l'émeute qu'elles essaient de combattre et qui ne lui est pas naturelle:

Ainsi, dix ans après 1789, la situation n'était plus tenable. Ceux qui avaient profité de la Révolution, les acquéreurs de biens nationaux surtout, n'étaient pas les moins alarmés. Tout le monde devenait conservateur. Les uns étaient las depuis longtemps du désordre et des excès. Les autres voulaient consolider le nouveau régime et comprenaient la nécessité d'un retour à l'autorité et à l'ordre. (H.F.336)

On tournait ainsi en rond et on aboutissait aux conclusions qui s'imposaient

depuis les débuts de la Révolution : "on comprenait pour la première fois que la réorganisation des finances et le retour à la prospérité dépendaient d'une réorganisation politique et d'un gouvernement fort" (H.F.:338). Comme il ne peut être apporté par la Révolution, il sera donné, ou bien par une dictature militaire, ou alors les classes moyennes prendront elles-mêmes leurs fusils en enchérissant sur le massacre, comme dans l'affaire de la rue Transnonain : "dont le souvenir est resté longtemps, annonçait des guerres sociales où la classe moyenne se défendrait avec énergie..." (H.F.: 400). Et de révolutionnaire, Paris devient contre-révolutionnaire: "Paris même, foyer des révolutions, n'allait pas tarder à se montrer hostile à la Révolution sociale et avec une rare violence" (H.F.:412). L'émeute s'est transformée en répression, mais toujours on fusille, on viole, on pille et on incendie, ce qui ne fait que rallonger la facture. La contre-révolution devient ainsi une politique qui prolonge les mauvais effets de la Révolution. Comme solution à tous ces problèmes et en vue de minimiser les pertes, une seule émerge au profit des classes moyennes, la politique de réaction proposée par l'Action Française.

II.3 Les solutions.

Qu'implique la réaction? Comment s'est-elle manifestée par le passé devant les schismes sociaux ou spirituels et les désobéissances institutionnelles ou populaires? Comment peut-elle remédier efficacement et sans dommage à la faillite de l'auto-détermination et stopper l'état de décadence qui ronge la civilisation française depuis la Révolution? A cela aussi l'Histoire de France de Bainville se doit de répondre...

Ici, Bainville serait probablement d'accord encore avec Octavio Paz pour qui "les sociétés ne meurent pas victimes de leurs contradictions, mais

de leur incapacité à les résoudre" (24).

La réaction, comme la Révolution, vise à résoudre les contradictions et à rééquilibrer une perte de l'auto-détermination. Toutes deux partent d'une situation considérée comme insoutenable. Elle, la réaction, se prétend, pour valoriser l'explication rationnelle, répondre à un non-sens politique amené par la Révolution. Elle doit donc présenter le non-sens du non-sens, remonter la solution révolutionnaire à sa source et atteindre le sens original, perdu dans la tourmente. C'était déjà ce que suggérait Renan:

Le premier pas est donc évidemment que la France reprenne sa dynastie. Un pays n'a qu'une dynastie, celle qui a fait son unité au sortir d'un état de crise ou de dissolution. La famille qui a fait la France en neuf cents ans existe... (25)

Il considérait même la situation comme particulièrement exceptionnelle pour poser un acte politique réactionnaire, comparable à la "révolution" de 987:

Un appel adressé au pays dans des circonstances extraordinaires pourrait constituer un acte analogue au grand fait national qui créa la dynastie capétienne, ou à la décision de l'université de Paris lors de l'avènement des Valois. Nos anciens théoriciens de la monarchie conviennent que la légitimité des dynasties s'établit à certains moments solennels, où il s'agit avant tout de tirer la nation de l'anarchie et de remplacer un titre dynastique périmé. (26)

Mais bien peu étaient en mesure de suivre Renan dans cette voie de la réaction puisque même les idées de droite étaient loin de faire unanimité! Généralement on s'entendait à vouloir opposer à la débâcle une résistance qui enclencherait un mouvement de remontée. Comme Toynbee considérait que le déclin d'une civilisation s'articulait sur le double mouvement de déroute et de ralliement, Bainville voyait dans la décadence de la France une suite de débâcles et de résistances. Ainsi, après la défaite de Poitiers en 1356, "on vit alors tous les phénomènes de la "débâcle"" (H.F.:80) auxquels répond, par exemple, "l'histoire du grand Ferré, si connue, illustre la résistan-

(24) O. Paz. op. cit. p. 185.

(25) E. Renan. op. cit. p. 115.

(26) E. Renan. ibid. p. 121-122.

ce du peuple à l'envahisseur, laisse pressentir Jeanne d'Arc" (H.F.:83). Il s'agit de durer, comme quand "la résistance ne fut pas inutile, car nos ennemis à leur tour se fatiguaient" (H.F.:214). Et le gouvernement de la III^e République est un gouvernement bien fatigué au temps de Bainville; la résistance à la Révolution peut donc encore porter fruit. C'était ainsi que le maurrassisme formulait une réponse bien "historique" à ceux qui, comme Barrès, l'accusait d'être "antihistorique".

La résistance ouvrirait bien la porte à nouveau au monarque. Peu importe qu'il n'ait pas, comme le reprochait Barrès à Maurras, une infrastructure aristocratique pour le soutenir, car ce que le maurrassisme attendait du monarque, c'était un symbole de ralliement, une autorité morale telle qu'il en avait toujours eu sous l'Ancien Régime. On attendait de lui une preuve de bon sens, un gouvernement personnel fort tout en se montrant garant des libertés personnelles et corporatives. On attendait surtout sa politique internationale consciente de l'importance de l'équilibre européen et de la sûreté de la France. On attendait beaucoup aussi de sa "realpolitik", le seul citoyen à qui l'on pouvait se permettre de lui pardonner son machiavélisme puisque où la fin justifie les moyens, une telle morale est excusable puisqu'elle est appliquée en vertu de la raison d'Etat, pour le bien de la Nation.

Mais l'autorité morale, le bon sens, la politique d'équilibre seront toujours plus de la rhétorique maurrassienne que des vérités historiques, car jusqu'où ces solutions sont-elles vraiment démontrées par l'histoire? Ils sont le fruit d'un jugement de l'histoire autant que d'une analyse poussée. Quand Bainville écrit que "l'autorité des premiers Capétiens étaient d'abord une autorité morale" (H.F.:45) il pense surtout au "caractère religieux de la royauté", comme "Saint Louis représente un retour à l'idée du prêtre-

roi" (H.F.:57), nous sommes moins ici dans le monde de la politique que dans celui des mentalités, des "représentations". Aussi, le danger est-il que ces solutions demeurent strictement au niveau représentatif et ne soient que des illusions flottant comme une aura autour du pouvoir politique. L'historiographie bainvillienne pourrait alors devenir la dupe de son idéologie maurrassienne. Maurras n'est ni un sociologue ni un réaliste, contrairement à ce qu'il pense. Il s'enferme dans sa solution réactionnaire et s'y isole avec ses disciples comme il s'enferme et s'isole dans sa surdi-té et comme dans la fable de Platon, il risque de prendre des ombres pour des réalités. Ainsi l'historiographie bainvillienne semble être le jeu de son idéologie maurrassienne.

Pour Bainville, l'autorité morale, c'est la conciliation. De Philippe le Bel, il dit que "sa nature le portait à épuiser les moyens de conciliation avant de recourir aux grands remèdes" (H.F.:67), comme de Charles V il écrit qu' "il témoigne partout, selon sa maxime, qu'il faut savoir céder aux gens pervers. Il transige même avec les aventuriers irréductibles des grandes compagnies" (H.F.:85). C'est pour cette raison que la figure populaire de Jeanne d'Arc est si magnifiée, c'est non seulement parce qu'elle veut restaurer le dauphin sur son trône, mais le faire en procédant par les moyens mêmes de la monarchie : "une des grandes idées de la "bonne lorraine" avait été la réconciliation des Français. Grâce au mouvement national que son intervention avait déterminé, le retentissement et l'horreur de son martyre réalisèrent son voeu" (H.F.:101).

Ainsi, un bon monarque n'aura recours, sauf exception grave, aux armes ou à la répression pour résoudre un conflit intérieur, comme Louis XI "eut recours aux armes quand il ne pouvait s'en dispenser, mais sa préférence était pour d'autres moyens, l'argent surtout : il payait ce qu'il ne pouvait

conquérir" (H.F.:106). Une telle force morale en impose même à son puissant ennemi, le Téméraire (H.F.:108) envers qui "le roi avait adopté pour technique la prudence" (H.F.:109).

Si l'autorité morale a pour politique la conciliation et la négociation, c'est le "bon sens" qui le commande. Parce que rationnels et raisonnables, les monarques usent de stratégies pondérées, mesurées, économes. Aucun débordements comme ces répressions de 1848 et de 1871; aucunes folies chimériques comme les politiques étrangères des Napoléons. Ainsi, d'Henri IV, Bainville dit qu':

il achetait ceux qu'il ne pouvait réduire et beaucoup d'anciens ligueurs, parmi lesquels les princes de la maison de Lorraine, vendirent très cher leur ralliement. Mayenne fut pardonné parce qu'il n'avait jamais accepté le démembrement de la France : l'idée du roi, celle de la réconciliation nationale paraissait dans ce noble motif. (H.F.:163)

Et de la réconciliation, on peut passer à la reconstruction de la France : "On reconstruisait, comme on reconstruit toujours, avec du bon sens, par le travail et par l'épargne, avec des principes paysans et bourgeois" (H.F.:166).

Henri IV n'était pas le premier monarque à avoir du "bon sens". Dès les débuts de son Histoire Bainville nous avertit bien que:

Si la France n'est pas dirigée par des hommes d'un très grand bon sens, elle risque de négliger la mer pour la terre et inversement, ou bien elle se laisse entraîner trop loin, ce qui lui arrivera à maintes reprises. (H.F.:10)

Le bon sens avait déjà été la politique des Pipinnides devant la papauté (H.F.:29) et encore, avant la "révolution" de 987, "sans la prudence et la perspicacité d'Eudes, il est probable que les ducs de France eussent été écrasés par une coalition" (H.F.:39), assurant la survie des Capétiens.

Bon sens et Capétiens s'associent au niveau idéologique bainvillien:

Le bon sens des Capétiens, qui devait être, à de rares exceptions près, la qualité dominante de leur race, ne serait pas moins utile à cette oeuvre de longue haleine. Rendre service : c'était la devise de la maison depuis Robert le Fort. Avancer pas à pas, prudemment, consolider chaque progrès, compter les deniers, se garder des ambitions excessives, des entreprises chimériques, ce fut son autre trait, avec un sentiment d'honorabilité bourgeoise plus que princière et le goût de l'administration... Il semble que les Capétiens aient eu devant les yeux les fautes de leurs prédécesseurs pour ne pas les recommencer... Les Capétiens étaient des réalistes. (H.F.:41)

En fait, ici aussi s'impose une inversion de l'idéologie puisque c'est la politique capétienne qui va définir ce qu'est le "bon sens" [et non l'inverse]. Avec Louis VI le Gros, c'est déjà les leçons de l'expérience puisque "c'était un homme pour qui les leçons de l'expérience n'étaient pas perdues et il ne voulait pas s'exposer à créer une féodalité" (H.F.:49). Ensuite, la distance que le roi doit prendre face aux crises internes : "avec un sens politique profond, Philippe Auguste refusa d'intervenir en personne et d'assurer l'odieux de la répression (albigeoise)" (H.F.:55), ce qui lui évite l'accumulation des rancunes contre lui, ou "du moins les rancunes qui en restèrent n'atteignirent pas le Capétien. Elles ne compromirent pas son oeuvre d'unité" (H.F.:56). La rectitude du jugement n'en sera que plus sûr, "ce qu'il y a d'incomparable chez Jeanne d'Arc, c'est la justesse du coup d'oeil, le bon sens, la rectitude du jugement" (H.F.:99) et doit-on féliciter Catherine de Médecis d'avoir suivie la leçon de Blanche de Castille envers les Albigeois, en dispersant "une révolte des grands par son habileté et qui n'avait pas voulu que la monarchie fût souillée" (H.F.:141), comme Charles IX désirait se réconcilier avec les protestants pour des raisons de politique intérieure" (H.F.:142).

Pas étonnant qu'Henri IV se soit rattaché à cette tradition de bons sens. Plus tard, aux lendemains de la Fronde, cette politique devait s'avérer encore efficace car "il fallut négocier et réprimer, payer les uns et punir les autres" (H.F.:186).

De même s'agit-il d'un ministre, il doit faire preuve de ces mêmes qualités comme s'il était lui-même un Capétien. Par exemple, le gouvernement de Fleury est un...

Choix heureux : ce sage vieillard dirigea les affaires avec prudence. Il y eut, pendant quinze ans, une administration intelligente, économe, qui remit les finances à flot et rétablit la prospérité dans le royaume, preuve qu'il n'était pas condamné à la banqueroute depuis la guerre de succession d'Espagne et le Système de Law. De tout temps, la France n'a eu besoin que de quelques années de travail et d'ordre pour revenir à l'aisance et à la richesse. (H.F.:233)

Parfois, même l'usurpateur sait faire preuve lui aussi de bon sens car "si le Premier Consul obtint la paix d'Amiens, ce fut par la ruse et le calcul" (H.F.:343). Mais il n'atteindra jamais le niveau d'autorité morale de la monarchie. Le meurtre du duc d'Enghien privera la personne de l'Empereur de toute autorité morale alors que le meurtre du duc de Guise avait entraîné le renforcement de celle du roi Henri III : c'est toujours le double standard de l'historiographie bainvillienne.

Encore, après 1830, la France aurait pu, aurait dû sauver la monarchie:

Le roi, retiré à Rambouillet, abdiqua en faveur de son petit-fils, le duc de Bordeaux, et nomma le duc d'Orléans lieutenant général du royaume. C'eût été, Guizot l'a reconnu plus tard, la solution politique. Elle eût évité une division qui allait tout de suite affaiblir la nouvelle monarchie : la division des partisans de la branche aînée des Bourbons, la branche légitime, et les partisans de la branche cadette. (H.F.:392)

Même dans son imprudence, Charles gardait les traits du bon sens!

Autrement, peut-on espérer que si les ministres républicains ne portaient pas en eux le bon sens pas plus que les caractères héréditaires des Capétiens, qu'ils fassent comme Thiers et s'assagissent avec le temps. C'est un mouvement d'ailleurs que Bainville constate dans le cheminement historique des gouvernements de la III^e République:

Quand Waldeck-Rousseau organisa son ministère de défense républicaine, en juin 1899, il y introduisit Alexandre

Millerand, député de l'extrême gauche, défenseur des théories collectivistes, et ce choix causa du scandale et de l'inquiétude dans la bourgeoisie française. On devait pourtant revoir avec quelques-uns des chefs socialistes ce qu'on avait déjà vu avec quelques-uns des chefs radicaux : leur assagissement, leur assimilation progressive par le milieu conservateur... Un socialiste annonçait le retour vers la modération. (H.F.:464-467)

Et après Millerand, il observe plus tard qu'un autre "socialiste récemment assagi, René Viviani" (H.F.:472) entraît au gouvernement.

Mais si l'autorité morale a besoin de bon sens pour s'imposer, le bon sens ne conduit pas seul à l'autorité morale. Il lui faut le pouvoir, l'ordre, l'autorité nécessaire pour se faire respecter et, à partir de là, user à profusion de bon sens. Ce n'était pas là l'opinion qu'on pouvait se faire du président de la République au temps de Bainville:

Le président de la III^e République est souvent représenté comme une simple potiche, "un organe inutile, comme la prostate", selon l'insolente formule de Clémenceau, "un chef d'Etat qui n'est pas un chef et qui n'a pas d'Etat", comme dit de Gaulle" (27)

Le symbole moral est séparé du pouvoir réel, car "sous la III^e République, l'exécutif était quasiment tout entier entre les mains du Cabinet et qu'il n'en restait qu'un fantôme entre celles du président de la République" (28).

Le ministériat avait été autrefois, le lieu du pouvoir réel à l'époque où la monarchie ne semblait plus être qu'un symbole moral. Louis XIII et la régente Anne d'Autriche avaient été les gardiens du symbole monarchique tandis que le gouvernement réel était exercé par des hommes dévoués et compétents, tels Richelieu et Mazarin. La France en avait subi des torts aussi. Surtout sous le dernier, avec la Fronde. Il y a, dans ce précédent historique, quelque chose qui accroche l'idée de Bainville et qu'explique la politique réactionnaire de Louis XIV qui, du ministériat, revient au pouvoir personnel, réunissant symbole moral et pouvoir réel:

(27) C. Nicolet. op. cit. p. 169.

(28) C. Nicolet. ibid. p. 176.

Mais un point restait acquis et se dégageait de ces agitations... l'opposition à Mazarin était née de l'opposition à Richelieu, plus violente encore parce que le pouvoir était plus faible et que le deuxième cardinal était un étranger. Depuis trente années et même plus, car l'origine remonte à Concini, le régime de la France avait été celui du "ministériat", le gouvernement, au nom du roi, par un ministre. Ce régime a été bon pour la France puisque, sous deux hommes de premier ordre, il nous a donné frontières, sécurité, prestige en Europe. Cependant les Français ne s'en sont pas accommodés. Ce régime leur déplaît, les froisse. Et puisqu'il n'est pas supporté, puisqu'il cause de si violentes séditions, il est dangereux, il ne faut pas qu'on y retombe. D'autre part si la France dit ce qu'elle ne veut pas, elle ne dit pas non plus ce qu'elle veut. Le mot de République, quelquefois prononcé pendant la Fronde, reste sans écho. Puisque la France est exténuée par l'anarchie, puisqu'elle a eu peur d'un autre abîme, comme au temps de la Ligue, puisqu'elle veut un gouvernement qui gouverne et qui ne soit pas celui d'une sorte de grand vizir, il ne reste qu'une solution : le gouvernement personnel du roi. Voilà comment le règne de Louis XIV est sorti de la Fronde. (H.F.:187-188)

D'une part, Bainville justifie l'élimination du ministériat pour ramener le Père-Roi dans toute sa puissance, ensuite il explique une politique réactionnaire pour son époque, explication qui ne tombera pas dans les oreilles de sourds. Mais comme la Révolution a été faite au nom de la liberté et que cette idée est devenue chère au cœur des Français, Bainville ne peut l'exclure de la politique de réaction. Il suffit alors de faire du monarque le garant des libertés, des vrais libertés historiques et non d'une quelconque liberté chimérique. Cette voie avait d'ailleurs été défrichée par Louis Bertrand pour qui Louis XIV est le promoteur de rien de moins que la démocratie:

Notre conception démocratique de la vie vient de lui : une carrière ouverte à tous les talents, une hiérarchie où le mérite personnel doit primer la naissance. Les relations mondaines sont pour nous ce qu'elles étaient pour lui et ses courtisans. (L.XIV:12)

De plus Bainville s'efforce de souligner que le monarque a toujours su éviter les situations douloureuses à son peuple. Nulle conscription,

comme depuis la Révolution:

Ne se battaient, d'ailleurs, que les chevaliers, militaires par le statut féodal et par état. Quand des levées de milices communales avaient lieu, elles étaient partielles, locales et pour un temps très court. Rien qui ressemblât, même de loin, à notre conscription et à notre mobilisation. Les hommes de ce temps eussent été bien surpris de savoir que ceux du vingtième siècle se croiraient libres et que, par millions, ils seraient contraints de faire la guerre pendant cinq ans. (H.F.:52)

Nulle exaction fiscale non plus, comme depuis la Révolution

On a ainsi de l'ancien régime une image fort différente de celle qui le représente comme le défenseur des privilèges fiscaux. La vérité est que l'histoire a retenu les plaintes, les colères, les mots à effet de ceux qui ne voulaient pas payer... Elles émanent de nombreuses catégories de personnes, presque toutes riches ou aisées, qui jusque-là échappaient à l'impôt ou ne payaient que ce qu'elles voulaient bien payer. Et, parmi ces personnes, les plus nombreuses appartenaient à la bourgeoisie, au tiers état, détenteur de ces offices et de ces charges de magistrature qui procuraient l'exemption. (H.F.:243)

Nulle persécution idéologique encore, comme depuis la Révolution:

Et pas plus que la monarchie n'avait persécuté le protestantisme à ses débuts, elle n'a cherché à étouffer les philosophes et l'Encyclopédie. Elle a même eu des ministres qui les ont protégés et qui se sont servis d'eux et de leur influence sur l'opinion soit pour composer avec les Parlements, comme Choiseul, soit pour les briser comme Maupeou. (H.F.:245)

La monarchie, c'est le vrai libéralisme!

Le gouvernement, non sans courage, luttait encore pendant quelques mois contre vents et marées, ne renonçant pas aux réformes, persistant à se montrer plus libéral que le Parlement, le forçant à donner aux protestants un état civil. (H.F.:274)

Il est vrai qu'on est moins tolérant envers elle qu'envers les gouvernements républicains, comme Bainville le souligne à propos de la censure de la conquête d'Alger en 1830 : "La censure de guerre, qui nous a paru si naturelle, faisait, en 1830, crier à un attentat contre la liberté" (H.F.:391).

Mais si le bon sens est la marque des Capétiens, comment se fait-il qu'ils n'ont pu reprendre le pouvoir depuis la Révolution de 1830? C'est

une question épineuse. Bainville ne peut, historiquement, l'éviter, et l'explique-t-il d'abord par la scission des deux familles (H.F.:443) et le royalisme irréconciliable ne peut que siéger à la tête de la République:

On eut alors pendant cinq ans cette situation étrange: une majorité royaliste qui n'était pas d'accord avec le prince légitime, le seul qu'elle reconnût. Et cette majorité, ne rétablissant pas la monarchie, voulait au moins empêcher la République de s'établir. (H.F.:448)

La encore, il y avait cependant une solution:

Alors intervint la combinaison que le duc de Broglie tenait en réserve. Pour gagner du temps, pour parer au désarroi des conservateurs, pour ménager l'avenir, sa solution était de consolider les pouvoirs du maréchal, de les prolonger, de les rendre indépendants de l'Assemblée, de faire de la présidence de la République une sorte de succédané de la monarchie. Il n'y aurait, le jour venu c'est-à-dire lorsque le comte de Chambord aurait disparu ou abdicé -- qu'à mettre le roi à la place du maréchal de Mac-Mahon, véritable lieutenant général du royaume. De cet expédient est né la présidence de la République telle qu'elle existe encore de nos jours. "Ne pouvant faire la monarchie, il faut faire ce qui s'en rapproche le plus" disait alors le comte de Paris. (H.F.:450-451)

Historiquement, la solution de Broglie allait triompher définitivement avec la constitution de 1958, mais elle n'était pas vraiment réalisée tant que cette "prostate" ne s'affirmait pas "lieutenant général du royaume", mais "on ne tarda pas, en effet, à s'apercevoir que le septennat ne se suffisait pas à lui-même, que c'était un "rempart d'argile" (H.F.:451). On espérait mettre dans les mains du maréchal le pouvoir réservé habituellement à un monarque, et il fut près de le prendre car "ainsi, personnels à l'origine, les pouvoirs du président devenaient impersonnels. Le maréchal de Mac-Mahon pourrait avoir des successeurs. A travers le Septennat, la République avait passé" (H.F.:451). Et Mac-Mahon n'était pas en selle comme un Bourbon et dès qu'il tenta une véritable politique réactionnaire, il commit une maladresse coûteuse:

Enfin, le 16 mai 1877, usant des pouvoirs que lui donnait la Constitution, le maréchal remercia son président du

conseil qui était Jules Simon. Il s'agissait de sauver "l'ordre moral", de maintenir l'esprit du Septennat et de rendre le gouvernement aux conservateurs... (et comme la Chambre ne le laissa pas faire, il la dissout)

De ce jour, là dissolution a passé pour réactionnaire. Inscrite dans les lois constitutionnelles, aucun président n'y a plus eu recours. Elle a pris l'aspect d'un coup d'Etat. Le 16 mai n'était pourtant qu'un coup d'Etat légal, parlementaire, un faux coup d'Etat. C'était surtout une maladresse. (H.F.:455)

Comme le constatait...

Casimir-Périer, violemment attaqué par les socialistes, s'en allait après quelques mois en se plaignant que "la présidence de la République fût dépourvue de moyens d'action et de contrôle". (H.F.:463)

Le bon sens de la politique intérieure trouvait sa contrepartie dans la politique d'équilibre face à l'étranger. C'était le postulat de Bainville, bien qu'anachronique, qui voulait faire en 1920 une Allemagne semblable à celle de 1648. Tant que l'Allemagne sera un Etat monolithique au coeur de l'Europe, la France devra reconquérir à tout un système d'alliances telle celle conclut entre François I^{er} et les Turcs:

Pour se défendre contre la puissance germanique, la France devra toujours chercher des alliés dans l'Europe centrale et dans l'Europe orientale. Les princes protestants, les Turcs étaient des auxiliaires qui s'offraient. Une politique celle de l'équilibre, s'ébaucha. (H.F.:126)

Elle est palliative à une quelconque réconciliation de la France et de l'Autriche, car "une réconciliation sincère, durable, n'était pas possible entre la maison d'Autriche et la France, tant que l'Empereur menaçait l'indépendance et la sûreté de l'Europe" (H.F.:128).

Cette politique d'équilibre est reprise après le temps des Réformes, quand, à l'intérieur, Catherine de Médicis établit "un gouvernement catholique avec le respect de la justice légale pour les huguenots" (H.F.:141) et à l'extérieur "s'opposer à la domination d'une grande puissance [même catholique], protéger l'indépendance des Etats moyens et petits [même protestants]" (H.F.:

167). La politique allemande de la France devient donc un jeu d'équilibre entre les petits états morcellés, issus des traités de Westphalie où "avec un peu de savoir-faire, nos agents pouvaient intervenir de façon à tenir le "corps germanique" divisé" (H.F.:179). C'était "une véritable élimination de l'Allemagne, ce qui resta notre doctrine constante, parce que c'était notre plus grand intérêt" (H.F.:179), politique incomparable parce que "nous n'avions plus à craindre des invasions" (H.F.:180), le plus grand succès de la diplomatie française.

Après la Révolution et l'Empire, après les chimères cosmopolites, la diplomatie française retrouva un peu de cette politique d'équilibre qui se traduisit, après le Congrès de Vienne en "compenser l'abandon des conquêtes de la France par l'interdiction des conquêtes aux autres puissances" (H.F.: 404) et aussi doit-on considérer Metternich et Guizot comme les derniers grands diplomates à avoir reconnu la nécessité de cette politique d'équilibre:

L'Autriche était intéressée à ne pas laisser la France dominer l'Allemagne, comme elle était intéressée, par ses possessions d'Italie, à ne pas permettre l'unité italienne, en faveur de laquelle un mouvement se dessinait aussi. Pour empêcher l'unité allemande, à laquelle l'Autriche, puissance germanique, pouvait s'opposer en se découvrant moins que nous, il fallait que l'unité italienne fût sacrifiée. Ce fut la politique sur laquelle s'accordèrent Metternich et Guizot. (H.F.:408)

Puisque nous posons la question morale, à partir de quel moment pouvons-nous considérer le bon sens et la politique d'équilibre comme du pur machiavélisme? Montador ne nous convainc guère lorsqu'il essaie d'innocenter Bainville de tout machiavélisme (29). Pour lui, la "realpolitik" de Bainville n'est qu'une sécurité, un "égoïsme" devenu "obligation sacrée pour les conducteurs de peuples", voire un "devoir", une "vertu" lorsqu'appliquée aux nations puisque les peuples laissés à eux-mêmes se laissent égarer par des idées généreuses, souvent des "sottises" quand ce ne sont pas des "mensonges

(29) J. Montador. op. cit. p. 125.

de l'ennemi" (30).

A lire l'Histoire de France, on s'aperçoit très vite que les Capétiens pleins de "bon sens" sont montés surtout grâce à leur machiavélisme, et on ne voit jamais très bien où s'arrête le bon sens et où commence le machiavélisme. Ils savent, par exemple, semer la zizanie:

Les Capétiens n'auraient un peu de tranquillité que le jour où ils auraient repris la Normandie. En attendant, ils profitaient de la moindre occasion pour intervenir dans les querelles des Normands et pour susciter à leur duc autant de difficultés qu'ils pouvaient. (H.F.:46)

Même le pieux saint Louis n'hésite pas à manipuler l'Eglise:

La piété, la sainteté même de Louis IX le rendaient plus indépendant qu'un autre dans ses relations avec l'Eglise parce qu'il était insoupçonnable du point de vue de la foi. Michelet remarque avec raison que s'il n'y avait eu saint Louis, Philippe le Bel n'eût peut-être pas osé entrer en lutte avec le pape. (H.F.:60) (31)

Et les exemples de vacheries politiques abondent en tout sens, Bainville justifiant, coup sur coup comme autant de lapins qu'un magicien sort d'un chapeau, la honte morale du pouvoir des rois de France. Les chevaliers du Temple sont brûlés avec dessein de "donner à cette opération de politique intérieure un prétexte de religion et de moralité":

Ce que nous trouvons sous ce règne, nous le retrouverons à toutes les époques où le péril extérieur, la nécessité de défendre le pays et d'accomplir une grande tâche nationale ont conduit le gouvernement français à des mesures d'exception et à ne reconnaître pour loi que celle du salut public. (H.F.:69)

C'est avec ce même argument qu'on justifie toutes les Terreurs. Pour calmer les mécontents, Louis X, successeur de Philippe le Bel, "recourt même à la démagogie et sacrifie l'homme qui incarne le dernier gouvernement", Engherrand de Marginy qui est pendu (H.F.:70). Le roi Jean procède même "à des exécutions sommaires" (H.F.:79) et de Louis XI...

(30) J. Montador. ibid. p. 95.

(31) Jean Favier, dans son Philippe le Bel, Paris, Fayard, 1978, p. 25, partage cet avis.

La ruse, l'absence de scrupules étaient sans doute dans son caractère. Elles étaient aussi des nécessités de la situation. Diviser ses ennemis, abattre les plus faibles, s'humilier au besoin devant les autres, sacrifier ses alliés en cas de nécessité, inspirer la crainte quand il était le plus fort, subir des affronts et attendre l'heure de la vengeance : ce n'étaient pas des procédés de paladin (H.F.:106)

Ruse qui se transforme en veulerie parfois (H.F.:108), à son hypocrisie sans fin, puisque "désormais il se garda d'intervenir autrement qu'en lui [au Téméraire] suscitant des ennemis. Il fit confiance au temps, attendit son heure" (H.F.:109) : qui mena ses meilleurs conseillers à être récompensés par l'égale couardise de la régente Anne de Beaujeu qui "sacrifia les hommes les plus impopulaires de l'entourage de son père, mais elle préserva son oeuvre" (H.F.:112). Et François I^{er}. pratiquant le terrorisme quand "il ordonna l'arrestation des complices du connétable, effraya par un lit de justice le Parlement de Paris, fort peu sûr. Quant au connétable lui-même, il réussit à s'enfuir et porta désormais les armes contre la France" (H.F.:122).

La situation internationale n'est favorable pour les Français que lorsque les autres nations sont en guerres civiles. C'est l'avantage de l'introduction de la Réforme en Angleterre puisque "pour nous, l'avantage des luttes religieuses et politiques, c'est que les Anglais ne seront plus à craindre" (H.F.:130). De même que...

Henri II prit le titre de défenseur des libertés germaniques et Marillac avait donné la formule de cette politique: "Tenir sous main les affaires d'Allemagne en aussi grande difficulté qu'il se pourra", ce qu'Henri II traduisait d'un mot plus énergique : "le grabuge". (H.F.:130)

Et cela, jusqu'à encourager le républicanisme en Allemagne:

Le roi de France y préluda par un manifeste en français et en allemand que décorait un bonnet phrygien entre deux poignards avec cette devise : "Liberté". La monarchie française faisant en Allemagne de la propagande républicaine. (H.F.:130)

Par contre, si cette situation se produit en France, il faut laisser

faire aux autres, comme aux Guise après le coup d'Amboise, toute la sale besogne : "Le service que les Guise ont rendu à ce moment-là a été de voir la nécessité de la répression et de se charger des responsabilités" (H.F.:137). Sinon, laisser faire les choses lorsqu'elles s'engagent vers le pire mais frapper à droite, frapper à gauche; entretenir de vains espoirs et comploter contre tout le monde à la fois:

Le plus curieux, celui qui peint le mieux la situation, fut donné par Catherine de Médicis qui songeait à laisser le champ libre aux Lorrains, comme on appelait les Guise, pour se retourner contre eux quand ils auraient décapité le parti calviniste. Ainsi la monarchie n'eût pas trempé dans la sanglante affaire et elle eût été affranchis de tous les grands, de tous les chefs, catholiques et protestants. Ce plan parut compliqué, dangereux, incertain, capable de donner au Guise une autorité qu'il eût été difficile de leur reprendre ensuite. (H.F.:146)

On n'a pas à s'excuser, car, en ce qui concerne la Saint-Barthélemy, "on cherche en vain la trace d'une grande réprobation de l'Europe" (H.F.:147) Tous les gouvernements recourent à ce genre d'expédients, non seulement en France. Henri III le reprendra à son compte (H.F.:149) pour empêcher la jonction redoutable de l'armée allemande et des réformés français, puisque c'est lorsque toutes les ruses, toutes les hypocrisies ont été utilisées en vain qu'il ne faut pas reculer devant le premier de tous les crimes, le meurtre:

Rien n'avait réussi à Henri III, ni l'habileté, ni les concessions, ni la tentative de coup de force dans sa capitale... Pour condamner les princes lorrains, le roi n'eût trouvé ni un Parlement ni un tribunal... Pour sauver la monarchie et l'Etat il n'y avait plus que l'assassinat politique... ...c'était un acte sauveur et qui, par ses conséquences indirectes, allait porter remède à l'anarchie... L'assassinat du duc de Guise avait préparé la transmission régulière du pouvoir des Valois aux Bourbons. Il avait rendu possible le règne d'Henri IV. Cet inestimable service rendu à la France, désormais sauvée de l'anarchie et du démembrement, a été payé à Henri III par le régicide et par l'ingratitude des historiens qui n'ont retenu de lui que les injures des pamphlets catholiques et protestants. (H.F.:153-155)

Ces lignes ont de quoi faire frémir, presque autant que les appels au meurtre

de Maurras contre Léon Blum, dans le contexte des années '20-'30. D'une manière théorique et empirique, Bainville établit le double standard moral de l'idéologie : acceptable, lorsqu'il s'agit du meurtre du duc de Guise; condamnable lorsqu'il s'agit de celui d'Henri III ou du duc d'Enghien. Un meurtre ne devient plus un meurtre et ce n'est pas la politique qui le justifie, contrairement à ce qu'affirme Bainville, puisque le régicide de Jacques Clément n'est pas moins politique que le meurtre du duc de Guise. En définitive, c'est la victime qui justifie ou condamne l'usage du meurtre politique, et non les buts visés par l'assassin. Il y a, ainsi dans la vie politique française de l'Entre-deux-Guerres, des hommes politiques qui, parce qu'ils accentuent les divisions nationales, mériteraient bien d'être assassinés...

La mécanique du machiavélisme bainvillien répond toutefois à une stratégie politique, elle n'a ni l'ardeur délirante des appels au meurtre de Marat, ni la haine viscérale des appels au meurtre d'Hitler. C'est-à-dire que ce n'est pas Bainville lui-même qui aurait poignardé le duc de Guise! L'assassinat est bien une solution extrême devant laquelle il ne faut pas reculer, mais seulement après avoir tout cédé, sauf l'intransigeable. Il faut toujours préférer "négocier avec les rebelles que de courir le risque d'une guerre civile" (H.F.:169) et on verra la manoeuvre des séditions tourner contre eux. Mais il ne faut pas reculer devant l'audace et user de rigueurs, s'il le faut, contre les séditions (H.F.:174).

Il en va de même en politique internationale et ne jamais reculer lorsqu'il s'agit de déstabiliser l'ennemi, même jusqu'à tenir son monarque en otage:

La France tenait Charles II, dont le trône était fragile, par l'aide qu'elle lui donnait et par l'inquiétude des "restes de la faction de Cromwell" que Louis XIV, dans ses Mémoires, se vante, avec le réalisme du siècle, d'avoir entretenu en même temps que l'autre parti, celui qui voulait ramener l'Angleterre au catholicisme. Notre

situation fut bonne et nos succès faciles aussi longtemps que cette combinaison réussit, que l'Angleterre, affaiblie par ses luttes intérieures, fut dans nos intérêts et méconnut les siens. (H.F.:198)

Qui a dit que "diviser pour régner" était une devise strictement anglaise?

Encore là, la loi de répétition historique joue toujours et ce qui a été bon pour un monarque le sera encore pour ses successeurs. Reprenant le machiavélisme d'Henri II, Mazarin "noua avec une douzaine de princes allemands l'alliance connue sous le nom de Ligue du Rhin qui suffisait à paralyser l'Empire" (H.F.:189), tandis que Louis XIV reprenait la veulerie de Louis XI : "Pour la Suède, on mit l'enchère sur les florins de la Hollande. Les princes allemands furent en grand nombre gagnés par des subsides et nous étions comme chez nous chez notre allié l'électeur de Cologne" (H.F.:203).

D'autre part, Choiseul sacrifie les jésuites comme Louis X Enquerrand de Marigny, il "calculait qu'il flatterait par là, outre les parlementaires [jansénistes], une partie remuante de l'opinion. Choiseul y acquit sans doute une popularité qui lui permit de poursuivre son oeuvre nationale" (H.F.:253). La politique aux mille visages de Talleyrand s'insère particulièrement bien dans cette tradition de morale politique héritée des Capétiens:

Prévoyant ce qui allait survenir, il prit le parti de se joindre aux Alliés afin de conserver au moins les conditions du traité de Paris pour que le futur traité ne fût pas pire. Mais il serait facile de travestir cet acte de prudence et de soutenir que la monarchie s'était associée aux ennemis de la nation française. Et quand les hommes qui s'étaient compromis dans les Cent-Jours chercheront une cause, c'est de cet argument perfide qu'ils se serviront. (H.F.:379)

Toujours les théories et les idéaux cèderont le pas devant la stratégie politique et rien de tout cela n'a changé ni avec la république, ni avec la démocratie:

Déjà, en 1926, devant la banqueroute imminente, Raymond Poincaré, revenu au pouvoir, a dû recourir aux décrets-lois. Le déficit n'ayant pas tardé à se reproduire par

l'excès des dépenses que provoquent les Chambres, il apparaît qu'il faudra renoncer à des finances régulières et courir le risque d'un grand désordre ou bien, au nom du salut public, nier les droits de la majorité.
(H.F.:494)

Voici donc quelle autorité morale la réaction est censée nous apporter! Sans doute, le machiavélisme est-il de toutes les idéologies, de toutes les politiques et de toutes les formes ou régimes de gouvernement, quelles qu'en soient les causes pourvues qu'elles soient d'intérêt collectif. Mais comment cette morale de l'histoire peut-elle être considérée comme une "autorité morale" et de bon sens? Par les résultats bénéfiques pour la nation? Mais comme tout est répétitif et tout est toujours à recommencer, c'est ici, à ce point précis du cheminement de la pensée bainvillienne de l'histoire que nous tombons dans une vision absurde de l'histoire; immanquablement, c'est ici que l'histoire redevient bruit et fureur racontée par un fou!

La faillite de l'historicisme repose dans sa transformation de l'histoire en livre de recettes. De plus, lorsque l'idéologie noie la connaissance historique on risque d'en arriver à un point où l'absurdité se transforme en pure ironie, voire en burlesque. Regardons bien. Le roi, supposé tout-puissant, doit faire pendre ses conseillers pour satisfaire l'opinion publique; le roi commet un meurtre, trahi, manque à sa parole donnée et lui, l'exemple pour tout un peuple, devrait s'attendre au respect, à la fidélité, à l'obéissance, sinon à l'amour de ce peuple? Il n'est donc pas étonnant, et si ce n'est pas logique au niveau des théories politiques, ce l'est du moins au niveau de l'idéologique, que l'autorité morale, le bon sens, la sagesse politique d'équilibre se soient transformés, chez Bainville, en pure dictature. Bainville, qui n'aimait pas, répétons-le, les dictateurs, admet la dictature comme "solution finale". Face au "besoin d'ordre" des temps anciens, "le prestige impérial confér[aient] à Charles une dictature" (Il s'agit de Charlemagne) (H.F.:32). Il va même jusqu'à justifier "la tutelle et

la surveillance que les Guise imposaient à la royauté", bien que "fort illégales" : "Toutefois, sans cette dictature, la France eût couru de bien plus grands périls" (H.F.:139-140). Il suffit, pour rendre la dictature légale, la pratiquer au nom du roi, comme Richelieu, ce premier des dictateurs modernes, celui que son biographe Auguste Bailly rapproche de Mussolini (R*303):

Richelieu, appuyé sur le roi, avait exercé une véritable dictature que le peuple français avait supportée impatiemment, mais sans laquelle l'oeuvre nationale eût été impossible. (H.F.:177)

Mais Richelieu, contrairement à Mussolini, "de gauche", ne dépasse jamais le pouvoir royal. Ce serait plutôt là le comportement de Bonaparte puisque "s'il songeait à la monarchie, c'était pour lui-même" (H.F.:344) qui n'a plus qu'à faire comme pendant la Terreur, "abattre ses concurrents" (H.F.:323) puisque "sa dictature sortait des données de la Révolution elle-même qui avait fini par chercher refuge dans le pouvoir personnel" (H.F.:336). Plus tard, Gambetta s'inscrira aussi dans le prolongement de Robespierre, "se trouvant seul à Tours, avec quelques collègues sans autorité, il exerça une véritable dictature et improvisa des armées, dans l'idée, renouvelée de 1793, de repousser l'envahisseur. Ces efforts devaient être vains" (H.F.:440), ce que républicains et nationalistes d'époque remarquèrent:

Contre Gambetta, les grandes accusations sont lancées: il est l'homme de la guerre, il aspire à la dictature. Au bout de trois mois, son ministère, qui devait être un "grand ministère", était renversé. Sa conception d'une République nationale et "athénienne", où se fussent réconciliés les partis, l'était aussi. (H.F.:458)

La dictature avait été une solution intérieure qui voulait pallier au bon sens absent du gouvernement depuis la Révolution. L'aventure coloniale visait quelque chose de semblable afin de remplacer la politique d'équilibre européen. Les résultats devaient être aussi désastreux. Un roi, Philippe le Bel, avait compris, par l'expérience sicilienne, qu' "il n'était pas raisonnable de courir des aventures lointaines lorsque la France n'était pas

achevée" (H.F.:63). Et toujours, quand la France ne sera pas achevée -- ou aura été amputée, comme en 1871 --, les aventures étrangères lui seront fatales. Déjà l'aventure italienne de Louis XII s'était terminée par une menace d'invasion que le roi s'empêcha d'enrayer en soudoyant les Suisses, puis Henri VIII et en se réconciliant avec le pape (H.F.:118). Redevenue incomplète depuis 1871, la France ne pouvait pas se permettre ce genre d'aventures:

Les expéditions coloniales ne risquent-elles pas de disperser nos forces, de distraire l'attention publique de notre sécurité sur le continent et des provinces perdues? Là était le germe de querelles prochaines... (H.F.:458)

Les expéditions coloniales ne faisaient que poursuivre l'alternative qui s'offrait déjà à Louis XIV car "la politique coloniale nous menaçait d'un autre péril. Entre l'Angleterre et l'Allemagne, il fallait choisir" (H.F.:466). Or, comme la France n'a toujours pas de marine, elle ne peut affronter l'Angleterre; et comme sa réorganisation militaire est défaillante, elle ne peut pas non plus affronter l'Allemagne sur terre. Le pire, c'est qu'après les souffrances endurées durant la Grande Guerre, les traités de Versailles n'ont toujours pas résolu cette impasse puisque encore, "elle n'a plus de marine et elle possède un vaste domaine colonial -- encore accru de la Syrie -- qu'elle serait incapable de défendre : toute notre histoire nous enseigne que c'est une dangereuse position" (H.F.:493)

Où qu'on se tourne, dictature ou démocratie; politique coloniale ou isolationnisme, la France semble dans l'impasse. A cela, le machiavélisme de l'autorité morale et du bon sens apporté par la réaction pourrait quand même faire mieux. Il transformerait la décadence française en un Etat fort dans une nation unie, ordonnée et prospère. Voilà la bonne solution.

Chapitre III

L'AVENIR DE LA FRANCE

Jeanne d'Arc trahie par les francs-maçons et brûlée par les Boches.

LE CANARD ENCHAÎNÉ (1923)

III.1 Contraintes, aspirations et solutions dans l'Histoire de France de Bainville.

Tout le cheminement que nous venons de parcourir dans le champ de l'idéologie visait à démontrer les mécanismes moral et politique à l'intérieur de l'historiographie bainvillienne, c'est-à-dire une formulation rationnelle à prétention objective où des "leçons" peuvent se dégager de l'histoire si on en accepte les "lois" nécessaires, puis un diagnostic moral -- la décadence -- porté sur un déséquilibre mécanique -- la faillite de l'auto-détermination -- ainsi que les solutions politiques apportées par le passé et dont Bainville privilégie la réaction. Ce chapitre final reprendra tous les éléments de la représentation et essaiera de les appliquer à une dynamique de l'Histoire de France.

De l'Histoire de France, on devrait pouvoir dégager l'avenir de la France, non pas, comme on pourrait le penser à première vue, à partir de la simple répétition du passé au futur, mais par le fait que cette Histoire, véridiquement révélée par Bainville, répond à la maxime d'Auguste Comte "Science, d'où prévoyance; prévoyance, d'où action" (1) et suggérer aux Français de passer des intentions aux gestes qui matérialiseront la morale activiste en action politique concrète, conséquente et rationnelle. De l'histoire, de l'historiographie, Bainville veut nous faire accéder à l'Histoire en passant

(1) A. Comte. "Cours de philosophie positive" cité in E.-H. Carr. What is History?, Harmondsworth, Penguin Books, col. "Pelican Book", 1961, p. 68.

à la pleine conscience historique... de l'intelligible historique qui faisait de celle-ci une "obscurité certitude" de partager un devenir collectif à la claire conscience de notre communauté.

La "morale de l'histoire" est donc tirée. La conscience historique, qui n'était au départ qu'imaginaire et poétique est, maintenant conscience morale. Elle n'est plus un simple regard sur le passé, ou une simple façon de scruter l'histoire, elle est maintenant jugement, évaluation et choix. Elle oblige la conscience historique à prendre une ou des décisions en regard à une ou plusieurs options dont l'histoire démontre déjà l'efficacité ou la nocivité. Les Français peuvent maintenant agir en toute connaissance de cause. C'est ce que décrit, ailleurs, le prospectiviste Jean Fourastié:

C'est le jugement de l'homme porté, à la réflexion, sur les décisions qu'il a prises antérieurement, que l'on appelle conscience morale. La conscience morale est donc de la nature de la décision-option. On voit ainsi que la morale a pour fonction non seulement de provoquer la moins mauvaise option possible, mais encore de garantir l'optant contre les regrets que pourrait entraîner l'échec fréquent, ou la médiocrité usuelle des résultats de l'option (2).

Ainsi, en s'éloignant des images poétiques créées dans notre imaginaire et sous le coup des perceptions mélangées aux informations; en conservant aussi le bagage instinctif et affectif et sans nier ni trahir le travail de l'imaginaire et celui du symbolique, la morale traduit au niveau de l'idéologique les réalités profondes mais imprécises et/ou inconscientes en gestes concrets et autant que possible conséquents:

La morale est donc l'effort que doit réaliser l'homme pour s'élever au-dessus de l'instinct, tout en maintenant la vie et en réservant son évolution progressive. Elle est un compromis entre les besoins et les coûts, entre la vie et le mal. (3)

Admirez les alternatives présentées ici par Fourastié! Les "besoins"

(2) J. Fourastié. Essai de morale prospective, Paris, Denoël-Gonthier, coll. "Médiations" # 75, 1966, p. 217.

(3) J. Fourastié. ibid. p. 216.

et les "coûts"; la "vie" et le "mal". Nous glissons insensiblement du symbolique à l'idéologique. Ce n'est pourtant pas là quelque chose de nouveau pour le lecteur bainvillien qui lui passe couramment d'un niveau à un autre. Lorsque nous avons sondé l'imaginaire de la représentation, l'historicité, nous avons reconnu que l'intelligibilité de l'histoire, ce qui faisait son unité de base, reposait sur une classification binaire des événements (des images) selon qu'ils relevaient des contingences ou des nécessités. Les uns se définissaient par rapport aux autres à travers une médiatrice, la logique. Il y avait donc, comme base de l'historiographie dans la philosophie de l'histoire, une "logique de l'histoire".

Puis, franchissant une seconde étape, le niveau symbolique de la représentation, la signification de l'histoire, nous avons reconnu l'impact de l'inconscient, issu de la projection de la structure privée (libidineuse) sur la structure publique (sociale). L'historien introjectait d'abord les affects familiaux puis les projetait à son tour sur la structure publique. Il y avait donc ce subtil conflit entre ce que Freud appelle un "principe de plaisir" qui engageait la subjectivité des désirs de ceux qui participaient à l'historiographie bainvillienne (auteurs comme lecteurs) et l'objectivité du "principe de réalité" d'un monde devenu extérieur et étranger et sur lequel venaient se heurter les désirs. Ici, c'est le sens qui agit comme médiateur entre les deux instances, le sens porté par les symboles organisés de façon à ce que l'historiographie devienne thérapeutique réconciliant, à la satisfaction bainvillienne, désirs et réalité, par le "sens de l'histoire".

Si on regarde les deux dialectiques, on peut se demander si elles se confondent? Y aurait-il, par exemple, un passage des contingences du niveau imaginaire aux désirs du niveau symbolique; de même qu'il y aurait un passage

des nécessités du niveau imaginaire à la réalité du niveau symbolique? La logique de l'histoire se fusionnerait-elle avec le sens de l'histoire? On serait bien tenté de le croire! Mais cela n'est pas si évident. On ne peut pas faire de recouvrements simples, d'abord parce qu'on ne pourrait trouver de "désirs" à une "individualité géographique". Par contre, on peut en trouver pour une "individualité psychique"... La possibilité n'est pas universelle. Le recouvrement n'est donc pas le moyen par lequel on peut glisser d'un niveau à l'autre.

Il faut donc trouver un "compromis" entre les deux niveaux de la conscience pour les accorder l'un à l'autre et faire en sorte que la "logique" prenne une "sens". C'est l'idéologique qui se charge de cette besogne. Là où les contingences et les hasards de l'histoire, qui sont gestes accidentels et souvent spontanés, vont rejoindre le "principe de plaisir"; les nécessités de l'histoire vont rejoindre le "principe de réalité". L'idéologique établit d'une part, les aspirations, où celles du sujet historien rejoignent celles de son objet historique qui suit la trame de son récit; d'autre part les contraintes. En termes bainvilliens, tenant compte de la névrose obsessionnelle qui inverse le "principe de réalité" en principe de plaisir" et vice versa, prenant le réel comme objet de plaisir, ce qui nous oblige à pratiquer une inversion -- comme par un miroir -- de la correspondance, les aspirations bainvilliennes visent à rendre la réalité-désir en nécessité de l'histoire et les contraintes de l'histoire deviendraient les désirs véritablement vécus en tant que contingences de l'Histoire, donc des faits purement accidentels et sans racines profondes. Ainsi travaillerait la "morale de l'histoire":

Logique de l'histoire:	contingences	nécessités
Sens de l'histoire:	désirs	réalité
Morale de l'histoire:	aspirations	contraintes

MIROIR

INVERSION DE LA NEVROSE OBSESSIONNELLE

Morale de l'histoire:	aspirations	contraintes
Sens de l'histoire:	réalité-désir	désirs-réalité
Logique de l'histoire:	nécessités	contingences

Ce jeu de miroir nous permet ainsi de comprendre, nous qui sommes déjà familiarisés avec les thèmes de l'historiographie bainvillienne, comment et en toute logique, les aspirations au retour à la monarchie et au démembrement de l'Allemagne, par la politique de réaction, sont la réalité ressentie comme désirs et s'imposant comme une nécessité de l'Histoire où celle-ci retrouvera enfin sa logique inhérente entre ses causes et ses conséquences. Certes, on savait que la "logique", comme le "sens" et la "morale" de l'histoire se brisaient avec la Révolution, mais tout le discours bainvillien tient davantage à l'articulation de ces niveaux de la conscience plutôt qu'au simple contenu de la chose. D'où que, comme Bainville le reconnaissait en son temps, "les choses qu'on dit comptent surtout par la manière dont on les dit".

Parallèlement, les contraintes de l'Histoire se ramèneraient à la décadence que subit la France depuis la Révolution et qui est le résultat du jour où les Français ont voulu imposer leurs désirs et en faire la réalité comme l'enseignait le romantisme, ce qui eut pour effet de livrer la logique de l'histoire aux à-coups des contingences accidentelles et aux hasards circonstanciels moment et qu'on présente perfidement comme étant la nécessité historique! L'avenir de la France s'inscrit donc, comme son passé, dans ce mécanisme qui se retrouve à tous les niveaux de la conscience et de la représentation collective de l'histoire, où les aspirations et les contraintes, sous l'effet de la morale de l'histoire se résolvent à travers des solutions, bonnes ou mauvaises, mais dont la solution est donnée dans le texte même. L'analyse d'un paragraphe de Renan, ce bainvillien avant la lettre, va nous

offrir d'une façon synthétique, ce jeu des interférences qui anime tout le discours bainvillien:

Il est incontestable que, s'il fallait s'en tenir à un moyen de sélection unique, la naissance vaudrait mieux que l'élection. Le hasard de la naissance est moindre que le hasard du scrutin. La naissance entraîne d'ordinaire des avantages d'éducation et quelquefois une certaine supériorité de race... Le collège grand électeur formé par tout le monde est inférieur au plus médiocre souverain d'autrefois; la cour de Versailles vallait mieux pour le choix des fonctionnaires que le suffrage universel d'aujourd'hui; ce suffrage produira un gouvernement inférieur à celui du XVIII^e siècle à ses plus mauvais jours. (4)

Si l'on décompose ce texte en classifiant selon les deux instances, à travers les trois niveaux de la conscience, nous voyons que:

	<u>aspirations</u>	<u>contraintes</u>
m		
o	vaudrait mieux	moindre
r	avantages	inférieur
a	supériorité	médiocre
l	valait mieux	inférieur
e		plus mauvais jours
	<u>réalité-désir</u>	<u>désirs-réalité</u>
	naissance	scrutin
s	naissance	tout le monde
e	naissance	suffrage universel
n	rade	suffrage
s	souverain	collège grand électeur
	cour de Versailles	
	<u>nécessités</u>	<u>contingences</u>
l	incontestable	élection
o	entraîne	hasard
g	ordinaire	hasard
i	éducation	quelquefois
q	produira	choix
u		
e		

Dès lors, nous pouvons reconstruire le fonctionnement de la conscience historique à travers ce texte décomposé selon les trois dimensions de la représentation et les options dialectiques : les aspirations, la réalité (comme désir) et les nécessités se retrouvent homogénéiquement organisées tels

(4) E. Renan. op. cit. p. 82-84. (souligné par moi, j.-p. c.)

les mots incontestables-naissance-moindre. Ou encore, si l'on inverse le sens de la lecture, avantages-naissance-entraîne, comme inférieur-tout le monde-hasard. La démonstration apparaît évidente que la représentation sociale de l'histoire, comme de toute chose probablement, ne relève pas tant des expressions utilisées seules, mais de la manière dont elles s'articulent d'un niveau à l'autre de la conscience collective. De plus, il apparaît également qu'il n'y a pas d'ordre prioritaire ou hégémonique dans la construction du discours mais bien une coopération simultanée et étroite des trois dimensions, une complémentarité puisque c'est l'articulation des catégories qui donne le mouvement de la progression de la philosophie et non pas le fait que l'un précède ou suit l'autre. Au-delà des mots, une logique, un sens et une morale de l'histoire s'élaborent mutuellement. La leçon ultime de tout ceci se retrouve encore dans Renan quand il écrit que...

La victoire de la Prusse a été la victoire de la royauté de droit quasi-divine (de droit historique); une nation ne saurait se réformer sur le type prussien sans la royauté historique et sans la noblesse. La démocratie ne discipline ni ne moralise. (5)

La démocrate : les désirs (de l'Enfant-Peuple)
ne discipline : ne nécessite, donc contingente
ne moralise : ni n'aspire, donc contraint.

ou, les désirs font des hasards, des contingences, des contraintes de l'Histoire. Contre ces contraintes, l'historiographie bainvillienne aspirera à une réalité (désirée) logique (rationnelle) que ramènera la solution active (morale) conséquente : la réaction...

III.2 Au Moyen Age.

Le Moyen Age demeure une grande période d'indécisions, de tâtonnements

(5) E. Renan. ibid. p. 106-107, (souligné par moi, j.-p. c.)

et d'échecs à constituer la France nationale. Dès les origines, l'Eglise opposait l'aspiration légitime d'ordre et d'autorité aux contraintes entraînées par la séparation du spirituel du temporel : "mais l'Eglise savait bien que sa mission n'était pas d'exercer le pouvoir. Chez elle vivait une tradition, la distinction du temporel et du spirituel, et aussi une admiration, celle de l'ordre romain" (H.F.:16). C'est-à-dire que l'Eglise est exclue du faire politique de la France et ne peut viser à remplacer l'empire déchu. Les aspirations deviennent ainsi difficilement réalisables tant que les désirs désordonnés et les intérêts particuliers ou ambitions personnelles profitent de ces contraintes historiques. En fait, les aspirations bainvilliennes ne peuvent se rattacher qu'au projet dynamique de Clovis qui, déjà, doit lutter contre ses propres parents, les roitelets francs et les faire disparaître car, "dans une guerre civile entre tribus franques, il n'est pas certain que ses guerriers lui fussent restés fidèles" (H.F.:20).

Lorsque les désirs individuels dominent, la porte s'ouvre sur l'anarchie et les aspirations bainvilliennes sont mises en échec par la contrainte historique. En cela, le combat de Clovis contre l'héritage germain des Francs est le premier véritable affrontement -- un affrontement d'ailleurs très contemporain si on se souvient que, dans la pensée maurrassienne, le romantisme est un germanisme -- entre les aspirations bainvilliennes et les contraintes de désordre dans l'Histoire:

Ils (les Francs) avaient, du droit et de la liberté, une notion germanique et anarchique contre laquelle les rois mérovingiens eurent à lutter. Les "hommes libres" avaient l'habitude de contrôler le chef par leurs assemblées. La discipline civile de Rome leur était odieuse. Il fut difficile de les y plier et, en définitive, ils furent conquis plutôt que conquérants. (H.F.:21)

Mais si Clovis parvient à gagner le combat à court terme, à long terme, la dynamique mérovingienne s'est essouffée devant les contraintes, et la décadence, si elle ne suit pas immédiatement à la mort de Clovis et le partage de

son héritage, est devenue une réalité dès la mort de Dagobert (638) : "On avait perdu l'habitude d'obéir. Les grands conspiraient et défendaient par tous les moyens ce qu'ils appelaient déjà la liberté. Chilpéric II passa pour un despote et un réactionnaire : il fut assassiné... Des années de guerre civile s'en suivirent..." (H.F.:24).

Il faut attendre la venue des Carolingiens pour redonner une nouvelle chance aux aspirations bainvilliennes car "ils étaient la plus haute expression de leur temps et ils eurent pour tâche de satisfaire les aspirations de leur siècle" (H.F.:28), entendre ici les aspirations de Bainville. Mais le titre du chapitre III, "Grandeur et décadence des Carolingiens" (H.F.:28) laisse peu d'espoir sur le triomphe définitif de ceux-ci à travers la postérité de Charlemagne. Mieux que Clovis, il aura tout de même réussi à définir les règles de sa société sur d'autres critères que ceux de la tradition barbaresque. La constitution de la féodalité fut une première entreprise politique en vue d'organiser la société sur quelque chose de nouveau en terre gauleoise, mais la féodalité, c'est aussi la menace du morcellement de l'autorité et de l'Etat, aussi, "il voulut dominer ce qu'il ne pouvait détruire" (H.F.:32).

En construisant les règles d'une administration nouvelle, Charlemagne voulut aussi reconstituer l'Empire romain, et cela "dans une Europe où des nations commençaient à se différencier" (H.F.:33), c'était un "anachronisme", d'où que Charlemagne ne donna pas définitivement l'encadrement politique nécessaire à ses innovations administratives et sociales. Avec son successeur, Louis le Pieux, "dès qu'il règne, la belle machine construite par son père se dérange. Des révoltes, des conspirations éclatent. Des portes se ferment" (H.F.:33) et, comme une sorte de traité de Versailles médiéval, le traité de Verdun avait...

...un résultat désastreux; il créait entre la France et l'Allemagne un territoire contesté, et la limite du Rhin était perdue pour la Gaule. De ce jour, la vieille lutte des deux peuples prenait une forme nouvelle. La France aurait à reconquérir ses anciennes frontières, à refouler la pression germanique : après plus de mille ans et des guerres sans nombre, elle n'y a pas encore réussi. (H.F.:34)

De sorte que les grandes réalisations administratives de Charlemagne, sans un instrument politique autoritaire et un Etat vraiment français, s'effacèrent bientôt devant la féodalité : "l'unité était détruite..." (H.F.:37).

Aucun projet, quel qu'il soit, si généreux soit-il pour tous, ne pouvait vivre ou se développer s'il n'était encadré des institutions nécessaires à sa survie. Pour se faire, il faudra attendre ce que le titre du chapitre IV appelle "la révolution de 987" (H.F.:35) afin que "l'avenir de la France [soit] assuré par l'avènement de la monarchie nationale. A cette date de 987, véritablement la plus importante de notre histoire" (H.F.:42).

La "révolution de 987" n'est pas une réussite définitive des aspirations bainvilliennes. La réalité-désir n'est pas encore définitivement la nécessité de l'Histoire. L'harmonie France-Monarchie-Français n'est pas posée comme une base de développement. La féodalité, par contre bien établie, est devenue de plus en plus nocive pour les aspirations bainvilliennes à mesure que les menaces d'invasions s'éloignent et que les intérêts étrangers s'infiltrèrent dans les relations entre suzerains et vassaux. Philippe Auguste représente dès lors le premier capétien à travailler afin d'établir les chances de survie de la France de se développer contre les intérêts privés et les ambitions étrangères : "les suites du divorce de Louis VII étaient réparées. Il était temps" (H.F.:53) Il animait le ralliement essentiel à la sauvegarde de la France ["la France pouvait respirer" (H.F.:53)]; il consolidait l'unité autour de la familiarité entre Français ["la Normandie cessait d'être anglaise" (H.F.:53)] et "on forcerait à peine les mots en disant qu'il convoqua ses Français à la lutte contre l'autocratie et contre la réaction féodale, complice

de l'étranger (H.F.:54, souligné par moi, j.-p. c.) que fut la bataille de Bouvines (6). Et comme l'on juge une politique d'après ses résultats, il y a de quoi être fier du règne de Philippe Auguste puisqu'il s'acheva "dans la prospérité, Philippe Auguste aimait l'ordre, l'économie, la bonne administration" (H.F.:54).

Grâce à ce travail de Philippe Auguste, son successeur, saint Louis, peut désormais oeuvrer à perfectionner la société:

Réformateur judiciaire, saint Louis fut aussi un réformateur de la société. Il pousse à la libération des serfs, il étend le droit de bourgeoisie. Surtout il organise les corporations. L'existence et les droits de l'ouvrier reçoivent protection dans un "ordre social chrétien", inscrit au célèbre livre des Métiers. Si la figure de saint Louis est devenue si vite idéale, si elle est restée légendaire, ce n'est pas seulement parce que ce roi était bon, juste et charitable. C'est parce que, sous son règne, par "la bonne droiture", comme disait Joinville, la France était devenue plus prospère, la vie plus douce, plus sûre, plus humaine. Il léguera à la monarchie capétienne et à la France une renommée qui ne s'effacera plus. (H.F.:60)

A la construction interne de la société française, répond son établissement dans le concert des nations:

Les progrès sont considérables, et le plus sensible, c'est que l'Etat français, dont les traits principaux sont fixés, a pris figure au-dehors. Il est victorieux de sa lutte avec les Plantagenets, la menace allemande a été conjurée et maintenant l'Angleterre et l'Allemagne sont en pleine révolution. Saint Louis, en mourant, laissait à son fils, avec des "enseignements" dignes de lui, une situation excellente, mais qui allait comporter des développements imprévus. (H.F.:61)

Avec saint Louis se pose pour la première fois dans l'Histoire de France, la question d'harmoniser la politique étrangère avec la politique intérieure. Comme le roi de France n'est plus conquérant franc, il doit veiller à protéger et à étendre son domaine dans ses règles internationales. Mais

(6) Là encore Bainville n'a rien inventé, il reprend l'opinion de Lavis: "Première victoire nationale", dit le cours de 1894, "toutes les classes de la nation... avaient pris part au combat, et pour la première fois, la France entière se réjouit d'un triomphe..." cité in G. Duby. Le dimanche de Bouvines, Paris, Gallimard, col. "Folio histoire" # 1, 1973, p. 290.

La magnanimité de saint Louis envers Henri III d'Angleterre montre comment Bainville réagit aux agissements peu orthodoxes du roi : "Lorsqu'il décida, lui, le vainqueur de Taillebourg, de rendre au roi d'Angleterre de magnifiques provinces françaises du Sud-Ouest, ce fut de l'indignation" (H.F.:59)!

"Indignation", le mot est peut-être un peu trop fort pour décrire l'attitude des conseillers:

Les chroniqueurs d'époques sont beaucoup plus réservés :
 "Le traité de paix qu'il signa avec le roi d'Angleterre ne fut pas approuvé de ses conseillers..." (Joinville)
 et encore : "Les conseillers du roi étaient très opposés à cette paix." (Joinville). (7)

En fait, l'opinion de Bainville est héritée de l'époque de Charles VII, où pour la première fois, semble-t-il, "on critique violemment cet aspect de la politique royale" (8). Jean Favier préfère démontrer qu'il ne faut pas regarder les tractations de saint Louis comme un diplomate du XX^e siècle:

Vainqueur longanime en 1242, saint Louis renonça à jeter l'Anglais hors de France : le Plantagenet n'était rien à proprement parler l'Anglais et le roi scrupuleux qu'était saint Louis n'osait priver Henri III d'une Guyenne qui demeurerait, après tout, l'héritage de sa grand-mère Aliénor. (9)

Puisque, semble-t-il encore, Philippe le Bel ne procéda pas autrement (10). D'ailleurs, à propos de ce dernier conflit (1303), Bainville commet l'erreur de le rapporter à 1299 et se contente, laconiquement, de conclure que "l'objet de la lutte, comme il arrive souvent, avait été perdu de vue" (H.F.:65). Bainville apparaît donc plus "indigné" de la politique de saint Louis que les contemporains du roi ou son successeur, de sorte qu'il applique au Moyen Age sa conception moderne de la diplomatie et de ses propres réactions face à ces politiques du temps passé, ce qui est la cause de bon nombre d'anachronismes qui avaient de quoi faire glousser les publicistes du "Canard enchaîné".

La société féodale ne peut pratiquer une politique nationale, c'est une con-

(7) D. O'Connell et J. Le Goff. Les propos de saint Louis, Paris, Julliard, col. "Archives" # 52, 1974, p. 140.

(8) C. Beaune. op. cit. p. 158.

(9) J. Favier. La Guerre de Cent Ans, Paris, Fayard, 1980, p. 14.

(10) J. Favier. op. cit. p. 231.

tradiction dans les faits. Les aspirations bainvilliennes sont donc mal servies par le monarque médiéval, ce qui l'emmène même à contredire sa propre loi de l'immutabilité de la nature humaine quand il écrit que "les hommes de ce temps-là étaient plus difficiles à gouverner que ceux du nôtre" (H.F.: 70).

On retrouve un anachronisme semblable à propos de la loi salique:

Née de l'élection, d'une sorte de consulat à vie devenu héréditaire, la monarchie n'avait pas de statut. L'usage, le bon sens suppléaient. Il eût été absurde qu'une femme pût porter la France en dot à un étranger. Déjà il était de règle que tout apanage retournât à la couronne à défaut d'héritier mâle, et la royauté, par cette exception, échappait aux règles féodales. C'est pourquoi la couronne passa sans encombre, non à la fille que laissait Louis Hutin, mais à son frère, le deuxième fils de Philippe le Bel, Philippe V le Long... (H.F.:71)

La narration des choses est ici carrément incorrecte comme le montre explicitement Colette Beaune:

La succession féminine était de règle dans certains royaumes et grands fiefs. Les Capétiens l'avaient jusque-là fort bien admise. En 1314, de nombreux grands avaient été partisans de Jeanne de Navarre, qui avait renoncé officiellement à ses droits en 1318 (ce qui suppose qu'ils existaient!). En outre, en droit féodal, il était fréquent que les femmes ne pussent gérer les fiefs mais les transmissent. Ni la coutume ni le droit féodal ne donnaient donc de leçons bien claires en faveur des Valois et il était quand même délicat de recourir à la *lex voconia*, ou droit romain impérial, qui, lui, excluait clairement les filles de l'héritage et impliquait la supériorité des agnats. (11)

La règle dont parle Bainville était donc loin d'être évidente pour les contemporains des événements et celui-ci semble le savoir car il se sent obligé de rationaliser son affirmation en prétextant du "besoin de donner une base juridique" à l'exclusion des femmes de l'apanage royal:

Chose curieuse : on éprouva le besoin de donner une base juridique à la succession de mâle en mâle dont tout le monde reconnaissait l'utilité, et l'on alla chercher, pour justifier une loi naturelle, je ne sais quelle loi des

(11) C. Beaune. op. cit. p. 267.

Franks Saliens, d'où le nom baroque de loi salique. La France était décidément un pays de juristes et de grammairiens. (H.F.:71)

Or, Colette Beaune confirme bien que tout cela est l'oeuvre des juristes, mais pas ceux de Philippe V, mais de Louis XI, plus d'un siècle après les événements concernés:

L'entreprise de réécriture de l'histoire de France fut si bien faite qu'il fallut attendre la fin du XIX^e siècle pour qu'Emile Viollet démontre que la loi salique n'avait pas été évoquée pour les avènements de Philippe V et de Philippe VI. (12)

Il est donc difficile d'admettre que si Bainville s'était tenu au courant des progrès de l'historiographie de son époque, qu'il ait pu ignorer les découvertes de Viollet qui mettaient par terre des générations d'idées reçues sur l'exclusion des femmes de la royauté française, surtout qu'une dizaine d'années plus tard, Jacques Madaule en tiendra compte pour sa propre synthèse (13)! Les découvertes de Viollet étaient trop fondamentales pour passer inaperçues puisque...

De très intéressantes annotations, du début du règne de Louis XI, corrigent les avènements de Philippe V et de Philippe VI de Valois en fonction de nouvelles convictions sur l'existence de la "loi de France". (14)

De sorte que...

Vers 1500, le passage au mythe était donc chose faite. La loi salique, quasiment inconnue vers 1450 mais qui avait fait l'objet depuis d'un intense travail juridique et d'une vulgarisation croissante, était devenue la base et la règle de l'organisation politique du royaume. (15)

Et c'est ce mythe que Bainville reprend comme une vérité historique parce qu'il sert bien ses aspirations qui privilégient les rapports ganymédiens au Père-Roi et qu'il prétend être "loi naturelle" avant d'être loi salique.

Il semble peu probable qu'un homme aussi bien informé des choses de l'histoire

(12) C. Beaune. ibid. p. 284.

(13) J. Madaule. Histoire de France, vol. 1, Paris, Gallimard, col. "Idées" # 92, 1943, p. 158 où il écrit tout le contraire de Bainville : "Personne ne songea à invoquer la "loi salique"!@.

(14) C. Beaune. op. cit. p. 285.

(15) C. Beaune. ibid. p. 289.

que l'était Bainville n'ait pu être au courant des découvertes de Viollet. Peut-être que cet anti-romantique a-t-il cédé au mélodrame inspiré par les brues de Philippe le Bel de "la Tour de Nesle", car malgré les rectifications apportées depuis un siècle, un envoûtement littéraire demeure toujours qui inspirait, encore il n'y a pas si longtemps, un Maurice Druon.

Il n'en reste quand même pas moins que le Moyen Age vu par Bainville repose en définitive sur des interprétations déjà vieilles pour l'époque et usées par les historiens et les romanciers du XIX^e siècle, souvent peu versés dans l'étude des sources médiévales. Cela donne une assiette d'anachronisme charmants et de mythes affriolents apprêtés à la sauce maurrassienne.

III.3 La guerre de Cent Ans et la solution valoise.

Le chaos qui succéda au règne des fils de Philippe le Bel ouvrit sur la guerre de Cent Ans. Par elle, la France entra dans sa période moderne et devenait plus conforme à ce que Bainville saisit habituellement de l'Etat national. Les anachronismes se réduiront sensiblement. C'est ainsi que Bainville cesse de suivre pas à pas ses références habituelles, tel Lavisso, puisque ce dernier se montre souvent très défavorable pour les monarques. Il n'y a qu'à comparer leurs portraits respectifs d'Etienne Marcel, honni par celui-là, admiré par celui-ci qui en écrit, dans son manuel de 1912:

Etienne Marcel, qui était le maire de Paris, y était député. Il aurait voulu que les Etats-Généraux se réunissent souvent et que le roi ne put rien faire sans les consulter. S'il avait réussi, la France aurait été depuis ce temps-là un pays libre. C'aurait été un grand bonheur pour nous. Mais Etienne Marcel ne réussit pas. Il fut assassiné. Dans la suite, les rois ne réunirent presque jamais les Etats-Généraux. Ils aimaient mieux faire ce qui leur plaisait sans consulter personne. (16)

(16) E. Lavisso, cité in F. Nora. op. cit. p. 97.

Avec Bainville, le portrait est inversé:

L'agitation de Paris s'accrut et, dès lors, Etienne Marcel se comporta en véritable chef révolutionnaire. Il fallait au mouvement l'appui d'un parti et d'un nom. Un coup de main délivra Charles le Mauvais qui, par la complicité du prévôt des marchands, vint à Paris et harangua le peuple. Cependant Etienne Marcel faisait prendre à ses partisans des cocardes rouges et bleues. Son plan était d'humilier le dauphin, de détruire son prestige et ce qui lui restait d'autorité. Un jour, s'étant rendu au Louvre avec une troupe en armes et suivi d'une grande foule, il adressa au dauphin de violentes remontrances. Puis, sur un signe du prévôt, les deux maréchaux, conseillers du jeune prince, qui se tenaient auprès de lui, furent assassinés sous ses yeux. Le dauphin lui-même, couvert de leur sang fut coiffé par Etienne Marcel du chaperon rouge et bleu comme Louis XVI le sera un jour du bonnet rouge.

Ces scènes révolutionnaires, qui ont eu, quatre cents ans plus tard, de si frappantes répétitions, ne s'accordent guère avec l'image qu'on se fait communément de l'homme du Moyen Age, pieusement soumis à ses rois. (H.F.:81-82)

On reconnaît le parti que Bainville veut faire porter à la loi de répétition historique, mais la fonction idéologique du texte de Lavissee, comme celui de Bainville, est encore plus frappante de la liaison des symboles de désirs particuliers de l'Enfant-Peuple et des intérêts privés, bref de tout ce qui fait la contrainte historique chez Bainville.

Mais tandis qu'un faible Louis XVI supportera un La Fayette poussé à de moins grandes extrémités, le jeune et sage dauphin décidait de s'opposer aux révolutions de Paris et d'assurer ainsi la promesse de l'avenir de la France. "Il calcule, médite, thésaurise, il suit un plan, c'est un constructeur, l'homme dont la France a besoin" (H.F.:84), car tant que la monarchie a foi en sa solution de la France, solution d'ordre et d'autorité, les contraintes ne sont pas encore des nécessités, mais des accidents avec lesquels on peut toujours composer. Les intérêts privés, les ambitions personnelles, les désirs chimériques n'atteignent pas à la nécessité de l'Histoire. Ainsi, au moment où ces contingences sont sur le point de condamner la France à la désagrégation finale, le geste d'espérance de Jeanne vient réanimer la solu-

tion essentielle au dauphin, la seule capable de remettre de l'ordre dans le chaos. La solution est la réaction, celle amenée par Jeanne en vue de redonner la couronne légitime à Charles VII, la solution valoise : "Le geste de Jeanne, reconnaissant le dauphin qui la met à l'épreuve, et tombant à ses genoux, est décisif. Le principe sauveur, la monarchie, est désigné. A l'homme, au roi légitime, la confiance en lui-même est rendue. Elle fut rendue à tous" (H.F.:99).

Jeanne disparue, le dauphin devenu Charles VII, avec l'aide de "bourgeois administrateurs" (H.F.:102) entreprit l'oeuvre de reconstruction de la France; la réalité (comme désir) a définitivement chassé les désirs (comme réalité) de tout un chacun et est de nouveau au pouvoir : nécessité de la logique de l'histoire de France!

Puis, avec la guerre des Deux Roses, "avec ces troubles d'Angleterre, la guerre de Cent Ans s'éteint" (H.F.:102), bien que "l'oeuvre de restauration de Charles VII était fragile, aussi fragile que l'avait été celle de Charles V" (H.F.:104), du moins la France peut-elle respirer et les Valois paupériseront la France au-delà de leurs rivalités personnelles, car "l'unité du royaume était plus précieuse que tout" (H.F.:105).

C'est Louis XI qui devient le symbole de la solution valoise, complètement final des Charles V et Charles VII. Ce n'est pas pour rien que Bainville décrit si minutieusement son caractère moral. On oublie trop souvent la fascination qu'exerçait Louis XI sur l'imaginaire conservateur. Tandis que Maurras pense surtout à Louis XIV, le comte de Paris semble lui préférer Louis XI : "Il faut que les travailleurs, comme au temps de Louis XI, désirent à nouveau un justicier auprès duquel ils puissent faire appel de l'arbitraire féodal" (17) et il faut rappeler aussi que "la chaire d'histoire provinciale

(17) Cité in E. Weber. op. cit. p. 447.

de l'Institut d'Action Française portait le nom de Louis XI" (18)!

La thésaurisation de Louis XI, ses ruses et son hypocrisie, ses roueries faisaient que la besogne était bien accomplie et s'exerçait dans un temps où les ennemis de la France se déchiraient (H.F.:113), de sorte qu'à la mort du roi, la France était prête à s'assumer entièrement comme nation et cela, comme jamais auparavant : "on aspirait au mouvement, à la gloire" (H.F.:113). Il ne s'agissait plus, comme autrefois, d'accomplir des désirs personnels de conquérants, mais bien de travailler au bénéfice de la France de demain car l'agitation doit servir à la nation, mais sans jamais mettre l'auto-détermination en danger. C'est ce que représente les fameuses guerres d'Italie:

Sous Louis XII, c'est un concert de bénédictions. La France se félicite des impôts, qui sont modérés, de la police, qui est efficace, de la justice, qui est juste. Le commerce lui-même, si exigeant, est satisfait. (H.F.:116)

Et même lorsque le vent tourne, emmenant avec lui la bonne fortune de la France, la solution valoise commençant à perdre de son charme sous François I^{er}, le roi demeure pareil à lui-même (19) et lorsque sera reconnu officiellement

(18) E. Weber. ibid. p. 56.

(19) Ici apparaît une énigme plutôt étrange. Bainville, comme on l'a vu, ne dissimule ni ne se gêne du machiavélisme hypocrite des rois de France. Mais voilà que "François I^{er} accepta le traité de Madrid, donnant ses deux fils en otages à son ennemi. Mais non sans avoir averti que, signé par contrainte, ce traité serait nul" (H.F.:125). Comment Charles-Quint aurait-il pu accepter un traité dont la parti adverse reconnaissait préalablement ne pas vouloir respecter sa parole? Cet "avertissement" apparaît bien chez les principaux biographes du roi. Pour Francis Hackett : "L'implacable intention de Charles d'imposer sa paix par la force conduisit François à la duplicité. François fit donc sa déclaration secrète : qu'il signait "sous contrainte" puis consentit à signer tout ce qu'on voulut" (F. Hackett. François I^{er}, Paris, Payot, col. "Bibliothèque historique", 1937, p. 380, souligné par moi, j.-p. c.).

Un autre biographe du roi, plus récent, Jean Jacquart, est encore plus explicite sur ce qui s'est passé. "Le dimanche 14 janvier, le traité est apporté au roi dans sa prison de l'Alcazar de Madrid pour être signé l'après-midi même. Ayant alors fait jurer tous les présents: de Selve, Tournon, Montmorency, Chabot, La Barre et les deux notaires, François fait enregistrer par ces derniers sa protestation et la nullité des concessions et des abandons qu'il est contraint de faire "pour éviter les maux et inconvénients qui pourroient advenir à la Chrestienté

que la vraie affaire n'est pas celle d'Italie, mais plutôt celle d'Allemagne, tout le mérite en reviendra à son successeur Henri II:

Ce qui s'est élaboré construit, à cette date de 1547 où Henri II devient roi, c'est une politique. Décidément, les affaires d'Allemagne sont les plus importantes. Nos frontières de l'est aussi. L'Italie n'est qu'un théâtre secondaire. Contre qui porte l'effort de la France? Contre l'empire germanique. C'est donc là qu'il faut agir, c'est cet Empire qu'il faut dissocier, s'il se peut. (H.F.:128)

Mais avec Henri II, c'est l'introduction de la seconde crise majeure de l'Histoire de France, les guerres de religion consécutives à la diffusion de la Réforme protestante en France. C'était "une révolution religieuse, qui serait une révolution politique, était tout près de déchirer les Français et, par leurs divisions, d'ouvrir la France à l'étranger" (H.F.:119). Encore que cette diffusion n'était pas accidentelle:

Lorsque la Réforme parut chez nous... Le roi lui-même, la Réforme le servant en Allemagne, la voyait sans déplaisir en France. Il protégea et sauva plusieurs réformés, intervint pour la tolérance. (H.F.:127)

Même s'il ne pouvait ignorer "qu'il y eût, au fond de la Réforme, un levain politique, un principe d'insurrection, c'est ce qui n'est guère douteux" (H.F.:133), mais le danger ne devint véritablement sérieux que lorsque des intérêts personnels se greffèrent aux discours religieux et que les désirs individuels voulurent s'imposer comme nécessités politiques au nom de Dieu et afin d'échapper aux frustrations de la crise économique. C'est alors que la Réforme devint guerre religieuse et dissolva la solution valoise dans l'anarchie habituelle des guerres civiles:

et à son royaume" : "Tout ce qui est convenu en iceluy sera et demeurera nul et de nul effet, et est délibéré de garder et poursuivre les droits de la couronne de France." Après quoi le même jour, après que l'archevêque d'Embrun a célébré la messe dans la chambre du roi en présence des plénipotentiaires, le traité est lu. François l'approuve, jure de l'observer et engage sa foi de revenir dans quatre mois si "les ratifications et autres sûretés mentionnées audit traité ne fussent délivrées". Le tout sans rire. La comédie est terminée." J. Jacquart. François Ier, Paris, Fayard, 1981, p. 181. En ne mentionnant pas l'aspect secret du désaveu anticipé de François, Bainville donne de l'Empereur l'image d'un parfait imbécile!

Si la France semblait beaucoup plus réfractaire à la Réforme, qui ne s'y propageait qu'avec lenteur, toutefois l'avilissement de l'argent, la cherté de la vie, conséquence de la guerre, et peut-être aussi de l'afflux subit de l'or américain, avaient créé du mécontentement, un terrain favorable à l'opposition politique, en appauvrissant les classes moyennes. Ce fut, chez nous, le grand stimulant du protestantisme, auquel adhèrent surtout la bourgeoisie et la noblesse, tandis que la population des campagnes, que la crise économique n'avait pas atteinte, resta indemne. (H.F.:133)

Par cette liaison du protestantisme à la crise économique, Bainville se range du côté de ses contemporains, préférant même les interprétations du type de celle de Tawney à celles du type de Max Weber (20).

III.4 Les guerres de religion et la solution bourbonienne.

Lorsque les intérêts particuliers aspirent à concrétiser les désirs des groupes ou individus de la société, les attentes bainvilliennes se trouvent obligées, malgré elles, de regagner le camp où se réfugie le roi. Celui, ici du tiers parti des "politiques", le camp royal comme sous François II (H.F.:135) puisque l'un et l'autre des partis belliqueux se compromettent devant le roi, les protestants par la conjuration d'Amboise, qui se mirent "dans un tort grave. Déjà trop fort pour s'incliner [il] se jettait dans la rébellion" (H.F.:136); et les catholiques par la "journée des barricades", "cette insurrection parisienne, cette fuite, les sentiments républicains de beaucoup de ligueurs, montrent comme la royauté était tombée bas" (H.F.:153). Ainsi "la Ligue fut une révolution catholique, mais une révolution" (H.F.:156). Sans doute, les protestants portent-ils l'odieux d'être les instigateurs du conflit quand "en mars 1562 : la véritable guerre civile commençait et un manifeste du prince de Condé l'ouvrit" (H.F.:139), et les premiers se sont offerts à l'étranger en proposant à Elisabeth d'Angleterre de lui rétrocéder

(20) Il s'agit du débat archi-connu entre M. Weber. L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme (1920), Paris, Plon, 1967, 342 p. et R.-H. Tawney. La religion et l'essor du capitalisme, (1926), Paris, Marcel Rivière, 1951, 320 p.

Le Havre et Calais, "Condé et Coligny qui signèrent cette convention ont nié qu'ils eussent voulu trahir. Cependant ils livraient leur pays" (H.F.:140), ce qui est conforme à la sédition pure et simple et au crime de lèse-majesté.

Après la monarchie, ce sont les classes moyennes qui eurent à souffrir car "le petit commerce parisien reprochait aux huguenots de faire du tort aux "affaires" par leurs guerres civiles" (H.F.:147) tandis que "le protestantisme, décapité, mais privé de ses éléments conservateurs, en aura désormais des tendances plus républicaines et plus révolutionnaires" (H.F.:147); ce qui démontre que ce qui menace l'une menace également les autres. Mais protestants et catholiques ne sont pas seulement que des partisans de désirs particuliers voulant en imposer à l'ensemble de la nation comme s'ils représentaient une nécessité de l'histoire alors que la seule logique de la Nation, c'est l'ordre monarchique. Pourtant, la politique royale, mal guidée par le chancelier L'Hospital fut à deux doigts de leurs donner raison car "il n'était pas possible d'être si impartial que la balance ne penchât de quelque côté" (H.F.:138).

En un autre temps, en une autre occasion, peut-être, mais rendu à un tel point de haine civile, le roi ne pouvait plus jouer le rôle de conciliateur, et il était trop faible pour mener le tiers parti comme Condé ou les Guise menaient les leurs. La tentation de Charles IX était "de se couvrir de tous les côtés" (H.F.:146), même si un massacre général dût en être le prix.

C'était cette logique que poursuivait également Henri III dont l'idée "était d'user les catholiques et les protestants les uns par les autres. Tout en affectant de se conformer aux désirs des ligueurs, il cherchait à ménager les protestants" (H.F.:151), mais c'était aussi à travers cette duplicité que les derniers Valois ont semé le germe de la solution bourbonnienne,

c'est-à-dire la transmission héréditaire par un protestant qui se convertirait catholique, religion de la majorité, en vue de la réconciliation nationale. Au moment de disparaître, les Valois assuraient ainsi la durée en la transmettant à un parent, même protestant, qu'à des ambitieux catholiques. C'était planifier une stratégie de succession comme Bainville en prête une à l'utilisation de la loi salique lors du précédent passage des Capétiens directs aux Valois. Pour Henri IV, "il n'était en réalité qu'un prétendant et sa seule force était le principe héréditaire" (H.F.:157). Les compromissions des Huguenots comme celles de la Ligue discréditèrent les deux partis et laissèrent intacts la figure du roi, la seule à être restée fidèle à la France... et aux aspirations bainvilliennes d'unité nationale (H.F.:161).

Pour ces raisons, Bainville présente l'Edit de Nantes comme une concession désagréable débattue "avec des belligérants" par Henri IV afin de sauvegarder "la plénitude de sa souveraineté", car "si Henri IV l'avait pu, il n'aurait pas payé l'apaisement d'un tel prix, ni accepté des conditions aussi dangereuses..." Ainsi "les Huguenots lui avaient arraché l'Edit de Nantes par la force comme la Ligue lui avait arraché sa conversion. L'opinion publique ne s'y trompa pas et l'Edit ne passa qu'avec peine : c'était l'annonce de la future révocation" (H.F.:164-165). Bainville oublie cependant ce qui apparaissait aux yeux d'Henri. C'était que l'Edit de Nantes était vraiment peu de choses comparé aux vingt années de guerre civile qui s'achevait. Ni cet autre bainvillien qu'est le biographe d'Henri, Pierre de Vaissière (H.IV: 488-497) pas plus que les récentes historiennes de l'Edit, Janine Garrisson (21) ou Elisabeth Labrousse (22) ne considèrent Henri IV comme bien malheureux de l'Edit qu'il dut concéder à ses anciens coreligionnaires. Bainville se plaint d'ailleurs aussi amèrement des frais d'entretien des places for-

(21) J. Garrisson. L'Edit de Nantes et sa révocation, Paris, Seuil, 1985, 312 p.

(22) E. Labrousse. La Révocation de l'Edit de Nantes, Genève, Payot/Labor et Fides, 1985, 232 p.

tes par le Trésor, "c'est-à-dire par tous les contribuables, même catholiques" que du "démembrement de la souveraineté publique" où on voit son obsession revenir au galop accompagnée de son esprit économe. Il semble qu'ici, contrairement à d'autres situations pourtant moins graves où le roi tire les cordons de la bourse pour l'intérêt national [en soudoyant les princes étrangers, par exemple], que le prix payé par Henri pour le retour à la paix ait été trop considérable pour le "désintéressement" bainvillien! En fait, toute cette explication, comme la dernière phrase l'indique clairement, vise à excuser Louis XIV en laissant planer l'idée que la révocation était déjà convenue lorsqu'Henri apposa sa signature au bas de l'Edit un peu comme François s'était engagé à renier sa parole au traité de Madrid.

Pour Bainville, la promesse d'échec des protestants est celle de la réussite de ses propres aspirations vues à travers la solution bourbonnienne. Ce sera définitif après le fameux siège de La Rochelle : "L'année 1629 marqua la défaite finale du protestantisme comme parti politique et comme Etat dans l'Etat" (H.F.:174) et finit-il allègrement par inclure tous les Français de ce temps dans sa propre condamnation du rôle du protestantisme: "Pour les Français, le protestantisme représentait, avec le mauvais souvenir de l'Etat dans l'Etat et du siège de La Rochelle, une possibilité de retour aux guerres civiles et aux révolutions" (H.F.:195).

Ce qui démontrait encore mieux jusqu'où le protestantisme était dangereux à la sécurité de l'Etat, c'est lorsque les guerres religieuses se sont déplacées de la guerre civile française à la guerre internationale qui se déroula en terre allemande avec la guerre de Trente Ans:

Le gouvernement français avait un parti à prendre et le choix était difficile. Venir en aide à la maison d'Autriche, c'était contraire aux intérêts et à la sécurité de la France. Appuyer les protestants d'Allemagne, c'était réveiller les méfiances des catholiques français, enhardir nos propres protestants qui s'agitaient dans

le Midi... Il craignait en somme d'être entraîné dans un grand conflit de l'Europe centrale et s'efforçait de l'empêcher par le moyen ordinaire des médiations politiques. Il est rare que ce moyen arrête les grands courants de l'histoire. (H.F.:171)

Outre cet avertissement final pour les diplomates de son temps, Bainville veut montrer ici que la participation à des guerres étrangères est souvent une alternative à des dissensions intérieures comme les questions est-européennes en soulevaient dans la France des années '20 et '30, et que l'Allemagne réunie, catholique ou protestante, resterait toujours une menace potentielle pour la France:

Bientôt les Tchèques révoltés furent écrasés à la bataille de la Montagne-Blanche : ce fut pour l'Europe "le coup de tonnerre" que reproduira un jour la bataille de Sadowa. La puissance de l'Empereur était accrue par cette victoire qui atteignait indirectement la France. La maison d'Autriche redevenait dangereuse. Quelque fût la prudence du gouvernement français, sa répugnance à la guerre, il finirait par être forcé d'intervenir. (H.F.:172)

Il fallait donc que "la France devait s'en mêler ou abandonner l'Europe à la domination de la maison d'Autriche" (H.F.:175), mais il était préférable de ne pas s'y porter soi-même : "On était en 1635. Il y avait vingt-cinq ans que la France écartait la guerre. Cette fois, elle venait nous chercher et Richelieu dut s'y résoudre" (H.F.:176). Un gouvernement catholique français qui a réduit les protestants au siège de La Rochelle, se portait ainsi au secours des princes protestants allemands afin de miner le gouvernement catholique de l'Empire! L'ironie est le prix de la stratégie chez Bainville.

Tout cela s'impose surtout lorsque la prise de Corbie éveille la névrose obsessionnelle bainvillienne : "La prise de Corbie par les Espagnols en août 1636 rappela que notre pays était vulnérable et Paris dangereusement voisin de la frontière" (H.F.:176), mais, heureusement, Richelieu avait bien calculé son plan : "Le chef d'oeuvre de Richelieu avait été de retarder l'intervention, de ménager nos forces. La France, avec ses jeunes généraux, don-

nait à fond au moment où l'adversaire commençait à être las" (H.F.:178).

La solution bourbonnienne ne semble pas pourtant donner des fruits aussi abondants qu'au temps des Valois. Sans doute Richelieu a-t-il bien manœuvré dans le cadre de la guerre de Trente Ans, mais la consolidation de la nation autour du monarque reste encore inachevée. Tout peut devenir prétexte à susciter des mécontentements, tel le mariage de Louis XIII et d'Anne d'Autriche (H.F.:168-169). Avec "les princes des deux religions [qui] formèrent une ligue et prirent les armes", les paysans se soulevèrent : "Les grands n'étaient plus seuls à se révolter. Plus d'une fois les paysans se soulevèrent à cause des impôts, les bourgeois parce que la rente n'était plus payée" (H.F.:177) et les troubles inaugurèrent le siècle de l'Ordre : "Ce fut, en réalité, la poussée révolutionnaire du dix-septième siècle. Ce "grand siècle" n'est devenu celui de l'ordre qu'après avoir passé par le désordre" (H.F.:181). L'esprit de Fronde devint bientôt la menace la plus urgente à la solution bourbonnienne encore qu'imparfaitement appliquée (H.F.:182) quand le gouvernement s'essouffla rapidement et "le pouvoir avait capitulé devant cette ébauche de révolution" (H.F.:183). Commencée sur un ton vaudevillesque où "grands seigneurs et belles dames" (H.F.:184) participaient au désordre, la Fronde devient une situation "véritablement révolutionnaire" (H.F.:185) que seule l'habileté de Mazarin parvient à étouffer:

Il est aussi vain de contester la part de Mazarin dans ce succès que de chercher à la calculer exactement. Il a continué Richelieu. Il avait compris sa pensée. Il a réussi dans des conditions difficiles, malgré la France, et cet Italien a été plus constamment Français que Turenne et Condé. On ne lui a pas pardonné d'avoir aimé l'argent et d'avoir empli ses poches. Des services qu'il rendait, il se payait lui-même. Ce n'était pas délicat. D'une autre façon, des ministres intègres mais maladroits ont coûté plus cher. (H.F.:190)

Et c'est là la morale que Bainville tire des "leçons de la Fronde"!

C'est à Louis XIV que va revenir le rôle d'appliquer intégralement,

et pour la première fois depuis Henri IV, la solution bourbonnienne, que "la monarchie est autoritaire" (H.F.:192). L'élimination de Fouquet devient ainsi l'éviction des désirs particuliers comme nécessités historiques de la Nation:

Fouquet avait édifié une immense fortune aux dépens des finances publiques, à l'exemple du cardinal qui avait au moins, pour excuse à ses voleries, les services rendus à la nation... C'est ce dangereux personnage politique, aspirant au rang de premier ministre... (H.F.:194)

Pour la forme, il mit également un terme à l'Edit de Nantes. Avec la révocation, nul désir personnel ne se dissimulera plus derrière des arguments religieux pour contrer le pouvoir royal. Surtout que la révocation se voulait aussi une réponse de Louis aux princes protestants du Nord, en supprimant les restes de catholicisme, en persécutant les catholiques et en les écartant des emplois, avaient donné l'exemple" (H.F.:195). La révocation s'imposait ici comme solution définitive aux guerres de religion. Elle accomplissait la réconciliation entreprise jadis par Charles IX et Henri III, et mise à jour par Henri IV. Les "extrémités" -- les fameuses dragonnades --, auxquelles furent entraînées Louis XIV et son gouvernement n'apparaissent alors que comme des accidents de parcours malheureux dont la première responsabilité fut bien l'obstination des réformés.

Pour les bainvilliens, ces mesures étaient essentielles pour créer une France glorieuse et prospère. Le Roi ne céda jamais l'intérêt de ses administrés pour les besoins de guerre, comme le pense Louis Bertrand:

En ce grand chef, l'administrateur surpassait encore l'homme de guerre. Il réussit à soutenir ce long effort guerrier contre toute l'Europe sans trop épuiser ses peuples, sans acculer la France à la faillite et sans ruiner son crédit; il rendit possibles les quatre-vingts années de prospérité matérielle sans exemple qui suivirent son règne. (L.XIV:14)

"...sans trop épuiser ses peuples", voilà une formule bien contestée par les

historiens modernes du Roi-Soleil (23)! En tout cas, elle est bien "délicate" pour décrire l'état de la France à la mort de Louis. Mais le panégyrique de Bertrand (L.XIV:20) résume tout ce qu'est, pour les bainvilliens, la solution bourbonnienne qui, comme la solution valoise au temps de Louis XI, n'était pratiquée qu'en vertu de l'avenir de la France. Cet intérêt pour le futur commandât également sa politique espagnole (H.F.:212) puisqu'il s'agissait de soustraire l'Espagne à l'influence allemande, et c'est ainsi, encore, que son lointain successeur Louis XVIII le comprenait toujours:

La seule entreprise extérieure à laquelle Louis XVIII se décida fut, en 1823 pour intervenir en Espagne, y mettre fin à une révolution et rétablir Ferdinand VII, c'est-à-dire pour continuer la politique par laquelle nous avons jadis établi un Bourbon à Madrid, afin que l'Espagne ne tombât pas sous une influence ennemie. Cette expédition, conduite avec assez d'adresse pour ranger de notre côté une large partie des Espagnols, fort peu coûteuse par conséquent et qui contrastait si fort avec les insuccès de Napoléon dans le même pays, rendit confiance et courage à la nation et à l'armée réconciliée avec le drapeau blanc. (H.F.:386)

Seul le Régent faillit mettre cette sage politique en danger:

...le Régent et son ministre Dubois se lièrent, se livrèrent même à l'Angleterre... Le Régent et Dubois s'abandonnèrent aux Anglais qui les conduisirent droit à la guerre. Et la guerre avec qui? Avec l'Espagne, aux côtés de laquelle nous venions de lutter contre l'Angleterre pour y établir un Bourbon... Les fautes de Philippe V n'excusent pas celle qui consista, pour le seul profit de la politique anglaise, à détruire le système naturel de nos alliances, tel qu'il résultait de la guerre de succession. (H.F.:226-227)

D'autre part, il faut considérer également que la solution bourbonnienne telle qu'appliquée par Louis XIV a permis de repousser la Révolution de 75 ans:

On a dit que Louis XIV n'avait laissé que les apparences de l'ordre, parce que, trois quarts de siècle après sa mort, la révolution éclatait. Ce qui est étonnant c'est qu'après les

(23) Ce n'est en tout cas pas l'opinion de Pierre Goubert. Louis XIV et vingt millions de Français, Paris, Fayard, rééd. Livre de poche, col. "Pluriel" # 8306, 1966. Dans les commentaires ajoutés à la réédition, Jean Fayard, héritier des éditeurs qualifié d' "enthousiaste", le livre de Bertrand tandis que Goubert le considérait comme une "naïveté superbe" (p. 338).

cinquante-quatre ans de calme de son règne, il y en ait eu encore soixante-quinze. Notre histoire moderne ne présente pas de plus longue période de tranquillité. (H.F.: 221)

Evidemment, il n'y a guère plus personne pour soutenir une telle évaluation du règne de Louis XIV. Elle était d'ailleurs guère défendable du temps même de Bainville.

Mais l'important est dit car même sous la politique dangereuse du Régent, l'effet bénéfique du règne se faisait encore sentir et que "la France avait sans doute la paix à sauvegarder, mais aussi son indépendance et son avenir" (H.F.:226), ce que, comme on vient de le voir plus haut, n'impressionna pas outre mesure le Régent ni son ministre Dubois. La conclusion de Bainville est-elle aussi impitoyable : "En l'espace de huit ans, par le malheur de leur situation et la force des choses plutôt que par des intentions mauvaises, ils avaient commis des dégâts incontestables" (H.F.:229), de sorte qu'un vent de décadence souffle sur la France depuis la mort de Louis. La force de la solution bourbonnienne commença à s'épuiser dès le Roi-Soleil mis en bière.

Ce non-sens de la politique étrangère de la Régence allait se poursuivre encore sous Louis XV. A la paix de 1748...

Dès ce moment, il était clair que la Prusse aspirait à prendre en Allemagne la place de l'Autriche et que cette ambition n'était plus démesurée. Alors, si la France s'obstinait dans une politique antiautrichienne, elle travaillait pour Frédéric. Si nous changions de système, si nous renversions nos alliances, nous devions avoir Frédéric pour ennemi... Voilà ce que nous avait coûté l'erreur du parti de Belle-Isle, l'anachronisme de la lutte contre la maison d'Autriche. La politique française avait perdu sa clarté. Elle avait cessé d'être intelligible à la nation et elle l'était à peine, dans cette masse de contradictions, pour ceux qui dirigeaient les affaires et qui avaient besoin avant tout de retrouver une ligne de conduite... Il faudra encore du temps avant que le désordre causé par la folle guerre de la succession d'Autriche soit réparé et que la politique française retrouve une méthode. (H.F.:241-242)

Et pour la première fois depuis la guerre de Cent Ans, la France se trouve battue à la fois sur terre par la Prusse et sur mer par l'Angleterre (H.F.: 252). La décadence s'en trouve accélérée, d'abord par la guerre de Sept Ans, puis par "l'opposition parlementaire [devenue] un péril pour le gouvernement" (H.F.:253). Il fallait redresser la situation en portant une réforme intérieure et le roi ne devait plus souffrir aucune insoumission ni désobéissance de la part des institutions d'Etat. L'élimination des Parlements, en 1771, était un début de retour à la solution bourbonnienne telle qu'appliquée par Louis XIV pour une "monarchie autoritaire" (H.F.:255).

III.5 La crise de l'Ancien Régime et la solution révolutionnaire.

Si nous pouvions faire l'économie d'une révolution, ce n'était pas en 1789, c'était en 1774, à la mort de Louis XV. La grande réforme administrative qui s'annonçait alors, sans secousses, sans violence, par l'autorité royale, c'était celle que les assemblées révolutionnaires ébaucheraient mais qui périrait dans l'anarchie, celle que Napoléon reprendrait et qui réussirait par la dictature : un de ses collaborateurs, le consul Lebrun, sera un ancien secrétaire de Maupeou. Il y a là dans notre histoire une autre sorte de continuité qui a été mal aperçue.

Nous allons voir comment ces promesses furent anéanties dès le début du règne de Louis XVI par le rappel des Parlements. Alors seulement la révolution deviendra inévitable. (H.F.:256)

C'est alors, qu'au moment où la crise de l'Ancien Régime pouvait être résolue par la solution bourbonnienne qu'est intervenue, par l'intermédiaire de Louis XVI qui "par une grave faute initiale" rappela les "Parlements [et] provoquer le drame de 1789" (H.F.:257), car...

...en relevant les Parlements, Louis XVI a empêché un rajeunissement de l'Etat, qui ne pouvait avoir lieu sans désordre que par le pouvoir lui-même agissant d'autorité. C'est ainsi que, par sa fidélité aux idées de son aïeul le duc de Bourgogne, Louis XVI a provoqué la Révolution. (H.F.:270-271)

La solution bourbonnienne allait être complètement évacuée lorsque la

participation à "la guerre d'Amérique donna le choc par lequel la révolution fut lancée" (H.F.:263) et que les désirs particuliers voudront s'imposer comme solution aux crises de l'Etat:

D'où cette conclusion, dont l'apparence seule est paradoxale, que ce qui a le plus manqué à la monarchie, c'est l'autorité, au moment même où on se mettait à l'accuser de despotisme... On ne peut donc pas dire que la situation fût désespérée. Elle n'était sans issue, répétons-le, que par l'incapacité où se trouvait l'Etat de créer les ressources suffisantes et de percevoir des impôts calculés sur ses besoins. A cet égard, la Révolution ne sera pas plus heureuse et la liberté ne lui réussira pas mieux que les libertés n'ont réussi au roi. (H.F.:277)

Ces solutions particulières allaient se déverser sur l'Etat et précipiter la nation dans l'anarchie (H.F.:282).

Louis XVI est présenté ici comme l'antithèse de Louis XIV car il "n'avait ni le sens, ni le goût de l'autorité" (H.F.:259), "il n'avait jamais été enclin à l'action et il ne la croyait pas possible" (H.F.:311). Il ne put réaliser de compromis, pas plus que Catherine de Médicis et L'Hospital n'avaient pu le faire au temps des guerres de religion (H.F.:260). Encore avait-il pu, du moins, appuyer les réformes bénéfiques de Turgot (H.F.:262), mais il dut lâcher prise sous les diverses pressions de son entourage, renvoyer Turgot, tout cela prouvant, ce que Bainville refuse d'admettre explicitement, que les membres de la famille royale peuvent avoir leurs intérêts particuliers qui ne se confondent pas du tout avec ceux de la nation. Louis céda devant "les banquiers dont le porte-parole était Necker, un Genevois, un étranger comme Law, et qui avait comme lui une recette merveilleuse et funeste : l'emprunt, l'appel illimité au crédit" (H.F.:262). Les vieilles rancunes révolutionnaires contre Marie-Antoinette et les frères du roi sont ici transférées sur le dos du seul Necker.

De même, en politique étrangère, il y a l'habile Vergennes, "notre meilleur diplomate" (H.F.:261), "prudent et modéré" (H.F.:266):

Partisan de l'alliance autrichienne, il refusait d'en être l'instrument et de le détourner de son objet véritable qui était de maintenir en Allemagne, contre la Prusse, l'équilibre créé par le traité de Westphalie. (H.F.:264)

Son engagement dans la guerre d'Indépendance américaine et dans la reconstruction de la marine démontraient finalement où la France devait s'armer pour vaincre l'Angleterre tout en neutralisant la Prusse : c'était une belle revanche sur les deux vainqueurs de 1763 (H.F.:265). Vergennes n'engagea jamais la France au-delà de ses possibilités militaires, préférant plutôt la lier avec l'Angleterre par un traité commercial:.

En 1786, par un traité de commerce qui sera un des griefs des états généraux contre la monarchie..., le gouvernement de Louis XVI voulut réconcilier les deux pays, les unir, les associer par les échanges, par leur participation à une prospérité, qui, des deux côtés de la Manche, grandissait tous les jours. Dans toutes les affaires qui se présentèrent jusqu'à la Révolution..., la France évita ce qui pouvait conduire à un conflit. Elle laissa faire. Elle fut volontairement "conciliante et pacifique". (H.F.:266)

Et cela, pendant que des magouilles se développaient en Europe de l'Est, visant à la faire tomber dans un piège:

Protéger à la fois l'intégrité de la Turquie et l'indépendance de la Pologne, déjà atteinte par un premier partage; se servir de l'alliance autrichienne pour empêcher l'empereur de succomber aux tentations de Catherine de Russie qui offrait à Vienne et à Berlin leur part des dépouilles turques et polonaises; mettre, en somme, l'Europe à l'abri d'un bouleversement dont l'effet eût été -- et devait être -- de faire tomber la France du rang qu'elle occupait, de la situation éminente et sûre qu'elle avait acquise sous Richelieu et Louis XIV : tels furent les derniers soucis de la monarchie française. (H.F.:267)

Curieusement, le dernier article de Bainville, publié le lendemain de sa mort, vise à mettre en garde la politique étrangère de la France contre un semblable piège qui s'élabore en Europe de l'Est et qui reproduit la situation internationale à la veille de la Révolution française:

Le dernier article qu'il écrivit, et que l' "Eclair de Montpellier" publia le lendemain de sa mort, reflétait cette évolution vers un nouvel isolationnisme, où il mettait en doute l'utilité de toutes les alliances à l'Est;

elles ne pouvaient aboutir qu'à une offensive allemande sur la France, alors que l'aide que fournissaient ces alliés serait toujours inférieure à celle qu'ils exigeaient de la France. La seule conclusion possible de tout cela fut tirée par Maurras quelques jours plus tard : les alliés étaient une bonne chose, mais les armements valaient mieux; "Armons d'abord!" écrivait-il (24)

Avec des hommes comme Turgot et Vergennes, avec un peu plus d'autorité, Louis XVI aurait pu facilement contourner les catastrophes qui s'annonçaient.

La Révolution allait tomber dans le piège, elle allait pousser l'ironie de la chose jusqu'à retourner les alliances contre elle et se servir de la guerre à l'Autriche pour abattre la monarchie : c'était porter "la Révolution dans le domaine de la politique étrangère" (H.F.:303), un geste "décisif dans notre histoire":

Nous en supportons encore les effets. La condition des Français en a été changée dans la mesure où l'a été le rapport des forces européennes, où notre sécurité, acquise péniblement, a été compromise. Ce que la Révolution avait valu aux Français, son reflux lointain le leur enlèverait par morceaux. Ses frontières naturelles, un moment conquises, seraient perdues. La liberté individuelle serait réduite un jour par la servitude militaire. L'impôt, sous sa forme si longtemps odieuse, la forme personnelle, renaîtrait, ayant changé le nom de taille pour celui d'impôt sur le revenu. Ce cercle ouvert en 1792 s'est refermé sous les yeux de la génération présente et à ses frais. (H.F.:304-305)

C'était une politique qui ne reculait devant aucune absurdité (H.F.:319), se montrant audacieuse envers l'étranger autant qu'elle apparaissait pusillanime en affaires internes. Les Assemblées n'étaient que des organes sans puissance et la seule fois où elles firent preuves d'une certaine autorité, ce fut pour commander un massacre au Champ-de-Mars:

Cette fois, qui fut la seule, l'Assemblée tint tête. Elle proclama la loi martiale. La Fayette lui-même ordonna de tirer sur la foule qui refusait d'obéir aux sommations. Il y eut trois ou quatre cents morts et blessés à l'endroit même où l'on fraternisait un an plus tôt. (H.F.:299) (25)

(24) J. Bainville, cité in E. Weber. op. cit. p. 326.

(25) Paradoxalement, Bainville rapporte ici les chiffres avancés par Marat. Le nombre des victimes du massacre du Champ-de-Mars reste contradictoire d'un auteur à l'autre. Plus nuancé, Gaxotte écrit : "Dans son

Les Assemblées se montraient incapables d'éliminer l'extrême gauche qui poussait à des excès et neutralisait son pouvoir:

Il fallait abattre l'extrême gauche ou en subir le joug.
La gauche constitutionnelle, une fois séparée de l'extrême gauche sans l'avoir écrasée, n'eut pas plus de jours à vivre que sa constitution. (H.F.:299)

Une telle formule a une certaine résonnance pour la situation de la France d'Entre-deux-Guerres, habileté reconnue à l'historiographie bainvillienne de suggérer des politiques pour son temps en partant de leçons tirées du passé. Mais lorsque les descriptions exigent de broser un tableau d'époque, le travail devient plutôt bâclé. Les leçons de la Révolution deviennent des leçons pour la bourgeoisie, car comment nier que la Révolution fut d'abord une solution bourgeoise quand le tableau de la députation de la Législative ne peut être plus clair?

Parmi ces députés, peu ou pas de nobles, pas de prêtres, sauf quelques "assermentés". La droite, ce sont les Constitutionnels, les "Feuillants", la gauche de la veille. Cette Assemblée est homogène. Les hommes qui la composent sont à peu près de même origine, de même formation aussi. Ils ont en philosophie, en politique, les idées que les écrivains du dix-huitième siècle ont répandues. Sur le monde, sur l'Europe, ils ont des théories qui se rattachent aux systèmes, aux traditions qui avaient déjà conduit l'opinion sous Louis XV : les frontières naturelles, la lutte contre l'Autriche, l'alliance avec la Prusse. Enfin cette bourgeoisie, depuis 1789, avait suivi les événements. Elle avait entendu Siéyès lui dire qu'elle n'était rien jusque-là, ce qui, en tout cas, était exagéré, et que désormais elle serait "tout" ce qui n'avait de sens que si elle s'emparait du pouvoir. (H.F.:301)

Comment nier que les moyens qu'elle se donnait, contrairement à la solution bourbonnienne, étaient des moyens purement violents? Bainville reprend ici la formule de Bismarck, "la République ne serait créée par des lois et des discours, mais par le fer et par le feu" (H.F.:301). C'est, ici encore, un

journal, Marat prétendit qu'il y avait eu quatre cents morts. C'est une exagération manifeste. Il est probable qu'il y eut deux tués et sept blessés du côté de la troupe, une cinquantaine de tués et un plus grand nombre de blessés du côté des Cordeliers" (R.F.:209). Ces chiffres sont repris par A. Soboul. Histoire de la révolution française 1, de la bastille à la gironde, Paris, Gallimard, col. "Idées" # 43, 1962, p. 264 tandis que Furet et Richet ramènent le nombre des victimes à une quinzaine in La Révolution française, Paris, Marabout, col. "Université" # 299, 1973, p. 143.

rapprochement subtile et tendancieux de la République et de la Révolution avec ce que les Français du temps de Bainville se souviennent avec le plus profond dégoût, la politique bismarckienne. La stratégie idéologique de ces rapprochements gratuits démontre encore le mécanisme de la moralisation dont les sources affectives sont sous-entendues dans chaque explication ou comparaison qui "rationalise" le problème. Un autre exemple se trouve dans le commentaire des honneurs rendus aux soldats rebelles de Nancy sensé démontrer l' "exaltation de l'indiscipline au moment où [les révolutionnaires] défiaient la moitié de l'Europe" (H.F.:309). On voit bien que "les hommes de la Révolution prenaient des décisions de circonstances" (H.F.:319), laissant leurs désirs et leurs passions, pris comme objectifs et moyens politiques, diriger à tous vents et conduire le hasard et l'accidentel à la nécessité historique. C'était une enchaînement qui ne pouvait conduire qu'à l'extrémisme:

Afin que les contrôleurs fussent à leur tour contrôlés, selon la logique du terrorisme, les Conventionnels, sur la proposition de Marat, avaient renoncé à leur inviolabilité. Alors les révolutionnaires purent se guillotiner entre eux. (H.F.:320)

Le mécanisme ne sera enrayé qu'après trois années de Terreur, à l'insurrection de Prairial:

L'insurrection vaincue grâce aux sections modérées, les thermidoriens se décident enfin à prendre la mesure devant laquelle la Révolution avait toujours reculée: la garde nationale perd son autonomie et elle est placée sous la direction d'un comité militaire. Alors l'influence politique commence à passer du côté de l'armée, une armée victorieuse qui vient, par un étonnant exploit, de conquérir la Hollande avec Pichegru. Qui aura l'armée pour lui aura le pouvoir. L'ère des généraux commence. (H.F.:328)

Et voici comment l'Empire devint une nécessité d'une Révolution purement accidentelle:

Un général victorieux et qui apportait de l'argent se rendait indispensable... Désormais, il ne changera plus. Il fera de ses batailles une source de profits. Pendant quinze ans, il conduira la guerre, non seulement sans qu'elle

coûte rien à la France, mais en travaillant par elle à la restauration financière, jusqu'au jour où les peuples d'Europe, rançonnés, se soulèveront. (H.F.:330)

Ce qui arriva au moment même où la Révolution aboutissait à une impasse:

...le 18 brumaire, le Directoire était renversé par un de ces coups d'Etat dont il avait donné le modèle et qui finissaient par sembler ordinaire à tout le monde. La Révolution -- ou plutôt la période révolutionnaire proprement dites -- se terminait par l'aveu d'une cruelle impuissance à fonder un gouvernement. (H.F.:334)

"Le coup d'Etat de brumaire, loin d'être dirigé contre la Révolution, était destiné à la sauver" (H.F.:335). C'était prendre le contre-pied d'une certaine interprétation républicaine qui s'efforçait de démontrer que la dictature personnelle n'était pas l'aboutissement de la Révolution, que Révolution et Empire étaient deux choses totalement différentes, voire opposées. C'était, aussi, montrer que toute la Révolution n'était qu'une rafale de désirs et d'intérêts particuliers dont les derniers seraient ceux d'un général d'armée. Pendant ce temps, rien ne résolvait les problèmes financiers et politiques qui avaient jadis conduit les classes moyennes à préférer la solution révolutionnaire. Une nouvelle nécessité historique ne se construit pas en dix ou vingt ans, mais c'est une période de temps suffisante pour en faire une contrainte historique à surmonter:

Et pourquoi cette fortune extraordinaire s'est-elle terminée par une catastrophe? Parce que Napoléon Bonaparte était prisonnier de la plus lourde partie de l'héritage révolutionnaire, prisonnier de la guerre de 1792, prisonnier des conquêtes. Avec la plupart de ses contemporains, il n'oubliait qu'une chose: l'Angleterre n'avait jamais permis, elle ne permettrait jamais que les Français fussent maîtres des Pays-Bas. Pour les en chasser, aucun effort ne lui serait trop coûteux. A cette loi, vieille de plusieurs siècles, la Révolution n'avait rien changé et l'avènement de Bonaparte ne changeait rien. (H.F.:337)

Comme les Capétiens s'étaient imposés comme nécessité avec la durée, à partir de l' "accidentelle" révolution de 987, Napoléon voulut bien aussi faire de l'Empire une nouvelle nécessité historique en établissant la succession héréditaire et en arbitrant les partis puisqu'il...

...gouverna, rassurant les révolutionnaires nantis et la masse paisible de la population. Il effaçait les restes de jacobinisme, l'impôt forcé progressif et l'odieuse loi des otages. Il rendait les églises au culte et pacifiait la Vendée par l'arrêt des persécutions religieuses. Il annonçait la fin de l'atroce misère due aux assignats, misère que le Directoire, malgré ses promesses, avait été impuissant à guérir. (H.F.:338)

Et son échec n'était quand même pas total. Nombre d'institutions, nées de la Révolution, eurent l'avenir assuré par l'action de l'Empire (H.F.:340).

Il n'y a là rien pour s'étonner, non pas que la Révolution ait pu parvenir à s'établir comme nouvelle nécessité historique, mais parce qu'elle même s'est convertie au conservatisme:

Conserver : voilà le grand mot. La Révolution était devenue conservatrice d'elle-même et de ses résultats. Pour se sauver, pour durer, elle avait eu recours, le 18 brumaire, au pouvoir personnel. Elle avait recours maintenant à la monarchie héréditaire. (H.F.:351)

Et ce conservatisme devint même réactionnaire avec les catastrophes de 1812:

Désormais, l'histoire de l'Empire, c'est celle d'un rapide retour aux conditions dans lesquelles Napoléon avait pris la dictature en 1799. Pour sauver la Révolution et ses conquêtes, tâche dont les républicains eux-mêmes l'ont chargé au 18 brumaire, il a reçu de la France la permission de prendre la couronne, de fonder une dynastie, de s'emparer de la moitié de l'Europe, de lever et de tuer des hommes sans compter. Tout cela aura été vain. En quelques mois, on va être ramené au point de départ. (H.F.:365)

On a déjà parlé, dans l'historicité, comment l'Empire, par ses guerres incessantes consommait la Révolution:

Depuis 1793, il était écrit que, si l'Angleterre n'était pas vaincue, la France n'aurait la paix qu'en retournant à ses anciennes limites. Quant à Napoléon lui-même, qui mieux que lui se rendait compte qu'il était, autant que la Convention et le Directoire, prisonnier de la guerre et des conquêtes? Ces conquêtes, il devait les défendre jusqu'au bout ou tomber avec elles, comme fût tombée la Révolution. La nature même de son pouvoir, les conditions dans lesquelles il l'avait reçu lui interdisaient cette paix honorable et politique, qu'on lui reproche bien vainement de n'avoir jamais conclue... (H.F.:367)

La solution révolutionnaire prouva ainsi, au bout de vingt ans, son incapacité historique. Sur tous les points, ses objectifs n'avaient jamais été atteints. Elle ne put créer cette nouvelle nécessité de l'Histoire, de même qu'elle tentât vainement d'échapper au "principe de réalité" -- c'est-à-dire, bien entendue, le "principe de plaisir" bainvillien. La solution qui s'imposait alors est la même que celle qui s'impose aujourd'hui -- toujours selon la représentation bainvillienne --, la réaction monarchique:

Dans la partie de son programme qui comprenait le régime républicain et les frontières naturelles, la Révolution avait échoué deux fois : quand elle avait dû, pour se conserver, recourir à la dictature, au pouvoir absolu, à l'Empire et quand, au lieu de garder le Rhin et l'Escaut pour frontières, l'Empire avait, finalement, ouvert le vieux territoire à l'invasion. Alors qu'y avait-il à faire? Quelle solution adopter? La seule possible, et bien rares furent ceux qui ne s'y rallièrent pas, était de rappeler les Bourbons. (H.F.:370)

III.6 La solution restauratrice.

Personne ne put venir à bout des contraintes qu'avait apportées la Révolution avec son bagage de désordres, de chimères et d'inconséquences puisque "ni la République ni l'Empire ne pouvaient conclure la paix, dont la monarchie dut prendre la responsabilité" (H.F.:371). La solution restauratrice s'imposait ainsi d'elle-même, mais...

La tâche la plus délicate des Bourbons restaurés fut de se dégager de leurs partisans, des hommes qui avaient pourtant souffert et lutté pour eux, dont le dévouement, ne fût-ce que pour la sécurité de la famille royale, était encore utile. Si les royalistes fidèles avaient droit à la justice, comme les autres Français, ce n'était pas pour eux seuls qu'on pouvait régner. (H.F.:371)

Pour qu'elle eut une véritable promesse d'avenir, il aurait fallu que celle-ci tende à rejoindre la solution bourbonnienne de ses ancêtres, mais Louis XVIII "avait à ménager son autorité et il n'eût pas été prudent de commencer son règne en humiliant le principe dont il tirait sa force. Il avait aussi

des satisfactions "donner aux idées du temps" (H.F.:372), et, somme toute, pour Bainville, il sût bien manoeuvrer entre les contraintes nées de l'aventure révolutionnaire et les aspirations de la réaction:

Deux Chambres, comme en Angleterre, c'était le système qui semblait le meilleur et même le plus commode pour une monarchie. L'égalité civile n'avait rien non plus pour déplaire à un roi de France : le frère de Louis XVI savait bien combien la résistance des privilégiés, en arrêtant les réformes, avait été funeste à l'ancien régime. La garantie des propriétés, des rentes, des pensions allait de soi; pour régner sur la France, il fallait la prendre telle qu'elle était. Il n'y eut qu'une chose que Louis XVIII n'accepta pas : c'était le caractère conditionnel de cette Constitution. D'une Charte imposée, qui l'eût diminué, qui eût soumis son pouvoir à toutes sortes d'exigences et de capitulations successives, comme il était arrivé à Louis XVI, il fit une Charte accordée, "octroyée". Ainsi le principe monarchique était sauf, ou bien ce n'était pas la peine de restaurer la monarchie, et la transition était assurée entre la monarchie "absolue" et la monarchie "constitutionnelle". Louis XVIII y gagnait de s'être fait respecter des nouveaux constituants comme il se faisait respecter des souverains ennemis.

La monarchie avec la Charte était donc la combinaison la plus favorable, la plus naturelle aussi que l'on pût trouver. Elle conciliait le passé et le présent. (H.F.:373)

De même qu'il sût bien manoeuvrer en politique internationale:

La France, à qui on avait tout refusé, prenait le rôle de pays désintéressé, défenseur du droit public et des souverainetés légitimes, adversaire des conquêtes et des partages cyniques. Les Alliés avaient feint de la combattre au nom d'un principe. Elle s'armait maintenant de ce principe pour empêcher les dangereux accroissements des autres pays... Cette politique, conforme à nos meilleures traditions diplomatiques, renouait avec celle de Vergennes. C'était celle de notre sécurité. Elle nous mettait à la tête du parti de la modération, nous rendait le rôle de protecteurs des Etats moyens et petits. (H.F.:375)

Ce qui n'empêcha pas le mal semé par la révolution et l'Empire de couvrir en terres allemandes derrière un "nationalisme allemand, tiré d'un long sommeil par les principes de la Révolution, puis soulevé contre la domination napoléonienne" (H.F.:376).

D'autre part, Louis XVIII ne céda pas aux désirs des contre-révolutionnaires, dont il craignait les excès, et Bainville l'innocente d'avoir animé

"la Terreur blanche" bien qu'il était "nécessaire de rechercher et de punir les hommes qui s'étaient rendus responsables des nouvelles calamités de la France en se joignant à Napoléon au lieu de l'arrêter comme ils en avaient le devoir. Le procès et l'exécution de Ney furent une de ces "cruelles nécessités" qui s'imposent aux gouvernements..." (H.F.:381).

Malgré tous ces bons points, la Restauration semblait condamner à l'échec, comme "la deuxième Restauration eût ainsi une tâche plus pénible que la première, parce qu'elle dut punir et sévir et parce qu'elle eut à compter avec ses propres partisans" (H.F.:382). La pacification du royaume tenait moins à la négociation avec les puissances alliées qu'à rassurer tout un chacun compromis dans la Révolution, particulièrement les possesseurs de biens nationaux. Mais "cette Chambre contre-révolutionnaire ne se comportait pas autrement que la Constituante. Elle ne consentait pas à n'être qu'un pouvoir auxiliaire de l'autorité royale, comme la Charte l'avait voulu. Elle visait à posséder le pouvoir" (H.F.:383), de sorte que les propres partisans du roi étaient ceux qui en venaient à nuire le plus à l'application de la solution restauratrice, "ces ultra-royalistes, devenus députés, étaient ultra-libéraux, et ils ouvraient la porte aux revendications et aux agitations de la gauche" (H.F.:383), et "on eut ainsi en 1816, le spectacle étrange d'une Chambre d'extrême droite en conflit avec le roi" (H.F.:383). "C'était la rupture entre la couronne et l'extrême droite. On entra par là dans les luttes de partis" (H.F.:383). Mais pour Bainville, "quand on juge la Restauration à ses résultats, on trouve que les Français ont eu la paix et la prospérité et que ces bienfaits les ont laissés à peu près insensibles" (H.F.:384) comme le veut la règle de la "loi de l'oubli". "On fit même une expérience qui ne devait être comprise que longtemps après : c'est que des Chambres issues d'un suffrage très restreint... n'en étaient pas plus dociles, au contraire" (H.F.:385); c'était la leçon à tirer de l'expérience -- et de l'échec -- de

la solution restauratrice. Il confirmait la nécessité de l'autorité dans le pouvoir royal et non dans le gouvernement dissocié du règne : "Louis XVIII n'avait peut-être échoué que sur un point : quand il avait crû, par la Charte, donner à la France le régime des Assemblées tel qu'il existait en Angleterre, laissant la monarchie et le souverain en dehors et au-dessus des partis" (H.F.:386). De cette situation allait encore résulter la paralysie du ministère de Villèle (H.F.:387).

La Restauration porte alors le poids de son échec même si Bainville essaie de l'innocenter. De même, le règne de Louis-Philippe démontre, selon lui, que l'échec de la solution restauratrice n'est pas lié aux hommes portés au pouvoir, mais à l'inefficacité des institutions parlementaires devant la pression des partis. Comme la première Restauration, Louis-Philippe "réconciliait dans sa personne la Révolution et l'ancien régime, le passé et le présent" (H.F.:393), mais comme la Restauration aussi, la monarchie de Juillet...

...portait en elle-même une grande faiblesse. Elle était née sur les barricades. Elle était sortie d'une émeute tournée en révolution. Et cette révolution avait été soustraite à ceux qui l'avaient faite par des hommes politiques qui n'avaient pas paru dans la bagarre, qui en avaient même horreur, mais qui tenant une combinaison toute prête, avaient profité des événements pour l'imposer. Cette combinaison était artificielle. (H.F.:393)

Ce qui, dès le départ, handicape le pouvoir et l'autorité du roi:

Louis-Philippe, ne pouvant se réclamer de la légitimité comme Louis XVIII, ne s'appuyait pas non plus sur le plébiscite comme Napoléon. C'est le point essentiel pour l'éclaircissement de ce qui va suivre, car c'est sur la question du droit de suffrage que la monarchie de Juillet, au bout de dix-huit ans, est tombée. (H.F.:394)

Malgré tout, "Louis-Philippe avait accepté le trône... La nouvelle monarchie avait maintenu la paix à l'extérieur. Au-dedans, elle revenait à l'ordre" (H.F.:399), continuant ainsi l'oeuvre de ses oncles. La monarchie de Juillet se rattache donc à la solution restauratrice, ce qui permet également d'accré-

diter la lignée du Prétendant. Mais, en prolongeant la solution restauratrice, la monarchie de Juillet devenait victime à son tour de "l'opposition systématique" (H.F.:401).

Au niveau de la politique étrangère, la monarchie de Juillet eut elle aussi à composer avec les contraintes des partis bourgeois contre le bon sens des aspirations à l'ordre. Pour Bainville, les alliances qui avaient vaincu en 1814 et 1815 pesaient toujours sur la tête du roi : "Louis-Philippe, qui connaissait l'Europe, se rendit compte des dangers, qui était, par une politique extérieure téméraire, de réunir les Alliés et de remettre en vigueur le pacte de Chaumont" (H.F.:395), et il se devait de "trouver la solution, concilier la paix avec la sécurité et la dignité de la France" (H.F.:397). Ainsi, "Louis-Philippe et Talleyrand ont réglé l'antique problème belge... de la manière la plus satisfaisante" (H.F.:397-398), de sorte que "Louis-Philippe refusa cette couronne pour son fils. L'acceptation eût été une réunion déguisée, la guerre certaine avec les puissances" (H.F.:398), préférant pratiquer ainsi une politique "d'effacement, c'est-à-dire la prudence" (H.F.:402).

C'était difficile de tenir tête à des hommes comme Thiers qui "voulait s'illustrer par une politique extérieure active, quels que fussent les risques d'un conflit avec l'Europe" (H.F.:403), ce qui aurait précipité la France vers un démembrement encore plus douloureux. Les leçons que Bainville tient à tirer de cette politique étrangère louis-philipparde, c'est ce qu'à la France...

Louis-Philippe lui avait épargné, c'était pourtant une guerre continentale doublée d'une guerre maritime où le désastre était certain. Méprisé, insulté, Louis-Philippe n'eût même pas obtenu l'appui de la Chambre si quelques hommes plus clairvoyants que les autres et qui avaient compris le péril auquel la France venait d'échapper n'avaient, avec Guizot pris de remords, renoncé à leur opposition. (H.F.:405)

Ainsi, "la monarchie de Juillet était sage en s'opposant aux révolutions espagnoles, puisque c'était d'elles que devait sortir le prétexte, sinon la cause, de la guerre de 1870" (H.F.:407), comme si seul Louis-Philippe avait prévu ce qui allait se passer trente ans plus tard et saisi tous les mécanismes politiques qui lieraient la question espagnole avec la Prusse. Comme ses oncles jadis, "la paix et la sécurité, c'est du côté de l'Autriche que la monarchie la chercha" (H.F.:408). Jusqu'au bout, "ce que la monarchie de Juillet défendait, c'était surtout la paix" (H.F.:408). En soulignant, sinon en renforçant les traits prolongeant la Restauration dans la monarchie de Juillet, Bainville légitime la dynastie orléanaise en l'associant historiquement avec la politique de la branche aînée, faisant des régimes une seule et même solution politique. C'était servir le Prétendant que de laisser penser que la monarchie de Juillet avait été le dernier rempart contre ce qui allait déferler après sa chute.

III.7 Détériorations et dégradation.

Mais une fois ce dernier rempart sauté, par les journées de Février 1848, rien ne pourra plus empêcher désormais le déferlement de bêtises et arrêter ce déluge dont parlait madame de Pompadour en son temps. Les régimes s'implantent l'un après l'autre, pour se détériorer aussitôt (la faillite consommée de l'auto-détermination) comme la culture et la civilisation françaises se dégradent (la décadence).

Bonapartistes et libéraux attendaient déjà depuis longtemps, travaillant à saboter la solution restauratrice:

Mais la figure d'un Napoléon libéral, confondue avec la cause de la Révolution resta. De là date cette alliance des bonapartistes et des libéraux qui allait agiter la Restauration et la monarchie de Louis-Philippe pour préparer le règne de Napoléon III. (H.F.:379)

Sous la Restauration déjà, "la mort de Napoléon, à Sainte-Hélène, en 1821, servit d'ailleurs à fondre encore plus intimement les républicains et les bonapartistes" (H.F.:384)... "républicains et bonapartistes avaient fait la Révolution [de 1830], et le parti constitutionnel l'avait confisquée. Les insurgés subissaient une autre monarchie" (H.F.:392), ce qui alimenta les émeutes et les attentats tout au long du règne de Louis-Philippe puisque "les vainqueurs des journées de juil'et, républicains et bonapartistes unis, seraient déçus et il resterait des possibilités d'agitation et d'émeute" (H.F.:394). Par exemple, "l'enterrement du général Lamarque fut pour les républicains et les bonapartistes, toujours réunis, l'occasion d'une prise d'armes" (H.F.:399). Bainville visait ainsi à montrer qu'encore une fois, l'Empire serait implicitement la conséquence inévitable d'une révolution républicaine comme il pense que "Thiers continuait à travailler pour lui", pour qui? pour Louis-Napoléon (H.F.:404).

C'est ce qui allait arriver quand les révolutionnaires de Février proclamèrent "la République dont le nom évoquait pour les hommes d'ordre d'assez mauvais souvenirs" (H.F.:411). Dès le départ, celle-ci remettait en question la politique étrangère prudente et sage des régimes précédents:

Mais il y avait des revendications d'un autre ordre qui étaient bien plus dangereuses, celles que l'idéalisme révolutionnaire inspirait. La revanche des traités de 1815, les frontières naturelles, la haine de la Sainte-Alliance avaient pris un caractère mystique. Les insurgés... de 1848 avaient la religion des peuples opprimés... (H.F.:413)

Heureusement que...

Lamartine, qui avait pris le ministère des Affaires étrangères, abondait en nobles paroles, mais temporisait de son mieux, éclairé par ses responsabilités et craignant de jeter la France dans des aventures et de renouer contre elle une coalition... C'est l'honneur de Lamartine d'avoir résisté à leurs sommations. (H.F.:413-414)

Et, "comme la monarchie de Juillet, elle allait aussi se trouver aux prises avec les révolutionnaires déçus et, par une réaction rapide, marcher vers

le rétablissement de l'autorité" (H.F.:415).

Du moins, la République se montrait-elle rapidement opposée à l'émeute et n'imita pas en cela les hésitations de la I^è:

On vit alors ce que, ni en 1789, ni en 1830, ni en février on n'avait vu : un gouvernement résolu à se défendre, qui avait pris toutes ses précautions, arrêté même à l'avance un plan de combat et qui chargeait l'armée régulière de la répression. (H.F.:417)

De sorte que les monarchistes allaient former le plus fort de l'Assemblée, mais ceux-ci hésitèrent et le prix de leurs tergiversations à revenir à une solution restauratrice fut l'Empire:

Du jour au lendemain, cette majorité pouvait rétablir la monarchie, si les deux groupes monarchistes se réconciliaient comme la famille royale elle-même, divisée depuis 1830. Si la "fusion" échouait, le Prince-Président n'aurait qu'à confisquer le courant qui éloignait la France de la République et, au lieu de la royauté, on aurait l'Empire. C'est ainsi que les choses se passèrent. Louis-Napoléon n'eut qu'à profiter des fautes d'une Assemblée royaliste qui ne sut pas accomplir une restauration. (H.F.:419-420)

Le Second Empire n'était qu'une étape de plus dans la dégradation : "Louis-Napoléon Bonaparte, jeune homme obscur... aventurier ridicule" (H.F.: 401-402) qui allait bientôt s' "empêtrer[r] dans une aventure d'Amérique" (H.F.:430), produit plutôt qu'instigateur d' "un parti bonapartiste" (H.F.: 416). Son passage du réformisme au conservatisme fut foudroyant (H.F.:418) et, de fait, Louis-Napoléon est plutôt opportuniste, cherchant à "contenter toujours les deux tendances des Français" (H.F.:419). Cette équivoque est ce qu'il y a de plus dangereux, puisqu'on pourrait confondre la solution impériale réactionnaire à la politique maurrassienne de réaction:

Le coup d'Etat du 2 décembre 1851 fut une opération réactionnaire, mais dirigée contre une Assemblée monarchiste pour lui enlever le bénéfice de la réaction, exécutée avec l'aide de l'armée et précédée d'avances aux démocrates à qui le Prince Président promit une amnistie et le rétablissement du suffrage universel. (H.F.:420)

Et le peuple se laissa si facilement séduire:

Pourtant l'acquiescement des masses rurales et de la bourgeoisie à ce régime dictatorial était spontané. Napoléon III avait donc eu raison de se fier au suffrage universel. Il restait seulement à donner au pays des satisfactions matérielles et morales. Il restait à gouverner. (H.F.:423)

Napoléon III avait donc eu la chance de comprendre ce que Louis-Philippe s'était toujours obstiné à voir. Le discours conservateur de Napoléon III, joint aux glorieux souvenirs qu'évoquait son nom ne pouvaient laisser les Français indifférents, eux qui étaient las de trente années de paisible gouvernement restaurateur:

...ce qui avait le mieux servi Napoléon III, c'était, avec l'éclat de son nom, l'idée de l'autorité et de l'ordre. Ce qui aurait dû lui nuire, c'était l'idée de la guerre attachée au nom napoléonien. (H.F.:423)

L'Empire réactualisait des nostalgies qui couvaient depuis 1815 tout en permettant aux désirs et aspirations particuliers de se faire valoir, même au détriment de l'intérêt général, de l'intérêt national:

Héritier des traditions napoléoniennes, élu du plébiscite, Napoléon III savait fort bien qu'il devait contenter toutes les tendances du peuple français. L'Empire, c'était, comme disait Thiers, "une monarchie à genoux devant la démocratie". Ce qui avait donné le pouvoir à Napoléon III, c'était l'aspiration à l'ordre et à l'autorité. Mais l'esprit républicain de 1848 renaîtrait, le goût de la liberté reprendrait à mesure que s'éloignerait le souvenir du danger révolutionnaire. Comment l'Empire autoritaire pouvait-il apporter une satisfaction à l'idée républicaine? En lui accordant ce que la monarchie de Juillet et la République conservatrice lui avaient refusé par prudence : le retour au programme de politique extérieure de la Révolution, frontières naturelles, délivrance des nationalités. Réaction au-dedans, libéralisme en-dehors : cette politique réussira au Second Empire pendant une dizaine d'années, jusqu'au moment où les difficultés naîtront pour la France des changements qu'elle aura produite en Europe. (H.F.:424)

Bainville ne voit pas que la double politique du Second Empire qu'il décrit est la même pratiquée jadis par Henri II ou Richelieu. Par le fait même, il n'a pas à expliquer pourquoi cette double politique aurait réussi

à ceux-ci et non à celui-là. Comme Napoléon III tentait de satisfaire tout le monde en politique intérieure, il essayait, en politique étrangère, de répondre à toutes les aspirations nationales, cela, afin de rehausser le prestige libérateur de la France tout en évitant soigneusement de heurter de front les vainqueurs de 1815. La participation de la France à la guerre de Crimée, selon Bainville, avait le double avantage de flatter l'orgueil britannique et de satisfaire aux exigences des libéraux en luttant ouvertement contre le tsar autocrate (H.F.:425-426). En bout de ligne, "Napoléon III semblait avoir effacé et les revers de Napoléon I^{er} et le recul de la France" (H.F.:426), mais ce n'était là qu'illusion, car il n'était pas le vrai maître de la politique continentale. Tous les atouts se trouvaient plutôt dans les mains de Bismarck au point que, bientôt, l'Empereur lui-même n'était plus qu'un jouet dans les mains du chancelier (H.F.:431), et le résultat fut non seulement qu'il avait réussi à isoler la France de toute alliance avec quelque autre puissance européenne, mais qu'il menaçait de la jeter dans le non-sens d'une politique impérialiste tournée vers la Belgique:

Repoussé de la rive gauche du Rhin, Napoléon III songea à une annexion de la Belgique, tombant dans l'erreur que Louis-Philippe s'était gardé de commettre. Plus tard, Bismarck révéla tout aux Belges et aux Anglais, entourant la France d'une atmosphère de soupçon, afin qu'elle fût seule le jour où il l'attaquait. Lorsque enfin Napoléon se montra disposé à se contenter du Luxembourg, ce fut dans le Parlement de l'Allemagne du Nord une furieuse protestation contre la France, une manifestation de haine nationale : Bismarck répondit que la volonté populaire lui interdisait de céder une terre germanique. (H. F.:432)

C'était là le genre d'impasse vers laquelle conduisait la politique extérieure du Second Empire. Jamais la France n'avait été réduite à une situation aussi précaire depuis les Cent-Jours (H.F.:436). Elle la paya fort chère.

La III^e République, qui succédât à tant de faux pas et de catastrophes

apparue comme une république royaliste. Bainville se rappelant des propos sans doute entendus durant sa jeunesse, pensait de même. La solution réactionnaire aurait pu être appliquée dès 1871 ou 1875. On répétait bien que "la République, c'est la royauté sans le roi!", et dans les débats parlementaires du 23 décembre 1892, Paul Déroulède vitupérait que...

...la majorité royaliste, entraînée par cette triomphante définition, a octroyé le mot, bien sûre qu'elle n'accorderait pas la chose : et voilà vingt ans qu'on a fait le lit du roi pour y coucher le peuple. Ce qui explique, n'est-ce pas? pourquoi le peuple est si mal couché et pourquoi la République est si peu républicaine. (26)

La critique bainvillienne de la République s'associe à cette critique de la droite traditionaliste. Dans le second livre de l'Enquête sur la monarchie, publié en 1900, Maurras répondait à Barrès que...

Ce n'est pas parce qu'ils rallient la majorité des électeurs de leurs pays que le tsar Nicolas et l'empereur Guillaume occupent les trônes d'Allemagne et de Russie; mais c'est parce qu'ils sont sur le trône qu'ils rallient ces majorités. Mettons-y notre Roi. Le pouvoir royal comme tous les pouvoirs, est antérieur à l'acceptation et à l'assentiment des électeurs... (27)

Il définissait ainsi ce que serait sa politique de réaction. L'idée que l'Enfant-Peuple devienne un Peuple-Roi est toujours demeurée bâtie à ses yeux. La République ne pouvait représenter une bonne solution que si elle ouvrait sur la restauration de la monarchie. La chance était pour elle parce qu'elle savait se donner une image d'ordre et d'autorité:

L'état de fait, qui était républicain, subsista. Et ce fut la République qui signa la paix. Elle vint à bout de la Commune et rétablit l'ordre. Elle assuma toutes les responsabilités et elle en eut le bénéfice. Ce fut elle qui remplit le programme sur lequel la majorité de droite avait été élue. Alors les craintes que la République inspirait -- révolution, guerre sans fin -- s'évanouirent. Et ces causes réunies firent que le régime républicain, d'abord provisoire, devint définitif. (H.F.:443)

En fait, la III^e République reprenait là où la II^e avait été interrompue en se faisant elle-même conservatrice tout en se jetant dans les bras du Prince Président. Par l'impossible unanimité des royalistes, elle se faisait

(26) Cité in R. Girardet. op. cit. p. 163.

(27) Cité in R. Girardet. ibid. p. 218.

maintenant "opportuniste" (H.F.:448) tandis que c'est une partisan monarchiste convaincu, le maréchal de Mac-Mahon qui venait maladroitement la "fonder" : "Attaché par ses traditions à la monarchie légitime, ce loyal soldat, devenu président de la République, allait, comme quelqu'un l'avait prédit, la fonder" (H.F.:449). Avec le temps, les conservateurs s'étaient discrédités et "la République devint républicaine" (H.F.:452) expulsant Mac-Mahon comme les conservateurs. Bainville ne pouvait que conclure que "la République des conservateurs était "une bêtise"" (H.F.:456), explicitant ainsi son célèbre apostrophe que la droite française est la plus bête du monde.

L'arrivée de Jules Grévy au pouvoir évinça définitivement les classes moyennes du contrôle de la République parce qu' "avec lui s'installaient la grande bourgeoisie républicaine, les gens de loi et les gens d'affaires" (H.F.:457). Même le mouvement boulangiste ne parvenait pas à les mobiliser contre le gouvernement, "les masses rurales, toujours pacifiques, éta[nt] restées étrangères à ce mouvement parti de Paris et des grandes villes" (H.F.:461), laissant ainsi au pouvoir des gens comme "Casimir-Périer... représentant de la haute bourgeoisie" (H.F.:463), ou encore "Félix Faure, d'une bourgeoisie plus récente, mais également modéré" (H.F.:463), il faudra attendre "les plus nationaux des hommes de gauche, Raymond Poincaré, républicain lorrain, qui n'acceptait pas la formule de Thiers -- la "politique de l'oubli" --" (H.F.:470) pour que "sous son influence, on redevenait vigilant" (H.F.:471).

La Grande Guerre allait être l'aboutissement de la politique attentiste de la République, comme la guerre de 1870 avait été celui des extravagances du Second Empire. Dès le début, on voulait éviter que la catastrophe d'un conflit avec l'Allemagne se répète : "Il y aura désormais dans le parti républicain des hommes qui pencheront pour une entente avec l'Allemagne et de

là, d'importantes conséquences sortirent" (H.F.:456). Pratiquant une politique d'effacement, la République pensait que l'Allemagne l'oublierait.

Erreur. Plus la France s'effaçait, plus l'Allemagne devenait agressive :

Si, dans la soirée du 27 janvier 1889, la République parlementaire avait failli périr, la faute remontait à Jules Ferry et à la politique d'effacement en Europe. L'Allemagne grandissait toujours, s'armait toujours : pouvait-on négliger ce péril? (H.F.:462)

Il fallut attendre la signature d'un accord franco-russe pour redonner à la République "une garantie de paix par l'équilibre des forces" (H.F.:462), et comme elle arrivait juste avant que n'éclate l'affaire Dreyfus, elle permettait une fois de plus de voir se nouer la politique étrangère à une crise intérieure. Bainville considère l'affaire comme une "révolution véritable": "L'affaire Dreyfus, par laquelle les radicaux, alliés cette fois aux socialistes, reprirent le gouvernement" (H.F.:463) et qui vit l'antimilitarisme comme "un des éléments les plus actifs" (H.F.:464), et "...tandis que le procès de Dreyfus était revisé, le parti républicain, qui avait été en 1871 celui du patriotisme ardent et même exalté, inclinait tout au moins à négliger la défense nationale, sous l'influence de son extrême gauche internationaliste" (H.F.:465). Pour la première fois depuis la République, la gauche se hissait au sommet du pouvoir : "Le gouvernement de défense républicaine, placé sous la dépendance de l'extrême gauche, cédait à la démagogie anticléricale et antimilitaire" (H.F.:466). Mais le plus grave était que...

La politique s'introduisait dans l'armée elle-même, tenue jusque-là hors des discordes civiles... En même temps, les propagandes les plus démagogiques s'exerçaient librement, même celle qui attaquait l'idée de patrie. Le pouvoir, les places, tout était entre les mains d'un petit nombre d'hommes et de leurs protégés. (H.F.:466-467)

De l'affaire, la France sortit une nouvelle fois divisée et épuisée devant son ennemi héréditaire qui la contemplait se détruire : "L'illusion de la démocratie française fut qu'elle conservait la paix parce qu'elle-même était

pacifique. Néanmoins, il devenait impossible de méconnaître l'étendue du danger" (H.F.:468).

La III^e République est toujours demeurée, dans l'esprit de Bainville, un non-sens politique, un régime condamné à disparaître aux premiers sérieux coups de vent. Dans sa Troisième République, il considère que...

Nous continuons d'unir le régime républicain et le régime parlementaire, ce qui passait pour inconciliable et impossible, à preuve la constitution américaine dont les auteurs ont pensé, avec toute l'école, qu'il fallait choisir entre l'un et l'autre. En effet, il n'y a pas de parlementarisme aux Etats-Unis puisque les Chambres ne peuvent renverser le gouvernement. (T.R.:10-11)

Pourtant, malgré ses explications, le régime demeure et survit à la Grande Guerre et aux tourmentes d'après-guerre, quand "sous des hommes faibles, irrésolus, le gouvernement vacillait" (H.F.:483)! Pour lui, même la politique de Clémenceau est considérée comme un retour à l'ordre terroriste:

En réalité les deux tendances qui se heurtaient depuis quarante ans paraissaient de nouveau. Il ne fallait pas seulement, si l'on voulait conduire la guerre jusqu'à la victoire, un pouvoir ferme pour réagir contre le fléchissement qui commençait. Il fallait aussi que ce pouvoir fut exercé par ceux qui ne penchaient pas du côté de l'Allemagne. La situation elle-même appelait au gouvernement, avec Clémenceau, la tradition jacobine du salut public, la tradition radicale, celle qui avait déterminé la guerre à outrance en 1871, puis, l'opposition à la "politique de l'oubli". En novembre 1917 Clémenceau devenait président du conseil avec ce programme, à l'intérieur comme à l'extérieur: "Je fais la guerre"... Clémenceau et les hommes de sa génération étaient nourris de l'histoire de la Révolution française. Il y eut là comme un souvenir très adouci de la Terreur. (H.F.:483-484)

Comme on l'aura remarqué, tout cela étaient des solutions de circonstances dont les réussites provenaient du hasard purement accidentel plutôt que de la sage stratégie de commandement. A vrai dire, dès la paix revenue, la faiblesse de la France et la faillite de son auto-détermination réapparurent; la décadence était plus avancée que jamais:

La France avait déclaré qu'elle n'évacuerait ni la Ruhr ni la rive gauche du Rhin tant que l'Allemagne n'aurait

pas rempli ses engagements. Une pression extérieure, presque universelle, et un changement d'orientation à l'intérieur, déterminé par la lassitude des Français, l'ont déjà fait renoncer à cette résolution. (H.F.:493)

Voilà où on en est rendu lorsque Bainville interrompt son Histoire de France, c'est-à-dire aux jours mêmes de son auteur. Les derniers mots du livre, rajoutés en 1932, se veulent un peu moins rassurants que ceux écrits en 1924 mais pas encore aussi pessimistes que ceux de La Troisième République. Il y a toujours un espoir dans la France et il faut toujours avoir, en soi, "cette confiance" sans laquelle, "ce ne serait même pas la peine d'avoir des enfants":

Seulement, quand on compare la France aux autres pays, quand on se représente les hauts et les bas de son histoire, on voit qu'elle n'est pas la plus mal partagée. Exposée aux tribulations, souvent menacée dans son être -- elle l'a encore été, et terriblement, en 1914 -- elle n'est pas sujette à ces affaissements ou à ces longues éclipses dont tant d'autres nations offrent le modèle. Sa structure sociale (28) reste solide et bien équilibrée. Les classes moyennes, sa grande force, s'y reconstituent toujours en peu de temps. (H.F.:494-495)

III.8 Ce qu'il faut s'attendre des autres...

Dans le mécanisme des contraintes et des aspirations de l'Histoire de la France, les autres nations ont également un rôle à jouer. Très tôt, il est apparu à la pensée maurrassienne que l'ingérence étrangère était pour quelque chose dans les contraintes qui éloignent la France de sa réalité nationale. Ainsi, c'est "par l'analyse des dernières erreurs littéraires du romantisme que nous avons été conduits et mêmes entraînés à l'étude de l'erreur morale et politique d'un Etat en révolution" écrivait Maurras (29). Le romantisme devenait l'exaltation littéraire et artistique des nationalités et des désirs individuels au détriment de la raison et du désir collectif.

(28) Remarquez la "modernité" de l'expression!

(29) Cité in E. Weber. op. cit. p. 26.

Importé d'Allemagne, étroitement intriqué à la Révolution, il accélérât le processus de désintégration et de dégradation de l' "âme" française, lui injectant des doses de "barbarismes" (30). C'était une idée très tôt présente dans la pensée de Bainville:

Si la question d'Allemagne s'est posée à la France, à l'Europe, au monde, c'est que la France, l'Europe, le monde, au moment où s'est formée l'Allemagne moderne, ont été trahis par leurs idées et leurs doctrines préférées. Le mal ayant été fait, il s'agissait de le guérir. L'erreur persista. Les fruits furent encore amers. Les idées et les doctrines auxquelles les Français s'étaient sacrifiés, croyant que c'étaient celles de l'avenir, les autres peuples les ont rejetées avec mépris et dérision. (H.T.G.:9)

Pendant des siècles, les Français auraient tenté de "civiliser" l'Allemagne, sans succès. Pour Bainville, Charlemagne essaya même de faire pour l'Allemagne ce que César avait fait pour le Gaule, ce qui n'est pas peu dire! Mais déjà l'Allemagne s'avérait irréductible à toute entreprise de civilisation. Son effort devenait vain:

Il fut ainsi pour l'Allemagne ce que César avait été pour la Gaule... Witimind fut peut-être le héros de l'indépendance germanique, comme Vercingétorix avait été le héros de l'indépendance gauloise. Le résultat fut bien différent. On ne vit pas chez les Germains cet empressement à adopter les moeurs du vainqueur qui avait fait la Gaule romaine. Leurs idoles furent brisées, mais ils gardèrent leur linge et, avec leur langue, leur esprit. Il fallut imposer aux Saxons la civilisation et le baptême sous peine de mort tandis que les Gaulois s'étaient latinisés par goût et convertis au christianisme par amour. La Germanie a été civilisée et christianisée malgré elle, et le succès de Charlemagne fut plus apparent que profond...

Les contemporains s'abandonnèrent à l'illusion que la Germanie était entrée dans la communauté chrétienne, acquise à la civilisation et qu'elle cessait d'être dangereuse pour ses voisins de l'Ouest. Ils furent un peu comme ceux des nôtres qui ont eu confiance dans le baptême démocratique de l'Allemagne pour la réconcilier avec nous. (H.F.:30-31)

L'Allemagne, sous la gouverne de l'Autriche, s'était montrée maintes fois dangereuse pour la France, mais c'était une contrainte qui devait peser

(30) Voir E. Weber. ibid. p. 28.

moins que l'hégémonie prussienne. A vrai dire, à mesure que la Prusse des Hohenzollern montait, l'Autriche des Habsbourg apparaissait plus sympathique aux aspirations baviennes. Sa prise de position contre les autrichiens de Belle-Isle n'est commandée que par l'apparition de la Prusse de Frédéric II. La réunification de l'Allemagne sous la mainmise de la Prusse créait la contrainte la plus dangereuse pour l'avenir de la France:

Le système de la paix armée, c'est-à-dire de la course aux armements, sans cesse aggravé depuis le jour où s'était fondée l'unité allemande, menait l'Europe à une catastrophe. L'Allemagne, avec une population et une industrie excessive, était poussée à la conquête de débouchés et de territoires dont le désir agissait surtout sur les masses socialistes que sur les états-majors. (H.F.:468)

Pour Bavière, les responsabilités de la Grande Guerre reposent entièrement sur les épaules de l'Allemagne:

L'Allemagne était résolue à la guerre. Toutes deux [avec l'Autriche] repoussèrent la conférence européenne que l'Angleterre proposait. Le tribunal de La Haye fut pareillement récusé : les institutions internationales par lesquelles on avait voulu, depuis une vingtaine d'années, conjurer le péril qui approchait ne comptèrent pas une minute. (H.F.:474)

Elle a engagé toute l'Europe dans une guerre et quand il fut trop tard, "la volonté de l'Allemagne avait rendu un retour en arrière impossible pour tout le monde" (H.F.:474). Elle reste donc celle qui a ouvert les hostilités, déclaré la guerre (H.F.:475) et pour les Alliés, "il était impossible de refuser le combat... La France devait se défendre ou accepter le joug" (H.F.:475). Celle-ci ne faisait malheureusement pas le poids devant la superbe machine militaire allemande, surtout que les Alliés ne surent pas "unir leurs efforts" (H.F.:485). La force de l'Allemagne était telle qu'elle parvenait même à déstabiliser un membre important de l'alliance avec la Révolution russe, ce qui acheva de réduire l'Europe puisque, de la Révolution russe allait se diffuser le bolchevisme à travers les révolutions de 1919. Malgré la défaite et les troubles intérieurs, l'Allemagne demeurait toujours

un danger potentiel pour l'avenir de la France. Afin d'éviter le retour d' "une de ces chutes dans le néant et le chaos, après une période de grandeur, dont l'Empire germanique et ses dynasties, au cours de l'histoire, avaient déjà donné tant d'exemples" (H.F.:486), la seule solution possible sera toujours, selon Bainville, le démantèlement de l'Allemagne. Démantèlement que le "hasard" des choses devait lui donner, après un conflit encore plus monstrueux que celui qu'il avait connu, en toute justice, en 1945.

L'Angleterre est moins effrayante que l'Allemagne. Sa politique, bien que constante, menace moins la destinée française qu'au temps de la guerre de Cent Ans:

...la politique anglaise suivait son dessein, qui était de supprimer toutes les concurrences navales et commerciales en exploitant les divisions, les ambitions et les erreurs des puissances européennes. (H.F.:231)

D'ailleurs, on peut toujours faire confiance, comme par le passé, à ses propres éléments conservateurs, comme sous Louis XIV, quand "les tories... arrivèrent au pouvoir et le parti tory nous était moins défavorable que le whig, c'est-à-dire les libéraux" (H.F.:215). Ce sont les tories qui mirent fin à la guerre de succession d'Espagne, comme plus tard, en 1761, quand "Pitt tomba et les tories pacifiques revinrent au pouvoir" (H.F.:252), ce qui mit fin à la désastreuse guerre de Sept Ans. Mais face à l'Angleterre, la France ne doit jamais se déstabiliser, car ses troubles intérieurs profitent toujours à sa puissante voisine, comme quand "la Révolution française [fut] pour l'Angleterre ce que la révolution d'Amérique avait été pour la France : un élément de leur politique, une occasion et un moyen" (H.F.:267).

En fait, le seul véritable contentieux susceptible d'opposer encore un jour la France à l'Angleterre, c'est la question belge. Son histoire tient une place importante dans les conflits qui opposèrent jadis l'Angleterre aux puissances continentales. Dès le Moyen Age, "entre les deux belligé-

rants, le pays flamand, -- la future Belgique -- devenait le véritable enjeu" (H.F.:64-65) jusqu'à ce que "l'affaire flamande, c'est-à-dire au fond l'affaire anglaise, a commandé la politique de Philippe le Bel" (H.F.:68):

On voit la liaison des événements depuis Philippe le Bel.
Le grand conflit tourne toujours autour de la Flandre.
Par la Flandre, l'Anglais cherche à nous atteindre et
nous cherchons à atteindre l'Anglais. (H.F.:76)

Contrainte constante qui nécessite de la France une stratégie en vue de contrôler la Flandre, puis les Pays-Bas, enfin la Belgique. Ce qui oblige ses ennemis à réagir contre elle, comme le traité dit "de la Barrière":

La question de la Flandre-Belgique, si longtemps débattue
entre la France et l'Angleterre, est une des clefs de notre
histoire. Nous l'avons vu et nous le verrons encore.
(H.F.:216-217)

Sous la Révolution, comme on le sait, oubliant qu' "il était une chose que jamais l'Angleterre ne devait permettre : c'était que la France fût maîtresse des Pays-Bas" (H.F.:318), les guerres napoléoniennes tournèrent, pour la plupart, autour de cette question:

C'était bien pour nous chasser de Belgique que l'Angleterre avait soutenu la guerre si longtemps. Son idée n'avait pas varié. Comme en 1713, il s'agissait de dresser entre la France et l'embouchure de l'Escaut une "barrière" qui serait encore hollandaise. La Belgique redevint l'objet de ses calculs diplomatiques et stratégiques dont elle était victime depuis si longtemps et fut réunie à la Hollande sans être consultée. (H.F.:374)

dont le combat final se déroula en terre belge, à Waterloo... En fait, il faudra attendre le sage Louis-Philippe pour résoudre cette épineuse question historique et que la France renonce définitivement à toute prétention sur la Belgique, faisant de cet état un tampon protecteur pour l'Angleterre, car "pas plus alors qu'en 1792 où à n'importe quelle autre date, l'Angleterre n'eût permis cette annexion, et si la foule méconnaissait cette loi, comme la Révolution l'avait méconnue, Louis-Philippe ne l'ignorait pas" (H.F.:397). Et, c'est encore la question belge, bafouée cette fois par l'Allemagne, qui devait décider l'Angleterre à entrer dans la Grande Guerre. Ainsi, Louis-

Philippe avait fourni un allié à la France contre l'Allemagne de Guillaume:

Cette décision obligeait l'Angleterre, encore hésitante, à intervenir, parce qu'elle avait promis, en 1839, de garantir la neutralité belge et aussi parce qu'il était dit que jamais dans l'histoire elle ne tolérerait qu'une grande puissance européenne s'emparât des bouches de l'Escaut. La solution qu'avait trouvée, sous le règne de Louis-Philippe, l'antique problème des Pays-Bas, se montrait pour nous salutaire. Non seulement la Belgique, devenue une nation, était dans cette grande guerre à nos côtés, mais elle y entraînait tout l'Empire britannique, et lorsque l'Angleterre entre dans un conflit européen, l'histoire enseigne qu'elle ne s'en retire qu'après avoir vaincu. (H.F.:476)

C'était la contrainte historique la plus évidente, celle qui se répétait inlassablement depuis le Moyen Age comme une nécessité de politique internationale:

Jamais l'Angleterre, qui était intervenue dès que la neutralité belge avait été violée, ne permettrait à l'Allemagne ce qu'au long des siècles elle n'avait pas permis à la France. La Belgique redevenait ainsi ce qu'elle avait été si souvent dans l'histoire : le point autour duquel s'organisait la politique de l'Europe, et dont la paix et la guerre dépendaient. (H.F.:479)

Et elle devait se répéter encore une fois, en automne 1939, plus de trois ans après la mort de Bainville, ce qui semblait confirmer une fois de plus qu'il s'agissait bien là d'une "loi de l'histoire" incontestable. Tant de sûreté dans le coup d'oeil faisait de l'auteur de l'Histoire de France ce prophète -- de malheur comme de bonheur? -- capable de sonder le plus justement possible les profondeurs du passé. C'était, en fait, un jeu d'action-réaction tout ce qu'il y avait de plus classique -- et de plus simple -- qui nécessitait fort peu d'analyses politiques ou psychologiques. C'était, un peu, comme prévenir la neige en hiver tout en ne sachant pas exactement qu'elle jour elle tomberait.

Bainville n'a jamais rien su de l'avenir de la France et lui prêter la prévision du déferlement nazi ou pire, la crise inflationniste des années

1980, comme le fait Montador (31) a de quoi choquer. Bainville n'a jamais rien su de l'avenir de la France, mais il a sincèrement voulu prévenir ce qui, malheureusement arriva, et agir sur cet avenir. Si ses jugements étaient justes, ses solutions n'étaient pas pour autant des garanties à toute épreuve. En cherchant à exposer les lois et les règles d'après lesquelles telle chose devait arriver et ce qu'il fallait faire pour l'éviter ou en modérer les effets, il voulait tirer les justes leçons afin d'harmoniser une aspiration personnelle vue comme nationale avec les contraintes qui se dressaient devant elle et dont tout le monde était un peu responsable puisque chacun prévilégiait ses intérêts privés au détriment de l'intérêt [supposément] collectif. C'était, en langage augustinien, préférer la Cité du Diable [celle où Bainville refuse de faire partie] à la Cité de Dieu [celle à laquelle où il voudrait bien appartenir]. Bainville voulait une société nationale française meilleure parce que paternaliste, protectioniste, faite d'ordre et d'autorité mais non militariste, non "caporaliste", non directiviste; une société où la petite propriété serait protégée contre la grande comme le "pré carré" richelien serait défendu contre l'ogre allemand, écartant définitivement, par un nouveau traité de Westphalie -- ce que n'est sûrement pas le traité de Versailles -- la perpétuelle angoisse de l'étouffement et du démembrement comme un petit bourgeois peut se sentir perpétuellement angoissé par la faillite et la saisie. Pour tous ceux-là, l'Histoire de France se voulait un réconfort et un recueil de méditations et de sages conseils.

(31) J. Montador. op. cit. p. 192-194.

Troisièmes conclusions

Nous arrivons non seulement au terme de notre étude du champ idéologique, mais aussi de notre enquête globale sur l'historiographie bainvillienne. Ces dernières conclusions englobent également des éléments relevant des deux premières dimensions qui ne pouvaient être traités avant que le champ de l'idéologique ait été travaillé. L'action de l'idéologique nous apparaît ici comme relevant moins du contenu de la seule pensée maurrassienne qui imprègne l'historiographie bainvillienne, que de l'organisation rationnelle qui articule la moralisation politique en prenant la connaissance du passé comme base d'action pour le futur. Une première question : doit-on considérer le travail de l'idéologique comme visant à une mise en pratique de la poursuite de l'historicité dans l'Histoire et de ses charges significatives qui s'ancreront dans des institutions et dont le but sera de maintenir un consensus le plus large possible autour de cette pratique? Une deuxième question se dégage de la première. L'historiographie bainvillienne propose-t-elle des cadres, des valeurs, où doivent s'exercer les actions, c'est-à-dire stimule-t-elle la conscience historique à savoir évaluer et choisir en conséquence les actions possibles dans la pratique quotidienne de l'Histoire qui se fait? L'historiographie bainvillienne fait-elle, comme le décrit François Grégoire, "transfigurer en Absolu ce qui, à l'origine, n'est qu'impulsion instinctive -- ensuite, entretient-elle cet Absolu en le nourrissant de conquêtes successives"? Peut-elle nous donner une définition satisfaisante de ce "Souverain Bien" dont tant de philosophes anciens ont vainement cherché la nature exacte : le seul bonheur qui soit "souverain" parce que

jamais limité, qui est d'accéder à une autonomie toujours plus totale, de surmonter activement tous ces obstacles à l' "auto-crédation" que sont les fins particulières? Toutes ces questions, on le voit rien qu'à leurs formulations, recouvrent l'une ou l'autre des parties d'une même réponse qui concerne la nature profonde de ce qu'est l'idéologie. Il convient cependant de les fracturer ainsi afin d'y répondre les unes après les autres.

1^e. Doit-on considérer le travail de l'idéologique comme visant à une mise en pratique de la poursuite de l'historicité dans l'Histoire et de ses charges significatives qui s'ancreront dans des institutions et dont le but sera de maintenir un consensus le plus large possible autour de cette pratique?

En fait, l'idéologique travaille-t-il de concert avec l'imaginaire et le symbolique? En fait-il une synthèse en les réalisant conjointement? N'est-ce pas là sa fonction d'assurer la cohérence des images et des symboles par l'exercice d'une pensée rationnelle se voulant objective et d'en tirer des valeurs morales dans la conduite des sujets? L'historicité est un sentiment et un savoir indistinctement mêlés et dont les contours demeurent toujours flous. L' "obscur certitude" d'un devenir collectif est, dès le départ, ressentie de façons différentes par les divers membres de la collectivité. L'historiographie est née pour fournir les informations capables de consolider la conscience et de rendre la certitude plus claire. Les affects, pour leur part, ont lié les membres de la collectivité à cette certitude. En liant ces membres à des figures projetées, puisées dans leurs propres introjects, figures sensibles, à la fois universelles et personnelles, la certitude a pris un sens profond, intimiste, s'est trouvée confirmée par notre mutuelle appartenance à ces références affectives et aux sentiments qui peuvent nous lier à elles. Avec l'idéologique, les valeurs lient les membres de la collectivité, mais par la raison et le jugement. Non plus

une raison logique, froide, mécanique, mais un raisonnement, une réflexion "à chaud", un jugement engagé où le geste confirme l'intention. En procédant ainsi et sur une échelle aussi large que celle apportée par le rayonnement de la collection des Grandes Etudes historiques, les objectifs de l'historiographie bainvillienne étaient d'étendre au maximum de gens les cohérences apparues au niveau de l'idéologique et qui complétaient une philosophie de l'histoire bien particulière. Dans un court épilogue, il sera possible de revenir sur les résultats historiques de ces cohérences.

Disons que rien du discours idéologique ne rentre en conflit avec l'historicité ni la signification de l'histoire précédemment exposées. L'usage même des lois et des leçons de l'histoire vient harmoniser la logique, qui nous est apparue fort libérale, et le sens, qui nous est surgi plutôt résigné, sinon fataliste. La moralisation vient, par un troisième terme, l'action, réarticuler les mécanismes de la connaissance et de la conscience.

2^e. L'historiographie bainvillienne propose-t-elle des cadres, des valeurs, où doivent s'exercer les actions, c'est-à-dire stimule-t-elle la conscience historique à savoir évaluer et choisir en conséquence les actions possibles dans la pratique quotidienne de l'Histoire qui se fait?

Ici les réponses doivent être nuancées. Bien sûr, l'historiographie bainvillienne propose des cadres où doivent s'exercer les actions politiques qui construiront l'Histoire d'aujourd'hui et de demain. Les "lois de l'histoire", les "leçons de l'histoire" sont là pour être suivies scrupuleusement comme des recettes de bonheur politique que Bainville vient apporter à la nation française; aux membres de cette collectivité concernés par l'historicité imprécise et sensibilisés par des attitudes affectives ou répulsives devant leur passé commun. En disant que l'histoire se répète, que la nature

humaine est immuable, que la tendance à l'oubli est chronique, Bainville fait des mises en garde et s'efforce de retrouver les moyens pour atteindre l'ordre et l'autorité auxquels tout le monde est sensé aspirer. En fait, il sécurise, il apaise. Les "leçons de l'histoire" nous apprennent de ces lois qu'il faut éviter de faire des révolutions, réinstaurer le roi protecteur des classes moyennes, démanteler l'Allemagne et se méfier des autres nations qui sont toujours jalouses et envieuses. Enfin, en ce qui concerne les valeurs, la lutte à la décadence par l'autorité morale du souverain, c'est encore là une rationalisation de "l'obscur certitude" à laquelle s'est rajoutée des affects qui caractérisent nos attitudes devant l'Histoire. La décadence est comme une punition à une faute commise qui n'a pas été d'obéir aux lois de l'histoire et de ne pas avoir su tirer les bonnes leçons de celle-ci. C'est là toute la petitesse des valeurs bainvilliennes, elles cherchent moins à magnifier ou à transcender l'Homme, ni même le Français, qu'à le protéger et le sécuriser, le conduire et le diriger comme s'il était toujours ce "petit homme", membre de l'éternel Enfant-Peuple qu'il restera toujours; à l'infantiliser par la terreur, par la peur, à l'anéantir par la culpabilité de la décadence qui le tient toujours comme un faible devant une horde de rapaces germains hurlant et brandissant l'épée ou bien encore devant une foule hystérique et sanguinaire, égorgeant sur les bornes les bandauds des classes moyennes. La morale bainvillienne de l'histoire ne vise donc pas à édifier ceux à qui elle s'adresse, au contraire, mais à créer la plus vicieuse de toutes les peurs, la peur de soi-même, de ce qu'ils sont, de ce qu'ils deviennent et de ce qu'ils font, créant un réseau d'aliénations encore plus étroites à des hommes, des structures ou des institutions considérées comme supérieurs. En voulant protéger les bas de laines et les petites propriétés insignifiantes en dehors de leur nombre, l'historiographie bainvillienne est tout, sauf émancipatrice.

Stimule-t-elle la conscience historique à évoluer et choisir les actions possibles? Julien Benda, que Bainville n'aimait pas, avait déjà montré que l'intellectuel -- le clerc --, face à la question morale de sa fonction sociale, peut tenir deux positions. Ou bien il se fait conseiller du Prince, c'est-à-dire qu'il devient valet du pouvoir et de la richesse. Ou bien, il se fait censeur du pouvoir et de la richesse en tenant une position critique, autant que possible indépendante des partis. Mandarin chinois ou censeur romain, sûrement pas bureaucrate ni fonctionnaire dans le style beaucoup trop répandu de nos jours! Bainville, qui se voulait un peu des deux à la fois, essayant de réunir le mandarin et le censeur en lui-même vécut là une autre de ses contradictions de base. La censure, à ses yeux, s'applique également à tous, sauf au roi. Comme Machiavel, il aurait voulu chuchoter aux oreilles de Poincaré ses observations et ses leçons qu'il avait tirées de l'histoire, servant ainsi au pouvoir actuel, le guidant dans les dédales de la diplomatie; mais dans tous les cas, il ne s'agissait pas de montrer comment choisir, mais à quels choix obéir.

En fait, comparer Bainville à Machiavel, c'est lui faire beaucoup d'honneurs. S'il faut chercher un modèle à Jacques, c'est parmi les censeurs de l'antiquité romaine qu'il faut le trouver. C'est Caton dont il a tout de "l'Ancien" et peu du "Censeur" (1). Comme Caton, Bainville répète à satiété les mêmes leitmotiv, conclut toujours les mêmes leçons, se lamente sur les mêmes désobéissances. Comme Caton combattit la culture et les moeurs helléniques jugés trop "libérales" et portant atteintes aux vertus des moeurs traditionnelles qui avaient fait la puissance et le rayonnement de Rome, Bainville combat le sentiment romantique pour les mêmes raisons. Comme Caton prononçant sa condamnation de Carthage, Bainville répète sans cesse son "Delanda quoque Germania".

(1) Ce sont les deux surnoms prêtés à Caton (-234 à -149 av. J.-C.).

C'est là sa grande faute morale. La philosophie bainvillienne de l'histoire ne stimule pas la conscience historique à choisir et encore moins à évaluer les actions possibles. Bainville présente une cause déjà entendue. Il ne fait témoigner que les partisans de la monarchie tandis que révolutionnaires, libéraux, socialistes et cosmopolites sont récusés et même transférés au bancs des accusés à qui on refuse le droit à la parole (un peu comme Fouquier-Tinville clouait le bec des malheureux au tribunal révolutionnaire). Ce que Bainville ou Bertrand reprochent à Michelet et Lavissee, ils le commettent eux-mêmes, de manière inverse mais pire encore, car malgré sa critique de la monarchie, Lavissee pouvait encore la remercier d'avoir fait la France tandis que Bainville ne remerciera jamais le gouvernement républicain d'avoir réussi l'union sacrée ou la victoire de 1918. Toutes les expériences modernistes sont rejetées par les bainvilliens. Leur philosophie de l'histoire n'a rien pour stimuler l'action critique de la conscience : l'évaluation est projetée, le choix déjà fait et l'action à mener déjà toute tracée. Ce que Bainville veut, c'est la réaction de la part de ses lecteurs et rien d'autre, ce qu'il attend du commun peuple, qui forme la partie essentielle de ceux-ci, c'est de renier leur affranchissement historique pour se soumettre à nouveau à un principe, non plus métaphysique, mais rationnel, mécanique, les pousser à nouveau vers "l'insignifiance historique" en délaissant leur "auto-créeation", leur auto-détermination, croyant que celle-ci n'est réalisable qu'au niveau de la nation, c'est-à-dire dans l'abstraction de leurs diversités particulières pour une unité qui n'est, en fait, que "re-présentation", qui s'appelle France et devant laquelle doivent s'incliner les Français. D'une morale infantilisante, l'historiographie bainvillienne s'adresse à des mineurs.

En se faisant conseiller plutôt que censeur du Prince, Bainville com-

met sa propre "trahison des clercs" (2). Il prend parti, conseille dans un sens partisan. Au lieu de laisser la liberté intacte de ses lecteurs, il la profane. Benda, dans la préface de 1946 à la réédition de son livre -- qui date de 1927 -- faisait feu de tout bois contre l'Action Française et la pensée maurrassienne compromises dans la collaboration. Plus tard, dans l'avant-propos d'Etiemble (1958), ce dernier reproduisit cette légende chinoise rapportée de 1696 par le P. Louis Le Comte, jésuite, où il est décrit le sacrifice volontaire et successif de mandarins venus censurer l'Empereur contre un manquement à la piété filiale (3). Le censeur considère ainsi qu'il y a des valeurs supérieures aux fonctions tenues par les différents individus ou groupes dans la société et que personne, si riche ou si puissante soit-elle, ne doit ni ne peut y déroger. Le conseiller méprise l'existence de telles valeurs. Par sa façon de féliciter les rois français de leurs mesquineries et de leurs lâchetés; de leur opportunisme et de leur fausseté, et tout cela même au nom de la "Raison d'Etat", Bainville dresse une fonction (la monarchie) en valeur supérieure et l'identifie au "Souverain Bien" que rien, pas même une quelconque valeur d'honnêteté, de justice, de magnanimité ou de générosité ne peut dépasser. On répète que Maurras "défiait" la France. C'est une erreur. Il n'y a qu'une valeur supérieure, qu'un Souverain Bien, au-delà de la France elle-même; le vrai déifié, c'est le roi à qui tout est excusé, voire même transformé en gloire, jusqu'à l'immoralité... La France n'est qu'un prétexte à faire valoir le roi, plus affectivement, une identification autorisant les fantasmes ganymédiens contre une majorité, étrangère, oedipienne. Un Souverain Bien qui s'explique par un état amoureux excessif mais qu'on "justifie" par un raisonnement idéologique (4).

(2) J. Benda. La trahison des clercs, Paris, Grasset, rééd. Livre de poche, col. "Pluriel" # 8309, 1977. La sortie contre l'Histoire de France de Bainville est à la page 221.

(3) Etiemble, in J. Benda. ibid. p. 52-54.

(4) Voir supra p. 463.

La philosophie bainvillienne de l'histoire encourage donc ses lecteurs à agir dans son sens, celui de la monarchie, et dont le résultat sera un beau gâchis. Entre Benda et Bainville, malgré ses erreurs et son idéalisme généreux et incomplet, je ne peux que choisir Benda parce que la morale de Benda vise à édifier non à diriger. Elle projette certes un idéal probablement inatteignable [peut-être parce qu'inhumain?] ou par très peu [des saints?], mais qui suscite une action humaine critique et transcendante tandis que l'"idéal "réaliste" projeté par Bainville est réducteur parce qu'il oblige une action humaine conditionnée, non critique et aliénante. L'historiographie bainvillienne, même si on lui reproche injustement beaucoup de choses en regard des autres courants historiographiques contemporains, s'est rendue responsable d'une chose impardonnable au niveau moral : elle est une "trahison des clercs" et non pas une "faculté de s'orienter dans l'histoire" (5).

3^e. L'historiographie bainvillienne fait-elle, comme le décrit François Grégoire, "transfigurer en Absolu ce qui, à l'origine, n'est qu'impulsion instinctive -- ensuite, entretient-elle cet Absolu en le nourrissant de conquêtes successives"?

Nous venons de répondre un peu à cette question. La vision classique des choses est de considérer la France comme le personnage central et principal de l'historiographie bainvillienne. Central peut-être, mais sûrement pas principal. Avant d'être nationaliste, l'historiographie bainvillienne est monarchiste; avant d'être le récit de la France, c'est l'histoire du roi de France. Depuis la Révolution, elle est attente du roi, de son retour, de sa restauration définitive et acceptée par tous pour "raison d'Etat". C'est là la valeur supérieure, garante du "Souverain Bien" [qui porte bien ici ce nom], "Absolu" où le roi n'est, définitivement que la personification masculine de l'Etat sous figure paternelle. La France est ici prise

(5) O. Paz. op. cit. p. 53.

en otage pour tenir un discours justificatif de la monarchie et de l'Etat autoritaire. Encore un autre méchant tour joué par la névrose obsessionnelle!

La preuve de cette préséance du roi sur la France apparaît à maintes reprises, mais elle est clairement exprimée lorsqu'au XIX^e siècle, sous la solution restauratrice pratiquée d'abord par les Bourbons directs puis par Louis-Philippe, quand la France vient de perdre ses "frontières naturelles" en 1814, Bainville soutient la politique royale qui consiste à pratiquer une politique étrangère pacifiste contre les revendications des libéraux dirigés un temps par Thiers, qui travaillent pour ce retour aux frontières naturelles... comme Richelieu ou Louis XIV jadis avaient travaillé au "pré carré". L'incomplétude de la France n'est jamais aussi importante que sa sécurité, et sa sécurité est objet de la souveraineté légitime du roi. L'accomplissement de la nation s'oppose donc, à un moment donné, à la légitimité du pouvoir du roi, et toujours Bainville soutiendra celui-ci. La nation reste donc bien la créature du roi -- et non l'inverse, ce qui est un élément de la thèse démocratique de la nation -- et lui est postérieure, voire même inférieure. La relation du roi à la nation France, c'est une relation du divin Créateur à l'humaine créature. Le roi est hissé au rang d'Absolu, ce qui n'est que la formulation idéologique de l'état amoureux exprimé déjà au niveau symbolique. La seule solution envisageable pour rééquilibrer la France et la sortir de sa décadente torpeur, c'est la réaction. Le roi est la cause première et la fin dernière de toute l'histoire. C'est l'action politique morale qui seule peut se dresser devant les contraintes du temps et faire de l'attachement affectif ganymédien au roi, qui demeure inexplicable devant les prétentions de la démocratie et de la République, qui ne cessent pourtant d'aiguiser depuis plus d'un siècle leurs arguments afin de rendre la réalité monarchique caduque, une théorie politique bien actuelle.

Du sentiment affectif particulier des bainvilliens, il leur fallut lutter contre cette caducité, surtout en ce qui concerne de redonner les pleins pouvoirs d'autorité au monarque et non plus seulement le réinstaller comme un simple symbole social ornemental. L'historiographie bainvillienne, et ce n'est pas là le moindre de ses paradoxes, allait à contre-courant. Elle devait, tôt ou tard, s'apercevoir qu'il était plus difficile de reprendre des pouvoirs même aussi élémentaires que le simple droit de vote, à un peuple jugé friand d'ordre et d'autorité que de lui démontrer le bon sens derrière la soumission infantile.

4^e. Peut-elle nous donner une définition satisfaisante de ce "Souverain Bien" dont tant de philosophes anciens ont vainement cherché la nature exacte: le seul bonheur qui soit "souverain" parce que jamais limité, qui est d'accéder à une autonomie toujours plus totale, de surmonter activement tous ces obstacles à l' "auto-crédation" que sont les fins particulières?

En refusant de reconnaître l'autonomie nationale comme principe d'auto-crédation collective pour lui préférer une réalité extérieure, le roi, les bainvilliens associent celui-ci comme un "Souverain Bien" en dehors duquel le bonheur est introuvable. En s'opposant aux intérêts particuliers, ils désignent les obstacles comme fins particulières, dangereuses dans cette création royale. L'auto-détermination n'est plus associée à une auto-crédation collective, mais au travail d'un individu, ou de sa dynastie. Le roi est associé à l'énergie et tout ce qui s'y oppose, à l'inertie. Bainville commet ici une première erreur. L'auto-détermination, ou l'auto-crédation, n'est pas un phénomène ni exclusivement politique, ni constamment à prédominance politique. L'auto-crédation, dans les faits, n'est jamais totale. On l'associe à la souveraineté politique parce que c'est là qu'elle est la plus visible, elle peut se localiser dans une structure, un lieu, une institution,

un droit, etc... L'auto-détermination, c'est l'Etat garant de la souveraineté, souveraineté qui se définit nationale car elle ne dépend pas d'un Etat, souveraineté d'un peuple étranger, voisin. Mais l'auto-détermination politique ne saurait se confondre avec l'auto-détermination économique, comme l'apprennent présentement les pays dit du Tiers-Monde... à leurs dépens! La courte vue bainvillienne des choses, son absence de sociologie montrent les confusions qu'elle perçoit sans les reconnaître. Confondre les intérêts des classes moyennes à l'Etat monarchique, c'est ignorer que même à l'intérieur d'une auto-détermination politique, nationale et monarchiste, l'auto-détermination socio-économique des classes moyennes n'existe pas puisque toujours, malgré un roi, elles dépendent des fluctuations des classes supérieures, féodales hier, capitalistes aujourd'hui et des contractions des classes inférieures, paysannerie hier, classe ouvrière aujourd'hui. Voilà ce dont quoi l'Histoire de France ne tient pas compte, et qui n'en est pas moins important que les frasques politiques de la République ou le bon sens royal.

Bainville demeure bien sensible aux doléances des classes moyennes, mais il ne peut pénétrer la crise réelle qui les atteint. La solution monarchique est une solution à sa crise personnelle, ou d'un groupe particulier de la société qui perçoivent l' "obscur certitude" d'une telle manière plutôt que d'une autre, et qui ne se confond jamais avec la collectivité entière, ni même avec une classe en particulier. Il pense bien que puisque le retour du roi est une bonne solution aux angoisses qu'il partage avec des semblables sur leur existence en tant que Français, qu'elle doit être, en toute logique, la solution des classes moyennes bonne pour toute la nation. La grande réussite de Bainville, c'est d'avoir pu vendre cette idée personnelle comme socialement et nationalement juste; d'avoir pu se frayer un passage entre le libéralisme de la grande bourgeoisie et le socialisme de la classe ouvrière, donnant, peut-être pour la première fois dans l'histoire, la voix

politique à la classe moyenne des petits bourgeois, des petits entrepreneurs, des petits commerçants et des rentiers. Mais au-delà de ce porte-parole, les résultats sont demeurés bien partiels et bien contestables.

On sait que la solution maurrassienne, la réaction monarchique du retour du Prétendant ne s'est jamais réalisée. Mais l'Histoire de France offre d'autres solutions palliatives à cette restauration, comme cette opportunité manquée du début de la III^e République et qui a été sabotée par la droite elle-même quand, après le refus d'Henri V de se soumettre à des conditions préalables à son retour, l'alternative de la solution de Broglie a été présentée. Il s'avère donc moins difficile de transformer un Président de la République en roi que de chercher à réinstaller le dernier rejeton d'une vieille famille épuisée. Bien qu'écorchée par la maladresse de Mac-Mahon qui voulait précipiter les choses, la solution de Broglie reste toujours possible et, à peu de chose près, c'est elle que nous retrouverons sous la définition de la présidence que donne la Constitution de 1958. Aussi, serait-il bon de s'arrêter quelque temps sur la postérité historique de l'historiographie bainvillienne. Mais pour toutes ces raisons qui viennent d'être évoquées, la moralisation sur laquelle débouche l'historiographie bainvillienne est le produit d'un travail idéologique qui doit être considéré comme distinct de l'épistémologie et de la méthode en histoire. En ce sens, les conclusions tirées de cette dimension de la conscience historique bainvillienne sont cohérentes avec un état particulier de la conscience historique française du début du XX^e siècle.

EPILOGUE

VARIATIONS SUR UNE PHRASE DE MALRAUX...

On ne peut mettre en pratique la politique de Bainville et condamner Maurras à mort.

ANDRE MALRAUX

Cette phrase de Malraux, prononcée durant la chaude période de l'épuration, associe Maurras et Bainville à l'application, par le gouvernement de Libération, de sa politique étrangère, celle-ci conforme à celle suggérée jadis par les ténors de l'Action Française. Elle pourrait confirmer que, par delà les dissensions politiques, l'historiographie bainvillienne a agi dans et sur l'Histoire en complétant sa moralisation par la politique du général de Gaulle. Pourtant, les choses ne sont pas si simples.

Passons rapidement sur les liens de Maurras avec le maréchal Pétain. Ils sont trop évidents pour être mis en doute, et pensons, avec Eugen Weber, que devant l'accusation selon laquelle Maurras reflétait la pensée du Maréchal, il vaudrait mieux qu' "on se demande dans quelle mesure il ne faut pas intervertir les facteurs, dire que Pétain reflétait, pour une bonne part, la pensée de Maurras" (1). De plus, comme le rappelle Jean-Christian Petitfils:

Les actes constitutionnels du 12 juillet 1940 suppriment la Présidence de la République et confèrent tous les pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire, au maréchal Pétain qui se trouve ainsi avoir "presque plus de pouvoirs que Louis XIV" (J. Chapsal). (2)

Ce qui montre qu'en définitive, Maurras acceptait que le Maréchal soit plus qu'un nouveau général Monk, mais bien un substitut paternel à un Prétendant qui avait trop hésité à se donner les moyens techniques pour devenir roi.

(1) E. Weber. op. cit. p. 485.

(2) J.-C. Petitfils. La droite en France de 1789 à nos jours, Paris, P.U.F., col. "Que sais-je?" # 1539, 1973, p. 101.

A court terme, le régime de Vichy se présentait comme l'accomplissement du maurrassisme et de la morale politique bainvillienne. Seulement, Bainville aurait été trop perspicace pour ne pas s'apercevoir que Vichy était hypothéqué de la botte allemande, un peu comme la Restauration et la monarchie de Juillet avaient été hypothéquées par les "fourgons de l'étranger" et l'émeute révolutionnaire, pour avoir quelque chance de durer. S'il faut chercher une vraie réussite de l'efficacité [partielle] du message bainvillien, c'est dans un temps un peu plus long qu'il faut la trouver.

Le cas du Général est moins clair que celui du Maréchal. Les historiens ont des avis partagés. Pour René Rémond, le gaullisme du R.P.F., le Rassemblement du peuple Français, s'inspire directement de la tendance bonapartiste:

...il apparaît assez clairement que quelques-uns des thèmes énoncés par le général et inlassablement développés par une propagande obsédante appartiennent depuis longtemps à la tradition de cette droite autoritaire et populaire qui a inspiré dans le passé nombre de mouvements: critique des partis dénoncés comme des diviseurs, procès des institutions parlementaires, campagne pour une révision constitutionnelle, appel au peuple souverain opposé aux politiciens, légitimité contre légalité. Rien de tout cela n'est absolument inédit dans notre histoire.
(3)

Cette opinion n'est pas partagée par beaucoup de monde. Pour Weber, toutes les occasions sont bonnes pour rappeler qu' "on raconte que de Gaulle a prétendu que Maurras avait raison jusqu'à devenir fou" (4), et d'approuver "comme Jean-Jacques Servan-Schreiber a raison de penser que le général de Gaulle est un disciple de Maurras" (5) et que "le père de de Gaulle était légitimiste" (6), opinions que contredit à son tour Jean Touchard lorsqu'il remonte les antécédents de la famille du Général:

(3) R. Rémond. op. cit. p. 249.

(4) E. Weber. op. cit. p. 500.

(5) P. Boutang (1959) cité in E. Weber. ibid. p. 521 n. k.

(6) E. Weber. ibid. p. 509.

En ce qui concerne Maurras, il faut s'arrêter un peu plus longtemps, car une légende tenace représente l'auteur du Fil de l'épée et de Vers l'armée de métier comme un officier maurrassien. Rappelons les principales pièces du dossier : les parents du général de Gaulle sont de tradition monarchiste, mais son père Henri de Gaulle se qualifie de "monarchiste de regret" et ne croit pas à la culpabilité du capitaine Dreyfus. La mère de Charles de Gaulle déplore avant 1914 que ses fils soient "républicains". En 1924, à l'Ecole de guerre, le capitaine Laffargue raconte que le capitaine de Gaulle lui aurait dit un jour : "Par tradition de famille, je ne puis être que monarchiste." Il fait des conférences sous les auspices du cercle Fustel de Coulanges, mais il écrit dans l' "Aube", l'organe des démocrates chrétiens, et fait partie en 1940 des amis de "Temps présent", qui se situent à la gauche de l'opinion catholique et qui sont une des bêtes noires de l'Action française. Dans sa campagne pour l'arme blindée, il prend des contacts dans tous les secteurs de l'opinion, y compris parmi les socialistes, avant de devenir l'inspirateur et le collaborateur de Paul Reynaud que l'Action française ne cesse de dénoncer comme un dangereux "va-t-en guerre". (7)

Touchard conclut aussi que...

Si on examine l'action et les relations du général de Gaulle avant 1940, rien ne permet de le qualifier de maurrassien. Si on examine ses écrits, on aboutit à la même conclusion. Sans doute peut-on trouver çà et là des points de convergence avec la doctrine maurrassienne : l'éloge de la doctrine des circonstances contre la doctrine a priori peut faire penser à l'empirisme organisateur; les pages de Vers l'armée de métier sur l'Allemagne, le danger de l'unité allemande, les Allemagnes, correspondent exactement aux thèses de Bainville dans son Histoire de deux peuples. Mais le futur général de Gaulle, même s'il reste comme son père un "monarchiste de regret", même s'il n'a aucune sympathie pour la démocratie parlementaire, sait que la monarchie appartient à une époque révolue, comme "celle des lampes à huile et de la marine à voile", dont il parlera plus tard à propos de l'Algérie et dont il parle déjà, en termes différents, dans Vers l'armée de métier. Il a conscience des évolutions irréversibles et il présente dans La France et son armée une vision de l'histoire de France qui est profondément différente de la vision maurrassienne : il fait l'éloge des armées révolutionnaires et de Carnot, il ne dénonce pas "le stupide XIX^e siècle", il rend hommage aux fondateurs de la III^e République. (8)

(7) J. Touchard. Le gaullisme 1940-1969, Paris, Seuil, col. "Points-Histoire" # H32, 1978, p. 46.

(8) J. Touchard. ibid. p. 46-47.

On peut être d'accord avec Touchard, mais tout en reconnaissant que s'il s'agit là de "points de convergence", ils sont drôlement importants car le danger de l'unité allemande est un thème, sinon le thème central de l'historiographie bainvillienne. Ce n'est pas un emprunt "par la bande". La liaison Bainville-de Gaulle est plus importante que quelques "points de convergence". Le même Touchard rappelle plus loin que la politique allemande de de Gaulle après la guerre, c'est-à-dire "la séparation de la rive gauche du Rhin et de la Ruhr de ce qui sera l'Etat ou les Etats allemands" est de "la grande pensée de Jacques Bainville. C'est la politique du traité de Westphalie" (9) et, encore en 1947, "il réclame le démembrement de l'Allemagne... C'est l'Allemagne selon Bainville, l'éternel péril allemand" (10). Le traité de Westphalie et le démembrement de l'Allemagne comme unité d'action et morale activiste bainvilliennes sont centrales dans l'Histoire de France et donc beaucoup plus que de simples "points de convergence". Ce sont là des marques de fabrique de la pensée bainvillienne. Aucune autre historiographie, républicaine ou marxiste et, à plus forte raison annaliste, ne prend le traité de Westphalie comme solution fondamentale de l'Histoire européenne comme le fait l'historiographie bainvillienne. Ne serait-ce que ce point spécifique, l'impact de cette dimension de l'historiographie bainvillienne sur le gaullisme apparaît indiscutable ni minimisable.

Une autre question importante demeure celle de la personne du roi. On connaît le mépris qu'avait le Général pour le Président tel que constitué par la III^e République. Pour Philippe Ariès:

Le roi de Maurras ressemblait à de Gaulle comme un frère, c'est d'ailleurs ce qu'avait très bien compris le comte de Paris, et leur rapprochement, même s'il fut limité par le réalisme politique, paraît tout à fait dans la nature des choses.

Or, rien n'est plus frappant que la popularité de ce modèle dans la France de droite et de gauche. L'une et l'autre

(9) J. Touchard. ibid. p. 84.

(10) J. Touchard. ibid. p. 113.

tre essaient de s'en approcher en faisant le minimum de concession à ce que l'actualité pourrait leur opposer. Le modèle est entré dans le conformisme dominant et il commande la tendance irréversible qui pousse nos institutions vers un présidentielisme absolu, sans contrôle parlementaire réel, limité seulement par la périodicité des élections qui le renouvellent. C'est le roi-dictateur! (11)

Il s'agit bien là du Président de la V^e République, celui établi par la Constitution de 1958 poussée par de Gaulle et confirmée par le référendum de 1962 quand de Gaulle décide personnellement de modifier l'élection du président du suffrage restreint au suffrage universel, et pour des raisons qui semblent évoquer l'argumentation de Bainville sur les avantages du suffrage universel sur le suffrage censitaire au temps de Louis-Philippe (H.F.:394-396), une alliance profonde du monarque et de la force inerte des masses contre les "esprits de partis" et les notables. Comme il l'exprime dans l'annonce de sa candidature à la présidence pour 1965, "que l'adhésion franche et massive des citoyens m'engage à rester en fonctions, l'avenir de la République nouvelle sera décidément assuré. Sinon personne ne peut douter qu'elle s'écroulera aussitôt (...). Le scrutin historique du 5 décembre 1965 marquera le succès ou le renoncement de la France vis-à-vis d'elle-même" (12). Le président gaulliste serait-il le monarque bainvillien? Un roi-président - ou président-roi -- qu'aucun de ses successeurs, même ceux qui, à l'époque, tel le socialiste Mitterand, s'y opposaient, n'a osé amoindrir? Bcn nombre de partisans de Chirac, aujourd'hui, sont bien d'accord avec cette idée gênante d'un président-roi lorsqu'ils regardent la co-habitation forcée de leur premier ministre avec un monarque socialiste... Juste retour des choses!

En fait, bien des gens estiment valable le rapprochement Bainville-de Gaulle. Jacques Lacouture, encore récemment dans sa monumentale biographie de de Gaulle (13) ou Raymond Aron, dans ses Mémoires qui rappelle que le

(11) P. Ariès. "La nostalgie du roi", in op. cit. p. 47-48.

(12) C. de Gaulle, cité in J. Touchard. op. cit. p. 245.

(13) J. Lacouture. De Gaulle, vol. 1, Paris, Seuil, 1984.

Général désirait comme politique allemande une fédération de Länder, ce qu'il commente ainsi : "Il s'accrochait à une thèse de Bainville et de Maurras, qui, dans la conjoncture des années d'après-guerre, me semblait anachronique, pour ne pas dire davantage" (14). Même pour un observateur judicieux comme Octavio Paz, il y a quelque chose d'un "archaïsme" dans toute la conception politique de de Gaulle:

Après la Seconde Guerre mondiale, les nations du Vieux Monde se sont repliées sur elles-mêmes et ont consacré leurs immenses capacités à créer une prospérité sans grandeur et à cultiver un hédonisme sans passion et sans risques. La dernière grande tentative pour retrouver l'influence perdue a été celle du général de Gaulle. Avec lui a pris fin une tradition qui, déjà de son vivant et en dépit de sa puissante personnalité, était un archaïsme. (15)

Toutes ces opinions contradictoires ne peuvent nous montrer qu'une chose. S'il y a eu une postérité à l'historiographie bainvillienne dans le champ de la conscience collective française et dans la poursuite de ses réalisations politiques d'après-guerre, celle-ci ne s'est pas faite à l'état pur, mais entremêlée à travers d'autres courants d'origines diverses, dont d'autres courants historiographiques avec lesquels ses originalités ont pu s'harmoniser tandis que d'autres péréclicitaient et disparaissaient sous l'apport d'influences étrangères. Pour s'être ainsi diluée, l'historiographie bainvillienne n'a pas vu l'effet escompté par ses créateurs se dissiper totalement. Elle est demeurée en s'adaptant. Elle a apporté son originalité sans jamais parvenir à l'imposer totalement et impérieusement dans la conscience collective française. Dans les prochains paragraphes, nous allons voir ce qui est demeuré et ce qui a été écarté de cette historiographie dans la pensée de celui qui représente l'élément essentiel, politique et littéraire, de la France d'après-guerre, le général de Gaulle à partir de l'un de ses textes d'avant-guerre des plus représentatifs, Vers l'armée de métier

(14) R. Aron. Mémoires, vol.1, .Paris, Julliard-Presses Pocket, 1983, p. 348.

(15) O. Paz. op. cit. p. 28.

(16), en particulier la première partie intitulée "couverture" et dans laquelle se retrouve sa conception de la France.

Le général de Gaulle est un poète. Beaucoup mieux que Bainville qui est plutôt dépourvue de lyrisme, il pratique une écriture qui joint l'imaginaire au symbolique; l'historicité à la signification, qui apparaît comme une véritable pédagogie qui convient, selon Pierre Dabiez, à "la nature du gaullisme de dramatiser pour mieux mobiliser les énergies" (17).

La première page des Mémoires d'espoir, quand le Général nous parle de la France, suffit à illustrer cette liaison:

La France vient du fond des âges. Elle vit. Les siècles l'appellent. Mais elle demeure elle-même au long des temps. Ses limites peuvent se modifier sans que changent le relief, le climat, les fleuves, les mers, qui la marquent indéfiniment. Y habitent des peuples qui étreignent, au cours de l'Histoire, les épreuves les plus diverses, mais que la nature des choses, utilisée par la politique, pétrit sans cesse en une seule nation. Celle-ci a embrassé de nombreuses générations. Elle en comprend actuellement plusieurs. Elle en enfantera beaucoup d'autres. Mais de par la géographie du pays qui est le sien, de par le génie des races qui la composent, de par les voisinages qui l'entourent, elle revêt un caractère constant qui fait dépendre de leurs pères les Français de chaque époque et les engage pour leurs descendants. A moins de se rompre, cet ensemble humain, sur ce territoire, au sein de cet univers, comporte donc un passé, un présent, un avenir, indissolubles... (18)

L'historicité de la France, chez le Général, est assez conforme à celle que nous avons trouvée dans l'historiographie bainvillienne. Dans Vers l'armée de métier, on redécouvre la règle des trois unités bainvilliennes. La France est unité d'espace : "comme la vue d'un portrait suggère à l'observateur l'impression d'une destinée, ainsi la carte de France révèle notre fortune" (A.M:11) et son unité d'action est, encore là, la question d'Alle-

(16) C. de Gaulle. Vers l'armée de métier, Paris, Berger-Levrault, rééd. Livre de poche # 3549, 1934, 160 p. (Désormais mentionné par les initiales A.M.).

(17) Cité in R. Rémond. op. cit. p. 346.

(18) C. de Gaulle. Mémoires d'espoir, Paris, Plon, 1970, p. 7.

magne, qui fait pression sur ses frontières de l'Est : "Pendant des siècles, nos gouvernants réussirent à limiter les dangers de l'Est par une politique traditionnelle qui divisait nos voisins" (A.M.:20). Mais la France, c'est surtout une Histoire, c'est-à-dire une durée, une unité de temps, continuité à travers les siècles:

Au surplus, l'Histoire y aida. La conquête romaine, en donnant aux peuplades gauloises la même langue et les mêmes lois, le christianisme, en leur faisant accepter une morale identique, puis la monarchie, ouvrière d'unité, accrurent de fonds indivis qui balança tant d'efforts de rupture. Aussi, tout le long du temps, vit-on la race des Français réagir dans l'épreuve avec une extrême vigueur, se rassembler alors qu'elle est en pièces, se relever quand on la tient pour morte, bref, opposer aux pires infortunes une résistance et comme un ressort incroyables et qui l'affermissent par l'obscur conscience qu'elle en a. (A.M.:26)

Cette historicité répond en plus à une logique épistémologique qui reprend la dialectique des contingences et des nécessités : "Ainsi, les conditions fâcheuses de la défense initiale du pays entraînent des conséquences parfaitement déterminées" (A.M.:33), mais cela n'a rien de spécifiquement bainvillien puisque cette logique est la norme de l'historiographie au début du siècle. Comme pour l'historiographie bainvillienne, le Général partage sa conception de l'historicité de l'Allemagne commandée par son goût à l'expansion : "Son unité a pour conditions l'expansion au-dehors et les grands desseins, qui seuls justifient aux yeux des Allemands les sacrifices dont ils la paient" (A.M.:21). L'historicité à laquelle se rattache le Général est donc d'essence bainvillienne. Il n'y a pas de marche vers la liberté ou vers la démocratie, vers le progrès ou vers les lumières dans son approche de la constitution de l'unité française. Celle-ci est produite en défense contre l'envahisseur germain traditionnel. Mais, déjà une distinction s'impose. Si la monarchie est "ouvrière d'unité", elle n'apparaît pas comme la garantie absolue et nécessaire de sa conservation. Rien dans cette historicité ne laisse présager à une rupture historique définitive avec la Révolu-

tion. La logique de l'histoire n'est donc pas commandée par l'idéologie de la monarchie, la grande "faute morale" bainvillienne. La monarchie n'a pas, au coeur des attitudes du Général devant l'Histoire, la même importance qu'elle avait dans l'historiographie bainvillienne. C'est une première faille dans la continuité Bainville-de Gaulle, et on peut dire qu'elle est de taille!

Si l'on interroge le niveau symbolique, quelle signification prend l'Histoire de France aux yeux du Général? Y retrouve-t-on les figures parentales idéalisées qu'on retrouvait dans l'historiographie bainvillienne? D'abord, y retrouve-t-on la trace de la névrose obsessionnelle, l'angoisse de l'étouffement, de l'envahisseur, du démembrement si forte dans l'Histoire de Bainville? Force est de reconnaître que oui:

Bien pire, la géographie y organise l'invasion par de multiples voies pénétrantes : vallées de la Meuse, de la Sambre, de l'Escaut, de la Scarpe, de la Lys, où les rivières, les routes et les rails s'offrent à guider l'ennemi. (A.M.:12)

Et "atteindre la France au coeur, à Paris" (A.M.:12) est l'angoisse la plus fantasmatique puisque le Général y concède plusieurs lignes. Ici aussi, ce n'est pas tant l'envahisseur qui terrorise que l' "inquiétude" d'une possible invasion surprise qui tourmente le Général et ses "personages":

En dehors même des crises guerrières, de quel poids a pesé sur la France l'inquiétude d'une mauvaise frontière! Combien de projets avortés, d'espérances déçues, d'échecs dans nos entreprises, faute d'une bonne clôture au domaine! L'empire de la mer perdu, notre expansion sous hypothèque, les alliances qu'on paie trop cher, les chantages subis, les abandons par force acceptés, et dans le peuple, sans cesse obsédé par la même menace, le trouble, les divisions, les dégoûts. (A.M.:12-13)

Et quelques pages plus loin, il rappelle encore avec insistance que...

...pour nous, ce qui nous hante, c'est la sécurité de notre hexagone. Etablir un système politique qui empêchât nos voisins de nous nuire, c'est par quoi se résument, depuis mille ans, les projets conçus et les traités conclus par la France. Grâce à nos efforts toujours repris, en somme, nous avons vécu. Mais nous voici, plus que jamais, dépourvus de garanties. (A.M.:17)

Ce qui apparaît également, c'est l'aspect morbide que prend cette névrose chez de Gaulle, un aspect rarement atteint chez les bainvilliens qui reculent toujours devant l'horreur des descriptions trop sanglantes. Les pulsions de mort présentes chez de Gaulle rappellent beaucoup plus ces soldats amputés des dictées de l'école de la République ou les cimetières de Barrès que le dégoût coercible de Bainville et de Gaxotte. Ainsi, la géographie française est victime, dès le départ, d'une "infirmité":

Cette trouée dans l'enceinte est l'infirmité séculaire de la patrie. Par là, la Gaule romaine vit les Barbares se ruer sur ses richesses. C'est là que la Monarchie contint péniblement la pression de l'Empire. Là, Louis le Grand défendit sa puissance contre l'Europe coalisée. La Révolution faillit y périr. Napoléon y succomba. En 1870, le désastre et la honte ne prirent pas d'autre chemin. Dans ce mortel boulevard nous venons d'ensevelir le tiers de notre jeunesse... (A.M.:12)

qui devient "lèvre d'une blessure" parce que "où qu'elle passe, la frontière franco-allemande est la lèvre d'une blessure" (A.M.:18), puis lèvre "béante": "Béante, offrant aux coups son corps sans armure, privé de tout répit et de tout recours, où donc la patrie peut-elle trouver sa protection latente, sinon dans les armes" (A.M.:29).

Les figures parentales? La France est bien, ici aussi, une "mère" parce que "la France a imprimé aux hommes qui l'habitent sa marque d'équilibre dans les nuances et d'union dans la diversité" (A.M.:25), mais, et c'est là la seconde faille appelée à écarter la conception gaulliste de la conception bainvillienne de l'Histoire, elle est moins une nation que la "patrie", c'est-à-dire la figure maternelle représentée par les républicains:

Le corps de la patrie offre en son centre un château-fort, âpre massif de vieilles montagnes, flanqué de plateaux, languedocien, limousin, bourguignon; tout autour, de vastes glacis, la plupart mal accessibles à qui la menace du dehors, entaillés de fossés: Saône, Rhône, Garonne, barré de murs: Jura, Alpes, Pyrénées, ou bien plongeant au loin dans la Manche, l'Atlantique, la Méditerranée; mais au Nord-Est, une brèche terrible, joignant aux terres germaniques les bassins essentiels de la Seine et de la Loire. Le Rhin, que la nature désigne aux Gaulois comme limite et

comme protection, à peine a-t-il touché la France qu'il s'éloigne en la découvrant. (A.M.:11)

Ce lyrisme avec lequel le Général parle du corps de la patrie est le même qu'on retrouvait chez Vidal de la Blache au début du siècle (19). Même si sa description de la France demeure semblable à celle qu'en donnait Bainville, le Général en parle visiblement avec l'affection d'un "patriote" plutôt qu'avec la froide distance d'un "nationaliste", ce qui veut plutôt dire, au niveau purement affectif, qu'il n'y a pas, ici, identification entre le Général et la France, comme on en retrouvait une chez Bainville, mais que la France est prise ici comme "objet d'investissement". Nous atteignons ici l'abysse du précipice qui sépare Bainville de de Gaulle.

Il en est de même pour l'Enfant-Peuple. Le peuple français, chez le Général comme chez Bainville, demeure un personnage immature et inconstant, mais le Général en parle avec une affection plus touchante, on serait même tenté de dire, avec plus de "sympathie":

Ce Français, qui met dans son esprit tant d'ordre, et si peu dans ses actes, ce logicien qui doute de tout, ce laborieux nonchalant, ce casanier qui colonise, ce fervent de l'alexandrin, de l'habit à queue, du jardin royal, qui tout de même pousse la chanson, se débraille et salit les pelouses, ce Colbert collègue de Louvois, ce jacobin qui crie : "Vive l'Empereur!", ce politicien qui fait l'union sacrée, ce battu de Charleroi qui donne l'assaut sur la Marne, bref ce peuple mobile, incertain, contradictoire. (A.M.:19)

Comme Bainville, il lui reproche "beaucoup de passions mais peu de constance, voilà notre fait" (A.M.:26), ce qui semble indiquer que le Général maintient son identification avec le peuple, "notre fait" et ne s'en écarte pas comme Bainville. Pour le Général, "il y a dans l'honneur militaire, un môle qui ne cède point aux égarements de l'opinion" (A.M.:33), ce qui rejoint, par la bande, la valeur que Bainville donnait à l'armée (20).

L'Armée en arrive même à se substituer au Père-Roi qui n'apparaît pas
 (19) Voir supra p. 390.
 (20) Voir supra p. 614-615.

dans la "couverture" de l'armée de métier. Elle prend toute la place de protectrice et de gardienne de la sûreté de la patrie, mais elle ne semble pas subordonnée au personnage du roi -- ce que Bainville n'aurait pu accepter. L'armée est une institution non une figure parentale. Le Général ne semble pas d'accord, et il peut se passer assez bien du roi. Comme Touchard le soulignait, le Général s'est fait à l'idée que "la monarchie appartient à une époque révolue" et le commandement militaire lui semble, au moment de la rédaction de Vers l'armée de métier -- qui est de 1934 -- la seule figure paternelle (interférence propre ici de la structure privée du Général et de la structure publique, l'institution militaire). C'est, peut-être, ce que Rémond a pris pour du bonapartisme. Lorsque le Général se fera homme politique, la nécessité de retrouver cette figure paternelle au niveau civil, à l'intérieur d'un cadre démocratique, s'imposera-t-elle au point de juger indispensable de modifier le rôle, la fonction et la représentation du Président de la République, mais pour le moment, ce n'est pas encore le cas. Le conflit autour de la Résistance, de l'évincement du Maréchal en 1944 prend l'allure d'un véritable conflit oedipien classique, le Général s'identifiant d'abord au peuple, luttant pour la France et parvenant enfin à s'élever au rang de Père-Président. S'il en est ainsi, alors la faille décelée dans la durée au niveau de l'historicité prend une dimension encore plus grande.

L'attitude du Général devant les autres peuples varie. Sa méfiance de la "perfide Albion" ne va pas aussi loin que chez Bainville:

Sans doute, des invasions de l'Anglais, la dernière remonte à plus d'un siècle... Moyennant la suprématie maritime reconnue aux Britanniques, au prix d'immenses sacrifices coloniaux, à la condition de ne parler point de certaines îles normandes et pourvu que nous acceptions une sorte de contrôle, il nous est permis de compter sur la neutralité anglaise, jalouse dans nos jours prospères, mais bienveillante dans nos malheurs et qui peut même faire place à l'alliance des intérêts. (A.M.:17)

Il rappelle aussi le bon voisinage de l'Espagne, constatant que "Madrid...

s'est gardé de tirer l'épée contre nous hors le cas de légitime défense" (A.-M.:18), ce qui est une condamnation implicite de la campagne napoléonienne. Il opine ici avec Bainville. Comme lui encore, il considère les Français comme trop généreux, trop prolixes et candides envers les peuples étrangers dont l'ingratitude est toujours la récompense : "Cette compréhension libérale, que nous prodiguons à la ronde n'est guère payée de retour. Partout se raidit l'égoïsme des Etats. Chacun se replie sur soi" (A.M.:24).

Mais là où le Général rejoint pleinement Bainville et, avant lui, Renan, c'est à propos de l'Allemagne et des Allemands dont la description n'a rien à envier à celles de Renan ou de Bonnefon:

...l'Allemagne, force de la nature à laquelle elle tient au plus près, faisceau d'instincts puissants mais troubles, artistes-nés qui n'ont point de goût, techniciens restés féodaux, pères de famille belliqueux, restaurants qui sont des temples, usines dans les forêts, palais gothiques pour les nécessités, oppresseurs qui veulent être aimés, séparatistes obéissant au doigt et à l'oeil, chevaliers du myosotis qui se font vomir leur bière, route que Siegfried le Limousin voit épique le matin, romantique vers midi, guerrière le soir, océan sublime et glauque d'où le filet retire pêle-mêle des monstres et des trésors, cathédrale dont la nef polychrome, assemblant de nobles arceaux, emplit de sons nuancés, organise en symphonie, pour les sens, pour la pensée, pour l'âme, l'émotion, la lumière et la religion du monde, mais dont le transept obscur, retentissant d'une rumeur barbare, heurte les yeux, l'esprit et le coeur. (A.M.:19-20)

Devant cette "force de la nature", les Français font figures de queues de veau et de tergiversateurs et ce paragraphe du Général, comme pour illustrer ce que certains entendaient de la "pédagogie" gaulliste, débute sur un accent purement idéologique pour se terminer dans un élan érotique où le peuple français finit par "êtreindre" et "pénétrer" la réalité comme si celle-ci, après avoir "déconfit" ceux-là, était devenue un objet érotique qui ne se soumet qu'après avoir été convoité et non rationalisé:

Chaque Français tient trop à son indépendance. Avant de se soumettre il en délibère, se lie aux autres seulement quand il le croit utile, fait ses réserves à l'égard de la hiérar-

chie. La solidarité, la discipline, ont chez nous quelque chose de frémissant, de contenu, d'instable, qui rend l'action en commun inégale et malaisée. D'ailleurs, ce peuple doctrinal court à l'épreuve nouvelle tout bardé de principes. Le bandeau lui couvrant les yeux, il frappe à faux de grands coups, se prodigue à contresens, charge héroïquement les murs. Puis, déconfit, mais redressé par l'amour-propre, il se trouve face à face avec la réalité et lui arrache ses voiles. alors il l'étreint, la domine, la pénètre, en tire toutes les délices de la gloire. (A.M.:26)

N'est-ce pas là le lieu de l'inversion bainvillienne où des aspirations, on passe à la réalité prise comme désir et des contraintes confondues avec les désirs de tout un chacun pris pour des réalités? C'est bien ce que le Général exprime encore un peu plus haut:

Rêve français, par excellence, celui d'un monde organisé, où la rigueur des lois, la modération des désirs, l'ubiquité des gendarmes, garantiraient à tous la paix et à chacun son domaine. Lassés que nous sommes des aventures, bien rentrés en terres et usines, saturés de colonies, notre intérêt se confond avec cette espérance. (A.M.:23)

Et chez lui, on retrouve des arguments idéologiques issus de la philosophie bainvillienne de l'histoire. comment ne pas reconnaître la loi d'immuabilité de la nature humaine quand il écrit : "Car, entre Gaulois et Germains, les victoires alternatives n'ont rien tranché ni rien assouvi... Une pareille instabilité tient à la nature des choses" (A.M.:18), ou de la loi d'oubli, quand "l'unité allemande, favorisée par nos illusions, scellée par nos désastres, confirmée par notre hâte à limiter la récente victoire, a mis le colosse à même de se ruer vers l'ouest d'un seul élan et sans délai" (A.M.:20).

Sans doute, est-ce le niveau idéologique qui semble réunir l'historiographie bainvillienne et l'attitude du Général envers l'Allemagne, ce qui, renforcée par l'expérience de la Seconde Guerre mondiale, orientera sa politique extérieure d'après-guerre. C'est ce qui a retenu l'attention d'Aron et de Touchard. Le Général va même jusqu'à disputer la politique conciliante de la IV^e République:

Au danger stalinien s'ajoute la dénonciation du militarisme germanique. De Gaulle critique en des termes sévères la politique de rapprochement avec l'Allemagne, allant jusqu'à déclarer que par ce moyen le régime préparait la formation du IV^e Reich. Pour cette raison, il est systématiquement hostile à la construction européenne, à la C.E.C.A. (Communauté européenne du Charbon et de l'Acier) et surtout à la C.E.D. (Communauté européenne de défense) dont le projet prévoyait la formation d'un commandement militaire européen intégré. (21)

On se souvient (22) qu'après la Première Guerre mondiale, Bainville aussi avait mis en garde les gouvernants de son temps que "la peur du bolchevisme n'était pas une raison pour permettre la réorganisation de l'Allemagne". C'est là se conformer à une constante qui rappelle étrangement, aux yeux des survivants du maurrassisme, la "loi de répétition historique", comme le rappelait encore récemment Montador:

Réfléchissons à ce que représentait, à nos frontières, une Allemagne réunifiée comportant non seulement la pacifique Allemagne de l'ouest, mais celle de l'est, la République démocratique allemande -- qui possède actuellement la plus puissante force militaire du pacte de Varsovie après l'armée soviétique -- et les anciennes provinces de Poméranie, de Silésie et de Prusse orientale annexées depuis la guerre par la Pologne et par l'U.R.S.S.. Un tel Etat, c'est celui qu'a connu Jacques Bainville. C'est celui qu'a trouvé Hitler et qui nous a conduit aux holocaustes de 1939-1945. (23)

C'est quelque chose de semblable que devait ressentir le Général qui, en toute bonne foi, suivait les leçons de l'histoire que traçait Bainville et que venaient de démontrer les dix dernières années suivant sa mort. La conclusion, Montador peut la prononcer aujourd'hui, trente ans après le Général: "Nous-mêmes voyons bien que, depuis quarante ans, l'Allemagne est actuellement coupée en deux. L'Europe s'en porte-t-elle plus mal?" (24). Même si une tension belliqueuse, commencée au XVIII^e siècle, semble justifier une loi à prétention transhistorique, c'est l'idéologique qui travaille sur la connaissance historique. L'efficacité oblige des triturations de l'épistémolo-

(21) J.-C. Petitfils. op. cit. p. 111.

(22) Voir supra p. 47.

(23) J. Montador. op. cit. p. 78.

(24) J. Montador. ibid. p. 75.

logie.

Cela n'est pas grave pour le Général, pour qui la raison et l'action sont la stratégie. Le Général, dans Vers l'armée de métier se veut Vauban plutôt que Boileau. "En cinq heures de vol par l'avion Berlin-Paris, le voyageur voit marquées au sol les sûretés allemandes et les faiblesses françaises" (A.M.:15) se contente-t-il de noter. Pour lui, l'organisation militaire de la France est son but à matérialiser comme devait l'être la restauration du Prétendant pour les bainvilliens. Cette action, basée sur une analyse où les apports bainvilliens sont importants, vise à pallier l'inconstance des Français arrivés au pouvoir par le démocratique:

En vertu de sa figure physique et morale, la France doit être armée ou bien ne pas être. Dure loi, qui sans cesse contredit notre idéalisme et nos moeurs d'indépendants, donne à notre existence nationale une physionomie curieusement tourmentée, contraint Mazarin, dédaigneux des soldats, à créer la grande armée royale, mène Saint-Just à la stratégie, Gambetta au ministère de la Guerre, Rochefort au boulangisme et réserve à Clémenceau, comme fin de carrière, l'enthousiasme des généraux. (A.M.:30)

Et la moralisation de son discours s'efforce de convaincre qu' "il faut qu'une fraction de nos troupes reste toujours en éveil et capable de déployer toute sa force au premier choc" (A.M.:30). Nécessité qu'il conclut laconiquement -- à la manière de Bainville : "Point de couverture française sans une armée de métier" (A.M.:33).

Mais le jeune auteur de Vers l'armée de métier ne s'est pas fait encore homme politique et ce sont les circonstances de l'Appel de 1940 et des crises -- surtout celle d'Algérie -- d'après-guerre qui vont le forcer à se pencher encore plus sur les questions politiques. Les vertus paternelles d'ordre et d'autorité, assumées par le commandement militaire, vont faire défaut dans l'organisation politique civile. Déjà, en 1940, le Président de la République, figure paternelle amoindrie de la III^e République, lui apparaissait plutôt falote:

On connaît le mot cruel de de Gaulle : en 1940, la situation aurait pu à la rigueur être sauvée par l'action du président de la République, chef de l'Etat, à condition "qu'il fût un chef, et qu'il y eût un Etat". Le mot correspond à coup sûr à l'une des obsessions les plus marquantes du vocabulaire gaullien. "Restaurer", "re-construire" l'Etat, "assurer sa continuité", défendre ses "intérêts" supérieurs sont un des buts, sinon le but principal, des changements institutionnels imposée en 1958, corollaire, ou plutôt condition, de la conduite heureuse de la politique de la nation et de la restauration de sa "grandeur". Ainsi la III^e République -- comme assurément aussi la IV^e, retombée dans les mêmes erreurs -- aurait toléré ou même suscité la "disparition" de l'Etat. (25)

Et... 1958, c'est l'année de la crise algérienne:

Entre le maintien du "système" et le coup de force en métropole, l'opinion découvre peu à peu une troisième solution : le retour du général de Gaulle qui seul apparaît en mesure d'empêcher la guerre civile. Lui-même déclare qu'il se tient "prêt à assumer les pouvoirs de la République". Tous les partis à l'exception des extrêmes se rallient à lui. La V^e République est née. (26)

Ce qui fait que "le gaullisme est avant tout une idéologie de rassemblement qui récuse la distinction traditionnelle droite-gauche et entend se placer au-dessus des partis et des divisions de Français" (27). C'est revenir aux prétentions du monarque tel que vu par l'Action Française, "l'homme au-dessus des partis" et agent du "rassemblement national", un pôle autour duquel tous les Français divisés par des intérêts personnels se réconcilient. C'est l'article 5 du Titre II de la Constitution du 4 octobre 1958 définissant le nouveau statut du Président de la République:

Le Président de la République veille au respect de la Constitution. Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat.

Il est garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, du respect des accords de Communauté et des traités. (28)

(25) C. Nicolet. op. cit. p. 442.

(26) J.-C. Petitfils. op. cit. p. 115.

(27) J.-C. Petitfils. ibid. p. 115.

(28) Cité in M. Duverger. Constitutions et documents politiques, Paris, P.U.F., col. "Thémis", 1957, rééd. 1968, p. 158-159.

Le Président de la République nous ramène à la Constituante. Charles de Gaulle veillera "au respect de la Constitution" comme s'était engagé à le faire le malheureux Louis XVI. Il est arbitre et assure la durée de l'Etat puisque ni le sacre ni la succession dynastique ne peuvent assurer désormais le ralliement ni la permanence de la politique. En étant "garant de l'indépendance et de l'intégrité du territoire", il poursuit l'historicité de la France dans l'Histoire à venir en la protégeant contre les menaces étrangères et en assurant l'unité d'espace des différentes provinces et départements patiemment "associés" au cours des siècles. Ce n'est peut-être pas la figure paternelle absolue, patriarche d'ordre et d'autorité qui n'est, au fond, que substance qui appartient au titulaire de la fonction d'apporter à son rôle, à sa forme. Aussi la sévère critique que lui adresse Revel tient moins à la définition constitutionnelle du président qu'aux frustrations circonstanciées à la personnalité de de Gaulle:

Mais Renan est du moins logique avec lui-même et préconise le rétablissement de la monarchie héréditaire, alors que de Gaulle, près d'un siècle plus tard, ne pouvant écarter le suffrage universel, invente un curieux roi élu qui, à la fois sollicite l'opinion et ne l'écoute pas, en requiert l'approbation sans en suivre les avis, ni l'informer de ses intentions, repose sur le corps électoral tout en s'isolant de lui, élargissant à l'échelle nationale le fameux "soutien sans participation" inventé par la casuistique parlementaire. Renan a condamné, dans La Monarchie constitutionnelle, "la façon de concevoir le gouvernement comme un simple service public qu'on paye, une sorte d'impertinence américaine, la prétention de réduire la politique à une simple consultation de la volonté de la majorité."
(29)

C'est déjà, on l'aura reconnue, la critique d'Ariès considérant le Général comme le "frère" du roi maurassien.

Dans les faits, le Général n'est pas monté au-delà de Louis-Philippe. Avec le référendum de 1962, il a même fait ce à quoi Louis-Philippe s'était toujours refusé dans sa lutte contre les partis au gouvernement, élever sa

(29) J.-F. Revel. "Les origines de la France contemporaine", préface à E. Renan. op. cit. p. 15.

fonction au-dessus de la mêlée en la légitimant en plus par le suffrage universel, "ce sphinx, ce monstre" (H.F.:414) maintenant compté et domestiqué par un Père-Roi d'un tout nouveau genre, dont les maréchaux Mac-Mahon et Pétain auront été les annonciateurs. Or, voit que de Gaulle est loin d'être un dictateur bonapartiste comme le pensaient Rémond et Revel, mais plutôt un chef d'Etat inébranlable, solide dans la tourmente et imperturbable devant les pressions des partis et les rumeurs de l'opinion. François Mitterrand ne conçoit pas sa fonction politique et publique autrement que le Général. Mais il n'est pas non plus le monarque maurassien, le Général n'a ni l'autorité, ni l'absolutisme que l'idéologie bainvillienne prête au roi de France. De Bainville, il a conservé l' "obsession" de l'Allemagne -- qui s'est elle-même amenuisée avec le temps -- et rien du complexe de Ganyède qui fait du roi un objet convoité à qui tout est permis, à qui tout est autorisé, à qui tout est pardonné. Aussi, pour bien situer de Gaulle, il vaut mieux le considérer comme une application réussie, à 70 ans de distance, de la solution de Broglie, compromis acceptable pour Bainville dans les cadres d'une république conservatrice à défaut d'une véritable solution restauratrice.

Ce qui fait que le Général était plus solide qu'un Félix Faure ou un Edouard Daladier, mais certainement pas autant qu'un Louis XIV et, contrairement à Louis XVI, il accepta d'abdiquer lorsqu'il ne fut plus suivi par la population. Après 30 ans d'expériences totalitaires et dictatoriales qui ont mené l'Europe et le monde au désastre, Bainville aurait sûrement préféré un de Gaulle dans lequel il n'aurait reconnu ni un bonapartiste, ni un président-dictateur, mais qui n'aurait pas encore été ce Père-Roi qui, comme il a déjà été dit, était la fin dernière de toute son aventure historiographique, "intellectuelle et morale".

DIES IRÆ

Contrairement à une idée courante dans l'historiographie actuelle, les idées ont donc aussi un impact sur les faits. Non pas un impact absolu, certes, mais parfois suffisant pour empreindre de leurs empreintes une action politique quelconque. Les idées n'agissent que par l'intermédiaire de la longue durée des mentalités, et si on ne peut mesurer ni quantifier en degrés d'efficacité leur influence, on ne peut la nier lorsqu'elle se concrétise et se légalise dans un texte constitutionnel ou dans un référendum au suffrage universel. Il y a donc une influence possible de l'historiographie sur l'Histoire : ce n'est pas une découverte, mais c'est une réappropriation par l'Homme de sa place dans son destin, place présentement niée par les grands courants de l'historiographie actuelle.

Certes, l'exemple bainvillien était facile, mais la richesse, l'audace, le temps et la minutie du détail avec lesquels il a fallu démontrer la portée subtile de la philosophie de l'histoire qui unit cette historiographie à la conscience historique française montre l'erreur que philosophes et historiens commettent généralement lorsqu'ils négligent, méprisent et ignorent la nécessité même de la reconnaissance de la philosophie de l'histoire.

Entre le temps de l'historiographie bainvillienne et le moment où ces lignes sont écrites, il y a surtout un courant historiographique important, tant par sa qualité épistémologique incontestable que par son rayonnement intellectuel et même publique qui s'appelle les Annales et qui, en réaction des courants animés par Lavissee ou Bainville, nie la prépondérance du politique et l'artificialité de l'événementiel.

Née de la critique de l'histoire-bataille, dans les traces d'Henri Berr et de Paul Valéry, l'école des Annales a, par son rayonnement mondial et sa qualité "scientifique", dépassée le tour de force accompli jadis par l'historiographie bainvillienne et sa collection des Grandes Etudes historiques. La critique que ses fondateurs faisaient de cette histoire-bataille était légitime et elle demeure toujours valable à une époque où l'économie, la gestion et les mentalités se substituent à la politique et à la stratégie militaire comme agents prépondérants de l'Histoire. J'aurais pu souscrire à ce projet d' "histoire totale" que voulait accomplir l'école des Annales si, au lieu de remplacer bêtement un agent par un autre, elle avait visé à embrasser l'unité de l'histoire et sa multidimensionalité. Mais en rompant la prépondérance du politique, elle a aussi coupé, bien que cela ne soit pas automatiquement liées la cohésion de la connaissance à la conscience historique, confondant celle-ci à la seule dimension nationale, ce qui était une erreur d'appréciation grave qu'elle pouvait se faire de la conscience et qui ne pouvait que refléter une erreur de perception de la fonction sociale de l'histoire. Ralliée à une morale naturaliste qui prônait la recherche de l'objectivité comme révélation du passé, elle a substitué une durée déterministe à la volonté humaine et sociale et remplacé l'Homme comme facteur créatif de son Histoire par des "forces" qui lui échappent tragiquement que supposaient illustrer des courbes, des statistiques et des schémas.

Sur le coup, les fondateurs des Annales ne semblent pas avoir eu conscience qu'en coupant l'historiographie de la conscience historique, ils ne posaient pas là un geste bénéfique pour la véracité de la connaissance, mais qu'ils prolongeaient l'aveugle comportement de leurs prédécesseurs positivistes qu'ils critiquaient tant. Qu'à partir du rejet dégoûté des stériles luttes politiques qui secouaient l'Europe de l'Entre-deux-Guerres au moment

où sévissait la pire crise économique depuis le début du siècle, ils allaient jusqu'à nier la part des responsabilités de l'Homme dans le cheminement de son Histoire.

Dans un livre récent, François Dosse suit cette évolution où des Annales on passe à la "nouvelle histoire", comme on est passé, pendant ce temps, de la "gauche" à la "droite"; des intellectuels intelligents aux idéologues de consommation. Le parallèle est peut-être accidentel, mais il est sûr que de Bloch et Febvre à Chaunu et Bluche, Frédéric plus que François, il faut être aveuglément optimiste pour y voir une courbe ascendante. De la même façon qu'il faudrait être bien optimiste pour voir une évolution de Sartre, Camus ou même Aron jusqu'à Revel, Servan-Schreiber, Lévy et Glucksmann. D'une part comme de l'autre, on est passé de la morale activiste "existentialiste" à une morale anomique "nihiliste", "hédoniste" pour parler en termes d'Octavio Paz. L'origine de cette descente -- n'osons même pas parler de déclin et encore moins de décadence puisque, espérons-le, les défaillances intellectuelles et spirituelles peuvent toujours être redressées (30) --, Dosse essaie de la situer, pour les historiens, au début même de l'aventure des Annales.

"L'adhésion républicaine de l'école historiciste fut opérationnelle, elle servit le discours du pouvoir. En refusant le discours politique, les Annales manquent à leur mission de revue d'histoire qui doit éclairer, aider à comprendre les phénomènes contemporains". Il s'agit là, en fait, moins de servir le Prince que développer "la faculté de s'orienter dans l'histoire", de fait, l'école historiciste a permis de sauver, à certains égards, la République à un moment où les pressions de droite auraient pu, comme l'eut

(30) A vrai dire, elle se redresse actuellement avec l'apport de jeunes penseurs originaux comme Pascal Bruckner et Alain Finkielkraut, en particulier La défaite de la pensée, Paris, Gallimard, 1987, qui a malheureusement aidé à partir une nouvelle mode d'écrire, souvent tout croche et tout de travers, sur la décadence culturelle de l'Europe.

souhaité Bainville, la transformer en monarchie. Les Annales se sont montrées aveugles à discerner les tares dans leurs éloges du stakhanovisme comme ils sont passés à côté du phénomène fasciste. "Cette lacune dans le discours annaliste de la part d'une revue qui se veut progressiste est particulièrement significative et tient là encore à la négation du politique", ce qui laisse penser que ce rejet du politique, avant d'être intellectuel ou même épistémologique est bien avant tout idéologique, moral et peut-être, en deçà, répulsif, donc affectif?

Les conséquences de ce refus sont apparues à Marc Bloch alors qu'il était déjà trop tard. Il paiera de sa vie cette insouciance de l'Entre-deux-Guerres où les historiens "dépolitisés" croyaient pouvoir vivre feutrés dans leurs tours d'ivoire. Ses regrets amers, exprimés dans L'Etrange défaite, écrit en 1940, sont encore, à mes oreilles, un avertissement pour nos générations : "Nous n'avons pas osé être, sur la place publique, la voix qui crie, d'abord dans le désert... nous avons préféré nous confiner dans la craintive quiétude de nos ateliers. Puissent nos cadets nous pardonner le sang qui est sur nos mains". Quelle prémonition, encore, lorsqu'on sait qu'au moment où il allait être fusillé par la Gestapo, il tenait "affectueusement" le bras d'un "gosse" de seize ans qui tremblait devant ses assassins. "Si l'on n'avait cette confiance..." avait déjà écrit Bainville.

Pour Dossac, Bloch fut le premier -- et le dernier -- à remettre en cause "le fatalisme du discours annaliste privilégiant le jeu des forces massives et niant le rôle des individus, des engagements, détournant de l'action tant individuelle que collective : "C'était mal interpréter l'histoire". On peut dire que ce texte est déjà en lui-même une critique très lucide des insuffisances, des occultations du discours historien des Annales. Il en a d'autant plus de valeur qu'il est écrit par un des maîtres incontestés

de cette école à un moment tragique où l'histoire frappe à la porte du laboratoire des spécialistes qui sont passés à côté d'elle sans la voir" (31).

Aujourd'hui, en historiographie comme en politique, la gauche est passée de mode et la droite se redécouvre des affinités avec la "nouvelle histoire"... Ou n'est-ce pas plutôt le contraire? La "nouvelle histoire" ne se découvre-t-elle pas des parrains de droite? Elle "réhabilite" Dumézil, l'ami à qui Gaxotte a dédié sa Révolution française, et Philippe Ariès, dont l'Histoire de France de Bainville était le "bréviaire de son adolescence"; elle se donne un sage en la personne de Pierre Chaunu, un mystique un peu radoteux, quand ce n'est pas une postérité de jeunes farceurs qui ne seraient que loufoques s'ils n'étaient pas aussi des "terroristes" comme ce Reynald Sécher qui publie son "génocide franco-français" aux très sérieuses, et très coûteuses, Presses universitaires de France, dans lequel il galvaude un terme technique qu'il enrobe de saveur idéologique à faire vomir l'âme. Ceux-là n'ont rien à apprendre des bainvilliens... et ce n'est qu'un début! Il y a gros à penser que l'approche du bicentenaire de la Révolution va accentuer les fusions entre histoire et idéologie, tant à droite qu'à gauche,

- (31) F. Dosse. L'histoire en miettes, Paris, La Découverte, col. "Armiliaire", 1987, p. 57-58. Mais qu'arrive-t-il au spécialiste lorsqu'il ouvre la porte à l'Histoire? L'une des déviations les plus dommageables de l'activité intellectuelle a été la formation de "spécialisations" où bossent des experts qui, selon Castoriadis, savent "toujours plus sur toujours moins" de choses. Pourtant, l'idée de la spécialisation était quelque chose de tout à fait différent à l'origine. Il s'agissait, dans le prolongement de la problématique en science, de prendre un problème donné et d'apprendre à le cerner dans toutes ses dimensions. La spécialisation était un mouvement, une focalisation qui partait des terrains explorés du général pour pénétrer, à l'aventure, dans l'inconnu du particulier, pour ensuite ramener les nouvelles connaissances au général. Aujourd'hui, la spécialisation s'est confondue avec la professionnalisation, dénomination polie de l'ancien corporatisme poussé à ses limites les plus absurdes où chacun se renferme dans son petit tiroir de la vaste commode des connaissances. Antiscientifique, anti-philosophique et, en définitive, inhumaine, la spécialisation est devenue le ghetto sans persécution du conservatisme intellectuel. Comment en est-on arrivé à ce non-sens? Sans doute est-ce la continuité du processus décrit par S. Moscovici dans son Essai sur l'histoire humaine de la nature, Paris, Flammarion, col. "Champs" # 10, 1977, 572 p. En attendant, ces spécialistes ressemblent de plus en plus à ce géographe décrit par Saint-Exupéry dans Le Petit Prince!

au risque de tuer les dernières illusions de ceux qui pensent encore l'histoire peut se pratiquer sans idéologie ni sentiment, et que la méthode nous éloigne du péché. Pourtant, il y a de bonnes choses à tirer malgré tout de ces fusions coupables. Le tricentenaire de la Révocation de l'Edit de Nantes a permis la publication de très beaux livres qui sont aussi des plaidoyers pour la tolérance en une époque où règne l'indifférence. Ça montre qu'il n'y a pas que du mauvais dans l'association de l'historicité, de la signification et de la moralisation et si tant de bêtises s'annoncent pour les prochaines années, du millénaire d'Hugues Capet au bicentenaire de la prise de la Bastille, il vaut mieux conserver l'espoir qu'il y aura, dans tant d'ivraie, quelques bons grains.

Je n'aime pas la morale bainvillienne, je récusé sa conception infantile du peuple prise comme étant de nature, je méprise ses applaudissements névrotiques au machiavélisme d'Etat, je considère comme pathologique ses obsessions et de lâche la répression de ses amours refoulés projetés sur des chimères royales et paternelles. L'apologie de l'ordre et de l'autorité est toujours un signe d'immaturité sexuelle et de fixation au stade sadique-anal : c'en est même devenue une véritable marque de commerce de la névrose de droite (une droite qui ne se définit pas seulement par le politique, mais qui y trouve son origine). Enfin, que dire de cette historicité déjà trop étroite pour un monde en pleine mutation appelé à s'éveiller à la dimension universelle de la conscience historique? Tout cela fait que je considère qu'il vaut mieux ne pas trop rééditer Bainville. Seulement, je lui reconnais une chose, c'est qu'il a été l'animateur de l'une des dernières vraies écoles d'historiens à avoir voulu renforcer les liens unissant la connaissance à la conscience historique. En cela, et pour cela, il a été supérieur, même aux fondateurs des Annales. Il a été ce Cassandre, celui "qui crie d'abord dans le désert". Sans doute était-il trop obsédé par sa névrose au point

de sacrifier la connaissance à l'orientation idéologique qu'il voulait imposer à la conscience, mais les bainvilliens sont les seuls, avec les marxistes, à vouloir, au XX^e siècle, éveiller et stimuler cette conscience alors que toutes les autres tendances visent à l'endormir et à la nier. Aujourd'hui que la "nouvelle histoire" se veut reprendre cette volonté d'orienter les consciences, c'est pour dire des niaiseries entre la "peste blanche" et le "génocide franco-français". Beau réveil!

On peut certes répondre à Bainville, avec Octavio Paz, que "la morale ne peut se substituer à la compréhension historique" (32), et que laisser l'idéologie déformer la connaissance, c'est déjà un manquement moral grave qu'aucune cause, quelle qu'elle soit ne peut en payer le prix! C'est vouloir construire une confiance collective sur un mensonge. A l'opposé, les historiens des Annales ont commi la faute contraire et participé à "la blessure de l'Occident [qu']a été la séparation entre la morale et l'histoire" (33) jusqu'à déposséder l'Homme de son héritage et essayer de le convaincre de son "insignifiance historique" devant les forces déterminantes de la longue durée, ce qui nous a conduit à ce qu'Octavio Paz appelle l'hédonisme, c'est-à-dire la négation résignée, la démission devant l'Histoire à faire:

A l'un de ses extrêmes, il s'agit d'une sorte de gloutonnerie, une demande insatiable pour avoir plus, toujours plus : à l'autre, c'est un mélange de laisser-aller, d'abdication, de lâcheté face à la souffrance et à la mort. (34)

L'historiographie, comme le monde moderne, manque de vitalité, ce qu'elle confond trop rapidement avec "productivité" : "Publish or perish" disent les Américains. Mais publier n'est pas un signe de vitalité. On peut répéter des dizaines de fois le même article en n'en changeant que le titre!

(32) O. Paz. op. cit. p. 65.

(33) O. Paz. ibid. p. 64.

(34) O. Paz. ibid. p. 17.

Même intellectuellement, publier ce n'est pas nécessairement vivre, ce n'est pas respirer, digérer ou fusionner : c'est fonctionner, au mieux. L'historiographie annaliste (35) est de l'ère du "culte de l'image" : sexe, hygiène, nourriture, mœurs (et mort), travail; tout n'est que descriptions de "miettes", en plus, se sont souvent des descriptions chiffrées, au sens altéré. De l'historiographie bainvillienne à l'historiographie annaliste, on a multiplié les miettes, on est passé d'un crouton politique à des granules spécialisées et isolées. Avec de tels boulangers, l'historiographie française ne pourrait produire un pain nouveau. Elle répète toujours ce qui reste de ce que Bodin, Bossuet, Voltaire, Condorcet et Michelet (36) ont apporté au cours des siècles. Il en résulte une sorte de silexie de la connaissance à la conscience historique. Lire l'historiographie annaliste, c'est promener un oeil saturé sur un étal de comportements passés en bégayant des idées prises ici et là dans Michelet, Fustel, Taine ou Cochin. Une telle voie "ne peut conduire qu'à la démission, à la ruine et à la déroute" (37).

Voilà comment la conscience historique est devenue orpheline de connaissance à l'époque où l'historiographie s'est hautement sophistiquée. L'historiographie française du XX^e siècle semble s'être conformée à la loi de la thermodynamique et des livres "chauds" de Lavissee et Bainville, on est passé aux livres "froids" de Flandrin et du Le Goff de L'imaginaire médiéval. C'est peut-être moins pire que les délires de Chaunu, mais, qui

(35) Il serait facile de faire un jeu de mot "annaliste"- "anal", mais il dissimulerait trop une réalité plus profonde des pulsions qui animent la "nouvelle histoire" dont les "objets" sont le corps, le sexe, les sens et même, récemment, un certain intérêt pour la saleté et les excréments! Le quantitatif, pour sa part, multiplie les redondances au lieu de les répéter, comme dans Bainville, ce qui évoque un certain avarisme propre au stade anal ou rappelle les énumérations de sévices dans les oeuvres du marquis de Sade.

(36) Sur la réappropriation de Michelet par la "nouvelle histoire" lire l'article très intéressant de Pierre Nora sur Michelet dans J. Le Goff (éd.) La nouvelle histoire, Paris, Retz-C.E.P.I., col. "Les encyclopédies du savoir moderne", 1978, pp. 424-428.

(37) O. Paz. op. cit. p. 50.

sait? On a voulu tellement nier la philosophie de l'histoire tout en en faisant à profusion, et souvent même sans s'en apercevoir, qu'elle a repris sa vengeance en dé-liant les langues. On a tant voulu nier sa valeur en faisant de Spengler et de Toynbee des épouvantails à historiens "quitte à ramasser quelques miettes du gâteau sous la table, en cachette" (38), que les spécialistes subvertissent eux-mêmes en douce leur propre spécialisation. On s'est demandé, avec Henri Berr, pourquoi "tous les trente ou quarante ans, l'humanité s'abandonne à une folie passagère qu'elle prend pour une activité normale", ce qui montre qu'on a jamais su exactement ce que c'était que la philosophie de l'histoire et quel était son rôle entre la connaissance et la conscience historique. Berr reconnaissait toutefois que "si ce besoin se manifeste à intervalles réguliers, c'est sans doute qu'il est inhérent à notre nature" (39), mais il n'a pas été au-delà. On ne s'est jamais demandé, peut-être, que si la philosophie de l'histoire tenait la place qui lui est due, l'historiographie serait mieux en mesure de faire son auto-critique et de reconnaître ce qui appartient aux hommes des temps passés de ce qui est de nos fantasmes contemporains.

Les représentations de l'histoire que se font les hommes et les sociétés sont liées à la conscience humaine et en elles agissent l'intelligence, les sentiments et le jugement moral, et, tous ensembles, ils forment un seul bloc "indivisible". Si notre cerveau est notre organe d'adaptation, il faut le prendre tel quel, avec la conscience, que ça plaise ou non aux scientifiques, aux inspirés ou aux idéologues. La tri-dimensionalité de la conscience est un "package deal" à prendre ou à laisser, mais on ne peut traiter une science de l'homme sans le prendre. Essayer d'y pratiquer une sorte de fission atomique, comme le rêvent les épistémologues modernes imbus de vertus méthodologiques afin de donner naissance au pur savoir, c'est s'engager dans

(38) L. Febvre, à propos de l'attitude de certains historiens professionnels devant les théories de Spengler, in op. cit. p. 123.

(39) H. Berr. op. cit. p. 19.

un travail alchimique aussi vain que celui qui prétendait transformer du plomb en or. Mais il y a quelque chose de plus menaçant.

Opposer l'historiographie à la philosophie de l'histoire, quel odieux projet! Couper la connaissance de la conscience historique, c'est créer une situation dans laquelle "faire de l'histoire" n'a plus aucun intérêt ni aucune utilité. Ce n'est pas seulement priver les jeunes de l'héritage d'une mémoire collective, c'est pire! C'est les priver d'un sens à la vie ou laisser cela aux spécialistes apathiques et aux charlatans un peu trop sympathiques... Mais c'est, encore, les priver d'une intelligence et de leur propre capacité à "s'orienter dans l'Histoire" qu'ils construiront en se choisissant des valeurs et, surtout... surtout, les priver des sentiments parmi lesquels il y a, quand même, l'amour.

Montréal, 21 avril
1988

BIBLIOGRAPHIE

SCURCES BAINVILLIENNES

la bibliographie bainvillienne est abondante. Rien que pour Jacques Bainville la liste est impressionnante. Je renvoie donc ici aux livres de Montador et de Keylor qui présentent chacun une liste complète des ouvrages publiés de Bainville, dont une bonne partie reprennent ses articles publiés dans les différents journaux et revues du début du siècle. Sur Pierre Gaxotte, lire la notice nécrologique parue dans le supplément de 1983 de l'Encyclopaedia Universalis, "Pierre Gaxotte 1895-1982" par Jean Tulard. La liste qui suit présente les auteurs et les titres parus dans la collection des Grandes Etudes historiques, chez Fayard, entre 1923 et 1948 avec quelques commentaires critiques sur ces oeuvres.

Aubry, Octave. (Paris 1881-id. 1946):

Le Roi de Rome, (1932), 438 p.

Le Second Empire, (1938), 700 p.

Bailly, Auguste. (Lons-le-Saulnier (Jura) 1878-1967):

"...les vulgarisateurs médiocres, comme Auguste Bailly". P. Ariès.
op. cit. p. 53.

Jules César, (1932), 288 p.

Richelieu, (1934), 350 p. Voir le commentaire de M. Carmona.
Richelieu L'ambition du pouvoir, Paris, Fayard,
réed. Marabout, col. "université", 1983, p. 712.

Mazarin, (1935), 350 p.

Louis XI, (1936), 446 p.

Byzance, (1939), 444 p.

La Sérénissime République de Venise, (1946), 450 p. "passionné et utile" selon P. Braunstein et R. Delort.
Venise, portrait historique d'une cité, Paris,
Seuil, col. "Points-Histoire" # H4, 1971, p. 248.

Bainville, Jacques. (vincennes 1879-Paris 1936):

Histoire de deux peuples, (1935), 253 p.

Histoire de trois générations, (1918), 256 p.

Histoire de France, (1924), 578 p.

Napoléon, (1931), 590 p. "excellent" selon J. Tulard. Napoléon, Paris, Fayard, 1977. "probably the most read biography of Napoleon in our time" selon Pieter Geyl.

La Troisième République, (1935), 324 p.

Bertaut, Jules. (Bourges 1877-?):

1848 et la Seconde République, (1937), 454 p.

Bertrand, Louis. (Spincourt (Meuse) 1866-Cap d'Antibes 1941):

Louis XIV, (1923), 350 p. Voir ce qu'en dit P. Gaxotte, op. cit. (1975), p. 127-132.

Histoire d'Espagne, (1932), 520 p. "...surtout pour l'époque arabe et pour celle de Philippe II" selon M. Legendre. Nouvelle histoire d'Espagne, Paris, Hachette, 1938.

Bonnefon, Charles. (1871-?):

Histoire d'Allemagne, (1925), 542 p.

Brian-Chaninov, Nicolas (ou Nikolaj Brjančaninov):

Histoire de Russie, (1929), 496 p. "...rendra de vrais services" selon la critique de E. Duchesne pour "La Revue historique" # CLXIII, jan.-fév. 1930, p. 391. Critique plus nuancée et mieux fournie dans J.-J. Gapanovitch. Historiographie russe (hors de la Russie), Paris, Payot, col. "Bibliothèque historique", 1946, p. 67 à 69.

Calmette, Joseph. (1873-1952):

Charles V, (1945), 372 p. "Un membre de l'Institut qui tente de rivaliser avec Auguste Bailly, ce n'est pas banal..." P. Ariès. op. cit. p. 31-32.

Cavaignac, Eugène. (Le Havre 1876-Paris 1968):

On se demande où diable Eugen Weber a été chercher l'information selon laquelle le "jeune Eugène Cavaignac" était "mort à l'ennemi"? L'aurait-il confondu avec Augustin Cochin? in op. cit. p. 55, no. f.

Sparte, (1948), 240 p.

Chastenet de Castaing, Jacques. (Paris 1893-1978):

William Pitt, (1940), 352 p.

Wellington, (1945), 366 p.

Cohen, Robert.

Athènes, une démocratie de sa naissance à sa mort, (1936), 322 p.

Daniel-Rops, Jean-Charles Henry Petiot dit (Epinal 1901-Tresserve (Savoie) 1965):

Voir une esquisse biographique dans J.-L. Loubet del Bayle, op. cit. p. 461.

Histoire sainte : le peuple de la Bible, (1943), 456 p.

Jésus en son temps, (1945), 642 p.

L'Eglise des Apôtres et des Martyrs, (1948), 732 p.

Daye, Pierre. (Scharbeck 1892-Buenos Aires 1960):

Voir une esquisse biographique dans P.-M. Dioudonnat, op. cit. p. 445-446.

Léopold II, (1934), 584 p.

Funck-Brentano, Frantz. (Munsbach (Luxembourg) 1862-Montfermeil 1947):

L'Ancien Régime, (1926), 576 p.

La Renaissance, (1935), 446 p.

Gaxotte, Pierre. (Revigny-sur-Ornain (Meuse) 1895-Paris 1982):

Voir P.-M. Dioudonnat. op. cit. p. 29-30 et les récits autobiographiques de l'historien, op. cit. 1975.

La Révolution française, (1928), 448 p. Sur la genèse de l'ouvrage, v. ibid, p. 274-275 et les commentaires-critiques d'A. Gérard. La révolution française, mythes et interprétations, Paris, Flammarion, col. "Questions d'histoire" # 21, 1970, p. 82 et J. Godechot. Un jury pour la Révolution, Paris, Robert Laffont, 1974, p. 355-356.

Le Siècle de Louis XV, (1933), 464 p. "...sans doute son meilleur livre" selon P.-M. Dioudonnat. op. cit. p. 31; "...plus important encore..." selon la notice nécrologique de J. Tulard pour l'Encyclopedia Universalis, supplément 1983, p. 566.

Frédéric II, (1938), 500 p.

Gignoux, Claude-Joseph. (1890-1966):

Voir une esquisse biographique dans P.-M. Dioudonnat. op. cit. p. 448.

Turgot, (1945), 308 p.

Jacoby, Jean.

Le Tsar Nicolas II et la Révolution, (1931), 386 p.

Lucas-Dubreton, Jean Lucas de Pesloutan, dit. (Grenoble 1883-1972):

Louis-Philippe, (1938), 704 p.

Le maréchal Ney 1769-1815, (1941), 350 p.

Napoléon devant l'Espagne, (1946), 534 p.

Aspects de monsieur Thiers, (1948), 406 p.

Maurois, Emile Salomon Wilhels Herzog dit André. (Elbeuf 1885-Neuilly-sur-Seine 1967):

Histoire d'Angleterre, (1937), 736 p.

Mermeix, Gabriel Terrail dit. (1859-?):

Pour son rôle nébuleux dans le boulangisme, voir A. Dansette.

Le boulangisme, Paris, Fayard, 1946, p. 346-348.

Histoire romaine, (1930), 726 p.

Muret, Maurice. (Morges, canton de Vaud, Suisse 1870-?):

Guillaume II, (1940), 360 p.

Pange, Jean de. (1881-1957):

Epoux de la charmante conteuse qui prit son nom comme nom de plume, comtesse Jean de Pange, fille du duc de Broglie!

L'Allemagne depuis la Révolution française 1789-1945, (1947), 582 p.

Reynaud, Louis. (Saint-Péray) 1876-?):

Français et Allemands Histoire de leurs relations intellectuelles et sentimentales, (1930), 388 p.
Voir les commentaires de P.-M. Dioudonnat, op. cit. p. 13-14.

Roux, Marie de. (1878-1943):

La Restauration, (1930), 468 p.

Roz, Firmin. (Limoges 1866-1957):

Histoire des Etats-Unis, (1930), 476 p. Voir le commentaire-critique d'E. Préclin in "La Revue historique" # CLXV, nov.-déc. 1930, p. 374-375.

Rumilly, Robert. (Fort-de-France (Martinique) 1897-Montréal 1982):

Sur Rumilly, v. R. Hamel, J. Hare et P. Wyczynski. Dictionnaire pratique des auteurs québécois, Montréal, Fidès, 1976, p. 612-613., et P. Savard, "L'histoire de 1930 à 1945" in P. de Grand-pré. Histoire de la littérature française au Québec, t.2 (1900-1945), Montréal, Beauchemin, 1968, p. 315 ainsi que de J. Levitt. "Robert Rumilly, historien des relations entre francophones et anglophones depuis la Confédération" in L'historiographie, # XV, 1, 1974 de la revue "Recherches sociographiques", pp. 57 à 76.

Histoire de la province de Québec (t. I à XVI), Montréal, Bernard Valiquette, 1940-1945. "Histoire quelque peu impressionniste mais qui a le mérite d'intéresser le public cultivé..." P. Savard. "Un quart de siècle d'historiographie québécoise 1847-1972" in L'historiographie, p. 80.

Saint-Aulaire, Auguste Félix Charles de Beaupoil, comte de. (1866-1954):

François-Joseph, (1945), 600 p.

Vaissière, Pierre de (1867-?):

Henri IV. (1925), 708 p.

OUVRAGES CONSULTÉS

Introduction générale, Prolégomènes et Epilogue:

1) Historiographie et philosophie de l'histoire:

- Aron, Raymond. Dimensions de la conscience historique, Paris, Plon, 1964.
- Barnes, Harry Elmer. A History of historical Writing, New-York, Dover Publications, 1937.
- Barracrough, Geoffrey. Tendances actuelles de l'histoire, Paris, Flammarion, col. "Champs" # 91, 1980.
- Bloch, Marc. Apologie pour l'histoire ou métier d'historien, Paris, A. Colin, col. "U prisme" # 34, 1974.
- Bourdé, G. et Martin, H. Les écoles historiques, Paris, Seuil, col. "Points-Histoire" # H67, 1983.
- Butterfield, Herbert. The Whig Interpretation of History, Harmondsworth, Penguin Books, 1931.
- Carbonell, Charles-Olivier. Histoire et historiens, une mutation historique des historiens français 1865-1885, Toulouse, Privat, 1976.
- Carbonell, Charles-Olivier. L'historiographie, Paris, P.U.F., col. "Que sais-je?" # 1966, 1981.
- Carr, David et al. La philosophie de l'histoire et la pratique historique d'aujourd'hui, Ottawa, Editions de l'Université d'Ottawa, 1982.
- Cazes, Bernard. Histoire des futurs, Paris, Seghers, 1986.
- Chesneaux, Jean. Du passé faisons table rase? Paris, Maspéro, col. FM # 164, 1976.
- coll. L'histoire aujourd'hui, in "Le Magazine Littéraire" # 164, 1980.
- coll. L'histoire et l'historien, in "Recherches et débats" # 47, juin 1964.
- Coupal, Jean-Paul. L'histoire à l'Université, Mémoire de Maîtrise, Université du Québec à Montréal, texte dactylographié, 1983.
- Coutau-Bégarie, Hervé. Le Phénomène "nouvelle histoire", Paris, Economica, 1983.
- Dosse, François. L'histoire en miettes, Paris, La Découverte, col. "Amiliare", 1987.
- Domenach, Jean-Marie. Enquête sur les idées contemporaines, Paris, Seuil, col. "Points" # 157, 1981.
- Dray, W.-H. La philosophie de l'histoire, Ottawa, Editions de l'Université d'Ottawa, 1981.
- Dumont, Fernand. L'anthropologie en l'absence de l'homme, Paris, P.U.F., col. "Sociologie d'aujourd'hui", 1981.
- Dumont, Fernand. Chantiers Essis sur la pratique des sciences de l'homme, Montréal, Cahier # 5 des Sciences de l'homme et humanisme, 1973.
- Dumont, Fernand. Le lieu de l'homme, Montréal, Hurtubise HMH, 1968.
- Dumont, Louis. La civilisation indienne et nous, Paris, A. Colin, col. "U prisme" # 16, 1975.

- Ehrard, Jean et Palmade, Guy. L'histoire, Paris, A. Colin, col. "U", 1964.
- Favrod, C.-H. (éd.), La sociologie, Paris, Livre de poche, col. "Edma" # 4478, 1979.
- Febvre, Lucien. Combats pour l'histoire, Paris, A. Colin, 1953.
- Ferro, Marc. L'histoire sous surveillance, Paris, Calmann-Lévy, 1985.
- Finkelkraut, Alain. La défaite de la pensée, Paris, Gallimard, 1987.
- Gagnon, N. et Hamelin, J. L'homme historien, Saint-Hyacinthe, Edisem, Cahier # 2 des Méthodes des sciences humaines, 1979.
- Gapanovitch, J.-J. Historiographie russe (hors de la Russie), Paris, Payot, col. "Bibliothèque historique", 1946.
- Halperin, S. William. Essays in Modern European Historiography, Chicago, University of Chicago Press, 1970.
- Herzlich, Claudine. "La représentation sociale" in S. Moscovici. Introduction à la psychologie sociale, vol. 1, Paris, Larousse, 1972.
- Hughes, Robert. Shock of the New, New-York, Alfred A. Knopf, 1981.
- Kuhn, T.-S. La structure des révolutions scientifiques, Paris, Flammarion, col. "Nouvelle Bibliothèque scientifique", 1972.
- Laville, Christian. Le passage du national au social dans l'historiographie française, Québec, Université Laval, Laboratoire de didactique, série monographies # 10, 1981.
- Lefebvre, Georges. Naissance de l'historiographie moderne, Paris, Flammarion, col. "Nouvelle Bibliothèque scientifique", 1971.
- Le Goff, Jacques. L'imaginaire médiéval, Paris, Gallimard, col. "Bibliothèque des histoires", 1985.
- Le Goff, Jacques (éd.). La nouvelle histoire, Paris, Retz-C.E.P.I., col. "Les Encyclopédies du savoir moderne", 1978.
- Mainueneau, Dominique. Les livres d'école de la République, 1870-1914, Paris, Le Sycomore, 1979.
- Massicotte, G. L'histoire problème La méthode de Lucien Febvre, Saint-Hyacinthe, Edisem, Cahier # 4 des Méthodes des sciences humaines, 1981.
- Moscovici, Serge. Essai sur l'histoire humaine de la nature, Paris, Flammarion, col. "Champs" # 10, 1977.
- Schaff, Adam. Histoire et vérité, Paris, Anthropos, s.d..
- Sédillot, René. L'histoire n'a pas de sens, Paris, Fayard, 1965.
- Sprott, W.-J.-M. Psychologie sociale, Paris, Payot, col. "Bibliothèque scientifique", 1954.
- Stoetzel, John. La psychologie sociale, Paris, Flammarion, col. "Champs" # 65, 1978.
- Thompson, James Westfall. A History of Historical Writing, vol. 2, New-York, Macmillan Company, 1942.
- Thuillier, Guy et Tulard, Jean. La méthode en histoire, Paris, P.U.F., col. "Que sais-je?" # 2323, 1986.
- Veyne, Paul. Comment on écrit l'histoire, Paris, Seuil, col. "Univers historique", 1971.

2) Histoire de France:

- Aron, Raymond. Mémoires, Paris, Julliard, réed. Presses Pocket, 1983.
- Azéna, Jean-Pierre et Winock, Michel. La Troisième République, Paris, Clamann-Lévy, réed. Livre de poche, col. "Pluriel" # 8330, 1976.
- Beaune, Colette. Naissance de la nation France, Paris, Gallimard, col. Bibliothèque des histoires", 1985.
- Capitan Peter, Colette. Charles Maurras et l'idéologie d'Action française, Paris, Seuil, 1972.
- Dansette, Adrien. Histoire religieuse de la France contemporaine t.2 sous la III^e République, Paris, Flammarion, 1951.
- Dioudonnat, Pierre-Marie. Je suis partout 1930-1944, Paris, La Table Ronde, 1973.
- Duroselle, Jean-Baptiste. La France et les Français 1900-1914, Paris, Richelieu, 1972.
- Duroselle, Jean-Baptiste. La France et les Français 1914-1920, Paris, Richelieu, 1972.
- Gaulle, Charles de. Mémoires d'espoir, Paris, Plon, 1970.
- Gaulle, Charles de. Vers l'armée de métier, Paris, Livre de poche # 3549, 1934.
- Gaxotte, Pierre. Les autres et moi, Paris, Flammarion, 1975.
- Gaxotte, Pierre. "Mon métier d'historien", Historia # 341, avril 1975.
- Goguel, François. La politique des partis sous la III^e République, Paris, Seuil, col. "Esprit", 1958.
- Havard de la Montagne, Robert. Histoire de l'Action française, Paris, Amiot-Dumont, 1950.
- Keylor, William. Jacques Bainville and the Renaissance of Royalist History in the Twentieth-Century France, Baton Rouge, Louisiana State University, 1979.
- Lacouture, Jean. François Mauriac, Paris, Seuil, 1980.
- Lacouture, Jean. De Gaulle 3 vols, Paris, Seuil, 1984 sq.
- Loubet del Bayle, Jean-Louis. Les non-conformistes des années 30, Paris, Seuil, 1969.
- Loutfi, M.-A. Littérature et colonialisme, La Haye, Mouton, 1971.
- Mayeur, Jean-Marie. La vie politique sous la Troisième République 1870-1940, Paris, Seuil, col. "Points-Histoire" # 73, 1984.
- Michel-Droit. André Maurois, Paris, Editions Universitaires, col. "Classiques du XX^e siècle" # 6, 1953.
- Montador, Jean. Jacques Bainville historien de l'avenir, Paris, Editions France-Empire, 1984.
- Mourre, Michel. Charles Maurras, Paris, Editions Universitaires, col. "Classiques du XX^e siècle" # 5, 1953.
- Nicolet, Claude. L'idée républicaine en France, Paris, Gallimard, col. "Bibliothèque des histoires", 1982.

- Petitfils, Jean-Christian. La droite en France de 1789 à nos jours, Paris, P.U.F., col. "Que sais-je?" # 1539, 1973.
- Petitfils, Jean-Christian. L'extrême droite en France, Paris, P.U.F., col. "Que sais-je?" # 2118, 1983.
- Rémond, René. Les droites en France, Paris, Aubier-Montaigne, 1982.
- Renan, Ernest. La réforme intellectuelle et morale de la France, Paris, U.G.E., col. "10/18" # 361, s.d.
- Seignobos, Charles. Histoire sincère de la nation française, Paris, P.U.F., 1933.
- Sternhell, Zeev. La Droite révolutionnaire 1885-1914, Paris, Seuil, col. "Univers historique", 1978.
- Sternhell, Zeev. Maurice Barrès et le nationalisme français, Bruxelles, Complexes, 1985.
- Sternhell, Zeev. Ni droite ni gauche, Paris, Seuil, 1983.
- Tannenbaum, Edward R. The Action Française, New-York, John Wiley & Sons, 1962.
- Touchard, Jean. Le gaullisme 1940-1969, Paris, Seuil, col. "Points-Histoire" # H32, 1978.
- Weber, Eugen. L'Action Française, Paris, Fayard, 1985.
- Weber, Eugen. La fin des terroirs, Paris, Fayard, 1985.
- Wilson, Stephen. "A View of the Past: Action Française Historiography and its Socio-Political Function", Historical Journal, 19, 1 (1976), pp. 135 à 161.
- Wilson, Stephen. "Fustel de Coulanges and the Action Française", Journal of History of Ideas, XXXIV, (1973), pp. 123 à 134.
- Zeldin, Théodore. Histoire des passions françaises, 5 vols. Paris, Seuil, col. "Points-Histoire", 1979.

3) Histoire des idéologies politiques:

- Caute, David. Le Communisme et les intellectuels français 1914-1966, Paris, Gallimard, 1967.
- Duverger, Maurice. Constitutions et documents politiques, Paris, P.U.F., col. "Thémis", 1968.
- Girardet, Raoul. Le nationalisme français 1871-1914, une anthologie, Paris, Seuil, col. "Points-Histoire" # H68, 1983.
- Imbert, J., Morel, H. et Dupuy, R.-J. La pensée politique des origines à nos jours, Paris, P.U.F., col. "Thémis", 1969.
- Kohn, Hans. Nationalism : Its Meaning and History, New-York, Van Nostrand, 1965.
- Leclercq, Jean-Michel. La nation et son idéologie, Paris, Anthropos, 1979.
- Michel, Henri. Les Fascismes, Paris, P.U.F., col. "Que sais-je?" # 1683, 1977.
- Milza, Pierre. Les Fascismes, Paris, Imprimerie nationale, 1985.
- Molnar, Thomas. La contre-révolution, Paris, U.G.E., col. "10/18" # 717, 1972.

- O'Sullivan, Noël. Conservatism, London, J.-M. Dent & Sons Ltd, 1976.
- Schafer, Boyd C. Le nationalisme, Paris, Payot, col. "Bibliothèque historique", 1964.

Historicité:

- Abraham, F. et Desné, R. Histoire littéraire de la France, vol. IV, 1^e partie de 1789 à 1848, Paris, Ed. Sociales, 1972.
- Berr, Henri. La synthèse en histoire, Paris, Albin Michel, 1953.
- Blanche, Robert. L'épistémologie, Paris, P.U.F., col. "Que sais-je?" # 1475, 1972.
- Braudel, Fernand. L'identité de la France, vol. I Espace et histoire, Paris, Arthaud-Flammarion, 1986.
- Bruckner, Pascal. Le sanglot de l'homme blanc, Paris, Seuil, col. "L'histoire immédiate", 1983.
- Chevallier, Jean-Jacques. Les grandes oeuvres politiques, Paris, A. Colin, 1949.
- coll. Enseigner l'histoire, Paris, Hachette, cahier Histoire # 1, mars 1979.
- Daunou, P.-C.-F. Cours d'Etudes historiques, Paris, Firmin-D. c. 1844-1849.
- Février, James G. Histoire de l'écriture, Paris, Payot, col. "Bibliothèque historique", 1984.
- Feyerabend, Paul. Contre la méthode, Paris, seuil, col. "Science ouverte", 1979.
- Gachot, Edouard. La dispute du Rhin, Paris, Payot, col. "Bibliothèque historique", 1952.
- Girardet, Raoul. Mythes et mythologies politiques, Paris, Seuil, col. "Univers historique", 1986.
- Greimas, A.-J. Sémiotique et sciences sociales, Paris, Seuil, 1976.
- Hazard, Paul. La crise de la conscience européenne, Paris, Fayard, 1961.
- Hébert, Bruno. Monuments et Patrie, Joliette, Editions Pleins Bords, 1980.
- Huppert, George. L'idée de l'histoire parfaite, Paris, Flammarion, col. "Nouvelle Bibliothèque scientifique", 1973.
- Ifrah, G. Les chiffres, Paris, Robert Laffont, 1985.
- Jaspers, Karl. Introduction à la philosophie, Paris, U.G.E., col. "10/18" # 269, s.d.
- Joutard, Philippe (éd.). Historiographie de la Réforme, Neuchatel, Delachaux & Niestlé, 1974.
- Luckacs, Georges. Le roman historique Paris, Payot, col. "P.B.P." # 311, 1965.
- Madaule, Jacques. Histoire de France 3 vols, Paris, Gallimard, col. "Idée", 1943.
- Michelet, Jules. Histoire et Philosophie, Paris, Calmann-Lévy, 1900.
- Morax, Charles. La logique de l'histoire, Paris, Gallimard, col. "Essais" # CXXIX, 1967.

- Neff, Emery. The Poetry of History, New-York, Columbia University Press, 1947.
- Palanque, J.-R. "Revue historique" CLXXII, sept-oct. 1933, p. 537-538.
- Queneau, Raymond (éd.). Histoire des littératures vol. 3, Littératures françaises, connexes et marginales, Paris, Gallimard, col. "Pléiades", 1959.
- Ricoeur, Paul. Histoire et vérité, Paris, Seuil, col. "Esprit", 1955.
- Tabouis, Germaine. Albion perfide ou loyale, Paris, Payot, col. "Bibliothèque historique", 1938.
- Vendryès, Pierre. De la probabilité en histoire, Paris, Albin Michel, 1952.

Signification:

- Agulhon, Maurice. Marianne au combat, Paris, Flammarion, 1979.
- Ariès, Philippe. Essais sur l'histoire de la mort en Occident du Moyen Age à nos jours, Paris, Seuil, col. "Points-Histoire" # H31, 1975.
- Ariès, Philippe. Le temps de l'histoire, Monaco, Editions du Rocher, 1954.
- Ariès, Philippe. Ur. historien du dimanche, Paris, Seuil, 1980.
- Aron, Jean-Paul et Kempf, Robert. Le pénis et la démoralisation de l'Occident, Paris, Grasset, 1978.
- Aster, Ernest d'. La psychanalyse et son apport à la science de l'homme, Paris, Payot, col. "Bibliothèque scientifique", 1951.
- Ayçoberry, Pierre. La question nazi, Paris, Seuil, col. "Points-Histoire" # H39, 1979.
- Barthes, Roland. Michélet par lui-même, Paris, Seuil, col. "Ecrivains de toujours" # 19, 1954.
- Baruk, Henri. La psychiatrie sociale, Paris, P.U.F., col. "Que sais-je?" # 669, 1955.
- Barzun, Jacques. Clio and the Doctors, Chicago, The University of Chicago Press, 1974.
- Bastide, Roger. Sociologie des maladies mentales, Paris, Flammarion, col. "Champs" # 21, 1965.
- Bastide, Roger. Sociologie et psychanalyse, Paris, P.U.F., col. "Bibliothèque de sociologie contemporaine", 1950.
- Benveniste, Emile. Problèmes de linguistiques générales, Paris, Gallimard, coll. "Bibliothèque des sciences humaines", 1966.
- Besançon, Alain. Histoire et expérience du moi, Paris, Flammarion, col. "Science", 1971.
- Bettelheim, Bruno. La psychanalyse des contes de fées, Paris, R. Laffont, rééd. Livre de poche, col. "Pluriel" # 8342, 1976.
- Billard, C. et Guibbert, P. Histoire mythologique des Français, Paris, Calixte, 1976.
- Blondel, Charles. Introduction à la psychologie collective, Paris, A. Colin, # 102, 1946.

- Burckhardt, Jacob. La civilisation de la Renaissance en Italie 3 vols, Paris Livre de poche col. "Art".
- Burguière, Alain (éd.). Histoire de la famille vol. 2, Paris, A. Colin, 1986.
- Cartwright, Frederick. Ces maladies qui ont changé l'histoire, Bruxelles, Elsevier-Séquoia, 1974.
- Certeau, Michel de. L'écriture de l'histoire, Paris, Gallimard, col. "Bibliothèque des histoires", 1975.
- Certeau, Michel de. Histoire et psychanalyse entre science et fiction, Paris, Gallimard, col. "Folio essai" # 59, 1987.
- coll. Les nostalgies des Français, Paris, Hachette, cahier Histoire # 5, 1980.
- Dermigny, Louis. U.S.A. essai de mythologie américaine, Paris, P.U.F., 1956.
- Dupront, Alphonse. "Du sentiment national" in M. François (éd.) La France et les Français, Paris, Gallimard, col. "Pléiades", 1972.
- Dupront, Alphonse. "L'histoire après Freud", in Revue de l'enseignement supérieur # 46-47, 1969.
- Eliade, Mircea. La nostalgie des origines, Paris, Gallimard, col. "Idées" # 397, 1971.
- Erikson, Erik H. Childhood and Society, Harmondsworth, Penguin Books, 1963.
- Erlanger, Philippe. Henri III, Paris, Livre de poche, col. "historique", # 3257, 1948.
- Favrod, C.-H. (éd.). La psychanalyse, Livre de poche, col. "Edma" # 4450, 1975.
- Freud, Sigmund. Essais de psychanalyse : Considérations actuelles sur la guerre et sur la mort, Au-delà du principe de plaisir, Psychologie des foules et analyse du Moi, Le Moi et le Ca, Paris, Payot, coll. "P.B.P." # 44, 1981.
- Freud, Sigmund. Malaise dans la civilisation, Paris, P.U.F., col. "Bibliothèque de psychanalyse", 1971.
- Freund, Julien. Les théories des sciences humaines, Paris, P.U.F., col. "sup le philosophe" # 108, 1973.
- Friedländer, Saul. Histoire et psychanalyse, Paris, Seuil, col. "Univers historique", 1975.
- Gay, Peter. Freud for Historians, Oxford, Oxford University Press, 1985.
- Gélis, J., Laget, M., Morel, M.-F. Entrer dans la vie, Paris, Gallimard, coll. "Archives" # 72, 1978.
- Grimal, Pierre (éd.). Histoire mondiale de la Femme, vol. 4 : sociétés modernes et contemporaines, Paris, Nouvelle librairie de France, s.d.
- Hahn, Pierre. Nos ancêtres les pervers, Paris, O. Orlan, 1979.
- Halbwachs, Maurice. La mémoire collective, Paris, P.U.F., col. "Bibliothèque de sociologie contemporaine", 1950.
- Ishaghpour, Y. Visconti, le sens et l'image, Paris, Ed. de la Différence, s.d.
- Kaufmann, Pierre. Psychanalyse et théorie de la culture, Paris, Denoël-Gonthier, col. "Médiations" # 118, 1985.

- Klossowski, Pierre. Sade mon prochain, Paris, Seuil, col. "Pierres vives", 1967.
- Loewenberg, Peter. Decoding the Past, London, University of California Press, 1985.
- Mannoni, Pierre. La psychologie collective, Paris, P.U.F., col. "Que sais-je?" # 2235, 1985.
- Martin-Fugier, Anne. La bourgeoise, Paris, Grasset, col. "Figures", 1983.
- Mause, Lloyd de. Les fondements de la psychohistoire, Paris, P.U.F., 1986.
- Merle, Robert. Oscar Wilde ou la "destinée" de l'homosexuel, Paris, Gallimard, 1955.
- Moreau, Thérèse. Le sang de l'histoire, Paris, Flammarion, col. "Nouvelle Bibliothèque scientifique", 1982.
- Nietzsche, Friederich. Seconde considération intempestive, Paris, Garnier-Flammarion, GF # 483, 1988.
- Ory, Pascal. Les collaborateurs 1940-1944, Paris, Seuil, col. "Points-Histoire" # H43, 1976.
- Panowski, Erwin. Idea, Paris, Gallimard, col. "Idées" # 490, 1983.
- Prezzolini, G. Le legs de l'Italie, Paris, Payot, col. "Bibliothèque historique", 1949.
- Reich, Wilhelm. La psychologie de masse du fascisme, Paris, Payot, col. "P.B.P." # 244, 1972.
- Reinhard, Maurice et Armengaud, A. Histoire générale de la population mondiale, Paris, Montchrestien, 1961.
- Ricoeur, Paul. De l'interprétation Essai sur Freud, Paris, Seuil, col. "L'ordre philosophique", 1965.
- Ricoeur, Paul. Exégèse et herméneutique, Paris, Seuil, 1971.
- Robin, Régine. Histoire et linguistique, Paris, A. Colin, 1973.
- Shorter, Edward. Naissance de la famille moderne, Paris, Seuil, col. "Univers historique", 1977.
- Szaluta, J. La psychohistoire, Paris, P.U.F., col. "Que sais-je?" # 2325, 1987.
- Thomas, Louis-Vincent. Civilisation et divagations, Paris, Payot, col. "P.B.P." # 354, 1979.
- Weinmann, Heinz. Du Canada au Québec Généalogie d'une histoire, Montréal, L'Hexagone, 1987.

La moralisation:

- Assouline, Pierre. L'épuration des intellectuels, Bruxelles, Complexe, 1985.
- Augustin, saint. City of God, New-York, Images Books, 1958.
- Benda, Julien. La trahison des clercs, Paris, Grasset, réed. livre de poche, col. "Pluriel" # 8309, 1977.
- Bodin, Louis. Les intellectuels, Paris, P.U.F., col. "Que sais-je?" # 1001, 1962.

- Carr, E.-H. What is History?, Harmondsworth, Penguin Books, 1961.
- Carré, Jean-Marie. Les écrivains français et le ~~milieu~~ allemand, Paris, Boivin et Cie, 1947.
- Chaunu, Pierre. Histoire et décadence, Paris, Librairie Académique Perrin, 1981.
- coll. Braudel le patron de la nouvelle histoire, Magazine Littéraire # 212, 1984.
- Debray, Régis. Le scribe, Paris, Grasset, réed. Livre de poche, col. "biblio-essais" # 4003, 1980.
- Dumont, Fernand. Les idéologies, Paris, P.U.F., col. "Sup le sociologue" # 36, 1974.
- Duvignaud, Jean. Hérésie et subversion Essai sur l'ambivalence, Paris, La Découverte, col. "Armiliaire", 1986.
- Eliade, Mircea. Le mythe de l'éternel-retour, Paris, Gallimard, col. "Idées" # 191, 1969.
- Favier, Jean. La guerre de Cent Ans, Paris, Fayard, 1980.
- Favier, Jean. Philippe le Bel, Paris, Fayard, 1978.
- Focillon, Henri. Vie des formes, Paris, P.U.F., 1943.
- Fourastié, Jean. Essai de morale prospective, Paris, Denoël-Gonthier, col. "Médiations" # 75, 1966.
- Furet, François et Richet, Denis. La Révolution française, Paris, Fayard, réed. Marabout, col. "Université" # 299, 1973.
- Garrisson, Janine. L'Edit de Nantes et sa révocation, Paris, Seuil, 1985.
- Goubert, Pierre. Louis XIV et vingt millions de Français, Paris, Fayard, réed. Livre de poche, col. "Pluriel" # 8306, 1966.
- Grégoire, François. Les grandes doctrines morales, Paris, P.U.F., col. "Que sais-je?" # 658, 1955.
- Hackett, Francis. François I^{er}, Paris, Payot, col. "Bibliothèque historique", 1937.
- Hatt, J.-J. Histoire de la Gaule romaine, Paris, Payot, col. "Bibliothèque historique", 1959.
- Horkheimer, Max. Les débuts de la philosophie bourgeoise de l'histoire Paris, Payot, col. P.R.P. # 376, 1970.
- Hours, Joseph. Valeur de l'histoire, Paris, P.U.F., col. "Sup initiation philosophique" # 9, 1953.
- Jacquart, Jean. François I^{er}, Paris, Fayard, 1981.
- Labrousse, Elisabeth. La Révocation de l'Edit de Nantes, Genève, Payot Labor/Fides, 1985.
- Lottman, Herbert R. La Rive gauche, Paris, Seuil, col. "Points" # 161, 1981.
- Mannheim, Karl. Ideology and Utopia, New-York, Harvest Books, # HB 3, 1936.
- Nisbet, Robert A. Social Change and History, London, Oxford University Press, 1969.
- O'Connell, D. et Le Goff, J. Les propos de saint Louis, Paris, Julliard, col. "Archives" # 52, 1974.

- Paz, Octavio. Une planète et quatre ou cinq mondes, Paris, Gallimard, col. "Folio essai" # 20, 1985.
- Pomian, Krzysztof. L'ordre du temps. Paris, Gallimard, col. "Bibliothèque des histoires", 1984.
- Sarocchi, Jean. Julien Benda Portrait d'un intellectuel, Paris, A.-G. Nizet, 1968.
- Servier, Jean. L'idéologie, Paris, P.U.F., col. "Que sais-je?" # 2005, 1982.
- Soboul, Albert. La Révolution française, 2 vols, Paris, Gallimard, col. "Idées", 1962.
- Spengler, Oswald. Le déclin de l'Occident, Paris, Gallimard, col. "Bibliothèque des Idées", 2 vols, 1948.
- Stuart Hughes. H. Consciousness and Society, New-York, Vintage Books, 1977.
- Tawney, R.-H. La religion et l'essor du capitalisme, Paris, Marcel Rivière, 1951.
- Toynbee, Arnold J. L'Histoire, Paris, Gallimard, col. "Bibliothèque des Idées", 1951.
- Weber, Eugen. Fin-de-siècle La France à la fin du XIX^e siècle, Paris, Fayard, 1986.
- Weber, Max. L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, Paris, Plon, 1967.
- Wright Mills, C. L'imagination sociologique, Paris, Maspéro, col. "FM" # 178, 1967.
- Widgery, Alban G. Les grandes doctrines de l'histoire de Confucius à Toynbee, Paris, Gallimard, col. "Idées" # 83, 1965.